



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

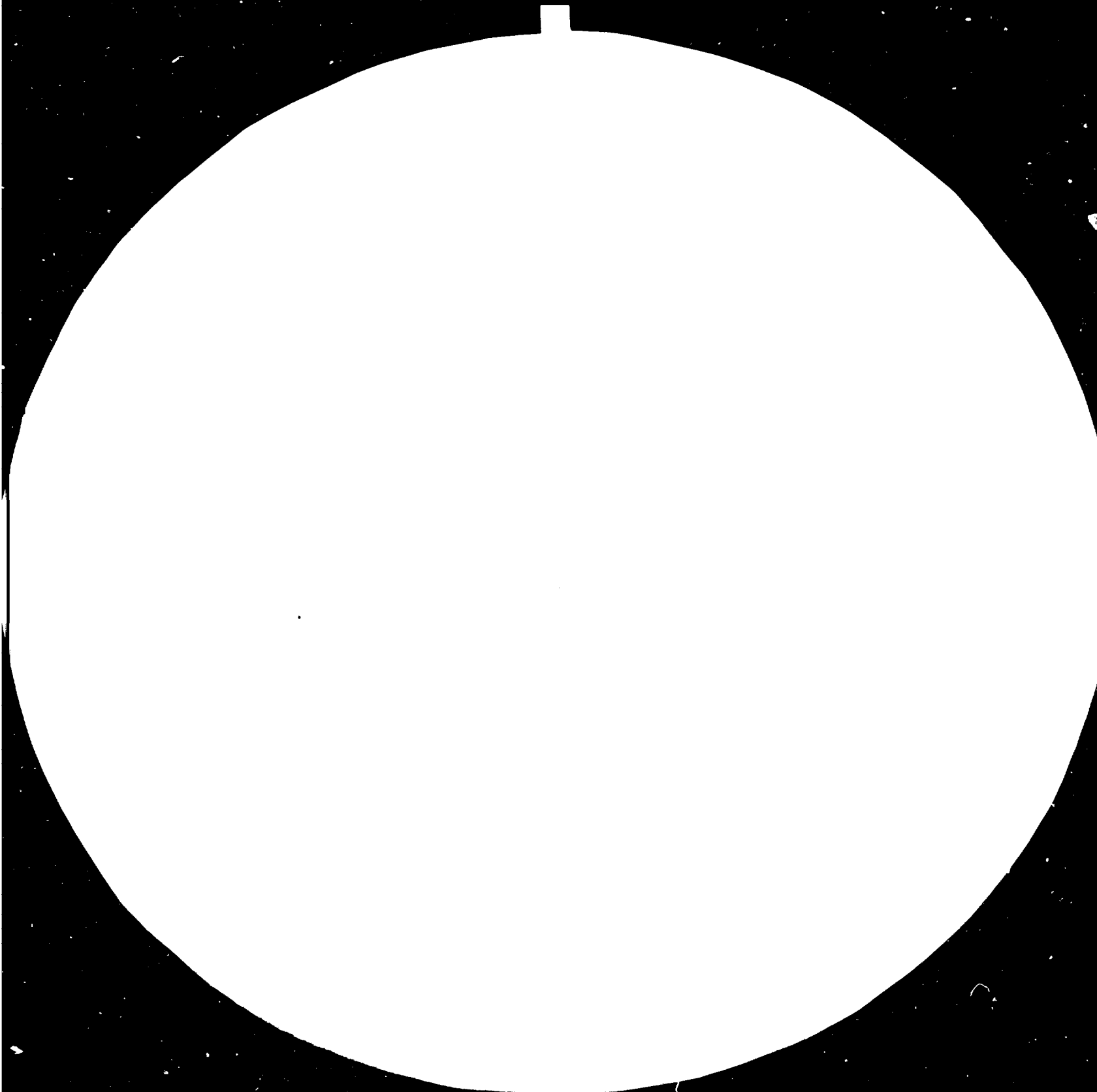
FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
1963-A and 1963-B TEST CHART No. 21



Distr.
GENERALE
ID/B/320
17 février 1984
FRANÇAIS
Original : ANGLAIS
Distr.: 21 mars 1984

NOTE

Les renseignements d'ordre financier donnés dans le présent document pour l'année 1983 sont fondés sur les comptes préliminaires disponibles au mois de janvier 1984. Une annexe statistique révisée (pages jaunes) contenant des chiffres mis à jour pour 1983 sera, au besoin, publiée sous forme d'additif au présent Rapport.

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF, 1983

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
Abréviations	vii
Préface	1
<i>Chapitre I^{er}</i> ORGANES DIRECTEURS INTERGOUVERNEMENTAUX	5
Comité permanent et Conseil du développement industriel : sessions de printemps	6
Programme des Nations Unies pour le développement	9
Conseil économique et social	10
Comité permanent : session d'automne	11
Assemblée générale : trente-huitième session	13
<i>Chapitre II</i> SOURCES DE FINANCEMENT	21
Chiffres indicatifs de planification du PNUD	21
Programme des Services industriels spéciaux	22
Fonds des Nations Unies pour le développement industriel	24
Fonds d'affectation spéciale et accords de participation aux coûts	28
Programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI	29
Budget ordinaire	29
Frais généraux	32
<i>Chapitre III</i> OPERATIONS INDUSTRIELLES	35
A. Mise en œuvre des projets en 1983	35
B. Exécution des projets par région	45
Afrique	45
Amériques	52
Etats arabes	57
Asie et Pacifique	61
Europe	67
C. Exécution des projets par domaine d'activité	72
Planification industrielle	72
Infrastructure institutionnelle	76
Création et gestion d'usines	81

	<i>Pages</i>
Formation	85
Etudes de faisabilité	91
Agro-industries	96
Industries métallurgiques	100
Industries mécaniques	109
Industries chimiques	115
 <i>Chapitre IV</i>	
ETUDES INDUSTRIELLES	127
Etudes mondiales et conceptuelles	127
Etudes par région et par pays	131
Etudes sectorielles	135
Autres activités	141
 <i>Chapitre V</i>	
PROGRAMMES SPECIAUX	145
Energie	145
Programme de coopération en matière d'investissements	149
Assistance aux pays les moins avancés	161
Programme de technologie	164
Coopération entre pays en développement	177
Décennie du développement industriel de l'Afrique	183
Système de consultations	185
 <i>Chapitre VI</i>	
EXAMENS ET EVALUATIONS	207
 <i>Chapitre VII</i>	
COORDINATION, ACTIVITES HORS SIEGE ET DE LIAISON, ET INFORMATION	211
Coordination des programmes interinstitutions	211
Relations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales	214
Coopération avec les organisations non gouvernementales et les organismes commerciaux et industriels	218
Programmes des conseillers hors siège et des administra- teurs adjoints	223
Information	227
Services de liaison à New York	232
Représentation de l'ONUDI à Genève	234
 <i>Chapitre VIII</i>	
ADMINISTRATION GENERALE	237
Effectifs	237
Personnel affecté aux projets	245
Service des achats et des marchés	247
Services de conférence	252
Services communs	253
 <i>Annexe statistique</i>	255
 <i>Appendices</i>	271

ABREVIATIONS

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BNUS	Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne
CAC	Comité administratif de coordination
CAO	Conception assistée par ordinateur
CCI	Centre (CNUCEP/GATT) du commerce international
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEE	Commission économique européenne
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine
CEPD	Coopération économique entre pays en développement
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CIGGB	Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie
CIP	Chiffre indicatif de planification
CIV	Centre international de Vienne
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMFAR	Modèle d'ordinateur pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité
COPAC	Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives
CTPD	Coopération technique entre pays en développement
FAO	Fabrication assistée par ordinateur
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FNUDI	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel
IJAAS	Institut international d'analyse appliquées des systèmes
INTIB	Banque d'informations industrielles et technologiques
OADI	Organisation arabe de développement industriel
OIT	Organisation internationale du Travail
OLADE	Organisation latino-américaine de l'énergie
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUV	Office des Nations Unies à Vienne
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OUA	Organisation de l'unité africaine
PCI	Programme de coopération en matière d'investissements
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
R-D	Recherche-développement
SAM	Service des achats et des marchés
SIS	Programme des Services industriels spéciaux
TIES	Système d'échange de renseignements techniques
UDEAC	Union douanière et économique de l'Afrique centrale
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

PREFACE

1. On ne peut que déplorer la baisse de 15 % du montant de l'assistance technique fournie en 1983 par rapport à l'année dernière ainsi que la réduction de 28 % des dépenses financées sur les chiffres indicatifs de planification (CIP) du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Bien que l'ONUDI soit toujours le troisième agent d'exécution du PNUD, cette diminution brutale des ressources du PNUD ne laisse pas d'être très préoccupante. Le montant des crédits provenant du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), du programme ordinaire (PO) et du programme des Services industriels spéciaux (SIS) se situant approximativement au même niveau que les années précédentes, les résultats d'ensemble de l'ONUDI en matière d'activités d'assistance technique auraient été plus mauvais encore s'il n'y avait eu l'augmentation sensible de l'aide fournie au titre des fonds d'affectation spéciale. En fait, le montant de l'assistance technique fournie a été inférieur à ce qu'il était précédemment pour la plupart des pays en développement qui n'ont pas pu compenser la diminution des ressources provenant des CIP par une augmentation de celles provenant des mécanismes de participation aux coûts ou des fonds d'affectation spéciale.

2. La situation est suffisamment grave pour qu'on l'examine aussi très attentivement du point de vue de la gestion. Il est évident que dans les circonstances actuelles les dépenses d'appui pour les projets de coopération technique ont tendance à augmenter. En outre, la diminution du nombre de projets approuvés en 1983 contribuera aussi à accroître ce type de dépenses en 1984, et peut-être même en 1985 si la tendance à la réduction des ressources persiste.

3. Cela étant, la dernière Conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement, tenue en novembre 1983, a fait naître une lueur d'espoir en ce qui concerne le FNUDI, dont les ressources pour 1984 devraient être supérieures à celles de 1983. J'espère que cette tendance s'accroîtra dans les années à venir et que l'objectif de 50 millions de dollars fixé pour ce Fonds pourra être atteint assez rapidement. Faut de quoi, l'insuffisance des ressources mises à la disposition des programmes de coopération technique pourrait compromettre le crédit de l'ONUDI, car la baisse des ressources extrabudgétaires rendrait alors difficile le maintien en place du personnel technique dont elle a besoin pour apporter son appui à la vaste gamme d'activités et de technologies devant permettre de satisfaire les besoins d'un très grand nombre de pays, si divers par leurs stades de développement.

4. Le deuxième volet des activités de l'ONUDI en 1983 auquel il convient de s'intéresser plus particulièrement est celui des travaux intensifs de

préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Au moment de la parution du présent rapport, l'essentiel de la documentation de la Conférence devrait avoir été distribué et son examen par les pays aura peut-être commencé; aussi ne m'étendrai-je pas sur le contenu de ces documents. J'aimerais, cependant, appeler l'attention sur les efforts particuliers qu'a déployés le secrétariat pour adopter une nouvelle optique en ce qui concerne ce type de travaux et, notamment, pour faire en sorte, dans la limite des ressources disponibles, que les Etats membres participent dès le début aux préparatifs de la Conférence. L'apport des Etats membres aux cinq réunions sectorielles auxquelles ont participé des experts de toutes les régions laisse bien augurer de l'issue de la quatrième Conférence générale elle-même.

5. En outre, étant donné que les Etats auront eu amplement le temps d'étudier les documents avant le début de la Conférence et même d'entamer un examen informel d'un grand nombre de points de son ordre du jour, ses délibérations devraient être plus constructives et ses conclusions plus positives que celles auxquelles on a été habitué, ces dernières années, par d'autres conférences internationales.

6. Sur le plan institutionnel, le succès de la réunion officielle tenue en mai 1983 pour examiner les progrès accomplis vers la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée du système des Nations Unies et la ratification du nouvel Acte constitutif de l'Organisation par les principaux contributeurs ont ouvert la voie à un prompt changement du statut de l'ONUDI. Je présume que la quatrième Conférence générale, qui se tiendra à Vienne en août 1984, donnera à toutes les parties intéressées l'occasion de prendre les dernières dispositions nécessaires à la transformation de l'ONUDI et que l'on y fixera la date de création de la nouvelle ONUDI au 31 mars 1985 au plus tard, c'est-à-dire exactement dix ans après que la Conférence de Lima ait recommandé cette transformation. Je suis convaincu que les obstacles qui s'opposent aujourd'hui aux quelques ratifications encore nécessaires seront levés sans peine en août.

7. Enfin, parmi les nombreuses autres activités couronnées de succès en 1983, j'aimerais plus particulièrement attirer l'attention sur l'exécution d'un projet mondial lancé par l'ONUDI en 1981 : 26 pays réunis en septembre 1983 à Madrid (Espagne) ont en effet décidé de créer un Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB), décision à laquelle deux autres pays s'étaient associés à la fin de l'année.

8. Il ne fait aucun doute que l'ONUDI devra poursuivre les activités déjà engagées à cet égard et jouer un rôle de premier plan au sein de cette nouvelle institution internationale, si importante pour le développement futur des pays en développement, et plus importante encore pour la coopération internationale en général. Le nouveau CIGGB, ainsi que le Centre international de physique théorique de Trieste financé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et par l'Agence internationale de l'énergie atomique, auront, j'en suis convaincu, valeur d'exemple et inciteront à la création de centres du même type dans d'autres domaines clefs du développement tels l'électronique, les nouveaux matériaux, les technologies d'exploitation des fonds marins, etc. Il s'agit, à mon sens, de mécanismes qui permettent d'aider très efficacement les pays en développement

à rattraper leur retard technologique. N'est-ce pas là, en effet, le moyen le plus sûr et le moins coûteux pour eux, ainsi que pour la communauté internationale tout entière, de surmonter les nombreux problèmes de développement auxquels ils doivent faire face et d'atteindre le degré d'autonomie qui leur permettra de satisfaire eux-mêmes leurs besoins fondamentaux ? J'en suis intimement convaincu, car la clef de tout développement autonome est la mise en place d'une capacité scientifique et technologique nationale suffisante. En outre, c'est aussi la seule stratégie qui permette une répartition plus équitable de la croissance mondiale et, en dernière analyse, une plus grande harmonie dans les relations internationales.

Le Directeur exécutif,
ABD-EL RAHMAN KHANE

Chapitre premier

ORGANES DIRECTEURS INTERGOUVERNEMENTAUX

1. Organe de l'Assemblée générale fonctionnant en tant qu'organisation autonome au sein de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la résolution 2152 (XXI) de l'Assemblée générale, l'ONUDI voit ses activités dirigées et suivies par l'Assemblée générale, par le Conseil économique et social ainsi que par le Conseil du développement industriel et son Comité permanent. Le présent chapitre indique, dans l'ordre chronologique, les décisions et recommandations que ces organes ont adoptées en 1983 et qui ont eu ou auront probablement des incidences directes sur l'ONUDI et ses activités. On y trouvera en outre des renseignements sur les décisions prises par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui intéressent l'ONUDI.

2. L'Acte constitutif de l'ONUDI est demeuré ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Au 31 décembre 1983, 136 Etats avaient signé l'Acte constitutif et 113 l'avaient ratifié. Aux termes de son article 25, il entrera en vigueur lorsque au moins 80 Etats ayant déposé leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation auront avisé le Dépositaire qu'ils se sont mis d'accord, après s'être consultés, pour que l'Acte constitutif entre en vigueur. Ces consultations ont eu lieu au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 25 janvier 1983 et au Centre international de Vienne du 16 au 20 mai 1983. Dans sa résolution 38/193 adoptée à sa trente-huitième session, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général — après consultations avec les Etats qui avaient ratifié l'Acte constitutif afin de déterminer, notamment, si la viabilité financière de la nouvelle institution, avait fait l'objet de garanties suffisantes — d'organiser une réunion de clôture d'un jour à New York, comme le prévoit le paragraphe 1 c de la résolution 37/213¹ de l'Assemblée générale, afin d'établir les notifications individuelles pour l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'ONUDI. En outre, l'Assemblée générale a demandé aux Etats qui ne l'avaient pas encore fait de ratifier l'Acte constitutif.

¹Dans cette résolution, l'Assemblée générale recommandait d'organiser en trois étapes des consultations, en vue de fixer la date d'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'ONUDI en tant qu'institution spécialisée, à savoir : une réunion de procédure d'un jour, à New York, en janvier 1983, une série de consultations, à Vienne, aboutissant à la tenue d'une réunion officielle d'une durée maximale d'une semaine, au cours du premier semestre de 1983, afin d'examiner toutes les questions de fond pertinentes, et "une réunion de clôture d'un jour, à New York, afin de recevoir les conclusions des réunions de fond et d'établir les notifications individuelles d'accord adressées au Secrétaire général pour l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif de l'ONUDI".

COMITE PERMANENT ET CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL : SESSIONS DE PRINTEMPS

3. Le Comité permanent, organe subsidiaire du Conseil du développement industriel qui l'a créé par sa résolution 32 (VI) du 2 juin 1972, a tenu sa dix-neuvième session à Vienne, les 25 et 26 avril 1983. Le Comité a examiné les allocations proposées à titre provisoire concernant le programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI pour l'exercice biennal 1984-1985 présentées par le Directeur exécutif, et il a recommandé au Conseil de les approuver. Il a également prié le Directeur exécutif de faire rapport sur la valeur réelle du programme ordinaire de coopération technique de l'ONUDI en prenant l'année 1973 comme année de base. En outre, le Comité a examiné les progrès réalisés dans l'application du système d'évaluation interne par le secrétariat, et il s'est félicité des efforts constants déployés par celui-ci pour relever le taux de réalisation en 1983.

4. Le Conseil du développement industriel, à sa dix-septième session, qui s'est tenue à Vienne du 26 avril au 13 mai 1983, a examiné un ordre du jour comprenant 21 points². Au cours de cette session, le Conseil a adopté une résolution et 17 conclusions.

5. Dans la conclusion 1983/1, le Conseil a adopté les rapports du Comité permanent sur les travaux de ses dix-huitième (ID/B/290) et dix-neuvième (ID/B/307 et Corr.1) sessions.

6. Dans la résolution 56 (XVII) concernant la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le Conseil, après avoir exprimé sa préoccupation devant la faiblesse des ressources, qui a fait que les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la phase préparatoire de la Décennie ont été limités, a invité instamment les pays et institutions donateurs à augmenter leur contribution au développement industriel de l'Afrique et a vivement recommandé le versement de contributions au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) en vue du financement du programme de la Décennie. Après avoir à nouveau demandé au PNUD d'allouer des ressources financières suffisantes pour le programme de la Décennie, le Conseil l'a prié de tenir compte, en allouant ces fonds, du degré de priorité élevé attribué à la Décennie³.

7. S'agissant des préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, le Conseil, faisant fonction de Comité préparatoire de la Conférence, a recommandé dans la conclusion 1983/6 que l'Assemblée générale, à sa trente-huitième session, détermine les dates de la Conférence qui doit se tenir en 1984⁴. Il a également décidé de prolonger le mandat de son Groupe de travail à composition non limitée sur la Conférence.

8. Pour ce qui est des progrès de l'industrialisation des pays les moins avancés, le Conseil a fait part, dans la conclusion 1983/7, de la grave inquiétude que lui causait la limitation des ressources mises à la disposition de

²Voir le document A/38/16, par. 20.

³En 1983, le PNUD n'a approuvé aucun projet régional ou sous-régional concernant expressément la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

⁴En ce qui concerne la décision prise par l'Assemblée générale, voir plus loin, par. 31.

l'ONUDI pour le programme de coopération technique en faveur de ces pays. Après avoir rappelé la résolution 37/224 de l'Assemblée générale, le Conseil a demandé aux pays industrialisés en particulier, ainsi qu'à tous les autres pays, d'augmenter leurs contributions au FNUDI et d'assouplir les conditions dont ils les assortissent de sorte qu'une part plus importante en soit consacrée à l'amélioration de l'assistance aux pays les moins avancés dans le cadre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 mis en place à l'intention de ces pays⁵. Le Conseil a prié le secrétariat de l'ONUDI, conformément à la résolution susmentionnée, de contribuer et de participer à l'examen global à mi-parcours des progrès accomplis dans l'exécution du nouveau Programme substantiel d'action qui doit avoir lieu en 1985, ainsi qu'aux réunions pertinentes précédant ledit examen.

9. Dans la conclusion 1983/2 sur la suite donnée à la troisième Conférence générale de l'ONUDI et à la onzième session extraordinaire de l'Assemblée générale, le Conseil a prié le Directeur exécutif de lui présenter un nouveau rapport sur la question à sa dix-huitième session et a exprimé son inquiétude quant à l'absence de progrès enregistré au cours des trois dernières années en ce qui concerne l'accroissement de la part des pays en développement dans la production industrielle mondiale.

10. Dans la même conclusion, après avoir rappelé la résolution 37/202 de l'Assemblée générale, relative à l'examen et à l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, le Conseil a demandé au Directeur exécutif de l'ONUDI de fournir des éléments appropriés au Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, par l'intermédiaire du Conseil, ou de son Comité permanent, à sa prochaine session⁶.

11. Après avoir pris note du rapport intérimaire sur l'examen des progrès enregistrés dans l'accélération de l'industrialisation des pays en développement (1981-1982)⁷, le Conseil a décidé, dans la conclusion 1983/2, que pareille opération serait répétée tous les quatre ans. Le Conseil a également pris note des études entreprises par l'ONUDI sur les aspects sociaux de l'industrialisation. S'agissant de la proposition du Directeur exécutif relative à la création de la banque internationale du développement industriel (BIDI), le Conseil a décidé de reprendre l'examen de cette question à sa dix-huitième session.

12. Pour ce qui est de la restructuration de la production industrielle mondiale, y compris le redéploiement, le Conseil, dans sa conclusion 1983/3, a notamment reconnu que l'ONUDI devait continuer à étudier le processus de restructuration et à aider les pays en développement à acquérir une connaissance approfondie de l'évolution internationale dans ce domaine; il a en outre prié le Directeur exécutif de lui faire rapport, à sa dix-huitième session, sur les activités menées à cet égard et sur les moyens par lesquels l'ONUDI pourrait

⁵Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Paris, 1er-14 septembre 1981 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.82.1.8), première partie.

⁶En ce qui concerne les mesures prises par le Comité permanent, voir plus loin, par. 25.

⁷ID/B/295/Add.2 et Corr.1 et 2.

encore améliorer et renforcer son rôle quant à la participation de toutes les parties au redéploiement des industries des pays développés vers les pays en développement.

13. Dans sa conclusion 1983/4 sur le Système de consultations, le Conseil a décidé que six consultations seraient organisées au cours de la période 1984-1985 sur les secteurs ci-après : industrie alimentaire, et plus particulièrement huiles et graisses végétales; engrais; cuirs et articles en cuir; biens d'équipement, et plus particulièrement technologie et équipement liés à l'énergie; pétrochimie; matériaux de construction. Sans préjudice de la décision qu'il prendra à sa dix-neuvième session, le Conseil a demandé que soient entrepris les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle au cours de la période 1986-1987 de six consultations sur les secteurs suivants : industrie de la pêche, formation de main-d'œuvre industrielle, industrie des machines agricoles, métaux non ferreux, sidérurgie, industrie pharmaceutique. Le Conseil a approuvé les arrangements conclus entre l'ONUDI et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en vue du patronage conjoint de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois, et a recommandé que des arrangements analogues soient conclus avec la FAO pour la consultation qu'il est proposé d'organiser sur l'industrie de la pêche ainsi qu'avec d'autres organisations internationales pour tout secteur où il existe un partage des compétences. Le Conseil a décidé de commencer à évaluer le Système de consultations à sa dix-huitième session.

14. Après avoir examiné la question de la mise au point et du transfert des techniques, le Conseil, dans sa conclusion 1983/5, a réaffirmé qu'il accordait un rang de priorité élevé à ce sujet, et a rappelé ses décisions antérieures — approuvées par l'Assemblée générale — préconisant un renforcement des dispositions institutionnelles en vigueur concernant ce programme établi au sein du secrétariat. Le Conseil a souligné l'importance de la coopération entre organismes et institutions compétents des Nations Unies, ainsi que l'utilité de la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) pour les pays en développement.

15. Dans la conclusion 1983/8 sur le projet de budget-programme pour 1984-1985, le Conseil, tout en reconnaissant les contraintes budgétaires qui pesaient sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, a recommandé à l'Assemblée générale qu'il soit fait en sorte que le budget-programme pour 1984-1985 prévoie l'allocation à l'ONUDI de ressources adéquates lui permettant de s'acquitter de son mandat. Après avoir réaffirmé qu'il était nécessaire de renforcer le programme des conseillers industriels principaux hors siège, le Conseil a invité le Conseil d'administration du PNUD à financer le plus grand nombre possible de postes de conseiller industriel hors siège en 1984-1985 et il a demandé à tous les Etats membres, et notamment aux pays développés, de verser des contributions volontaires pour le programme en question, en vue de maintenir ou d'accroître le nombre des postes. En ce qui concerne le paragraphe 5 de la résolution 37/212 de l'Assemblée générale, dans lequel le Conseil était invité à examiner la question du financement des postes de conseiller industriel hors siège dans les pays en développement et à présenter à l'Assemblée générale des recommandations sur ce point, le Conseil a décidé de transmettre à l'Assemblée, lors de sa trente-huitième session, les vues exprimées par les Etats membres à ce sujet lors de la dix-septième session du Conseil.

16. Dans la conclusion 1983/9 sur le FNUDI, le Conseil a approuvé le projet de programme pour 1984 ainsi que le projet de plan pour 1984-1985 et il a donné pouvoir au Directeur exécutif d'approuver les projets devant être financés par le FNUDI en 1984 et 1985, et pris note du Règlement financier spécial promulgué par le Secrétaire général pour le FNUDI⁸. Le Conseil a par ailleurs reconnu l'importance croissante du FNUDI et, après avoir rappelé les résolutions 32/166 et 33/78 de l'Assemblée générale, il a demandé instamment à tous les Etats, et notamment aux pays industrialisés, de contribuer ou d'augmenter leur contribution, compte tenu de la nécessité d'un maximum de souplesse, afin de porter le financement annuel au montant convenu et souhaitable de 50 millions de dollars⁹.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

17. Le Conseil d'administration du PNUD a tenu sa trentième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, du 6 au 24 juin 1983. Eu égard à l'importance du rôle joué par l'ONUDI en tant qu'agent d'exécution du PNUD, les décisions du Conseil d'administration ont une incidence considérable sur les activités de l'ONUDI. Certaines d'entre elles méritent d'être notées. Dans sa décision 83/7 sur le recrutement des administrateurs affectés aux projets et la réduction du coût de cette catégorie de personnel, le Conseil d'administration a invité les agents d'exécution à améliorer leurs politiques et procédures de recrutement de ces administrateurs, et a prié ces agents d'exécution de s'employer activement à prendre des mesures appropriées et rentables en matière de recrutement, notamment à affecter aux projets un nombre accru d'administrateurs recrutés sur le plan national. Dans sa décision 83/9, sur la mise en œuvre du nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, le Conseil d'administration a prié instamment l'Administrateur de continuer à veiller tout particulièrement à ce que le PNUD apporte un appui accru à la mise en œuvre du nouveau Programme.

18. Dans la partie IV (Evaluation conjointe ONU/ONUDI/PNUD des programmes dans le secteur des articles manufacturés) de la décision 83/12 intitulée "Programme d'évaluation", l'Administrateur du PNUD a été prié d'examiner plus avant les conclusions et recommandations de l'équipe d'évaluation et de déterminer celles auxquelles il pourrait être donné suite, en vue d'améliorer l'identification et l'exécution de projets dans le secteur industriel. Le Conseil d'administration a demandé que, ce faisant, l'Administrateur collabore, entre autres, avec l'ONUDI. Le Conseil d'administration a décidé que les résultats de ce nouvel examen devront être communiqués officiellement à ses membres avant la fin de 1983, qu'un rapport devra être établi à ce sujet pour qu'il puisse l'examiner à sa session d'organisation en février 1984 et que ce rapport devra être présenté au Comité du programme et de la coordination lors de sa vingt-quatrième session.

⁸ST/SGB/UNIDF/Financial Rules/4 (1982).

⁹Au 31 décembre 1983, des contributions d'un montant total de 12 699 204 dollars des Etats-Unis avaient été annoncées en faveur du FNUDI pour 1984.

19. Les directives concernant les achats ont fait l'objet de la décision 83/39, dans laquelle l'Administrateur du PNUD a été prié instamment de poursuivre énergiquement avec les agents d'exécution l'étude sur les pratiques en matière d'achats qui doit être effectuée par le Groupe de travail des achats interorganisations avec l'aide du Groupe des services d'achats interorganisations. Par sa décision 83/39, le Conseil d'administration a approuvé, entre autres, sous réserve des ressources disponibles, une allocation de 4 061 000 dollars pour 1984-1985 destinée à couvrir le coût net pour le PNUD des services des conseillers industriels principaux hors siège; il a autorisé l'Administrateur à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels principaux hors siège, dans la limite des ressources disponibles, tout en poursuivant les consultations avec les pays qui font appel aux services d'un conseiller industriel principal hors siège; il a pris note du paragraphe 10 de la conclusion 1983/8 du Conseil du développement industriel et s'est associé au Conseil du développement industriel dans l'appel qu'il a adressé à tous les Etats membres pour qu'ils versent des contributions volontaires au programme des conseillers industriels principaux hors siège. Le Conseil a aussi décidé d'examiner à sa trente et unième session la question de l'appui sectoriel sous tous ses aspects, ainsi que le financement futur du programme des conseillers industriels principaux hors siège, compte tenu également du statut futur de l'ONUDI.

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

20. Le Conseil économique et social a tenu sa seconde session ordinaire de 1983 à Genève, du 6 au 29 juillet 1983. Au titre du point 13 de son ordre du jour : "Coopération en matière de développement industriel", le Conseil a examiné des questions relatives à l'ONUDI et a adopté la résolution 1983/70 sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Dans cette résolution, le Conseil a pris note avec satisfaction du deuxième Rapport intérimaire sur la Décennie, établi conjointement par le Directeur exécutif de l'ONUDI et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA); il s'est félicité des efforts déployés par l'ONUDI afin d'aider les pays d'Afrique et les organisations intergouvernementales à élaborer des programmes nationaux et sous-régionaux pour la Décennie; il a réitéré les appels répétés déjà lancés auprès de la communauté internationale pour qu'elle augmente sa contribution au développement industriel de l'Afrique dans le cadre du programme de la Décennie, en vue de faire en sorte que l'Afrique atteigne pendant la Décennie l'objectif retenu par les gouvernements africains, fixant à 1,4 % sa part de la production industrielle mondiale; il a décidé d'accorder à la Décennie la priorité parmi les programmes de l'ONUDI et de la CEA et, en conséquence, a prié le Secrétaire général de veiller à ce qu'il soit tenu pleinement compte de cette priorité dans les budgets-programmes de ces organismes et à ce que des ressources suffisantes soient fournies au titre de la coordination et de la surveillance de la Décennie, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale; il a fait appel à tous les pays et institutions pour qu'ils augmentent leurs contributions au PNUD, en tenant compte des besoins de financement des projets orientés vers la mise en œuvre du programme pour la Décennie; il a prié instamment le Conseil d'administration du PNUD d'envisager d'accroître les ressources financières qu'il alloue à l'assistance aux

pays d'Afrique et aux organisations intergouvernementales aux fins de la planification et de l'élaboration de leurs programmes pour la Décennie, et d'accorder une priorité élevée aux projets industriels, particulièrement ceux qui visent au développement d'industries motrices; et il a recommandé à l'Assemblée générale, à sa trente-huitième session, de continuer à allouer à l'ONUDI des fonds suffisants prélevés sur les ressources des programmes ordinaires d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, au titre de l'assistance nécessaire pour la mise en œuvre intégrale du programme pour la Décennie et la sensibilisation de l'opinion à la Décennie¹⁰.

21. De même que les années précédentes, le Conseil économique et social n'a pas adopté de résolution générale sur la coopération en matière de développement industriel mais a décidé de transmettre le rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de sa dix-septième session à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session.

COMITE PERMANENT : SESSION D'AUTOMNE

22. Le Comité permanent a tenu sa vingtième session à Vienne, du 28 novembre au 2 décembre 1983. A cette session, ses travaux ont porté sur les efforts déployés par l'ONUDI afin de coordonner les activités de développement industriel menées dans le cadre du système des Nations Unies, sur l'évaluation, sur l'examen de l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, sur des questions concernant les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales, et sur les préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

23. En ce qui concerne la coordination, le Comité permanent a pris note avec satisfaction des efforts soutenus déployés par le secrétariat dans ce domaine. Il a prié le secrétariat d'établir un programme ayant trait à l'accomplissement par l'ONUDI de sa mission centrale de coordination, de présenter dans les rapports futurs une analyse des activités de coordination du secrétariat, ainsi que de faire en sorte que l'ONUDI s'acquitte mieux du rôle de coordination qui lui incombe dans le domaine du développement industriel en ce qui concerne la coopération économique entre les pays en développement et de faire rapport à ce sujet.

24. Au titre du point de l'ordre du jour relatif à l'évaluation, le Comité permanent a examiné, en en prenant note, la documentation sur l'évaluation des activités de coopération technique entreprises par l'ONUDI dans le domaine des articles manufacturés et financées par le PNUD (E/AC.51/1983/5 et Add. 1; UNIDO/PC/R.6) qui lui était transmise, ainsi qu'au Conseil d'administration du PNUD, pour commentaires, par le Comité du Programme et de la coordination (CPC), une note du secrétariat de l'ONUDI (ID/B/C.3122) et la décision 83/12, partie IV, du Conseil d'administration du PNUD sur la même question. Le Comité a prié le Directeur exécutif de communiquer

¹⁰Pour la décision de l'Assemblée générale, voir plus loin, par. 30.

les observations faites sur la question durant la vingtième session du Secrétaire général, afin qu'il en soit tenu compte dans l'établissement du rapport global qui sera soumis au CPC à la vingt-quatrième session.

25. Le Comité a ensuite examiné une note du Directeur exécutif (ID/B/C.3/126) présentant le rapport du secrétariat sur l'«Examen et évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement en ce qui concerne le développement industriel», demandé par le Conseil dans sa conclusion 1983/2 et joint en annexe au document ID/B/C.3/126. Le Comité a noté avec une profonde préoccupation le recul en termes réels que la valeur ajoutée manufacturière a subi dans les pays en développement au cours des trois premières années de la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement ainsi que l'absence de progrès vers la réalisation des objectifs de la Décennie dans le domaine de l'industrialisation, imputable en grande partie à la persistance de la crise économique internationale. Il a prié le Directeur exécutif de communiquer les observations faites au cours de l'examen de ce point, en même temps que le rapport du secrétariat figurant à l'annexe du document ID/B/C.3/126, au Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, visé au paragraphe 5 de la résolution 37/202 de l'Assemblée générale.

26. En ce qui concerne les préparatifs de la quatrième Conférence générale, le Comité a exprimé sa satisfaction d'avoir reçu communication des rapports des cinq réunions d'experts de haut niveau préparatoires à la Conférence, a pris note avec satisfaction des progrès accomplis en ce qui concerne les préparatifs de la Conférence générale et a prié le Directeur exécutif de ne pas relâcher les efforts afin que tout le travail soit achevé dans les délais impartis. Il s'est félicité de ce que le Gouvernement autrichien ait accepté de mettre à la disposition de l'ONUDI les installations du Centre de conférence de la Hofburg pour la tenue de la quatrième Conférence générale; il a recommandé que le Président du Conseil du développement industriel organise des consultations informelles sur des questions de procédure et de fond intéressant la Conférence, en vue de cerner les domaines d'accord ou de convergence potentiels concernant les points de l'ordre du jour provisoire; il a rappelé l'importance du Groupe de travail à composition non limitée, créé par le Conseil à sa seizième session, et a demandé que le Groupe soit informé des progrès, de l'orientation et de la teneur de la documentation établie par le secrétariat.

27. Le Comité a également examiné des questions concernant les organisations intergouvernementales et les organisations internationales non gouvernementales et a recommandé au Conseil d'octroyer à une organisation internationale (l'Union africaine des chemins de fer) le statut prévu à l'article 75 du Règlement intérieur du Conseil du développement industriel et d'accorder le statut consultatif auprès de l'ONUDI à cinq organisations non gouvernementales. (Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation; Fédération internationale du génie médical et de bioingénering; Fédération internationale des producteurs agricoles; Fédération mondiale des institutions de financement du développement; Société internationale pour le développement.)



L'assistance fournie par l'ONUDI permet à de petites entreprises, comme cette coopérative de poterie gérée par des femmes au Costa Rica, d'améliorer la qualité de leurs produits grâce à l'emploi de techniques de production modernes

ASSEMBLEE GENERALE : TRENTE-HUITIEME SESSION

28. La trente-huitième session de l'Assemblée générale a débuté le 21 septembre 1983 et a été suspendue le 20 décembre 1983. Les questions concernant directement l'ONUDI ont été traitées au titre du point 78 c de l'ordre du jour ("Industrialisation"), pour l'examen duquel l'Assemblée était saisie des documents suivants : rapport du Conseil du développement industriel sur les travaux de la dix-septième session (A/38/16), note du Secrétaire général transmettant le rapport de la réunion officielle sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, qui s'est tenue à Vienne du 16 au 20 mai 1983 (A/38/141), note du Secrétaire général transmettant les vues du Conseil d'administration du PNUD sur le programme des conseillers industriels principaux hors siège (A/38/516), et deuxième rapport intérimaire sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique, établi conjointement par le Directeur exécutif de l'ONUDI et le Secrétaire exécutif de la CEA (E/1983/104, annexe). L'Assemblée générale a adopté trois résolutions (38/192, 38/193 et 38/194) qui intéressent directement l'ONUDI.

29. La coopération en matière de développement industriel a fait l'objet de la résolution 38/192. Dans la partie I (Rapport du Conseil du développement

industriel sur les travaux de sa dix-septième session), l'Assemblée a décidé que des ressources adéquates devraient être mises à la disposition de l'ONUDI pour permettre à celle-ci de s'acquitter pleinement de son mandat, notamment dans les domaines prioritaires — technologie industrielle, technologie industrielle liée à l'énergie, production industrielle, mise en valeur des ressources humaines, mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, Système de consultations, Décennie du développement industriel de l'Afrique; elle a décidé d'autoriser le Secrétaire général à ajuster le projet de budget-programme de l'ONUDI¹¹; elle a décidé que des ressources suffisantes devraient être allouées, au titre du budget ordinaire, pour que l'ONUDI puisse en 1984 maintenir le programme des conseillers industriels principaux hors siège à son niveau actuel, en plus de la pleine utilisation des crédits correspondants du PNUD — y compris les crédits reportés de 1983 — et des contributions volontaires versées par l'intermédiaire de l'ONUDI; elle a fait appel à tous les Etats, et particulièrement aux pays développés, pour qu'ils versent des contributions volontaires au programme des conseillers industriels principaux hors siège afin de maintenir et d'accroître le nombre de postes; elle a invité le PNUD à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels principaux hors siège en 1984-1985 et elle a invité instamment tous les pays, particulièrement les pays développés, à contribuer ou à accroître leurs contributions au FNUDI. En ce qui concerne le Système de consultations, l'Assemblée générale a approuvé les décisions du Conseil énoncées dans la conclusion 1983/4 relative aux consultations à tenir en 1984-1985; elle a demandé au Directeur exécutif de veiller à ce que, compte dûment tenu du principe de la répartition géographique équitable, des experts et des spécialistes tant des pays en développement que des pays développés soient associés à la préparation des consultations, que les consultations soient organisées suffisamment à l'avance, que la documentation présentée aux consultations pour examen porte davantage sur des questions pratiques et bien définies liées à la promotion de l'industrialisation des pays en développement, et elle a exprimé l'espoir que les consultations futures déboucheraient sur des recommandations et des conclusions orientées vers l'action. L'Assemblée a réaffirmé son appui au renforcement du Système de consultations à la lumière de l'expérience acquise et a noté que le Conseil avait décidé de commencer à évaluer le Système de consultations à sa dix-huitième session sur la base d'une documentation fournie par les Etats membres et fondée sur l'expérience de leurs participants aux consultations, et avait prié le Directeur exécutif de présenter lui aussi de la documentation pour cette évaluation.

30. Dans la partie II (Décennie du développement industriel de l'Afrique) de la résolution 38/192, l'Assemblée a souscrit à la résolution du Conseil 56 (XVII) sur la Décennie et a réitéré les appels répétés déjà lancés à la communauté internationale pour qu'elle augmente sa contribution au développement industriel accéléré de l'Afrique afin que l'objectif de 1,4 % de la production industrielle mondiale fixé par les gouvernements des pays africains soit atteint par la région d'Afrique au cours de la Décennie. L'Assemblée a décidé d'accorder une priorité élevée à la Décennie parmi les programmes de l'ONUDI et de la CEA; elle a demandé au Secrétaire général que les budgets-programmes des deux organisations tiennent pleinement compte du degré de priorité attribué à la Décennie et a décidé d'allouer, dans la mesure du possible,

¹¹ID/B/305.

à l'ONUDI en 1984 des crédits supplémentaires de 1 million de dollars, dégagés par des économies globales sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour lui permettre d'aider les pays d'Afrique et les organisations intergouvernementales à exécuter le programme de la Décennie. Elle a invité instamment tous les pays et toutes les institutions à accroître leurs contributions au FNUDI et lancé un appel aux pays donateurs, institutions financières internationales et banques régionales de développement pour qu'ils accroissent leurs apports financiers à l'exécution de projets et activités de la Décennie. Elle a prié instamment le Conseil d'administration du PNUD d'envisager d'accroître les ressources financières qu'il affecte à l'assistance aux pays et organisations intergouvernementales d'Afrique pour les aider à planifier et à mettre au point leurs programmes pour la Décennie, et d'accorder une priorité élevée aux projets industriels dans ses programmes par pays et ses programmes régionaux pour l'Afrique. L'Assemblée a enfin demandé au Directeur exécutif de l'ONUDI, en coopération avec la CEA, de lui présenter, par l'intermédiaire du Conseil du développement industriel à sa dix-huitième session et du Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire de 1984, un rapport intérimaire sur l'exécution du programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

31. Dans la partie III (quatrième Conférence générale de l'ONUDI) de la résolution 38/192, l'Assemblée générale a décidé que la Conférence aurait lieu à Vienne du 2 au 18 août 1984, a recommandé d'organiser des réunions préparatoires régionales et interrégionales pour permettre aux Etats membres d'avoir des consultations aussi approfondies que possible avant l'ouverture de la Conférence, et a prié le Secrétaire général et le Directeur exécutif de chercher à obtenir des ressources extrabudgétaires permettant à des représentants des pays les moins avancés de participer effectivement à la Conférence.

32. Dans la résolution 38/193, relative à la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, l'Assemblée a demandé instamment à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de ratifier l'Acte constitutif de l'ONUDI. Elle a prié le Secrétaire général, notamment, de procéder à des consultations avec les Etats qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation pour déterminer, entre autres, si la viabilité financière est suffisamment assurée et de convoquer par la suite une réunion d'une journée pour établir des notifications individuelles pour l'entrée en vigueur de l'Acte constitutif, et d'engager des consultations avec tous les Etats intéressés afin de faciliter la prompt ratification de l'Acte constitutif par les Etats qui n'ont pas encore ratifié ledit Acte. Elle a aussi décidé que des ressources suffisantes seraient prévues pour l'ONUDI au budget ordinaire de 1984-1985 aux fins de la première Conférence générale et des autres dépenses liées à la transformation de l'Organisation en institution spécialisée, et décidé d'examiner ces incidences financières à sa trente-neuvième session.

33. Dans sa résolution 38/194 sur la révision des listes des Etats qui peuvent être élus membres du Conseil du développement industriel, l'Assemblée a décidé d'inclure Saint-Christophe-et-Nièves dans la liste C de l'annexe à la résolution 2152 (XXI) du 17 novembre 1966.

34. A sa 101e séance plénière, le 19 décembre 1983, l'Assemblée a élu les 15 Etats ci-après membres du Conseil du développement industriel pour

trois ans à compter du 1er janvier 1984 : Groupe A — Emirats arabes unis, Ghana, Inde, Malawi, Pakistan, Yémen démocratique; Groupe B — Etats-Unis d'Amérique, France, Japon, Norvège, Pays-Bas; Groupe C — Argentine, Brésil; Groupe D — Hongrie, Roumanie.

35. Dans la résolution 38/226A concernant l'ouverture de crédits finale pour l'exercice biennal 1982-1983, un crédit additionnel de 2 825 500 dollars a été ouvert sur le budget ordinaire de l'ONUDI 1982-1983. Si on ajoute cette somme aux crédits révisés d'un montant de 71 782 400 dollars (voir la résolution 37/243A), on obtient une ouverture de crédits finale de 74 607 900 dollars pour l'ONUDI.

36. En ce qui concerne le budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985, l'Assemblée a décidé dans sa résolution 38/236A que des crédits d'un montant de 72 149 500 dollars seraient ouverts pour le budget ordinaire de l'ONUDI 1984-1985, alors que le montant prévu dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985¹² était de 74 524 900 dollars.

37. En ce qui concerne la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, l'Assemblée a, dans sa résolution 38/152, réaffirmé que le processus d'examen et d'évaluation de l'application de la Stratégie devrait comprendre une analyse critique méthodique des progrès accomplis vers la réalisation des buts et objectifs de la Stratégie et assurer l'application effective de la Stratégie et renforcer l'instrument d'action qu'elle constitue. L'Assemblée générale a également réaffirmé la nécessité de déterminer et d'évaluer les causes véritables des obstacles et, s'il y a lieu, de modifier les mesures prévues dans la Stratégie, de les renforcer ou d'en formuler de nouvelles. L'Assemblée a recommandé que le Président du Comité chargé d'examiner et d'évaluer l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement procède à des consultations officielles avant la session de fond du Comité, et a prié le Secrétaire général, en application des résolutions 37/202 et 37/203 de l'Assemblée générale, d'établir et de soumettre au Comité un rapport sur l'application de la Stratégie, fondé notamment sur les rapports des organisations compétentes du système des Nations Unies.

38. Dans la résolution 38/158 sur les problèmes alimentaires, l'Assemblée a demandé aux organismes compétents des Nations Unies d'accorder en priorité leur soutien à la coopération économique et technique entre pays en développement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture. La question de la situation critique de l'alimentation et de l'agriculture en Afrique a été abordée dans la résolution 38/159, par laquelle l'Assemblée a prié instamment tous les organes, institutions et organismes compétents des Nations Unies de développer leurs programmes de formation en vue de renforcer la capacité nationale dans les domaines de l'élaboration, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des projets touchant le secteur agricole.

39. S'agissant des mesures spéciales pour le développement social et économique de l'Afrique dans les années 80, l'Assemblée a, par sa résolution 38/199, demandé à nouveau aux organes, organisations et organismes des Nations Unies d'examiner les mesures qui permettraient de consacrer davantage

¹²A/38/6, vol. II, sect. 17.

de ressources à l'exécution des programmes pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique et pour la Décennie des transports et des communications en Afrique, et d'appliquer ces mesures spéciales d'une manière globale et coordonnée.

40. Dans sa résolution 38/160 sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe, l'Assemblée a félicité les organes, institutions et organismes des Nations Unies qui avaient déjà pris des contacts avec la Conférence et les a exhortés à intensifier ces contacts pour pouvoir atteindre plus rapidement les objectifs envisagés dans la résolution 28/248 de l'Assemblée générale sur le même sujet.

41. Dans sa résolution 38/195 sur l'application du Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 en faveur des pays les moins avancés, l'Assemblée a souligné l'aggravation de la situation économique de ces pays; réaffirmé les engagements de la communauté internationale en ce qui concernait le Nouveau Programme substantiel d'action; instamment prié les pays donateurs d'atteindre l'objectif de 0,15 % de leur produit national brut pour l'aide publique au développement; réaffirmé que les pays les moins avancés avaient la responsabilité principale de l'ensemble de leur développement; enfin invité à nouveau les organes directeurs des institutions, organes et organismes compétents des Nations Unies à prendre les mesures voulues pour assurer l'exécution et le suivi effectif du Nouveau Programme substantiel d'action dans leurs domaines de compétence et au titre de leurs mandats respectifs.

42. En ce qui concernait les mesures immédiates en faveur des pays en développement, l'Assemblée générale est, dans sa résolution 38/200, convenue que les mesures à prendre devraient viser à des progrès dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, des questions monétaires et financières, du commerce et des matières premières, de la mise en valeur des ressources énergétiques et de l'application du Nouveau Programme substantiel d'action, et a prié les organes, institutions et organismes compétents des Nations Unies de prendre les dispositions voulues pour l'application de ces mesures.

43. En ce qui concerne l'assistance au peuple palestinien, l'Assemblée a, dans sa résolution 38/145, prié le Secrétaire général de convoquer en 1984 une réunion des programmes, organisations, institutions et organes compétents des Nations Unies pour mettre au point un programme coordonné d'assistance économique et sociale au peuple palestinien et en assurer l'exécution. Elle a aussi demandé que les organisations compétentes intensifient leurs efforts pour fournir une assistance économique et sociale au peuple palestinien en coopération avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), et que l'assistance des Nations Unies aux Palestiniens dans les pays arabes d'accueil soit fournie en coopération avec l'OLP et avec l'assentiment du pays arabe concerné.

44. Dans sa résolution 38/171 sur l'examen d'ensemble des orientations des activités opérationnelles pour le développement, l'Assemblée générale a invité tous les organes, institutions et organismes des Nations Unies qui exercent des activités opérationnelles pour le développement à utiliser davantage, notam-

ment dans le souci d'une rentabilité accrue, les capacités des pays en développement en recrutant du personnel et des experts nationaux et en utilisant les sources locales ou régionales pour l'achat de matériaux, de matériel et de services. Elle a décidé que les directives concernant les achats, qui devaient être publiées en application du paragraphe 7 de la décision 81/28 ainsi que du paragraphe 2 de la section II de la décision 82/34 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, régiraient ces achats. L'Assemblée s'est félicitée de la décision 88/2 du Conseil d'administration du PNUD visant à promouvoir l'exécution par les gouvernements de projets financés par le Programme, afin que les économies ainsi réalisées au titre des services d'appui puissent être utilisées pour les plans et programmes, sur la base du chiffre indicatif de planification de référence. Elle a demandé instamment aux organes, institutions et organismes concernés des Nations Unies de renforcer leur appui au processus de coopération technique entre pays en développement et a demandé aux organes, institutions et organismes des Nations Unies qui reçoivent des ressources extrabudgétaires d'inclure dans leurs budgets et rapports des informations sur ces ressources et leur utilisation et de communiquer ces informations aux gouvernements intéressés et aux coordonnateurs résidents en fonctions dans le pays bénéficiaire. Dans la même résolution, l'Assemblée a souligné le rôle important que le système des Nations Unies jouait en aidant les pays en développement, sur leur demande, à renforcer leur capacité d'évaluation et a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les organes, institutions et organismes du système, d'élaborer des propositions en vue d'accroître la capacité d'évaluation des gouvernements bénéficiaires.

45. L'énergie a été l'objet de deux résolutions, l'une sur la mise en valeur des ressources énergétiques des pays en développement (38/151) et une autre sur l'exécution immédiate du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables (38/169). Dans sa résolution 38/151, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) de poursuivre — en consultation avec les autres organismes compétents des Nations Unies et en veillant à éviter les chevauchements — l'analyse des questions traitées dans son rapport sur le renforcement des capacités technologiques des pays en développement en matière de mise en valeur de ressources énergétiques¹³. Dans sa résolution 38/169, l'Assemblée a prié les organes, institutions et organismes des Nations Unies de participer pleinement et de donner leur appui à l'exécution du Programme d'action de Nairobi à court, à moyen et à long terme; et a demandé à cet égard à toutes les entités compétentes du système des Nations Unies d'examiner et d'inclure dans leurs activités des projets découlant des propositions et recommandations faites par le Comité administratif de coordination; enfin, elle a prié les organes, institutions et organismes compétents du système des Nations Unies de soutenir et d'aider, dans une large mesure, les efforts faits par les pays en développement pour instaurer entre eux une coopération économique et technique dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

46. Dans la résolution 38/153, l'Assemblée a décidé de convoquer, sous les auspices de la CNUCED, une sixième session de la Conférence des Nations

¹³A/38/363.

Unies sur un code international de conduite pour le transfert de technologies, afin de mener à bon terme les négociations concernant le code de conduite avant la fin du premier semestre de 1985. En ce qui concerne les aspects du transfert inverse de technologie relatif au développement, l'Assemblée a, dans sa résolution 38/154, prié le Secrétaire général de créer d'urgence un groupe interorganisations chargé de s'occuper de cette question, et en particulier d'étudier et de renforcer l'efficacité des moyens dont dispose le système des Nations Unies pour répondre aux besoins complexes des pays intéressés, ainsi que toutes mesures supplémentaires à cette fin.

47. La question du plan des conférences a fait l'objet de la résolution 38/32, par laquelle l'Assemblée a invité ses organes subsidiaires à inscrire à leur ordre du jour une question relative au contrôle et à la limitation de la documentation, en vue d'assurer l'établissement de rapports concis, et les a priés d'envisager de faire rapport selon un cycle biennal. L'Assemblée a en outre prié les organes de l'Organisation des Nations Unies d'envisager à leur session d'organisation d'améliorer l'organisation de leurs travaux afin d'assurer une utilisation plus efficace des services de conférence, et de présenter des propositions concrètes en la matière, notamment, si possible, pour abrégier leurs sessions.

48. Dans un certain nombre de résolutions, l'ONUDI, parmi d'autres organes et institutions du système des Nations Unies, a été priée par l'Assemblée de porter à l'attention de son organe directeur, le Conseil du développement industriel, les besoins particuliers de la Sierra Leone (38/205), de l'Ouganda (38/207), de la République centrafricaine (38/211), de la Gambie (38/212), du Lesotho (38/215), du Vanuatu (38/218), du Cap-Vert (38/219) et de la Bolivie, de l'Equateur et du Pérou (38/222), et de faire rapport sur les décisions du Conseil et, dans certains cas, sur les mesures prises par l'ONUDI, au Secrétaire général avant le 15 juillet 1984.

49. Des résolutions ont également été adoptées concernant les besoins particuliers des pays suivants : Ghana (38/203), Yémen (38/204), Yémen démocratique (38/206), Mozambique (38/208), Comores (38/209), Bénin (38/210), Djibouti (38/213), Tchad (38/214), les régions frappées par la sécheresse de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya, de la Somalie, du Soudan et de l'Ouganda (38/216), Honduras (38/217), Nicaragua (38/217 et 38/223), Liban (38/220), Guinée-Bissau (38/221) et Guinée équatoriale (38/224).

50. D'autres résolutions portent également sur les activités de l'ONUDI, notamment celles qui concernent : l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (38/51); le Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa sixième session (38/155); les arrangements financiers institutionnels à long terme concernant le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement (38/157); la situation des ressources financières du Programme des Nations Unies pour le développement (38/172); la création d'un climat de confiance dans les relations économiques internationales (38/196); l'année internationale de la mobilisation de ressources financières et techniques destinées à accroître la production alimentaire et agricole en Afrique (38/198); les préparatifs de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les

résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme (38/108); les droits de l'homme et les progrès de la science et de la technique (38/112); les droits de l'homme et l'utilisation du progrès de la science et de la technique (38/113); enfin, le renforcement de la capacité du système des Nations Unies à faire face aux désastres naturels et autres situations désastreuses (38/202).

51. Lors de la suspension des travaux de sa trente-huitième session, le 20 décembre 1983 (décision 38/456), l'Assemblée a décidé de se réunir à nouveau à une date qui serait annoncée plus tard dans le seul but d'examiner six points de l'ordre du jour, notamment le point 38 concernant le lancement de négociations globales sur la coopération économique internationale en faveur du développement.

Chapitre II

SOURCES DE FINANCEMENT

1. La principale source de financement des activités de coopération technique menées par l'ONUDI a été, comme par le passé, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Parmi les autres sources de financement figuraient notamment : le programme des Services industriels spéciaux (SIS), le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU), les fonds d'affectation spéciale et les accords de participation aux coûts (FAS/PC), le programme ordinaire de l'ONUDI (PO) imputé au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement. Les activités autres que celles correspondant à des projets de coopération technique ont été financées par les crédits ouverts à l'ONUDI aux chapitres 17, 28M, 29C et 29F du budget-programme de l'Organisation des Nations Unies pour 1982-1983 approuvé par l'Assemblée générale. On trouvera ci-après une analyse des ressources financières dont a disposé l'Organisation au cours de l'année 1983 et de la façon dont elle les a utilisées, un aperçu des décisions intéressant l'ONUDI que l'Assemblée générale a prises à sa trente-huitième session au sujet du budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 ainsi qu'un bref exposé de la situation en ce qui concerne les fonds alloués pour les frais généraux.

CHIFFRES INDICATIFS DE PLANIFICATION DU PNUD

2. En 1983, l'ONUDI est restée l'un des principaux agents d'exécution du PNUD. Au cours de l'année, les perspectives financières du Programme ne se sont guère améliorées, les contributions volontaires n'atteignant au total que 692 millions de dollars environ. Ce montant, qui représente une augmentation de moins de 1 % par rapport à 1982, était inférieur de 450 millions de dollars à l'objectif initial. Se fondant sur les projections de ressources faites par le PNUD, on a maintenu le niveau de programmation à 55 % du chiffre indicatif de planification (CIP) en vue de limiter les dépenses en 1983 et 1984 à 530 et à 500 millions de dollars respectivement. La crainte d'avoir à faire face à des problèmes de liquidités par suite des déficits anticipés explique la réticence générale à engager des fonds dans de nouveaux projets, notamment ceux devant comporter d'importants apports du PNUD et des Etats concernés. Bien entendu, les ressources ont dû être consacrées en priorité à la réalisation des

projets en cours. En dépit du dynamisme de l'ONUDI et du nombre élevé de ses projets en attente, dont les gouvernements avaient demandé au PNUD d'assurer le financement, les allocations de crédits approuvées pour les nouveaux projets en 1983 n'ont représenté que 44 millions de dollars environ, contre 76,6 en 1982.

3. Dans les 46 programmes par pays approuvés en 1983 figuraient 126 projets dont on avait déjà décidé de confier l'exécution à l'ONUDI ou qui relevaient de la compétence de l'Organisation. Le montant estimatif global des crédits alloués au titre des CIP du PNUD pour ces projets, dont 46 étaient déjà en cours d'exécution, et les 80 autres nouveaux s'établissait à 91,15 millions de dollars, soit 11 % du montant total de ces 46 programmes par pays. En comparaison, les projets de l'ONUDI ont, en 1983, représenté 9 % des montants prévus pour les mêmes pays au cours du deuxième cycle de programmation par pays du PNUD (1976-1981).

4. La plupart des travaux de programmation correspondant au troisième cycle (1982-1986) sont maintenant achevés. Neuf programmes par pays doivent être soumis au Conseil d'administration du PNUD en juin 1984 tandis que, pour quelques autres, un calendrier doit encore être arrêté. Les 136 programmes par pays approuvés à ce jour (voir appendice E, tableau 1) portent sur 168 projets en cours et 345 nouveaux projets pour lesquels l'ONUDI est — ou a des chances d'être — agent d'exécution. Ces 513 projets représentent un total de 426,1 millions de dollars, soit environ 14,9 % de l'ensemble des ressources programmées. Ces chiffres soutiennent la comparaison avec les parts allouées à l'origine à l'ONUDI pour les premier et deuxième cycles de programmation par pays (10 et 12,4 % respectivement), parts qui sont toutefois passées à 11,0 et 14,5 %, respectivement, à la fin de ces deux cycles de programmation. Le tableau 2 de l'appendice E indique les services organiques auxquels les projets prévus dans les programmes par pays ont jusqu'à présent été confiés. Une comparaison à l'échelle régionale des programmes approuvés pour 118 pays au cours des deuxième et troisième cycles — 18 pays ne disposaient pas de tels programmes lors du deuxième cycle — (voir appendice E, tableau 3) a montré que, dans chacune des régions, la part de l'ONUDI avait progressé comme suit : pour l'Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), de 11,6 à 13,5 %; pour l'Amérique, de 14,3 à 15,6 %; pour l'Asie et le Pacifique, de 13,5 à 18,3 %; pour l'Europe, de 24,5 à 29,5 %; et pour les Etats arabes, de 9,7 à 11,7 %. On a pu constater qu'en plus des 11 pays mentionnés dans le *Rapport* de l'année dernière¹, des accroissements de plus de 10 % par rapport au deuxième cycle ont été enregistrés en Algérie, en Colombie, en Iran (République islamique d'), en Mongolie et au Nicaragua.

PROGRAMME DES SERVICES INDUSTRIELS SPECIAUX

5. Le montant des nouveaux projets approuvés et des crédits supplémentaires consentis pour les projets en cours au titre du programme des SIS a légèrement dépassé 1 million de dollars en 1983. Au total, 73 demandes ont été reçues de 53 pays; 34 projets nouveaux ont été approuvés et 30 extensions de

¹D/B/300, chap. II, par. 3.

projets ont été autorisées. Cependant, en raison de la suppression d'anciens projets et de la liquidation progressive de comptes de projets devenus inutiles, la valeur nette des autorisations d'engagement de dépenses émises en 1983 n'a atteint que 0,4 million de dollars. Ce ralentissement délibéré était également dû à la valeur résiduelle élevée (5 millions de dollars) enregistrée au début de l'année, et au volume des engagements à la fin du premier trimestre (1,6 million de dollars) par rapport au montant des dépenses annuelles qui est de 3 millions de dollars environ. Ces engagements, s'ils avaient été enflés par la mise en chantier de nouveaux projets, auraient pu entraîner des dépenses dépassant le plafond imposé. Cela montre bien les difficultés budgétaires auxquelles on s'est heurté pour le financement des SIS par suite de la réduction de 45 % de tous les programmes du PNUD, au nombre desquels ils figurent.

6. Compte tenu de la nature des SIS, dont l'objet est de répondre selon le principe "premier arrivé, premier servi", à des besoins spéciaux et parfois imprévus, aucun effort n'a été épargné pour satisfaire en priorité les demandes des pays en développement les moins avancés. En 1983, les projets concernant ce dernier groupe de pays ont représenté, en valeur, 44 % environ des projets approuvés, et 31,5 % des dépenses afférentes aux projets.

7. Pour illustrer la diversité des activités entreprises grâce aux crédits du programme des SIS, on citera les exemples suivants de projets en cours pendant 1983. Dans plusieurs cas, une assistance directe a été fournie à des usines; on a notamment aidé une entreprise de confection en Sierra Leone à utiliser plus économiquement les machines à coudre et à améliorer le style, la qualité et la commercialité des articles; une assistance a également été apportée pour le démarrage et le rodage d'une savonnerie au Soudan et pour la modernisation d'une fabrique de céramique en Bolivie. Dans d'autres projets, l'assistance a porté sur un secteur ou une branche industrielle déterminés. C'est le cas, par exemple, de l'aide fournie à la République arabe syrienne pour résoudre certains problèmes de recherche et de conception liés à la production d'engrais, en vue d'améliorer la qualité des produits et d'accroître l'efficacité du procédé; en Argentine, des conseils ont été donnés sur les aménagements de structure à opérer pour améliorer la productivité et la compétitivité de l'industrie textile. Dans le domaine du transfert et de l'application de techniques, des conseils et une formation concernant la modification technique des cubilots ont été fournis en Colombie en vue de rationaliser la production de fonte nodulaire, notamment pour ce qui est de la consommation d'énergie, et, en Bulgarie, une assistance a été octroyée pour la production d'éléments pneumatiques, qui pourraient permettre d'automatiser à peu de frais diverses usines. Aux Philippines, deux prototypes de maison ont été construits pour faire l'essai et la démonstration de la technologie du bois de cocotier, mise au point par l'ONUDI pour les logements sociaux. Dans ce contexte, une assistance a été fournie pour adapter la scierie locale au traitement du bois de cocotier, pour surveiller les différents essais de production, pour construire les prototypes de maison et pour assurer le respect des règlements en matière de conception et de construction. En Thaïlande, une assistance a été accordée en vue de jeter les bases d'un nouveau mécanisme juridique et administratif national pour le transfert des techniques. Une assistance pour la mise au point d'une législation industrielle a été en outre accordée à la Somalie pour améliorer le fonctionnement des industries du secteur public. Des projets SIS ont également facilité les décisions en matière d'investissements industriels, comme par exemple l'assis-

tance fournie à la Haute-Volta pour évaluer les offres concernant la création d'une cimenterie. Il ne s'agit là que de quelques exemples de la vaste gamme d'activités entreprises grâce aux crédits des SIS.

8. Les dépenses engagées au titre du programme des SIS en 1983 ont, comme en 1982, porté principalement sur l'assistance aux industries chimiques, aux industries métallurgiques, aux agro-industries et aux industries mécaniques, mais on a également noté une augmentation de l'aide octroyée pour la planification industrielle, ainsi que pour la création et la gestion d'usines. Les dépenses engagées au titre des SIS en 1983 se répartissaient comme suit :

TABLEAU 1. DEPENSES ENGAGEES AU TITRE DU PROGRAMME DES SIS EN 1983. PAR DOMAINE D'ACTIVITE

<i>Domaine d'activité</i>	<i>Pourcentage</i>
Planification industrielle	7,52
Infrastructure institutionnelle	5,72
Création et gestion d'usines	9,33
Formation industrielle	0,11
Etudes de faisabilité	5,12
Agro-industries	15,16
Industries métallurgiques	18,38
Industries mécaniques	8,64
Industries chimiques	28,56
Formulation et direction du programme	0,57
Mise au point et transfert des techniques	0,87
Services de consultation technologique	0,02
	100,00

FONDS DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

9. Les contributions annoncées au FNUDI en 1983 ont été légèrement plus élevées qu'en 1982 et une nouvelle augmentation est attendue en 1984. Pour cette dernière année, 58 pays ont annoncé des contributions d'un montant de 12 699 206 dollars (voir tableau 2 ci-après). Or, comme d'autres pays doivent

TABLEAU 2. CONTRIBUTIONS ANNONCEES AU FONDS DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL POUR 1983 ET 1984

(En dollars des Etats-Unis ou équivalent-dollars)^a

<i>Année</i>	<i>Total</i>	<i>Contributions générales en monnaies convertibles</i>	<i>Contributions spéciales en monnaies convertibles</i>	<i>Contributions générales et spéciales en monnaies non convertibles</i>
1983	14 172 948	2 512 946	8 881 039	2 778 963
1984	12 699 206	1 422 786	8 581 949	2 694 471

^aLes monnaies autres que le dollar des Etats-Unis ont été converties au taux de change en vigueur au 31 décembre 1983 pour les contributions annoncées pour 1983; s'agissant des contributions pour 1984, on a appliqué le taux de change en vigueur en novembre 1983 (période où s'est tenue la Conférence d'annonce des contributions pour 1984).

annoncer leurs contributions au FNUDI en 1984, le montant total des contributions pour l'année en question pourrait donc dépasser celui des contributions annoncées pour 1983. Cette évolution est encourageante compte tenu de la diminution considérable du montant des contributions annoncées à certains autres fonds multilatéraux. La confiance accrue des pays donateurs dans le Fonds est réconfortante pour le secrétariat de l'ONUDI.

10. Bien que les budgets d'assistance bilatérale et multilatérale aient été réduits, la plupart des pays versant des contributions spéciales, et notamment l'Autriche, la Belgique et la République fédérale d'Allemagne, ont maintenu au même niveau leurs contributions au FNUDI. D'importants pays donateurs qui versent des contributions spéciales et qui possèdent une longue expérience du Fonds, tels que l'Italie et la France, ont continué d'accroître leurs contributions. Autre fait encourageant : la Suisse et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont recommencé à annoncer des contributions au Fonds lors de la conférence pour les annonces de contributions aux activités de développement pour 1984, tenue en novembre 1983.

11. Toutefois, le secrétariat de l'ONUDI se déclare à nouveau préoccupé par l'absence d'augmentation du montant des contributions générales, seul élément du Fonds qui permet de programmer les activités avec rapidité et souplesse. Cet élément semble se stabiliser actuellement à un niveau proche de 2,8 millions de dollars, soit quelque 20 % du montant annuel des contributions annoncées, pourcentage qui, cela va sans dire, ne permet pas à l'ONUDI de répondre comme il conviendrait aux besoins des pays en développement. Il faut aussi noter que si un grand nombre de pays contribuent à cet élément essentiel du Fonds, deux pays donateurs (l'Arabie saoudite et l'Inde) versent la majeure partie des contributions générales. On peut certes se réjouir que ces pays aient maintenu leurs généreuses contributions au fil des années, mais l'incertitude qui pèse sur cet élément du Fonds n'en est pas moins réelle. L'Autriche reste le seul pays versant des contributions spéciales à avoir annoncé une contribution non seulement à l'élément correspondant du Fonds, mais aussi à l'élément contributions générales afin de faciliter les efforts de programmation du secrétariat. La Chine et la République démocratique allemande ont continué de verser une part de leurs contributions au FNUDI en monnaie convertible.

12. Lors de l'examen des projets susceptibles d'être financés par le FNUDI, on a continué de s'attacher avant tout à répondre efficacement aux besoins des pays en développement eux-mêmes, en mettant l'accent sur les projets novateurs. Cependant, on a dûment pris en considération les critères de priorité des pays donateurs et intensifié le dialogue avec les donateurs potentiels en vue d'accroître le volume des contributions versées au FNUDI. Des discussions avec des donateurs et des donateurs potentiels ont eu lieu à l'occasion de la dix-septième session du Conseil du développement industriel. En outre, des délégations officielles de la République fédérale d'Allemagne, de la France et de l'Italie se sont rendues au siège de l'ONUDI pour discuter avec le secrétariat de divers aspects des activités du FNUDI. A sa dix-septième session, le Conseil a, au paragraphe 2 de sa conclusion 1983/9, approuvé la création d'une réserve opérationnelle, conformément à la résolution 31/203 de l'Assemblée générale et aux règles spéciales de gestion financière pour le FNUDI², dans le but d'assurer

²ST/SGB/UNIDF/Financial Rules/4 (1982).

au Fonds les liquidités nécessaires. Cette réserve devrait représenter 5 % du total annuel des contributions annoncées à l'élément contributions générales en monnaies convertibles du Fonds; en 1983, elle s'élevait à 655 000 dollars.

13. La répartition en 1983 de l'ensemble des projets approuvés entre les domaines prioritaires fixés pour le FNUDI est indiquée au tableau 3 de l'appendice J du présent *Rapport*. Ces projets se sont répartis approximativement comme suit entre les diverses régions géographiques : Afrique, y compris les Etats arabes d'Afrique (19,6 %); Asie et Pacifique (17,7 %); Amériques (6,8 %); Etats arabes, à l'exclusion de ceux qui sont situés en Afrique (3,1 %); et Europe (1,2 %). Du fait de la nature du FNUDI et du niveau limité de ses ressources, plus de la moitié (51,6 %) des projets approuvés étaient des projets mondiaux ou interrégionaux. On trouvera des précisions supplémentaires au sujet des projets approuvés dans le rapport sur le FNUDI qui doit être présenté au Conseil lors de sa dix-huitième session.

14. On trouvera aux paragraphes 15 à 19 ci-après des exemples de projets intéressants et novateurs financés au titre du FNUDI en 1983 dans les domaines suivants : essais non destructifs, conception et fabrication assistées par ordinateur, énergie, coopération économique entre pays en développement et Décennie du développement industriel de l'Afrique.

15. *Essais non destructifs* : afin d'aider les pays d'Amérique latine à se doter des moyens nécessaires dans ce domaine et à les utiliser efficacement, l'ONUDI a fourni une assistance pour la mise au point d'un programme régional relatif aux essais non destructifs. Au cours des dernières décennies, la plupart des pays de la région se sont engagés dans un processus d'industrialisation intense. S'ils veulent mener à bien cette entreprise, les pays concernés doivent notamment disposer de moyens adéquats pour effectuer des essais non destructifs qui jouent un rôle important dans le contrôle de la qualité et qui sont souvent essentiels, voire indispensables, pour obtenir l'autorisation d'exploiter un équipement ou d'utiliser certaines installations — oléoducs, par exemple — ou pour évaluer la durée de vie probable de ponts, barrages, bâtiments ou usines telles que les raffineries de pétrole et les sucreries, et pour identifier les problèmes de sécurité que pose la construction de ces ouvrages.

16. *Conception assistée par ordinateur/fabrication assistée par ordinateur (CAO/FAO)* : l'ONUDI a organisé en novembre/décembre 1983 une réunion d'experts sur les techniques de CAO/FAO, au cours de laquelle on a souligné les avantages qu'elles présentaient et étudié les moyens de faire adopter la CAO/FAO dans l'industrie mécanique des pays en développement. Dans beaucoup de ces pays, la conception des pièces métalliques et leur fabrication en petites ou moyennes séries pose des problèmes en raison de la pénurie de concepteurs et d'ingénieurs de production hautement qualifiés; le délai à prévoir entre la conception d'un produit fini et sa fabrication est trop long; la qualité du produit est irrégulière et elle ne correspond pas aux normes en vigueur sur le marché mondial; les procédures permettant d'introduire des changements de conception sont trop lourdes et les usineurs qualifiés trop peu nombreux. Or, on peut fort bien recourir aux techniques de CAO/FAO pour résoudre ces problèmes et pour augmenter la productivité dans le secteur du travail des métaux des pays en développement qui seraient ainsi mieux à même d'accroître le volume de l'emploi et d'améliorer leur situation en matière de devises.



Fabrication de pièces détachées à l'Egyptian Iron and Steel Company, Hérouan (Egypte)

17. *Energie* : l'ONUDI a aidé le Gouvernement des Iles Salomon à construire une microcentrale hydroélectrique qui doit servir de modèle pour d'autres installations du même type dans tout l'archipel et dans des petites communautés isolées dont le raccordement à un réseau national pourrait être excessivement coûteux. A terme, certains des éléments requis pourraient être fabriqués sur place. Jusqu'à présent, la seule solution offerte aux petites communautés isolées était les générateurs au gazole ou à essence; or, elle est de plus en plus onéreuse en raison du prix élevé des combustibles fossiles.

18. *Coopération économique entre pays en développement* : en 1983, plusieurs stages de formation collective en entreprise ont une nouvelle fois été organisés en Turquie, à l'invitation du gouvernement de ce pays. Ces stages de formation portaient sur des questions liées aux inventaires de matières premières, à l'entretien des usines, aux techniques de production, au contrôle de la qualité et à la gestion des ressources énergétiques dans les secteurs industriels du sucre de betterave, des petites fonderies et du ciment.

19. *Décennie du développement industriel de l'Afrique* : dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, une assistance est fournie à des pays africains au titre du FNUDI pour l'élaboration de programmes sous-

régionaux intégrés de promotion industrielle comportant des projets d'investissement et d'autres projets d'appui visant à développer des industries motrices et pour l'établissement des plans nécessaires à la mise en œuvre de ces projets.

FONDS D'AFFECTION SPECIALE ET ACCORDS DE PARTICIPATION AUX COÛTS

20. Les contributions aux fonds d'affectation spéciale faites par plusieurs pays industrialisés à économie de marché ont servi à financer non seulement des services d'experts adjoints pour des projets de coopération technique, mais aussi des projets de coopération technique, grands et petits, aux niveaux mondial, régional et national. En outre, le nombre des pays en développement et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales qui ont conclu avec l'ONUDI des arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale pour financer entièrement des projets d'assistance technique dont ils étaient bénéficiaires s'est accru régulièrement.

21. En 1983, le montant des ressources financières prévues au titre des arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale a plus que doublé par rapport à 1982; on a approuvé le financement de 23 nouveaux projets d'une valeur d'environ 13 millions de dollars, contre 32 projets d'une valeur de 6,1 millions de dollars en 1982. Les ressources supplémentaires approuvées durant l'année considérée au titre de projets en cours ont totalisé environ 10 millions de dollars. Aux projets régionaux, interrégionaux et mondiaux viennent s'ajouter les projets nationaux en cours d'exécution dans 40 pays en développement. Ces projets portent notamment sur la fourniture d'une assistance au Mozambique pour la production de sel marin et pour la modernisation et le développement de l'industrie de la boulangerie, au Centre de technologie du cuir du Costa Rica, à des cimenteries en Jamahiriya arabe libyenne, aux industries du cuir et de la chaussure en Tunisie, à l'Iraq pour la fabrication de demi-produits en aluminium, et à l'Arabie saoudite pour la fabrication de chauffe-eau solaires à usage industriel et la formation dans l'industrie.

22. La participation de gouvernements bénéficiaires ou de tiers au coût des projets est une innovation importante visant à compléter les ressources limitées du PNUD/CIP. La participation des gouvernements aux coûts ne se limite pas aux plus avancés des pays en développement. C'est ainsi que l'Ouganda, qui compte parmi les pays les moins avancés, verse une contribution de 1,8 million de dollars au titre de la participation aux coûts. D'autres pays ont accepté de prendre à leur charge de 10 à 100 % du coût de certains projets. Les projets assortis d'arrangements de participation aux coûts qui étaient mis en œuvre par l'ONUDI en 1983 portaient notamment sur l'octroi d'une assistance au Centre de technologie de l'industrie métallurgique du Pérou, le renforcement des moyens de recherche-développement dans le domaine de la pétrochimie en Turquie, la fourniture de services de consultation industrielle au Ministère de l'industrie et de l'électricité d'Arabie saoudite, et l'octroi d'une aide à l'usine de pâte à papier et de papier SEKA en Turquie.

PROGRAMME ORDINAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

23. A sa quinzième session, le Conseil du développement industriel, sur la recommandation du Comité permanent, a approuvé provisoirement la répartition des allocations au titre du programme ordinaire de coopération technique proposée par le Directeur exécutif pour l'exercice biennal 1982-1983³. En 1982, le Conseil, à sa seizième session, a approuvé les allocations révisées⁴ proposées par le Directeur exécutif sur la base des crédits ouverts par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session⁵.

24. En 1982-1983, 264 projets se montant à 7,8 millions de dollars ont été approuvés au titre des six éléments du programme. On trouvera à l'appendice F un tableau comparatif des crédits approuvés par le Conseil au titre du programme ordinaire et de l'assistance fournie en 1982-1983.

25. Les activités financées au titre de certains éléments du programme ordinaire sont décrites en termes généraux dans d'autres chapitres du présent rapport, à savoir le chapitre V (Programmes spéciaux) en ce qui concerne les éléments "Coopération entre pays en développement" et "Besoins spéciaux des pays les moins avancés", le chapitre IV (Etudes industrielles, section relative aux études par région et par pays) dans le cas de l'élément "Services consultatifs régionaux", et le chapitre III (Opérations industrielles) dans celui de l'élément "Services consultatifs de courte durée" (Conseillers interrégionaux).

26. Le programme ordinaire a continué de compléter les ressources de l'ONUDI consacrées à la formation dans le secteur industriel, par le biais de bourses de perfectionnement, de stages de formation collective et du renforcement de moyens de formation dans les pays en développement. Au titre de l'élément "Consultations avec les gouvernements", on a financé des visites de hautes personnalités gouvernementales à l'ONUDI pour permettre aux gouvernements de mieux connaître les activités et les programmes de l'Organisation et à celle-ci d'avoir une meilleure idée des objectifs de développement et des besoins d'assistance technique des divers pays.

27. Lors de l'établissement du programme ordinaire, tout a été fait pour assurer autant que possible une répartition géographique équitable des ressources. Afin qu'un nombre aussi élevé que possible de pays puissent bénéficier des activités du programme ordinaire, plus de la moitié des ressources ont été affectées à des projets interrégionaux (35 %) ou régionaux (19 %).

BUDGET ORDINAIRE

28. La présente section, consacrée au budget ordinaire, est divisée en deux parties. La première, qui intéresse l'ONUDI (chapitre 17 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies), concerne le deuxième rapport sur

³A/36/16, par. 54; ID/B/C.3/104.

⁴A/37/16, par. 46.

⁵Voir ID/B/C.3/114, par. 4.

l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985. La seconde, relative aux dépenses de fonctionnement du Centre international de Vienne (chapitres 28M — Services administratifs, Vienne; 29C — Services de conférence, Vienne; et 29F — Services de Bibliothèque, Vienne), traite de l'exécution du budget-programme pour 1982-1983 et des demandes de crédits proposées pour 1984-1985.

A. ONUDI

29. Se fondant sur les montants estimatifs révisés établis à la suite du premier rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983⁶, l'Assemblée générale a, lors de sa trente-septième session, approuvé pour l'ONUDI, dans sa résolution 37/243A, l'ouverture d'un crédit révisé d'un montant de 71 782 400 dollars au titre du chapitre 17 du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Pour l'établissement de ce montant, on a notamment pris en considération : *a*) les ajustements du taux de change, passé de 15,50 à 16,83 schillings autrichiens pour 1 dollar en 1982 et estimé à 17,70 schillings autrichiens pour 1 dollar en 1983; *b*) la hausse des coûts imputable à un taux moyen d'inflation de 15 % en 1982; *c*) l'augmentation des frais due aux dépenses supplémentaires prévues pour les activités financées conjointement; *d*) les incidences financières de la résolution 37/212 sur la coopération en matière de développement industriel; et *e*) les incidences financières de la résolution 37/213 sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée.

30. Depuis l'approbation du montant révisé du crédit ouvert, le taux de change a accusé des fluctuations sensibles par rapport au taux de 17,70 schillings autrichiens pour 1 dollar, retenu dans le rapport sur l'exécution du budget-programme. Pour les 11 premiers mois de 1983, le taux de change effectif a été en moyenne de 17,55 schillings autrichiens pour 1 dollar et l'on a supposé que le taux de novembre (18,30 schillings autrichiens pour 1 dollar) se maintiendrait jusqu'à la fin de l'année. Le deuxième rapport sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session⁷, a fait apparaître une augmentation de 2 825 500 dollars due à une hausse plus forte que prévue du taux d'inflation (112 500 dollars) et à d'autres changements (2 842 400 dollars), les pertes au change (129 400 dollars) venant en déduction de la somme de ces deux derniers montants. Entreprise au cours du second semestre de 1982, la préparation du budget-programme de l'ONUDI pour l'exercice biennal 1984-1985 a été achevée en mars 1983. L'ONUDI a soumis à l'examen du Secrétaire général un avant-projet de budget-programme en mars 1983; ensuite, le projet de budget-programme pour 1984-1985 a été examiné par le Conseil à sa dix-septième session⁸. Les observations du Conseil ont été communiquées au Comité du programme et de la coordination à la fin de mai 1983 et, en juin 1983, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) qui, après examen des propositions du Secrétaire général, a recommandé à la

⁶A/C.5/37/65.

⁷A/C.5/38/Add. 17.

⁸A/38/16, par. 86 à 114.

Cinquième Commission une réduction de 667 100 dollars, en sorte que le crédit prévu au titre du chapitre 17 a été ramené à 73 857 800 dollars au total.

31. En novembre 1983, la Cinquième Commission a approuvé en première lecture le montant de 73 857 800 dollars recommandé par le CCQAB. Par la suite, ce montant a été modifié eu égard aux éléments ci-après, découlant de recommandations du Comité consultatif : a) demandes de crédits révisées, présentées par le Secrétaire général, en vue du transfert de crédits au chapitre 27 pour la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée et ajustements dus au fait que le taux de change est passé de 17,70 à 19 schillings autrichiens pour 1 dollar; b) incidences financières de la résolution 38/192 de l'Assemblée générale relative à la coopération en matière de développement industriel.

32. Les crédits nécessaires au titre du chapitre 17 du budget-programme pour l'exercice biennal 1984-1985 et approuvés par la Cinquième Commission (voir également la résolution 38/192 de l'Assemblée générale) sont indiqués au tableau 3 ci-après. Dans sa résolution 38/192, l'Assemblée générale a également décidé d'accroître l'allocation à l'ONUDI de 1 million de dollars en 1984, autant que possible par des économies globales réalisées sur les dépenses prévues au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, aux fins de la mise en œuvre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

TABLEAU 3. CREDITS APPROUVES (CHAPITRE 17 — ONUDI) POUR L'EXERCICE BIENNAL 1984-1985

(En dollars des Etats-Unis)

	<i>Augmentation ou diminution</i>	<i>Total</i>
I. Crédits approuvés par la Cinquième Commission (en novembre 1983)		73 857 800
II. Montants estimatifs révisés		
Transformation de l'ONUDI — transfert de crédits au chapitre 27 du budget (information)	(390 300)	
Incidences des fluctuations du taux de change	(2 318 000)	
III. Incidences financières approuvées :		
Programme des conseillers industriels principaux hors siège (Résolution 32/192 de l'Assemblée générale)	1 000 000	
TOTAL	(1 708 300)	72 149 500

B. Centre international de Vienne

33. Pour l'exercice biennal 1982-1983, le second rapport sur l'exécution du projet-programme a fait apparaître, au titre du chapitre 28M (Services administratifs, Vienne), une diminution de 1 991 500 dollars due principalement à l'abandon de certains arrangements contractuels relatifs à la gestion des bâtiments et au fait que le taux de change avait été plus favorable que prévu.

34. En ce qui concerne l'exercice biennal 1984-1985, l'ONUDI a soumis au Secrétaire général, en mars 1983, une proposition de demande de crédit d'un montant de 37 818 400 dollars, au titre du chapitre 28M (Services administra-

tifs, Vienne), pour couvrir les dépenses de fonctionnement du Centre international de Vienne (CIV). Dans son rapport⁹, le CCQAB a recommandé que les prévisions de dépenses soient réduites de 653 400 dollars.

35. La Cinquième Commission a, en première lecture, approuvé un montant de 37 165 000 dollars, qui a été réduit de 2 668 800 dollars en raison de la modification du taux de change (passé de 17,70 à 19 schillings autrichiens pour 1 dollar). Le montant révisé du crédit ouvert s'établit donc à 34 496 200 dollars.

36. Toujours pour l'exercice biennal 1984-1985, le Secrétaire général a demandé à l'Assemblée générale, lors de la trente-huitième session, un crédit de 10 330 000 dollars au titre du chapitre 29C (Services de conférences, Vienne), alors que le montant révisé du crédit ouvert pour 1982-1983 était de 12 048 000 dollars. Dans son rapport, le CCQAB a recommandé d'approuver le crédit demandé par le Secrétaire général au titre du chapitre 29C.

37. La Cinquième Commission a approuvé en première lecture le montant recommandé par le CCQAB (10 330 000 dollars).

Ce montant a, par la suite, été augmenté comme suit :

	<i>Dollars des Etats-Unis</i>
Etat récapitulatif du coût des services de conférence	1 900 000
Crédit ouvert initialement	<u>10 330 000</u>
TOTAL	12 230 000
Ajustement correspondant à la modification du taux de change	<u>(627 500)</u>
TOTAL des crédits ouverts pour 1984-1985	11 602 500

38. En ce qui concerne la Bibliothèque commune du CIV, que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) gère pour le compte de toutes les organisations et unités administratives installées au Centre, le Secrétaire général a demandé au titre du chapitre 29F (Bibliothèque, Vienne) un crédit de 635 900 dollars pour l'exercice biennal 1984-1985 (190 000 dollars pour les livres et les fournitures et 445 900 dollars à titre de contribution aux activités communes), alors que le montant révisé du crédit ouvert pour 1982-1983 s'élevait à 550 300 dollars. Le CCQAB a recommandé que la Cinquième Commission approuve le crédit demandé par le Secrétaire général. La Cinquième Commission a approuvé le montant de 635 900 dollars recommandé par le Comité consultatif, montant qui a été ramené à 586 600 dollars pour tenir compte de la modification du taux de change.

FRAIS GENERAUX

39. En 1983, la question des dépenses d'appui encourues au titre des programmes a été longuement examinée à la session de mars du Comité consultatif pour les questions administratives (Finances et budget), puis par le Conseil d'administration du PNUD. Le Conseil d'administration, dans sa

⁹A/38/7.

décision 82/36, s'était notamment félicité des arrangements arrêtés d'un commun accord par le PNUD et les agents d'exécution pour la présentation de rapports *ex post facto* sur les dépenses d'appui. Un premier rapport a été présenté à titre expérimental au Directeur de la Division des finances du PNUD en novembre 1982. Les résultats de cette expérience ont été examinés par le Conseil d'administration à sa trentième session. Le Comité budgétaire et financier a recommandé au Conseil d'administration¹⁰ de prendre note du rapport de l'Administrateur relatif à l'état d'avancement des rapports *ex post facto* concernant les dépenses d'appui des organisations¹¹. Le Conseil, dans sa décision 83/37, a pris note avec satisfaction des résultats utiles qui ont été obtenus à l'occasion de l'expérience menée avec les agents d'exécution à la fin de 1982, et il a autorisé l'Administrateur à établir, comme on l'avait proposé, un rapport *ex post facto* biennal couvrant tous les agents d'exécution en le priant de lui présenter, à sa trente et unième session, le premier rapport de ce genre pour la période 1982-1983. Dans l'étude initiale du PNUD sur les dépenses d'appui, dont les résultats ont été présentés au Conseil à sa vingt-neuvième session¹², les taux obtenus pour les dépenses d'appui aux projets financés au titre des CIP et à l'aide des ressources du FENU étaient respectivement d'environ 11 % et 5 %. En se fondant sur le réexamen des dépenses d'appui du Bureau de l'exécution des projets (BEP) du PNUD auquel il venait d'être procédé, l'Administrateur a confirmé en juin 1983, à la trentième session du Conseil d'administration, le bien-fondé de ces taux. En ce qui concerne les projets financés par le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, on a obtenu un taux de 8 % pour les dépenses d'appui du BEP. L'Administrateur a également proposé de poursuivre l'examen de cette question avec les agents d'exécution et de faire rapport au Conseil d'administration en temps voulu au sujet de l'évolution de la situation.

¹⁰DP/1983/BFC/L.2/Add.2.

¹¹DP/1983/53.

¹²DP/1982/58.

Chapitre III

OPERATIONS INDUSTRIELLES

A. Mise en œuvre des projets en 1983

Aperçu d'ensemble

1. L'année considérée a de nouveau été marquée par une réduction des ressources financières dont disposait le PNUD pour l'assistance technique. Après les résultats décevants de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, la part du budget consacrée à l'assistance technique a été de nouveau réduite puisqu'elle est passée de 80 % en 1982 à 55 % pour 1983, d'où un retard dans l'approbation et l'exécution des projets en ce qui concerne le choix des experts, la conclusion de contrats de sous-traitance, l'établissement des spécifications pour le matériel, et l'octroi de bourses. En outre, un grand nombre de projets en cours d'exécution ont dû être refondus, d'où une perte de temps considérable. La tendance à l'exécution par les gouvernements de projets qui, autrement, auraient été confiés à l'ONUDI en tant qu'agent d'exécution a également eu pour résultat une diminution apparente du volume de l'assistance technique fournie. Cependant, l'ONUDI ayant continué de fournir un appui logistique et technique, il n'y a pas eu de diminution sensible du volume de ses activités.

2. Un total de 1 580 projets ont été exécutés ou étaient en cours en 1983, dont 122 dépassant 1 million de dollars, 453 de plus de 150 000 dollars et 1 005 d'une valeur moindre. Les tableaux 1 et 2 ci-après récapitulent les dépenses de coopération technique pour 1983, respectivement par source de financement et par élément de projet.

3. Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, on a dû, en 1983, consacrer davantage d'efforts à la conception et à l'élaboration de projets financés par d'autres ressources — notamment les fonds d'affectation spéciale, les accords de participation aux coûts et les contributions spéciales au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) — afin de compenser partiellement la baisse des ressources du PNUD. Le succès relatif qui a couronné ces efforts est, en grande partie, attribuable à la collaboration étroite avec les donneurs de contributions spéciales au FNUDI (qui ont participé à l'élaboration des projets et à leur évaluation ultérieure) et avec le personnel de contrepartie, ainsi qu'à la participation active du personnel du siège, des conseillers interrégionaux et autres personnels hors siège du PNUD et de l'ONUDI. Le système de Consultations a servi de cadre à l'ONUDI pour l'examen des possibilités de coopération technique avec les représentants des

TABLEAU 1. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Programme ordinaire	3 991	5,1
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	46 220	59,2
SIS	3 002	3,9
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	983	1,3
Total partiel	50 205	64,4
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	2 695	3,4
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	6 522	8,4
FNUDI	13 049	16,7
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	1 557	2,0
Total partiel	21 128	27,1
TOTAL	78 019	100,0

TABLEAU 2. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1983, PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Elément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	42 052	53,9
Sous-traitance	7 763	10,0
Bourses de perfectionnement et formation	11 417	14,6
Matériel	14 738	18,9
Divers	2 049	2,6
TOTAL	78 019	100,0

gouvernements et de l'industrie. La Banque mondiale et l'ONUDI ont organisé des missions communes afin d'identifier les activités de coopération technique qui pourraient être financées par l'élément assistance technique des prêts consentis par la Banque mondiale. Un certain nombre de projets, financés grâce à des prêts de la Banque mondiale, ont été examinés en commun avec les gouvernements intéressés afin de définir la participation de l'ONUDI dans divers domaines spécialisés.

4. Une coopération étroite a été maintenue entre la Division des opérations industrielles et la Division de la coordination des politiques en matière de conception et d'élaboration de programmes et de projets. La Division des opérations industrielles a fourni un appui logistique et technique à la programmation par pays, aux missions d'identification de projets et à l'évaluation des projets et, parallèlement, a fait participer d'autres services de l'Organisation à l'exécution de projets en cours, en particulier les projets relatifs à la mise au point, à l'adaptation et au transfert de technologie ainsi qu'à la recherche globale et sectorielle. On a prêté attention aux problèmes d'environnement dans la conception et dans l'élaboration des projets.

5. Les restrictions financières actuelles ont également eu pour conséquence une augmentation du volume des services consultatifs fournis directement par le personnel du secrétariat, services qui n'ont pas été comptabilisés dans les dépenses de coopération technique de l'année. A cet égard, les conseillers interrégionaux du Bureau du Directeur de la Division des opérations industrielles ont une fois encore joué un rôle important.

6. L'évaluation des projets hors siège, commencée en 1982, a suscité un intérêt accru et bénéficié d'un plus grand soutien en 1983. On a commencé d'établir au siège des rapports d'évaluation de projet (les REP) qui ont été utilisés pour la préparation des évaluations approfondies et des examens tripartites sur le terrain. L'expérience ainsi acquise a permis d'apporter des améliorations qui feront du système d'évaluation un mécanisme plus utile aux responsables et plus étroitement associé à la prise de décisions. Des journées d'étude internes sur les méthodes et les critères applicables en matière de conception et d'évaluation de projets ont été organisées au cours de l'année dans le but d'améliorer la qualité des activités de coopération technique.

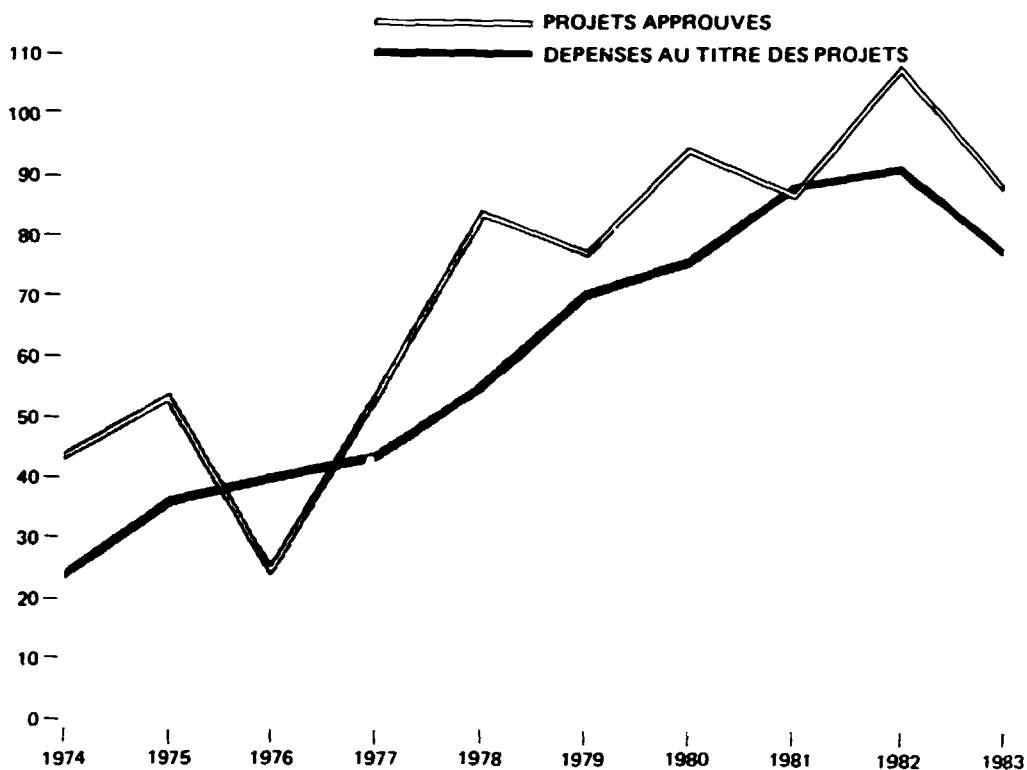
7. Le modèle informatique pour les études de faisabilité (COMFAR) de l'ONUDI a suscité un intérêt de plus en plus vif au PNUD et dans les milieux d'affaires, les banques, les administrations publiques et les sociétés-conseils, tant dans les pays en développement que dans les pays développés. Le COMFAR a été perfectionné en 1983 et peut désormais être utilisé dans différents ordinateurs. A la suite de démonstrations effectuées au siège, l'ONUDI a reçu des demandes d'installation du système émanant de la Chine, de l'Egypte, d'Oman et de la Thaïlande. Les efforts se sont poursuivis en vue d'une utilisation accrue et plus rationnelle des ordinateurs dans d'autres domaines, particulièrement en matière de gestion et de production, et on s'est également efforcé de concevoir des logiciels adaptés.

8. Au cours de l'année considérée on a noté un renforcement de la coopération entre l'ONUDI et les banques régionales de développement. L'ONUDI effectue, en collaboration avec la Banque centraméricaine d'intégration économique, une étude sur la réorganisation du secteur industriel et la mise en place d'un mécanisme permettant d'en accroître la productivité. Un séminaire sur l'élaboration, l'évaluation et le financement des projets industriels s'est tenu au siège de la Banque islamique de développement, à Djedda (Arabie saoudite), et des services d'experts ont été fournis pour des activités de projets financés par cette banque. Des représentants de la Société interarabe de garantie des investissements ont participé au Koweït à une réunion d'information sur les méthodes appliquées par l'ONUDI à la réalisation et à l'évaluation des études de préinvestissement. L'ONUDI a, en collaboration avec l'Institut de développement économique de la Banque mondiale, aidé l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD) à définir les besoins et à recenser les moyens en matière de formation de plusieurs institutions de financement du développement (les IAF) francophones et anglophones.

9. Le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international s'est félicité du concours que lui a apporté l'ONUDI pour le recrutement d'experts chargés d'effectuer les études de faisabilité d'un certain nombre de projets industriels, particulièrement en

DIAGRAMME DES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

(En millions de dollars E.-U.)

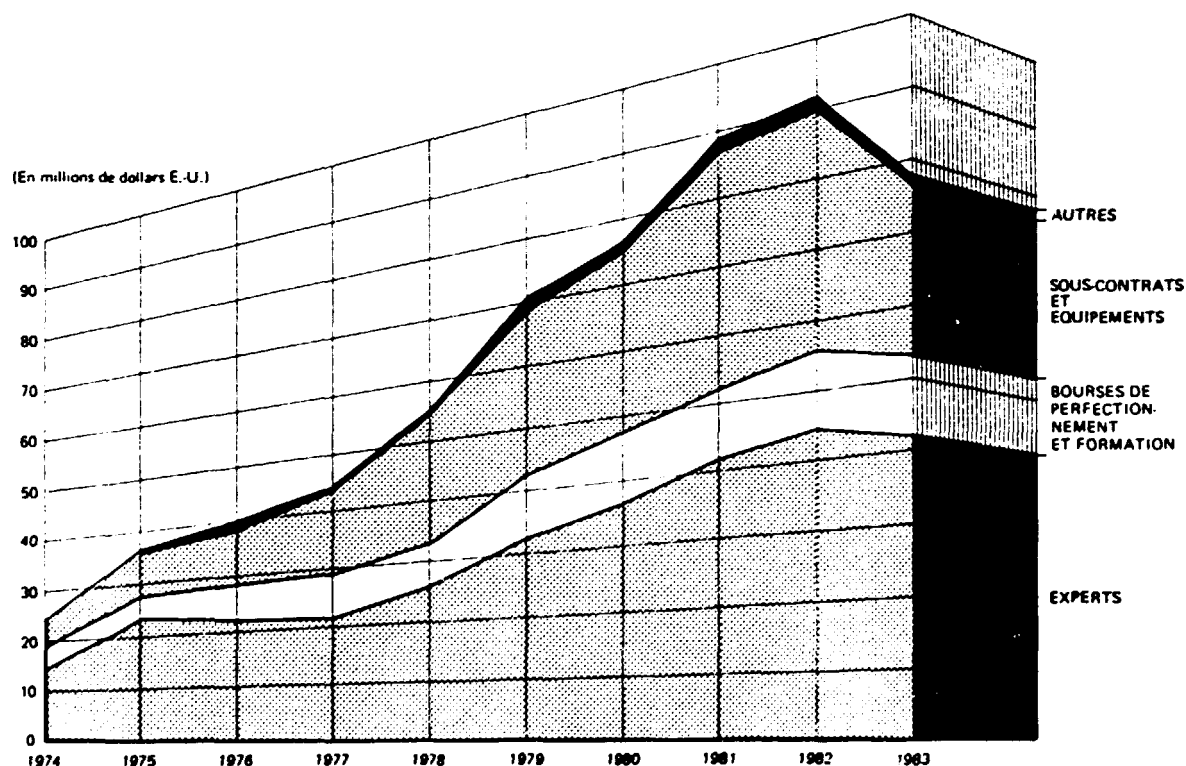


Afrique. L'ONUDI a, en coopération avec le Fonds de l'OPEP, le Gouvernement autrichien et la Société nationale autrichienne des pétroles (Österreichische Mineralölverwaltung), organisé à l'intention de participants des pays en développement une troisième série de journées d'étude sur l'industrie pétrolière, qui s'est tenue à Vienne.

10. Les programmes communs ONUDI/pays se sont révélés des outils très utiles aux pays en développement en ce qui concerne la mise en commun de l'expérience acquise, le transfert de technologie et l'assistance technique (notamment les programmes de formation). Le Programme commun ONUDI/Tchécoslovaquie de coopération internationale dans les industries de la céramique, des matériaux de construction et des produits à base de minéraux non métalliques a organisé des journées d'études techniques en entreprise sur les économies d'énergie et la gestion de l'énergie dans les industries de la céramique à l'intention des pays les moins avancés. Des experts de ce programme commun ont apporté leur concours à des projets de coopération technique en Afrique, en Asie et sur le continent américain en fournissant des conseils techniques dans le domaine des céramiques, du verre et des économies d'énergie. Le programme commun a également fourni des services consultatifs sur le traitement et l'utilisation des minéraux non métalliques, telles la bentonite et la perlite dans l'agriculture, et sur la lutte contre la pollution par les hydrocarbures. La bentonite est utilisée pour réduire la consommation d'eau et limiter l'utilisation des engrais dans l'agriculture — d'où son importance

considérable dans les zones arides. Des démonstrations ont été faites sur la capacité de la perlite hydrophobe expansée de séparer les hydrocarbures de l'eau douce et de l'eau de mer dans le cadre de la lutte contre la pollution par les hydrocarbures. Le Centre commun ONUDI/Roumanie et le Programme commun ONUDI/Hongrie de coopération ont apporté les contributions suivantes : services d'experts, formation, information et documentation technique dans des domaines comme l'utilisation des plantes médicinales, le développement de la médecine préventive et la production de vaccins en Afrique. Le Centre commun ONUDI/Roumanie a en outre participé activement à l'organisation d'un troisième programme de formation dans le domaine des plantes médicinales tandis qu'un programme de formation était organisé, sous les auspices du Programme commun ONUDI/Hongrie, sur la production d'alumine à partir de la bauxite, dans le cadre duquel on a insisté tout particulièrement sur les techniques permettant d'économiser l'énergie et sur la protection de l'environnement. Ces deux programmes de formation ont accueilli des participants de pays en développement. Le Programme commun ONUDI/Hongrie a en outre fourni des informations, de la documentation et des services consultatifs pour l'exécution de projets de coopération technique dans un certain nombre de pays en développement, dans les secteurs de la métallurgie et des matériaux de construction. En collaboration avec le Centre commun ONUDI/Yougoslavie pour la coopération internationale en vue du développement des agro-industries dans les pays en développement, deux missions — l'une en Ethiopie et au Soudan, l'autre au Bénin et en Guinée — se

DEPENSES AU TITRE DES PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE, PAR ELEMENT DE PROJET, 1974-1983



sont rendues sur place pour déterminer dans quelle mesure il serait possible de créer des installations pilotes intégrées dans le secteur agro-industriel (industrie alimentaire) dans chacun des pays visités. Dans le cadre du Centre de coopération ONUDI/Bulgarie, des programmes de formation collective ont été organisés en Bulgarie à l'intention d'ingénieurs de pays en développement dans le domaine de la conception et de l'utilisation des outils dans la métallurgie, un autre programme étant organisé à l'intention des cadres dans le domaine de la coopération industrielle.

11. L'intégration des femmes au processus de développement industriel a continué de bénéficier de la priorité à l'ONUDI, et on a, une fois de plus, enregistré un accroissement du nombre de femmes participant aux activités de formation. En Angola, un séminaire régional réunissant 40 participants de 5 pays africains d'expression portugaise a été organisé avec la coopération de l'Organisation des femmes angolaises et a examiné l'intégration des femmes à la planification industrielle. Une enquête entreprise en commun par l'ONUDI et l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme portant sur l'intégration des femmes au processus de développement industriel a défini les éléments de projet qui sont indispensables aux activités de coopération technique lorsque les femmes en sont le groupe cible. En République-Unie de Tanzanie, on a exécuté un projet sur le développement et la rationalisation d'une unité de fabrication d'articles en cuir, créée par l'Union des femmes tanzaniennes. En Gambie, des femmes ont bénéficié d'une formation dans le cadre d'un projet villageois de production de sel marin et une assistance du même type a été accordée au Bureau of Women's Affairs de la Jamaïque. Une proportion élevée de femmes occupait des postes dans les projets de coopération technique de l'ONUDI portant sur les industries pharmaceutiques, plus spécialement dans les domaines de la préparation pharmaceutique et de l'emballage, et du conditionnement des plantes médicinales. Un projet sur l'amélioration des techniques utilisées par les femmes potiers en Bolivie, financé par le Fonds des contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme¹, s'est considérablement développé grâce à la création d'une unité de préparation de l'argile et de vitrification, comportant un programme de formation pour les femmes.

12. Dans le cadre général des activités de coopération technique en 1983, sont apparues certaines tendances : le développement de services consultatifs nationaux en matière de gestion et la mise au point de technologies locales, la réorganisation de l'industrie et le renforcement des systèmes de maintenance permettant d'accroître la production. Ces tendances, ainsi que d'autres tendances, ont nécessité de nouvelles méthodes et techniques pour l'application desquelles il a fallu mettre au point, adapter et transférer des technologies par le biais de l'assistance technique.

13. Les efforts déployés pour arriver à l'autonomie et à l'autosuffisance dans l'industrie alimentaire et les autres industries de base ont porté sur la mise en place et le développement de capacités de production, la création de nouveaux emplois, la formation de l'encadrement et l'amélioration de la qualité des produits dans le secteur non agricole. A cet égard, une importance particulière a été donnée à la petite industrie dans les zones rurales.

¹ID/B/260, chap. II, par. 233.

14. En 1983, on a mis l'accent sur la formation de formateurs et l'organisation de la formation dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement (CTPD), cela en raison de la volonté de l'ONUDI d'accélérer la mise en valeur des ressources humaines. L'augmentation du nombre de participants originaires de pays les moins avancés aux activités de formation est demeurée un objectif de l'ONUDI.

15. Afin de répondre aux besoins des pays en développement en matière de perfectionnement des techniques de gestion et de rationalisation de la production industrielle, on a entrepris la mise au point de logiciels appropriés. Ces programmes portent notamment sur la planification et le contrôle de la maintenance industrielle, l'équilibrage de la gamme de produits, les modèles d'outils de gestion, les modèles de contrôle d'exécution des projets et les modèles de comptabilité financière. Des projets visant à développer la capacité des pays bénéficiaires à concevoir des logiciels sont en cours d'élaboration.

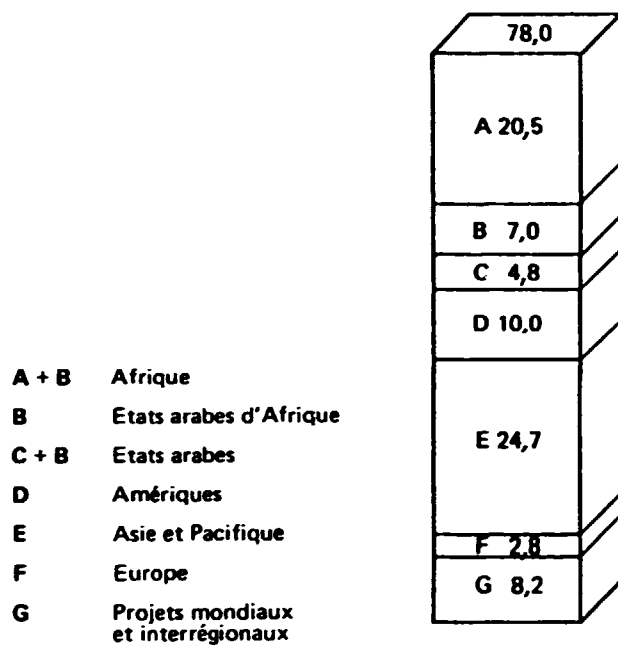
16. Dans le domaine de l'industrie alimentaire, des succès ont été enregistrés dans la mise au point d'une technique de détoxification et de désallergénation de la graine de ricin pour la production de tourteaux à base d'huile de ricin non toxique et l'élimination des allergènes toxiques produits lors du traitement de la graine de ricin. L'application industrielle de cette technologie dans les usines de traitement de la graine de ricin fait actuellement l'objet d'essais effectués dans le cadre d'installations pilotes.

17. Autre exemple de la mise au point et du transfert de technologie par le biais d'activités de coopération technique : le projet à grande échelle commencé en 1983 au Pakistan et financé dans le cadre du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement grâce auquel ce pays bénéficie d'une assistance technique de pointe en vue de la création d'un centre de développement de la technologie du silicium. Les activités de ce projet sont les suivantes : transfert de technologie pour la production, les essais et le contrôle de qualité de silicium monocristallin de haute qualité et de tranches en silicium pour la fabrication de puces en silicium ainsi que de silicium polycristallin et de cellules photovoltaïques au silicium à partir de matières premières locales. Les pouvoirs publics ont lancé des programmes d'électrification rurale utilisant l'énergie solaire, et la demande en cellules photovoltaïques au silicium devrait augmenter de manière très sensible. Une fois que ce centre sera pleinement opérationnel, il permettra le développement rapide des programmes pakistanais d'électrification rurale utilisant les cellules photovoltaïques au silicium.

18. L'année 1983 a également été marquée par le lancement de projets d'assistance technique dans les domaines suivants : conception et fabrication industrielles, tests de commercialisation et de résistance d'articles manufacturés, réassemblage et remise à neuf de pièces, d'assemblages et d'éléments, et rationalisation des installations industrielles. La priorité a été accordée à l'utilisation rationnelle des installations communes pour la fabrication de machines agricoles ainsi que d'autres biens d'équipement et produits mécaniques, afin que l'outil industriel soit utilisé à pleine capacité. Ces activités ont été associées à des programmes de formation dont l'objectif était de promouvoir plus activement l'industrialisation rurale et le développement des entreprises.

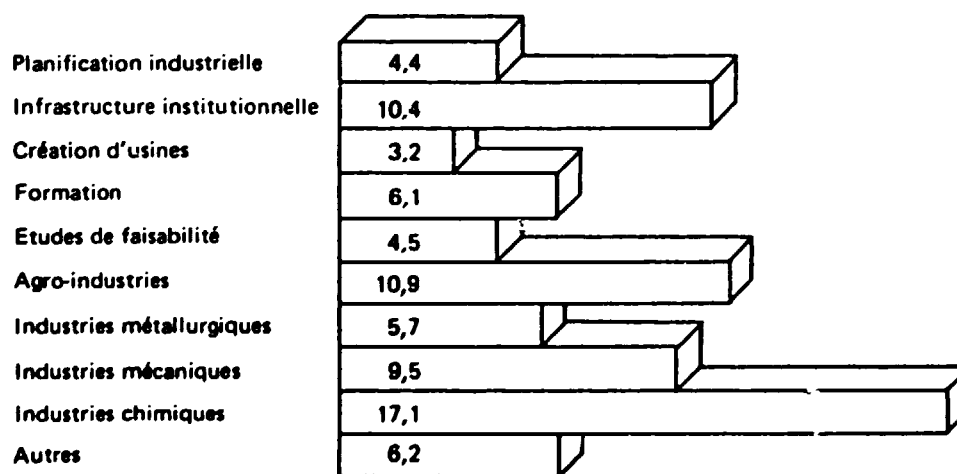
PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE REALISES PAR L'ONUJI EN 1983

(En millions de dollars E.-U.)



REPARTITION DES ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN 1983

(En millions de dollars E.-U.)



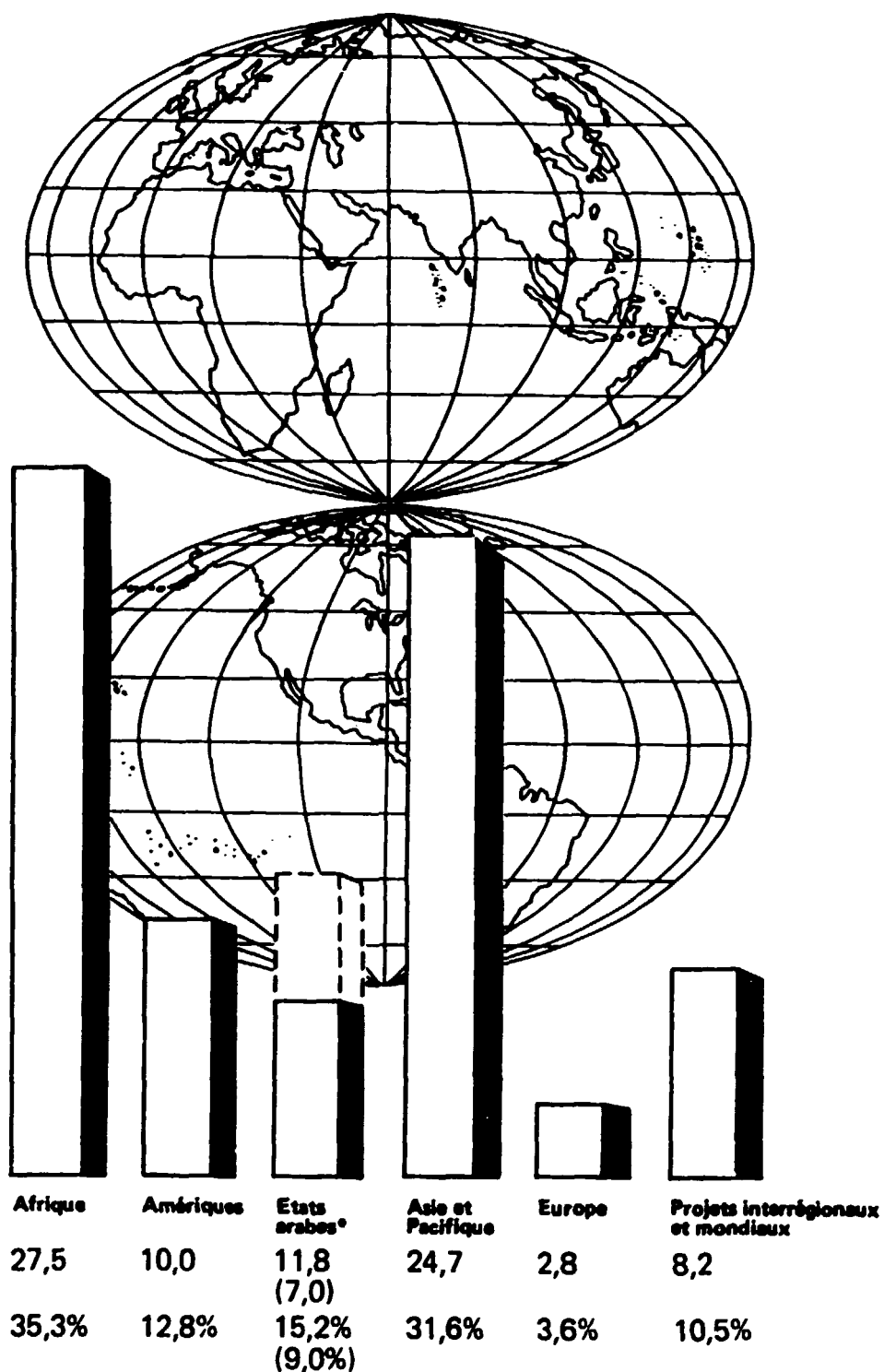
19. Dans de nombreux pays en développement, l'application de technologies de pointe à toute une gamme de secteurs industriels a suscité un intérêt croissant. Grâce à la production de circuits intégrés, on a pu développer la fabrication de matériel de communications et d'instruments de régulation industrielle. La technologie des fibres optiques a été envisagée chaque fois qu'il importait d'accroître l'efficacité des réseaux de communications en améliorant leur fiabilité et en économisant l'énergie. La robotique a été appliquée aux tâches dangereuses et aux procédés de fabrication dont les normes de qualité et de fiabilité sont très élevées. La conception assistée par ordinateur (CAO) a permis d'améliorer la qualité technique et de réduire les délais qui séparent la phase de conception de la phase de production en série. La fabrication assistée par ordinateur associée à l'usinage à commande numérique a permis encore une fois d'améliorer la productivité et la qualité tout en réduisant les coûts de production et les dépenses d'équipements dans les installations industrielles.

20. Dans le domaine des technologies de l'énergie, les activités d'assistance technique, y compris les programmes de formation collective, se sont réparties en deux volets : premièrement, les économies d'énergie et l'utilisation rationnelle de l'énergie ont été encouragées dans un certain nombre de secteurs industriels, dont la métallurgie, les agro-industries, les matériaux de construction, la gestion de l'énergie et le recyclage des déchets industriels et agricoles; deuxièmement, dans le domaine de la production d'énergie industrielle, on a continué de mettre l'accent sur les énergies renouvelables : petites centrales hydroélectriques, énergie éolienne, énergie solaire et thermique et production de combustibles biologiques et synthétiques. En ce qui concerne les énergies traditionnelles, les techniques de gazéification et de liquéfaction du charbon ont abouti à la production de combustibles synthétiques à partir de charbon de qualité inférieure. On s'est de nouveau efforcé d'encourager la coopération et l'échange d'informations entre les pays en ce qui concerne la planification et la gestion de l'énergie.

21. Un réseau régional permettant la coopération d'institutions de premier plan des pays participants en développement pour la construction de bâtiments à coût modéré résistant aux séismes a ouvert la voie à la création de réseaux similaires dans d'autres secteurs tels les engrais, les pesticides, les produits pharmaceutiques et les produits pétrochimiques. Le PNUD a jugé que cette initiative régionale était un moyen novateur de promouvoir la CTPD et a décidé de la soutenir par le biais de ses fonds régionaux.

22. Les activités menées en liaison avec la Décennie du développement industriel de l'Afrique (voir chap. V : Programmes spéciaux) ont été les suivantes : assistance en matière de création d'ateliers de fonderie, réparation et entretien des machines et des pièces détachées, fabrication d'outils et de machines agricoles simples, programmes de formation collective. Des plans sont en cours d'élaboration qui devraient permettre d'aider la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe à mettre en place un réseau sous-régional des machines agricoles et à exécuter des programmes régionaux de formation dans le cadre du projet à grande échelle en cours d'exécution en Angola, à savoir le Centre de développement pétrolier de Sumbe. Dans le domaine du caoutchouc naturel, la Côte d'Ivoire a mené des activités de recherche-développement portant sur la production et l'utilisation de caoutchouc naturel liquide (en tant que colle industrielle) et d'autres produits à base de caoutchouc.

ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ONUDI EN 1983
 (Par région géographique, en pourcentages et en millions de dollars des Etats-Unis)



*Les lignes en pointillé et les chiffres entre parenthèses s'appliquent aux Etats arabes d'Afrique, qui figurent également dans la colonne "Afrique".

23. Le volume de travail de la Division exige des effectifs suffisants. Des efforts constants ont été déployés pour rationaliser les activités, introduire un système de travail en groupes, maintenir des contacts étroits avec les gouvernements ou les institutions de contrepartie des pays en développement et favoriser une coopération interdisciplinaire plus poussée. La gestion multi-sectorielle au niveau de l'appui aux projets est appliquée progressivement afin de permettre une utilisation maximale des compétences multiples, de plus en plus nécessaires, dont dispose l'Organisation.

B. Exécution des projets par région

AFRIQUE

24. En 1983, la valeur totale des projets réalisés en Afrique s'est montée à 27,5 millions de dollars, ce qui constitue une diminution de 3,5 millions par rapport à l'année précédente, et l'assistance technique fournie à cette région a représenté 35,2 % du total des dépenses de coopération technique, contre 33,7 % en 1982. Les ressources du PNUD ont marqué une forte réduction qui a cependant été en partie compensée par l'augmentation très sensible des activités financées par des arrangements relatifs aux fonds d'affectation spéciale. Les tableaux 3 et 4 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

TABLEAU 3. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN AFRIQUE^a EN 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Programme ordinaire	1 146	4,2
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	15 523	56,5
SIS	1 094	4,0
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	696	2,5
Total partiel	17 313	63,0
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	1 168	4,3
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	4 464	16,2
FNUDI	3 186	11,6
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	179	0,7
Total partiel	7 829	28,5
TOTAL	27 456	100,0

^aY compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamaïriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie).

TABLEAU 4. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN AFRIQUE^a EN 1983. PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Élément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	18 985	69,1
Sous-traitance	2 982	10,9
Bourses de perfectionnement et formation	1 759	6,4
Matériel	2 905	10,6
Divers	825	3,0
TOTAL	27 456	100,0

^aY compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie).

25. Les économies des pays africains ont continué à connaître de lourds déficits de la balance des paiements. La dette extérieure de la région a quintuplé au cours de la dernière décennie. Le total de la dette s'est élevé en 1980 à 77,5 milliards de dollars et les engagements de remboursement sont devenus un obstacle à la poursuite du développement économique. Ces difficultés tiennent principalement aux mauvais résultats du secteur agricole pendant la période 1970-1981 et à l'absence d'une base industrielle qui puisse soutenir le développement des secteurs prioritaires. Aussi les pays de la région accordent-ils, conformément au programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, une importance particulière à l'élaboration de plans directeurs d'industrialisation pour accélérer le développement économique. Ces plans directeurs fixent l'ordre de priorité des sous-secteurs d'après leurs relations avec les autres branches industrielles et activités économiques, et mettent l'accent sur les éléments indispensables au développement économique : agriculture, énergie, transports, infrastructure et main-d'œuvre. L'objectif est de parvenir à une croissance autonome fondée sur une stratégie intégrée du développement.

26. L'élaboration des plans directeurs d'industrialisation donne lieu à la préparation de nouveaux projets, surtout au Kenya et en République-Unie du Cameroun. Dans ce dernier pays, le plan portera sur quatre sous-secteurs stratégiques — bois et produits du bois, minerai de fer, bauxite, hydrocarbures — dont la mise en valeur accélérera le développement des autres secteurs de l'économie. La première phase — en cours d'exécution — de ce projet a été axée sur l'établissement d'un plan directeur provisoire pour l'industrialisation de la République-Unie du Cameroun. Diverses activités de coopération technique comparables ont été exécutées au Cap-Vert et au Mali.

27. La pénurie de vivres est un des plus graves problèmes auxquels les populations d'Afrique se heurtent chaque jour, aussi l'autosuffisance alimentaire figure-t-elle parmi les grands objectifs du Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique et l'Acte final de Lagos. Cet objectif ne pourra être atteint que par des actions combinées dans les secteurs agricole et industriel. L'ONUDI a donné une des principales priorités à la production d'outils agricoles et de produits chimiques destinés à l'agriculture et à la transformation des produits agricoles, en particulier dans les pays les moins avancés. Au Mali, un projet à financement multiple a été entrepris pour donner plus d'efficacité à

l'Entreprise maitienne de maintenance, qui fabrique des pompes hydrauliques spécialement conçues pour la zone sahélienne, assure la réparation et l'entretien du matériel de transport et des machines agricoles, et fabrique des pièces détachées. Le projet de la vallée du Sénégal a également bénéficié d'un complément d'assistance pour l'installation d'un système d'entretien des motopompes utilisées pour l'irrigation. Au Togo, la continuation d'un projet antérieur a débouché sur la fabrication d'une gamme étendue d'outils agricoles destinés à la traction animale.

28. Pour assurer la santé des populations comme pour améliorer la qualité des aliments, il faut veiller à ce que le régime alimentaire comporte toujours une quantité suffisante de sel; pour atteindre cet objectif, l'ONUDI a apporté son concours en 1983 à plusieurs pays. Le plus important projet en cours d'exécution, financé par un arrangement au titre des fonds d'affectation spéciale, portait sur l'installation à Maputo (Mozambique) d'une installation de production de sel par évaporation de l'eau de mer pouvant produire 15 tonnes/heure. Pour donner suite à un projet financé par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, une usine pilote produisant du sel marin a été installée au Bénin. Le concours apporté par l'ONUDI à ce projet portait sur la mise en marche de l'usine, la formation du personnel local, l'établissement d'un système de collecte de données scientifiques et d'analyse des données. Comme le climat chaud et humide de la côte du Nigéria interdit la production du sel marin, le gouvernement a demandé à l'ONUDI de déterminer s'il était possible, dans les montagnes du Nigéria septentrional, de produire du sel par évaporation de saumures tirées des nappes souterraines.

29. Dans la plupart des pays d'Afrique, la petite industrie joue un rôle capital pour l'industrialisation et le développement économique. Etant donné que les petites entreprises exigent peu de capital par personne au travail et que la majorité d'entre elles ont des marchés restreints dans ces pays, la création de petites entreprises manufacturières permet de stimuler l'industrie locale, de créer des emplois productifs, d'utiliser les ressources locales, de mobiliser les capitaux locaux et — en fin de compte — d'augmenter le produit national net et le revenu national. La population locale peut ainsi participer au développement économique et social du pays et l'industrie se décentralise. Cette évolution débouche sur l'accélération du développement rural, freine l'immigration vers les villes et réduit d'autant l'encombrement des agglomérations urbaines.

30. En Ethiopie, en Haute-Volta, au Mali, au Niger, au Nigéria, au Rwanda et au Sénégal, les institutions chargées du développement de la petite industrie ont bénéficié d'une assistance en 1983. D'autres projets ont eu pour objet de renforcer les services de vulgarisation du Libéria, les domaines industriels du Kenya et les coopératives industrielles de la République-Unie de Tanzanie. L'assistance de l'ONUDI a également porté sur le développement de la petite industrie dans les zones rurales de façon à satisfaire les besoins essentiels de la population, à créer des emplois, à augmenter les recettes des secteurs les moins vigoureux, ce qui s'est traduit par une répartition plus équitable du revenu, et à décentraliser les activités économiques. Une assistance a été fournie à la Guinée, au Zaïre², à la Zambie et au Zimbabwe pour le développement et la diversification de leurs industries rurales.

²ID/B/300, chap. III, par. 31.

31. Le rôle capital des industries du travail des métaux et des industries mécaniques dans le développement industriel est souligné par les activités que déploie l'ONUDI en Afrique, depuis les projets de dépannage — de faible envergure mais d'importance décisive — jusqu'à l'élargissement ou à la création de grands projets portant sur le renforcement des institutions. L'accent a été mis sur l'amélioration des moyens de réparation et d'entretien, la conception et la fabrication de divers types de pompes et d'articles en métal relativement simples. Des services d'organisation industrielle ont également été fournis pour améliorer les procédés de fabrication et accroître la productivité. De nouveaux progrès ont été accomplis pour la fourniture de machines-outils d'un type particulier et leur installation dans un atelier de la République-Unie du Cameroun, qui fabriquera des pièces détachées pour les petites industries locales et sera équipé pour le traitement thermique. Dans les pays les moins avancés et les pays insulaires en développement, les ateliers de réparation et d'entretien sont indispensables pour éliminer les goulets d'étranglement dans les transports et assurer le fonctionnement normal de l'équipement industriel et du matériel agricole.

32. Une assistance a été apportée d'urgence au Tchad pour remettre en état des équipements industriels endommagés, réparer du matériel électromécanique et apporter un appui technique et logistique aux petites et moyennes entreprises. On a également proposé de créer un atelier central de mécanique qui assurerait des services d'entretien et de réparation. En Guinée-Bissau, l'entretien des équipements industriels a fait l'objet d'une étude qui a débouché sur une proposition concernant l'organisation d'un programme intensif de formation pour améliorer les compétences du personnel d'entretien, ce qui devrait accroître l'efficacité des ateliers existants. Une autre étude a porté sur l'entretien des installations industrielles à Madagascar, et une stratégie a été mise au point pour résoudre les problèmes qui s'y posent à cet égard. En Guinée, un grand projet de réparation et d'entretien de l'équipement industriel a fait l'objet d'un examen tripartite qui donnera lieu à une seconde phase de l'assistance technique du PNUD, avec l'appui financier du Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU). En République-Unie de Tanzanie, la Tanzanian Industrial Research and Development Organization (TIRDO)³ a continué à bénéficier d'une assistance, fournie au titre d'un projet financé en coopération, pour créer dans l'industrie des installations de recherche-développement. La seconde phase du projet consistera à créer une unité de réparation et d'entretien d'équipements et d'appareils scientifiques.

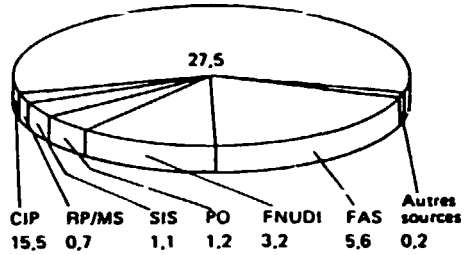
33. Au Burundi, la construction d'une usine de bouteilles et de verre s'est achevée en 1983. Comme indiqué dans le *Rapport annuel du Directeur exécutif pour 1982*, l'ONUDI a réalisé une étude de faisabilité avant que la construction de l'usine ait été confiée à une entreprise nationale créée à cet effet⁴. Sur la demande du gouvernement, l'ONUDI a également participé au choix des équipements ainsi qu'à la surveillance des travaux de construction de l'usine, dont la production doit suffire dans un avenir rapproché à satisfaire les besoins du pays en bouteilles. En Angola, l'ONUDI a été priée d'aider le gouvernement à évaluer les études de faisabilité réalisées par une entreprise en vue de la création d'un nouveau complexe métallurgique à Cassala-Quitungo. Des

³*Ibid.*, par. 30.

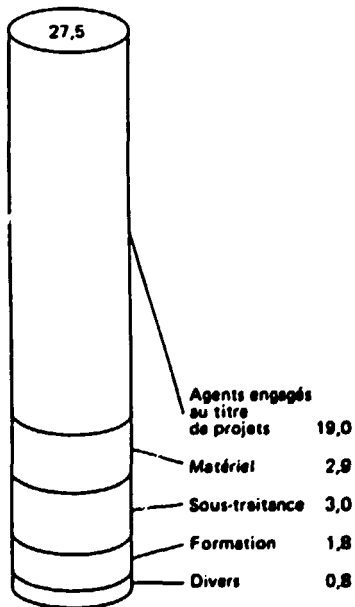
⁴*Ibid.*, par. 38.

DEPENSES EN 1983 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)

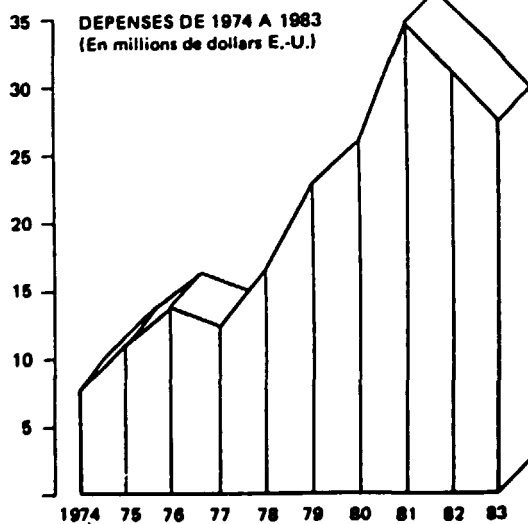
AFRIQUE



DEPENSES EN 1983
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES DE 1974 A 1983
(En millions de dollars E.-U.)



services consultatifs techniques ont également été fournis pour évaluer des études concernant le traitement du minerai de fer extrait des gisements de Cassinga.

34. En ce qui concerne la normalisation, le contrôle de la qualité et la métrologie en Afrique, l'ONUDI a continué en 1983 de s'occuper du développement et du renforcement des organismes nationaux de normalisation, notamment en Angola, en Côte d'Ivoire, en Ethiopie, à Maurice et au Zimbabwe⁵. Un grand projet de l'ONUDI s'est achevé à Maurice en 1983 par la création du Bureau de normalisation qui sera chargé de veiller à la normalisation et au contrôle de la qualité dans ce pays. Ce projet, qui a également servi pendant plusieurs années à renforcer la base industrielle du pays, a facilité l'établissement de relations plus étroites entre le gouvernement, l'industrie et les consommateurs. Dans le domaine des articles en cuir, le contrôle de la qualité a bénéficié d'une attention particulière à l'occasion de projets exécutés au Kenya et au Soudan.

35. Au titre de l'action d'ensemble consacrée aux économies d'énergie, et plus particulièrement dans les pays les moins avancés, beaucoup d'activités ont porté, directement ou indirectement, sur l'utilisation des énergies nouvelles et/ou renouvelables, y compris les déchets agricoles. La Somalie a bénéficié de conseils pour l'application de méthodes plus efficaces à la production du charbon de bois. Une nouvelle briqueterie de Gambie emploie uniquement des coques d'arachide comme combustible, et des techniques nouvelles ont été introduites dans plusieurs pays pour assurer une meilleure utilisation de l'énergie solaire dans les petites installations produisant du sel. Des progrès ont été accomplis en matière de conception, de mise au point et essais de prototypes, et de construction pour des installations solaires permettant d'obtenir par distillation des huiles essentielles à partir des fleurs d'ilang-ilang aux Comores; les prototypes seront installés et mis à l'épreuve dans ce pays pour démontrer que l'énergie solaire peut remplacer le bois. Au Niger, l'ONUDI a continué d'apporter son aide au Ministère des mines et de l'industrie qui cherche à assurer une utilisation plus efficace de l'énergie dans le secteur industriel, face à l'accroissement de la consommation énergétique dû au développement général du pays et à l'essor des activités manufacturières. Le National Science and Research Council de la République-Unie de Tanzanie a bénéficié d'une assistance pour évaluer les installations existantes et les projets en ce qui concerne les ressources renouvelables d'énergie, arrêter une politique à court terme et à long terme, et proposer la création d'un cadre institutionnel approprié.

36. Faire plus largement appel aux ressources locales pour fabriquer des matériaux de construction est un des objectifs de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, comme l'indique l'abondance des projets nationaux. Un Colloque sur les matériaux de construction pour les logements à bon marché dans la région d'Afrique a été organisé à Nairobi (Kenya), en collaboration avec l'ONUDI, par le Conseil international du bâtiment pour la recherche et la documentation et l'Union internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les matériaux et les constructions. Ce Colloque avait pour objet de donner aux experts en matériaux de construction et en logements à bon

⁵*Ibid.*, par. 37.

marché l'occasion de se rencontrer pour échanger leurs vues et leurs expériences avant d'élaborer des recommandations propres à faciliter la mise au point de matériaux adaptés aux logements à bon marché en Afrique. Ce Colloque ayant donné d'excellents résultats, on a décidé que d'autres colloques régionaux du même type seraient respectivement organisés en 1985 et 1986 en Asie et en Amérique latine, de façon à obtenir une vue d'ensemble de la question pour le monde entier.

37. Un programme de coopération pour le développement des agro-industries dans certains des pays les moins avancés était en cours d'établissement pendant l'année. Une documentation a été réunie et des documents ont été rédigés en vue d'un grand programme d'assistance à long terme qui sera exécuté, dans le cadre du programme de la CTPD, en collaboration avec le Centre commun ONUDI/Yougoslavie pour la coopération internationale en vue du développement des agro-industries dans les pays en développement. Ce programme intéresse la Yougoslavie — pays en développement relativement avancé — et trois des pays les moins avancés : Bénin, Ethiopie et Guinée. Les activités entreprises en Afrique dans le cadre de la CTPD ont également débouché sur la création en Gambie d'une briqueterie mécanisée qui est entrée en service en 1983. Cette usine, financée par le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel, a été conçue, construite et équipée par la Société nationale chinoise pour l'exportation d'usines complètes. L'ONUDI a participé aux travaux depuis le début jusqu'à la mise en marche de l'usine.

38. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, des réunions régionales ont été organisées en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à Addis-Abeba (Ethiopie) et à Abidjan (Côte d'Ivoire); deux autres réunions sont prévues pour 1984. L'objet de ces réunions est d'aider les pays africains à élaborer des programmes sous-régionaux intégrés de promotion industrielle portant notamment sur des projets multinationaux moteurs se prêtant à des investissements. D'autres réunions techniques intéressant des pays et des institutions d'Afrique ont été organisées sur une base sectorielle, comme ce fut notamment le cas de la réunion sur l'industrie des plantes médicinales qui s'est tenue à Vienne, en collaboration avec la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'OUA.

39. Beaucoup d'institutions régionales et sous-régionales ont continué à bénéficier de l'assistance de l'ONUDI. En Afrique centrale, une assistance a été fournie à l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC)⁶ pour la mise au point d'un ensemble de politiques d'intégration industrielle, ainsi que pour la création et la gestion d'un institut multisectoriel de technologie appliquée, chargé de la planification et de l'évaluation des projets. La collaboration entre l'Université belge de Louvain et l'Université du Cameroun (Ecole supérieure des sciences commerciales et économiques), à Douala, s'est poursuivie par l'organisation de journées d'étude sur les techniques de gestion dans le domaine de la production des biens industriels. Une assistance a été également fournie à la Communauté économique des pays des Grands Lacs pour l'élaboration de l'avant-projet d'un plan de développement industriel intéressant les pays membres de cette Communauté. En Afrique

⁶*Ibid.* par. 40.

de l'Ouest, la Commission mixte Niger-Nigéria de coopération économique a continué de bénéficier d'une assistance. Les études de préfaisabilité ont été achevées en ce qui concerne la production d'équipements nécessaires à l'exploitation de l'énergie solaire, de verres d'emballage et de moulins.

40. Un programme sous-régional particulièrement intéressant, achevé en 1983, a porté sur une étude industrielle réalisée dans la région Liptako-Gourma (Haute-Volta, Mali et Niger), qui a mis en évidence les grandes possibilités industrielles de la région, surtout dans le secteur agro-industriel. Cette étude a montré quelles industries pourraient fournir un appui à l'agriculture, à l'élevage et à la pêche et permettraient d'améliorer la production de vaccins destinés aux animaux, de pompes, de petits bateaux de pêche, de matériel de réfrigération, etc. Dans le cadre du développement économique à long terme de la région Liptako-Gourma, les auteurs de l'étude ont proposé l'interconnexion des installations hydroélectriques des barrages de Kandadji, Tossaye et Labezanga de façon à améliorer la production de courant. Cette production d'électricité permettrait d'exploiter les gisements locaux de phosphates pour fabriquer les engrais phosphatés nécessaires aux trois pays et, jusqu'à un certain point, d'alimenter le marché nigérian.

AMERIQUES

41. La valeur des projets exécutés par l'ONUDI dans la région des Amériques s'est élevée à 10 millions de dollars en 1983, soit environ 700 000 dollars de moins qu'en 1982, quoique les activités de coopération technique en Amérique latine aient représenté une plus grande partie des dépenses totales que pendant les trois années précédentes. En 1983, la situation a été rendue particulièrement difficile par le faible nombre d'autorisations nouvelles et par la réduction des crédits précédemment affectés à des projets en cours. Les tableaux 5 et 6 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

42. En 1983, l'ONUDI a continué à fournir aux pays d'Amérique latine une aide en matière de normalisation et de contrôle de la qualité. Au Brésil, un nouveau projet a visé à renforcer le système national de métrologie, de normalisation et de qualité industrielle en vue de faciliter le transfert de technologie, la substitution des importations et l'accroissement de la productivité industrielle.

43. En ce qui concerne le développement des petites industries, l'assistance fournie s'est étendue à toute une gamme d'activités. En Argentine, un projet a continué à encourager le transfert de techniques et de procédés industriels de pointe vers la province de Santa Fe. Au Honduras, un projet a été lancé pour renforcer le Centre national de développement industriel — qui dispense une assistance technique et financière aux petites entreprises artisanales — et lui permettre d'informer et d'aider directement les petits entrepreneurs du milieu rural. Au Mexique, le Secrétariat au commerce et à la promotion industrielle a demandé de l'aide pour mettre au point une stratégie de développement de la petite ou moyenne industrie aux niveaux national et régional.

TABLEAU 5. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LES PAYS D'AMERIQUE. PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Programme ordinaire	320	3.2
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	5 939	59.1
SIS	997	9.9
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	99	1.0
Total partiel	7 035	70.0
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	673	6.7
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	462	4.6
FNUDI	1 046	10.4
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	509	5.1
Total partiel	2 017	20.1
TOTAL	10 045	100.0

TABLEAU 6. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LES PAYS D'AMERIQUE. PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Elément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	5 744	57.2
Sous-traitance	372	3.7
Bourses de perfectionnement et formation	1 042	10.3
Matériel	2 600	25.9
Divers	287	2.9
TOTAL	10 045	100.0

44. Etant donné le degré d'endettement de la plupart des pays d'Amérique latine, les gouvernements se sont surtout attachés à définir des orientations propres à intensifier la production nationale et à réduire les importations. Les politiques d'expansion économique ont cédé la place à une planification plus prudente visant à tirer au mieux parti des ressources naturelles, humaines et économiques du pays. Dans les secteurs prioritaires, la programmation judicieuse des activités axées sur la réduction des importations de biens d'équipement et la dépendance technologique est devenue perceptible dans nombre de pays d'Amérique latine. Dans l'un de ces secteurs, l'industrie des biens d'équipement, l'ONUDI apporte une assistance à la Colombie, à l'Equateur et au Venezuela⁷; au Mexique, un important projet est entré dans sa deuxième phase.

⁷ID/B/300, chap. III, par. 48.

45. En 1983, les entreprises manufacturières de plusieurs pays en développement de la région, précédemment bénéficiaires, ont subi les effets de la récession mondiale. Les problèmes d'équilibre budgétaire, dus à la baisse de prix des produits de base et à la difficulté d'exportation de biens manufacturés, ont entraîné la réduction du montant des devises disponibles pour importer les matières premières, les produits semi-manufacturés et les composants nécessaires à l'industrie manufacturière. Les industries existantes n'ont donc pas pu tourner à plein, ce qui a été préjudiciable à leur rentabilité et ce qui a souvent entraîné de lourdes pertes. Par ailleurs, la situation internationale a freiné les investissements étrangers dans de nouveaux projets industriels. En outre, dans plusieurs pays, la remise en marche et la modernisation de l'infrastructure industrielle, y compris la réouverture d'entreprises dotées d'un équipement approprié, la réorganisation financière et la fourniture d'une assistance technique, sont devenues des nécessités.

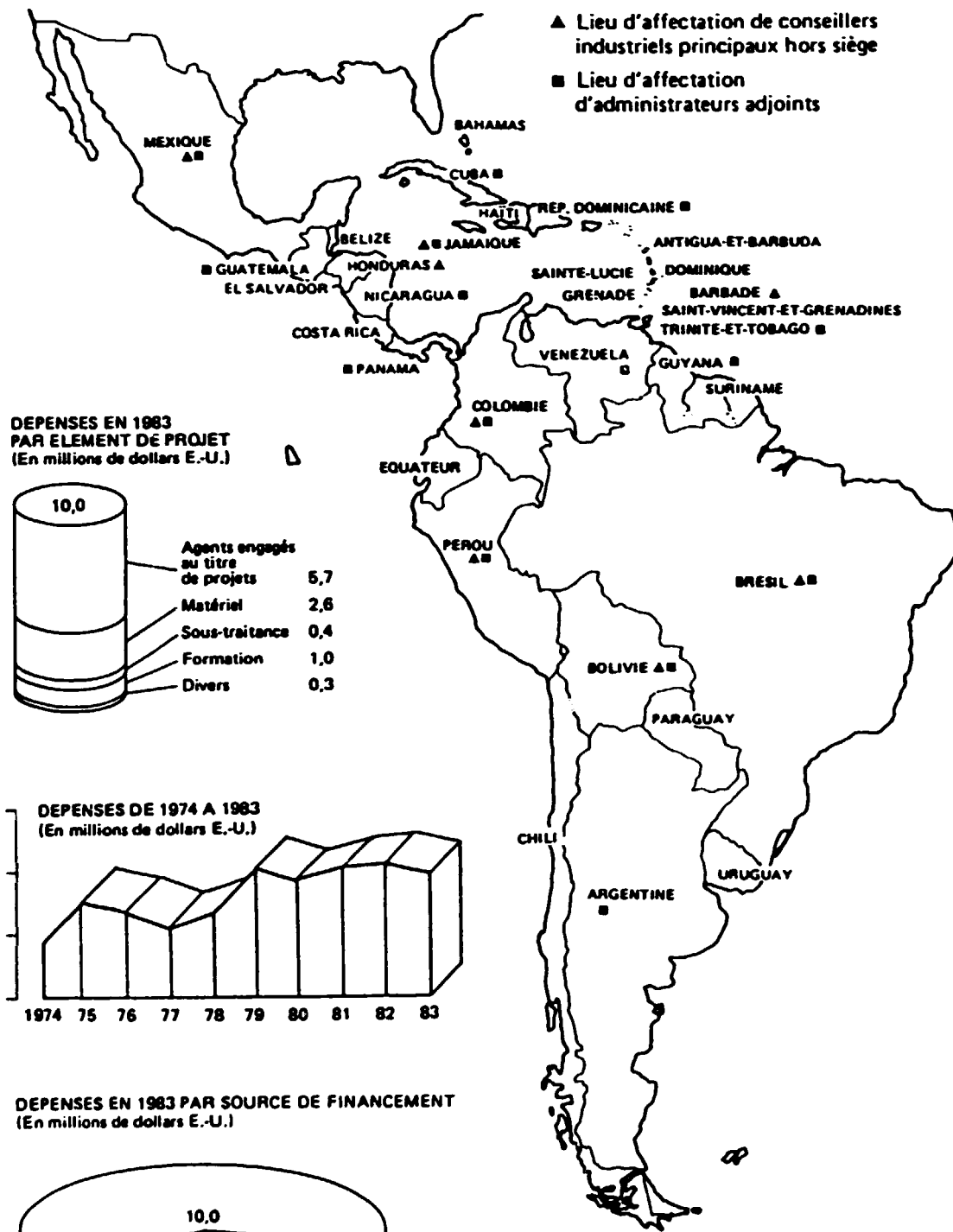
46. Désireuse d'encourager le redressement des économies de la région, la Banque centraméricaine pour l'intégration économique a demandé à l'ONUDI de préparer un programme d'assistance technique et financière de relance industrielle. Le projet, devenu opérationnel en novembre 1983 et financé par le FNUDI, permettra à la Banque de participer activement à la modernisation de l'industrie en Amérique centrale.

47. Dans le domaine des industries mécaniques, les pays de la région ont à nouveau manifesté leur préférence — à côté de l'industrie des biens d'équipement — envers le développement de la production des machines agricoles, de l'électronique et des industries connexes. Dans le domaine de l'électronique, l'ONUDI a commencé de fournir une assistance au Salvador, où le gouvernement souhaite promouvoir une industrie orientée vers l'exportation. Des experts vont examiner, de concert avec les organismes gouvernementaux compétents et les industriels salvadoriens intéressés, l'état des techniques électroniques et leur évolution au niveau international; de plus, les industriels salvadoriens organiseront des visites d'étude. L'assistance technique apportée dans le secteur des machines agricoles est demeurée axée sur la production de machines et d'instruments agricoles au niveau des petites et moyennes industries, ainsi que de l'artisanat, et sur l'amélioration des capacités nationales en matière de plans, de production, de réparation et de maintenance. L'ONUDI a organisé, en vertu d'un accord de CTPD, une visite d'étude de spécialistes haïtiens dans plusieurs pays d'Afrique afin de permettre à ces spécialistes de trouver des pièces d'équipement adaptées ou pouvant être adaptées aux conditions locales. Après essai sur place et modification éventuelle, ces pièces d'équipement serviront de prototypes pour la production locale à Haïti.

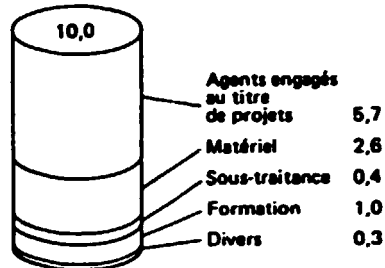
48. Bien que la production d'acier ait baissé dans plusieurs pays développés, l'expansion de ce secteur industriel s'est poursuivie dans les pays en développement. En Amérique latine, la production annuelle a augmenté de 73 % au cours des dix dernières années, pour atteindre 27,1 millions de tonnes. Des plans de modernisation et d'expansion sont actuellement mis en œuvre au Pérou et dans d'autres pays de la région avec l'assistance technique de l'ONUDI¹. Le procédé de réduction directe s'est très largement répandu et, en Amérique latine, la production d'éponges de fer réduites directement pour la sidérurgie a quintuplé en dix ans.

¹*Ibid.*, par. 46.

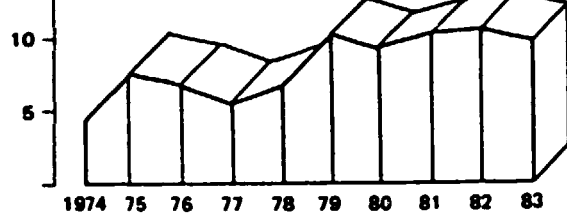
CONTINENT AMERICAIN



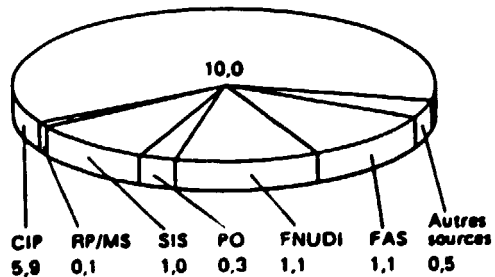
DEPENSES EN 1983
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES DE 1974 A 1983
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES EN 1983 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



49. Dans la région, la plupart des projets exécutés dans le domaine des industries métallurgiques ont continué de fournir une aide à l'industrie sidérurgique et aux fonderies, comme d'étendre les capacités de recherche et de développement. Nous citerons comme exemples le projet PNUD/ONUDI, d'un montant de 1,4 million de dollars, destiné à renforcer et à développer l'Institut argentin de sidérurgie⁹ et la contribution de l'ONUDI au Séminaire international sur la normalisation des aciers tenu au Brésil en novembre 1983. La même année, une assistance à l'Institut mexicain de recherche sidérurgique a également commencé. En Colombie, l'assistance a porté sur la modification des cubilots afin d'y élaborer la fonte modulaire jusque-là produite dans les hauts fourneaux. L'assistance fournie au Pérou afin de rendre plus efficace le traitement des métaux de première fusion¹⁰ débouchera sur la construction de laboratoires et d'une usine pilote.

50. On a observé en 1983 une tendance encourageante à partager avec d'autres pays de la région les résultats de recherche et développement obtenus dans le cadre des projets de l'ONUDI. En Argentine, le complexe pétrochimique de Bahia Blanca a parrainé un symposium régional sur le développement de l'industrie pétrochimique; au Brésil, un projet de développement de la technique des fibres de carbone, financé par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, a conduit à tenir une conférence internationale pour montrer les résultats obtenus et étudier les possibilités, entre pays en développement, d'une coopération portant sur l'application de ces fibres.

51. En 1983, le projet de création d'un centre sous-régional de recherche et développement pour l'industrie pharmaceutique a continué à progresser¹¹. La documentation technique détaillée nécessaire à la réunion intergouvernementale prévue pour avril 1984, et qui doit approuver la création du centre à Mexico, a été mise au point.

52. La pénurie de devises étrangères dans les pays de la région, entraînant la limitation des importations de denrées alimentaires, a conduit un certain nombre des pays d'Amérique latine à demander l'assistance de l'ONUDI pour mener à bien des projets visant à mieux utiliser les ressources disponibles, comme à réduire le gaspillage et les coûts de production. La priorité a été accordée aux programmes de modernisation des agro-industries existantes, en particulier au Salvador, au Guatemala et au Mexique. Une assistance a également été fournie à l'industrie sucrière de Colombie et de la République dominicaine. En outre, un projet d'utilisation intégrée de la canne à sucre et des sous-produits du sucre a été lancé en Colombie afin de rendre la production sucrière plus économique et de retirer de la canne une plus grande variété de produits alimentaires.

53. Un accord pour l'utilisation de fonds d'affectation spéciale, signé dans le cadre d'un nouveau et grand projet entrepris au Costa Rica, a permis de fournir une assistance au centre technique du cuir de ce pays. Au niveau régional, un atelier consacré à l'industrie du conditionnement, notamment dans le secteur

⁹*Ibid.*

¹⁰*Ibid.*

¹¹*Ibid.*, par. 54.

agro-industriel, a réuni à La Havane (Cuba) des participants de divers pays d'Amérique latine ainsi que des experts d'autres régions.

54. En Bolivie, le projet de modernisation des techniques employées par les femmes pour fabriquer de la poterie — projet financé par le Fonds bénévole pour la Décennie des Nations Unies pour la femme — a pris un grand essor au moment où a été établie une unité centrale de préparation de l'argile et des vernis pour la coopérative de Huayculi et où ont été introduits des programmes de formation. Ces activités se sont déroulées dans le cadre d'un programme visant à mieux faire comprendre aux femmes intéressées le rôle social qu'elles jouent et, de ce fait, à favoriser leur intégration et leur participation au développement socio-économique du village.

ETATS ARABES

55. En 1983, le coût des projets exécutés par l'ONUDI dans la région des Etats arabes s'est élevé à 11,9 millions de dollars (dont 7 millions de dollars pour les Etats arabes d'Afrique), soit un peu plus que le coût de l'assistance technique fournie à cette région en 1982. Les tableaux 7 et 8 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

56. Au cours de l'année 1983, les activités de l'ONUDI dans la région arabe sont demeurées axées sur le renforcement de l'infrastructure institutionnelle au service de l'industrie, sur la promotion d'industries nouvelles, sur l'amélioration des résultats des industries existantes et sur le perfectionnement de la main-

TABLEAU 7. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LES ETATS ARABES^a, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>		<i>Pourcentage</i>	
Programme ordinaire	261	(125)	2,2	(1,8)
PNUD				
CIP et contrepartie en espèces	6 043	(2 834)	50,9	(40,3)
SIS	89	(38)	0,8	(0,6)
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	—	—	—	—
Total partiel	6 132	(2 872)	51,7	(40,9)
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	274	(274)	2,3	(3,9)
Autres fonds				
Autres fonds d'affectation spéciale	4 574	(3 752)	38,6	(53,4)
FNUDI	626	(7)	5,2	—
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	—	—	—	—
Total partiel	5 200	(3 759)	43,8	(53,4)
TOTAL	11 867	(7 030)	100,0	(100,0)

^aY compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie). Les montants relatifs à ces Etats sont indiqués entre parenthèses, car ils figurent également sous la rubrique "Afrique", au tableau 3 ci-dessus.

TABLEAU 8. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LES ETATS ARABES^a. PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Elément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	9 782 (5 758)	82,4 (81,9)
Sous-traitance	413 (195)	3,5 (2,8)
Bourses de perfectionnement et formation	366 (185)	3,1 (2,6)
Matériel	1 145 (822)	9,7 (11,7)
Divers	161 (70)	1,3 (1,0)
TOTAL	11 867 (7 030)	100,0 (100,0)

^aY compris les Etats arabes d'Afrique (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan, Tunisie). Les montants relatifs à ces Etats sont indiqués entre parenthèses, car ils figurent également sous la rubrique "Afrique", au tableau 4 ci-dessus.

d'œuvre industrielle à tous les niveaux. Elle a fourni à l'Arabie saoudite, à l'Iraq, au Koweït, à l'Oman et à la Tunisie une assistance technique dans le domaine de la normalisation, du contrôle de la qualité et de la métrologie. Les services consultatifs dispensés en Arabie saoudite ont porté sur la métrologie et les activités connexes, tandis que l'assistance offerte à l'Oman devrait permettre aux laboratoires de chimie et de biologie d'élargir leurs compétences techniques. Un nouveau projet lancé à la fin de 1983 vise à améliorer au Koweït la qualité des matériaux de construction et les normes applicables à ceux-ci, afin d'accroître la productivité de cette industrie et, à long terme, de lui donner les moyens d'assurer de manière autonome la normalisation et le contrôle de la qualité de ses produits.

57. En Egypte, on a poursuivi un projet tendant à perfectionner le système d'informatique de gestion mis en place en 1982¹², l'objectif final étant de le rendre compétitif sur le marché national aussi bien qu'international.

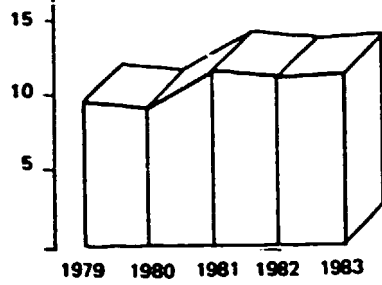
58. En 1983, l'assistance technique dispensée aux pays arabes les moins développés a notamment porté sur la formulation et la mise en œuvre de programmes de développement d'industries utilisant les matières premières locales, sur l'amélioration de la productivité des industries existantes et sur l'acquisition de nouvelles techniques. Au Yémen démocratique, l'ONUDI a continué d'appuyer la gestion d'un service d'amélioration des rendements¹³ créé au Ministère de l'industrie, en recourant de plus en plus au personnel national. Le soutien apporté aux entreprises a pris la forme de services consultatifs et d'une assistance directe en matière de comptabilité, de contrôle des coûts, de commercialisation, d'analyse de l'organisation, des méthodes et des tâches, ainsi que d'une formation en cours d'emploi pour le personnel de contrepartie. Un apprentissage des méthodes modernes de commercialisation a également été assuré et des cadres de maîtrise d'usine ont suivi une session d'étude de deux semaines sur la productivité. L'ONUDI a continué d'aider le Yémen démocratique à moderniser une fonderie et l'atelier de mécanique qui y est rattaché¹⁴; elle a lancé un nouveau projet d'assistance à une fonderie, une forge et un atelier de métallurgie intégrés aux chantiers navals nationaux. Une étude technico-économique a également été entreprise en vue de créer une petite

¹²*Ibid.*, par. 59.

¹³*Ibid.*, par. 63.

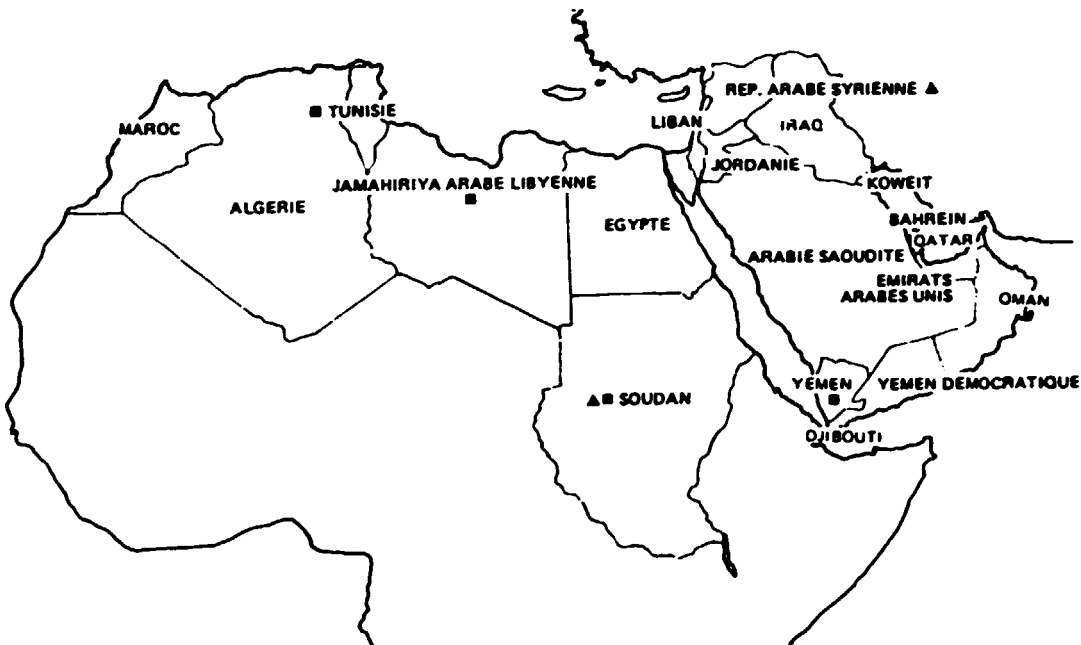
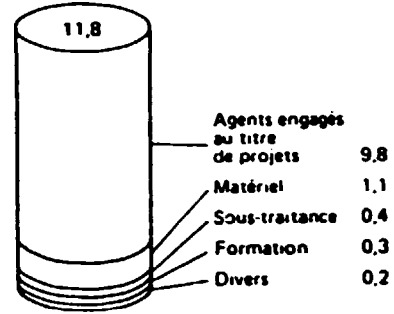
¹⁴*Ibid.*

DEPENSES DE 1979* A 1983
(En millions de dollars E.-U.)

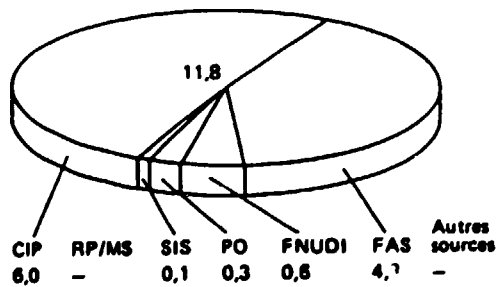


* Les années antérieures, les Etats arabes étaient classés en partie sous la rubrique Afrique et en partie sous la rubrique Europe et Asie occidentale.

DEPENSES EN 1983
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES EN 1983 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



- ▲ Lieu d'affectation de conseillers industriels principaux hors siège
- Lieu d'affectation d'administrateurs adjoints

aciérie qui fondrait de la ferraille d'acier dans un four à arc électrique et effectuerait également les opérations de coulage et de laminage.

59. Une autre étude technico-économique relative à la création d'une petite aciérie a été achevée au Yémen¹⁵ en 1983. Elle a permis d'évaluer la quantité de ferraille d'acier fusible de bonne qualité présente dans les différentes décharges du pays, ainsi que la demande existante et potentielle de produits sidérurgiques qu'importe actuellement le Yémen; elle a aussi permis de définir le programme et la capacité de production de la petite aciérie envisagée et elle a recommandé l'utilisation de l'éponge de fer produite en Arabie saoudite.

60. En 1983, dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement, des relations ont été établies entre le Koweït et la Chine au sujet de la production de châssis de portes et de fenêtres en aluminium. L'Arabian Light Metals Company et la Kuwait Aluminium Company sont convenues de financer la formation de personnel chinois au Koweït et d'envoyer des experts koweïtiens dans l'usine de construction d'aluminium de Guangzhou, en Chine. De nouvelles stratégies de coopération technique entre pays en développement ont été élaborées. Pour donner suite à la Réunion de solidarité des ministres de l'industrie en vue de coopérer au développement industriel de la République démocratique du Soudan, tenue en 1981, les Gouvernements indien et soudanais ont mis au point, avec l'assistance de l'ONUDI, un programme de formation CTPD concernant le travail du cuir. Ce programme a pour but d'améliorer les opérations et le contrôle de la qualité, ainsi que d'accroître la productivité des tanneries d'Etat, en relevant le niveau de compétence des cadres et du personnel qui devraient bénéficier d'une formation intensive pratique et spécialisée.

61. Sur la proposition de l'ONUDI, le Koweït a organisé en octobre 1983 la première Conférence internationale arabe sur l'aluminium. L'ONUDI y a participé activement et a présenté un exposé sur le présent et l'avenir de l'industrie de l'aluminium dans le monde arabe ("The present and future of the aluminium industry in the Arab world"). Sous le patronage de l'ONUDI, l'Egyptian Iron and Steel Company (EISCO) a organisé un cours de démonstration sur la gestion de la maintenance dans la métallurgie; ce cours a été suivi par 19 participants de 12 pays africains; il s'est déroulé au Caire du 26 mars au 15 avril 1983 et a donné l'occasion d'étudier l'éventuelle transformation de l'EISCO en un centre d'études avancées où des programmes de formation seraient régulièrement offerts aux nationaux et aux étrangers.

62. En ce qui concerne le renforcement des institutions industrielles arabes, des progrès ont été accomplis tant dans la conception que dans la construction de chauffe-eau solaires à usage industriel pour lesquels l'ONUDI a apporté son aide à la Société royale des sciences de Jordanie. En Egypte, un projet de recherche et développement dans le domaine de l'électronique a atteint sa phase terminale. Au cours de l'année, un centre créé dans le cadre de ce projet a été équipé d'instruments et de matériel perfectionnés qui, associés aux nouvelles compétences acquises par le personnel, lui permettront de dispenser une assistance technique aux entreprises industrielles du pays. A l'avenir, ce centre s'attachera surtout à renforcer sa coopération avec l'industrie en concourant

¹⁵*Ibid.*

non seulement à l'application, à la conception et à la mise au point de prototypes de matériel électronique, mais aussi à la maintenance et à la réparation de ce matériel.

63. Une assistance a été fournie à la Tunisie en vue de renforcer les capacités techniques du Centre national des études industrielles qui, sous la direction du Ministère de l'économie, identifie les nouveaux projets qui conviennent à la petite et moyenne industrie.

64. En Jamahiriya arabe libyenne, l'aide à l'industrie du ciment s'est trouvée renforcée par le placement de quelque 250 spécialistes et techniciens internationaux dans trois cimenteries modernes. Cela a permis de former du personnel local tout en assurant l'exploitation en usine dans de bonnes conditions d'efficacité et de rentabilité financière. L'industrie concernée a entièrement pris en charge le coût de cette assistance. L'expansion régulière du programme témoigne de l'intérêt que les autorités nationales portent à la formule du soutien direct aux usines, formule qui serait également applicable dans d'autres secteurs industriels et d'autres pays tout aussi handicapés par la pénurie générale de cadres et de main-d'œuvre qualifiée. Un certain nombre de pays de la région, y compris l'Iraq et l'Arabie saoudite, ont exprimé leur intérêt envers ce système d'assistance.

65. Au niveau régional, l'ONUDI, de concert avec l'Organisation arabe de développement industriel (OADI), la Fédération arabe des producteurs d'engrais chimique et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a coopéré au progrès de la production et de l'utilisation des engrais dans les pays arabes. En 1983 ont eu lieu deux réunions régionales, l'une sur les systèmes de conditionnement, d'entreposage et de distribution, l'autre sur le développement du crédit agricole et la politique de fixation du prix des engrais. Dans le cadre du même projet, la capacité de diffusion de l'information et de traitement des données de la Fédération arabe des producteurs d'engrais chimiques a été renforcée et des services de spécialistes en entretien ont été fournis pendant de brèves périodes à deux entreprises de production d'engrais situées l'une en Jordanie, l'autre en République arabe syrienne. Une session d'étude sur la préparation, l'évaluation et le financement des projets industriels a été organisée au siège de la Banque de développement islamique à Djeddah (Arabie saoudite).

ASIE ET PACIFIQUE

66. La valeur globale des projets exécutés par l'ONUDI dans la région de l'Asie et du Pacifique en 1983 s'est élevée à 24,7 millions de dollars, soit 31,6 % de toute l'assistance technique fournie. La réduction très appréciable des dépenses au titre des activités de coopération technique pour la région par rapport à 1982 était essentiellement imputable au financement réduit venant du PNUD. En outre, la récession mondiale, l'inflation, le fort fléchissement de la demande et des prix des produits de base, la hausse des taux d'intérêt et le fort endettement se sont maintenus. C'est pourquoi, malgré les efforts déployés par les pays de la région — et indépendamment de leur degré d'industrialisation —,

les résultats obtenus en 1983 étaient loin d'atteindre les objectifs de développement industriel, notamment en ce qui concerne la mise en place d'une structure industrielle autosuffisante, avec ses connexions inter et intrasectorielles, la stimulation des investissements, le relèvement de la productivité industrielle, la création d'emplois et l'accroissement des exportations de produits industriels. Les tableaux 9 et 10 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

67. Pour tenter de pallier cette situation, l'ONUDI a orienté son assistance technique de préférence vers certaines activités, à savoir : l'évaluation du secteur industriel, notamment des tendances et de la structure du développement industriel aux niveaux sectoriel et sous sectoriel; l'analyse de l'efficacité des stratégies et des politiques industrielles en vigueur, et leur réorientation en vue de les adapter à l'évolution des besoins et des priorités aux niveaux national, régional et international; la détermination des initiatives possibles dans le domaine industriel et la préparation de profils de l'investissement; la réorganisation de la production industrielle à partir des ressources locales; l'adaptation et l'application de techniques modernes.

TABLEAU 9. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LA REGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE. PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Programme ordinaire	522	2,1
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	19 317	78,3
SIS	522	2,1
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	184	0,8
Total partiel	20 023	81,2
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	854	3,5
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	425	1,7
FNUDI	2 051	8,3
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	786	3,2
Total partiel	3 262	13,2
TOTAL	24 661	100,0

TABLEAU 10. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 DANS LA REGION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE. PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Elément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	9 888	40,1
Sous-traitance	2 740	11,1
Bourses de perfectionnement et formation	4 144	16,8
Matériel	7 438	30,2
Divers	451	1,8
TOTAL	24 661	100,0

68. Une attention particulière a été consacrée à l'assistance technique dans le domaine de la planification industrielle. En Thaïlande, une assistance a été fournie au gouvernement pour l'élaboration de plans, de stratégies et de politiques dans le cadre d'un grand programme de restructuration industrielle. On a fait l'analyse de plusieurs sous-secteurs — automobile, produits chimiques, textiles et industrie alimentaire — et aussi des systèmes de promotion et de financement des exportations appliqués dans le pays.

69. En 1983, on s'est occupé davantage des projets visant à développer les capacités nationales de consultation en matière de gestion, plus particulièrement en vue de la rénovation d'entreprises en exploitation, d'une meilleure utilisation des capacités et d'un relèvement de la productivité. La phase initiale d'un programme régional de développement de services consultatifs pour l'industrie s'est terminée avec succès au début de 1983 par la réunion d'un groupe d'experts à Kuala Lumpur (Malaisie). Ce groupe a recommandé la création, aux fins de coopération, d'un réseau de services consultatifs industriels qui devraient, notamment, se soucier tout spécialement d'organiser des programmes communs de formation dans les domaines prioritaires, d'encourager l'échange de méthodes et de pratiques de consultation et d'aider la coopération entre pays et entre entreprises. On a continué de travailler très activement à la mise au point de projets énergétiques. Aux Philippines, un grand projet portant création d'un service consultatif en gestion énergétique et d'installations d'essais a été mis en œuvre en 1983¹⁶.

70. Deux grandes études de faisabilité ont été entreprises en Birmanie en rapport avec la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Elles visent à fournir aux autorités nationales l'information technique et économique nécessaire à l'obtention de ressources financières en vue de la production du matériel qui doit permettre d'exécuter le programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

71. En mars, un nouveau projet pilote consistant en une série d'études de préinvestissement a été lancé en Thaïlande dans l'intention de décentraliser l'industrie, actuellement très fortement concentrée dans le périmètre métropolitain de Bangkok, en créant de nouvelles industries dans le nord-est du pays, région la plus excentrique et la moins industrialisée de la Thaïlande. Le développement a été rapide et dynamique; plus de 20 projets ont été étudiés dans le détail et des collaborateurs d'outre-mer intéressés, dont des organismes de financement, se sont réunis pour examiner huit propositions de projets. Un engagement de principe concernant un projet essentiellement agro-industriel a été signé par un associé étranger en novembre; de plus, une formation a été organisée à l'intention d'homologues nationaux afin qu'ils puissent acquérir les connaissances nécessaires pour aider les investisseurs locaux.

72. Pendant toute l'année considérée, l'ONUDI a aidé des gouvernements à mettre en place ou à renforcer des services de documentation industrielle. Un projet visant à aider la Mongolie à créer un service pour la mise au point d'un logiciel industriel, au Centre national de documentation scientifique et technique, fournit un exemple de l'utilisation des ordinateurs aux fins de l'information industrielle destinée à l'industrie.

¹⁶ *Ibid.*, par. 75.

73. Pour aider à développer la petite industrie, des projets ont été exécutés dans les pays suivants : Fidji, Indonésie, Malaisie, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga et Vanuatu. Ces projets étaient de nature très variée. En Malaisie, l'assistance a porté essentiellement sur l'élaboration d'un programme national intégré de développement de la petite entreprise qui devrait permettre d'utiliser au mieux un prêt de la Banque mondiale, tandis qu'en Thaïlande l'ONUDI a aidé avec succès à l'établissement de zones industrielles.

74. En 1983, un nouveau programme d'utilisation des plantes médicinales et aromatiques a été entrepris en Thaïlande, pays auquel l'ONUDI fournit par ailleurs une assistance pour la préparation de produits pharmaceutiques fondés sur la pharmacopée traditionnelle du pays. A la fin de l'année on a achevé, en Inde, les ouvrages de génie civil d'une nouvelle installation pour la production d'un médicament antipaludique, le diphosphate de chloroquine. La mise en place des matériels est en cours et l'on prévoit que la production commencera en 1984.

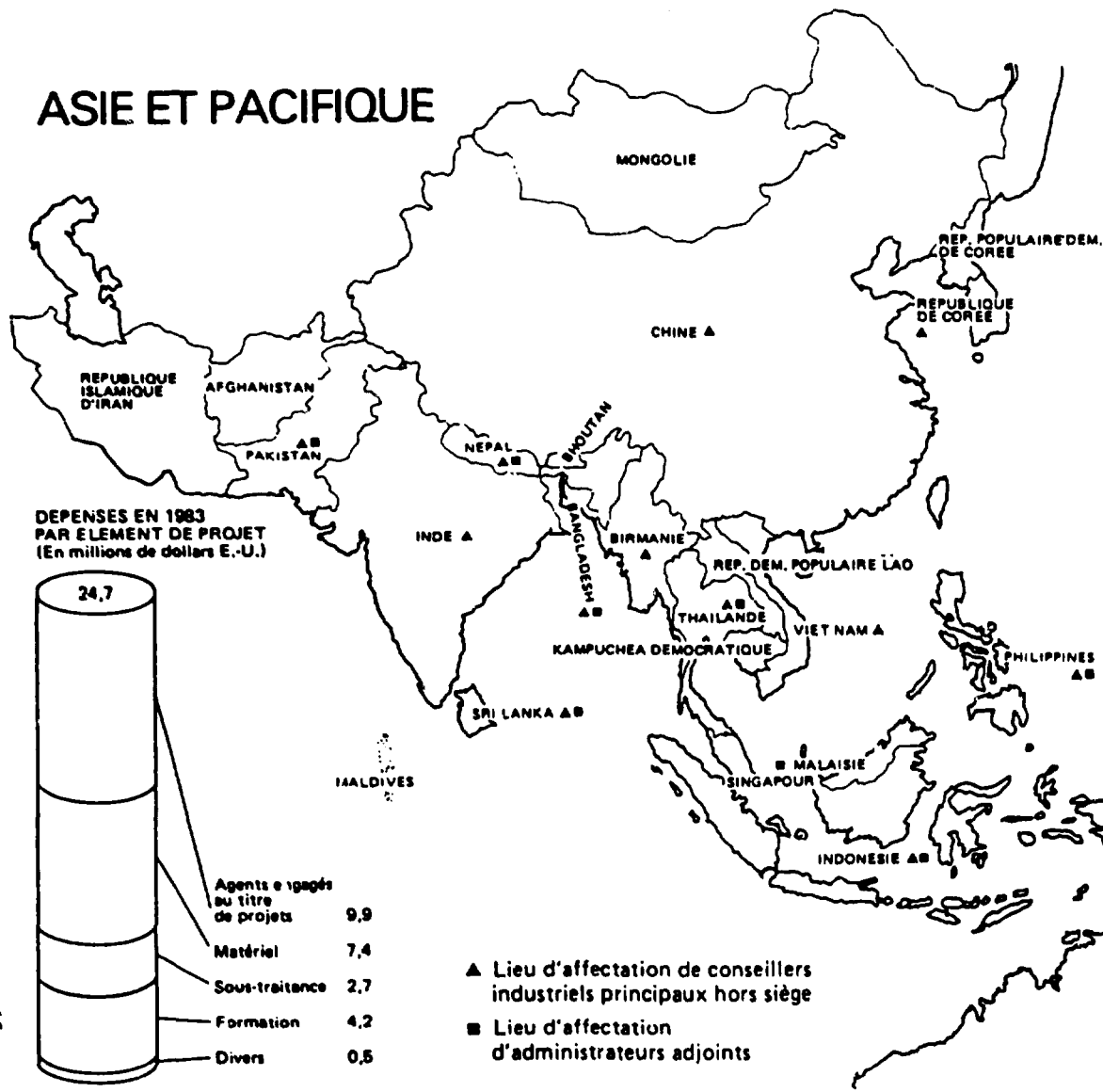
75. L'Asie a toujours bénéficié de la majorité des projets de l'ONUDI qui intéressent l'industrie textile. Il en a été de même en 1983 et l'ONUDI a pris part à une mission de la Banque mondiale qui s'est rendue en Chine pour étudier les rapports d'évaluation de la Banque chinoise d'investissements sur des demandes d'emprunts en vue d'investissements dans des usines textiles chinoises.

76. Dans le cadre du projet financé par le PNUD visant à créer un réseau d'étude régional de la machine agricole¹⁷, la coopération a continué avec la CESAP, en sa qualité d'agent d'exécution, et avec la FAO, autre institution associée, en ce qui concerne l'étude et les techniques de production du matériel et de l'outillage agricoles. On a également renforcé la coopération avec les établissements agricoles régionaux. Dans le secteur des industries alimentaires, on a continué de travailler, au Viet Nam, sur un projet concernant la levure de boulangerie. On a terminé les travaux préparatoires en vue de la mise en place, prévue pour 1984, au Bangladesh, d'une installation d'extraction d'huile de son de riz, financée par une contribution spéciale au FNUDI. Une assistance a été fournie à la Chine pour l'aider à améliorer le rendement de la production sucrière et la qualité du produit et à réduire les dépenses d'énergie de cette production.

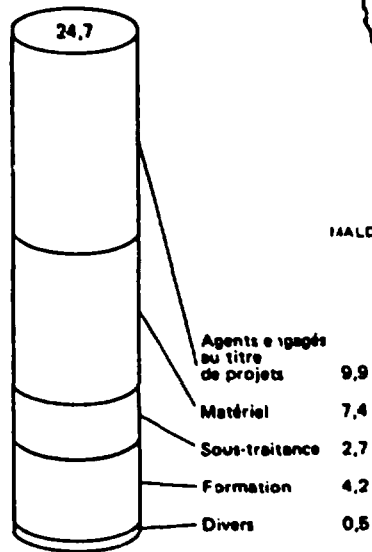
77. Dans le domaine de la métallurgie, l'Inde et le Pakistan sont restés les principaux bénéficiaires de l'assistance de l'ONUDI/PNUD. Depuis la mise en place d'une usine pilote et de démonstrations pour la production d'éponge de fer, en Inde, plusieurs autres pays ont manifesté leur intérêt pour la préparation de ce produit par la technique de la réduction directe. L'ONUDI prend des dispositions pour organiser dans cette usine des essais avec du charbon pakistanais et du minerai de fer indien. Un projet pour la région de la CESAP a été étudié et approuvé par un atelier régional qui a eu lieu en Inde et en Indonésie au printemps de 1983; il prévoit des essais analogues avec des matières premières provenant de divers pays de la région. Pendant l'année considérée, l'assistance de l'ONUDI a été sollicitée pour la réduction de la consommation d'énergie dans la production de l'aluminium. Une étude de

¹⁷ID/B/260, chap. III, par. 216.

ASIE ET PACIFIQUE

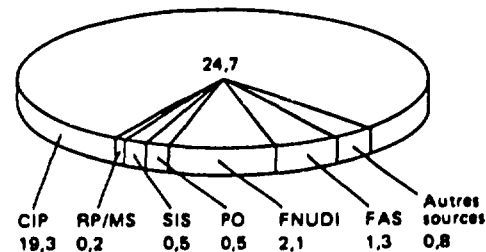


DEPENSES EN 1983
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)

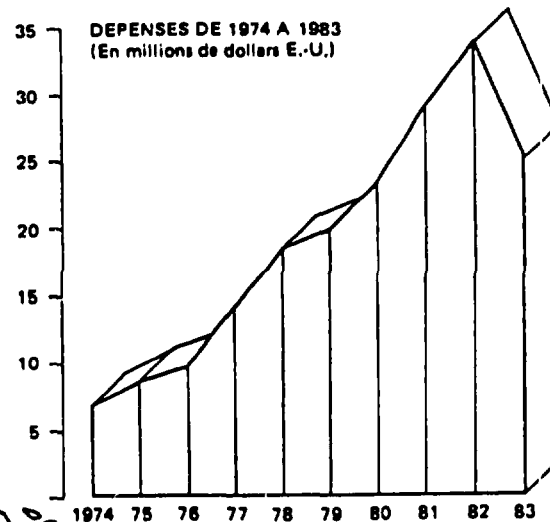


▲ Lieu d'affectation de conseillers industriels principaux hors siège
■ Lieu d'affectation d'administrateurs adjoints

DEPENSES EN 1983 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES DE 1974 A 1983
(En millions de dollars E.-U.)



faisabilité portant sur la transformation du four de calcination de l'alumine de l'usine BALCO, en Inde, a montré que l'on pourrait réaliser des économies substantielles. L'ONUDI apporte également une aide à cette installation en vue d'améliorer la performance de l'anode dans la fusion de l'aluminium.

78. Au Pakistan, une importante assistance a été fournie à la Société d'ingénierie pakistanaise en vue de la mise en place d'installations d'essais et de contrôle de la qualité. Toujours au Pakistan, un autre projet assorti d'une assistance concerne la production d'alliages d'acier de qualité, y compris d'aciers inoxydables spéciaux¹⁸. Plusieurs missions de programmation et d'identification de projets ont été entreprises afin de promouvoir le développement de l'industrie métallurgique dans d'autres pays de la région. Des demandes d'assistance technique ont été reçues de la République de Corée en ce qui concerne le traitement de surface des métaux, et de la République populaire et démocratique de Corée pour aider à mettre au point des alliages et des produits spéciaux pour l'Institut de recherche métallurgique.

79. A la suite d'entretiens avec la République islamique d'Iran au sujet de la création d'un Centre de recherche et d'études métallurgiques et sur une assistance éventuelle à l'industrie de l'alumine, des fonctionnaires iraniens ont entrepris en 1983 des voyages d'étude au cours desquels ils ont visité des centres de recherche métallurgique et des instituts de la bauxite et de l'alumine de divers pays.

80. Au cours des dernières années, on a reçu en nombre croissant des demandes d'assistance technique pour la création de moyens d'étude, de fabrication et d'essai en matière de construction mécanique, dans la région de l'Asie et du Pacifique. Après que l'on eut mené à bien, en Inde, un projet d'assistance préparatoire en vue de l'adoption de méthodes modernes d'essai de résistance à la fatigue des matériaux entrant dans la fabrication des composants des véhicules automobiles, à l'intention des petites et moyennes entreprises, le gouvernement a demandé en 1983 que l'on mette en œuvre un projet de trois ans dans ce domaine, dont l'exécution serait assurée conjointement par l'Association indienne de la recherche automobile et l'ONUDI.

81. En Chine, un laboratoire d'homologation et de contrôle¹⁹ des biens de consommation électroniques a été mis en service en 1983; ce laboratoire est équipé de moyens d'essai très perfectionnés en vue de l'adoption des méthodes les plus modernes de contrôle de la qualité et d'assurance de la fiabilité.

82. Sous les auspices de l'ONUDI, des fonctionnaires supérieurs de l'Etat thaïlandais ont étudié l'infrastructure institutionnelle de l'industrie de la construction mécanique en République de Corée et ailleurs, afin de renforcer l'infrastructure institutionnelle de la Thaïlande et d'utiliser et de développer rationnellement le secteur de la construction mécanique de ce pays, à l'aide d'un prêt à long terme en cours de négociation auprès de la Banque mondiale.

83. En 1983, un réseau régional pour la production, le contrôle et l'utilisation des pesticides est devenu pleinement opérationnel; un second réseau relatif à la technologie des matériaux et des méthodes de construction à bon

¹⁸ID/B/300, chap. III, par. 70.

¹⁹*Ibid.*, par. 234.

marché fonctionnera dans un avenir proche, marquant ainsi le début d'une ère nouvelle de coopération technique entre les pays en développement dans ces divers domaines. Les activités menées dans le cadre de ces deux projets sont planifiées et suivies de l'intérieur même de la région, dans le premier cas par un comité consultatif technique composé d'experts désignés par les gouvernements participants, et dans le second cas par un secrétariat installé aux Philippines et dirigé par un coordonnateur avec l'appui d'un conseil technique inter-gouvernemental. L'organisation de missions d'experts de courte durée composées de consultants régionaux confirme le caractère de ces réseaux, qui sont des dispositifs consultatifs appartenant aux gouvernements participants, et permettent en outre d'utiliser économiquement les ressources qu'offrent les modestes budgets prévus pour les projets. Grâce à des réunions de groupes d'experts et à des voyages d'étude dans divers pays de la région, les responsables sont informés des nouvelles orientations de la recherche et du développement et ont l'occasion d'étudier des problèmes communs et d'y apporter les solutions pertinentes.

EUROPE

84. En 1983, les dépenses d'assistance technique en faveur de l'Europe se sont élevées à 2.8 millions de dollars, soit 24,3 % de moins qu'en 1982. Tout comme les années précédentes, l'assistance technique fournie par l'ONUDI aux pays européens en développement visait à renforcer les institutions nationales afin de permettre à ces pays de mettre au point des technologies nouvelles et perfectionnées répondant à leurs propres besoins et d'être éventuellement en mesure d'aider d'autres pays en développement. Les tableaux 11 et 12 ci-après donnent la ventilation du montant de l'assistance fournie, par source de financement et par élément de projet.

TABLEAU 11. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 EN EUROPE, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Programme ordinaire	17	0.6
PNUD		
CIP et contrepartie en espèces	2 189	79.3
SIS	338	12.2
Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	—	—
Total partiel	2 527	91.5
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	—	—
Autres fonds		
Autres fonds d'affectation spéciale	60	2.2
FNUDi	103	3.7
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	54	2.0
Total partiel	217	7.9
TOTAL	2 761	100.0

TABLEAU 12. DEPENSES DE COOPERATION TECHNIQUE EFFECTUEES EN 1983 EN EUROPE, PAR ELEMENT DE PROJET

<i>Elément de projet</i>	<i>Milliers de dollars</i>	<i>Pourcentage</i>
Personnel des projets	878	31,8
Sous-traitance	261	9,4
Bourses de perfectionnement et formation	394	14,3
Matériel	1 129	40,9
Divers	99	3,6
TOTAL	2 761	100,0

85. L'ONUDI a continué à s'intéresser en 1983 à l'établissement en Hongrie d'un centre de formation en matière de réparation et d'entretien de matériel biomédical²⁰ dont l'achèvement est prévu pour 1984. Ce projet permettra à des techniciens de pays en développement de recevoir une formation spécialisée concernant la réparation et l'entretien de tout type de matériel biomédical utilisé dans les hôpitaux et dispensaires. Un projet actuellement en cours de réalisation en Turquie a pour but de renforcer le potentiel national de recherche et de développement dans le domaine de la pétrochimie en mettant en place une structure qui, sur le plan de l'organisation, englobera les services de gestion et de documentation pour la recherche, la formation de cadres pour les différents départements ainsi que les activités de recherche menées dans des secteurs prioritaires. L'ONUDI a également aidé le Centre de développement et de formation industriels à dispenser une formation à de nouveaux diplômés, qui pourront ainsi aborder une carrière professionnelle après avoir bénéficié d'une formation spécialisée à la fois pratique et en cours d'emploi. Un service permanent a été créé avec l'aide de l'ONUDI pour coordonner les efforts poursuivis dans le domaine du développement de la main-d'œuvre par le Ministère de l'industrie et de la technologie et ses organismes associés. De nouvelles filières mises en place à cette fin précise ont permis à l'ONUDI de fournir des informations ainsi que des documents et publications aux représentants de l'industrie turque.

86. Pour renforcer la compétitivité sur les marchés internationaux de certains pays européens bénéficiaires d'une assistance technique, l'ONUDI a axé ses efforts sur l'amélioration par ces pays de la qualité des produits de leur industrie. Ainsi, en Bulgarie, l'aide de l'ONUDI a visé essentiellement à développer les bureaux d'étude de dessins et modèles pour l'industrie et le bâtiment. Une aide a été accordée au Centre bulgare de coordination et de développement de systèmes informatisés afin d'en faire un foyer national de formation pour le personnel des bureaux d'étude bulgares de dessins et modèles. Le Centre sera alors à même de fournir des services multiples et diversifiés ainsi qu'une assistance technique générale aux pays en développement en matière de systèmes de conception assistée par ordinateur.

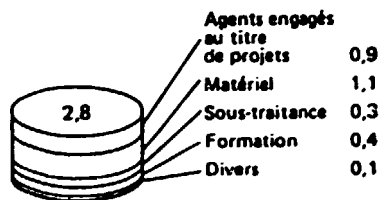
87. En Yougoslavie, l'ONUDI a fourni une aide à une usine de fibres synthétiques en contribuant à améliorer la fabrication de filaments continus, de fibres ondulées et discontinues et de fils texturés en polyéthylène, polypropylène et polyamide (Nylon). En Turquie²¹, l'assistance de l'ONUDI a permis de

²⁰Ibid., par. 86.

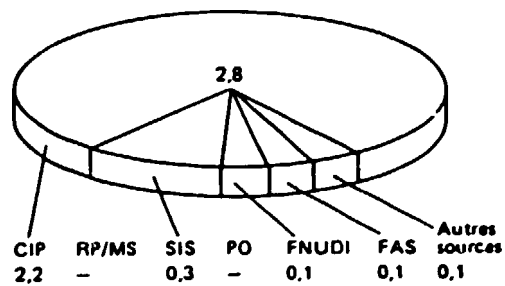
²¹ID/B/280, chap. V, par. 102.



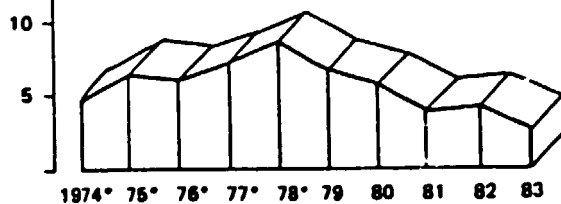
DEPENSES EN 1983
PAR ELEMENT DE PROJET
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES EN 1983 PAR SOURCE DE FINANCEMENT
(En millions de dollars E.-U.)



DEPENSES DE 1974 A 1983
(En millions de dollars E.-U.)



* Les chiffres pour la période 1974-1978 concernent, outre les pays d'Europe et d'Asie occidentale, 12 pays qui, depuis 1979, font partie du groupe des Etats arabes.

mener à bien un projet visant à renforcer les infrastructures juridiques, institutionnelles et techniques indispensables à une nouvelle amélioration de la qualité et de la fiabilité des biens de fabrication locale et à promouvoir par là leur introduction sur les marchés internationaux. Le matériel adéquat a été en outre fourni au Centre d'emballage de l'Organisation turque de normalisation. Le contrôle de la qualité et l'homologation des emballages et matériaux d'emballage entreront bientôt en vigueur au Portugal, où l'ONUDI a joué un rôle décisif dans la dotation de moyens accrus au Centre national de l'emballage²².

88. En Tchécoslovaquie, la mise en place réussie d'un système de gestion des opérations d'entretien dans une usine sidérurgique s'est traduite par une rentabilité accrue et par d'importantes économies, grâce non seulement à un meilleur entretien de l'usine et de l'équipement mais aussi à une gestion plus rationnelle des stocks de matériels et de rechange²³. La Tchécoslovaquie apporte à présent son aide à des pays en développement dans ce domaine en organisant des stages de formation sous les auspices de l'ONUDI. Une coopération étroite a été établie avec la Société égyptienne de sidérurgie en vue d'échanger des informations et des données d'expérience en la matière.

89. L'aide fournie en 1983 à la Hongrie dans le secteur des industries mécaniques était destinée à mettre en service un système informatisé de dessins et modèles visant à accélérer la production de biens d'équipement et à accroître leur compétitivité sur les marchés internationaux. Pour appuyer les efforts déployés par la Pologne pour augmenter sa productivité agricole, l'ONUDI a aidé l'Institut industriel de génie agricole à renforcer sa capacité de recherche-développement. Cette aide couvre la mise en service d'un système préventif de réparation et d'entretien ainsi que la formation de personnel de recherche, de fabrication et d'entretien.

90. En 1983, l'ONUDI a fourni une aide à l'Institut de la cybernétique et de la robotique qui dépend de l'Académie des sciences de Bulgarie, la Bulgarie demeurant le principal pays bénéficiaire d'une aide dans le domaine de la robotique, de l'automatisation et de l'informatisation. L'Institut s'intéresse au développement et à la conception de prototypes de robots industriels et de systèmes de commande de robots électroniques, à la modification des logiciels des robots utilisés dans plusieurs branches d'industries, à la promotion de l'emploi des robots dans différentes branches d'industries et à l'automatisation de procédés industriels qui sont néfastes pour la santé et/ou comportent des tâches répétitives²⁴. L'assistance de l'ONUDI a pour objet d'augmenter la productivité du secteur manufacturier et d'améliorer la qualité des produits grâce à une utilisation plus poussée de robots industriels, conformément à la politique menée par le gouvernement qui vise à moderniser l'économie nationale en faisant appel à l'électronique et aux robots industriels. L'assistance accordée à la Bulgarie a permis de terminer en 1983 l'installation d'un centre d'usinage par commande numérique et de fabrication assistée par ordinateur²⁵. Une aide préparatoire à l'établissement d'un laboratoire d'étude des applications de l'informatique et de l'automatisation a été fournie à l'Albanie.

²²ID/B/300, chap. III, par. 84.

²³ID/B/260, chap. II, par. 202.

²⁴ID/B/300, chap. III, par. 86.

²⁵ID/B/280, chap. V, par. 99.

91. L'assistance apportée au secteur de la chimie s'est étendue à divers domaines, dont la production de fibres synthétiques et de matériaux de construction. En Yougoslavie, l'Institut de technologie des matières premières nucléaires et autres matières premières minérales a bénéficié d'une aide destinée à augmenter la part de l'industrie des minerais non métalliques dans l'économie nationale et une aide complémentaire a été fournie concernant la préparation d'une étude de faisabilité portant sur les technologies à appliquer pour mettre en valeur et exporter les gisements les plus appropriés du point de vue économique. En Hongrie, une assistance a été accordée à l'Institut national d'études phytosanitaires en vue de renforcer sa capacité de recherche dans le domaine des insecticides non toxiques, car il est impératif de procéder d'urgence à des recherches visant à remplacer les produits hautement toxiques par des produits moins toxiques.

92. En Hongrie, les travaux effectués dans le domaine de l'énergie ont été poursuivis et visent à mettre en place un laboratoire micro-climat qui permettra aux chercheurs hongrois de recevoir une formation et d'acquérir une expérience pratique concernant l'évaluation des méthodes et des matériaux de construction propres à éviter les déperditions d'énergie dans les bâtiments d'habitation et autres. En Bulgarie, des activités ont été menées pour définir une technologie permettant d'utiliser efficacement les combustibles qui ont un faible pouvoir calorifique tout en dégradant l'environnement le moins possible. En Pologne, l'ONUDI a contribué à la réalisation d'un projet relatif à l'utilisation du charbon à forte teneur en soufre pour la gazéification et la liquéfaction en vue de produire respectivement du gaz synthétique et des combustibles liquides²⁶.

93. Les activités menées dans le cadre de la coopération technique entre les pays en développement et des pays européens ont continué à progresser. Le nombre de tremblements de terre de grande amplitude enregistrés dans la péninsule des Balkans au cours de la dernière décennie a fait nettement ressortir la nécessité de concevoir des bâtiments et des structures pouvant résister aux secousses sismiques et minimisant les dangers pour la vie et les biens. Sans perdre ce double objectif de vue, on a poursuivi la réalisation d'un projet lancé en 1981²⁷ visant à mettre en place dans cette région un réseau d'instituts de recherche travaillant en coopération et en mesure d'aider le secteur du bâtiment à faire face aux situations d'urgence d'origine sismique. Les pays en cause — Bulgarie, Grèce, Hongrie, Roumanie, Turquie et Yougoslavie — ont décidé de poursuivre leur coopération au-delà de la date d'achèvement du projet et de créer un comité de coordination permanent pour la région des Balkans. A Malte, l'ONUDI a aidé à mettre en œuvre un projet d'un montant de 10 millions de dollars destiné à la construction d'une nouvelle fonderie d'une capacité journalière de 10 000 tonnes. Des organismes d'Etat d'Algérie et de la Jamahiriya arabe libyenne ont pris des participations dans cette opération dont le principal bénéficiaire sera l'Algérie.

94. La fourniture d'une aide technique pour l'acquisition de la technologie de pointe demeure au premier plan des préoccupations de l'Europe. Un nombre de plus en plus grand d'institutions industrielles qui, dans cette région, ont bénéficié dans le passé de l'assistance de l'ONUDI sont à présent à même d'offrir des possibilités de formation à des ressortissants des pays en développement.

²⁶ID/B/300, chap. III, par. 85.

²⁷ID/B/280, chap. V, par. 97.

C. Exécution des projets par domaine d'activité

PLANIFICATION INDUSTRIELLE

95. En 1983, les dépenses de coopération technique au titre de la planification industrielle se sont élevées à 4,4 millions de dollars. Environ 87 % des activités ont été financées au moyen des ressources du PNUD.

96. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 41 %; Amériques, 25 %; Asie et Pacifique, 27 %; Etats arabes (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique), 5 %; Europe, 2 %; projets interrégionaux et mondiaux. —

97. Au total, 60 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 10 avaient une valeur supérieure à 1 million de dollars, 24 une valeur dépassant 150 000 dollars et 26 une valeur inférieure à ce montant.

98. Les activités de coopération technique de la Section de la planification industrielle ont porté sur les domaines suivants : enquêtes industrielles, visant notamment à déterminer les possibilités de développement industriel et les obstacles qui s'y opposent; analyse des effets des stratégies et politiques d'industrialisation passées et élaboration de stratégies et politiques nouvelles; élaboration, suivi et exécution de plans et programmes nationaux de développement industriel; planification de la fabrication des biens d'équipement et décentralisation des activités industrielles au niveau national, et planification industrielle au niveau sous-régional pour le compte d'organismes régionaux.

99. On a aidé les pays en développement à déterminer la situation exacte de leurs secteurs et sous-secteurs industriels. En Thaïlande, des progrès considérables ont été faits dans l'étude et l'analyse de différents sous-secteurs industriels — automobile, chimie, textile et produits alimentaires — et du système de promotion et de financement des exportations appliqué dans le pays. Cette opération a été un élément essentiel de l'assistance fournie au gouvernement pour l'élaboration de stratégies, de plans et de mesures d'orientation propres à accroître l'efficacité et la viabilité du secteur industriel par la réorganisation et la rationalisation; ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un grand programme de restructuration industrielle prévu dans le plan de développement quinquennal en vigueur (1982-1986).

100. Les stratégies et politiques d'industrialisation d'un certain nombre de pays en développement ont été analysées. Pour stimuler l'expansion de sa production industrielle et de ses exportations, Maurice a entrepris de revoir sa stratégie de développement industriel; c'est pourquoi l'ONUDI, agissant en coopération avec le Gouvernement mauricien, a examiné les politiques et les mesures de promotion industrielle dans le cadre des programmes d'ajustement structurel en cours.

101. L'expérience montre que la planification industrielle est une opération plus délicate et plus complexe que le simple établissement d'une liste des projets ou priorités industriels. Elle exige en fait une programmation intégrée qui



Essai de la canne à traiter dans une sucrerie soudanaise

tienne compte des relations en amont et en aval existant avec les autres secteurs ou ressources de l'économie tels la main-d'œuvre, la technologie et les capitaux. Elle requiert aussi un cadre institutionnel structuré et bien géré et, avant tout, une bonne coordination entre les différents ministères et organismes, y compris les banques de développement. La première phase d'un projet concernant l'établissement d'un plan directeur pour l'industrialisation de la République-Unie du Cameroun²⁸ a été menée à bien en 1983, et les incidences qu'aurait le développement de plusieurs industries de base ont été étudiées. On a formulé des directives détaillées pour des études sectorielles approfondies et des études de faisabilité, et aussi pour une analyse de développement induit dans d'autres secteurs prioritaires tels que l'agriculture, l'infrastructure, la petite et moyenne industrie, etc. La troisième phase d'un projet pluridisciplinaire est en cours

²⁸ID/B/300, chap. III, par. 97.

d'exécution au Kenya, pays qui bénéficie depuis le début des années 70 d'une assistance de l'ONUDI pour la promotion du développement industriel. Les études sur le développement de différents sous-secteurs industriels — textile, électronique et métallurgie — ont été terminées en 1983. L'examen des perspectives d'investissement dans l'industrie et l'élaboration de directives pour la promotion de l'investissement étranger direct ont contribué à l'accroissement de la participation étrangère au processus de développement industriel. Des projets de coopération technique analogues sont en cours d'exécution au Cap-Vert et au Mali.

102. L'Office malaisien de développement industriel a bénéficié d'un supplément d'assistance dans l'élaboration d'un plan directeur pour l'industrie malaisienne²⁹. On a retenu 14 sous-secteurs industriels, dont 7 sont fondés sur l'exploitation des ressources naturelles nationales, pour en faire une étude et analyse détaillées visant à en déterminer le rôle éventuel dans le cadre du plan directeur. De même, sont à l'étude des stratégies et mesures d'orientation propres à hâter la réalisation, aux niveaux sectoriel et sous-sectoriel, des objectifs de développement industriel de la Malaisie.

103. Les pays les moins avancés se heurtent à des contraintes internes et externes qui appellent des stratégies, politiques et plans directeurs industriels spécialement adaptés à leur situation, en ce qui concerne en particulier la production et la commercialisation. C'est ainsi qu'une assistance a été fournie aux pays les moins avancés pour l'élaboration de stratégies et politiques industrielles qui leur permettent de créer des secteurs industriels essentiels capables de stimuler le développement économique et social général, notamment en milieu rural. Au Mali, par exemple, l'ONUDI a aidé le gouvernement à déterminer et à mettre sur pied des branches industrielles essentielles qui pourraient exploiter les ressources naturelles du pays. Des projets analogues sont en cours d'exécution au Bénin, au Cap-Vert et au Lesotho.

104. En liaison avec la Décennie des Nations Unies pour la femme, l'ONUDI a organisé à l'intention des pays de langue portugaise un séminaire régional sur l'intégration des femmes au processus de planification industrielle, qui s'est tenu en Angola en octobre 1983. Les participants à ce séminaire ont examiné les effets de l'industrialisation sur la condition de la femme et sur son rôle dans le secteur industriel, et défini différentes stratégies et politiques visant à améliorer la situation actuelle.

105. On a accordé en 1983 une attention particulière à certains sous-secteurs clefs de l'industrie, telle l'industrie des biens d'équipement, qui peuvent être un moyen de réduire la dépendance technologique. L'ONUDI sera appelée à continuer d'apporter son concours à plusieurs pays qui ont entrepris d'établir des programmes pour des secteurs prioritaires. Une assistance dans ce domaine a été fournie à la Colombie, à l'Equateur, au Mexique³⁰, au Pakistan, à la Turquie et au Venezuela³¹. Dans ce dernier pays, une équipe d'experts de l'ONUDI, en collaboration avec des homologues vénézuéliens, a analysé la demande de machines et de matériel au cours des cinq dernières années et fait

²⁹*Ibid.*, par. 98.

³⁰*Ibid.*, par. 105.

³¹*Ibid.*, par. 106.

une étude détaillée sur la production de matériel destiné à l'industrie pétrolière. Au Pakistan, on a achevé la première phase d'un programme pour le développement de l'industrie des biens d'équipement par une analyse détaillée des fournisseurs et constructeurs nationaux de matériel de transport, de machines-outils, de machines pour l'industrie textile, d'outillage agricole et de matériel de construction. Une équipe de l'ONUDI a entrepris en Turquie³² l'examen critique des programmes d'investissement de grandes entreprises d'Etat fabriquant notamment de l'acier, du matériel de production, des moteurs diesel, des machines-outils pour la coupe des métaux, du matériel pour la production et le transport d'énergie électrique, du matériel de terrassement, etc. Les programmes officiels ont ensuite été révisés pour adapter les investissements envisagés aux projections de la demande.

106. En matière de planification énergétique, l'ONUDI est intervenue dans l'élaboration de stratégies et de programmes concernant la mise en valeur de sources d'énergie indispensables aux activités productrices dans les pays en développement. On a continué à aider le Ministère des mines et de l'industrie du Niger³³ à élaborer un plan énergétique à long terme pour le secteur industriel.

107. Au cours de l'année considérée, l'ONUDI a fourni des avis et des services spécialisés aux Gouvernements indonésien et voltaïque qui cherchent à décentraliser le secteur industriel national. Une équipe d'experts de l'ONUDI a étudié la situation de six régions d'Indonésie³⁴ en ce qui concerne l'industrialisation et la dotation en ressources et a déterminé les secteurs industriels offrant un potentiel de développement. La collecte des renseignements et des données nécessaires a été confiée en sous-traitance à des universités des régions concernées. Dès que l'information recueillie aura fait l'objet d'une analyse approfondie, on établira des profils d'investissement détaillés pour ces régions.

108. Une assistance a été fournie à la Communauté économique des pays des Grands Lacs, à l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma et à d'autres organismes régionaux pour les aider à élaborer des plans intégrés qui leur permettent de stimuler les industries nationales à l'échelon régional tout en tenant compte des économies nationales, surtout dans les cas où les ressources ou débouchés disponibles sur le plan national sont très restreints. Une enquête industrielle, faite en 1983 dans la région du Liptako-Gourma³⁵ (qui englobe trois des pays les moins avancés : Haute-Volta, Mali et Niger), a révélé le grand potentiel industriel de cette région, surtout pour des activités industrielles liées à l'agriculture et à l'élevage. L'enquête a aussi permis de déterminer les industries qui pourraient mener à des améliorations dans les domaines suivants : agriculture, élevage, pêche, production de vaccins pour les animaux, petits bateaux de pêche, industrie du froid. Conformément aux objectifs de développement économique à long terme de la région du Liptako-Gourma, il a été proposé dans l'enquête d'interconnecter les installations hydroélectriques des barrages de Kandadji, Tossaye et Labezanga. L'électricité ainsi produite serait suffisante pour l'exploitation des gisements locaux de phosphate naturel et la production d'acide phosphorique de qualité, à l'aide du procédé du four électrique.

³²*Ibid.*, par. 108.

³³*Ibid.*, par. 107.

³⁴ID/B/280, chap. V, par. 115.

³⁵ID/B/300, chap. III, par. 103.

109. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, l'ONUDI, la CEA et l'OUA ont organisé, à l'intention des cinq sous-régions de l'Afrique, des réunions chargées d'élaborer des programmes sous-régionaux de promotion intégrée. Les réunions intéressant l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest ont eu lieu en 1983; les autres se tiendront en 1984.

INFRASTRUCTURE INSTITUTIONNELLE

110. En 1983, les dépenses de coopération technique dans le domaine de l'infrastructure institutionnelle se sont élevées à 10,4 millions de dollars. Environ 90 % des dépenses totales ont été financées par le PNUD.

111. La répartition des dépenses par région a été la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 53 %; Amériques, 16 %; Etats arabes, 16 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 7 %); Europe, 1 %; projets interrégionaux et mondiaux —.

112. En 1983, 144 projets au total ont été achevés ou poursuivis, dont 22 projets de 1 million de dollars et plus, 54 projets de 150 000 dollars à 1 million de dollars et 68 projets de moins de 150 000 dollars.

113. L'industrialisation est dans une large mesure tributaire du bon fonctionnement d'institutions auxiliaires s'occupant de la création, de l'exploitation et de l'expansion d'installations industrielles. Aucune entreprise industrielle ne saurait être entièrement autonome. Même les sociétés les plus importantes des pays hautement développés font appel à des institutions de services industriels pour obtenir des conseils techniques, des avis et de l'information sur diverses activités industrielles. Comme les industries des pays en développement ne sont pas le plus souvent en mesure d'assurer elles-mêmes tous les services dont elles ont besoin, et qu'elles dépendent dans une très large mesure des institutions de services industriels, le Service de l'infrastructure institutionnelle met en œuvre un programme détaillé et coordonné en vue de créer de nouvelles institutions de ce genre et de renforcer celles qui existent déjà.

114. Soucieuse de créer ou de renforcer des institutions de recherche-développement multisectorielles et multidisciplinaires, l'ONUDI a entrepris ou poursuivi en 1983 des activités dans les pays suivants : Birmanie, Chine, Guyana, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Mexique, République-Unie du Cameroun et République-Unie de Tanzanie.

115. Des progrès considérables ont été accomplis en ce qui concerne un projet relatif à la création d'un réseau régional d'institutions d'essais non destructifs en Amérique latine, auquel est associée l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)¹⁶. La première phase du projet a été financée par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement. Les activités entreprises au cours de l'année considérée ont porté sur la radiographie, les ultrasons, les méthodes de traitement de surface, la métallurgie de base, les particules magnétiques, la formation et l'homologa-

¹⁶ID/B/300, chap.III, par. 117.

tion. La troisième réunion de coordonnateurs nationaux et de représentants d'Espagne, d'Italie et de la République fédérale d'Allemagne, qui s'est tenue en Uruguay en avril 1983, a arrêté le programme pour la période 1984-1986. La quatrième réunion de coordonnateurs a été convoquée en Equateur en novembre 1983. A la fin de l'année, les 11 pays suivants s'étaient associés au projet : Argentine, Barbade, Bolivie, Chili, Colombie, Equateur, Jamaïque, Pérou, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

116. Des services d'experts ont également été fournis à l'Institut de recherche sur les matériaux de construction de Shangai (Chine) en vue d'assurer la formation d'ingénieurs dans le domaine des essais non destructifs³⁷ et un programme d'activités a été fixé pour les dix années à venir.

117. La première phase d'un projet d'assistance à long terme à l'Organisation tanzanienne pour la recherche-développement dans l'industrie (TIRDO) a été achevée en juin 1983³⁸. La deuxième phase a été approuvée par le PNUD après une évaluation approfondie. Toutefois, en raison de la pénurie de ressources, le financement prévu par le PNUD a été très sensiblement réduit et les activités de coopération technique en faveur de la TIRDO se limiteront à une assistance en matière de gestion, de réparation et d'entretien des instruments et à certaines opérations intéressant des usines pilotes. On compte, cependant, qu'une assistance supplémentaire pourra être obtenue en 1984 auprès de la Communauté économique européenne (CEE).

118. La deuxième phase d'un grand projet d'assistance au Conseil national de la science et de la technologie au Mexique, lancé en 1982, a permis de renforcer encore l'infrastructure mexicaine de mise au point de techniques³⁹. L'ONUDI a poursuivi sa coopération avec le Gouvernement guyanien en vue d'aider l'Institut guyanien de la science et de la technique appliquées dans les domaines des techniques minérales et de la chimie des produits naturels⁴⁰.

119. Un problème grave auquel doivent faire face les pays en développement tient à l'absence d'une infrastructure institutionnelle articulée pour la diffusion et la recherche d'informations industrielles nécessaires pour promouvoir, engendrer et transférer des connaissances techniques, faire connaître les possibilités offertes aux entrepreneurs et aider ces derniers à créer des entreprises nouvelles. Le vaste réservoir de connaissances et d'expérience industrielles présentant un intérêt pour les pays en développement contient des données d'information dont certaines sont susceptibles d'une application immédiate tandis que d'autres devront, le cas échéant, être adaptées aux conditions, aux ressources ou aux besoins locaux. L'accès à cette information, voire le simple fait de savoir qu'il est possible de se la procurer, peuvent présenter une importance décisive pour les responsables d'entreprises industrielles des pays en développement. Aussi l'ONUDI a-t-elle continué en 1983 à aider les gouvernements à créer ou à renforcer les services expressément chargés de fournir de l'information industrielle. Douze projets d'assistance technique étaient en cours d'exécution concernant six pays en développement — Angola, Mongolie, Mozambique, Népal, Nigéria et Togo — ainsi que l'Organisation

³⁷*Ibid.*

³⁸ID/B/300, chap. III, par. 118.

³⁹*Ibid.*

⁴⁰*Ibid.*

arabe de développement industriel (OADI). Une formule nouvelle a été appliquée en Mongolie pour la mise au point du logiciel et l'utilisation des ordinateurs dans un réseau d'information industrielle.

120. Au Togo, un projet d'assistance technique a été exécuté en 1983⁴¹ en vue d'élaborer la législation industrielle nécessaire pour assurer la protection contre les rayonnements ionisants ainsi que la vente et l'utilisation d'équipements dangereux, et le respect des normes d'hygiène, notamment dans l'industrie alimentaire.

121. L'ONUDI a participé à la 25e Foire technique internationale qui s'est tenue à Brno (Tchécoslovaquie) en septembre 1983. La Foire de Brno et d'autres foires analogues qui devraient être organisées dans les années à venir avec le concours de l'ONUDI permettent aux participants de pays peu industrialisés de s'informer directement des progrès accomplis en ce qui concerne les procédés et les produits ainsi que d'échanger des données d'expérience avec les fabricants et les organisations commerciales et techniques. A la Foire de Brno, les représentants de l'ONUDI ont rencontré des visiteurs de 12 pays en développement — Bolivie, Brésil, Birmanie, Cuba, Ethiopie, Inde, Mexique, Mozambique, Nigéria, République arabe syrienne, Viet Nam et Yémen démocratique —, au nombre desquels figuraient aussi bien des ministres que des ingénieurs d'entreprises industrielles. Au surplus, de nombreuses réunions et consultations ont été tenues avec des représentants de sociétés d'ingénieurs-conseils, de sociétés de commerce extérieur, de chambres de commerce et d'industrie, ainsi qu'avec divers exposants et des experts, au sujet de possibilités de coopération industrielle entre l'ONUDI et les pays en développement. A l'avenir, la participation de l'ONUDI aux foires prendra notamment la forme de réunions de travail organisées à l'intention de participants de pays en développement et portant sur les projets d'assistance technique dans le secteur auquel sera consacrée la foire en question.

122. Au cours de l'année à l'étude, l'ONUDI a continué à fournir une assistance technique dans les domaines de la normalisation, du contrôle de la qualité et de la métrologie — activités qui apportent une contribution importante au progrès général de l'économie des pays en développement, en permettant de surmonter les barrières commerciales. L'application de la normalisation et du contrôle de la qualité réduit le nombre de rebuts, accroît l'efficacité de la production et de la distribution, protège les consommateurs contre les défauts de qualité et facilite les échanges de biens et de services. Grâce à un certain nombre de projets réalisés par l'ONUDI en 1983, des pays en développement ont réussi à faire progresser sensiblement l'économie en utilisant efficacement les matières premières, en accroissant la productivité, en réduisant les coûts de production et de distribution et en favorisant les exportations. Par ses activités d'assistance technique, l'ONUDI a aidé Sri Lanka à accélérer la mise en œuvre de son programme de développement industriel et à accroître ses possibilités d'exportation en améliorant la qualité des produits et en faisant mieux respecter les normes de qualité.

123. Une autre activité de soutien jouant un rôle important dans la mise au point de programmes d'industrialisation efficaces est la métrologie. Les

⁴¹*Ibid.*, par. 133.

programmes nationaux de métrologie assurent des services de calibrage aux industries et facilitent les transactions commerciales portant sur les marchandises en permettant de renforcer les systèmes nationaux de métrologie légale. Cette activité fournit également la base technique et scientifique pour la formulation de normes et de paramètres de qualité. Durant 1983, l'ONUDI a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les moyens dont dispose le Pérou en matière de métrologie et d'essais⁴², dans le cadre d'un projet visant à mettre en place un système national de métrologie, et notamment le cadre législatif et technique nécessaire au bon fonctionnement de ce système.

124. Tout au long de 1983, la coopération technique dans le domaine du développement de la petite industrie a porté sur une vaste gamme d'activités. On a créé ou renforcé des institutions et des mécanismes de services pour la petite industrie, des organismes de développement de la petite industrie, des services communs, des domaines industriels et des services de promotion industrielle. Les activités générales de consultation et de promotion ont porté, notamment, sur les points suivants : aide à l'élaboration de politiques et de stratégies appropriées; détermination des besoins de l'industrie et établissement de projets viables portant sur les petites entreprises; enquêtes et études technico-économiques; mesures de promotion appuyées par des dispositions législatives; et création de services consultatifs permettant d'obtenir des informations sur les sources de financement. Des mesures spécialisées de soutien institutionnel ont été prises dans le domaine de la formation des chefs d'entreprise, des programmes de décentralisation industrielle, de l'industrialisation rurale et des coopératives industrielles. Trente-neuf pays, dont 11 parmi les moins avancés, ont bénéficié d'une assistance. Une importance particulière a été accordée aux travaux menés dans la région africaine en faveur de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. Des activités très diverses — conseils sur les politiques et les stratégies, soutien direct aux petites industries, renforcement des institutions — ont été exécutées dans 19 pays africains.

125. Un projet de grande envergure a été lancé au Honduras en vue d'aider le Centre pour le développement industriel à fournir des concours techniques et financiers aux petites entreprises. Le projet, financé par le Fondo de Desarrollo Industrial à l'aide de prêts accordés par la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement, vise à améliorer les méthodes appliquées pour l'élaboration et l'évaluation des projets ainsi qu'à renforcer l'aptitude du Centre à assurer des services de promotion et un soutien direct aux petites entreprises et aux industries rurales.

126. On a continué à fournir une assistance aux institutions pour le développement de la petite industrie en Ethiopie, au Nigéria, en Haute-Volta et au Yémen, tandis que d'autres projets tendaient à renforcer les services de promotion au Libéria et les domaines industriels au Kenya et au Panama. Au Niger et au Rwanda, l'assistance de l'ONUDI a permis de créer de nouvelles possibilités d'emploi.

127. Dans le cadre d'un projet de grande envergure lancé en Indonésie, des services de promotion et de consultation industrielles ont pu être fournis directement aux petites industries par des experts affectés à six différentes

⁴²ID/B/260, chap. II, par. 55.

stations locales ainsi que par une équipe centrale en poste dans la capitale. Cette structure novatrice à deux niveaux, facilitant l'échange d'informations entre les services centraux à Djakarta et le personnel sur le terrain, s'est avérée être un bon moyen de venir en aide aux petites industries. Dans le même temps, on a fait en sorte que les services fournis ne soient pas limités aux domaines industriels, aux groupements d'entreprises ou à des usines particulières mais bénéficient à toutes les petites industries implantées dans les zones concernées.

128. Un certain nombre de nouveaux projets ont été lancés pour répondre au nombre croissant de demandes d'assistance pour la formulation de politiques et de stratégies appropriées dans le domaine du développement de la petite industrie. La méthode suivie à Madagascar — comme dans de nombreux autres pays en développement — consistait premièrement à déterminer les desiderata industriels et les besoins d'assistance des petites entreprises, puis à confier à une société locale le soin d'exécuter une enquête sur les entreprises en question. Se fondant sur les conclusions des enquêtes, on prendra les mesures voulues en vue d'améliorer la productivité et la gestion des unités existantes et de créer des industries nouvelles dans les régions prioritaires. Un nouveau projet a été lancé en Tunisie en vue de faciliter l'identification et la mise en œuvre ultérieure de projets relatifs à la petite industrie dans les zones considérées comme prioritaires dans le plan national de développement. En Malaisie, une assistance a été apportée pour arrêter un programme national intégré en faveur du développement des petites entreprises, qui permettra d'utiliser efficacement les prêts de la Banque mondiale. Un nouveau projet au Mexique a pour objectif d'aider le secrétariat au commerce et à la promotion industrielle à concevoir une stratégie pour le développement des petites et moyennes entreprises aux niveaux national et régional, et de mettre en place les mécanismes institutionnels nécessaires pour assurer un intérêt suivi et un soutien systématique et coordonné de la part des pouvoirs publics.

129. En vue d'appuyer les efforts d'industrialisation rurale, on a élaboré au cours de l'année un certain nombre de projets portant sur la création d'installations spécialisées telles que les centres de formation/production pour les cadres et le personnel technique; les usines pilotes de démonstration; les centres de promotion connaissant bien les techniques appropriées et les problèmes particuliers liés à l'implantation et au fonctionnement d'industries rurales; et les installations mobiles chargées d'apporter une assistance technique ponctuelle. En Zambie, par exemple, l'ONUDI a fourni des remorques en vue de transporter du matériel de démonstration et de formation dans les villages⁴¹. Le projet comportait la fourniture de matériel et de services d'instructeurs dans différents domaines tels que les installations électriques, le travail des métaux, le travail du bois, ainsi que la préparation et la conservation des aliments.

130. Des projets destinés à appuyer l'expansion et la diversification des industries rurales et artisanales ont été poursuivis à Fidji, au Zaïre et au Zimbabwe. Une enquête sur les coopératives industrielles dans la République-Unie de Tanzanie a permis ultérieurement à l'ONUDI d'aider l'Organisation pour le développement des petites entreprises à renforcer les services destinés aux coopératives industrielles existantes ou à créer à travers le pays. Une aide a également été apportée à la Guinée en vue de créer de petites agro-industries en zone rurale grâce aux moyens dont disposent les coopératives agricoles du pays.

⁴¹ID/B/280, chap. V, par. 137.

131. En ce qui concerne la mise en valeur des ressources humaines, on a redoublé d'efforts en 1983 en vue d'associer effectivement des groupes déterminés, tels que les femmes, la jeunesse et la population rurale, au développement industriel. En coopération avec l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, une enquête a été entreprise en vue de cerner les problèmes que pose l'intégration des femmes dans les programmes relatifs aux petites industries et aux industries rurales ainsi que les perspectives existant dans ce domaine.

CREATION ET GESTION D'USINES

132. En 1983, les dépenses de coopération technique au titre de la création et de la gestion d'usines se sont élevées à 3,2 millions de dollars. Le financement de cette coopération a été assuré, à raison de 93 % environ, par le PNUD.

133. La répartition des dépenses entre les diverses régions a été la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 70 %; Amériques, 5 %; Etats arabes, 24 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 12 %); Asie et Pacifique, 13 %; Europe, —; projets régionaux et mondiaux, —.

134. Au total, 54 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 6 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 19 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 29 d'une valeur inférieure à ce montant.

135. Au cours de l'année considérée, la récession mondiale a eu des effets négatifs sur le fonctionnement des entreprises manufacturières dans la plupart des pays en développement et a réduit le taux d'investissement. Les déséquilibres de la balance des paiements qu'ont connus ces pays en raison de la baisse des prix des produits de base et du rétrécissement des marchés d'exportation ont, à leur tour, réduit les disponibilités en devises nécessaires pour financer les importations de matières premières, de semi-produits et de pièces détachées dans le secteur manufacturier. La non-utilisation d'une partie des capacités qui s'en est suivie a réduit la rentabilité des entreprises et, dans de nombreux cas, a entraîné de lourdes pertes. Dans plusieurs régions, il est devenu indispensable, à la suite de désordres ou de troubles civils, de reconstituer la capacité de production industrielle et, notamment, de remettre en état des entreprises. Ces facteurs ont rendu plus nécessaire que jamais le renforcement des capacités de gestion, en particulier dans les pays les moins avancés.

136. En 1983, les activités de coopération technique ont commencé à prendre une orientation générale légèrement différente de celle des années précédentes, l'accent étant davantage mis sur les projets relatifs aux services de consultation. Ces projets et l'aide directe à l'industrie dans le domaine de la gestion ont représenté l'essentiel des activités opérationnelles de la Section, comme l'indique le nombre des projets approuvés. En outre, l'assistance a été plus fréquemment fournie dans des domaines spécialisés ou pour des problèmes particuliers, tels que la mise en place de systèmes d'information de gestion ou l'utilisation d'ordinateurs et surtout de mini-ordinateurs pour la gestion administrative, la gestion de l'entretien et — de plus en plus — la gestion de

l'énergie. L'utilisation d'ordinateurs tend à se répandre en raison de la baisse des frais initiaux d'acquisition. Toutefois, il reste toujours difficile de se procurer un logiciel adéquat et l'on s'efforce actuellement, au siège de l'ONUDI et dans les services extérieurs, de donner des conseils au sujet du logiciel et de fournir des programmes.

137. Un projet de grande envergure sur la mise au point de projets industriels en Ethiopie, qui est entré dans sa troisième phase, continue de démontrer l'utilité de l'aide de portée générale. Le plan de gestion et d'administration qui est proposé sera utilisé par le Gouvernement éthiopien comme un modèle pour tous les autres projets de coopération technique dont la gestion et l'administration devraient être assurées par du personnel local.

138. La première phase d'un projet de grande envergure destiné à améliorer les performances des entreprises industrielles publiques en Angola a été lancée au début du deuxième semestre de 1983. Ce projet doit permettre de résoudre divers problèmes d'organisation et de gestion et de mieux utiliser les rares ressources disponibles.

139. En Ouganda, l'assistance technique fournie au ministère de l'industrie a joué un rôle majeur dans la reprise de trois sous-secteurs industriels, à savoir le traitement du caoutchouc (rechapage des pneus), la production d'aliments pour animaux et la fabrication, la transformation et l'impression de papier pour les emballages industriels. Une analyse approfondie de la situation et la préparation d'activités à entreprendre dans ces sous-secteurs ont permis aux spécialistes de rassembler assez de renseignements pour mettre au point des stratégies et des plans en plusieurs étapes à soumettre au gouvernement pour décision et action. On a en outre défini dans leurs grandes lignes de nouveaux grands projets d'assistance technique à réaliser en Ouganda au titre des CIP du PNUD.

140. Entre juin 1982 et avril 1983, des experts ont effectué neuf missions à court terme dans une usine de fabrication de verre en Bolivie, à laquelle une assistance avait déjà été fournie. L'aide fournie a déjà permis d'améliorer considérablement la situation, notamment en ce qui concerne la qualité des produits, assez bonne maintenant pour que l'entreprise ait pu conclure des contrats d'exportation, et le pourcentage de casse a été ramené à un niveau tolérable.

141. De nouvelles perspectives de coopération avec l'ONUDI se sont ouvertes au Guanajuato (Mexique), l'un des Etats les plus industrialisés du pays, où des experts et des fonctionnaires hors siège de l'ONUDI ont donné des conseils aux industriels locaux sur des questions allant de la modernisation de la production à la création de nouvelles coentreprises.

142. L'expérience montre que la pénurie de cadres formés à la gestion dans le secteur industriel, en particulier au niveau des institutions et des usines, est l'un des principaux obstacles au progrès de l'industrialisation dans les pays en développement. Des actions menées de concert par les gouvernements et l'ONUDI ont produit des résultats positifs. En Somalie, un grand projet d'assistance technique exécuté par l'ONUDI a montré la nécessité absolue de bonnes méthodes de gestion dans les institutions comme dans les entreprises.

Des séminaires de gestion industrielle ont sensibilisé les cadres moyens et supérieurs à ce problème dont l'importance est aussi soulignée dans des publications périodiques. L'aide en matière de gestion industrielle fournie aux entreprises du secteur public dans des domaines tels que l'amélioration de l'organisation et des structures, la gestion et la comptabilité financières, la production et l'entretien, les systèmes d'information de gestion, a permis d'améliorer la productivité, de mieux utiliser les capacités et de perfectionner les compétences techniques et de gestion grâce à la formation en cours d'emploi.

143. Au Soudan, les efforts visant à améliorer l'utilisation des capacités et la productivité grâce au perfectionnement des techniques de gestion ont été axés sur des sous-secteurs industriels⁴⁴. Les experts ont cherché à améliorer la production des usines dans trois sous-secteurs clefs : le textile, le cuir et les industries alimentaires. On pense que, grâce à l'aide fournie, l'industrie soudanaise du cuir sera intégrée et modernisée, ce qui ouvrira de plus larges perspectives d'exportation. Une approche intégrée a également été adoptée dans les secteurs de l'industrie textile et de l'industrie alimentaire. Une attention particulière a été accordée aux aliments en conserve et des liens étroits ont été établis avec le secteur agricole pour faire en sorte que les apports de matières premières soient suffisants; le résultat a été un accroissement sensible de la production et de l'utilisation des capacités.

144. Comme on l'a vu au paragraphe 136 ci-dessus, la Section de la création et de la gestion d'usines consacre une part importante de ses activités aux services de consultation en matière de gestion industrielle. L'ONUDI s'efforce sans relâche de mettre au point dans ce domaine des programmes répondant aux besoins. A l'aide fournie au niveau des secteurs ou des usines s'ajoute la mise en place de capacités locales en matière de consultation industrielle, activité qui a pris une importance majeure ces dernières années, en particulier dans les pays où l'infrastructure industrielle générale était encore médiocre. Une participation locale, par le biais des services de consultants nationaux, est indispensable pour l'évaluation ou la mise en œuvre des projets industriels, en particulier lorsque des apports étrangers sont prévus. Pendant l'année considérée, l'ONUDI a mené des activités dans ce domaine non seulement au niveau des pays mais aussi au niveau régional. La phase préliminaire d'un projet destiné à la région de l'Asie a été achevée en collaboration avec la CESAP et un certain nombre d'activités vont s'ensuivre. Le projet vise à encourager les institutions et organisations de consultants des divers pays de la région à conclure des accords de coopération. Un projet analogue est en préparation pour l'Afrique.

145. Grâce à des fonds provenant de sources diverses et aux services d'experts de l'ONUDI, un programme de grande envergure a été mis au point en 1983; il a pour objet de définir de nouveaux projets industriels et de développer les capacités industrielles existantes au Bénin. Ce programme a non seulement fourni des orientations utiles au gouvernement pour la planification du secteur industriel, mais a aussi permis de recenser des possibilités d'investissement et d'établir des propositions de projets qui ont été ensuite examinées lors d'une conférence destinée à obtenir le financement nécessaire. En même temps, on a

⁴⁴ID/B/300, chap. III, par. 138.

élaboré un programme de modernisation pour un certain nombre d'entreprises, déterminé les besoins en matière d'investissement et entrepris des activités permettant de mettre en œuvre le programme.

146. Un autre élément fondamental des activités de la Section a été l'utilisation des ordinateurs et la mise au point du logiciel. Les applications possibles de l'informatique dans les domaines de la gestion et de la formation dans les pays en développement sont considérables. Des démonstrations ont été faites à l'intention de représentants officiels de Maurice, du Mexique et du Pakistan. Grâce au micro-ordinateur dont elle est dotée, la Section a acquis le logiciel, la documentation et les compétences de base nécessaires pour l'utilisation de micro-ordinateurs.

147. Avec l'emploi de l'ordinateur, le coût du traitement des données diminuera progressivement. A l'heure actuelle, on met au point des programmes simples, mais efficaces, pour différentes applications : études de préinvestissement en vue de l'agrandissement d'usines, de la modernisation d'entreprises ou de la construction de nouvelles installations; planification et gestion de l'entretien dans les usines; équilibre à établir entre les différentes lignes de productions; modèles d'aide à la prise de décisions en matière de gestion; respect du calendrier prévu pour l'exécution des grands projets; comptabilité financière. Au cours de l'année, des projets relatifs à la gestion, comportant l'utilisation d'ordinateurs, ont été mis en œuvre en Egypte, au Guyana, en Iraq et dans la République arabe syrienne; d'autres projets de ce type devraient être lancés prochainement au Liban, au Mexique, au Pakistan, en Somalie et en Zambie.

148. L'idée qu'une coopération entre l'université et l'industrie est souhaitable gagne elle aussi du terrain. En Uruguay, la réalisation d'un projet de ce type est entrée dans sa phase finale et Maurice a exprimé son intérêt pour la question, ce qui a entraîné l'expansion d'un projet sur la gestion industrielle en cours d'exécution. Les représentants de l'industrie ont reconnu qu'il était nécessaire de promouvoir la consultation en matière de gestion dans les universités de Maurice, afin d'améliorer la gestion des entreprises et d'accroître leur productivité et leur rentabilité.

149. Le programme de gestion de l'énergie de la Section prend de l'ampleur. Un projet de grande envergure portant sur la formation à la gestion de l'énergie industrielle et sur la création d'un service de consultation dans ce domaine est en cours d'exécution aux Philippines, et des projets concernant l'énergie ont été proposés pour le Sénégal, Sri Lanka, la Thaïlande, la Turquie, le Viet Nam et l'Europe. Les activités relatives à la gestion de l'énergie et aux économies d'énergie se répartissent en trois grandes catégories : renforcement des capacités de gestion de l'énergie industrielle au niveau national; renforcement de ces capacités dans les entreprises ou les usines (dans des secteurs tels que la métallurgie, le ciment, le textile ou l'aluminium); formation de spécialistes locaux dans différents domaines de la gestion de l'énergie et des économies d'énergie.

150. A l'heure actuelle, le secteur du bâtiment et des travaux publics, dans tous les pays, cherche à mettre au point et à appliquer des techniques et des méthodes de gestion améliorées. Les projets dans ce secteur mobilisent des

compétences nombreuses et diverses, du stade de la conception à celui de la gestion et de l'exécution, en passant par l'établissement et l'approbation des contrats. On élabore actuellement un programme complet et détaillé en vue de renforcer les connaissances et compétences en matière de gestion du personnel des projets chargé de la gestion des contrats et de la gestion de l'exécution des travaux dans les pays en développement. Les principaux éléments du programme sont les suivants : analyse des facteurs de risque du projet et mise au point de méthodes spécifiques visant à maîtriser ces facteurs; définition et mise en œuvre de systèmes permettant de suivre les progrès accomplis; amélioration des procédures de gestion des contrats; conception et mise en place de systèmes d'informations de gestion facilitant la collecte, l'analyse et la communication des données. Un projet de grande envergure relatif à la gestion dans le secteur du bâtiment et des travaux publics est à l'étude en Inde, et d'autres pays, à savoir l'Algérie, la Hongrie, le Sénégal, le Soudan et Sri Lanka se sont également déclarés intéressés par ce type d'activité.

151. En raison de la sous-utilisation des capacités dans les grandes et moyennes entreprises, beaucoup de gouvernements et de sociétés privées doivent maintenant chercher des solutions pratiques et trouver des moyens plus efficaces d'éliminer les goulots d'étranglement dans la production. La nouveauté dans les projets actuellement proposés dans des pays aussi différents que le Bénin, l'Ethiopie ou le Kenya est qu'ils prévoient de faire participer toute l'équipe de gestion au processus de production. La plupart des gestionnaires de ces pays ont surtout des connaissances et des compétences en économie ou en comptabilité, et le concours fourni sur place par des consultants de l'ONUDI en vue d'améliorer la productivité permet à ceux qui n'avaient qu'une expérience limitée de la production d'acquérir plus de compétence dans ce domaine. De telles activités pourraient être utilement complétées par l'organisation régulière de séminaires sur la gestion de la production. Il a été proposé récemment que l'ONUDI exécute, dans ce domaine, des projets d'assistance technique qui seraient financés par la Banque mondiale, les banques régionales de développement et d'autres organismes multilatéraux ou bilatéraux.

152. L'une des causes principales de la médiocrité des résultats des entreprises industrielles et de la sous-utilisation des capacités dans les pays en développement est la dégradation du matériel imputable à l'absence de systèmes satisfaisants d'entretien. En conséquence, un rang de priorité élevé sera accordé en 1984 au renforcement des capacités de gestion des services d'entretien. On élabore actuellement un certain nombre de projets portant sur la mise au point de systèmes d'entretien efficaces dans les usines, la fourniture de services de consultants et la démonstration à des spécialistes locaux des notions et des principes à appliquer pour un entretien efficace. Des projets de grande envergure en Somalie et en Zambie mettent l'accent sur l'entretien préventif.

FORMATION

153. Les dépenses consacrées aux éléments bourses de perfectionnement et formation dans les projets de coopération technique exécutés par l'ONUDI en 1983 se sont élevées à 11,4 millions de dollars. Sur ce montant, 6,7 millions de

dollars sont allés aux bourses de perfectionnement et aux voyages d'étude, et 4,7 millions aux stages de formation en groupe et aux réunions⁴⁵.

154. Comme les années précédentes, les bourses de perfectionnement et les voyages d'étude ont continué à constituer un élément efficace des activités de coopération technique de l'ONUDI. Le nombre de stages de formation individuels commencés en 1983 a été inférieur de 2 % à celui de 1982 (1 220 contre 1 246), mais le nombre de places offertes par les pays hôtes (sans tenir compte des arrangements multiples à l'intérieur des divers pays hôtes) a augmenté de 5,9 % par rapport à 1982 (1 949 contre 1 841); 424 stagiaires, soit 21,8 %, ont été accueillis par des pays en développement, ce qui a contribué à renforcer la CTPD. Parmi les stagiaires, figuraient 177 (14,5 %) ressortissants des pays les moins avancés et 150 (12,3 %) femmes. Les voyages d'étude ont continué à intéresser des cadres supérieurs de l'industrie : le rapport entre le nombre des bourses de perfectionnement et celui des voyages d'étude était de 40 sur 60.

155. Dans l'année écoulée, 26 projets de formation étaient en cours de réalisation hors siège : 13 projets nouveaux et 13 projets commencés les années précédentes. Le nombre des projets en attente — c'est-à-dire pour lesquels des demandes ont été présentées et examinées mais dont le financement reste à assurer — a augmenté.

156. Sur les 28 stages de formation en entreprise et 46 autres stages collectifs, qui ont réuni au total 1 425 participants, dont 427 ressortissants des pays les moins avancés et 171 femmes, 48 ont été menés à bien par le Service de la formation au cours de l'année considérée. Sur ce total de 74 stages, 32 ont été organisés dans des pays en développement (contre 30 en 1982), ce qui représente plus de 43 % de l'ensemble des stages collectifs de formation mis sur pied par l'ONUDI. Des programmes spéciaux destinés à des participants des pays les moins avancés ont été organisés en coopération avec la Guinée-Bissau, les Philippines et la Turquie.

157. On a continué à accorder la priorité au programme des "centres d'excellence"⁴⁶. Ce programme, qui, en 1982, était axé sur les pays africains anglophones, a été étendu en 1983 à 7 pays africains francophones et 3 pays arabes. Au total il a été visité 39 institutions, dont 29 sont considérées comme ayant le potentiel approprié pour être incluses dans le programme. Sur ces 29 institutions, 20 ont demandé une assistance pour le renforcement de leurs moyens de formation. Aujourd'hui, quelque 50 pays et 175 institutions participent au programme. L'assistance fournie en 1983 au titre de ce programme a porté notamment sur les points suivants :

a) Renforcement de la capacité du Small Industries Extension Training Institute (Institut de formation pour la petite industrie), Inde, à offrir des

⁴⁵Sur l'ensemble des activités de coopération technique menées par l'ONUDI en 1983, des activités d'un coût s'élevant à 6,6 millions de dollars ont reçu un appui fonctionnel du Service de la formation. La répartition par région de ce coût, dont environ 21 % a été couvert au moyen de ressources du PNUD, était la suivante : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 22 %; Amériques, 2 %; Asie et Pacifique, 11 %; Etats arabes, 5 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 2 %); Europe, 7 %; projets interrégionaux et mondiaux, 56 %. Sur un total de 236 projets réalisés ou en cours de réalisation, 2 avaient une valeur supérieure à 1 million de dollars, 31 avaient une valeur supérieure à 150 000 dollars et 203 étaient d'un montant inférieur à cette somme.

⁴⁶ID/B/300, chap. III, par. 151.



Conception de chaussures et d'articles en cuir dans le cadre d'un projet pour le perfectionnement des services de vulgarisation de l'Institut de recherche-développement de l'industrie du cuir et des industries connexes, Jogjakarta (Indonésie)

programmes de formation pour des boursiers venant d'autres pays en développement. En 1983, il a été fourni des services d'experts et du matériel à l'Institut pour appuyer ses sections de la documentation et de l'audiovisuel;

b) Fourniture de services d'experts et de matériel de formation pour renforcer les activités de CTPD menées par l'Engineering Industrial Design Development Centre (Centre d'ingénierie et d'études techniques), Egypte, l'accent étant mis sur les services d'audiovisuel et la capacité du Centre à employer des équipes mobiles de formation;

c) Perfectionnement du Centre de formation dans le domaine des engrais, Turquie. Au total 13 membres du personnel ont suivi une formation à l'étranger — 7 seront des moniteurs et les 6 autres constitueront un groupe de base pour la mise au point de techniques et de procédés. Le Centre a déjà commencé à fournir des services à diverses sociétés turques productrices d'engrais; une fois entièrement opérationnel, il mettra ses moyens à la disposition d'autres pays en développement.

158. Autre importante tendance à noter en ce qui concerne ce programme : les pays en développement sont de plus en plus désireux d'y participer. Ainsi, le

Nigéria a confirmé qu'il affecterait 2 millions de dollars au renforcement du Centre de formation de son Institut de recherche sur le cuir; en Côte d'Ivoire, un grand projet⁴⁷ destiné à renforcer le Centre ivoirien de gestion des entreprises est en cours d'exécution au titre d'un accord de participation aux coûts.

159. Eu égard à la complexité des activités de formation et à la modicité des ressources disponibles, la priorité a été accordée en 1983 aux activités pouvant avoir un effet multiplicateur. On s'est particulièrement attaché à faire comprendre combien il importait de procéder de manière systématique pour élaborer des méthodes et techniques de formation, établir des programmes et mettre au point des matériels de formation. L'accent a été placé sur les programmes touchant la formation de moniteurs, les méthodes modulaires, etc. En coopération avec l'Institut pour la formation avancée de cadres et de spécialistes de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, on a ainsi conçu diverses méthodes, techniques et matériels, qui ont ensuite été mis à l'essai dans un stage de formation collective en entreprise sur la meunerie et le stockage des céréales. On s'inspire de cette formule pour d'autres stages de formation en groupe.

160. Les travaux ont été poursuivis en vue de l'établissement d'un répertoire des établissements de formation existant dans les pays en développement, à partir des informations fournies par les "centres d'excellence" ou divers services de l'Organisation⁴⁸. Les renseignements ainsi réunis seront présentés en 1985 dans la publication annuelle intitulée "Aperçu des moyens de formation pour le développement industriel". Bien que non exhaustif, le répertoire devrait pouvoir appuyer utilement les efforts des pays en développement visant à une meilleure coopération. La douzième édition (1984) de l'"Aperçu", qui a été diffusée à plus de 10 000 destinataires (bureaux du PNUD, gouvernements, entreprises industrielles, etc.), recense beaucoup plus de stages et établissements de formation que la précédente.

161. Au cours de l'année considérée, le Service de la formation a déployé des efforts particuliers et une importante activité au titre de son programme relatif à l'énergie. En association avec l'OUA, un stage régional de formation sur la gestion de l'énergie dans l'industrie, y compris les sources nouvelles et renouvelables d'énergie, a été organisé en Zambie, en janvier 1983, à l'intention de certains pays africains. De nouveaux stages de formation en groupe consacrés aux économies d'énergie dans la métallurgie et à la récupération de la chaleur dans les procédés industriels ont été mis sur pied au Royaume-Uni et en Australie, respectivement; il a de nouveau été organisé des stages de formation en groupe sur les économies d'énergie dans les industries de la céramique (Tchécoslovaquie) et du ciment (France)⁴⁹. Des efforts particuliers ont été faits afin d'introduire la notion de gestion et d'économie d'énergie dans d'autres programmes de formation en groupe tels que les stages de formation collective en entreprise sur la sidérurgie et le soudage électrique (URSS), l'exploitation des moteurs diesel (Tchécoslovaquie), la planification industrielle (République démocratique allemande), et trois stages de formation en groupe

⁴⁷*Ibid.*, par. 167

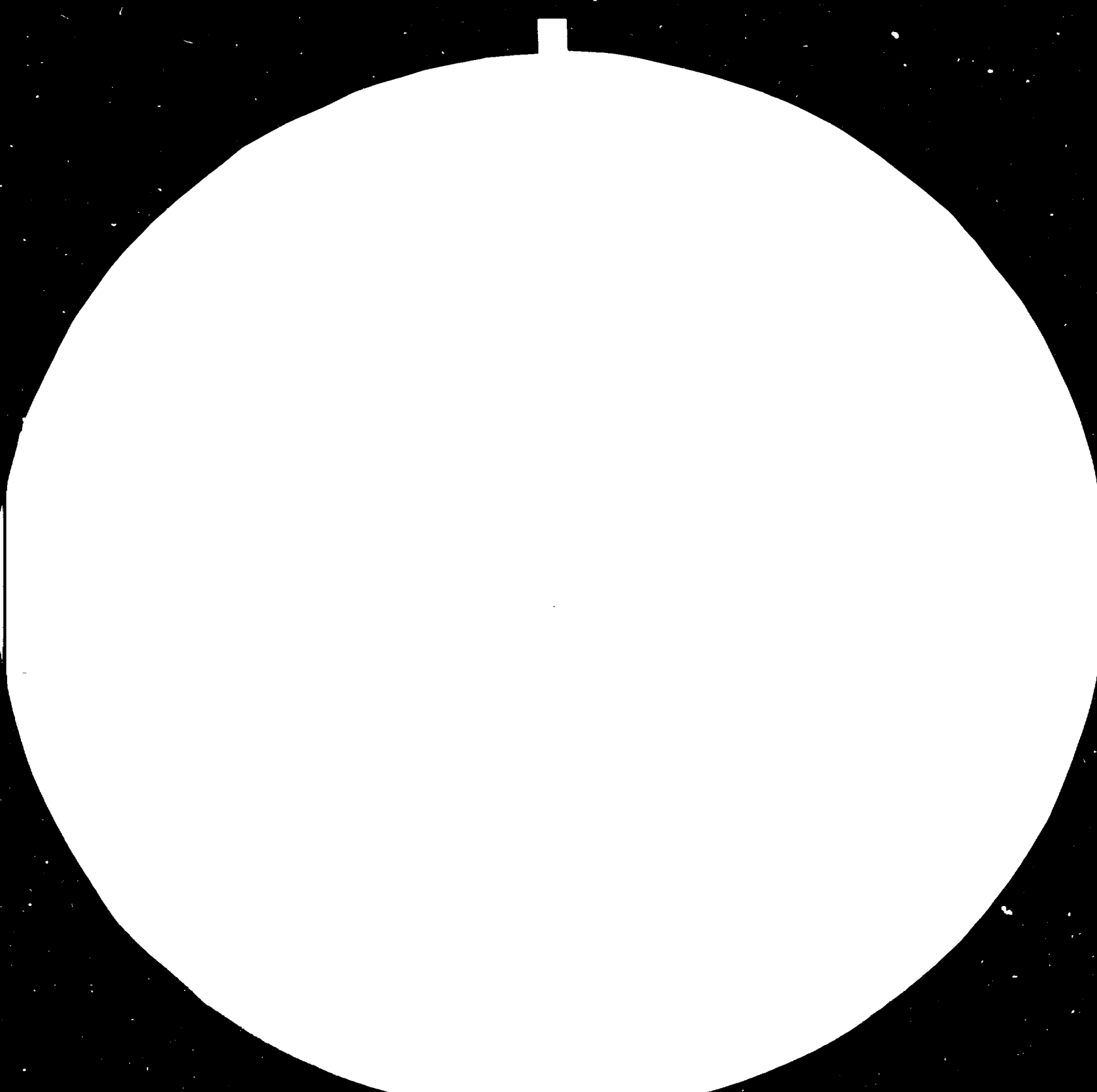
⁴⁸*Ibid.*, par. 153.

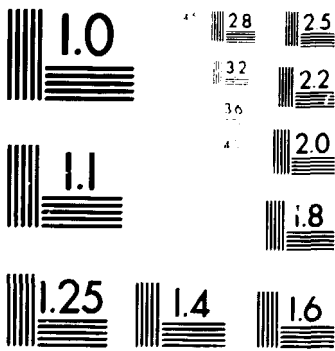
⁴⁹*Ibid.*, par. 156.



84.05.22

AD. 85.03





MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
 NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-
 STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010A
 ANSI and ISO TEST CHART No. 25

sur le ciment, la sidérurgie et le sucre (Turquie). A la suite des activités de formation qu'elle avait menées en Chine en 1980 et 1981, l'ONUDI — en coopération avec la CESAP et le Programme régional de mise en valeur de l'énergie du PNUD — a prêté son concours, en 1982, pour la création d'un centre régional de recherche, développement et formation dans le domaine des petites centrales hydroélectriques, à Hangzhou (Chine). En mai 1983, le comité directeur de la CESAP pour le Programme régional a officiellement approuvé l'établissement du Centre d'Hangzhou en tant qu'organisme de coordination pour le réseau régional de petites centrales hydroélectriques dans la région d'Asie et du Pacifique.

162. Dans la région d'Afrique, le Service de la formation a déployé des efforts soutenus afin de donner suite au Plan d'action de Lagos en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement de l'Afrique, en général, et à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, en particulier. Dans le cadre des programmes de formation collective en entreprise sur l'entretien et la réparation de matériel ferroviaire, en coopération avec l'Union des chemins de fer africains⁵⁰ et au titre de la Décennie des transports et des communications en Afrique, un stage de formation pour participants francophones a été tenu simultanément en Belgique, en Côte d'Ivoire et en Haute-Volta; destiné à accroître la qualification des techniciens des chemins de fer affectés à l'entretien et à la réparation de locomotives, wagons et voitures, ce stage a réuni 11 ressortissants de pays africains francophones, dont 5 venant des pays les moins avancés. Le Gouvernement du Royaume-Uni a accepté d'accueillir en 1984 un stage analogue pour les pays africains anglophones. De nouveaux progrès ont été réalisés dans la mise en œuvre d'un projet conjoint ONUDI/CEA visant à promouvoir la coopération entre pays africains relative à la formation de la main-d'œuvre industrielle⁵¹.

163. Des stages de formation collective en entreprise ont été organisés en Chine et en Tchécoslovaquie à l'intention de techniciens de pays en développement, dont plusieurs pays africains. Leur objet était de donner à des techniciens occupant des postes de responsabilité au niveau de la gestion des connaissances théoriques et pratiques sur l'exploitation, l'entretien et la réparation de moteurs diesel, l'accent étant mis sur les aspects techniques, économiques et administratifs, et — à un moindre degré — sur la conception et la fabrication, notamment d'éléments et de pièces de rechange.

164. La formation organisée en Belgique sur la réparation et l'entretien de navires et embarcations (remorqueurs, bateaux de pêche, etc.) s'est avérée particulièrement intéressante pour les pays d'Afrique, dont un certain nombre tirent leur approvisionnement alimentaire de la pêche. Au Soudan a été élaboré un grand projet portant sur la création d'un institut de formation et développement pour l'industrie du sucre, dont le financement pourrait être assuré par la Banque mondiale. Un stage pilote de formation en groupe a été organisé en Autriche pour la Zimbabwe Iron and Steel Company grâce à une contribution du Gouvernement autrichien.

165. Parmi les projets mis sur pied en faveur des pays les moins avancés figure un troisième stage de formation collective en entreprise portant sur les plantes

⁵⁰*Ibid.*, par. 159.

⁵¹*Ibid.*, par. 169.

médicinales, qui a eu lieu en 1983 en Roumanie. Il était consacré à la mise en valeur et à la transformation des plantes médicinales existant dans les pays en développement et à la possibilité d'utiliser ces plantes pour fabriquer des médicaments à l'échelle industrielle moyennant un coût modéré. Les pays intéressés comprenaient la Haute-Volta, le Népal, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda.

166. Un stage de formation en groupe sur l'emballage et le conditionnement a été organisé à Milan (Italie) en mai et juin 1983, en coopération avec l'Institut italien de l'emballage. Axé sur les aspects pratiques des techniques d'emballage et de conditionnement, ce stage a réuni 25 responsables et spécialistes venus de pays africains francophones.

167. Eu égard au rôle joué par les institutions de financement du développement en tant que bailleur de fonds et catalyseur pour les efforts d'industrialisation des pays en développement, l'ONUDI a prêté son concours à l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), en coopération avec l'Institut de développement économique (IDE) de la Banque mondiale, pour recenser les besoins et moyens de formation de certaines institutions anglophones et francophones de financement du développement. Les résultats de ces travaux ont servi à élaborer un programme quinquennal de formation 1984-1989 pour les institutions membres de l'AIAFD. Deux études de cas type relatives à des entreprises fabriquant des billettes d'acier et des textiles, établies en coopération avec l'IDE et destinées à servir de matériel didactique, sont presque achevées; l'une d'elles présente un exemple de réussite, l'autre un exemple d'échec.

168. Dans le domaine de la protection de l'environnement, le Service de la formation a organisé en 1983, en coopération avec le Gouvernement belge, un stage de formation en groupe consacré à l'évaluation du point de vue de l'environnement et aux aspects touchant la gestion en ce qui concerne la pollution atmosphérique et la pollution de l'eau par l'industrie, et plus particulièrement cette dernière. Le Gouvernement belge a accepté d'accueillir et de financer ce stage pendant les cinq années suivantes. Un stage régional de formation en groupe sur les systèmes informatisés d'entretien dans la métallurgie avait été organisé en 1982 pour les pays en développement d'Afrique; en 1983, la Tchécoslovaquie a accueilli un deuxième stage de ce type, organisé au niveau interrégional et destiné aux pays d'Asie et aux pays arabes.

169. Au cours de l'année considérée, un nombre croissant de femmes ont participé aux activités de formation de l'ONUDI, conformément au mandat donné à l'Organisation en vue de la mobilisation et de l'intégration effectives des femmes aux fins du développement industriel, et il a été présenté de plus en plus de candidatures féminines aux bourses de perfectionnement, voyages d'étude et stages de formation en groupe.

170. Une série de stages de formation en groupe a été consacrée à la gestion des entreprises publiques, afin d'appuyer le secteur public dans les pays en développement. Un séminaire sur la formation de moniteurs en gestion d'entreprises publiques dans les pays africains francophones s'est tenu en Tunisie. Devant le problème qu'entraîne pour ces pays et leurs institutions de formation l'application de méthodes et techniques conçues dans les pays

industrialisés et à leur intention, les participants ont recommandé la création d'un institut africain de la gestion pour la formation de moniteurs. Un deuxième stage sur les entreprises publiques a été organisé à Bogota (Colombie) pour la région d'Amérique latine sous les auspices conjoints de l'ONUDI et du Centre latino-américain pour l'administration du développement, et avec la coopération du Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement. La méthode définie à cette occasion sera également appliquée à d'autres stages. Les pays en développement étant nombreux à manifester de l'intérêt pour ce type d'activités, l'Union des Républiques socialistes soviétiques a accepté d'accueillir et de financer en 1984 un stage interrégional de formation en groupe relatif à l'organisation de la mise en valeur des ressources humaines pour l'industrie.

171. Tout en bénéficiant des possibilités inhérentes au programme des "centres d'excellence", la coopération entre pays en développement dans le domaine de la formation a, comme dans le passé, été encouragée par les activités de formation en groupe qui, en raison de leur nature même, stimulent l'échange de données d'expérience et d'informations sur les besoins et les ressources des différents secteurs industriels. Un stage de formation en groupe sur la création et la supervision de petites entreprises, récemment organisé au Canada, a spécifiquement encouragé l'établissement d'un réseau destiné à faciliter l'échange ultérieur d'informations et de données d'expérience entre les participants. Cette formule sera étendue à d'autres stages de formation.

172. Dans plusieurs cas, des pays en développement ont financé des activités de formation mises sur pied par le Service au titre d'accords de CTPD: tel a été le cas pour l'Egypte, les Philippines et la Turquie. En application d'un mémorandum d'accord avec les Philippines, il a été organisé deux stages de formation à l'intention d'autres pays en développement — l'un sur les services consultatifs pour les petites entreprises, l'autre sur l'étude, l'élaboration et l'évaluation des projets.

173. Dans le cadre de ses activités consultatives, le Service de la formation a également été appelé à conseiller en matière de programmes et politiques des responsables gouvernementaux chargés du perfectionnement de la main-d'œuvre. Ce type de travaux a souvent exigé des consultations étroites avec les Missions permanentes auprès de l'ONUDI.

174. Les activités ont, certes, été élargies, mais le programme de l'ONUDI dans le domaine de la formation n'en a pas moins pâti des contraintes financières que connaît le PNUD. Les projets de formation hors siège — par nature à long terme et de grande envergure — ont été les plus touchés. Bien des projets prévus ont dû être retardés, reportés ou carrément supprimés. Les gouvernements aussi bien que le PNUD se sont montrés peu disposés à appuyer des activités préparatoires à des projets nouveaux dont l'exécution restait incertaine.

ETUDES DE FAISABILITE

175. En 1983, les dépenses de coopération technique au titre des études de faisabilité se sont élevées à 4,5 millions de dollars. Environ 82 % des activités ont été financées au moyen des ressources du PNUD.

176. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 36 %; Amériques, 6 %; Asie et Pacifique, 28 %; Etats arabes, 27 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 26 %); Europe, —; projets interrégionaux et mondiaux, 4 %.

177. Au total, 65 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 7 avaient une valeur supérieure à 1 million de dollars, 22 une valeur dépassant 150 000 dollars et 36 une valeur inférieure à ce montant.

178. En 1983, les activités de la Section des études de réalisation, qui joue un rôle central pour toutes les études de préinvestissement de l'ONUDI, ont continué à être axées sur l'exécution d'études d'opportunité, de pré faisabilité et de faisabilité, la mise sur pied d'organismes nationaux capables de mener des activités de préinvestissement et l'organisation de séminaires sur l'élaboration, l'évaluation et le financement des projets industriels, destinés aux cadres nationaux des pays en développement. Plus que par le passé, la Section a ainsi participé aux activités de préinvestissement de l'ONUDI.

179. Dans un effort tendant à élaborer des projets acceptables par les institutions financières, des efforts ont été faits au sein de la Division des opérations industrielles pour améliorer la qualité des études de faisabilité et faire en sorte que celles-ci soient établies conformément aux critères techniques, commerciaux, financiers et économiques énoncés dans le *Manuel pour la préparation des études de faisabilité industrielles*⁵². Les bureaux d'études à vocation internationale deviennent de plus en plus nombreux à adopter les méthodes d'élaboration des projets mises au point par l'ONUDI. L'étude de faisabilité concernant l'usine de bouteilles et de verres (capacité 10 000 tonnes), qui a démarré en 1983 au Burundi⁵³, donne la mesure des soins à apporter à la mise au point méthodique d'un projet. Dû à une initiative de l'ONUDI, ce projet a été réalisé sous la forme d'une coentreprise internationale. En déployant des efforts constants pour généraliser l'emploi de son *Manuel*⁵⁴, l'ONUDI a largement réussi à convaincre les pays de la nécessité d'uniformiser ces études.

180. Le modèle d'ordinateur pour l'analyse et l'évaluation des études de faisabilité (COMFAR)⁵⁵ procède d'une autre initiative que l'ONUDI a prise pour stimuler l'élaboration de projets à partir de données commerciales, technologiques, financières et économiques valables d'investissement acceptables par les banques. Le COMFAR facilite les nombreux calculs nécessaires pour une étude de faisabilité industrielle et surtout les analyses de sensibilité détaillées. Le COMFAR fournit aux services chargés d'analyser les projets des tableaux sur l'investissement (initial et courant), les ventes, les programmes de production, les coûts de production, la marge brute d'autofinancement (nécessaire pour la planification financière et l'actualisation), les bénéfices nets, les bilans prévisionnels, le taux de rendement interne et d'autres ratios financiers.

⁵²ID/206.

⁵³ID/B/300, chap. III, par. 38.

⁵⁴*Ibid.*, par. 178.

⁵⁵*Ibid.*, par. 9 et 177.

181. En 1983, on a mis en place les premiers systèmes COMFAR dans les pays en développement et continué à développer le modèle afin de permettre son application sur différents systèmes de matériel. En adaptant le logiciel mis au point par l'ONUDI à l'emploi sur différents ordinateurs, on accroîtra considérablement le nombre de ses utilisateurs. Les participants à des réunions d'information tenues à Buenos Aires, à New York, à Vienne et à Varsovie ont montré beaucoup d'intérêt pour le COMFAR, qui a été bien accueilli par la presse; l'ONUDI a été en outre invitée à présenter le modèle à Stockholm et à Tokyo. Un certain nombre d'organismes des Nations Unies ont marqué leur intérêt pour le COMFAR que le PNUD envisage d'installer à son siège à New York et dans certains de ses bureaux extérieurs.

182. A la réunion tenue en octobre 1983, le Comité consultatif du Comité administratif de coordination pour les questions de fond (activités opérationnelles) a recommandé que la question de l'adoption éventuelle du COMFAR à l'échelle du système des Nations Unies soit examinée à sa prochaine session en mars 1984. A la suite des séances de démonstration du COMFAR tenues au siège de l'ONUDI, des demandes relatives à la mise en place du système ont été reçues des pays suivants : Chine, Cuba, Egypte, Ethiopie, Guyana, Indonésie, Thaïlande et Venezuela. Le COMFAR fonctionne dès à présent en Turquie, à la Banque d'investissement d'Etat, et, vers la fin de 1983, sa mise en place a commencé au Congo, en Ethiopie, à Madagascar et en Zambie. Le modèle d'ordinateur a été également utilisé au siège de l'ONUDI par des tiers tels que le Gouvernement autrichien pour l'analyse d'études de faisabilité concernant des projets en Arabie saoudite, en Haïti, en Indonésie, au Kenya, au Nigéria, en Sierra Leone et en Zambie, ainsi que pour l'établissement de monographies destinées aux activités de formation.

183. Un conseiller pour les activités de préinvestissement, qui a été affecté à la Section des études de réalisation en juillet 1983, formulera surtout à l'intention des pays les moins avancés des avis sur le choix des projets et leur mise au point jusqu'au stade de l'investissement. Il conseillera par ailleurs les pouvoirs publics quant à la création de groupes consultatifs industriels chargés de renforcer les dispositifs d'élaboration des projets ainsi qu'à l'organisation de séminaires sur l'élaboration et l'évaluation des projets. Il examinera aussi les avantages du recours éventuel au système COMFAR pour les travaux d'élaboration et d'évaluation des projets.

184. La demande d'études de préinvestissement dans le domaine de l'approvisionnement énergétique n'a cessé de croître. A la demande du Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, une étude de faisabilité concernant la fabrication de matériel solaire a été exécutée au Mali. L'objectif à long terme de ce projet est de réduire la dépendance énergétique du Mali en stimulant l'exploitation de sources d'énergie renouvelables et surtout de l'énergie solaire.

185. Au Zaïre, l'ONUDI a aidé la zone franche d'Inga à déterminer les industries qui pourraient être installées aux abords de la centrale hydroélectrique d'Inga pour tirer parti de la puissance électrique disponible. On a réalisé un certain nombre d'études d'opportunité concernant des industries à forte intensité énergétique telles que le cuivre, le carbure de calcium, le silicone et l'ammoniac.

186. Dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement, l'ONUDI a lancé deux projets de grande ampleur en Birmanie pour fournir aux autorités nationales les données techniques et économiques dont ce pays a besoin pour attirer les investissements nécessaires à la création d'installations industrielles fabriquant du matériel pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le Gouvernement birman tient en particulier à ce que les projets retenus fassent l'objet d'études de faisabilité approfondies et recherche une assistance pour l'exécution des produits.

187. En Thaïlande, un nouveau projet pilote pour la sélection, l'élaboration et la promotion des projets est devenu opérationnel; il vise à décentraliser l'industrie, qui est actuellement fortement concentrée dans la région de Bangkok, en créant et en développant des industries nouvelles dans la partie la moins industrialisée du pays, la région du Nord-Est. On a fait des progrès remarquables et instauré de multiples contacts avec les promoteurs potentiels locaux pour les mettre en rapport avec des investisseurs étrangers et des institutions financières nationales. Au cours des six premiers mois, plus de 13 projets industriels ont été étudiés en vue de leur mise en œuvre.

188. En Indonésie, un projet de grande ampleur portant sur la sélection et l'exécution des projets et l'élaboration d'études de faisabilité n'a rien perdu de son dynamisme⁵⁶ en 1983. A Djakarta, Medan, Ujung Padang et Samarinda, plus de 80 projets d'investissement intéressant pour la plupart les agro-industries et la construction mécanique en sont à un stade d'élaboration plus ou moins avancé. Encouragé par les succès enregistrés jusqu'à présent, le Gouvernement indonésien a décidé d'inclure Pandang et Manado parmi les villes intéressées par le projet et d'étoffer celui-ci en mobilisant du personnel national travaillant dans la région.

189. La Commission mixte de coopération économique Niger-Nigéria a continué à bénéficier de l'assistance de l'ONUDI tout au long de l'année⁵⁷. A la fin de 1983, des études de pré-faisabilité concernant la production de matériel solaire, de verre d'emballage, de moulins de village et de prototypes de moulins à mil et à sorgho avaient été achevées. L'ONUDI recherche actuellement une source de financement pour la réalisation de ces projets.

190. L'assistance que l'ONUDI avait fournie en 1981 au Bureau pour la promotion des investissements du Pakistan⁵⁸ avait abouti à l'élaboration de 22 études de marché et d'études de pré-faisabilité. Dans le courant de 1983, 4 de ces projets ont fait l'objet de négociations en vue de la création de coentreprises associant des chefs d'entreprise pakistanais à des bailleurs de fonds des pays arabes.

191. Comme par le passé, les principaux projets d'assistance technique en faveur des pays en développement les moins avancés étaient axés sur le renforcement de groupes consultatifs industriels comme le Centre d'études et de promotion industrielles au Mali et l'Office pour l'étude des projets de développement en Ethiopie, qui avaient été créés avec l'aide de l'ONUDI. Dans

⁵⁶ *Ibid.*, par. 69.

⁵⁷ *Ibid.*, par. 42.

⁵⁸ ID/B/280, chap. V, par. 88.

le cadre de ces projets. L'ONUDI a participé à des études de pré faisabilité et de faisabilité. Au Mali, des études concernant de nouvelles entreprises du secteur textile et la production de sel à partir de l'eau des sources saumâtres ont été élaborées.

192. Bien qu'il soit généralement admis que la capacité d'un pays à augmenter le taux d'investissement dans l'industrie dépend de son aptitude à concevoir et à promouvoir des propositions de projets viables, de nombreux pays en développement ne peuvent pas affecter à cette tâche un nombre suffisant d'agents qualifiés. En 1983, l'ONUDI a donc contribué à l'expansion d'un programme destiné à rendre le personnel local mieux à même à utiliser les méthodes et techniques élaborées de sélection, de formulation et d'évaluation des projets industriels. Cinq des 11 séminaires tenus en 1983 (en Angola, au Congo, au Mali, au Mozambique et au Nigéria) étaient des réunions nationales organisées à l'intention du personnel des organismes d'Etat chargés d'élaborer et d'évaluer des projets d'investissement industriel, et répondant aux besoins de ce personnel. En revanche, le séminaire qui s'est déroulé à la Banque de développement islamique à Djedda (Arabie saoudite) était spécialement conçu en fonction des exigences des établissements bancaires. L'accent était mis sur l'analyse financière des projets industriels, les techniques de financement et la promotion des projets, la négociation des contrats, etc. Un séminaire interrégional, financé par le Gouvernement polonais et l'ONUDI, qui s'est tenu à Varsovie, a réuni 27 participants dont la moitié venait des pays les moins avancés d'Afrique. En Guinée, un stage de six semaines destiné principalement aux fonctionnaires du Ministère des petites et moyennes entreprises a été organisé au titre d'un contrat de sous-traitance pour le compte de l'Association internationale de développement.

193. Pour tous ces séminaires, l'ONUDI a fourni une équipe de spécialistes de l'analyse des projets d'investissement industriel et recruté des consultants locaux, les fonctionnaires de l'Organisation étant chargés de faire des cours. Les méthodes pédagogiques traditionnelles ont été complétées par des moyens audiovisuels modernes et l'étude de cas concrets. La formation était axée sur les aspects pratiques du cycle du projet, de l'identification d'une possibilité d'investissement jusqu'à l'exécution du projet.

194. Agissant en coopération avec le Service des études par région et par pays de la Division des études industrielles, la Section des études de réalisation a examiné, à Madagascar, la structure du secteur industriel au niveau macro-économique et au niveau des unités de production. Le gouvernement s'est déclaré satisfait de l'analyse approfondie qui avait permis de cerner des relations intersectorielles et a réservé un accueil particulièrement favorable aux propositions et recommandations concrètes qui avaient été formulées, et dont quelques unes ont déjà reçu un début d'application. Certaines des recommandations ont aussi servi à des négociations menées au sein du groupe consultatif de la Banque mondiale pour Madagascar, qui s'est réuni à Paris en avril 1983.

195. Les ressources mises à la disposition du PNUD ayant été considérablement réduites, l'ONUDI a poursuivi, au cours de l'année considérée, l'effort tendant à mobiliser des fonds auprès d'autres sources de financement. Un accord portant constitution d'un fonds d'affectation spéciale a été conclu avec

la Banque industrielle des Emirats arabes unis dans le principal but d'aider ladite banque à renforcer les services chargés des analyses économiques et de la sélection et de la promotion de projets d'investissement viables. L'assistance porte sur l'examen préalable et l'évaluation des études de pré faisabilité, l'élaboration de directives pour la sélection de consultants qualifiés et la promotion de la coopération régionale entre les Etats membres du Conseil de coopération du Golfe arabe. Au titre de l'accord-cadre concernant la coopération avec le Programme pour le commerce et le développement, conclu par l'ONUDI et les Etats-Unis d'Amérique, ledit programme a financé une étude de faisabilité en vue de la modernisation et de l'expansion de la conserverie de Mwinilunga en Zambie. Par une contribution spéciale, la République fédérale d'Allemagne a financé une étude de faisabilité concernant la modernisation et l'expansion du Sierra Leone National Workshop (atelier pour le travail des métaux appartenant à l'Etat) à Freetown.

AGRO-INDUSTRIES

196. En 1983, les dépenses de coopération technique pour les agro-industries se sont élevées à 10,9 millions de dollars. Le financement de cette coopération a été assuré, à raison de 70 % environ, par le PNUD.

197. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 25 %; Amériques, 20 %; Etats arabes, 3 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 1 %); Asie et Pacifique, 50 %; Europe, 1 %; projets interrégionaux et mondiaux, 3 %.

198. Au total, 183 projets ont été achevés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 16 d'une valeur de plus de 1 million de dollars, 61 d'une valeur de plus de 150 000 dollars, et 106 d'une valeur inférieure à ce montant.

199. Les activités menées dans le domaine des agro-industries ont été axées sur l'amélioration de la production industrielle et ont continué à porter sur de nombreuses branches de l'industrie légère : textiles et habillement, industrie alimentaire, bois et produits du bois, cuir et articles en cuir, articles en caoutchouc, emballages et conditionnement. Outre leur contribution au développement industriel global, ces industries jouent un rôle important dans la satisfaction des besoins essentiels de la population.

200. L'assistance technique aux industries du bois et des produits du bois est restée axée sur des projets d'envergure relativement modeste, mais pouvant avoir d'importantes répercussions, et concernant l'utilisation du bois dans la construction et à d'autres fins. Un soutien technique a été également fourni pour la préparation de documents de base destinés à la première Consultation sur les industries du bois et des produits du bois qui a eu lieu à Helsinki (Finlande), du 19 au 23 septembre 1983. En coopération avec la CEA et la FAO⁵⁹, l'ONUDI a continué à fournir une assistance aux pays d'Afrique dans le cadre du Groupe consultatif pour les industries sylvicoles en Afrique. Des services ou sections de l'ONUDI autres que le service des agro-industries ont

⁵⁹ ID/B/300, chap. III, par. 188.

également contribué aux activités dans ce secteur. En Amérique latine, l'intérêt manifesté pour le procédé mis au point par l'ONUDI pour la construction de ponts modulaires préfabriqués en bois⁶⁰ a débouché sur la mise en œuvre de nouveaux projets en Bolivie, à la Dominique et en Equateur, et sur le remaniement complet d'un manuel sur la construction de ponts. Des projets réalisés en Asie et dans le Pacifique ont permis d'atteindre le stade industriel pour ce qui concerne l'utilisation des bois de cocotier et d'hévéa dans la construction, et l'on a poursuivi des études sur les techniques de construction en bois utilisables dans les pays en développement⁶¹.

201. Cette année encore, des stages techniques spécialisés financés par des contributions spéciales ont été organisés en Australie (Journées d'étude sur la technologie du bois), en Finlande (Séminaire sur l'industrie du meuble et de la menuiserie) et en Yougoslavie (Journées d'étude sur l'évaluation technique des industries mécaniques du bois du secteur public). Ces stages ont connu un très grand succès puisqu'il y a eu environ trois fois plus de candidats proposés que de places disponibles. Le matériel pédagogique utilisé pour les stages a été reproduit pour diffusion générale. De nouveaux manuels consacrés à l'analyse de valeur et à la gestion de la production ont été publiés et un manuel précédent, consacré à l'automatisation à faible coût, a été remanié.

202. La pénurie de fonds en provenance du PNUD a entraîné l'annulation d'un grand projet sur l'utilisation de la bagasse à Cuba; au Bangladesh, dans la République démocratique populaire lao et au Rwanda, la mise en œuvre de projets a été différée en raison de retards dans l'acceptation des candidats.

203. Dans le sous-secteur des textiles, 10 grands projets financés par le PNUD étaient opérationnels en 1983 dans 7 pays. Trois d'entre eux avaient pour objet l'apport d'une assistance directe à l'industrie textile, les autres portaient sur la création ou le renforcement d'institutions destinées à fournir des services à cette industrie, conformément à la tendance à l'assistance indirecte qui est apparue ces dernières années.

204. On a entrepris en 1983, en coopération avec l'Institut international du coton, un projet d'aide à l'industrie cotonnière des pays en développement portant sur l'utilisation d'ordinateurs pour prévoir les caractéristiques des articles de bonneterie en coton. Le système informatique simplifié sera présenté aux organisations intéressées de pays en développement au cours d'un séminaire qui se tiendra au Royaume-Uni; des journées d'étude régionales seront ensuite organisées au Mexique et en Inde pour le faire connaître aux industries de ces pays par l'intermédiaire des institutions locales existantes. Des fonctionnaires du siège se sont rendus au Brésil pour évaluer les dommages subis par l'industrie textile à la suite des inondations et pour déterminer les moyens par lesquels l'ONUDI pourrait apporter une assistance à cette industrie. L'ONUDI a en outre participé à une mission de la Banque mondiale en Chine pour étudier les rapports d'évaluation portant sur des demandes de prêts destinés à financer des investissements dans les usines textiles.

205. En 1983, en dépit des nombreuses crises qui ont touché tous les programmes de développement industriel, les activités consacrées aux industries alimentaires ont atteint un volume record. La pénurie de devises et la limitation

⁶⁰ *Ibid.*, par. 187.

⁶¹ *Ibid.*

des importations alimentaires qu'elle a entraînée ont stimulé l'intérêt des gouvernements pour les programmes de traitement des denrées alimentaires qui permettraient de mieux utiliser les ressources disponibles et de réduire les pertes à la production et les coûts. On a donné la priorité au perfectionnement des techniques et à des programmes visant à la rénovation, à l'expansion et à la modernisation des industries agro-alimentaires existants en Angola, au Guatemala, au Mexique et au Mozambique. Un projet portant sur la mise au point d'une technique de fabrication d'une farine composite qui servira à la production de pain et d'autres produits alimentaires est actuellement mis en œuvre avec succès dans les pays de la Communauté économique de l'Afrique occidentale; ce projet est basé sur l'utilisation systématique de céréales et de tubercules d'origine locale, remplaçant les céréales importées.

206. Un projet régional d'assistance ayant trait au développement agro-industriel intégré et destiné aux pays du Groupe andin et à d'autres pays latino-américains a permis de faire l'inventaire des possibilités de coentreprises⁶². L'introduction de techniques simples et les conseils d'experts donnés à une sucrerie en République dominicaine ont permis d'augmenter la production de 10 %. Au cours d'une autre mission à court terme, des conseils ont été donnés sur les possibilités de rénover l'industrie sucrière en Angola. Deux projets en cours en Chine et en Egypte ont pour objet la création de centres de recherche-développement qui permettront d'améliorer le rendement et la qualité du sucre et de réduire les dépenses énergétiques exigées par sa production.

207. Au Viet Nam, l'exécution du projet de fabrication de levure de boulanger⁶³ s'est poursuivie et la conception de l'unité de production a été améliorée. Après une évaluation des installations existantes, l'étude technique sera faite sous la direction d'experts de l'ONUDI, en tenant compte des conditions locales ainsi que des matières premières, du matériel et des moyens de production qui pourront être fournis par les entrepreneurs locaux.

208. En ce qui concerne le traitement de la graine de ricin, l'ONUDI, grâce à des ressources provenant du FNUDI, a effectué des recherches sur les produits et les procédés en vue de la mise au point et de l'application d'une technique économique susceptible de résoudre les problèmes de la toxicité et celui des allergènes, qui entravent le développement de cette industrie. La production de tourteaux d'huile de ricin non toxique permettra d'utiliser ces produits comme aliments protéiques pour les animaux, et de supprimer leurs inconvénients pour la santé humaine grâce à l'élimination des composants allergènes. Des recherches sur les produits et les procédés ont aussi permis d'aboutir à la conception d'une usine intégrée pour le traitement du manioc. On améliore les méthodes de production en vue d'utiliser le manioc sec comme matière première industrielle, au lieu des racines fraîches qui sont plus périssables. Une plus grande souplesse dans la production permettra de produire toute une gamme de produits à base de manioc là où il existe un marché pour ces produits⁶⁴. Les travaux préparatoires à la création d'une installation d'extraction de l'huile de son de riz au Bangladesh sont terminés. Ces travaux étaient financés par des contributions spéciales versées au FNUDI. Les travaux de construction et d'installation doivent commencer au début de 1984.

⁶²ID/B/280, chap. V, par. 198.

⁶³ID/B/300, chap. III, par. 196.

⁶⁴*Ibid.*, par. 194.

209. On a poursuivi les travaux entrepris dans le cadre de grands projets concernant les industries du cuir, des articles en cuir et des articles en caoutchouc au Brésil, en Chine, en Ethiopie, au Kenya, au Pakistan, aux Philippines, à Sri Lanka et en République-Unie de Tanzanie⁶⁵. Plusieurs de ces projets ont été achevés au cours de cette année et des négociations sont en cours pour définir les domaines dans lesquels il faudrait entreprendre des activités complémentaires. L'installation d'un laboratoire de contrôle de qualité en Chine s'est avérée un grand succès et la préparation d'un autre grand projet complémentaire, à savoir la création d'un centre des techniques du cuir à Shanghai, est déjà très avancée.

210. Au Costa Rica, un grand projet entrepris au titre d'un arrangement relatif aux fonds d'affectation spéciale permet de fournir une assistance au Centre des techniques du cuir. Plusieurs petits projets financés par le programme des SIS, le programme ordinaire et le FNUDI ont été ou seront exécutés : étude des méthodes de production et de gestion dans l'industrie de la chaussure en République-Unie de Tanzanie, assistance à l'Egypte pour l'implantation dans d'autres sites des tanneries du Caire et d'Alexandrie, assistance à l'Institut de recherche-développement du cuir et des industries connexes en Indonésie, assistance à une installation de traitement des effluents de tanneries en Jamahiriya arabe libyenne, assistance au développement de l'industrie du cuir au Paraguay, installation de machines dans la tannerie nationale du Yémen démocratique et services de consultants pour l'industrie du cuir au Soudan et en République arabe syrienne. On a continué de fournir une assistance à l'industrie des articles en caoutchouc de la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le cadre d'un projet commun FAO/ONUDI.

211. Un appui technique a été fourni à des réunions non officielles d'experts du cuir et à la septième session du Groupe des industries du cuir et des articles en cuir de l'ONUDI, pour la préparation de la troisième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir qui se tiendra à Innsbruck (Autriche) en avril 1984.

212. Des projets d'assistance technique ayant trait à l'établissement ou au renforcement de centres de recherche-développement sur l'emballage dans un certain nombre de pays en développement ont été entrepris ou poursuivis en 1983; les principaux apports aux projets ont été les services d'experts, la formation et la livraison de matériel de laboratoire pour le contrôle de la qualité.

213. Un séminaire régional sur l'industrie de l'emballage, particulièrement axé sur le secteur des agro-industries, a eu lieu à Cuba et des experts internationaux y ont participé. Une étude sur l'emballage des produits alimentaires a été effectuée au Brésil⁶⁶ dans le cadre d'un grand projet financé par le PNUD et la Banque interaméricaine de développement. Les résultats de cette étude serviront à la fois au gouvernement et aux industries privées pour planifier le développement de l'industrie de l'emballage à court et à moyen terme, en fonction des besoins.

⁶⁵ *Ibid.*, par. 197.

⁶⁶ *Ibid.*, par. 198.

INDUSTRIES METALLURGIQUES

214. En 1983, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries métallurgiques se sont élevées à 5,7 millions de dollars. Environ 70 % de ces dépenses ont été financés par les ressources du PNUD.

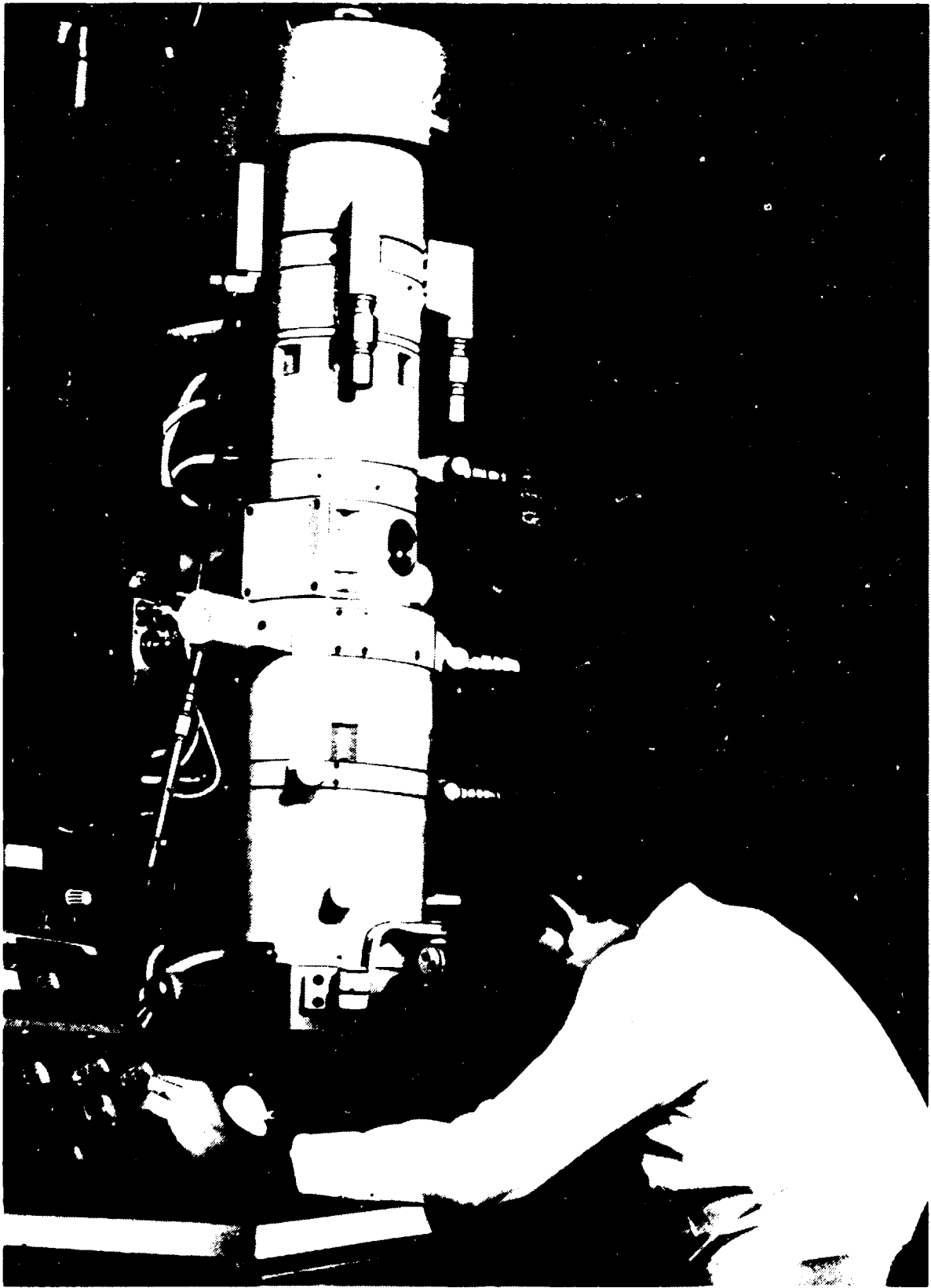
215. La répartition des dépenses par région s'établit comme suit : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 40 %; Amériques, 15 %; Asie et Pacifique, 26 %; Etats arabes, 18 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 8 %); Europe, 9 %; projets interrégionaux et mondiaux, 2 %.

216. Au total, 127 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 11 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 49 d'une valeur dépassant 150 000 dollars et 67 d'une valeur inférieure à ce montant.

217. Conformément à ses attributions, la Section des industries métallurgiques a axé son programme de coopération technique sur la mise au point, le transfert, l'application et l'adaptation dans les pays en développement des techniques de la métallurgie extractive et physique intéressant les branches d'activité suivantes : métaux non ferreux légers (aluminium, titane); métaux non ferreux lourds (cuivre, plomb, zinc et métaux rares); industrie sidérurgique; et fonderies de métaux ferreux et non ferreux et procédés de transformation des métaux (laminage, forgeage, extrusion, traitement thermique, soudure). Des transferts efficaces de savoir-faire et de techniques métallurgiques ont été réalisés grâce à la création et au renforcement de services et d'institutions spécialisés dans ce domaine.

218. Au cours de l'année considérée, l'assistance technique fournie a consisté surtout en connaissances spécialisées pour l'exploitation rationnelle des usines existantes, le choix et l'application de techniques appropriées, y compris les services consultatifs et la normalisation des produits métalliques, l'adoption de systèmes d'entretien dans les usines métallurgiques, et l'élaboration de plans concernant les économies d'énergie et la protection de l'environnement (recyclage des déchets solides). La priorité a également été accordée à la planification, à la conception, à la construction et à l'exploitation de nouvelles installations métallurgiques, y compris l'établissement d'études technico-économiques et d'études de marché. Les demandes d'assistance technique émanant des pays en développement ont par ailleurs fait ressortir la nécessité de créer des fonderies et des forges pilotes et de démonstration, ainsi que des centres, des laboratoires et des services d'essai et d'évaluation spécialisés dans la mise au point de techniques métallurgiques, et le traitement des minerais métalliques, afin de déterminer, grâce notamment à des études approfondies dans des installations pilotes, si l'on pourrait recourir à d'autres procédés que ceux qui sont utilisés couramment pour traiter ces minerais.

219. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) a donné des résultats prometteurs. Le Koweït est convenu de coopérer avec la Chine pour la fabrication de demi-produits en aluminium en lui fournissant des experts et des services de formation. Des séminaires et des stages de formation destinés à des ressortissants de pays en développement ont été organisés au Brésil, en Egypte, en Hongrie, en Inde et en Tchécoslovaquie dans des domaines où les



Un microscope électronique utilisé dans le cadre d'un projet pour le développement de la technologie des fibres de carbone exécuté à Brasilia (Brésil)

pays hôtes avaient eux-mêmes bénéficié d'une assistance PNUD/ONUDI. L'usine pilote et de démonstration pour la production d'éponge de fer construite dans l'Etat d'Andhra Pradesh (Inde)⁶⁷ a entrepris des essais sur des minerais de fer et des charbons hongrois, ainsi que sur des charbons pakistanais et des minerais de fer indiens, afin de déterminer s'ils se prêtaient à la production d'éponge de fer. Le PNUD a approuvé, en faveur de la région de la CESAP, un projet dans le cadre duquel la Sponge Iron India Ltd. effectuera d'autres essais pour le compte de certains pays, non seulement sur des charbons et des minerais de fer d'origines diverses, mais aussi sur d'autres types de substances minérales, telles que les concentrés d'ilménite, qu'on pourrait produire grâce à la technologie et aux installations de démonstration dont dispose l'usine. Au cours de la période considérée, l'ONUDI a continué d'apporter son assistance à l'usine en ce qui concerne la normalisation des techniques de fusion pour la production d'éponge de fer. L'Egypte a fourni des experts à l'atelier de fonderie et de mécanique de Somalie et a accueilli un certain nombre de stagiaires africains à l'Egyptian Iron and Steel Company d'Hélouan. L'Inde et le Mozambique ont conclu un accord concernant la production d'aluminium et des négociations ont été engagées au sujet de la création éventuelle de mini-acières qui utiliseraient du minerai de fer angolais et du charbon du Mozambique. Des stagiaires angolais ont été accueillis par le Centre pour l'industrie de la fonderie d'Itauna (Brésil)⁶⁸.

220. L'assistance fournie aux pays les moins avancés dans le secteur de la métallurgie a porté principalement sur le développement des industries de la fonderie et 11 projets étaient en cours d'exécution dans ce domaine en Afghanistan, au Lesotho, au Népal, au Niger, en République-Unie de Tanzanie, en Somalie, au Soudan et au Yémen démocratique. D'autres projets intéressant l'industrie sidérurgique étaient en cours d'exécution en Afghanistan, en République-Unie de Tanzanie, au Yémen et au Yémen démocratique.

221. En 1983, les activités de coopération technique ont principalement porté sur le sous-secteur de la sidérurgie. La production mondiale d'acier brut est tombée de 707,7 millions de tonnes en 1981 à 643,6 millions de tonnes en 1982, ce qui correspond à une baisse d'environ 9 %. Cette baisse est pour l'essentiel imputable à la réduction de la production dans les pays industrialisés, qui a atteint 16 % en moyenne. La production des pays en développement a pu se maintenir, voire augmenter, comme en Argentine ou en Turquie, où l'on a enregistré une progression de 15 % par rapport à 1981. En raison de l'évolution favorable de l'offre et de la demande, les projections établies pour les 10 années à venir, compte tenu des matières premières disponibles, laissent présager un accroissement des capacités de production d'acier en Inde, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Le coût élevé des transports et l'utilisation accrue de la ferraille ont encouragé la création de mini-acières près des centres de consommation. Afin de favoriser cette tendance, qui représente un nouveau pas vers l'autonomie des pays en développement, l'ONUDI a entrepris des études technico-économiques dans ce domaine pour divers pays, dont l'Afghanistan, le Yémen et le Yémen démocratique⁶⁹. On a entrepris d'établir une évaluation technico-économique et un rapport de projet sur la création, en République-

⁶⁷ID/B/280 chap. V, par. 212.

⁶⁸ID/B/300, chap. III, par. 216.

⁶⁹Ibid., par. 207.

Unie de Tanzanie, d'une industrie sidérurgique qui utiliserait le charbon et le minerai de fer locaux.

222. Les forages entrepris dans les gisements de minerai de fer de Say (Niger) ont été achevés en 1983⁷⁰ et l'on analyse actuellement quelque 13 tonnes d'échantillons afin de déterminer comment se comporterait le minerai lors des opérations d'enrichissement, de pelletisation et de réduction directe. Le projet a été lancé par la Commission commune de coopération Niger-Nigéria.

223. L'ONUDI a continué d'apporter son assistance à la Companhia Industrial de Fundação e Laminagem du Mozambique, pour l'amélioration du fonctionnement des entreprises et le perfectionnement des cadres techniques dans le sous-secteur des industries métallurgiques. L'assistance technique fournie à l'Angola a été axée sur la modernisation des aciéries de la Siderurgia Nacional et la définition de conditions de coopération avec le Mozambique pour la mise en place d'une industrie sidérurgique dans ce dernier pays. Des experts de l'ONUDI ont recommandé de soumettre le minerai de fer provenant des gisements de Cassinga (Angola) à de nouveaux essais de traitement avant de prendre une décision en matière d'investissements⁷¹.

224. Le Gouvernement brésilien et l'ONUDI ont organisé et financé conjointement un séminaire international sur la normalisation de l'acier, qui s'est tenu à Rio de Janeiro (Brésil) du 21 au 25 novembre 1983. A ce séminaire, qui a fait prendre conscience de l'importance de la normalisation et de la certification de la qualité, ont participé notamment des ressortissants de pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, comme suite à la contribution apportée par l'ONUDI à l'harmonisation des normes relatives à l'acier dans la région⁷².

225. L'Egyptian Iron and Steel Company (EISCO) qui, depuis quelques années, reçoit une assistance PNUD/ONUDI pour l'introduction et la mise au point d'un système d'entretien entièrement informatisé⁷³, met aujourd'hui ce système à la disposition d'entreprises industrielles égyptiennes et fait part de son expérience à d'autres pays en développement. Dans un premier temps, 19 participants venant de pays en développement d'Afrique ont assisté à un stage de démonstration sur les systèmes d'entretien dans les industries métallurgiques et l'industrie de la fonderie, organisé au Caire (Egypte), sous les auspices de l'ONUDI, du 26 mars au 15 avril 1983. Des consultants tchécoslovaques ont été engagés par l'ONUDI pour fournir des services consultatifs à l'EISCO dans le domaine des systèmes d'entretien informatisés, à la suite de la mise en place, dans une usine de Tchécoslovaquie, d'un système de ce genre qui a donné toute satisfaction⁷⁴. Le stage de formation collective en entreprise consacré à la mise au point et à l'application de systèmes d'entretien informatisés dans la métallurgie, que l'ONUDI avait organisé pour la première fois en 1982, en collaboration avec l'Institut tchèque pour l'automatisation et la gestion industrielle, a été mis sur pied à nouveau, à l'échelon interrégional, du 17 octobre au 11 novembre 1983, et a rassemblé 17 stagiaires venant de 8 pays en développement.

⁷⁰*Ibid.*, par. 217.

⁷¹*Ibid.*, par. 217.

⁷²*Ibid.*, par. 210.

⁷³*Ibid.*, par. 209.

⁷⁴*Ibid.*

226. On a élaboré un programme régional en vue de développer la sidérurgie dans les pays arabes et notamment de perfectionner le personnel technique de l'Union arabe du fer et de l'acier. Une fois approuvé, ce programme devrait aider l'Union à s'acquitter de son mandat régional, en apportant à ses pays membres l'appui qu'il convient, notamment pour ce qui est de la mise en place de systèmes d'entretien, de systèmes d'information et de services de formation de la main-d'œuvre pour améliorer les usines sidérurgiques⁷⁵.

227. Un projet d'une valeur de 1,4 million de dollars, qui est destiné à renforcer un centre de recherche-développement sur la sidérurgie en Argentine, est devenu pleinement opérationnel en 1983⁷⁶. Il permettra à la sidérurgie argentine, qui assure actuellement 2 % environ du produit intérieur brut du pays, d'être plus compétitive à partir de 1985, grâce à l'amélioration de la qualité de sa production et à la mise au point de nouveaux types d'acier.

228. Dans le sous-secteur des métaux non ferreux, l'industrie de l'aluminium est demeurée le principal bénéficiaire de l'assistance technique de l'ONUDI. Si la situation économique mondiale a conduit à un déclin de la production d'aluminium ces dernières années — notamment au Japon et aux Etats-Unis d'Amérique — on a récemment enregistré une amélioration étonnamment rapide dans ce secteur et une augmentation des besoins. Les événements des deux dernières années ont accéléré le processus de redéploiement de la production d'aluminium du monde développé vers le monde en développement.

229. L'ONUDI a continué d'apporter une assistance à l'usine de Guangzhou en Chine⁷⁷ en vue de la création d'une installation de démonstration pour la fabrication de cadres de portes et de fenêtres en alliage d'aluminium. La Kuwait Aluminium Company a invité trois stagiaires chinois de cette usine à venir suivre un cours de quatre semaines et a pris à sa charge la moitié de leurs frais de voyage, les deux entreprises envisageant de continuer à coopérer à l'avenir. Dans le cadre d'un autre projet relatif à l'industrie de l'aluminium en Chine, on a étudié des méthodes susceptibles de réduire la consommation de vapeur lors du traitement de la bauxite, celle de fuel lors de la calcination de l'alumine et celle d'électricité lors de l'opération de réduction. Le projet d'assistance à l'Institut de recherche sur les métaux légers de Zheng Zhou (Chine)⁷⁸ a été mené à bonne fin et les chercheurs chinois sont désormais à même d'effectuer seuls des analyses approfondies sur la structure de la bauxite et les diverses méthodes de production d'alumine. Il a été recommandé de mettre en place, à l'Institut, une installation pilote de production d'alumine, de façon que les résultats de ce projet soient largement appliqués dans l'industrie.

230. La Kuwait Aluminium Company et l'Arabian Light Metals Company ont organisé la première Conférence internationale arabe sur l'aluminium à Koweït, du 24 au 26 octobre 1983. L'ONUDI y a présenté une communication sur l'industrie de l'aluminium dans le monde arabe.

⁷⁵ *Ibid.*, par. 207.

⁷⁶ *Ibid.*, par. 218.

⁷⁷ *Ibid.*, par. 212.

⁷⁸ *Ibid.*, par. 211.

231. A la demande du Gouvernement indien, on a effectué une étude de faisabilité sur la réfection d'un four de calcination de l'alumine en vue de réduire la consommation de fuel. Les résultats encourageants qui ont été obtenus devraient profiter à d'autres usines indiennes d'aluminium. Le rapport de faisabilité sur la création d'une installation industrielle d'électrometallurgie pour la production d'alliages d'aluminium au silicium à partir de concentrés de sillimanite⁷⁹ a confirmé qu'une telle installation serait techniquement et économiquement viable, et l'on s'attend à ce que les autorités indiennes prennent rapidement une décision en ce qui concerne les investissements nécessaires. En Inde également, une équipe d'experts a étudié comment on pourrait améliorer le rendement des anodes dans la fabrication de l'aluminium, et les résultats de leurs travaux sont susceptibles d'être appliqués rapidement.

232. Un rapport du projet détaillé a été établi au sujet de la création d'un centre de recherche-développement et d'études techniques sur l'aluminium en Inde⁸⁰, et, à la demande du gouvernement, un document de projet pour la phase suivante est à l'étude.

233. On a fourni des services d'experts et commandé des équipements en vue de la création d'un institut analogue de recherche-développement sur l'aluminium à Titograd (Yougoslavie)⁸¹. Ce projet a pour but d'aider le Kombinat Aluminijuma Titograd à mener des travaux de recherche appliquée dans des domaines prioritaires tels que la technologie de l'alumine, la technologie des alliages d'aluminium et la mise au point de produits en alliages de ce genre, l'élaboration de modèles concernant l'anodisation de l'aluminium et la protection de l'environnement, afin de résoudre des problèmes précis qui se posent à l'industrie de l'aluminium.

234. L'ONUDI a continué d'apporter son assistance au Bureau des projets relatifs à l'aluminium du Mozambique, en vue de la création éventuelle d'une usine de production d'aluminium, et des rapports de faisabilité bilatéraux qui étaient en concurrence ont été évalués par des experts de sociétés de conseil internationales.

235. Consciente du rôle important que jouent les centres de recherche-développement bien équipés dans le progrès technologique, l'ONUDI a continué de participer au renforcement du potentiel scientifique et technique de l'Institut jamaïquain de la bauxite⁸². Le laboratoire d'essais technologiques est maintenant en service et l'usine pilote de recherche sur la bauxite devrait devenir pleinement opérationnelle au cours du premier trimestre de 1984. Avec le concours de l'ONUDI et du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, l'Institut envisage d'organiser des journées d'étude à la mi-1984 pour expliquer à des ressortissants de la région des Caraïbes les fonctions que remplit cette installation pilote dans l'industrie de la bauxite et de l'alumine. Un certain nombre de pays, dont l'Inde, ont manifesté de l'intérêt pour l'utilisation des résidus du traitement de la bauxite (boues rouges) dans l'industrie des matériaux de construction. En

⁷⁹Ibid., par. 217.

⁸⁰Ibid., par. 212.

⁸¹Ibid.

⁸²ID/B/280, chap. V, par. 217.

1982, des essais en installation pilote d'échantillons provenant de la Jamaïque avaient révélé qu'à partir d'un mélange contenant de 50 à 60 % de boues rouges, le reste étant constitué par des substances minérales courantes, on pouvait obtenir des matériaux de construction de bonne qualité⁸³. Une étude sur l'utilisation de ce matériau jusqu'ici considéré comme un déchet va être établie conjointement par l'ONUDI et le PNUE à l'intention des pays en développement.

236. Dans le cadre du programme commun ONUDI/Hongrie pour l'industrie de l'aluminium⁸⁴, un certain nombre d'activités d'assistance technique ont été menées à bien en 1983 en vue d'étayer un programme de développement de l'industrie de la bauxite, de l'alumine et de l'aluminium dans les pays en développement. Ainsi, on a notamment organisé un stage de formation collective de cinq semaines sur la production d'alumine et établi deux études mondiales (pochettes de documentation pédagogique) consacrées l'une aux aspects écologiques de la production de bauxite et d'alumine, et l'autre aux possibilités d'économie d'énergie. Un manuel sur les pratiques de laboratoire dans la production d'alumine et une étude sur les relations interindustrielles dans les industries de l'aluminium à intégration verticale ont également été établis et seront diffusés ultérieurement. Dans le cadre de ce programme, un certain nombre d'experts hongrois de l'industrie de l'aluminium ont été affectés à des projets de coopération technique dans divers pays en développement, dont la Chine, l'Inde, la Jamaïque et le Mozambique.

237. Une assistance a été fournie au Zimbabwe pour le traitement de minerais de métaux non ferreux légers; on a également examiné la possibilité de produire des sels de lithium et des produits à base d'aluminosilicates, dont on a étudié les éventuels débouchés commerciaux. Pour donner suite à ces activités, on envisage d'effectuer une étude exhaustive des ressources en argile.

238. Dans le sous-secteur des métaux non ferreux lourds, le Pérou a demandé une assistance pour l'affinage électrolytique du cuivre par la méthode de l'inversion périodique afin d'augmenter les capacités de production et de réduire les coûts. La Yougoslavie a demandé une assistance pour la récupération d'un certain nombre d'éléments utiles dans des minerais pauvres. L'étude de pré faisabilité concernant l'extraction d'or et d'argent de résidus miniers en Mauritanie⁸⁵ a donné des résultats prometteurs, et l'ONUDI va maintenant fournir une assistance pour les essais auxquels il est proposé de procéder en usine pilote sur un échantillon de 750 tonnes de résidus miniers. Avec le concours d'experts de l'ONUDI, on a continué à intensifier l'extraction d'or dans l'Etat du Minas Gerais, au Brésil.

239. On ne saurait trop souligner l'importance que revêt pour les pays en développement un approvisionnement fiable en pièces de rechange de haute qualité. La livraison de pièces de rechange, tout comme le transfert, à terme, de la production de certaines d'entre elles, si ce n'est de toutes, à ces pays, est un processus difficile et souvent coûteux. Il soumet en effet à des exigences bien précises — stabilité des spécifications du matériel, uniformité des propriétés.

⁸³ID/B/300, chap. III, par. 213.

⁸⁴*Ibid.*, par. 214.

⁸⁵*Ibid.*, par. 215.

adéquation du contrôle de la qualité et résistance élevée à l'usure — la production de pièces métalliques qui, dans bien des pays, est assurée par des fonderies, des forges et des ateliers de travail des métaux de petites dimensions. Afin d'aider les pays en développement à fabriquer progressivement des pièces de rechange en métal, l'ONUDI a organisé en novembre 1983 une réunion d'experts sur la fabrication de pièces moulées et forgées, qui s'est tenue au Caire (Egypte). Cette réunion a rassemblé 15 participants, dont 5 venaient de pays comptant parmi les moins avancés; 6 communications et le rapport final seront envoyés aux pays en développement intéressés au début de 1984. L'une des principales questions abordées à cette occasion a été la promotion de l'utilisation de la ferraille comme matière première locale pour les fonderies. Bien des pays en développement disposent d'importantes quantités de ferraille, mais son utilisation efficace présuppose la mise en place de systèmes de collecte et de transformation adéquats. Une assistance a déjà été fournie à l'Angola et à la Sierra Leone, et les capacités et l'expérience de l'ONUDI dans ce domaine pourraient se révéler intéressantes pour d'autres pays en développement. Dans le cadre d'un projet de la Banque mondiale, l'ONUDI a été priée d'organiser un voyage d'étude pour un groupe d'experts chinois accompagnés par des fonctionnaires de la Banque dans des entreprises hongroises spécialisées dans la collecte et la transformation de la ferraille.

240. En 1983, l'ONUDI a continué de souligner l'importance du secteur de l'industrie de la fonderie, notamment pour les pays les moins avancés. La fonderie pilote et de démonstration construite au Népal⁸⁶, pour laquelle l'apport du PNUD a atteint près de 2 millions de dollars, est devenue opérationnelle à la fin de février 1983 et les essais de fonctionnement ont été menés à bonne fin. Des dispositions ont été prises pour former du personnel de la fonderie à l'Institut national de technologie de la fonderie de Ranchi (Inde), ce qui constitue un nouvel exemple de coopération technique entre pays en développement. Le conseiller industriel détaché en Afghanistan a vivement recommandé d'augmenter la capacité de l'industrie de la fonderie en créant une nouvelle installation afin de pouvoir répondre aux besoins présents et futurs en pièces moulées. Une étude technico-économique était en cours de réalisation au Niger, en vue de la création d'un atelier de fonderie et de forge qui servira à des fins de démonstration et de production. En 1983, les préparatifs en vue de la mise en place d'une fonderie de démonstration avec un atelier de mécanique intégré à Mwanza (République-Ur. de Tanzanie) se sont poursuivis et la fonderie devrait entrer en service en 1985.

241. Une étude a été faite au sujet des conditions à remplir pour qu'une fonderie qui fabriquerait des moulages de précision puisse être créée à la Jamaïque. Des plans ont été élaborés en vue de la construction d'une fonderie d'acier et d'une fonderie de métaux non ferreux dans le cadre d'un projet de développement de l'industrie de la fonderie en Angola. Le Gouvernement angolais s'est également déclaré intéressé par la création d'une fonderie pilote dotée d'un centre de formation. En attendant que des fonds puissent être trouvés à cette fin, des ouvriers des fonderies angolaises recevront une formation au Centre pour l'industrie de la fonderie d'Itauna (Brésil) (voir par. 219 ci-dessus).

⁸⁶*Ibid.*, par. 216.

242. Une assistance a été accordée à la Société nationale pakistanaise de constructions mécaniques lourdes pour résoudre un problème de contrôle de la qualité, ce qui lui a permis de réduire le taux des moulages d'acier rebutés. Des experts de l'ONUDI et de la CEA ont entrepris des missions de courte durée au Lesotho et au Botswana pour étudier la possibilité de créer une petite fonderie qui fabriquerait des outils, des instruments et des pièces de rechange pour le secteur agricole. Il faudra tout d'abord analyser une étude sur le marché de certaines pièces moulées au cours des 15 années à venir. En Chine, les installations de recherche-développement sur le travail des métaux de l'Institut de technologie de la construction de machines de Shanghai ont été renforcées afin d'appuyer l'industrie mécanique et électrique de la région. Le Yémen démocratique a bénéficié d'une assistance technique pour l'atelier de fonderie, de forge et de travail des métaux des chantiers navals nationaux.

243. Dans le cadre d'un grand projet lancé en 1982 pour renforcer l'industrie métallurgique du Paraguay⁸⁷, un laboratoire métallurgique parfaitement équipé a été installé en 1983. Un autre laboratoire est en construction au Maroc, où il constitue l'élément essentiel d'un projet d'assistance à l'industrie de la fonderie.

244. Dans un certain nombre de pays en développement, des centres de technologie métallurgique mis en place par le PNUD et l'ONUDI sont devenus pleinement opérationnels et autonomes et fournissent à leur tour une assistance non seulement aux industries locales mais aussi à d'autres pays en développement. Ainsi, l'Institut national de recherche sur le soudage de Tiruchirapalli (Inde)⁸⁸ est rapidement devenu un centre national de recherche spécialisé dans les activités de R-D, les services consultatifs, la formation et la documentation. Afin de faire bénéficier d'autres pays de l'expérience indienne, des journées d'étude interrégionales pour la promotion des techniques de soudure dans les pays en développement seront organisées au début de 1984 sous les auspices du PNUD et de l'ONUDI à l'intention d'un groupe de 15 participants.

245. De nouveaux progrès ont été faits en ce qui concerne la création d'un Institut central de recherche-développement sur la métallurgie à Jos (Nigéria)⁸⁹. En 1983, certains éléments des laboratoires ci-après ont été mis en place : enrichissement des minerais, étude de la structure et des propriétés du charbon, réfractaires et fours à haute température pour les traitements thermiques et d'autres études en laboratoire.

246. Les travaux en vue de la création d'un centre de développement pour la technologie du silicium au Pakistan progressent de manière satisfaisante et du matériel d'une valeur de l'ordre de 920 000 dollars a été envoyé au site du projet. Des ingénieurs ont en outre bénéficié d'une formation poussée. Cuba a demandé une assistance PNUD/ONUDI pour la création d'une usine pilote de technologie du traitement des minerais. La première phase de ce projet a été financée par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et consacrée à l'établissement de spécifications pour l'installation pilote et pour l'équipement nécessaire. On a commencé à fournir une assistance préparatoire au Mozambique et ébauché un plan général en vue de la création d'un laboratoire d'essais et de recherche sur les technologies, la métallurgie et les minéraux non métalliques.

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ ID/B/280, chap. V, par. 222.

⁸⁹ ID/B/300, chap. III, par. 218.

INDUSTRIES MECANIQUES

247. En 1983, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries mécaniques se sont élevées à 9,5 millions de dollars. Le financement a été assuré à près de 80 % par les ressources du PNUD. Les réductions successives des fonds du PNUD ont particulièrement touché ce secteur du fait de la diminution de l'élément matériel qui, dans de nombreux cas, est une des composantes essentielles des projets concernant l'industrie mécanique.

248. La répartition des dépenses par région s'établit comme suit : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 28 %; Amériques, 10 %; Etats arabes, 12 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 11 %); Asie et Pacifique, 44 %; Europe, 7 %; projets interrégionaux et mondiaux —.

249. Au total, 160 projets avaient été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 20 d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 63 dépassant 150 000 dollars et 77 d'une valeur inférieure à ce montant.

250. Cinquante-six projets intéressant toutes les régions géographiques ont été proposés, élaborés ou mis au point par le personnel de la Section, qui, en collaboration avec les conseillers interrégionaux principaux et le conseiller technique spécial détaché auprès de la Section, ont participé à l'élaboration des projets et aux missions de programmation envoyées dans 33 pays.

251. L'assistance technique fournie aux pays en développement dans le domaine des industries mécaniques est demeurée axée sur la technologie appropriée et éprouvée, compte tenu de l'infrastructure existante ainsi que du potentiel et des ressources des pays bénéficiaires. Comme les années précédentes, les activités qui ont contribué beaucoup au développement économique général d'un pays donné ont porté essentiellement sur la technologie industrielle, les techniques liées à l'industrie, la production industrielle et la mise en valeur des ressources humaines. Les activités intégrées ont visé à améliorer ou à développer certains sous-secteurs industriels, notamment la conception, la fabrication, l'entretien et la réparation des produits de l'industrie mécanique relevant des cinq catégories suivantes : les machines et les outils agricoles; l'outillage pour le travail des métaux et les machines outils; le matériel de transport terrestre, maritime, fluvial et lacustre; le matériel électronique et électrique; l'informatique et le matériel électronique.

252. On a noté que les pays en développement ont continué à accorder la préférence au développement des industries des machines agricoles, à l'expansion des industries électroniques et au recours accru à l'informatique dans l'industrie⁹⁰. La plupart des demandes d'assistance émanant des pays en développement ont concerné ces trois domaines en 1983.

253. Dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique (1978-1988), l'action a porté sur le renforcement des installations de production concernées ainsi que sur la promotion de l'application des technologies éprouvées, l'entretien et la réparation, enfin la

⁹⁰ID/B/300, chap. III, par. 226.

fabrication des composants et des pièces détachées⁹¹. L'attention a également porté sur les demandes de projets concernant la construction et la réparation navales ainsi que la mécanique automobile et ferroviaire — domaines d'une importance capitale pour les pays en développement. Une assistance directe a été fournie à un certain nombre de pays dans divers domaines intéressant les transports, notamment au Bhoutan (moyens de transport), à Cuba et en Turquie (construction et réparation navales). Un grand projet de création d'un chantier de construction et d'entretien navals aux Seychelles est en cours de réalisation. En Chine, un projet d'assistance technique a permis d'améliorer la fiabilité et d'abaisser la consommation des moteurs diesel de locomotives et un voyage d'étude a été organisé pour étudier la conception et l'essai des gros moteurs diesel.

254. Dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, des mesures spéciales ont été prises pour mettre au point des activités appropriées en Afrique dans le domaine des industries mécaniques, notamment en vue de promouvoir les capacités techniques des pays africains, de renforcer les institutions d'études techniques, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés et la coopération entre les pays en développement du continent. Une réunion organisée en coopération avec le Centre régional africain pour la conception et la fabrication dans le domaine des industries mécaniques, qui s'est déroulée au Caire (Egypte) en octobre 1983 et a porté sur la conception et la fabrication dans le domaine des industries mécaniques, constitue un exemple de ces activités.

255. On a poursuivi en 1983 l'exécution de programmes d'aide aux pays en développement pour l'exploitation de leurs ressources naturelles sous la forme d'une assistance en vue de la fabrication de matériel d'irrigation, d'appareils de forage pétrolier et hydraulique et de matériel hydroélectrique, l'accent étant mis sur la recherche des possibilités locales de fabrication, de réparation, d'entretien et de formation.

256. Les activités de coopération technique dans le domaine de l'industrie des machines agricoles ont porté sur l'amélioration des capacités des pays en matière de conception, de production, de réparation et d'entretien. En Afrique, une assistance a été fournie à l'Ethiopie, à l'Ouganda, à la République-Unie de Tanzanie et à la Somalie en vue de la création de centres de perfectionnement et d'usines pilotes pour la formation de spécialistes nationaux de la technologie, de la conception et de la production. Le renforcement des capacités nationales en matière de conception des produits et de technologie de la production a rendu possible la fabrication de machines et d'outils agricoles bon marché, ce qui a permis d'améliorer la production et d'accroître la productivité de la main-d'œuvre. Certains pays en développement d'Asie et du Pacifique, notamment le Bangladesh, la Chine, l'Inde, la Mongolie, le Népal et le Pakistan, ont reçu une assistance de l'ONUDI en vue de la création de centres de recherche appliquée. Utilisant les techniques et les méthodes scientifiques les plus récentes, l'ONUDI a également aidé la Pologne à renforcer sa capacité en matière de recherche et de conception dans le domaine de l'industrie des machines agricoles.

⁹¹*Ibid.*, par. 238.

257. Dans un effort visant à promouvoir la production locale de machines et d'outils agricoles à Haïti, l'ONUDI a organisé un voyage d'étude en Afrique à l'intention de fonctionnaires haïtiens en vue de permettre à ceux-ci de déterminer les éléments d'équipement qui pouvaient s'adapter aux conditions de leur pays. Après avoir été essayé et éventuellement modifié, cet équipement servira de modèle pour la fabrication dans le pays.

258. En ce qui concerne les grandes et moyennes industries, l'assistance a également porté sur le développement simultané de l'industrie des machines agricoles et des industries subsidiaires ou connexes afin de permettre l'utilisation maximale des capacités de production. Au Togo et en Haute-Volta, par exemple, les outils agricoles sont fabriqués en série. Aux niveaux de l'artisanat et de la petite industrie, une attention particulière a été donnée à l'utilisation de matières premières, de gabarits et d'accessoires adaptés afin d'assurer la qualité des produits et la diminution des coûts de production.

259. La coopération a été encore renforcée avec un certain nombre d'organismes des Nations Unies, notamment les commissions régionales, le Fonds d'équipement des Nations Unies et le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, ainsi qu'avec des communautés économiques et des institutions agricoles régionales. Comme par le passé, un appui a été apporté au réseau régional de promotion du machinisme agricole en Asie et au Pacifique, ce qui impliquait une coopération avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, en tant qu'agent d'exécution, et avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en tant qu'institution associée, dans le domaine des techniques de conception et de production de matériel et d'outils agricoles. La coopération a également été renforcée avec le Centre régional africain pour la conception et la fabrication dans le domaine des industries mécaniques.

260. La coopération au sein du secrétariat s'est traduite par un support organique apporté au Système de consultations pour la planification, l'organisation et l'élaboration des documents de travail pour la deuxième Consultation de l'industrie des machines agricoles, qui s'est tenue à Vienne en octobre 1983⁹². Une étroite coopération s'est poursuivie avec d'autres services, en particulier le Service de la formation et la Section des études de réalisation, ce qui a permis d'assurer une mise en œuvre plus harmonieuse et plus efficace des projets hors siège.

261. Les projets d'assistance technique concernant la mise au point de techniques de pompage à bon marché en Ethiopie et au Kenya ont été menés à bien et l'expérience acquise profitera à d'autres pays en développement. Un projet financé conjointement par le PNUD, le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) et le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) est en cours de réalisation au Mali et concerne la fabrication de pompes à eau et le renforcement des capacités de l'atelier existant en matière d'entretien, de réparation et de fabrication de pièces détachées. Faisant suite à un projet mené à bien au Sénégal, des journées d'étude sur l'installation, le fonctionnement et l'entretien des pompes d'irrigation

⁹²*Ibid.*, par. 228.

ont été organisées à Dakar (Sénégal) avec la participation d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, en particulier de la zone sahélienne. La mise en place et l'installation de machines-outils spéciales ont été poursuivies dans un atelier de la République-Unie du Cameroun en vue de la fabrication de pièces détachées pour les petites entreprises industrielles locales.

262. Des journées d'étude sur la mécanique électrique ont été organisées en Equateur pour permettre aux artisans locaux d'utiliser des machines modernes pour ébaucher des articles qui peuvent ensuite être terminés à la main. Cette méthode permet d'améliorer considérablement la productivité tout en maintenant le caractère individuel et manuel des articles de l'artisanat. Une assistance d'urgence a été apportée au Tchad en vue de la remise en état du matériel endommagé de production d'appareils électromécaniques et de la fourniture d'un appui technique et logistique aux petites et moyennes entreprises.

263. Une évaluation tripartite des activités de l'Institut des industries mécaniques d'Iraq⁹³ a permis de conclure que les activités de coopération technique devront désormais porter sur les domaines suivants : conception et productivité des outils, techniques de production, inspection et contrôle de la qualité. Il conviendrait aussi d'accorder une attention particulière aux secteurs nouveaux tels que l'organisation industrielle, l'automatisation à bon marché et les études techniques assistées par ordinateur. Le gouvernement devrait prendre à sa charge une partie importante des coûts de l'assistance technique à l'Institut des industries mécaniques, dans le cadre d'un accord de partage des coûts.

264. Des hauts fonctionnaires thaïlandais ont étudié, en coopération avec l'ONUDI, l'infrastructure institutionnelle de l'industrie mécanique en République de Corée ainsi qu'à Hongkong en vue de promouvoir et de développer le secteur des industries mécaniques en Thaïlande. On attend des retombées pratiques dans un avenir proche. En Chine, un projet concernant la construction de machines a permis l'apport d'une gamme très large de techniques d'origine variée concernant de nombreux aspects de la technologie de la construction de machines. Nombre de problèmes ont ainsi pu être résolus; des experts ont également aidé les institutions chinoises à établir des plans et des directives pour l'avenir en ce qui concerne la production, la gestion et l'organisation.

265. A Cuba et en Inde, une assistance technique a été fournie pour la création de centres d'études industrielles, projet dont la réalisation a été facilitée grâce à la coopération avec une organisation internationale non gouvernementale. Un certain nombre d'experts connus au plan mondial ont posé leurs candidatures pour le Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle et l'ONUDI les a proposées aux gouvernements intéressés en vue de leur affectation éventuelle dans ces centres.

266. En République populaire démocratique de Corée, un projet d'assistance préparatoire a été mené à bien en 1983 en vue d'un grand projet qui permettra au pays d'acquérir les capacités nécessaires dans le domaine de la conception et de la fabrication de machines-outils à contrôle numérique et dans celui de la robotique industrielle faisant appel aux techniques de conception assistée par

⁹³ID/B/280, chap. IV, par. 233.

ordinateur (CAO) et de fabrication assistée par ordinateur (FAO). Le Centre de CN/FAO mis en place à Bangalore (Inde) est maintenant en mesure de réaliser l'un des principaux objectifs du pays : la diffusion des techniques de CN/CAO à toutes les entreprises industrielles du pays⁹⁴. Un projet complémentaire a été lancé en vue de diversifier les activités du Centre et d'y inclure la CAO, en particulier pour la conception de divers éléments en métal et biens d'équipement.

267. Au Viet Nam, deux laboratoires totalement équipés, spécialisés dans la technologie tropicale, ont été inaugurés et des conférences régionales sur ces technologies ont été organisées à cette occasion dans chacun de ces laboratoires. Ils sont chargés de mettre au point de nouveaux matériaux d'isolation électrique fabriqués à partir de matières premières locales et capables de résister au milieu ambiant extrêmement humide et corrosif.

268. L'assistance préparatoire en vue de la création de l'Institut de recherche sur les commandes fluides en Inde a été menée à bien. Une assistance technique sera fournie pendant la période de trois ans et demi nécessaire à la formation des spécialistes nécessaires en matière de conception et d'essai des éléments pour le contrôle des flux en vue de la fabrication sur place de ces éléments⁹⁵. Les négociations avec le Gouvernement indien se poursuivent en vue de l'élaboration de grands projets portant notamment sur la lutte contre les émissions de gaz toxique par les moteurs d'automobiles ainsi que sur le développement des capacités locales en vue de la fabrication d'outils de précision pour la production de pièces et d'éléments électroniques.

269. Le rang de priorité élevé que donnent les pays en développement à l'application de l'électronique dans de nombreux secteurs de leur économie a été à l'origine de projets d'assistance technique portant notamment sur la création d'usines pilotes pour la fabrication de composants de semi-conducteurs. Un autre domaine prioritaire concerne la création de centres — autonomes ou faisant partie intégrante d'usines existantes — pour la formation de spécialistes de la conception et de l'utilisation de matériel électronique. En République de Corée, la création d'un centre d'essai électronique de la fiabilité et d'essais climatiques est presque terminée alors qu'un projet concernant un système de laboratoires d'essais pour l'industrie électrique vient d'entrer dans sa deuxième phase au Mexique⁹⁶. Deux projets d'assistance à une fabrique de magnétophones et à une fabrique de récepteurs de télévision en Chine sont presque terminés.

270. Les activités menées dans le domaine des industries électriques et électroniques ont été extrêmement variées. Des experts et des consultants sont en train d'être recrutés en vue d'un projet visant à créer des laboratoires d'essais de la conception et de la production pour l'industrie électrique du Mexique. En République de Corée, deux grands projets concernant l'électronique sont presque terminés après quatre ans de travaux. Cette assistance a représenté une dépense d'environ 1,5 million de dollars (coût des experts et de l'équipement ainsi que formation des ingénieurs et des techniciens coréens dans les pays étrangers). Un laboratoire d'homologation et de surveillance des biens

⁹⁴ID/B/300, chap. III, par. 245.

⁹⁵*Ibid.*, par. 232.

⁹⁶*Ibid.*, par. 241.

de consommation électronique a pu commencer à fonctionner en Chine en 1983 grâce à l'installation d'un matériel complexe d'essais qui a permis d'appliquer des procédures d'évaluation en matière de contrôle de la qualité et de la fiabilité⁹⁷.

271. L'ONUDI a poursuivi son assistance à un centre de contrôle automatique de la production de machines et d'équipement électrique en Bulgarie, ce qui a permis de concevoir et de produire un certain nombre de produits tant pour l'industrie que pour la consommation courante⁹⁸. Une institution indienne envisage d'entreprendre une production analogue. En Egypte, un projet d'assistance au Centre de recherche-développement des industries électroniques en est arrivé au stade final d'exécution; ce centre, doté d'un équipement perfectionné et d'un personnel compétent, sera en mesure d'apporter une assistance technique aux entreprises industrielles égyptiennes. Ses activités s'axeront essentiellement sur une coopération plus étroite avec l'industrie et la fourniture d'une assistance non seulement pour l'utilisation, la conception et la mise au point de prototypes d'appareils électroniques, mais également pour l'entretien et la réparation de ces appareils.

272. Un projet nouveau relatif à l'industrie électronique est en cours de réalisation à El Salvador, où le gouvernement envisage de promouvoir une industrie de l'électronique orientée vers l'exportation. Les pouvoirs publics de ce pays et les investisseurs éventuels sont tenus informés des derniers progrès en la matière ainsi que des tendances des technologies de l'électronique au niveau international grâce à des missions d'experts et à l'organisation de voyages d'étude pour les industriels locaux.

273. Des progrès satisfaisants ont été enregistrés dans la réalisation d'un projet en Inde concernant la conception et l'utilisation d'instruments de laiteries faisant appel aux microprocesseurs pour établir des mesures précises et pour empêcher la détérioration et l'altération des produits. En Hongrie, la réalisation d'un projet concernant un centre de formation pour l'entretien et la réparation de matériel électronique biomédical est en avance sur le calendrier prévu⁹⁹.

274. La première phase d'un projet visant à créer un centre de CN/CAO en Bulgarie a été menée à bien et la deuxième phase a débuté. Il s'agit de centraliser les informations, les activités de démonstration et les applications des conceptions nouvelles de fabrication en ce qui concerne le contrôle numérique, la CAO, la FAO, la programmation des pièces et la création de cellules de production. La deuxième phase vise à accélérer et à améliorer la conception de nouvelles machines-outils très efficaces ainsi que la mise au point de technologies nouvelles pour leur fabrication.

275. L'évaluation d'un grand projet concernant la réparation et l'entretien du matériel industriel en Guinée a permis de constater que ce projet devrait bénéficier d'une assistance technique (PNUD/ONUDI) pendant une autre période de trois ans. Une assistance complémentaire a également été recom-

⁹⁷*Ibid.*, par. 244.

⁹⁸*Ibid.*, par. 241.

⁹⁹*Ibid.*, par. 244.

mandée, dont le financement serait assuré par le FENU. En Guinée-Bissau, on a élaboré une stratégie pour l'entretien du matériel industriel et émis une proposition concernant la formation intensive du personnel d'entretien, l'amélioration de la qualité et de la production des ateliers existants grâce à une gestion plus efficace, et la fabrication sur place de pièces détachées. Une étude de la question de l'entretien dans l'industrie a été réalisée à Madagascar et une stratégie nationale a été mise au point en vue d'une amélioration dans ce domaine. Un système d'entretien pour les pompes d'irrigation à moteur a été fourni dans le cadre d'un projet intéressant le bassin du fleuve Sénégal. Au Viet Nam, les préparatifs sont en cours en vue de grands projets intéressant l'entretien et la réparation de sucreries et de rizeries.

276. Dans le domaine de l'énergie et des procédés, l'accent a été placé sur la mise au point de la technologie et du matériel. L'Institut indien du pétrole a bénéficié d'une aide de l'ONUDI pour la mise au point de moteurs utilisant le méthanol comme carburant¹⁰⁰. Des progrès ont été accomplis aux Comores en ce qui concerne la conception et la mise au point de prototypes, ainsi que l'essai et la fabrication de systèmes de distillation d'huile d'ilang-ilang fonctionnant à l'énergie solaire. Cinq prototypes différents seront installés et essayés pour démontrer la possibilité d'utiliser une énergie autre que celle provenant du bois. En République-Unie de Tanzanie, un projet a été lancé en vue de la fourniture de services consultatifs au Conseil tanzanien de la science et de la recherche pour l'aider à mettre au point un programme coordonné de production et d'utilisation de sources renouvelables d'énergie. En Jordanie, de nouveaux progrès ont été enregistrés en ce qui concerne la conception et la fabrication de systèmes de chauffe-eau solaires à usage industriel, en coopération avec la Société scientifique royale; en Chine, la capacité d'un centre régional de recherche-développement et formation pour la création de minicentrales hydrauliques a été renforcée grâce à l'achat, à la livraison et à l'installation d'un matériel spécialisé d'essai et de contrôle.

INDUSTRIES CHIMIQUES

277. En 1983, les dépenses de coopération technique dans le domaine des industries chimiques se sont élevées à 17,1 millions de dollars. Leur financement a été assuré à près de 51 % par les ressources du PNUD.

278. Les dépenses se sont réparties comme suit entre les diverses régions : Afrique (y compris les Etats arabes d'Afrique), 38 %; Amériques, 11 %; Asie et Pacifique, 38 %; Etats arabes, 29 % (à l'exclusion des Etats arabes d'Afrique, 3 %); Europe, 5 %; projets interrégionaux et mondiaux, 5 %.

279. Au total, 321 projets ont été exécutés ou étaient en cours d'exécution en 1983, dont 27 projets d'une valeur supérieure à 1 million de dollars, 93 projets de plus de 150 000 dollars et 201 d'une valeur inférieure à ce montant.

¹⁰⁰Ibid., par. 234.

280. Le rôle de l'ONUDI en tant que promoteur de techniques novatrices a été illustré par deux nouveaux programmes portant respectivement sur l'utilisation de minéraux non métalliques en agriculture et sur la protection de l'environnement, qui ont été entrepris en collaboration avec le Programme commun ONUDI/Tchécoslovaquie de coopération internationale dans les industries de la céramique, des matériaux de construction et des produits à base de minéraux non métalliques. On a constaté que l'utilisation de la bentonite comme conditionneur pour les sols arides permettait à la fois de réduire les besoins en eau et en engrais de ceux-ci et d'accroître le rendement de cultures telles que les céréales, les pommes de terre et les légumes, en raison du pouvoir hydrophile élevé de cette argile et de sa grande capacité d'échange d'ions. On s'est rendu compte que dans les pays à sols semi-arides cette technique offrait la possibilité d'accroître sensiblement les rendements agricoles tout en réduisant les frais d'irrigation et de fertilisation. Par ailleurs, on a démontré que la perlite hydrophobe expansée était apte à éliminer efficacement les hydrocarbures en suspension ou dissous dans de l'eau douce ou de l'eau de mer. Un certain nombre d'Etats du Golfe ainsi que la Chine et l'Egypte ont été vivement intéressés par la possibilité qu'elle offre de traiter le pétrole déversé dans l'eau. Les travaux de recherche sur le désiliciage des liqueurs noires de bambou dans une usine indienne de pâte à papier se sont poursuivis¹⁰¹. Une installation de traitement industrielle pour l'élimination de la silice devrait être opérationnelle d'ici à la fin de 1984.

281. De nombreux projets intéressant le secteur des industries chimiques ont donné de bons résultats comme en témoigne la volonté des gouvernements de consacrer les maigres ressources provenant du PNUD à l'exécution des phases II et III de projets de coopération technique, en finançant souvent eux-mêmes une bonne part des dépenses pour compenser la réduction des crédits disponibles au titre des CIP. En Argentine, un projet ayant pour objet d'aider à assurer la formation continue du personnel du complexe pétrochimique de Bahia Blanca¹⁰² a débouché sur l'organisation, en août 1983, d'un colloque régional consacré au développement de l'industrie pétrochimique, au cours duquel les participants ont souligné l'importance de la R-D et de la coopération technique entre pays en développement dans le domaine des produits pétrochimiques. Le PNUD a fourni 1,8 million de dollars pour la première phase du projet, alors que pour la seconde son apport s'est élevé à 900 000 dollars et celui du gouvernement à 344 000 dollars. Un projet calqué sur celui qui est exécuté en Argentine a été approuvé à la fin de 1983 en vue de renforcer les capacités de R-D dans le domaine des produits pétrochimiques en Turquie et sera financé par un apport du PNUD d'un montant de 500 000 dollars et par un apport égal du gouvernement¹⁰³.

282. L'ONUDI s'est toujours attachée à faire bénéficier les autres pays en développement intéressés des résultats positifs donnés par tel ou tel projet. Ainsi, le projet portant sur le développement de la technologie des fibres de carbone au Brésil¹⁰⁴, qui a été financé par le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, a

¹⁰¹ *Ibid.*, par. 260.

¹⁰² *Ibid.*, par. 252.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*, par. 255.



Moulage de pièces en fonte grise par la technique du moule étuvé à l'usine pilote et de démonstration créée au Népal.

permis de progresser considérablement dans la mise au point de matériaux et d'éléments de construction se prêtant à diverses applications. Pour que l'expérience acquise profite à d'autres pays, on a organisé une conférence internationale sur l'utilisation des fibres de carbone en décembre 1983 en vue d'exposer les résultats obtenus dans le cadre du projet et d'étudier les possibilités qui s'offraient aux pays en développement de coopérer pour l'acquisition des technologies relatives aux fibres de carbone et aux composites obtenus au moyen de ces fibres.

283. La technologie industrielle liée à l'énergie a conservé la place prépondérante qu'elle occupait dans les projets intéressant le secteur des industries chimiques. Le programme relatif aux biocarburants, en particulier, s'est développé continuellement. Des experts de l'ONUDI ont apporté leur concours à un programme relatif à l'adoption de gazéificateurs de biomasse destinés à être utilisés dans l'industrie en République dominicaine afin de réduire les importations de mazout et à un vaste programme portant sur la mise au point, aux Philippines, d'installations de gazéification et de pyrolyse permettant d'obtenir du gaz et du charbon à partir de déchets agricoles tels que les balles de riz et les coquilles de noix de coco.

284. Dans le domaine des combustibles synthétiques, l'ONUDI a appuyé activement les efforts de R-D faits par un certain nombre de pays en développement possédant d'abondantes réserves de charbon dans le domaine de la gazéification et de la liquéfaction de la houille. Il convient de mentionner en particulier l'assistance fournie actuellement au Laboratoire régional de recherche d'Hyderabad (Inde). Les techniques de gazéification utilisables pour les charbons indiens qui sont riches en cendres ne sont pas faciles à obtenir; en outre, il faut adapter la technologie importée aux charbons locaux, de préférence en l'expérimentant à une échelle suffisante pour pouvoir recueillir les données nécessaires à la transposition du procédé à l'échelle voulue et à la conception de grandes installations. Il faut également doter le pays des moyens de conception et de production requis, améliorer le procédé en réduisant au minimum la quantité d'oxygène nécessaire et élaborer un modèle de ce procédé en vue de la mise au point de grandes installations. C'est à cette fin que le Laboratoire régional de recherche d'Hyderabad a importé une installation pilote capable de traiter une tonne/heure de charbon et fondée sur le système de la gazéification à lit fixe sous pression. C'est la plus petite installation pilote que l'on puisse utiliser pour recueillir des données en vue de la transposition du procédé à l'échelle voulue et de la mise au point de grandes installations commerciales. Le projet de l'ONUDI a principalement pour objet d'aider à monter, à mettre en service et à faire fonctionner le gazéificateur pilote, ainsi que de donner des conseils techniques et de fournir des instruments perfectionnés pour permettre de recueillir les données dont pourraient avoir besoin les autorités indiennes. Cette installation a été achevée et mise en service avec succès en 1983.

285. Deux réunions techniques liées à l'énergie se sont tenues durant l'année considérée. L'ONUDI a organisé un troisième stage sur l'entretien et l'inspection des installations dans les raffineries de pétrole, en coopération avec le Gouvernement autrichien, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et la société pétrolière nationale autrichienne. Les pays en développement avaient manifesté beaucoup d'intérêt pour les deux premiers

stages et nombre d'entre eux ont envoyé, à leurs propres frais, des participants au troisième. Un séminaire sur les techniques de dessalement de l'eau faisant appel à l'énergie solaire a été organisé par l'ONUDI en coopération avec le Victoria Solar Energy Council à Perth et à Melbourne (Australie). Les participants des pays en développement ont examiné, avec des experts australiens, les divers procédés de dessalement faisant appel à l'énergie solaire et étudié la possibilité de les appliquer dans le monde en développement.

286. On a de nouveau insisté sur les économies considérables qui peuvent être réalisées grâce à une meilleure gestion de l'énergie dans l'industrie de la céramique lors d'un stage technique consacré à cette question, qui s'est tenu en Tchécoslovaquie¹⁰⁵, en avril 1983. L'ONUDI ayant été invitée à intensifier ses activités dans ce domaine, deux missions exploratoires ont par la suite été entreprises au Brésil et en Inde en vue de définir un programme de travail plus concret en ce qui concerne la coopération future.

287. Une importante contribution à la Décennie du développement industriel de l'Afrique a été apportée par un projet visant à renforcer et élargir les moyens dont dispose le Centre de développement de l'industrie pétrolière de Sumbe (Angola). Ces dernières années, plus de 200 spécialistes locaux ont bénéficié, dans le cadre du projet, d'une formation pratique dans le domaine du raffinage du pétrole; les cours donnés ont également été suivis par un certain nombre de stagiaires du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau, du Mozambique et de la République-Unie de Tanzanie. Le PNUD et l'ONUDI prévoient d'organiser au Centre des activités régionales de formation à l'intention des pays membres de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe.

288. En 1983, l'ONUDI a entrepris un certain nombre de projets d'assistance technique en Afrique en vue de favoriser la mise en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Ainsi, en Somalie, l'Organisation a fourni des services d'experts et de matériel pour la création d'un laboratoire d'essais et de contrôle de la qualité du charbon de bois, dont l'objectif général est de substituer aux méthodes traditionnelles inefficaces de carbonisation des techniques modernes à rendement plus élevé, qui permettent d'obtenir davantage de charbon à partir de la même quantité de bois. Au Soudan, un projet a été lancé pour aider à utiliser des déchets agricoles tels que les tiges de cotonniers en vue de la production de combustibles solides et gazeux par gazéification et pyrolyse dans de petites installations. Traditionnellement, les tiges de cotonniers sont brûlées peu après la récolte afin d'éviter que la culture suivante de coton ne soit contaminée par des parasites. Si la technologie de gazéification ou de pyrolyse des tiges de cotonniers s'avérait viable, elle permettrait de produire de l'énergie à partir de ces déchets tout en résolvant le problème de leur élimination. Au Burundi, l'ONUDI a donné des conseils au sujet des méthodes d'extraction de la tourbe et a étudié la possibilité de produire des engrais et des conditionneurs solides à base de tourbe pour les besoins locaux.

289. Un autre exemple d'appui apporté à l'industrie africaine est fourni par la première briqueterie mécanisée de Gambie¹⁰⁶, dont la production a démarré en

¹⁰⁵ID/B/280, chap. V, par. 254.

¹⁰⁶ID/B/300, chap. III, par. 250.

1983 et qui a été conçue, construite et équipée par un entrepreneur chinois et financée au titre du FNUDI. Sa mise en service est l'aboutissement de l'assistance fournie par l'ONUDI pendant plusieurs années, d'abord pour l'inventaire des matières premières, les études de marchés et les études de préfaisabilité et de faisabilité, puis pour le montage et la mise en service de l'usine. Cette coopération se poursuit actuellement dans le cadre d'un vaste programme de formation mis sur pied à l'intention non seulement du personnel de l'usine mais aussi d'entrepreneurs et de briqueteurs afin que les briques soient fabriquées et utilisées le plus rationnellement possible.

290. Le caractère universel du programme d'assistance technique de l'ONUDI a été illustré par les projets menés dans le domaine de la verrerie au Burundi et à Haïti. Une fabrique de bouteilles était en voie d'achèvement au Burundi, tandis qu'en Haïti un contrat a été conclu pour une usine analogue. L'assistance fournie par l'ONUDI a porté aussi bien sur la réalisation des études de préinvestissement techniques et économiques nécessaires pour déterminer les possibilités d'investissement que sur les négociations menées par les pouvoirs publics avec des fournisseurs potentiels de technologie et de savoir-faire et avec des investisseurs éventuels. Si ces projets et plusieurs autres projets en cours d'exécution mettaient en œuvre les techniques classiques de production de verre creux, un projet entrepris au Viet Nam permettra d'aider les pouvoirs publics dans le domaine de la fabrication de verrerie scientifique destinée à des laboratoires, des universités, des écoles, etc., du pays. A partir de tubes en Pyrex importés, il est en effet possible de fabriquer toute une série d'appareils de laboratoire moyennant des investissements minimes.

291. Dans le domaine de la pâte à papier et du papier, l'ONUDI a poursuivi les efforts qu'elle avait entrepris pour accroître la production dans les pays en développement. En Turquie¹⁰⁷, l'appui technique apporté à des usines de pâte à papier et de papier a été étoffé par des services d'experts hautement qualifiés et par des programmes de formation destinés au personnel d'exploitation et aux chercheurs. Au Viet Nam, un programme a été mis sur pied en vue de moderniser les papeteries existantes, tandis qu'en Ouganda¹⁰⁸ on a établi une étude de faisabilité pour des usines à pâte de bagasse d'une capacité de 10 à 40 tonnes/jour et formulé des recommandations en vue d'améliorer le fonctionnement général des papeteries. En République populaire démocratique de Corée, l'ONUDI a aidé une papeterie à améliorer la qualité de ses sacs destinés à contenir du ciment.

292. Au Mozambique, une installation de lavage de sel a été mise en place pour améliorer la qualité du sel marin produit localement et en faciliter l'exportation. Les études sur la production de carbonate de sodium à partir de la saumure fournie par des lacs salés locaux ont été entreprises en Ethiopie et en République-Unie de Tanzanie, et l'on a lancé de nouveaux programmes d'assistance en Birmanie, au Nigéria et au Soudan pour améliorer les salines existantes. On a également amélioré la production artisanale de sel assurée par les femmes en Gambie, à la Jamaïque et au Nigéria. Des directives concernant la production de sel marin sont désormais disponibles en anglais, en espagnol et en français.

¹⁰⁷ *Ibid.*, par. 260.

¹⁰⁸ *Ibid.*

293. En 1983, l'ONUDI a continué d'accorder une attention particulière au renforcement de l'appui apporté à la R-D dans le domaine de la mise au point des techniques. Après plusieurs années de planification et de négociations, un grand projet a été lancé à Sri Lanka pour aider la Ceylon Ceramic Corporation à mettre en place un laboratoire central de contrôle de la qualité et de recherche pour ses 26 installations de production. Financé au titre du FNUDI, ce projet vise à assurer l'autonomie du pays dans le domaine de la R-D sur les produits céramiques ainsi qu'à favoriser l'essor rapide et autonome de cette industrie. Le nouveau laboratoire apportera également son concours à des entreprises industrielles privées pour leurs programmes de fabrication. Les travaux de recherche menés dans les installations pilotes de fabrication de pâte à papier et de papier créées récemment en Birmanie¹⁰⁹ et à Cuba ont donné des résultats positifs qui devraient se révéler intéressants pour d'autres pays en développement. A cet égard, on peut citer les connaissances nouvelles acquises sur le stockage de la bagasse et la fabrication de papier journal à partir de bagasse à Cuba; la fabrication de plusieurs produits à base de papier — qui n'étaient pas fabriqués en Birmanie auparavant — à partir de mélanges de pâte de bambou, de vieux papiers et de pâte de feuillus tropicaux; et le rassemblement de données scientifiques sur le défibrage de diverses essences feuillues et variétés de bambous.

294. On a favorisé la CTPD dans le cadre d'un certain nombre de projets régionaux, et notamment du projet relatif à la construction dans les régions sujettes aux séismes, projet auquel ont participé la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie et qui est en voie d'achèvement¹¹⁰. Ce projet a été un succès, comme en témoigne la décision des pays participants de continuer à coopérer après son achèvement et de créer un comité permanent de coordination pour la réduction des risques liés aux séismes dans les Balkans.

295. Un projet régional concernant les technologies et les systèmes de construction fondés sur l'emploi de matériaux bon marché dans la région de l'Asie et du Pacifique a été mis en route au début de 1983 à l'intention des pays suivants : Afghanistan, Chine, Malaisie, Népal, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Tonga; un secrétariat régional dirigé par un coordonnateur a été créé aux Philippines. Une des particularités de ce projet réside dans l'arrangement conclu en vue de la fourniture d'un consultant par un des pays participants à un autre de ces pays au titre de la CTPD, les deux pays intéressés prenant à leur charge les frais encourus. Un fonctionnaire de chaque gouvernement participant coordonne et gère les activités régionales conformément aux politiques et aux priorités définies par un conseil technique intergouvernemental, ce qui favorise au maximum la participation des divers gouvernements de la région.

296. Dans le cadre du projet portant sur le développement et la promotion de la production et de l'utilisation d'engrais dans la région arabe, qui a été entrepris en 1982 en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)¹¹¹, l'Organisation arabe de développement

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ ID/B/280, chap. V, par. 258.

¹¹¹ *Ibid.*, par. 265.

industriel (OADI) et la Fédération arabe des producteurs d'engrais chimiques, on a organisé en 1983 deux réunions régionales consacrées respectivement aux systèmes de conditionnement, de stockage et de distribution et à la mise au point de facilités de crédits pour l'agriculture et de politiques des prix dans le domaine des engrais. Le projet en question a permis de renforcer les moyens dont dispose la Fédération arabe dans le domaine de la diffusion et du traitement de l'information, ainsi que de fournir des services d'experts de courte durée pour résoudre les problèmes d'entretien qui se posaient à deux sociétés de production d'engrais situées en Jordanie et en République arabe syrienne.

297. La méthode originale adoptée par l'ONUDI pour mettre en commun l'expérience acquise par les pays en développement en ce qui concerne tous les aspects du développement de l'industrie des pesticides a conduit à la création d'un réseau régional pour la production, le contrôle et l'utilisation des pesticides en Asie et en Extrême-Orient. Les activités du projet sont planifiées et suivies par un Comité consultatif technique composé d'experts désignés par les gouvernements des pays membres. En 1983, on a également organisé deux réunions d'experts qui ont été consacrées respectivement à un système de collecte de données sur les pesticides et à l'harmonisation des règles concernant l'enregistrement des pesticides et au cours desquelles des représentants des pays membres ont examiné des problèmes communs et recherché des solutions appropriées. Les échanges de données d'expérience sont en outre intensifiés grâce à des missions d'experts de la région ou d'ailleurs et à des voyages d'étude organisés à l'intention de fonctionnaires, de chercheurs et d'ingénieurs dans certains pays de la région. Dans le cadre du projet, une excellente coopération s'est instaurée avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Sur la base de l'expérience acquise en 1983, on a entrepris des préparatifs en vue de l'exécution d'un projet analogue en Amérique latine.

298. Alors que la croissance de l'industrie des engrais dans les pays en développement est fortement entravée par le coût élevé des usines nouvelles, l'ONUDI a concentré ses efforts sur l'utilisation de minerais pauvres phosphatés et sulfureux comme matière première pour la production d'engrais. En Inde, un projet de recherche novateur a été lancé en vue de l'utilisation de minerais pauvres sulfureux (pyrites) pour la production de soufre ou d'acide sulfurique, principal produit chimique utilisé dans l'industrie des engrais phosphatés. De nouveaux projets ont été lancés en vue de la création d'instituts de R-D en Egypte et au Pakistan; par ailleurs, l'industrie des engrais du Bangladesh a bénéficié d'une assistance pour le renforcement de ses moyens de formation et la mise en place d'une division des études techniques. En mai 1983, à sa vingtième session, le Groupe de travail ONUDI/FAO/Banque mondiale sur les engrais — qui présente des rapports dont on reconnaît désormais l'intérêt dans le monde entier — a entériné les résultats des études qu'il a menées sur la situation actuelle de l'offre et de la demande et sur les perspectives en la matière au cours des cinq années à venir. Le rapport correspondant sera présenté à la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais, qui aura lieu à New Delhi (Inde) en janvier 1984.

299. Dans le domaine des pesticides, les pays en développement ont continué à manifester un grand intérêt pour la création d'installations pilotes de

fabrication et de formulation. Des projets d'assistance portant sur la création d'une usine polyvalente de pesticides en Egypte et d'une installation de formulation en Birmanie étaient en cours d'exécution durant l'année considérée. L'ONUDI s'est préoccupée d'un certain nombre de problèmes, notamment dans les domaines suivants : toxicologie; réglementation gouvernementale, homologation et procédure de contrôle; sécurité dans les opérations de production, de manutention et d'application; environnement; et contrôle des résidus de pesticides dans le cas des cultures vivrières. On a continué à coopérer étroitement avec la FAO, l'OMS et le PNUE.

300. Dans le cadre de l'assistance fournie à l'industrie du ciment en 1983, on a notamment envoyé des missions d'experts en Bolivie, en Haute-Volta, au Yémen et dans d'autres pays d'Asie. En outre, on a élargi encore un programme intéressant la Jamahiriya arabe libyenne¹¹², qui est financé au titre d'un arrangement relatif aux fonds d'affectation spéciale. Deux grands projets étaient en cours d'exécution et l'on en mettait un autre au point pour améliorer le fonctionnement des cimenteries et la formation de leur personnel. Trois cimenteries modernes emploient actuellement quelque 250 spécialistes et techniciens de divers pays. L'amélioration de l'exploitation et des résultats financiers des usines qui en est résulté justifie amplement le coût du personnel international auquel pourraient recourir d'autres industries tant en Jamahiriya arabe libyenne que dans d'autres pays où, en raison de la pénurie de cadres et de main-d'œuvre qualifiée, il est difficile de rentabiliser suffisamment les investissements.

301. Un programme élaboré en 1982 pour développer l'industrie de la chaux dans les pays en développement¹¹³ a suscité un intérêt considérable et plus de 50 pays ont exprimé le désir d'y participer. On a rassemblé et diffusé des informations sur la technologie relative à la chaux et sur la situation des industries nationales de la chaux et continué à préparer une conférence pour la promotion de la chaux, qui permettra d'initier les pays en développement intéressés aux techniques appropriées dans ce domaine. L'emploi de techniques plus perfectionnées serait envisagé ultérieurement.

302. Le programme concernant l'environnement et l'industrie présente un caractère pluridisciplinaire et intéresse toutes les industries auxquelles l'ONUDI fournit une assistance technique. En 1983, on a exécuté un certain nombre de projets se rapportant directement à la mise au point de techniques de lutte contre la pollution industrielle et au recyclage des déchets en vue de protéger l'environnement. Ces projets portaient sur le raffinage du pétrole et la fabrication de produits pétrochimiques, d'engrais ainsi que de pâte à papier et de papier. L'ONUDI a continué à coopérer à la fois avec l'OMS et le PNUE dans le domaine du contrôle des produits chimiques toxiques. Elle a également coopéré avec l'Organisation maritime internationale dans le cadre d'un projet destiné à prévenir, à contrôler et à combattre la pollution marine due aux déchets industriels le long des côtes brésiliennes.

303. En 1983, l'ONUDI a continué à accorder la priorité aux projets propres à favoriser l'expansion des industries pharmaceutiques locales dans les pays en

¹¹²*Ibid.*, par. 260.

¹¹³ID/B/300, chap. III, par. 256.

développement. Plusieurs de ces projets portaient sur l'utilisation industrielle des plantes médicinales et aromatiques¹¹⁴ dans les pays suivants : Afghanistan, Haute-Volta, Mali, Népal, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Thaïlande, Togo et Turquie. Outre qu'ils permettent d'accroître la quantité de médicaments disponible pour les programmes de soins de santé des pays en développement, les produits pharmaceutiques obtenus à partir de plantes peuvent être exportés. De nouveaux projets ont été lancés en Thaïlande et en Turquie, tandis que les activités menées au Népal et au Rwanda ont été axées sur l'installation d'un matériel pilote qui servira à la mise au point des techniques de production et à des fins de formation. Des installations pour le contrôle de la qualité au moyen d'analyses instrumentales ont été créées au Népal, en République-Unie de Tanzanie, en République-Unie du Cameroun et au Rwanda. Une installation pilote de taille plus modeste sera mise en place en République-Unie de Tanzanie. Un projet portant sur la production d'extraits médicinaux en Haute-Volta est exécuté actuellement avec le concours de la Belgique.

304. D'autres projets destinés à encourager les industries pharmaceutiques dans les pays en développement portaient sur la création d'installations simples pour la formulation et le conditionnement des produits pharmaceutiques. Les problèmes rencontrés initialement dans le cadre d'un de ces projets, qui intéressait la Guinée, ont été en grande partie résolus en 1983¹¹⁵ avec l'installation de machines pour la production de cachets, de sirops et de lotions ainsi que d'équipements pour le contrôle de la qualité. Les essais de production sont en cours et l'usine devrait être mise en service en mai 1984. Des installations analogues fonctionnent déjà à Zanzibar (République-Unie de Tanzanie)¹¹⁶ et une installation pilote a été inaugurée au Cap-Vert. Un projet en cours relatif aux soins de santé primaires, qui est exécuté conjointement avec l'OMS au Népal¹¹⁷, sera étendu à des formulations nouvelles de médicaments essentiels. L'ONUDI a également continué à coopérer avec d'autres organismes des Nations Unies, et notamment avec la CNUCED, le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et la Banque mondiale.

305. Un projet destiné à permettre de fabriquer localement des sels de réhydratation à administrer par voie buccale a été achevé au Mozambique¹¹⁸ et la capacité de production nominale a été atteinte. L'ONUDI a financé une étude visant à déterminer s'il serait possible de produire les sels en question dans les pays les moins avancés d'Afrique. Un nouveau retard est intervenu dans la mise en œuvre d'un grand projet concernant la création au Mozambique d'une installation de production de médicaments, projet dont l'exécution avait déjà été reportée à 1983.

306. Une fois achevés les travaux de génie civil à l'usine polyvalente pour la fabrication de drogues synthétiques essentielles en vrac à Cuba¹¹⁹, on commencera à installer les équipements, la mise en service de l'installation étant

¹¹⁴*Ibid.*, par. 268.

¹¹⁵*Ibid.*, par. 269.

¹¹⁶*Ibid.*

¹¹⁷*Ibid.*

¹¹⁸*Ibid.*

¹¹⁹*Ibid.*, par. 270.

prévue pour septembre 1984. L'exécution d'un autre projet portant sur la production de stéroïdes synthétiques à Cuba s'est poursuivie avec l'acquisition de matériel et de technologie et avec la formation de techniciens.

307. Une activité nouvelle menée dans un secteur pharmaceutique a trait à la médecine préventive et à la production de sérums et de vaccins. Le Gouvernement camerounais a approuvé la proposition de l'ONUDI tendant à la mise en place d'une installation pour le contrôle de la qualité et le conditionnement de vaccins en vrac. Au titre du Programme commun ONUDI/Hongrie de coopération, on se prépare actuellement à envoyer une équipe d'experts dans 10 pays pour élaborer un programme relatif à la production de vaccins en Afrique. Une étude préliminaire de faisabilité a en outre été exécutée au sujet de la production d'insuline et d'autres substances opothérapiques apparentées au Botswana.

308. Les activités visant à renforcer les capacités de R-D d'un certain nombre de pays d'Amérique latine dans le domaine de la biotechnologie et de la génétique¹²⁰ ont été poursuivies pour que ces pays puissent être plus autonomes dans ce domaine. Des dispositions ont été prises en 1983 en vue d'une réunion intergouvernementale sur la création d'un centre de R-D en Amérique latine, qui doit se tenir en 1984.

309. Une des principales activités menées par l'ONUDI dans ce domaine en 1983 a été constituée par la réunion de consultation organisée à Vienne en collaboration avec la Commission scientifique, technique et de la recherche de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Au cours de cette réunion, des spécialistes de l'industrie des plantes médicinales venus d'Afrique et d'ailleurs ont examiné ensemble les modalités du développement de cette industrie en Afrique. Conformément aux recommandations de l'ONUDI, les participants ont défini trois mécanismes différents de développement sur la base des trois niveaux de développement admis de l'infrastructure en Afrique. Deux projets financés au titre des SIS en faveur du Togo et de la Guinée-Bissau ont aidé à mettre au point des concepts applicables dans les pays les moins avancés de la région.

¹²⁰*Ibid.*, par. 271.



Chapitre IV

ETUDES INDUSTRIELLES

1. A l'époque où l'ONUDI avait lancé, il y a une huitaine d'années, son programme d'études et de recherches industrielles, la communauté internationale amorçait un examen intensif des besoins des pays du tiers monde en matière de développement, accompagné d'un plaidoyer énergique en faveur d'un système économique international nouveau et plus équitable. Dans le contexte de la crise actuelle et du débat qui s'est ensuivi sur la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, la nécessité d'un examen approfondi des problèmes de développement qu'affrontent les pays en développement est devenue encore plus pressante. L'ONUDI s'efforce de contribuer à la solution de ces problèmes en maintenant son propre potentiel de recherche, en analysant le processus de développement économique et en traçant de nouvelles approches du développement industriel aux niveaux mondial, régional, national et sectoriel.

ETUDES MONDIALES ET CONCEPTUELLES

2. La récession et la crise de l'endettement qui se prolongent dans le monde ont eu des répercussions particulièrement graves sur le processus d'industrialisation des pays en développement. C'est pourquoi, par l'entremise de son service des études mondiales et conceptuelles, l'ONUDI s'est efforcée de réévaluer les perspectives immédiates et à long terme de l'industrialisation dans les pays en développement, en tenant dûment compte des priorités fixées par le Conseil du développement industriel à sa quatorzième session¹.

3. Dans ses travaux sur la restructuration mondiale, l'ONUDI a poursuivi l'examen du processus de restructuration internationale en cours dans le domaine industriel ainsi que de l'impact du protectionnisme et d'autres politiques commerciales et financières sur les options stratégiques ouvertes aux pays en développement. Des études ont été achevées sur les tendances, les acteurs et les perspectives de la restructuration mondiale; les structures changeantes de la production mondiale dans l'industrie automobile; et le processus de restructuration dans les pays européens à économie planifiée, l'accent étant placé sur les conséquences pour les pays en développement des modifications provoquées par ce processus. Des études ont également été entreprises sur l'impact de la présente crise sur de grandes industries ainsi que sur la structure de la production industrielle dans les pays en développement. La publication de ces études est prévue pour 1984.

¹A/35/16, vol. II, par. 54.

4. Les recherches relatives aux politiques entreprises durant l'année à l'étude comportaient une évaluation des stratégies et politiques de développement suivies récemment dans les pays en développement, ainsi qu'une tentative pour définir des solutions de rechange pour l'avenir. Certaines des conclusions ont été publiées dans une étude analytique sur l'intégration régionale des pays en développement², et l'on a procédé à une réévaluation des zones industrielles travaillant pour l'exportation, du rôle des multinationales dans les pays en développement et des sociétés commerciales générales comme instruments du développement. On a aussi commencé de nouvelles études concernant les effets des contraintes en matière de change sur le choix des stratégies et politiques d'industrialisation ainsi que sur la genèse, les implications et les solutions possibles du problème de la dette extérieure.

5. La formulation de mesures destinées à accélérer la restructuration mondiale ainsi que de politiques à long terme pour le secteur industriel des pays en développement appelle un nombre croissant de décisions complexes, mettant en jeu des facteurs et des agents interdépendants toujours plus nombreux. En vue de faciliter la prise de décisions au niveau national, l'ONUDI a poursuivi des analyses du potentiel d'industrialisation des pays en développement dans les années 80 et 90. Les travaux ont progressé sur une série de scénarios expérimentaux commencés en 1982 et portant sur : l'extrapolation des tendances actuelles; la coopération Sud-Sud; le découplage du Sud du Nord; ainsi que la coopération Nord-Sud et Sud-Sud³. Ces scénarios ont pour objet de présenter, en les chiffrant, les conséquences politiques de diverses formules possibles de coopération internationale, et d'esquisser les réformes institutionnelles qu'il faudrait réaliser pour consolider les avantages de la coopération Sud-Sud.

6. L'établissement des modèles ainsi que la collecte, la normalisation et la diffusion des données d'entrées-sorties permettent de constituer une base de données quantitatives absolument indispensable pour les études globales et conceptuelles réalisées par l'ONUDI. L'établissement des modèles étant maintenant achevé, les travaux ont été axés, comme au cours de l'année précédente, sur les applications pratiques pour les usagers, au sein de l'ONUDI et dans d'autres organismes des Nations Unies, ainsi que dans divers pays. L'Organisation internationale du Travail (OIT), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Université des Nations Unies, par exemple, continuent d'utiliser le modèle UNICED (un projet commun de modelage ONUDI/CNUCED), facilitant ainsi l'emploi par les organismes des Nations Unies d'un cadre cohérent pour l'analyse du développement économique aux niveaux mondial et régional dans les années 80 et 90 dans les domaines du commerce, de la technologie et des structures industrielles. On a procédé à un examen à la fois vaste et détaillé des possibilités de coopération Sud-Sud dans les domaines de la production industrielle et du commerce, ainsi que des incidences macro-économiques de différentes hypothèses concernant le développement. L'articulation des hypothèses économiques et politiques est étudiée dans le cadre d'un projet de recherche consacré aux conséquences à long terme du changement technologique, à la croissance des marchés intérieurs et aux bilans énergétiques. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et

²UNIDO/IS.405.

³Voir ID/B/300, chap. IV, par. 4.

l'agriculture (FAO), on a poursuivi les travaux sur une étude pilote des liens entre l'agriculture et l'industrie, en vue de faciliter l'élaboration de méthodes de planification dans ce domaine. Les conclusions de ces deux dernières études seront publiées en 1984.

7. En vue d'aider les décideurs nationaux, on a publié un guide à l'intention des utilisateurs du modèle IDIOM — ensemble généralisé de programmes pour l'établissement de modèles d'économies nationales⁴. On a continué d'élargir et d'améliorer la base de données d'entrées-sorties, en établissant notamment un recueil de ces données à l'intention de pays déterminés, des tableaux standardisés pour différentes régions du monde⁵, un tableau d'entrées-sorties pour la Chine⁶ ainsi qu'un rapport sur l'emploi de modèles d'entrées-sorties en Chine⁷. En outre, l'ONUDI a poursuivi la préparation de la huitième Conférence internationale sur les techniques d'entrées-sorties, prévue pour 1985, à laquelle elle fournira un appui technique et dont elle assurera le service.

8. Tout au long de l'année, des documents spéciaux ont été établis pour l'Organisation elle-même, ainsi que pour des réunions et des organismes interinstitutions et intergouvernementaux tels que le Groupe technique de l'énergie et le Groupe de travail technique de l'Equipe spéciale sur les objectifs de développement à long terme du Comité administratif de coordination. Un rapport sur le potentiel industriel a été publié dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale des Nations Unies sur la population, prévue pour 1984⁸, et l'on a entrepris une étude sur le rôle des femmes dans l'industrie, qui sera présentée à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme.

9. Dans le cadre des travaux préparatoires à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, une réunion, organisée en coopération avec le Service des études par région et par pays, a été consacrée aux stratégies et politiques de développement industriel pour les pays en développement, et deux volumes d'études connexes sur les stratégies et politiques d'industrialisation ont été mis au point en vue de leur publication. Des contributions ont également été apportées à une réunion préparatoire sur l'énergie et l'industrialisation, et un document d'information a été établi pour le point 4 de l'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale, consacré à l'examen des progrès accomplis pour se rapprocher de l'objectif de Lima et des perspectives de réalisation de cet objectif. Parmi d'autres apports à la Conférence figurent des contributions à un document thématique sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique (point 6) et un document d'information sur les politiques et mesures industrielles destinées à assurer le développement rural (point 5 g).

10. Conformément aux priorités fixées par le Conseil à sa quatorzième session, les études conceptuelles et spéciales ont été axées sur l'énergie, les pays les moins avancés et les aspects sociaux de l'industrialisation, et avaient pour objet de fournir une base et un cadre conceptuels pour les activités

⁴UNIDO/IS.378.

⁵UNIDO/IS.371.

⁶A publier en 1984 dans *Industrie et développement*, n° 10. ♥

⁷UNIDO/IS.373.

⁸UNIDO/IS.374.

opérationnelles de l'ONUDI. Les études dans le domaine de l'énergie ont porté sur les incidences énergétiques de l'objectif de Lima au niveau régional, les possibilités de coopération Sud-Sud et Nord-Sud en matière d'énergie pour l'industrialisation dans les pays en développement, et sur l'interface énergie-industrie dans le domaine des biens d'équipement. Les études sur les pays les moins avancés étaient axées sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique, l'accent étant mis actuellement sur les politiques et stratégies d'exportation pour les pays les moins avancés, ainsi que la mesure de la capacité industrielle et une meilleure utilisation de cette capacité en Afrique.

11. Les études sur les aspects sociaux de l'industrialisation visaient à clarifier la nature de certains aspects de l'interaction complexe entre le processus d'industrialisation et le progrès socio-économique dans les pays en développement. Elles comportaient un bilan du développement socio-économique dans le monde vers la fin des années 70⁹ et une analyse des liens entre l'industrialisation et le développement socio-économique¹⁰, tandis qu'un rapport sur les études consacrées par l'ONUDI aux aspects sociaux de l'industrialisation était établi pour être présenté au Conseil à sa dix-septième session¹¹. On a également poursuivi une analyse quantitative de l'interaction de l'industrialisation et du développement socio-économique. Dans le cadre de son programme permanent d'études relatives à l'intégration de la femme dans le développement, l'ONUDI a publié un rapport d'ensemble sur la contribution des femmes au développement de l'industrie textile et des industries alimentaires¹², et a mis en chantier une étude sur le rôle des femmes dans l'industrie.

12. En 1983, on a continué à préparer la publication d'une série de rapports mondiaux sur l'industrialisation, dont le premier devrait paraître en 1984. Ces rapports ont pour but de faire brièvement le point de la situation et des perspectives de l'économie mondiale ainsi que de leurs incidences sur l'industrialisation des pays en développement. Chaque rapport sera axé sur des problèmes fondamentaux bien précis, pour lesquels l'adoption des mesures voulues, notamment au niveau international, permettrait d'accélérer le processus de développement et de restructuration industriels. Le premier rapport est consacré essentiellement à l'analyse des possibilités de renforcement de la coopération Sud-Sud.

13. Les analyses présentées dans le rapport d'ensemble ont été complétées par les constatations faites au cours de l'enquête sur les mesures visant à accélérer l'industrialisation prises par les différents gouvernements. Dégagées des renseignements communiqués par 67 pays et 16 organisations internationales, les informations détaillées sur les plans et perspectives des gouvernements des Etats membres qui figurent dans le rapport exhaustif sur l'enquête¹³, ainsi que leur synthèse présentée au Conseil à sa dix-septième session¹⁴, peuvent aider les dirigeants à définir les perspectives générales de développement et à étudier d'éventuelles actions collectives.

⁹UNIDO/IS.404.

¹⁰UNIDO/IS.380.

¹¹ID/B/295/Add.1 et Corr.1.

¹²UNIDO/IS.391.

¹³UNIDO/IS.370.

¹⁴ID/B/295/Add.2.



Matériel informatique fourni par l'ONUDI pour la maintenance dans la métallurgie. Héliouan (Egypte)

14. La revue *Industrie et développement* continue à être axée sur les applications pratiques de l'analyse économique aux problèmes et questions d'industrialisation dans les pays en développement. Le numéro 7¹⁵ a été consacré à l'évaluation des résultats des entreprises industrielles publiques des pays en développement, alors que les deux numéros suivants¹⁶ avaient pour thème principal les problèmes d'industrialisation dans les pays en développement de l'Afrique au sud du Sahara et dans les pays les moins avancés. On a également préparé la publication de quatre numéros en 1984, et la revue doit désormais paraître régulièrement chaque trimestre.

ETUDES PAR REGION ET PAR PAYS

15. Dans ses travaux de recherche économique sur les perspectives d'industrialisation à moyen et à long terme de différents pays et régions en développement, le Service des études par région et par pays s'est surtout intéressé aux stratégies, plans et politiques de développement industriel et aux ajustements structurels, en s'attachant tout spécialement à fournir des

¹⁵UNIDO/SER.M/7.

¹⁶UNIDO/SER.M/8 et 9.

informations utiles aux dirigeants nationaux et aux services chargés des activités opérationnelles de l'ONUDI. Des études ont été entreprises en coopération étroite avec d'autres organisations internationales et des organismes nationaux de recherche.

16. Le rapport sur une étude des stratégies et politiques industrielles dans les pays en développement de l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est¹⁷ a été publié et une étude analogue sur l'Afrique paraîtra en 1984. Un document intitulé "Regional industrial co-operation: experiences and perspectives of ASEAN and the Andean Pact" (Coopération industrielle régionale : expérience et perspectives des pays de l'ANASE et du Pacte andin)¹⁸ fait la synthèse des études présentées et des conclusions formulées à la Conférence ANASE/Pacte andin sur la coopération industrielle régionale, tenue à Lima (Pérou) en octobre 1982¹⁹. Il comprend des propositions pratiques qui devraient aussi présenter de l'intérêt pour les programmes de coopération industrielle d'autres pays en développement. Lancée en 1982 en collaboration avec le Conseil de coopération du Golfe, une enquête détaillée sur les ressources naturelles et les demi-produits dans la région du Golfe (Asie occidentale) a été menée à bien²⁰ et le rapport final a été présenté au Conseil pour l'aider à coordonner les politiques d'industrialisation fondées sur l'exploitation des ressources naturelles de la région.

17. Dans le cadre de la recherche sur le redéploiement de l'industrie et l'aménagement de ses structures, on a analysé les mutations structurelles aux Etats-Unis d'Amérique et les options en matière d'industrialisation se faisant jour en Amérique latine²¹. Une étude sur les mutations structurelles dans l'industrie des pays européens membres du Conseil d'assistance économique mutuelle a été entreprise. Deux études sur les mutations structurelles dans l'industrie du cuir de la République fédérale d'Allemagne et de la Suède ont été terminées. Les problèmes et politiques d'ajustement dans l'industrie du bois au Japon, pays déficitaire en bois, ont été examinés²². Cette étude a complété les travaux de recherche sur la transformation du bois dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique²³ exécutés par le Service des études sectorielles. Les deux études présentent de l'intérêt pour l'élaboration de politiques et stratégies de coopération industrielle entre pays excédentaires et déficitaires en bois.

18. Dans les études par pays approfondies, on a accordé une attention particulière à la dotation en ressources naturelles et aux tendances actuelles du processus de restructuration internationale afin d'asseoir sur une base optimale l'élaboration des politiques et stratégies industrielles. En Thaïlande, les activités consultatives se sont poursuivies en coopération avec le Comité de la restructuration industrielle²⁴. A la suite d'une série de courtes missions

¹⁷UNIDO/IS.412.

¹⁸UNIDO/IS.401.

¹⁹ID/B/300, chap. IV, par. 13.

²⁰UNIDO/IS.423.

²¹ID/B/300, chap. IV, par. 15.

²²UNIDO/IS.403.

²³UNIDO/IS.395.

²⁴ID/B/300, chap. IV, par. 16.

spécialisées, on a présenté au Gouvernement thaïlandais des rapports sur les restructurations dans l'industrie automobile, l'industrie des matières plastiques et l'industrie chimique, accompagnés de propositions relatives aux mécanismes et organismes nécessaires pour la promotion des exportations. Les conclusions ont été examinées à un séminaire sur la restructuration industrielle, tenu à Pattaya et à Bangkok (Thaïlande) en octobre 1983, qui a réuni des vice-ministres, de hauts fonctionnaires, des industriels et des experts internationaux. L'étude du secteur industriel en Indonésie était sur le point d'être achevée à la fin de 1983. Exécutée en collaboration étroite avec le gouvernement, l'étude analyse les perspectives d'expansion à long terme de l'industrie, propose un cadre stratégique, présente des projections des besoins et définit les possibilités et conditions du développement de certaines branches du secteur des biens d'équipement. On a préparé plusieurs études par pays qui devront être entreprises en 1984 et qui porteront notamment sur les options de l'Amérique latine en matière de stratégie industrielle pendant la décennie en cours et sur le développement et la restructuration de l'industrie péruvienne.

19. Les perspectives et contraintes du développement industriel dans les pays les moins avancés — domaine considéré comme prioritaire par le Conseil — ont continué à retenir une attention particulière. Outre les études consacrées à des pays africains entrant dans cette catégorie (voir ci-après, par. 22), on a entrepris une étude sur les possibilités de développement industriel fondé sur l'exploitation des ressources naturelles au Népal, et tenu un séminaire pour examiner les constatations et recommandations se dégageant de cette étude. On a entamé des travaux pour exécuter en Haïti une étude analogue, axée sur les perspectives à long terme et la restructuration du secteur manufacturier.

20. Les études détaillées par pays entreprises en coopération avec l'Organisation arabe de développement industriel (OADI) touchaient à leur terme à la fin de l'année. Ces études, qui seront présentées à la sixième Conférence pour le développement industriel des Etats arabes, qui doit se tenir à Damas (République arabe syrienne) au début de 1984²⁵, donnent un aperçu d'ensemble des perspectives industrielles de 14 pays arabes.

21. On a continué à préparer la publication, sur feuillets mobiles, d'études par pays qui donneront des renseignements récents et détaillés sur le secteur industriel et son environnement dans certains pays en développement²⁶. Après l'achèvement des études sur l'Afghanistan, l'Inde et la République-Unie de Tanzanie, on a mis au point des principes directeurs pour les études ultérieures. On a entrepris de nouvelles études consacrées aux pays suivants : Argentine, Bangladesh, Costa Rica, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kenya, Paraguay, Pérou, République-Unie du Cameroun, Soudan et Uruguay.

22. Dans le cadre des travaux de recherche liés à la Décennie du développement industriel de l'Afrique, exécutés en 1983, on a publié deux études approfondies pour évaluer les possibilités de développement industriel fondé sur l'exploitation des ressources naturelles au Malawi et en Somalie²⁷, commencé la révision de deux autres études consacrées à la Gambie et au

²⁵*Ibid.*, par. 18.

²⁶*Ibid.*, par. 19.

²⁷UNIDO/IS.389 et UNIDO/IS.426.

Lesotho²⁸, et entamé une étude analogue sur la Guinée-Bissau. On a également achevé une étude préliminaire sur la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), qui détermine les perspectives de développement et de coopération industriels dans la région et les obstacles qui s'y opposent. Les conclusions de cette étude doivent aider les services chargés de définir les politiques et stratégies industrielles des pays de la SADCC, ainsi que les donateurs d'assistance technique et financière, à arrêter des politiques et stratégies permettant de surmonter les problèmes relatifs à la coopération industrielle et au commerce des articles manufacturés, qui se posent actuellement dans la sous-région. En même temps, des projets d'études éventuelles ont été examinés avec les Gouvernements nigérian, ougandais, zambien et zimbabwéen.

23. Les études réalisées par l'ONUDI concernant la région de l'Afrique révèlent, elles aussi, le maintien d'un lien très étroit entre activités de recherches et activités opérationnelles. Sur la demande de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie, la dernière main a été mise à une étude d'ensemble sur les perspectives de reconstruction et de développement national de la Namibie. L'étude s'inscrit tout à fait dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne. L'analyse qui y est faite des secteurs industriels et connexes aidera le gouvernement du futur Etat indépendant à définir les politiques industrielles et technologiques du pays et à veiller à la pleine utilisation de son potentiel de ressources. Il a également été demandé à l'ONUDI d'aider le Gouvernement du Kenya, qui a bénéficié d'un prêt de l'Association internationale de développement, à identifier les secteurs critiques d'un programme d'assistance technique destiné à promouvoir l'exportation d'articles manufacturés.

24. Une étude d'ensemble approfondie sur la situation du secteur manufacturier à Madagascar dans les années 70 est en cours de réalisation; elle fait suite à une étude approfondie entreprise en 1982 en coopération avec la Division des opérations industrielles²⁹. Le Gouvernement malgache a demandé d'autres études sur le système de fixation des prix industriels et sur la politique fiscale en matière industrielle, qui pourront toutes deux servir ultérieurement de supports à une révision et à un ajustement des pratiques suivies par ce pays en matière juridique, administrative et fiscale.

25. Un document composite sur l'évolution du rôle que joue le secteur industriel public dans le développement a été publié en 1983³⁰; il met en lumière les principales questions touchant le secteur public et le développement industriel, et il doit paraître en 1984 en tant que publication des Nations Unies destinée à la vente. On a terminé une étude sur l'évaluation des performances du secteur public³¹ et la série des études par pays sur le rôle du secteur industriel public s'est enrichie d'une monographie sur le Venezuela³².

²⁸ID/B/300, chap. IV, par. 20.

²⁹*Ibid.*, par. 16.

³⁰UNIDO/IS.386.

³¹UNIDO/IS.382.

³²UNIDO/IS.381.

26. La coopération étroite qui existe entre l'ONUDI et les commissions régionales s'est poursuivie : les fonctionnaires détachés, les conseillers régionaux et les experts associés affectés auprès des divisions mixtes de l'industrie ont participé à la réalisation d'études analytiques sur les divers aspects du développement industriel et ont fourni des conseils aux pays ainsi qu'aux diverses organisations sous-régionales et régionales concernées. La coopération avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a porté en particulier sur les préparatifs — conjointement avec la Section de l'industrie de l'Organisation de l'unité africaine — de la septième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, qui s'est tenue à Kigali (Rwanda) en mars 1983. A la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), la Division CEPAL/ONUDI de l'industrie et de la technologie a participé à l'établissement de profils de développement industriel par pays tandis que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a collaboré à la réalisation d'études faisant le point et l'évaluation des progrès industriels au niveau régional et à la préparation de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

27. Les préparatifs de la Conférence ont aussi comporté l'organisation d'une réunion d'experts de haut niveau sur les stratégies et politiques de développement industriel dans les pays en développement organisée en coopération avec le Service des études mondiales et conceptuelles (voir par. 9 ci-dessus), ainsi que l'organisation d'une réunion du même type sur la coopération industrielle entre pays en développement. En outre, des documents d'information et des documents thématiques ont été établis au sujet de la restructuration et du redéploiement de l'industrie dans le monde et du renforcement de la coopération économique entre pays en développement.

ETUDES SECTORIELLES

28. Durant l'année, on a entrepris des recherches sur les secteurs ci-après, qui ont représenté, en 1981, 72 % de la VAM totale réalisée dans les pays en développement : industries alimentaires, cuir et articles en cuir, bois et produits du bois, sidérurgie, biens d'équipement et machines agricoles. On a réalisé une évaluation de type analytique de la plupart des secteurs industriels considérés et mis au point des stratégies de remplacement pour certains secteurs, conformément à la stratégie de recherche à long terme suivie par le Service des études sectorielles³³. A cette occasion, l'accent a été mis une fois de plus sur trois des secteurs prioritaires définis par le Conseil : production industrielle, Système de consultations et Décennie du développement industriel de l'Afrique. Des efforts particuliers ont également été déployés par le biais d'études orientées vers l'action pour renforcer le lien existant entre activités de recherche et activités opérationnelles, tandis que la coopération en matière de recherche avec d'autres organisations internationales a été intensifiée.

29. On a entrepris une étude mondiale du secteur des huiles et graisses végétales auquel une large place sera faite à la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire. L'étude fournira une vue d'ensemble du secteur,

³³ID/B/260, chap. IV, par. 29.

indiquera quelle place les pays en développement y tiennent et peuvent y tenir et décrira certains aspects de la planification et de la promotion du secteur aux niveaux national et sous-régional. On a en outre entrepris une deuxième étude sur le développement intégré de l'industrie des huiles et graisses végétales en adoptant une nouvelle méthode d'analyse de la production et de la consommation alimentaires. Les deux études devraient être achevées en 1984. On a entrepris des travaux préparatoires en vue d'une étude sur l'industrie du conditionnement des produits de la pêche, dont on espère qu'elle pourra être présentée lors d'une consultation prévue pour 1985.

30. Deux études sur l'industrie du cuir et des articles en cuir ont été achevées en 1983; elles seront soumises à la troisième Consultation sur ce secteur en 1984. Toutes deux sont destinées à aider les responsables des pays en développement à mettre en place une industrie du cuir et des articles en cuir ou à l'améliorer. La première étude comporte une évaluation à l'échelle mondiale de ce secteur et expose les tendances enregistrées en matière de production, de consommation et d'échanges depuis 1977; elle insiste sur les facteurs qui déterminent l'expansion du secteur dans les pays en développement. La seconde étude, qui porte sur les perspectives de production dans les pays en développement des produits chimiques nécessaires pour le tannage, examine les problèmes et les obstacles que soulèvera l'approvisionnement des pays en développement en produits chimiques. Elle identifie également les possibilités de production locale qui pourraient servir de base à une coopération régionale.

31. On a achevé la première étude mondiale sur l'industrie du bois et de la transformation du bois³⁴; elle a été présentée à la première Consultation sur ce secteur, qui s'est tenue à Helsinki (Finlande) en septembre 1983³⁵. Cette étude contient une analyse complète de la situation actuelle du secteur et met l'accent sur les nouvelles possibilités offertes aux pays en développement et sur les problèmes que ceux-ci doivent surmonter pour pouvoir se doter d'une industrie du bois et des produits du bois qui soit viable. L'étude a facilité l'examen à la Consultation des problèmes présentant un intérêt commun et de la coopération entre pays en développement et pays industrialisés dans ce secteur. D'autres documents destinés à étayer l'étude ont été établis en collaboration avec un certain nombre d'organisations internationales, dont la FAO, l'OIT, la CNUCED et l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS)³⁶. Les sujets traités étaient les suivants : ressources en bois; mesures tarifaires et non tarifaires touchant le commerce international du bois; aspects écologiques de l'industrie de transformation du bois; transformation du bois dans les pays en développement de la région de la CESAP; prévention des accidents du travail; travail du bois en URSS; technologie de la transformation du bois; et énergie.

32. On a poursuivi la mise au point de l'évaluation technico-économique de neuf substances pharmaceutiques en vrac auxquelles il a été donné priorité, et des produits intermédiaires correspondants ainsi que des formes pharmaceutiques de 26 médicaments choisis par l'ONUDI comme pouvant être

³⁴UNIDO/IS.398.

³⁵ID/B/300, chap. IV, par. 25.

³⁶UNIDO/IS.399; UNIDO/IS.396; UNIDO/IS.394; UNIDO/IS.395; UNIDO/IS.410; UNIDO/IS.406; UNIDO/IS.413. Une autre étude est en cours.

fabriqués dans les pays en développement³⁷. On a terminé une étude sur les perspectives de production, dans les pays en développement, de vaccins et d'autres agents immunisants³⁸; cette étude, qui évalue la demande de vaccins traditionnels dans les 11 régions concernées par le projet de modelage UNICED (voir par. 6 ci-dessus), décrit les difficultés d'ordre technique que pose la production de ces vaccins à l'échelle industrielle. L'étude a été présentée à la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique qui s'est tenue à Budapest (Hongrie) en novembre 1983; il sera tenu compte des résultats de la Consultation dans des versions mises à jour de ces études, qui doivent paraître en 1984.

33. Une étude en deux parties sur le contrôle du coût de la construction d'usines d'engrais et de petites unités de production d'engrais dans les pays en développement³⁹ ont été achevées en 1983; elle doit être présentée à la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais qui doit se tenir à New Delhi (Inde) en janvier 1984⁴⁰. A partir des résultats de recherches menées sur le terrain, la première partie analyse en détail les coûts des équipements des usines d'engrais et les moyens pratiques de réduire le coût total des projets. La deuxième partie contient une analyse technico-économique des avantages et des possibilités qu'offrent les petites usines d'engrais dans certaines régions du tiers monde comme solution de rechange ou de complément à la construction des grosses unités que l'on a tendance à implanter aujourd'hui. On a également terminé trois séries de recherches, respectivement sur les possibilités de construction de mini-usines dans les pays en développement, sur la situation de l'industrie des engrais au cours de la période 1975-1981 et les perspectives pour les années 80, et sur les coûts des usines d'engrais en Inde, ainsi qu'un document sur les procédures à suivre pour contrôler et réduire au maximum les investissements initiaux nécessités par la construction d'usines d'engrais dans les pays en développement.

34. Dans le secteur de la pétrochimie, on a terminé une étude sur les possibilités de coopération entre pays en développement désireux de se doter d'une industrie pétrochimique⁴¹. L'étude comporte tout d'abord une analyse de la situation actuelle et future du secteur et énumère ensuite les domaines où les pays peuvent coopérer pour installer les capacités de production nécessaires pour satisfaire la demande en 1990 et au-delà. L'étude a été présentée comme document d'information à un séminaire sur la coopération entre pays en développement organisé conjointement en mars 1983 par l'ONUDI, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Fonds de l'OPEP pour le développement international. Le suivi des recommandations de la réunion est assuré par un groupe consultatif que le séminaire a chargé de mettre au point des propositions en vue de lancer cette coopération. En coopération avec l'OADI, l'ONUDI a achevé une étude sur la demande mondiale de produits pétrochimiques et sur l'industrie pétrochimique dans les pays arabes, qui sera présentée à la sixième Conférence pour le développement industriel des Etats arabes en 1984⁴². L'étude, qui est destinée à aider les responsables de la région à

³⁷ID/B/300, chap. IV, par. 26.

³⁸UNIDO/IS.402.

³⁹ID/B/300, chap. IV, par. 27.

⁴⁰UNIDO/IS.422 et Add.1; UNIDO/IS.416 et Add.1.

⁴¹UNIDO/IS.376.

⁴²ID/B/300, chap. 29.

déterminer les perspectives de développement, analyse les tendances de l'offre et de la demande au plan international et au plan régional de certains produits pétrochimiques, et accorde une place particulière au rôle et aux perspectives de développement de l'industrie pétrochimique dans la région arabe. L'accent est également mis sur les problèmes d'énergie et de développement. L'amélioration des performances de l'industrie pétrochimique dans les pays arabes constitue également l'un des objectifs d'une évaluation technico-économique des installations de la région du Golfe (Asie occidentale) entreprise conjointement par l'ONUDI, la Commission économique pour l'Asie occidentale et l'Organisation de consultation industrielle du Golfe, à partir de laquelle a été mis au point un système informatisé d'évaluation des coûts qui peut être utilisé dans d'autres régions en développement.

35. La première étude mondiale sur l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction, qui doit être achevée en 1984, sera présentée à la première Consultation sur ce secteur. L'étude insistera sur l'importance du rôle de l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction dans les pays en développement, et présentera des stratégies pour la promotion, dans ces pays, d'un secteur du bâtiment autosuffisant. Les données extraites de cette étude et de celles sur les industries des biens d'équipement (voir par. 37 ci-après) ont également été utilisées pour élaborer une étude — établie à l'intention de la quatrième Conférence générale — sur le rôle des industries de biens d'équipement dans les nouvelles stratégies d'industrialisation pour les pays en développement.

36. Les recherches sur l'industrie sidérurgique ont porté, en 1983, sur la formation de main-d'œuvre, ainsi que l'avait recommandé la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique tenue à Caracas (Venezuela) en septembre 1982⁴³. Une étude a été entreprise en 1983 pour examiner les compétences techniques nécessaires pour la création et l'exploitation d'usines sidérurgiques et pour évaluer l'efficacité des diverses méthodes de formation; cette étude devrait être achevée en 1984. En coopération avec la Commission économique pour l'Europe, le Service des études sectorielles a entrepris une étude de la demande d'acier dans les pays en développement. Cette étude, qui devrait être terminée en 1984, examinera la part des pays en développement dans la fabrication mondiale de produits sidérurgiques afin de déterminer ensuite la capacité potentielle de production de fer et d'acier de ces pays.

37. Les travaux se sont poursuivis sur les projections concernant l'offre et la demande mondiales de biens d'équipement⁴⁴. En coopération avec l'OADI et la CEPAL, des études ont été menées à bien sur la situation actuelle de l'industrie des biens d'équipement dans les deux régions, ainsi que sur les perspectives dans ce domaine; des stratégies ont été conjointement élaborées pour la création et la promotion de ce genre d'industries dans les pays en développement. L'étude technico-économique entreprise conjointement avec l'OADI comprend trois documents de recherche distincts sur l'avenir des biens d'équipement : définition, importance et analyse des facteurs affectant la demande en ce qui concerne particulièrement les pays arabes⁴⁵; le commerce

⁴³ID/WG.374/6, p. 20 et 21.

⁴⁴ID/WG.342/8/Rev.1, par. 4.

⁴⁵UNIDO/IS.420.



Rectifieuse utilisée pour le finissage d'un arbre de précision. Rangoon Institute of Technology (RIT), Rangoon (Birmanie)

arabe dans le secteur des biens d'équipement⁴⁶ et la demande arabe de biens d'équipement à long, court et moyen termes. Ces documents, qui joueront un rôle très important lors de la sixième Conférence pour le développement industriel des Etats arabes, doivent également aider les décideurs à déterminer les stratégies les mieux adaptées au développement des industries de biens d'équipement et des sous-secteurs connexes. L'étude sur la situation actuelle et future de l'industrie des biens d'équipement en Amérique latine a été au centre des débats des Journées d'études mixtes ONUDI/CEPAL sur les biens d'équipement, qui se sont déroulées à Santiago (Chili), en décembre 1983. Une étude analogue sur la région d'Asie du Sud-Est, actuellement en cours en collaboration avec la CESAP, devrait être terminée en 1984; toutes les études régionales seront présentées à la deuxième Consultation sur les biens d'équipement, en 1985.

38. Les travaux se sont également poursuivis sur l'étude de divers sous-secteurs de l'industrie des biens d'équipement⁴⁷, tandis qu'une étude sur les procédés techniques et le matériel utilisés dans l'industrie alimentaire et spécialement destinée aux décideurs des pays en développement est terminée et sera publiée en 1984. Les recherches sont également achevées en vue d'une

⁴⁶UNIDO/IS.421.

⁴⁷ID/B/300, chap. IV, par. 31.

étude relative aux systèmes d'entretien préventif dans les pays en développement et on a mis la dernière main à une étude sur l'accès à l'industrie des biens d'équipement. Fruit de recherches menées précédemment sur la création d'industries de biens d'équipement dans les pays en développement, cette étude décrit notamment les efforts déployés par les pays en développement les moins avancés pour établir la base de leurs activités techniques et mécaniques. Au nombre des études entreprises au cours de l'année figurait notamment une étude sur les biens d'équipement énergétiques qui sera au centre des travaux de la deuxième Consultation sur ce secteur.

39. Deux études importantes, l'une sur l'industrie de la machine agricole en Amérique latine⁴⁸, et l'autre sur l'industrie de la machine agricole (évaluation de la situation mondiale actuelle, perspectives en matière de production et de commercialisation)⁴⁹, ont été présentées à la deuxième Consultation sur ce secteur, qui a eu lieu à Vienne, en octobre 1983. Le machinisme agricole et l'équipement rural en Afrique ont fait l'objet d'une autre étude⁵⁰, qui suggère une approche nouvelle pour aborder une crise qui s'aggrave, et propose des mesures à prendre par les pays africains pour développer le secteur de la machine agricole.

40. Dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, une étude a été réalisée sur la taille optimale des industries. Fondée sur les recherches concernant l'évolution des critères qui déterminent l'échelle optimale de production, les possibilités et les perspectives des mini-usines dans certains secteurs, l'étude procède à une analyse sectorielle, qui devrait intéresser les décideurs de pays en développement. Une autre étude sur la mobilisation des ressources financières pour le développement industriel sera également présentée à la Conférence. Dans le dernier document, on s'interroge sur l'adaptation des instruments de financement actuellement en vigueur et on évalue le rôle des nouvelles institutions de financement du tiers monde. L'incidence du financement industriel sur les grandes propositions relatives à la réforme du système monétaire et financier international est analysée à l'intention des décideurs des pays en développement.

41. Le Groupe méthodologique a continué à fournir un appui technique sous la forme d'analyses économiques et de recherches touchant l'informatique dans différents secteurs de l'industrie. En coopération avec l'IIAAS, le Groupe a mis au point un système informatisé pour analyser les fluctuations de la part des pays dans les courants d'échanges commerciaux, à l'aide des renseignements fournis par les bases de données du Bureau de statistique des Nations Unies, de l'ONUDI et de la FAO. Le Groupe a également mis au point un logiciel pour la déflation normale de la plupart des courants d'échanges commerciaux, à l'aide de nombreuses données enregistrées sur les bandes magnétiques relatives au commerce extérieur du Bureau de statistique des Nations Unies, qui sont conservées par le Groupe des statistiques et des enquêtes de l'ONUDI. On a achevé une étude sur les besoins en énergie des secteurs du bois et de la transformation du bois et des machines agricoles, tandis que d'autres études ont été entreprises sur l'industrie du bâtiment et des

⁴⁸UNIDO/IS.407.

⁴⁹UNIDO/IS.408 et Add.1.

⁵⁰UNIDO/IS.377.

matériaux de construction, les métaux non ferreux et les industries alimentaires; ces études devraient être achevées en 1984-1985. En outre, on a publié un document de travail intitulé "Energy and industrialization of developing countries: some overall and sectoral considerations⁵¹", qui traite de la consommation et de l'offre d'énergie dans les pays en développement, et fait une large place aux diverses stratégies intégrées possibles, et notamment à la diversification des sources d'énergie et à la transformation de l'énergie.

AUTRES ACTIVITES

Groupe des statistiques et des enquêtes

42. Les activités du Groupe des statistiques et des enquêtes en 1983 ont été liées étroitement à la préparation de la quatrième Conférence générale. Le Groupe — qui constitue un centre de référence pour les activités statistiques et de traitement des données et fait de la recherche empirique sur les tendances mondiales dans le secteur manufacturier — a achevé ses travaux sur le document intitulé "L'industrie dans un monde en mutation⁵²", publié sous la forme de numéro spécial de *l'Etude du développement industriel* destiné à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. Ce document examine en détail les changements structurels et les orientations politiques importantes enregistrés dans les années 70 et au début des années 80. Il insiste particulièrement sur les liens entre l'industrie manufacturière et les autres secteurs, notamment l'agriculture. Il décrit de manière assez approfondie le comportement mondial de plusieurs industries clés en retraçant l'évolution à long terme de certains grands problèmes qui sont examinés à la lumière des orientations adoptées actuellement au niveau national et des conditions économiques existantes. Le numéro 9 de cette publication traite aussi de diverses autres questions qui se posent dans le secteur industriel et contient une analyse, et une description chiffrée, des changements structurels survenus et des mesures générales adoptées dans chaque domaine. En outre, deux documents, sur une série d'indicateurs statistiques⁵³ et sur certaines tendances du développement mondial industriel⁵⁴, ont été publiés et soumis à une réunion préparatoire à la quatrième Conférence générale, consacrée aux stratégies et aux politiques d'industrialisation dans les pays en développement, qui s'est tenue à Lima (Pérou) en avril 1983.

43. Au cours de l'année considérée, le Groupe a continué d'améliorer les données industrielles disponibles pour ce qui est du champ qu'elles couvrent et de leur précision ainsi qu'à perfectionner la base de données informatiques correspondante. Un inventaire des statistiques industrielles contenues dans la base de données de l'ONUDI⁵⁵ a été publié. On y décrit le champ couvert par les statistiques figurant dans cette base pour les années 1963-1981, ainsi que le degré de précision et la qualité de ces statistiques. Cet inventaire relève

⁵¹UNIDO/IS.393.

⁵²ID/CONF.5/2; ID/304.

⁵³ID/WG.391/1.

⁵⁴ID/WG.391/8.

⁵⁵UNIDO/IS.385.

l'existence de données portant sur 28 branches industrielles et 150 pays, dans divers domaines intéressant la production, l'emploi, les salaires et traitements et les besoins en intrants.

44. En exploitant ses données, le Groupe a mis au point divers indicateurs statistiques originaux et a fait connaître les résultats obtenus dans les publications ci-après, de nature à la fois statistique et analytique : l'«Analyse statistique de la situation industrielle mondiale, 1982⁵⁶» — qui est un bilan des activités statistiques du Groupe — a paru au début de 1983. Etabli d'après des données non publiées, ce document présente un tableau général des tendances mondiales de la production industrielle, de l'emploi et du commerce pour les principaux groupements économiques et les pays les moins avancés. Le document intitulé «Asian industry in figures: a statistical profile of key sectors in selected ESCAP countries⁵⁷» a été publié dans le cadre d'un projet commun ONUDI/CESAP et contient une masse de renseignements inédits sur les niveaux de production, de consommation, d'importations et d'exportations dans des secteurs clefs tels que l'acier, la pétrochimie et les biens d'équipement. En 1984 paraîtra une importante publication consacrée à l'industrie mondiale des machines non électriques qui comporte une étude empirique de l'industrie de la machine-outil⁵⁸. Cette étude, à la fois analytique et empirique, dresse un tableau d'ensemble d'un sous-secteur essentiel de l'industrie des biens d'équipement qui présente un intérêt particulier pour les pays en développement. L'accent est mis sur la croissance de la capacité d'exportation, les tendances qui s'amorcent en matière de spécialisation par produit et l'évolution de la capacité concurrentielle des producteurs des pays en développement et des pays développés.

45. On a travaillé à un certain nombre de publications qui doivent paraître en 1984, notamment une analyse statistique de la situation industrielle mondiale en 1983 et un manuel de statistique industrielle. Ce dernier, qui paraît tous les deux ans, contient une série d'indicateurs industriels permettant d'analyser la situation industrielle dans différents pays et d'établir des comparaisons à cet égard. Les nouvelles séries de données qui figureront dans la prochaine édition de ce document sont l'aboutissement des travaux faits par le Groupe pour élargir sa base de données industrielles et en accroître la précision.

46. Le programme statistique et la base de données correspondante du Groupe trouvent de très nombreuses utilisations au sein de l'ONUDI. Ils fournissent non seulement les données nécessaires aux publications du Groupe mais permettent en outre de répondre aux besoins généraux de l'Organisation en matière d'information. Les services de la Division des études industrielles ainsi que les utilisateurs d'autres divisions de l'ONUDI ont accès à la base de données par l'entremise de terminaux d'ordinateur, ou en recourant à des imprimés, et des installations de traitement des données mises à leur disposition par le Groupe.

47. L'année écoulée a été marquée par une coopération très active entre l'ONUDI, le Bureau de statistique des Nations Unies et d'autres organismes

⁵⁶UNIDO/IS.368.

⁵⁷UNIDO/IS.390.

⁵⁸ID/290.

internationaux s'occupant de statistiques. Dans le cadre du Programme mondial de statistiques industrielles de 1983, un stage de formation régional de quatre semaines sur les statistiques industrielles, organisé par l'ONUDI, le Bureau de statistique des Nations Unies, la CEA et le Centre de recyclage de Munich pour les statisticiens économistes des pays en développement, a eu lieu en janvier et février 1983 à Dakar (Sénégal)⁵⁹. A ce stage assistaient les directeurs des bureaux nationaux de statistique et de hauts fonctionnaires s'occupant de statistiques industrielles.

48. Le Groupe est devenu un fournisseur important de données industrielles à d'autres organismes internationaux et l'incidence de ses programmes peut être mesurée au degré de diffusion des résultats de ses travaux — recherche empirique et données — aux utilisateurs. Cette diffusion se fait sous deux formes : fourniture de statistiques et de bandes d'ordinateur à d'autres organismes, et distribution des publications du Groupe destinées ou non à la vente. En 1983, des données statistiques et/ou des bandes d'ordinateur ont été fournies à un certain nombre d'organismes internationaux, notamment le Bureau de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement (Secrétariat de l'ONU), la CESAP, la FAO, le secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, la Banque mondiale, l'Office statistique des communautés européennes, l'Assemblée consultative des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la Communauté économique européenne, l'OADI et l'IIAAS. Comme les années précédentes, le Groupe a aussi fourni les indicateurs industriels publiés par la Banque mondiale dans le *Rapport sur le développement dans le monde*.

49. La diffusion des publications établies par le Groupe, destinées ou non à la vente, a régulièrement progressé. Ainsi, jusqu'en septembre 1983, 8 000 exemplaires de la huitième édition (en anglais seulement) de l'*Etude du développement industriel*, intitulée *World Industry in 1980* (L'industrie mondiale en 1980)⁶⁰, avaient été distribués. La diffusion d'autres publications récentes destinées à la vente a constamment dépassé plusieurs milliers d'exemplaires et plusieurs publications non destinées à la vente ont été réimprimées.

Etudes sur l'environnement

50. Le programme d'études industrielles pour 1983 prévoyait pour la première fois des travaux sur la préparation de dispositifs d'intervention destinés à faire face à des situations d'urgence dans le domaine industriel, tandis que des travaux se poursuivaient sur la protection de l'environnement au cours du processus de développement industriel ainsi que sur l'utilisation et les méthodes de traitement de l'eau dans l'industrie.

51. La coopération avec le Centre d'activités du programme du PNUE pour les mers régionales a été axée sur l'élément "situation d'urgence dans l'industrie" d'un projet commun ONUDI/PNUE/Organisation maritime internationale relatif à la mise en place et à la coordination de dispositifs nationaux d'intervention dans 20 pays des régions occidentale et centrale de l'Afrique.

⁵⁹ID/B/300, chap. IV, par. 35.

⁶⁰Publication des Nations Unies, numéro de vente : E.81.II.B.3.

52. On a achevé une étude sur les aspects environnementaux de l'industrie du bois et des produits du bois⁶¹, devant être incorporée dans l'étude mondiale soumise à la première Consultation consacrée à ce secteur (voir par. 31). Comme prévu, une étude sur l'utilisation de l'eau et les méthodes de traitement des effluents dans la fabrication des 26 médicaments prioritaires recensés par l'ONUDI⁶² a été présentée à la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique qui s'est tenue à Budapest (Hongrie) du 21 au 25 novembre 1983. On a aussi achevé de préparer une publication destinée à la vente sur l'utilisation et les méthodes de traitement des eaux industrielles en général, qui sera publiée en 1984.

53. En septembre, une série d'exposés sur les études réalisées par l'ONUDI dans le domaine de l'environnement ont été présentés au cours d'un stage de formation sur la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau par l'industrie, qui a eu lieu à l'Université de Gand (Belgique).

⁶¹UNIDO/IS.394.

⁶²UNIDO/IS.387.

Chapitre V

PROGRAMMES SPECIAUX

1. Sept des programmes exécutés par l'ONUDI ont été retenus pour être analysés avec un soin particulier dans le présent rapport. On trouvera ci-après une description des activités menées par l'Organisation dans le cadre de ces programmes en 1983.

ENERGIE

2. Le programme de l'ONUDI dans le secteur de l'énergie est conçu en fonction de trois aspects essentiels de l'interaction entre l'énergie et l'industrie :

a) *L'énergie pour l'industrie.* Elaboration de modèles d'industrialisation adaptés et conformes aux possibilités locales d'approvisionnement en énergie, et notamment mise au point ou adaptation de procédés et de produits efficaces ou appropriés du point de vue énergétique;

b) *L'industrie pour l'énergie.* Rôle que l'industrie peut jouer comme fournisseur de biens et de services dans l'expansion du secteur énergétique;

c) *La gestion de l'énergie dans l'industrie.* Mise en place des moyens nécessaires pour planifier efficacement la production et l'utilisation de l'énergie, à la fois sur le plan national et au niveau des entreprises, de façon que l'industrie locale soit aussi autonome et efficace que possible.

3. Les trois caractéristiques essentielles des activités menées en 1983 dans le domaine de l'énergie sont les suivantes : passage de la phase théorique ayant abouti récemment à la définition de principes fondamentaux pour le programme de développement énergétique et d'industrialisation de l'Organisation à la phase couvrant le choix des domaines prioritaires et de la réalisation de projets dans ces domaines; participation aux initiatives prises dans l'ensemble du système des Nations Unies en ce qui concerne les sources d'énergie nouvelles et renouvelables; et renforcement de la coordination des activités liées à l'énergie entre l'ONUDI et d'autres organisations.

4. Il ressort d'études internes, de rapports de consultants et de réunions internationales sur l'énergie et l'industrie que l'on s'accorde, semble-t-il, à penser qu'il faudrait, dans le domaine de l'énergie et de l'industrialisation, encourager les pays en développement a) à établir une planification intégrée pour leurs secteurs énergétique et industriel; b) à accroître leur autosuffisance

énergétique en exploitant les ressources locales en énergie; c) à augmenter la production de biens d'équipement destinés au secteur énergétique; et d) à assurer une meilleure utilisation de l'énergie dans l'industrie.

5. En ce qui concerne les ressources énergétiques locales pour l'industrie, l'ONUDI, tout en prenant en considération l'ensemble des besoins énergétiques des pays en développement, a accordé une attention particulière aux ressources en énergie hydroélectrique et en énergie de la biomasse parce qu'elles sont très abondantes dans ces pays et qu'elles semblent être les plus aptes à exercer une influence décisive sur l'industrialisation. D'autres formes d'énergie, telles que l'énergie géothermique ou l'énergie éolienne, peuvent présenter une grande importance pour certains pays, mais elles ne sont en général exploitables qu'en des lieux bien déterminés et ont peu de chance de jouer un grand rôle dans l'ensemble des pays en développement.

6. Au cours de l'année 1983, l'ONUDI a pris diverses initiatives pour aider à développer la production d'hydroélectricité à petite échelle et l'exploitation de l'énergie de la biomasse; ainsi, elle a notamment participé à l'organisation de journées d'étude sur les petites centrales hydroélectriques en Malaisie et en Chine, fourni une assistance au Gouvernement des Iles Salomon pour la création d'une microcentrale hydroélectrique et publié, en coopération avec l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE), un manuel sur les minicentrales hydroélectriques¹, qui est destiné aux décideurs. Cet ouvrage est le premier d'une série de publications sur la production d'hydroélectricité à petite échelle.

7. L'ONUDI a continué de fournir une assistance aux pays en développement pour la fabrication de biens d'équipement nécessaires au secteur de l'énergie, grâce à des projets de coopération technique tels que le projet régional latino-américain sur la conception et la fabrication de turbines hydrauliques axiales ainsi qu'à des études, des réunions d'experts, aux activités des services de promotion des investissements de l'ONUDI et aux préparatifs de la Consultation sur les biens d'équipement, et notamment sur le matériel et les techniques liés à l'énergie, qui doit avoir lieu pendant la période biennale 1984-1985.

8. Au cours de l'année considérée, l'ONUDI a accordé une attention toute particulière aux économies d'énergie dans l'industrie, qui permettent de soulager à court terme la balance des paiements de la pression exercée par l'importation d'énergie commerciale et de réduire sensiblement les dépenses sans qu'il en coûte beaucoup. La gestion et notamment l'utilisation rationnelle de l'énergie dans l'industrie constituent, de l'avis général, un aspect essentiel de l'industrialisation des pays en développement. Les économies d'énergie ne sont plus considérées comme une privation ou un renoncement, mais plutôt comme un moyen de produire davantage de biens et de services avec la même quantité d'énergie et de contribuer ainsi à la croissance économique. Les activités menées en 1983 dans le domaine des économies d'énergie dans l'industrie sont notamment les suivantes : élaboration d'un grand projet régional pour les pays en développement d'Europe, dont le financement sera assuré par le Programme

¹ID/SER.N/1.

des Nations Unies pour le développement (PNUD); exécution de plusieurs petits projets nationaux; réunion organisée conjointement avec l'Association of Indian Engineering Institutes (AIEI); échanges de vues avec la Banque mondiale et l'OLADE; et participation à la douzième Conférence mondiale de l'énergie et à des réunions pertinentes organisées par la Communauté économique européenne (CEE) et l'OLADE.

9. La question de l'énergie fait en outre l'objet du point 5 d de l'ordre du jour provisoire de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, et une réunion d'experts de haut niveau sur l'énergie et l'industrialisation a été organisée à Oslo (Norvège), du 29 août au 2 septembre, pour préparer cette conférence². La réunion en question a permis de définir les secteurs prioritaires et de mettre au point une série de propositions précises, pragmatiques et orientées vers l'action, à l'intention de l'ONUDI et d'autres organisations internationales. Le Groupe consultatif spécial de l'énergie a coordonné les travaux de fond, menés en vue de cette réunion, qui ont consisté notamment à sélectionner provisoirement et à définir les questions à examiner, ainsi qu'à établir divers documents thématiques.

10. Au sein du système des Nations Unies, l'ONUDI a accordé une attention particulière aux activités liées à l'exécution du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables³. Dans sa résolution 37/250, l'Assemblée générale a réaffirmé l'importance du Programme d'action de Nairobi et a notamment décidé de créer un comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables. L'ONUDI a participé activement à la première session de ce comité, qui a eu lieu à New York, du 18 au 29 avril⁴, ainsi qu'aux activités menées pour y donner suite, et notamment aux préparatifs des réunions consultatives prévues aux niveaux mondial et régional. Les propositions spécifiques énumérées ci-après ont été mises au point par l'ONUDI : amélioration des techniques de production de charbon de bois à usage industriel et domestique; production d'énergie d'origine solaire pour les entreprises industrielles rurales et urbaines; utilisation des déchets industriels et des déchets urbains pour la production d'énergie; et économies d'énergie dans l'industrie. En outre, l'ONUDI a coopéré avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) en ce qui concerne les réunions consultatives régionales sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

11. L'ONUDI a également participé aux travaux du Groupe interinstitutions des sources d'énergie nouvelles et renouvelables créé par le Comité administratif de coordination (CAC). Les deux premières réunions de ce Groupe, qui ont eu lieu en février et en avril 1983, ont permis de procéder à des échanges de renseignements entre institutions et d'examiner d'autres moyens de coordonner les programmes et les projets. Conformément à la résolution 37/250 de l'Assemblée générale, un coordonnateur spécial pour les sources d'énergie

²Pour le rapport de la Réunion d'experts de haut niveau sur l'énergie et l'industrialisation, voir le document ID/WG.402/12.

³Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, Nairobi, 10-21 août 1981 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.81.I.24).

⁴A/38/44.

nouvelles et renouvelables a été nommé au Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale. En outre, on a créé, au sein du Département des affaires économiques et sociales internationales, un groupe des sources d'énergie nouvelles et renouvelables qui fait office de centre d'échange d'informations sur les programmes multilatéraux, bilatéraux et autres relatifs aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables. La coopération entre l'ONUDI et ce groupe est coordonnée par le Groupe consultatif spécial de l'énergie. L'ONUDI a présenté des suggestions sur la conception du système d'information du centre d'échange et a fourni des listages de ses activités relatives aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Un système d'information automatisé mis au point par le Groupe consultatif spécial de l'énergie en 1983 a permis à l'ONUDI de répondre aux demandes de renseignements sur les activités qu'elle mène dans le secteur de l'énergie. En outre, la base de données établie s'est révélée utile pour l'élaboration de plusieurs documents de référence sur divers aspects du programme énergétique de l'ONUDI, documents qui ont été communiqués notamment aux organismes des Nations Unies.

12. Dans le cadre de la coopération portant sur des questions énergétiques autres que celles spécifiquement liées aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables, l'ONUDI a tenu des consultations avec de nombreuses organisations, et notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation internationale du Travail (OIT), au sein des comités mixtes permanents. La possibilité de créer de nouveaux comités mixtes permettant des échanges sur l'énergie a été examinée avec la FAO et le Département de la coopération technique pour le développement, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Par ailleurs, des échanges d'idées sur la coopération ont eu lieu avec d'autres organismes et organisations comme l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, la Banque mondiale et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

13. Au niveau intergouvernemental, l'ONUDI a poursuivi sa politique de coopération dans le domaine de l'énergie, en fournissant une assistance au Groupe des 77 pour sa Réunion sur la coopération technique concernant l'énergie, qui a eu lieu à Vienne du 24 au 27 mai, et pour sa Réunion sur le développement énergétique, l'approvisionnement en énergie et la rationalisation de la consommation d'énergie, qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) du 15 au 19 août. L'ONUDI a été officiellement représentée par le Groupe consultatif spécial de l'énergie au Colloque sur les perspectives énergétiques du tiers monde, qui a eu lieu à Téhéran (République islamique d'Iran) du 30 mai au 3 juin, à la Conférence mondiale de l'énergie, organisée à New Delhi (Inde), du 18 au 23 septembre, ainsi qu'à la réunion du Conseil des ministres et des experts de l'OLADE, qui s'est déroulée à Guatemala en novembre 1983.

14. Le "Club de l'énergie de Vienne", composé de membres du Gouvernement autrichien, de l'AIEA, de l'ONUDI, de l'Institut international d'analyse appliquée des systèmes (IIAAS) et de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a poursuivi ses échanges d'idées sur la coopération dans les domaines particuliers de la formation, des banques de données et de l'élaboration de modèles, en ce qui concerne l'énergie. Une coopération a

également été maintenue avec plusieurs autres organisations, telles que l'AIEI en Inde, le Bio Energy Council aux États-Unis d'Amérique, et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

15. Les activités menées en 1983 dans le domaine de l'énergie, dont certaines sont évoquées dans d'autres sections du présent rapport, sont résumées brièvement ci-après. Durant l'année considérée, 49 projets de coopération technique liés à l'énergie et représentant une valeur totale de 15,8 millions de dollars étaient en cours de réalisation; les dépenses relatives à ces projets — dont bon nombre sont à long terme — ont atteint 5 millions de dollars environ en 1983. En outre, on étudiait la possibilité de financer 78 propositions de projets concernant l'énergie. Dix-neuf des projets approuvés et 47 des propositions de projets portaient sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Au nombre des autres activités menées par l'ONUDI dans le domaine de l'énergie figurent l'organisation de 18 réunions, la participation à 39 réunions ne relevant pas de l'Organisation et auxquelles celle-ci a été représentée le plus souvent par des membres de son personnel se trouvant sur place et la publication d'une cinquantaine d'études et de documents de travail.

PROGRAMME DE COOPERATION EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS

16. L'essentiel du travail réalisé au titre du Programme de coopération en matière d'investissements (PCI) a consisté à identifier et à élaborer un plus grand nombre de projets d'investissements industriels et à en améliorer la qualité grâce à une meilleure information et à une meilleure préparation. On a également, dans le cadre du PCI, entrepris la mise au point d'un programme informatisé d'analyse de projets, qui doit compléter le modèle de système informatisé de l'ONUDI destiné à être utilisé pour l'examen et l'évaluation des études de faisabilité⁵, et on a entrepris la rédaction d'une nouvelle version du *Manuel de l'élaboration d'accords pour la création d'entreprises communes dans les pays en développement*⁶. D'une manière générale, la formulation et la mise en œuvre de nouvelles idées et de nouvelles propositions ont été de plus en plus difficiles faute de ressources. Le redéploiement des ressources d'une activité donnée au profit d'une autre activité s'est avéré difficile, tous les bénéficiaires des activités du Programme appréciant au plus haut point ce type d'assistance.

17. Le rôle de plus en plus important joué par les conseillers industriels principaux hors siège et les administrateurs adjoints dans la mise au point des projets d'investissement et dans la préparation des réunions pour la promotion des investissements a permis de compléter l'action des fonctionnaires du siège, ce qui devrait contribuer à améliorer la qualité des projets et à en accroître le nombre tout en permettant de surmonter les difficultés que soulève le suivi des projets.

18. Dans le cadre des activités menées actuellement en matière de redéploiement industriel, une réunion d'experts sur le redéploiement industriel : transfert

⁵ID/B/300, chap. III, par. 177.

⁶ID/68.

d'installations et de matériel déjà utilisés vers les pays en développement, a été organisée en avril 1983⁷. Dix-huit participants assistaient à la réunion : acheteurs de matériel et de machines venus de sept pays en développement, vendeurs de matériel et de machines venus de cinq pays industrialisés et représentants d'un organisme bilatéral et de trois institutions internationales.

19. Au cours de l'année 1983, le personnel du PCI a participé activement à un certain nombre de réunions internationales, parmi lesquelles il faut citer la réunion annuelle de la Fédération mondiale des institutions de financement du développement (FEMIDE), à Lisbonne (Portugal), la Réunion internationale pour la coopération industrielle, à Trévise (Italie), une réunion sur le financement des projets d'investissement en Asie du Sud-Est, à Munich (République fédérale d'Allemagne), un séminaire sur la gestion de l'industrialisation, à Genève (Suisse), la réunion d'administrateurs de sociétés de produits chimiques organisée à Essen (République fédérale d'Allemagne), un séminaire à l'intention des responsables africains des instituts de financement du développement organisé au siège de la Banque africaine de développement, à Abidjan (Côte d'Ivoire), et un séminaire sur le rôle des instituts de financement du développement dans le développement des pays arabes, à Rabat (Maroc).

20. Il est à regretter que la Banque mondiale ait décidé unilatéralement de réduire le Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI pour des raisons d'austérité, mais la coopération entre les deux organisations continue d'être très fructueuse. Grâce aux relations plus étroites établies entre elles et au détachement d'un fonctionnaire du PCI auprès de la Banque mondiale, on a identifié des possibilités pour l'ONUDI d'aider les pays en développement à réaliser des projets de coopération technique financés par des prêts de la Banque mondiale.

Projets d'investissement industriel

21. En 1983, des consultants et des membres du personnel du PCI ont effectué 14 missions dans 39 pays en développement au total pour aider les organismes nationaux de promotion et d'exécution des projets, les chambres d'industrie, les banques de développement et les institutions analogues à identifier et élaborer des propositions de projets d'investissement industriel et à obtenir des informations sur l'état des projets figurant dans les cartons du PCI. Grâce en grande partie à ces missions, 425 nouveaux projets d'investissement industriel ont été identifiés, qui portent à 820 le nombre total de propositions de projets en cours et en attente dans les dossiers de l'ONUDI. Ces propositions émanent de 48 pays en développement, dont 15 parmi les moins avancés; 289 propositions intéressaient la région d'Afrique. Quant à leur ventilation par sous-secteurs, 532 propositions intéressent les agro-industries, la sidérurgie, l'industrie chimique et la construction mécanique. Quatre-vingts pour cent de ces propositions ont été suffisamment affinées pour se prêter à une promotion active. Pour les 20 % restants, une mise à jour, des études, des plans financiers sont encore nécessaires et des promoteurs restent à trouver.

22. Des résultats encourageants ont été obtenus en 1983; le nombre de projets dont la promotion a été menée à bien s'est élevé à 68 (voir annexe C).

⁷UNIDO/IO.558.

Sur ce total, 54 projets représentent une valeur d'investissement avérée de 322 millions de dollars. Toutefois, faute de gros projets, la valeur d'investissement moyenne par projet est tombée d'un peu plus de 7 millions de dollars en 1982 à un peu moins de 6 millions de dollars. Outre certains accords de projets spécifiques, plus de 40 lettres d'intention ont été signées par des promoteurs de projets et des entreprises étrangères : elles concernent des projets dont la promotion a été faite à l'occasion de réunions pour la promotion des investissements qui se sont tenues en 1983.

23. A partir des imprimés-machine fournis par le Système d'information sur la promotion des investissements (INPRIS), on a établi en octobre une nouvelle version de la Liste des propositions de projets d'investissement industriel⁸ contenant un résumé détaillé de 272 projets d'investissement industriel — 90 d'entre eux concernent l'Afrique — dont le PCI assure activement la promotion. Cette liste a été très largement diffusée et le PCI a reçu de partenaires éventuels plus de 1 100 demandes de renseignements complémentaires sur les projets présentés. En outre, des listes séparées, contenant des renseignements sur 244 projets d'investissement, ont également été établies en vue de chacune des trois réunions pour la promotion des investissements organisées par le PCI.

Comment susciter et promouvoir des investissements dans certaines branches industrielles

24. L'accélération de l'industrialisation des pays en développement par la création de nouvelles unités de production industrielle viables suppose l'existence d'un nombre croissant de projets "bancables" soigneusement élaborés et bénéficiant d'un patronage public ou privé local. En vue d'améliorer la capacité des pays en développement à susciter et à formuler ces projets d'investissement industriel, l'ONUDI a lancé un programme qui vise à faciliter les contacts entre personnalités qualifiées de certains pays en développement et représentants d'entreprises industrielles de certains pays développés possédant une solide tradition industrielle dans une branche donnée.

25. La mise en œuvre de ce programme a commencé en 1983 par la convocation d'une série de réunions à laquelle ont participé des équipes de certains pays en développement et des représentants d'entreprises fabriquant du matériel électronique. Cette activité a été financée au moyen d'une contribution spéciale du Gouvernement japonais et de contributions des pays en développement participants : Chine, Philippines, Sénégal et Sri Lanka. Chacun de ces pays avait désigné une équipe composée d'un ingénieur électronicien et d'un économiste. Ceux-ci ont eu des entretiens privés à Tokyo avec les représentants d'une dizaine d'entreprises japonaises fabriquant du matériel électronique. Par la suite, ces équipes ont rencontré à Vienne des représentants d'entreprises fabriquant du matériel électronique de la République fédérale d'Allemagne, de l'Autriche, des Etats-Unis d'Amérique et des Pays-Bas, et ont eu ainsi la possibilité de comparer les technologies et de préciser leurs projets.

26. Pour ces entretiens, chaque équipe nationale avait élaboré un document sur l'industrie électronique de son pays, dans lequel étaient énumérées et

⁸ID/B/300, chap. V, par. 85.

décrites les possibilités d'investissements en vue de la création, du développement ou de la remise en état d'installations de fabrication de matériel électronique. Pour faciliter l'élaboration de ces documents, le secrétariat de l'ONUDI a établi un projet de plan, un questionnaire de projet type, une liste de matériel électronique avec une brève description de chaque produit ainsi qu'un document sur les caractéristiques générales de l'industrie électronique. Ces documents serviront aussi à aider d'autres pays en développement à repérer et à promouvoir des projets d'investissement et à mettre au point des projets de coopération technique ayant pour objet d'éliminer les obstacles qui s'opposent aux investissements locaux et étrangers dans l'industrie électronique.

27. L'évaluation du programme à laquelle ont procédé ces équipes nationales a été très positive. Vingt-neuf projets au total ont été présentés et un certain nombre d'industriels ont décidé de se rendre dans plusieurs pays en développement ayant participé aux réunions en vue de donner suite aux négociations portant sur des projets nouveaux précis. Le programme a également permis aux divers participants de mieux connaître leurs préoccupations et intérêts mutuels et devrait ainsi faciliter un renforcement de la coopération.

28. Un deuxième programme, portant sur les sources nouvelles et renouvelables d'énergie (la biomasse et l'énergie solaire), a été élaboré en 1983 en vue d'être mis en œuvre en 1984 grâce à une contribution spéciale de l'Italie. Un troisième programme dans ce domaine fait actuellement l'objet de négociations avec la France. L'ONUDI propose de réaliser des programmes analogues pour l'alimentation, les matériaux de construction, les vêtements et la transformation des métaux.

Systeme d'information concernant la promotion des investissements

29. Le Systeme d'information concernant la promotion des investissements a commencé à fonctionner à la fin du deuxième trimestre de 1983⁹. Ce système comporte deux banques de données informatisées : le dossier des projets et le dossier des investisseurs. Le dossier des projets contient à l'heure actuelle un résumé détaillé de plus de 660 propositions de projets d'investissement industriel que le programme encourage, ainsi qu'une liste des activités promotionnelles menées pour chacun des projets par le secrétariat et par les Services de promotion des investissements. Il est ainsi possible de voir instantanément le niveau de promotion atteint par chacun des projets. Le dossier est consulté lorsque le programme reçoit des demandes d'investisseurs éventuels recherchant des possibilités d'investissement dans certaines branches industrielles.

30. Le dossier des investisseurs contient des informations sur quelque 2 500 entreprises publiques ou privées des pays industrialisés et des pays en développement qui remplissent les conditions voulues et qui sont prêtes à participer à certains projets d'investissement industriel dans les pays en développement. Comme chaque Service de promotion des investissements établit son propre registre de partenaires éventuels, le dossier des investisseurs

⁹*Ibid.*, par. 84.

est utilisé de plus en plus pour stocker des données sur les partenaires éventuels dans les pays qui ne relèvent pas de l'un des huit services de promotion des investissements; ces données concernent des entreprises de 28 de ces pays.

31. En 1983, des partenaires éventuels ont été recherchés parmi les entreprises publiques ou privées d'Australie, du Brésil, du Danemark, de Finlande, de Pologne et du Royaume-Uni ainsi que parmi des entreprises relevant des industries de travail des métaux et des industries intéressant l'énergie solaire. Le dossier des investisseurs sert essentiellement à fournir des listes d'investisseurs éventuels à des pays en développement qui en font la demande. Il sert également à constituer des listes d'adresses pour des invitations à des réunions pour la promotion des investissements et pour d'autres activités promotionnelles; il fournit également des renseignements aux équipes de travail qui préparent les consultations. C'est également dans ces listes que l'on recherche les personnes qualifiées qui pourraient figurer éventuellement sur la liste de candidats que tient à jour la Section de recrutement des agents engagés au titre de projets pour des missions d'assistance technique.

32. Cologne est le premier service à posséder un terminal d'ordinateur lui permettant d'accéder au système d'information du siège concernant la promotion des investissements. On espère étendre ce réseau informatisé à la plupart, voire à la totalité des Services de promotion des investissements.

Services de promotion des investissements

33. Les Services de promotion des investissements de l'ONUDI encouragent les apports, aux pays en développement, de ressources étrangères en matière de financement, de technologie et de gestion. Le développement du réseau de ces services s'est poursuivi en 1983, avec l'ouverture du premier service dans un pays à économie planifiée. Le Service de coopération industrielle et de promotion des investissements de l'ONUDI à Varsovie¹⁰ a été ouvert officiellement le 24 novembre 1983 et est venu s'ajouter aux services qui fonctionnaient déjà à Bruxelles, Cologne, New York, Paris, Tokyo, Vienne et Zurich. Le Service de Cologne continuera à fonctionner jusqu'à la fin de 1987 et celui de Vienne jusqu'à la fin de 1985. L'ONUDI envisage toujours de créer des services en Inde et dans la région du Golfe, ainsi que dans un certain nombre d'autres pays, afin d'étendre le réseau des services de promotion des investissements aux pays en développement et, ainsi, de promouvoir la coopération Sud-Sud.

34. Les Services de promotion des investissements continuent à faciliter et à prolonger les contacts entre promoteurs de projets des pays en développement et partenaires éventuels des pays avancés. Les activités d'information et de promotion de ces centres, ainsi que l'assistance qu'ils apportent pour l'établissement d'une enveloppe financière, permettent aux pays en développement de nouer facilement des contacts avec des petites et des moyennes entreprises qui constituent des partenaires éventuels et donnent aussi à ces entreprises un large aperçu des possibilités de coopération avec les pays en développement. Chaque Service possède sa propre banque de données sur les

¹⁰*Ibid.*, par. 61.

partenaires éventuels, parfois mise sur ordinateur. Certains Services ont aussi accès à des banques de données extérieures possédant des informations utiles pour la promotion des investissements.

35. Grâce à ces activités, les sept Services de promotion des investissements fonctionnant en 1983 ont mené à bien la promotion d'une soixantaine de projets d'investissement industriel dans les pays en développement (voir le tableau de l'appendice C). Il est tout à fait possible que d'autres projets aient fait l'objet d'accords, en particulier à la suite de contacts établis lors des réunions pour la promotion des investissements ou des réunions pour la présentation des pays, mais il n'a pas été possible d'obtenir de renseignements à leur sujet, en particulier à cause de la nature confidentielle des négociations.

36. Les Services de promotion des investissements ont organisé en 1983, dans les pays suivants, des réunions d'information qui leur étaient consacrées : Barbade, Colombie, Egypte, Kenya, Lesotho, Maurice, Paraguay, Pérou, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Zambie et Zimbabwe. A ces réunions, des représentants des pouvoirs publics et des milieux industriels des pays en développement ont eu la possibilité d'informer des entrepreneurs, des banquiers, des représentants d'associations de fabricants et de fédérations industrielles, des possibilités d'investissements dans leur pays, ainsi que du "climat" qui y règne et des avantages comparés des investissements. Lors de ces réunions, des exemples de projets précis sont présentés et des idées de projets nouveaux voient le jour. Des réunions d'information sur les pays annoncent souvent les réunions organisées par l'ONUDI pour la promotion des investissements dans les pays en voie de développement eux-mêmes et servent à éveiller l'intérêt pour ces manifestations. En 1983, les Services ont réussi à rassembler plus de 150 participants lors de la Réunion régionale pour la promotion des investissements dans les pays d'Afrique australe et environ le même nombre de participants pour le Forum des investisseurs organisé au Pérou. Les préparatifs ont déjà commencé pour les réunions pour la promotion des investissements qui doivent avoir lieu au cours du premier semestre de 1984.

37. Les activités menées par les fonctionnaires des pays en développement en vue de promouvoir les investissements dans leur pays pendant leur affectation aux Services de promotion des investissements en sont venues à constituer l'un des principaux volets des activités de ces Services car ces fonctionnaires peuvent ainsi établir des contacts avec des partenaires éventuels, recueillir des conseils professionnels et obtenir une formation pratique aux techniques des campagnes de promotion des projets et des pays. Les Services de Cologne, de Paris et de Tokyo ont pris des dispositions en vue d'accueillir un plus grand nombre de ces fonctionnaires des pays en développement. Dans son programme annuel destiné à huit fonctionnaires, le Service de New York a intégré un programme régional spécial pour les fonctionnaires de cinq pays des Caraïbes. Le Service de Zurich a accueilli des fonctionnaires de deux pays en développement pendant un an et celui de Bruxelles en a également accueilli un certain nombre pour de courtes périodes. Au cours de 1983, les services ont ainsi offert l'hospitalité à un total de 40 fonctionnaires venant de 30 pays en développement : Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Chine, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Dominique, Guinée, Equateur, Egypte, Haïti, Inde, Jordanie, Mexique, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, République de

Corée, Rwanda, Sénégal, Sri Lanka, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Thaïlande, Venezuela. Ces activités étaient financées par les pays hôtes, le PNUD, la Banque mondiale, l'ONUDI, des organisations bilatérales ou les pays en développement eux-mêmes.

38. Plusieurs services ont entrepris des activités nouvelles en 1983. Par exemple, le Service de Tokyo a lancé un programme spécial visant à sélectionner et à promouvoir des projets d'investissement industriel dans le secteur de l'électronique (voir par. 25 ci-dessus) et a ensuite fourni une formation en cours d'emploi et un appui à des fonctionnaires de quatre pays participants pendant une nouvelle période d'une année. Le Service de New York a organisé et mis en œuvre un projet expérimental visant à encourager la coopération entre les entrepreneurs des pays en développement. Financé par l'ONUDI et par l'Agency for International Development des Etats-Unis, ce projet a concerné dans un premier stade la coopération entre les entrepreneurs de la Jamaïque et de la Thaïlande pour la mise au point et la promotion de projets industriels concrets relevant de divers domaines, tels que les pêcheries, l'horticulture, la production alimentaire, les textiles et la fabrication des meubles en rotin.

39. Compte tenu des réactions favorables qui ont suivi la téléconférence Egypte-Etats-Unis d'Amérique, organisée conjointement par le PNUD, l'ONUDI et l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) des Etats-Unis, en avril 1982¹¹, le Chef du Service de New York a été détaché pour une période de six mois pour se mettre au courant des toutes dernières possibilités en matière de communication par satellite. A la suite de cette expérience, il devrait être possible de mettre sur pied un système de téléconférences par satellite afin de donner à des fonctionnaires des pays en développement un contact auditif et visuel par satellite avec des partenaires éventuels des pays industrialisés. Ce système pourrait être également utilisé pour les réunions pour la promotion des investissements, les activités de formation et le transfert des technologies.

Réunions pour la promotion des investissements

40. Les réunions pour la promotion des investissements ont continué à connaître un grand succès. Au cours de ces dernières années, l'ONUDI en a organisé plus d'une vingtaine; trois ont eu lieu en 1983 et quatre sont prévues pour 1984. La mise sur pied de trois ou quatre de ces réunions chaque année constitue cependant une lourde tâche pour le petit groupe de personnes qui en est chargé, ce qui peut avoir des incidences négatives sur la qualité des préparatifs. Pour faire face à la demande et maintenir un haut niveau de qualité, il faudrait renforcer ce service.

41. Trois réunions pour la promotion des investissements ont eu lieu en 1983, en faveur du Pakistan, des pays de l'Afrique australe et du Pérou¹². Une réunion consacrée au Népal, qui devait avoir lieu en novembre 1983, a été repoussée au début de 1984. Les préparatifs se sont poursuivis en vue des

¹¹ *Ibid.*, par. 73.

¹² *Ibid.*, par. 74.

réunions prévues pour 1984 pour la région des Caraïbes, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la région du Pacifique Sud. Toutes ces réunions régionales seront organisées conjointement par l'ONUDI et les banques de développement régionales telles que la Banque de développement des Caraïbes et la Banque africaine de développement ou bien des organisations intergouvernementales telles que le secrétariat du Commonwealth et la Communauté européenne.

42. A la suite de la première Réunion de consultation ministérielle sur la coopération industrielle entre les Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique, qui a eu lieu à Islamabad (Pakistan) en février 1982¹³, une conférence sur les possibilités d'investissement au Pakistan s'est tenue à Karachi, en septembre 1983, pour encourager les pays arabes de la région du Golfe à investir dans ce pays. A cette réunion, ont participé 35 investisseurs arabes de quatre pays possédant des excédents de capitaux ainsi qu'un nombre égal de promoteurs de projets et d'hommes d'affaires pakistanais. Trente-quatre propositions d'investissements ont été examinées au cours de la réunion. Plus d'une centaine d'entretiens ont eu lieu entre les participants arabes et pakistanais. A la fin de la réunion, les investisseurs arabes avaient manifesté un grand intérêt pour 18 projets et avaient signé quatre lettres d'intention avec leurs homologues pakistanais dans les domaines des agro-industries, des produits chimiques et de l'ingénierie.

43. La Réunion régionale pour la promotion des investissements dans les pays d'Afrique australe, qui a eu lieu à Lusaka (Zambie) en octobre 1983, a été mise sur pied dans le cadre du programme de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, qui a pour objet d'appeler l'attention sur l'industrialisation du continent et de mobiliser un plus grand appui financier et technique à cette fin. Cette manifestation a réuni plus de 300 participants venant de neuf pays africains (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Maurice, République-Unie de Tanzanie, Swaziland, Zambie et Zimbabwe), ainsi que de 14 pays à économie de marché et pays industrialisés à économie planifiée (notamment la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie) et de plusieurs pays en développement extérieurs à l'Afrique. Plus de 150 projets d'investissement ont été examinés et 32 lettres d'intention ont été signées avant la clôture de la réunion.

44. Bien que le Forum des investisseurs pour le Pérou, qui s'est tenu à Lima en novembre 1983, ait été préparé dans un climat financier international difficile, il a néanmoins réuni quelque 200 participants de pays industrialisés et 200 promoteurs de projets et hommes d'affaires péruviens. Une campagne de recherche de projets menée par le secteur public et le secteur privé a permis aux organisateurs de la réunion de présenter 110 projets représentant des investissements d'une valeur totale supérieure à 2 milliards de dollars. Deux contrats et au moins six lettres d'intention avaient été signés avant la fin de la réunion et 30 projets devaient faire l'objet de négociations ultérieures.

45. Le nombre de lettres d'intention signées au cours d'une réunion pour la promotion des investissements peut donner une première indication de l'efficacité de la réunion, mais les résultats à long terme sont plus difficiles à

¹³*Ibid.*, chap. VII, par. 24.



M. Nalumino Mundia, premier ministre de la République de Zambie, ouvre la réunion régionale pour la promotion des investissements dans les pays de l'Afrique australe, tenue à Lusaka (Zambie) en octobre 1983

évaluer. Les négociations menées par le promoteur du projet et le partenaire étranger sont souvent longues et les deux parties n'aiment guère faire de révélations avant la conclusion des négociations. En règle générale, la correspondance normale avec les pays en développement et les missions envoyées dans ces pays à la suite des réunions pour la promotion des investissements ne fournissent guère d'informations. Il faut attendre plus longtemps pour que les résultats apparaissent. Par exemple, ce n'est qu'en 1983 que l'on a commencé à avoir une idée nette des résultats de la troisième réunion pour la promotion des investissements dans les 16 Etats membres de la CEDEAO, qui a eu lieu à Dakar (Sénégal) en décembre 1980¹⁴. On sait maintenant que 21 des 209 projets présentés à cette réunion ont été mis en œuvre avec succès, contre 14 projets (sur 98) et 9 projets (sur 40) à la suite des réunions qui se sont tenues dans la même ville, respectivement en 1978¹⁵ et 1976¹⁶. En dépit de ces problèmes, on s'efforce cependant de procéder à une évaluation quantitative des résultats des réunions pour la promotion des investissements.

¹⁴ID/B/260, chap. III, par. 23.

¹⁵ID/B/220, chap. III, par. 43.

¹⁶ID/B/180, chap. IV, par. 30.

Outils de promotion

46. Outre la Liste des propositions de projets d'investissement industriel, les publications techniques rédigées par le Service du programme de coopération en matière d'investissements comprennent des profils par pays, le *Répertoire des concours offerts* et des profils d'installations industrielles. Les profils d'investissements industriels par pays, où sont présentées des informations complètes et normalisées sur les données économiques générales et les conditions d'investissement dans 84 pays en développement, sont de plus en plus employés comme documentation pour les propositions de projets d'investissement industriel, les réunions pour la promotion des investissements et les réunions d'information sur les pays. Après la rédaction de nouveaux profils, le nombre des pays traités s'élèvera à 100 en 1984.

47. En 1983, les informations contenues dans le *Répertoire des concours offerts* ont été mises à jour pour la septième édition de ce document¹⁷, qui doit paraître au début de 1984. Pour plus de 4 000 produits, le Répertoire fournira la liste de partenaires disposés et aptes à participer à des projets d'investissement industriel dans les pays en développement. Le Répertoire sera diffusé auprès de quelque 700 organismes de développement, ministères de l'industrie ou de la planification, fédérations d'industries et autres institutions de développement industriel des pays en développement.

48. Le service a reçu 36 demandes émanant de promoteurs potentiels de 23 pays en développement depuis la diffusion dans les pays en développement, au début de 1982, de la publication intitulée *How to Start Manufacturing Industries—Technological and Investment Perspectives*¹⁸, qui fournit des informations essentielles sur une centaine d'installations industrielles. Ces demandes constituent peut-être un premier pas vers l'établissement de propositions de projets d'investissement industriel. Ce document est en cours de traduction en arabe, en espagnol et en français. Une seconde série de profils d'établissements industriels, dont la rédaction est en cours d'achèvement, doit combler les lacunes du premier volume en ce qui concerne l'industrie chimique, la pétrochimie, la construction mécanique et la transformation des cuirs. On envisage de publier une troisième série qui comprendra plusieurs profils industriels établis dans des pays en développement.

Mobilisation de ressources financières extérieures

49. La troisième édition révisée et augmentée du *Directory of Financial Resources for Industrial projects in Developing Countries*¹⁹, comprenant 313 institutions de financement du développement et 4 associations, a été publiée en 1983 en quatre volumes pour faciliter son emploi et sa diffusion. Le premier volume contient des informations sur des institutions internationales et régionales, des institutions de pays industrialisés, des institutions arabes à vocation internationale, des institutions fonctionnant selon des principes islamiques et des associations d'institutions de financement du développement.

¹⁷ID/B/300, chap. V, par. 88.

¹⁸*Ibid.*, par. 89.

¹⁹PI/61/Rev.2; voir aussi ID/B/300, chap. V, par. 87.

Les volumes II, III et IV contiennent des informations sur des institutions de pays en développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Afrique et du Moyen-Orient, de l'Asie et du Pacifique. Bien que cette édition ait été imprimée à 9 000 exemplaires, il a fallu en réimprimer 8 000 pour faire face à la demande mondiale. Ce document a été mis à jour et complété en 1983 en vue de sa quatrième édition, qui doit paraître à la fin de 1984; on s'est soucié tout particulièrement de donner une plus grande place aux institutions africaines, en particulier celles de la région située au sud du Sahara.

50. Etant donné le rôle important que jouent les institutions arabes et islamiques dans le financement de l'industrie des pays en développement et le souci qu'elles ont d'accroître leur part dans le total du financement des projets industriels, le Service est resté en contact étroit avec ces institutions. Des cadres supérieurs de la Banque de développement islamique, de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique et de la Société interarabe de garantie des investissements sont venus au siège de l'ONUDI pour y étudier comment ces institutions pourraient coopérer à la sélection et au financement de projets d'investissement industriel dans les pays en développement.

51. De l'avis des cadres supérieurs de ces institutions financières, le plus grand obstacle à l'accroissement des investissements dans l'industrie est la rareté des projets industriels satisfaisants. C'est pourquoi le Service tient ces institutions au courant des projets d'investissement industriel figurant dans ses dossiers et fournit, en coopération avec d'autres sections de l'ONUDI, les services de consultants spécialisés qui participent aux missions de sélection et d'évaluation des projets envoyées par ces institutions dans les pays en développement. Simultanément, l'ONUDI communique à son personnel local et aux investisseurs potentiels des pays industrialisés des informations sur les ressources disponibles auprès de ces institutions et les formalités à remplir pour obtenir ces moyens de financement. Plusieurs cadres des institutions de financement du développement continuent de participer aux réunions qu'organise l'ONUDI pour la promotion des investissements.

Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI

52. Comme convenu au début de 1982 par ces deux organisations, les travaux du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI ont été réorientés du stade préparatoire concernant les secteurs et les projets vers une activité portant surtout sur les liaisons. Cette mesure s'explique par le fait que le programme d'austérité de la Banque mondiale et ses répercussions sur la politique budgétaire ont entraîné l'inscription des coûts de tous les programmes de coopération aux budgets des groupes de la Banque mondiale qui ont recours à ces services. C'est pourquoi les groupes de la Banque mondiale ont préféré se servir de leur propre personnel et de leurs propres consultants plutôt que de grever leurs budgets en faisant appel à une aide extérieure. Au début de 1983, les effectifs du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI ont été ramenés de sept à quatre administrateurs, plus le personnel complémentaire. Le Directeur du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI était également chargé du Programme de coopération en matière d'investissements de l'ONUDI car ces deux programmes ont des objectifs communs.

53. Les activités opérationnelles et sectorielles se sont pour l'essentiel limitées à l'achèvement de l'action entreprise pendant l'année précédente²⁰. C'est ainsi que des études de secteurs et de sous-secteurs industriels ont été menées à bien pendant l'année considérée aux Comores, à Fidji et en République démocratique populaire lao. Un fonctionnaire du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI a examiné une étude d'un secteur industriel avec le Gouvernement des Comores, participé à une mission de la Banque organisée pour évaluer le fonctionnement d'une institution de financement du développement et mis sur pied un projet d'assistance technique de l'ONUDI qui sera exécuté au titre du projet des institutions de financement du développement. En outre, un consultant engagé par le Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI a accompli une mission au Kenya et en Somalie et, à partir de ses conclusions, a préparé sur l'exécution des projets industriels trois monographies qui pourront être utiles aux travaux de l'Institut de la Banque mondiale pour le développement économique et aux séminaires de formation de l'ONUDI. Si les fonctions de liaison constitueront en 1984 l'essentiel de l'action du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, on pense que certaines activités opérationnelles et sectorielles pourront être entreprises malgré la réduction des effectifs.

54. Le Programme de coopération, au titre de ses fonctions de liaison, a pris des dispositions pour que des fonctionnaires d'autres services du secrétariat de l'ONUDI participent à plusieurs activités de la Banque mondiale. Deux fonctionnaires ont accompagné en Chine une équipe de la Banque mondiale pour aider la Banque chinoise de développement à évaluer les aspects techniques de plusieurs projets concernant les textiles, les produits pharmaceutiques, l'emballage et diverses autres questions; un fonctionnaire a participé à des discussions entre la Banque mondiale et le Gouvernement indien sur le financement éventuel par la Banque d'un projet concernant la fabrication en Inde d'engrais phosphatés à partir de phosphates à faible teneur et de soufre extrait de pyrites à faible teneur; un autre fonctionnaire a participé en Indonésie à une mission de la Banque mondiale en rapport avec un projet financé par la Banque et concernant les zones d'industries exportatrices et les domaines industriels orientés vers l'exportation. L'ONUDI a également apporté son concours à l'organisation de voyages d'étude techniques pour un groupe de spécialistes chinois du recyclage des déchets qui s'est rendu en Europe à l'occasion d'un projet financé par le PNUD et exécuté par la Banque mondiale; les techniques de recyclage portaient notamment sur la récupération des déchets de matières plastiques, la pyrolyse des pneumatiques et des articles en caoutchouc, la récupération des métaux précieux et le recyclage des déchets urbains pour la production de compost et de biogaz. Le Programme de coopération s'est en outre assuré les services d'une équipe de consultants pour l'établissement d'une étude de préévaluation sur la création de domaines industriels dans deux provinces d'Egypte; il est prévu que ces domaines seront créés grâce à un prêt de la Banque mondiale. En Thaïlande, deux consultants locaux ont rédigé à l'intention du Programme de coopération et de la Banque mondiale une étude sur l'assistance technique qu'il faudrait fournir à la petite industrie dans le cadre d'un projet portant sur l'octroi de crédits à l'industrie.

55. Les fonctions de liaison du Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI ont été renforcées en février 1983. Les activités d'un

²⁰ID/B/300, chap. V, par. 92.

fonctionnaire détaché à Washington ont essentiellement consisté à faire le tri et à améliorer la circulation des informations qu'échangent la Banque mondiale et l'ONUDI pour mener à bien leurs activités opérationnelles et de soutien, à organiser pour les fonctionnaires concernés des deux organisations des séances d'information sur les activités de chaque organisation en général et sur certains pays, branches d'industrie ou projets industriels en particulier, à coordonner les activités de préinvestissement de l'ONUDI avec les activités de préinvestissement et de prêt de la Banque, et à examiner des projets de coopération technique financés par la Banque ou des éléments coopération technique qui pourraient éventuellement être exécutés par l'ONUDI.

56. Jusqu'à maintenant, on a considéré qu'une vingtaine de ces éléments coopération technique, dont le montant s'échelonne de 60 000 à 5 millions de dollars, pouvaient être exécutés par l'ONUDI. Pour le premier, qui concerne un stage de formation en Guinée sur l'élaboration de projets relatifs à la petite industrie, les activités ont été bien engagées en 1983. L'assistance de l'ONUDI portant sur d'autres éléments coopération technique a fait l'objet de négociations aux Comores, au Costa Rica, en Ethiopie, au Kenya, au Libéria, à Madagascar et au Soudan pour une mise en œuvre éventuelle en 1984.

ASSISTANCE AUX PAYS LES MOINS AVANCES

57. Les pays les moins avancés ont continué de subir les conséquences néfastes d'une série de facteurs nationaux et internationaux déjà mentionnés dans le *Rapport précédent*²¹ : dotation en ressources limitée, croissance démographique rapide, faible taux d'investissement, mauvais résultats du secteur agricole, absence d'un secteur manufacturier solide, à même de contribuer sensiblement au développement économique, enchérissement des importations, augmentation du coût de l'énergie, détérioration des termes de l'échange et insuffisance du financement à des conditions de faveur. La communauté internationale a donné peu d'écho aux instances de l'Assemblée générale dans sa résolution 37/224 : l'augmentation de l'aide envisagée dans le Nouveau Programme substantiel d'action pour les années 80 pour les pays les moins avancés, adopté à Paris en 1981²², ne s'est pas produite. La mise en œuvre du Programme exigerait un redoublement d'efforts de la part des organismes du Système des Nations Unies, mais il semble difficile d'espérer voir s'accroître le financement des programmes multilatéraux, y compris le PNUD. Si la tendance à la baisse des ressources disponibles ne se renverse pas, le fossé économique et social actuel entre les pays les moins avancés et le reste du monde continuera de s'élargir.

58. Les efforts déployés par l'ONUDI pour aider les pays les moins avancés se sont heurtés aux sérieuses restrictions financières imposées en 1983, l'insuffisance des contributions ayant contraint le PNUD à réduire ses chiffres indicatifs de planification (CIP) et le financement du programme des Services industriels spéciaux à un montant correspondant à 55 % des niveaux initialement

²¹*Ibid.*, chap. V, par. 160 et 161.

²²A/CONF.104/22, première partie, section A.

envisagés. L'essentiel des projets de coopération technique de l'ONUDI étant financé par les ressources du PNUD, de nombreux projets qui devaient être approuvés en 1983 ont dû être amputés ou reportés et le financement des projets en cours a plus souvent été révisé en baisse ou stoppé qu'il n'a été augmenté ou prolongé. Bien qu'une proportion raisonnable des ressources de l'ONUDI ait été allouée aux pays les moins avancés, il n'a pas été possible de compenser entièrement le déficit des ressources du PNUD. En 1983, le nombre des projets approuvés, toutes sources de financement confondues, n'a été que d'environ 62 % du nombre correspondant en 1982, bien que l'on ait accordé un traitement plus favorable aux pays les moins avancés pour le financement de projets au moyen de la réserve générale en monnaies convertibles et des contributions à des fins spéciales du Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), ainsi que pour le financement de l'équipement des projets, grâce au Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU).

59. Le nombre relativement élevé de projets approuvés en 1982 a permis une augmentation sensible des dépenses consacrées à des projets de coopération technique dans les pays les moins avancés en 1983. Cependant, au cas où les ressources dont dispose le PNUD n'augmenteraient pas, la réduction du nombre de projets approuvés en 1983 et durant les années ultérieures entraînerait une baisse de ses dépenses. On trouvera à l'appendice E des statistiques relatives aux approbations et dépenses de projets, par pays et par source de financement.

60. Du fait de ces graves problèmes financiers, il est d'autant plus important que l'ONUDI poursuive et élargisse son dialogue permanent avec des hauts fonctionnaires nationaux et les représentants résidents du PNUD dans les pays les moins avancés, afin de modifier comme il convient le programme, compte tenu des contraintes financières actuelles, et d'élaborer des projets qui pourront être approuvés au fur et à mesure que de nouvelles ressources seront disponibles. En 1983, le personnel de l'ONUDI a entrepris 13 missions de programmation et d'élaboration de projets dans les pays les moins avancés et l'on a organisé, au siège de l'ONUDI, des consultations intensives auxquelles ont participé 9 hauts fonctionnaires de pays comptant parmi les moins avancés et 11 représentants résidents du PNUD, 7 conseillers techniques principaux, 9 conseillers industriels principaux hors siège et 12 administrateurs adjoints affectés à de tels pays.

61. Dans le cadre des efforts déployés pour améliorer la coordination des activités de coopération technique et mobiliser des ressources financières pour les pays les moins avancés, le secrétariat de l'ONUDI s'est efforcé de resserrer ses liens avec d'autres organisations du système des Nations Unies telles que le FENU, le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme, le Bureau des Nations Unies pour la région soudano-sahélienne, la Banque mondiale et diverses organisations régionales et institutions financières, telles que la Banque islamique de développement.

62. Dans le cadre du PCI, les consultations se poursuivent avec la Banque mondiale à propos du rôle de l'ONUDI en tant qu'agent d'exécution de l'assistance technique financée par la Banque au moyen de prêts aux pays les moins avancés.

63. Pour ce qui est des activités entreprises dans le cadre du système de consultations et du PCI, par exemple, un appui financier a été fourni afin que des représentants de pays comptant parmi les moins avancés puissent participer aux consultations de 1983 qui ont porté sur l'industrie du bois et des produits du bois, l'industrie des machines agricoles et l'industrie pharmaceutique; en outre, des représentants de quatre pays comptant parmi les moins avancés ont ainsi pu participer à la Réunion régionale pour la promotion des investissements dans les pays de l'Afrique australe, qui a eu lieu à Lusaka (Zambie). On a préparé une réunion pour la promotion des investissements au Népal, mais la réunion elle-même, prévue pour novembre 1983, a été reportée au début de 1984. Une assistance a également été fournie afin que trois participants de pays comptant parmi les moins avancés puissent participer à des programmes de formation entrepris par les services de promotion des investissements à New York et à Paris. Dans le cadre d'un projet interrégional, 12 pays d'Afrique comptant parmi les moins avancés ont pu bénéficier de conseils sur l'établissement et l'évaluation d'études de préinvestissement. Au titre du Programme de technologie, une assistance technique a été fournie au Conseil national soudanais de la recherche en vue de la création d'un centre national des techniques. On a ainsi organisé un voyage d'étude pour trois Soudanais dans des centres de transfert des techniques et des services d'enregistrement des techniques en Inde, aux Philippines et en République de Corée.

64. Au sein de la Division des études industrielles, on a continué d'étudier les possibilités de développement industriel fondé sur les ressources locales dans les pays les moins avancés; des études sur le Malawi et la Somalie ont été achevées²³ et des études similaires sur la Gambie, la Guinée-Bissau, Haïti, le Lesotho et le Népal étaient en cours (voir l'appendice B). Des monographies sur feuillets mobiles relatives à l'Afghanistan et à la République de Tanzanie ont été achevées; d'autres, relatives au Bangladesh et au Soudan, étaient en cours d'établissement.

65. Pour ce qui est du programme général de coopération technique, un accent particulier a été mis sur les programmes de formation visant à répondre aux besoins particuliers des pays les moins avancés, notamment un séminaire sur la gestion des entreprises publiques en Guinée-Bissau, un séminaire sur le développement des petites industries en République-Unie de Tanzanie et un séminaire mobile destiné à venir en aide aux petites et moyennes entreprises industrielles, dont quatre pays francophones comptant parmi les moins avancés bénéficient. En outre, on a entrepris divers programmes de formation de groupe portant sur les domaines tels que la préparation de projets, la gestion de petites fonderies, les services de consultants pour de petites entreprises et les plantes médicinales; les participants provenaient exclusivement ou presque de pays comptant parmi les moins avancés. Dans le cadre des activités du Centre commun ONUDI/Yougoslavie pour la coopération internationale en vue du développement des agro-industries dans les pays en développement, on a entrepris en 1983 deux missions préparatoires concernant quatre pays d'Afrique comptant parmi les moins avancés, afin d'élaborer un programme à long terme de coopération pour le développement des agro-industries.

66. Dans le cadre de ses efforts visant à aider les pays les moins avancés qui doivent faire face à des difficultés particulières, l'ONUDI, en coopération avec

²³UNIDO/IS.389 et UNIDO/IS.426.

le FENU, a réalisé une mission visant à établir un programme d'assistance au secteur industriel d'un pays ravagé par la guerre civile et a aussi fourni une assistance à des chefs de petites entreprises pour la remise en état de leur matériel endommagé au cours des hostilités.

67. En 1983, l'ONUDI a porté assistance à trois autres pays comptant parmi les moins avancés pour la préparation de tables rondes organisées avec l'appui logistique du PNUD; jusqu'ici, l'ONUDI a aidé de la sorte neuf pays, mais il se pourrait que les restrictions budgétaires l'empêchent de fournir l'assistance souhaitable aux pays les moins avancés qui envisagent d'organiser de telles réunions en 1984 et qui sont au nombre de plus de 20. L'ONUDI a également participé à la deuxième réunion de consultation interinstitutions sur la mise en œuvre du Nouveau Programme substantiel d'action. Cette réunion, tenue à Genève en mars, a évalué l'expérience acquise lors des réunions organisées jusqu'ici pour examiner la situation de certains pays africains. Les données d'information échangées sur les mesures prises pour mettre en œuvre le Nouveau Programme substantiel d'action et sur les mesures à prendre concernant les cinq pays (Djibouti, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone et Togo) inscrits sur la liste des pays les moins avancés par l'Assemblée générale, dans sa résolution 37/133, ont également été examinées. Une troisième consultation interorganisations est prévue pour mars 1984. L'ONUDI a présenté un deuxième rapport intérimaire sur les mesures prises ou prévues en vue de mettre en œuvre le Nouveau Programme substantiel d'action, rapport qui a été inclus dans le Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale, à sa trente-huitième session²⁴.

PROGRAMME DE TECHNOLOGIE

68. Pour les années 80, les pays en développement se sont fixé le double objectif d'accentuer l'effort de mise au point et de transfert de techniques industrielles et, simultanément, de s'adapter aux dernières innovations technologiques. Les activités du Programme de technologie au cours de l'année considérée ont par conséquent été conçues pour servir ces deux objectifs. Compte tenu du degré de priorité que le suivi de la troisième Conférence générale de l'ONUDI a accordé à la technologie industrielle, les activités ont continué d'être axées non seulement sur un renforcement des capacités des pays en développement à choisir, acquérir et mettre au point des technologies, mais également sur une assistance qui permette à ces pays de s'adapter aux innovations technologiques et d'en bénéficier.

Progrès technologiques

69. Ces dernières années, les activités de l'ONUDI dans le domaine des techniques industrielles portaient essentiellement sur certaines innovations technologiques particulières. En 1983, on a mis davantage l'accent sur l'interaction et l'incidence globale de ces innovations. Il a été constaté en effet

²⁴A/38/471.

que les innovations technologiques influent les unes sur les autres, en même temps que sur un grand nombre de secteurs industriels, et qu'il fallait que les pays en développement puissent disposer de principes directeurs leur permettant d'intégrer l'innovation technologique dans leurs activités industrielles et techniques. Les grands axes de l'action à entreprendre en matière de technologie industrielle au cours des années 80 ont pu être définis avec une certaine précision et seront soumis pour examen à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

70. Le Forum international sur les innovations technologiques et le développement, qui s'est tenu à Tbilissi (URSS) en avril 1983²⁵ en tant que réunion d'experts de haut niveau préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI, a aidé le secrétariat à parvenir au degré de précision précédemment évoqué et à relier les activités consacrées aux innovations technologiques à un ensemble de politiques et de mesures nécessaires à l'industrialisation. Tout d'abord, les participants au Forum ont unanimement estimé que l'impact des innovations technologiques sur le développement devrait être étudié en raison de la diffusion inéluctable de ces technologies dans une économie mondiale interdépendante, de leurs effets multiples, de leur intensité et de leur convergence. Deuxièmement, ces innovations pourraient offrir la possibilité d'aider les pays en développement à franchir rapidement certains des obstacles inhérents à leurs approches traditionnelles en matière d'industrialisation, d'agriculture, de services de santé, de services sociaux, etc. De l'avis des participants, ces innovations sont par conséquent riches en promesses et susceptibles d'applications pratiques pour les pays en développement.

71. Le Forum a déclaré qu'à court terme les mesures prises par les pays en développement devraient être les suivantes : prévision et évaluation de l'impact socio-économique des innovations techniques, choix mûrement réfléchi des techniques et du matériel à importer, enfin renforcement du pouvoir de négociation lors de l'acquisition de ces techniques. Pour les mesures à long terme, il faudrait faire preuve d'imagination en vue d'appliquer les innovations technologiques à l'élévation du niveau de vie et du niveau technique moyen de l'ensemble de la population. Les politiques industrielles et technologiques pour les années 80 et au-delà devraient être orientées en fonction du potentiel et des effets des dernières innovations technologiques.

72. Les participants au Forum ont, par la même occasion, reconnu que les techniques de pointe ne peuvent pas être considérées comme un moyen d'esquiver les problèmes du développement. Les pays en développement devront peut-être adopter et gérer une palette technologique qui donnera de meilleurs résultats eu égard aux objectifs, problèmes et contraintes propres à chaque pays. Il a été recommandé aux pays en développement, dans le contexte des nouveaux progrès technologiques, d'étudier individuellement et collectivement leurs infrastructures technologiques actuelles et de prendre des mesures pour créer des institutions et structures ou réformer celles qui existent, de manière à pouvoir s'adapter au changement technologique conformément à leurs propres objectifs. C'est dans le cadre de cette recommandation que des Journées d'étude sur les aménagements institutionnels et structurels opérés par

²⁵Pour le rapport du Forum international sur les innovations technologiques et le développement, voir ID/WG.389/6.

les pays en développement pour tenir compte des innovations technologiques²⁶ ont été organisées à Dubrovnik (Yougoslavie) en mai et juin 1983, en collaboration avec le Centre de recherche sur les politiques scientifiques et technologiques de l'Institut de Mihailo Pupin de Belgrade. Les participants ont procédé à une analyse approfondie des activités et des agents qui interviennent dans la réorientation des institutions et des structures. Ils ont souligné la relation qui existe entre le développement technologique et les structures industrielles, en insistant sur la nécessité de concevoir les politiques industrielles et technologiques de façon intégrée. Il a été suggéré que tous les pays en développement, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui en sont aux premiers stades de leur développement, auraient intérêt à créer des cellules chargées de suivre l'évolution de certaines techniques ou d'en mettre au point.

73. Les recommandations émises à l'occasion du Forum et des journées d'étude seront prises en compte dans la documentation établie pour la quatrième Conférence générale et ne sont donc pas exposées en détail dans le présent rapport. Ces deux réunions, tout comme la Réunion d'experts chargés de préparer le Forum qui s'est tenue à Moscou en décembre 1982²⁷, ont examiné les questions de politique que soulèvent certains progrès techniques spécifiques, à savoir le génie génétique et la biotechnologie, la micro-électronique, l'énergie de la biomasse, les photopiles solaires, les matériaux nouveaux et les produits pétrochimiques. En 1983, plusieurs activités importantes ont été poursuivies au sujet de certaines de ces innovations.

74. 1983 a été une année d'intense activité dans le domaine du génie génétique et de la biotechnologie. Conformément aux recommandations de la Réunion de haut niveau sur l'établissement d'un Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie qui s'est tenue à Belgrade (Yougoslavie) en décembre 1982²⁸, un appui a été accordé à un comité d'experts qui a visité différents endroits où pourrait être implanté le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB), et des préparatifs ont été faits en vue d'une réunion plénipotentiaire. La Réunion plénipotentiaire au niveau ministériel sur la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie s'est déroulée à Madrid (Espagne) du 7 au 13 décembre 1983, en présence de représentants de 50 pays (y compris les observateurs de 7 pays). Elle a comporté deux phases : d'abord une réunion de haut niveau pour régler les questions en suspens, en particulier celles du siège du CIGGB, des questions financières le concernant et de ses statuts, puis une réunion plénipotentiaire au niveau ministériel pour adopter et signer les statuts établissant le Centre²⁹. La Réunion a approuvé les statuts³⁰ qui créent le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie "en tant qu'organisation internationale constituée

²⁶Pour le rapport des Journées d'étude sur les aménagements institutionnels et structurels opérés par les pays en développement pour tenir compte des innovations technologiques, voir ID/WG.401/7 (anglais seulement).

²⁷Pour le rapport de la Réunion d'experts chargés de préparer le Forum international sur les innovations technologiques et le développement, voir ID/WG.384/16.

²⁸Pour le rapport de la Réunion de haut niveau sur l'établissement d'un Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie, voir ID/WG.382/7.

²⁹Pour le rapport de la Réunion plénipotentiaire au niveau ministériel sur la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie, voir ID/WG.397/9.

³⁰Statuts du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie" (ID/WG.397/8).

d'un centre et d'un réseau de centres affiliés nationaux, régionaux et sous-régionaux³¹". Les statuts ont été signés à Madrid par 26 pays (Afghanistan, Algérie, Argentine, Bolivie, Bulgarie, Chili, Chine, Congo, Cuba, Egypte, Equateur, Espagne, Grèce, Inde, Indonésie, Italie, Koweït, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Soudan, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Venezuela, Yougoslavie et Zaïre). Fin 1983, deux autres pays les avaient également signés (Pakistan et Tunisie).

75. Conformément à ces statuts, les objectifs du Centre seront d'encourager la coopération internationale en ce qui concerne le développement et la mise en œuvre des applications pacifiques du génie génétique et de la biotechnologie, en particulier au profit des pays en développement; d'aider les pays en développement à renforcer leur potentiel scientifique et technique dans ce domaine; et de stimuler et d'aider les activités menées aux niveaux régional et national. Il est attendu du Centre qu'il serve de point de convergence pour un réseau de centres de recherche affiliés et pour le maillage de réseaux nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux, ainsi que de lieu d'échange entre hommes de science et techniciens des Etats membres.

76. Un Conseil des gouverneurs composé d'un représentant de chacun des Etats membres et du chef du secrétariat de l'ONUDI ou de son représentant, qui en est membre *ès qualités* sans droit de vote, arrête les orientations et les principes généraux. Les statuts entreront en vigueur lorsque 24 Etats au moins, y compris l'Etat hôte du Centre, auront déposé les instruments de ratification ou d'acceptation et auront établi ensemble que des ressources financières suffisantes sont assurées.

77. Etant donné l'intérêt considérable manifesté par les Etats candidats à accueillir le Centre, la Réunion de Madrid n'a pu se mettre d'accord sur le lieu d'implantation du CIGGB. Afin d'accélérer encore les travaux préparatoires menés en vue de la mise en place du Centre, elle a décidé d'instituer un comité des Etats ayant signé les statuts. Elle a en outre prié le secrétariat de l'ONUDI d'aider le comité préparatoire dans ses travaux jusqu'à la convocation de la première session du Conseil des gouverneurs.

78. A l'échelon national, l'ONUDI a aidé à organiser en novembre 1983 des journées d'étude sur le génie génétique et la biotechnologie au Brésil et en République de Corée. Ces journées d'étude ont permis de procéder à un examen des activités actuelles et futures des pays concernés. Un atelier sur la coopération régionale dans le domaine de la biologie, organisé conjointement en novembre 1983 par la Commission économique pour l'Amérique latine et l'UNESCO, et auquel a participé un fonctionnaire de l'ONUDI, a offert l'occasion d'étudier les possibilités de coopération régionale dans le cadre du CIGGB. L'ONUDI a été un des coorganisateur du quinzième Congrès international de génétique, qui s'est déroulé à New Delhi (Inde) en décembre 1983 et à l'occasion duquel les possibilités de coopération internationale et le rôle de l'ONUDI dans le domaine du génie génétique et de la biologie ont à nouveau été examinés.

79. L'étude relative aux travaux de recherche-développement entrepris par certains pays du Pacte andin en ce qui concerne l'extraction bactérienne du

³¹*Ibid.*, art. 1.1.

cuivre a été poursuivie. Cette étude, qui est réalisée en collaboration avec le secrétariat du Pacte andin et la Section de recherche sur les politiques scientifiques de l'Université du Sussex (Brighton, Royaume-Uni), analyse un cas de technologie neuve, intégrant des procédés modernes et des procédés traditionnels; elle viendra s'ajouter aux exemples de ce genre actuellement rassemblés par le Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement (ONU). Compte tenu de l'expérience qu'elle permettra d'acquérir, on envisage de déterminer si d'autres pays en développement producteurs de cuivre auraient intérêt à utiliser cette technologie pour améliorer leurs opérations de récupération du cuivre.

80. Bien que le manque de ressources ait ralenti l'élaboration du programme latino-américain de coopération en matière de micro-électronique qu'avait recommandé, en juin 1982, la Réunion d'experts ONUDI/CEPAL sur les incidences de la micro-électronique pour la région de la CEPAL³², la coopération internationale dans ce domaine a pris un nouvel essor en 1983. L'aide de l'ONUDI a été demandée, notamment, pour étudier la possibilité de créer un centre international pour les applications de microprocesseurs, pour la création d'un centre asiatique d'électronique et pour la transformation de l'institut de micro-électronique du Gouvernement vénézuélien en un centre régional pour l'Amérique latine, y compris les Caraïbes. Afin de définir avec plus de précision le rôle respectif de tels centres internationaux et régionaux compte tenu des exigences particulières des pays en développement et des conditions qui y existent actuellement, des études sur l'état des connaissances ont été entreprises à l'échelon national dans un certain nombre de pays en développement pour déterminer quels seraient les besoins et les possibilités d'une coopération régionale et internationale.

81. L'ONUDI a aussi aidé le Secrétariat de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) à organiser une réunion régionale sur le développement de la micro-électronique, qui doit avoir lieu en mars 1984, et fourni des experts pour le quatrième Atelier brésilien sur la micro-électronique, qui s'est tenu à Campinas (Brésil) en février/mars 1983, ainsi que pour le Colloque international sur la micro-électronique au service de la productivité, qui a eu lieu à New Delhi (Inde) en avril 1983.

82. Un soutien du Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement a permis à l'ONUDI de continuer d'aider le Gouvernement mexicain à mettre sur pied une équipe nationale pour l'analyse des tendances de l'évolution technologique, notamment dans le domaine de la micro-électronique³³.

83. En 1983, l'ONUDI a publié trois documents respectivement intitulés "Problems of Software development in developing countries"³⁴, "The impact of micro-electronics on biomedical applications in developing countries"³⁵ et "Informatics for industrial development"³⁶. Un document thématique sur la

³²ID/B/300, chap. V, par. 102.

³³*Ibid.*, par. 106.

³⁴UNIDO/IS.383.

³⁵UNIDO/IS.392.

³⁶UNIDO/IS.415.

promotion des logiciels en tant qu'industrie dans les pays en développement et un document technique sur les logiciels étaient en cours de préparation. Une étude des applications de la micro-électronique dans les dispositifs de contrôle de puissance a été achevée.

84. Au cours de l'année considérée, on a entrepris l'examen d'une question susceptible d'intéresser les pays en développement, celle des nouveaux matériaux et des technologies connexes. Une étude sur les matériaux composites a été effectuée et des études sur les céramiques réfractaires et sur les fibres optiques ont été entreprises. Les travaux du secrétariat consacrés à l'analyse des tendances de l'évolution technologique et à l'évaluation de ses incidences, qui couvraient déjà l'électronique, le génie génétique et la biotechnologie, ont été étendus aux matériaux de construction. Un bulletin trimestriel dans lequel sont analysées les innovations en matière de techniques des matériaux a été lancé; son premier numéro est consacré à une étude approfondie des aciers faiblement alliés à résistance élevée. On a d'autre part publié un répertoire des instituts de recherche industrielle et technologique qui s'intéressent à la conversion industrielle de la biomasse³⁷, afin de disposer d'une base pour le maillage de ces instituts.

85. Le secrétariat a continué d'organiser des ateliers à l'échelon national afin d'encourager la formulation de politiques et de plans pour la technologie. Les innovations technologiques ont été l'un des principaux sujets des ateliers nationaux organisés à Trinité-et-Tobago ainsi qu'en Malaisie, en collaboration avec les gouvernements intéressés.

Technologie industrielle en Afrique

86. L'appui recueilli par le plan du Gouvernement soudanais pour la création d'un centre national de technologie s'est confirmé³⁸, et une visite d'étude de hauts fonctionnaires soudanais a été organisée dans trois pays en développement afin de permettre aux intéressés de se faire directement une idée des activités menées par des organismes analogues. Par ailleurs, des experts ont aidé à élaborer un cadre général pour le centre prévu et à déterminer dans leurs grandes lignes ses besoins en personnel et sa structure administrative.

87. L'assistance fournie au Bureau national de transfert des techniques du Nigéria³⁹ s'est élargie à la suite du recrutement de cadres à temps complet pour le Bureau. La priorité la plus élevée a été attribuée à la formation du personnel, qui a été assurée grâce aux services d'experts engagés pour une courte durée et à l'organisation de visites d'étude dans des services d'enregistrement des technologies et d'autres institutions de certains pays en développement.

88. A la demande du secrétariat de l'Union du fleuve Mano⁴⁰, une étude a été effectuée sur la possibilité d'organiser une exposition industrielle et technologique à l'intention des pays membres de l'Union (Guinée, Libéria et Sierra Leone). Cette étude, dont la réalisation a été confiée à un organisme de

³⁷UNIDO/IS.372.

³⁸ID/B/300, chap. V, par. 112.

³⁹*Ibid.*

⁴⁰*Ibid.*

l'un de ces pays, met en évidence diverses contraintes rendant l'organisation de cette exposition impossible à l'heure actuelle et contient plusieurs recommandations sur les suites à donner à cette initiative.

89. Aux travaux menés par l'ONUDI dans le cadre de sa contribution au prochain Congrès de savants africains⁴¹ est venue s'ajouter une étude intitulée "Potential for the development of a protein sweetener industry in Africa"⁴² (Possibilités de créer une industrie des édulcorants protéiques en Afrique), ce qui a porté à quatre le nombre des documents de fond établis pour le Congrès.

Acquisition des techniques

90. Les activités ayant trait à l'acquisition des techniques ont continué de viser à renforcer le pouvoir de négociation des pays en développement. En particulier, plusieurs de ces pays ont bénéficié d'une aide pour la création ou le renforcement d'institutions gouvernementales dans ce domaine. Le Gouvernement éthiopien a reçu une assistance pour l'application des dispositions relatives à la création de coentreprises. Une visite d'étude a été organisée à l'intention de hauts fonctionnaires du Gouvernement thaïlandais dans différents pays ayant une vaste expérience de la réglementation dans le domaine du transfert des techniques, et des conseils leur ont été donnés sur la rédaction de textes de lois relatifs au transfert des techniques et aux investissements directs étrangers. L'élaboration d'un système informatisé pour l'enregistrement des accords de transfert de techniques a été achevée à la demande du Gouvernement vénézuélien⁴³. Le Gouvernement nigérian a bénéficié d'une assistance pour la définition de méthodes permettant d'évaluer les accords de transfert de techniques, et un système d'information a été conçu en tant que service de soutien.

91. Au titre du programme des services consultatifs techniques, le Gouvernement paraguayen a reçu une assistance pour la négociation de certains grands projets industriels. Un stage de formation en vue du renforcement du pouvoir de négociation a eu lieu au Venezuela. L'ONUDI a organisé conjointement avec la CESAP un colloque sur les contrats relatifs à la construction d'oléoducs et de gazoducs, qui s'est tenu à Djakarta (Indonésie) aux mois d'août et septembre 1983⁴⁴. Des conseils ont été donnés au Gouvernement cubain pour les négociations concernant l'exportation d'une technique mise au point avec l'assistance de l'ONUDI et du PNUD. On a également donné suite à quatre autres demandes de services consultatifs. Des manuels préliminaires sur les clauses de cautionnement et de garantie dans les contrats relatifs aux techniques ont fait l'objet d'un examen lors de deux réunions organisées conjointement sur ce sujet avec le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement de Ljubljana (Yougoslavie). Il a également été établi des directives concernant la création de coentreprises industrielles dans les pays en développement⁴⁵.

⁴¹*Ibid.*, par. 110.

⁴²UNIDO/IS.397.

⁴³ID/B/300, chap. V, par. 114.

⁴⁴Il est prévu de publier un compte rendu des travaux de ce colloque et la documentation présentée.

⁴⁵UNIDO/IS.361.

92. Une nouvelle étude sur les exportations de technologie des pays en développement consacrée à l'Égypte⁴⁶ a paru en 1983, tandis qu'une autre — sur le Pakistan — était en cours d'établissement. Par ailleurs, une réunion d'experts sur les exportations de technologie s'est tenue à Vienne en décembre 1983 pour examiner les études effectuées jusqu'à présent, analyser divers aspects et orientations des exportations de technologie dans le cadre de la coopération entre pays en développement, et définir les modalités d'une circulation systématique de l'information de nature à promouvoir ces exportations.

93. En 1983, le Système d'échange de renseignements techniques (TIES) a continué à renforcer et élargir ses activités, et le nombre des contrats enregistrés a augmenté. Trois autres pays (Bolivie, Equateur et Pérou) sont devenus membres du Système grâce à l'accord de coopération conclu entre le Système andin d'informations technologiques et le TIES. Quelques directeurs de services d'enregistrement des transferts de techniques se sont réunis à Vienne en juillet 1983 pour étudier les moyens de consolider, de renforcer et d'élargir la coopération prévue dans le cadre du TIES. Au cours de leurs débats, ils ont également esquissé les grandes lignes d'un examen général portant sur la mise au point et le transfert des techniques. Leurs recommandations, ainsi que d'autres questions, ont été examinées lors de la huitième Réunion des directeurs des services d'enregistrement des transferts de techniques, qui s'est tenue à Caracas (Venezuela) en octobre 1983. Les participants à cette réunion ont adopté plusieurs recommandations, notamment sur des programmes concrets de coopération concernant la formation du personnel des services d'enregistrement et les activités régionales. Ils ont en outre examiné plusieurs études sur l'évaluation des accords de transfert des techniques dans des secteurs spécifiques, établies par le secrétariat avec l'aide des pays membres du TIES, ainsi qu'une étude préliminaire sur les méthodes de contrôle de contrats de transfert des techniques.

94. Le secrétariat s'est efforcé d'harmoniser les efforts que déploient divers membres du TIES pour automatiser leurs systèmes d'information afin de faciliter davantage l'échange de renseignements. A cet effet, l'ONUDI a préparé une étude qui a été soumise à l'examen d'experts à la suite de la réunion de Caracas. Jusqu'à présent, l'Inde, l'Espagne et les pays andins ont présenté des demandes d'assistance en vue de s'adapter aux conditions du TIES.

95. Le Système devra de plus en plus se préoccuper de renforcer parmi ses membres la capacité d'acquérir les nouvelles techniques engendrées par les progrès de la technologie. A la suite de l'examen par les membres du TIES d'un document sur les licences relatives au logiciel, on a entrepris une étude sur certains aspects du transfert des techniques et sur l'expérience des pays dans le domaine du logiciel.

Mise au point et application des techniques

96. A la suite de l'initiative prise par l'ONUDI dans le domaine des petites centrales hydroélectriques, un troisième stage a été organisé en Malaisie, en mars 1983, en collaboration avec le Programme régional de mise en valeur de

⁴⁶UNIDO/IS.362.

l'énergie de la CESAP, le Centre régional de transfert des techniques (RCTT) et le Gouvernement malaisien. Durant le stage, en réponse à la demande présentée par le Gouvernement malaisien et dans l'esprit de la coopération technique entre pays en développement, l'ONUDI a encouragé les négociations entre la Malaisie et l'Organisation latino-américaine de l'énergie, qui ont abouti à la signature, en 1983, d'un accord de coopération officiel sur le transfert des techniques relatives aux turbines à flux transversal. D'autre part, à l'issue de ce troisième stage, des mesures ont été adoptées en vue de créer un réseau régional de petites centrales hydroélectriques en Afrique.

97. En ce qui concerne le réseau régional de petites centrales hydroélectriques de la CESAP, l'ONUDI a continué de lui apporter son soutien, qui s'est traduit par l'organisation du premier stage sur les petites centrales hydroélectriques à Hangzhou (Chine), en mai/juin 1983. Pour ne pas perdre cet acquis, le PNUD et la CESAP ont mené des négociations en vue d'obtenir des fonds pour organiser un deuxième stage consacré à l'hydrologie, considérée comme l'un des premiers sujets de préoccupation des pays membres de la CESAP par des experts de haut niveau réunis en juillet 1982. L'ONUDI a également aidé le Centre régional de recherche et de formation de Hangzhou pour les petites centrales hydroélectriques et le réseau régional de la CESAP à collecter des renseignements dans ce domaine, ainsi qu'à publier un bulletin d'information.

98. Dans le cadre de l'évaluation des économies d'énergie dans certains sous-secteurs de l'industrie des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), financée par les contributions du Gouvernement japonais, une enquête a aussi été effectuée en Malaisie⁴⁷ pour promouvoir le transfert des techniques appliquées au niveau de l'entreprise pour économiser l'énergie. Il est également prévu d'établir un manuel sur les techniques permettant des économies d'énergie qui sera fondé sur la méthodologie adoptée au Japon, compte étant tenu des enseignements tirés des activités menées dans le cadre du projet en Malaisie. Les résultats de ces activités ont été communiqués au Gouvernement malaisien lors d'une réunion nationale, ainsi qu'aux pays membres de l'ANASE lors d'une réunion sous-régionale, en novembre/décembre 1983, à Kuala Lumpur (Malaisie).

99. L'ONUDI, le secrétariat de "Technologie pour le peuple" (TFTP) et le Gouvernement philippin ont organisé conjointement un congrès technique à l'occasion de la troisième exposition de TFTP à Manille, en novembre 1983. Ce congrès était consacré à deux secteurs qui présentent un intérêt majeur pour les pays en développement : l'équipement agricole et l'énergie au service du développement rural. La participation des pays en développement qui ont présenté à l'exposition des produits en rapport avec les deux secteurs considérés a permis de continuer les travaux du congrès avec la possibilité d'un transfert concret des techniques et du savoir-faire.

Coopération technologique dans les petites industries

100. Le projet sur la coopération au niveau de l'entreprise pour le transfert des techniques entre de petites et moyennes entreprises de construction

⁴⁷ID/B/500, chap. V, par. 120.



Un expert de l'ONUDI fournit des services au laboratoire de contrôle de la qualité de la Khartoum Tannery, Khartoum (Soudan)

mécanique légère et de transformation des métaux⁴⁸ est entré dans sa phase finale en 1983 : dix paires de partenaires ont été réunies dans le but de négocier des accords de transfert de techniques entre, d'une part, des entreprises suédoises et, d'autre part, des usines analogues d'Inde, de Sri Lanka et d'Égypte. Les activités futures consisteront essentiellement à assurer la mise en œuvre de ces accords et à fournir un appui dans des domaines comme la formation et l'évaluation de l'efficacité du projet, de façon à créer les mécanismes nécessaires au transfert des techniques. Une réunion avec l'Organisme suédois de développement international, tenue mi-novembre 1983, a examiné les résultats du projet et défini les activités à mener pour en assurer le suivi.

101. En ce qui concerne le même type de coopération technologique, dans le domaine de l'industrie alimentaire, entre les Pays-Bas et la Chine, le Soudan et la Thaïlande⁴⁹, des missions d'identification ont été menées à bien en 1983, tandis que l'on s'employait à promouvoir la constitution d'associations avec des entreprises néerlandaises. Quelques propositions ont déjà été présentées à

⁴⁸*Ibid.*, par. 122.

⁴⁹*Ibid.*

cet effet. Les 18 et 19 octobre 1983, le Ministère de l'agriculture des Pays-Bas a organisé une réunion pour établir le calendrier des activités futures. Dans l'avenir immédiat, il est prévu — notamment — que le Directeur du Centre de recherches alimentaires du Soudan effectuera une visite aux Pays-Bas pour encourager les entreprises néerlandaises à considérer les entreprises soudanaises comme des partenaires potentiels dans le cadre de la coopération, et que l'on arrêtera le calendrier des négociations entre les entrepreneurs ayant déjà exprimé leur intérêt pour la création d'associations. D'après les prévisions, on devrait, en 1984, identifier des partenaires potentiels, organiser des réunions en vue de négociations, et commencer à mettre en œuvre les accords conclus.

102. La formule du système de services technologiques, dont l'ONUDI a montré l'application dans le cadre d'un projet réalisé aux Philippines⁵⁰, a été adoptée par un groupe d'experts du Comité consultatif de la science et de la technique au service du développement, qui y a vu un exemple de techniques de pointe faisant la synthèse entre les technologies modernes et traditionnelles.

Banque d'informations industrielles et technologiques

103. Au cours de sa quatrième année de fonctionnement, la Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB) a continué, dans les limites des ressources disponibles, à consolider ses activités, en s'attachant tout particulièrement à améliorer ses systèmes internes de façon à mieux servir les pays en développement. Elle a poursuivi ses efforts en vue d'élargir et d'approfondir ses contacts avec les sources d'information et avec les utilisateurs finals, de façon à répondre aux besoins particuliers de ces utilisateurs, et d'élaborer des informations présentant de l'intérêt pour les pays en développement.

104. Outre l'instauration de nouveaux liens avec d'autres banques de données et avec les correspondants spécialisés, on s'est efforcé de favoriser une utilisation plus large de l'INTIB. L'ONUDI a pris part à deux séminaires sur l'information industrielle. Le premier s'est tenu à Arusha (République-Unie de Tanzanie), à l'Eastern and Southern Africa Management Institute, et le second à Bordeaux (France); ils ont été organisés conjointement par l'Agence de coopération culturelle et technique et par l'ONUDI (à l'initiative du Service de la formation de la Division des opérations industrielles). Y ont participé, respectivement, 9 et 18 pays africains. Ces séminaires ont contribué à mieux faire connaître les informations industrielles dont ont besoin les pays en développement et les services que peut fournir l'INTIB. Ils ont en outre permis à l'ONUDI de discerner avec plus de précision les problèmes posés par l'articulation des besoins des pays en développement en matière d'information, et de proposer une formule mieux adaptée pour la réunion des utilisateurs finals de l'INTIB qui est prévue pour 1984.

105. Un fonctionnaire de l'ONUDI ayant, sur l'invitation du Gouvernement polonais, visité un service d'informations industrielles de ce pays, de nouvelles possibilités de coopération se sont ouvertes, et le Service de renseignements industriels a ainsi trouvé de nouveaux correspondants.

⁵⁰*Ibid.*, par. 124.

106. Eu égard à la nécessité de renforcer les services d'information nationaux et régionaux pour développer les liens existant entre l'INTIB et les institutions nationales et régionales, des fonctionnaires de l'INTIB ont également pris part à des activités visant à la mise en place ou à l'amélioration d'organismes d'information industrielle, dans le cadre du programme visant à accroître l'efficacité de l'INTIB. C'est ainsi qu'en collaboration avec le Service de l'infrastructure institutionnelle de la Division des opérations industrielles, des services consultatifs ont été fournis au Maroc⁵¹. Les contacts avec la Red de Información Tecnológica Latinoamericana et le Sistema Andino de Información Tecnológica en Amérique latine se sont intensifiés⁵².

107. S'agissant des réponses aux demandes des utilisateurs, le Service de renseignements industriels de l'INTIB a, dans l'ensemble, maintenu ses activités au même niveau qu'en 1982⁵³. Environ 1 300 demandes de renseignements techniques ont été reçues en 1983. Trente pour cent d'entre elles émanaient de l'industrie, 16 % de sources d'informations, 12 % d'organismes de recherche, 11 % de gouvernements et 8 % de consultants. Trente-six pour cent des questions abordées avaient trait aux produits chimiques, 23 % aux produits alimentaires, 15 % à la fabrication des produits en métal, 9 % à la construction et 4 % à l'énergie. En outre, il y a eu 350 demandes de pochettes d'information, ainsi que 300 demandes à caractère industriel ne relevant pas à proprement parler du mandat de l'INTIB.

108. Sept pochettes d'information ont été élaborées en 1983, concernant les utilisations des excédents de chlore, l'huile végétale comme produit de remplacement du carburant diesel, les pompes hydrauliques, la transformation des fruits et légumes (en préparation), l'industrie des emballages en papier, l'adobe (fabrication de briques traditionnelle), et la fabrication semi-automatique et manuelle de produits en verre.

109. Un profil industriel sur l'emballage a été achevé, et des profils sur la transformation des aliments et des végétaux à différentes fins et sur la gestion des petites et moyennes industries étaient en préparation.

110. Compte tenu de la publication en 1983 de quatre nouveaux volumes de la série des *Résumés d'études sur le développement industriel*, la base de données des *Résumés d'études* comporte désormais 13 000 résumés de documents de l'ONUDI. On a commencé à préparer la publication d'un index cumulatif de tous les résumés de documents proposés dans les *Résumés d'études*. Une édition entièrement révisée du *Thesaurus du langage du développement industriel* en anglais-français⁵⁴ et en français-anglais⁵⁵ a été publiée en 1983. La base de données du Système d'information à accès direct (LINK) a permis l'établissement de deux répertoires, l'un consacré aux institutions s'occupant de la transformation industrielle de la biomasse et l'autre relatif aux sigles des organisations dont les noms figurent dans la base de données.

⁵¹Dans les limites des ressources disponibles, une assistance analogue sera apportée à Cuba et au Bangladesh au début de 1984.

⁵²ID/B/300, chap. V, par. 128.

⁵³*Ibid.*, par. 132.

⁵⁴ID/172/Rev.1.

⁵⁵ID/173/Rev.1.

111. Le *Bulletin d'information de l'ONUDI*, qui paraît chaque mois, a été publié en cinq langues (anglais, chinois, espagnol, français et russe), et l'on a continué à rechercher une organisation susceptible de se charger de la traduction, de l'impression et de la distribution d'une édition en arabe. La rubrique "Communications industrielles" a continué d'être très appréciée, et la rubrique "Publications" a suscité plus de 11 000 demandes portant sur quelque 115 000 documents et publications. En collaboration avec le Groupe des impressions et le Groupe des documents, et avec la Section du traitement électronique de l'information, une nouvelle méthode a été mise au point pour le remplissage et l'adressage, à l'ONUDI même, des enveloppes contenant le *Bulletin*, ce qui a permis à l'Organisation d'économiser quelque 1 000 dollars par mois et de gagner plusieurs semaines sur les délais d'expédition.

112. L'INTIB a contribué à la mise au point du logiciel nécessaire au contrôle opérationnel du Système d'échange de renseignements techniques (TIES) et du réseau pilote d'échange de renseignements techniques entre institutions financières des pays en développement.

Coopération avec d'autres institutions et organisations des Nations Unies

113. Le Programme de technologie a participé à différentes discussions avec d'autres institutions et organisations des Nations Unies, dans le cadre des activités de coordination interorganisations évoquées dans un autre chapitre du présent rapport. Il convient de mentionner notamment la participation du secrétariat à des activités de coopération en matière de technologie menées sous les auspices du Comité administratif de coordination (CAC). Dans le cadre du plan opérationnel de mise en œuvre du Programme d'action de Vienne pour la science et la technique au service du développement⁵⁶, l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement a, par le truchement de ses quatre groupes de travail, proposé le lancement de 24 projets conjoints; l'ONUDI a été désignée comme organisation responsable de l'exécution de 3 d'entre eux, comme membre d'une équipe de gestion conjointe pour 4 et comme organisation participante pour 14. Les trois projets dont l'ONUDI est plus particulièrement responsable sont les suivants : a) une étude interrégionale des incidences des nouvelles technologies micro-électroniques pour les pays en développement dans quelques secteurs donnés; b) la mise au point et la fabrication de machines et de matériel de production destinés à moderniser les techniques rurales traditionnelles dans les pays les moins avancés d'Asie et du Pacifique; c) la coopération scientifique et technique entre pays en développement en matière de services technologiques.

114. En 1983, l'essentiel de la tâche accomplie par les différentes organisations, et notamment par le secrétariat de l'ONUDI, a été la mise au point plus détaillée des projets prévus ainsi que la désignation des pays concernés et l'affectation des ressources pour chaque projet. Ces travaux se poursuivront en 1984, année où les projets devraient devenir opérationnels. Le secrétariat de l'ONUDI a également collaboré avec le BIT en vue de la compilation par ce

⁵⁶*Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement*, Vienne, 20-31 août 1979 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.79.I.21 et rectificatif), chap. VII.

dernier d'une série d'études de cas concernant l'intégration des nouvelles technologies et des techniques traditionnelles.

115. On a continué à rechercher le concours des organisations compétentes pour la promotion du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie. Des observateurs de différentes organisations et organismes, à savoir le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Université des Nations Unies, la FAO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'AIEA et le Centre international de physique théorique, ont assisté à la réunion de Madrid et ont indiqué que leurs organisations étaient disposées à collaborer avec le Centre.

116. Quant à l'INTIB, elle a continué à collaborer avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le PNUE, le BIT, la FAO, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et le Centre CNUCED/GATT du commerce international. Il convient d'évoquer en particulier des discussions qui ont été menées avec l'UNESCO au sujet de futurs programmes conjoints, et avec le PNUE au sujet de la participation de l'INTIB à son réseau de références, par l'intermédiaire duquel celle-ci diffuserait des renseignements industriels. On procède actuellement à la mise au point définitive d'un projet lancé conjointement avec le BIT et qui concerne l'échange de publications relatives aux besoins des petites et moyennes industries en matière d'informations sur la gestion.

117. S'agissant de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'ONUDI a apporté sa contribution à la préparation d'un document de la CESAP destiné à sa session annuelle de 1984, laquelle sera particulièrement consacrée à la "Technologie au service du développement". Le secrétariat de l'ONUDI prépare en outre un document spécial pour cette session.

COOPERATION ENTRE PAYS EN DEVELOPPEMENT

118. En 1983, les activités de l'ONUDI concernant la coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD/CTPD) ont essentiellement porté sur *a)* la préparation de réunions de solidarité dans les pays les moins avancés et de tables rondes ministérielles en vue de mettre en contact des pays en développement désireux de promouvoir l'industrialisation; *b)* les suites à donner aux réunions de solidarité précédentes; *c)* l'élaboration de programmes communs concernant certains sous-secteurs industriels; *d)* la mise en œuvre des recommandations concernant la CTPD formulées dans le cadre du Système de consultations de l'ONUDI; et *e)* l'établissement d'un programme de travail, général et cohérent, fondé sur les recommandations de diverses réunions internationales consacrées à la CEPD, compte étant tenu, en particulier, du Programme d'action de Caracas approuvé en mai 1981 par la Conférence de haut niveau sur la coopération économique entre pays en développement⁵⁷.

119. Les deux Réunions ministérielles de solidarité pour le Yémen et le Burundi, qui devaient se tenir en 1983⁵⁸, ont été reportées à 1984 sur la

⁵⁷ A/36/333, annexe.

⁵⁸ ID/B/300, chap. V, par. 147.

demande des gouvernements; toutefois, les préparatifs de ces deux réunions, y compris la sélection des projets, ont pris fin en 1983. En outre, des dispositions ont été prises en vue d'une Réunion de solidarité prévue pour le Rwanda en juin 1984.

120. L'examen approfondi et systématique des suites données aux réunions de solidarité a été entrepris en 1983. Dans le cadre de cette activité, une mission s'est rendue en octobre 1983 à Haïti, premier pays d'Amérique latine qui ait accueilli une réunion ministérielle de solidarité, de façon à déterminer comment on pourrait donner plus d'efficacité à ces réunions et renforcer les mécanismes de mise en œuvre des décisions prises. Cet examen a permis d'évaluer les grandes étapes du programme — préparation des dossiers de projets, participation à la réunion, suites qui lui ont été données. Les informations communiquées par les autorités haïtiennes sur la situation économique et sociale de leur pays ont été utilisées par la Section de la coopération économique entre pays en développement et d'autres sections organiques de l'Organisation afin de mettre au point un programme d'ensemble pour le développement industriel du pays. Parmi les suites données à la Réunion de solidarité pour Haïti, on peut mentionner un programme de formation et un projet pour la fabrication de farine à partir du manioc, l'un et l'autre mis en œuvre avec l'assistance du Brésil. Quelques-unes des mesures prises afin de donner suite à d'autres réunions sont décrites ci-dessous.

121. Comme suite à la Réunion de solidarité organisée au Soudan (1981)⁵⁹, 25 Soudanais ont participé en 1983 à un stage de formation sur les techniques de la tannerie qui s'est tenu en Inde; le Directeur de l'Institut de recherche industrielle et de services consultatifs du Soudan et un expert en techniques de biogaz se sont, respectivement, rendus en Inde et en Chine. Grâce à la fourniture de l'équipement et du savoir-faire au moyen d'une contribution du Gouvernement chinois, le projet d'assistance à l'usine de vêtements de confection de Khartoum a été mené à bien. Des représentants du Soudan, de la Yougoslavie et de l'ONUDI se sont réunis à Khartoum en 1983 afin d'examiner les nouvelles mesures qu'exigeait la création d'une briqueterie pilote, dont l'étude de faisabilité avait été achevée en 1982, pour donner suite à la Réunion de solidarité. La Yougoslavie a accepté d'apporter un complément de ressources pour la fourniture de l'équipement destiné à la briqueterie.

122. La Réunion de solidarité pour la Haute-Volta (1981)⁶⁰ a été suivie d'échanges de vues avec le Gouvernement pakistanais pour la mise en œuvre de trois projets: une sucrerie, une installation de broyage de clinker et des minicentrales. En outre, des dispositions ont été prises avec le Gouvernement indien pour l'achèvement d'études de faisabilité sur la production de malt, de panneaux de particules et de briques stabilisées.

123. On a également pris des mesures pour concrétiser les offres faites lors de la Réunion ministérielle de solidarité pour le Lesotho (1982)⁶¹. Un projet de construction de broyeurs à marteaux a été mené à bien en collaboration avec le

⁵⁹ID/B/360, chap. V, par. 150.

⁶⁰*Ibid.*, par. 151.

⁶¹*Ibid.*, par. 144.

Gouvernement yougoslave et avec le concours de l'ONUDI. Un accord a été signé avec le Gouvernement algérien en vue d'achever au Lesotho, à la fin du premier trimestre de 1984, l'installation de tanneries rurales.

124. Plusieurs décisions adoptées à la Réunion de solidarité pour le Bangladesh (1980)⁶² ont été mises en œuvre. Le Pakistan fournit à l'heure actuelle au Bangladesh les équipements et les services d'experts nécessaires à la création d'une sucrerie. Les plans d'une usine d'extraction d'huile de son de riz ont été achevés par des experts chinois et la construction de cette usine doit commencer en 1984⁶³. Des dispositions ont été prises concernant une mission mixte, composée de fonctionnaires du Bangladesh et de fonctionnaires de l'ONUDI, qui se rendrait en 1984 dans des pays prêts à coopérer et se chargerait de faciliter la mise en œuvre des autres projets retenus à la même réunion de solidarité.

125. Pour donner suite à la Réunion de solidarité pour le Népal (1982)⁶⁴, une délégation indienne s'est rendue à Katmandou pour sélectionner les projets prioritaires se montant à 10 millions de roupies. Un échange de visites entre fonctionnaires du Népal et du Pakistan a permis d'examiner l'offre d'assistance faite par ce dernier pays — et d'évaluer le type d'assistance nécessaire — dans les domaines suivants : tannage, industrie textile, cuirs et articles en cuir, matériel électrique, matériaux de construction et produits pharmaceutiques. Des délégations népalaises se sont rendues en Chine pour étudier la fourniture d'un matériel complet pour la filature du coton, et en Yougoslavie pour donner suite à la proposition — faite à la même réunion — concernant la création d'une tannerie. Une étude de préfaisabilité d'une centrale hydroélectrique a été menée à bien en décembre 1983 par un expert chilien.

126. En 1983, et pour donner suite à la Réunion de solidarité tenue en République-Unie de Tanzanie (1979)⁶⁵, la Yougoslavie a fourni le matériel et les connaissances techniques nécessaires à la création d'une fonderie et de son atelier de mécanique; la Turquie a élaboré une étude sur la possibilité de créer dans certaines régions du pays quatre ateliers de charpenterie et quatre unités de production de cahiers scolaires, mais les conditions d'exécution de ce projet ne sont pas encore fixées; l'Egypte, au titre de son programme de formation de fonctionnaires tanzaniens, a formé 36 experts; l'Inde a fourni une assistance d'une valeur de 5 millions de roupies pour donner suite à des accords bilatéraux.

127. Certains des projets de coopération technique retenus et mis en œuvre à la suite des réunions de solidarité ont débouché sur de nouvelles activités. Par exemple, l'étude de faisabilité d'une usine de gélatine comestible et de colle, entreprise après la Réunion de solidarité pour le Soudan (1981), a eu pour conséquence l'élaboration d'une proposition de projet d'investissement industriel que divers Services de promotion des investissements de l'ONUDI ont diffusée en vue de réunir des moyens de financement. Des dispositions ont été prises pour que deux hauts fonctionnaires soudanais se rendent au début de 1984 dans

⁶²ID/B/280, par. 136.

⁶³ID/B/300, par. 149.

⁶⁴*Ibid.*, par. 145.

⁶⁵ID/B/240, chap. III, par. 101 et 102; ID/B/280, par. 135.

certaines pays du Golfe afin d'étudier, entre autres choses, avec des institutions financières, les possibilités d'investissement s'offrant pour les projets retenus par la même réunion. Pour donner suite aux décisions prises par la Réunion ministérielle de solidarité pour la Mauritanie (1982)⁶⁶, organisée par l'Organisation arabe de développement industriel (OADI) en coopération avec l'ONUDI, les deux organisations ont apporté leur concours à une délégation de haut niveau, conduite par le Ministre du commerce et de l'industrie, qui s'est rendue en Arabie saoudite, au Qatar et au Koweït afin d'examiner la possibilité d'autres investissements avec les institutions financières de ces pays et de déterminer si elles s'intéressaient aux projets soumis à cette Réunion.

128. En août 1983, l'ONUDI, en coopération avec les autorités brésiliennes, a organisé, dans le cadre général du premier Symposium international Afrique/Amérique latine, des débats sur la promotion de la coopération industrielle entre pays et organisations d'Amérique latine et d'Afrique⁶⁷. Les mesures adoptées pour donner suite aux recommandations du Symposium en ce qui concerne le programme de coopération industrielle portaient notamment sur l'organisation, en collaboration avec la Financiadora de Estudos e Projectos (FINEP), d'un stage de formation collective en entreprise dans le domaine de l'entretien et de la réparation du matériel ferroviaire, stage destiné à des participants de pays africains de langue portugaise.

129. En coopération avec le Gouvernement bolivien, l'ONUDI a pris des dispositions pour que six consultants venant d'autres pays latino-américains aident le Ministère bolivien de l'industrie à élaborer des propositions de projets dans des domaines tels que l'évaluation des projets, le contrôle de la qualité, les politiques industrielles, les petites industries, la normalisation et l'infrastructure institutionnelle. Un consultant de l'ONUDI a coordonné l'ensemble de ce programme, pour lequel on a recouru à un financement trilatéral, et notamment à des crédits prévus au titre du chiffre indicatif de planification (CIP) du PNUD pour la Bolivie. En outre, une mission de fonctionnaires a étudié la possibilité de mettre sur pied un programme commun de coopération économique et technique dans cinq pays d'Amérique centrale.

130. Une attention particulière a été accordée à la coopération entre pays en développement dans le cadre de programmes communs portant sur des sous-secteurs industriels précis. Au nombre des sous-secteurs retenus pour ces programmes figurent l'industrie alimentaire, les machines agricoles, l'énergie, y compris les sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ainsi que les matériaux de construction.

131. Afin d'encourager la coopération dans le secteur du ciment en Afrique, l'ONUDI a fourni une aide pour que des représentants de 11 pays d'Afrique puissent participer à la première réunion de l'Association des cimentiers d'Afrique (CIMAFRIQUE), réunion à laquelle a également assisté un fonctionnaire de l'Organisation. Le perfectionnement de la main-d'œuvre industrielle, notamment en Afrique, a également bénéficié d'une attention particulière et l'on a élaboré un projet commun ONUDI/CEA de coopération entre pays en développement dans le domaine de la main-d'œuvre industrielle,

⁶⁶ID/B/300, chap. V, par. 146.

⁶⁷Voir rapport, document UNIDO/PC.75.

qui sera soumis au PNUD et à d'autres sources susceptibles de le financer. Comme suite à la première Réunion de haut niveau sur la coopération entre pays en développement dans le domaine des industries du ciment et de la chaux et des industries connexes, qui s'est tenue à Ankara (Turquie) en 1981⁶⁸, l'ONUDI a entrepris, en 1983, de préparer une deuxième réunion de haut niveau pour ce même sous-secteur. L'Organisation a en outre aidé à faire bénéficier le Sénégal de l'expérience du Maroc dans le domaine du recyclage des matières plastiques.

132. En 1983, la coopération entre pays en développement dans le domaine de l'industrie alimentaire s'est vu accorder la priorité absolue. Au cours de la cinquantième Foire agricole internationale, tenue à Novi Sad (Yougoslavie) en mai 1983, une réunion sur la promotion des industries alimentaires a été organisée en coopération avec sept pays en développement pour qu'ils puissent confronter leur expérience, notamment dans les domaines des huiles végétales, des graisses ainsi que du sucre et des sous-produits de sa fabrication. Les recommandations de la table ronde ministérielle sur le développement des agro-industries, tenue à Bagdad en 1982⁶⁹, ont été évaluées en 1983 et des dispositions ont été prises en vue de l'organisation, en Amérique latine, au quatrième trimestre de 1984, d'une réunion intergouvernementale de haut niveau sur le développement agro-industriel pour faire le point des progrès accomplis dans l'application de ces recommandations et aussi pour assurer l'information en retour nécessaire.

133. Outre les programmes consacrés à des branches industrielles données, on a mis au point des programmes thématiques dans des domaines tels que l'énergie et la technologie, conformément au Programme d'action de Caracas. En 1983, le programme relatif à l'énergie dans le cadre de la CEPD a été axé sur la préparation de séminaires sous-régionaux qui seront consacrés, d'une part, à l'énergie et à ses rapports avec le développement industriel en Afrique et, d'autre part, à la coopération entre la Chine, le Bangladesh, la Birmanie, le Népal et le Soudan pour le développement de la technologie du biogaz. Ces deux activités devraient être exécutées en 1984. L'ONUDI a apporté son soutien au Groupe des 77 pour l'organisation, à Vienne, en mai et juin 1983, d'une réunion d'experts sur la coopération technique dans le domaine de l'énergie et d'une réunion mondiale sur l'industrialisation.

134. L'ONUDI considère son Système de consultations comme un des domaines d'activité qui favorisent le plus la coopération entre pays en développement. Conformément aux recommandations de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles (1983), on établit actuellement un document d'information qui contiendra des suggestions concernant la création d'usines polyvalentes. Comme suite à la deuxième Consultation sur l'industrie pétrochimique (1981), des dispositions préparatoires ont été prises en vue d'une réunion sur la coopération entre pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dans ce secteur, réunion qui devrait se tenir en mai 1984. A la suite de la troisième Consultation sur l'industrie des engrais (1980), deux réunions régionales ont été organisées, respectivement en Inde et au Brésil, sur l'échange de données d'expérience en matière de construction et d'exploitation d'usines

⁶⁸*Ibid.* par. 154.

⁶⁹*Ibid.* par. 153.

d'engrais. La préparation d'un stage de formation sur l'industrie des engrais s'est poursuivie en 1983⁷⁰. Le Directeur du Centre indonésien de formation qui accueillera le premier stage de formation collective en entreprise a été invité à visiter, en 1984, divers établissements de formation dans des pays ayant une certaine expérience de l'organisation de stages de ce type.

135. Les travaux de recherche sur la constitution et la tenue à jour d'une base de données statistiques concernant les activités actuelles et projetées de l'ONUDI dans le domaine de la coopération économique et technique entre pays en développement se sont poursuivis. Lors de sa deuxième réunion, tenue à Tunis (Tunisie) en septembre 1983, le Comité intergouvernemental de suivi et de coordination de la CEPD du Groupe des 77 a demandé au Président du Groupe des 77, à New York, d'engager immédiatement des consultations avec le secrétariat de l'ONUDI au sujet de la publication d'informations industrielles exhaustives à l'intention des pays en développement. L'ONUDI prend actuellement des mesures pour appliquer cette recommandation.

136. La coopération entre entreprises de pays en développement fait l'objet d'un des principaux programmes nouveaux élaborés par la Section de la coopération économique entre pays en développement en 1983. Ce programme prévoyait l'établissement d'une étude sur la coopération interentreprises qui servira également de document d'information pour une réunion d'experts prévue en 1984 sur cette question. Afin de tirer parti des activités des institutions qui favorisent la coopération dans le secteur privé, un projet relatif au renforcement de la coopération interentreprises et un programme de coentreprise ont été élaborés pour la Chambre islamique du commerce, de l'industrie et des produits de base du Pakistan et seront mis à exécution en 1984. Avec le concours financier de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, on a lancé un projet faisant appel aux compétences disponibles dans les pays en développement en matière de direction d'entreprise. Ce projet a pour but de permettre des échanges de connaissances spécialisées entre les pays en cause grâce à des consultations sur place et à l'octroi d'une formation aux responsables des projets.

137. L'ONUDI a pris une part active à une réunion régionale intergouvernementale pour l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de CEPD, qui a été organisée par la CESAP en 1983 à Beijing (Chine). Cette réunion avait pour objet d'établir une corrélation entre le potentiel et les besoins du pays hôte, en matière de CTPD, et ceux d'autres pays en développement d'Asie et du Pacifique, ainsi que d'élaborer un programme précis de CTPD. Dix pays ont participé à cette réunion, et 32 projets de CTPD ont été approuvés. Quatre d'entre eux (techniques de la broderie, fabrication d'argenterie, traitement du thé noir et tressage du bambou et du rotin) seront mis en œuvre avec l'aide de l'ONUDI. Une réunion d'experts de haut niveau sur la coopération industrielle entre pays en développement s'est tenue à Bangkok (Thaïlande) en juillet 1983, dans le cadre des préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI. De plus, l'ONUDI a organisé un congrès technique intitulé "La technologie pour tous" à Manille (Philippines), en novembre 1983, en vue de permettre des échanges de données d'expérience et d'informations entre pays en développement.

⁷⁰*Ibid.*, par. 157.

DECENNIE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL DE L'AFRIQUE⁷¹

138. Après que l'Assemblée générale eut réaffirmé dans la section II de sa résolution 37/212 l'importance que revêt la Décennie du développement industriel de l'Afrique, le processus entamé en 1982, qui consistait à faire participer le personnel à tous les niveaux des activités liées à la Décennie, a été poursuivi jusqu'en 1983⁷². L'Organisation a saisi toutes les occasions de convaincre les administrateurs de projets de la nécessité de tenir dûment compte, au cours de leurs activités d'assistance technique et autres, des buts et objectifs de la Décennie tels qu'ils sont exposés dans le document intitulé "Un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique"⁷³. Ce programme a particulièrement retenu l'attention : la version anglaise en est déjà à la troisième impression avec un total de 18 000 exemplaires, et les versions française et arabe ont été réimprimées, le nombre d'exemplaires atteignant respectivement 10 000 et 5 500 au total.

139. En dehors de l'Organisation et, plus particulièrement, lors de la réunion de l'OUA et des secrétariats des organisations du système des Nations Unies, qui a eu lieu à Addis-Abeba (Ethiopie) en avril 1983, on a réussi à amener d'autres organismes et institutions des Nations Unies à prendre conscience de l'importance des activités de la Décennie et, plus particulièrement, de la nécessité d'adopter dans leurs programmes le concept des industries motrices comme base du développement industriel de l'Afrique.

140. A la prochaine réunion annuelle de l'OUA et des secrétariats des organisations du système des Nations Unies, qui doit se tenir du 26 au 28 mars 1984, l'ONUDI, la CEA et l'OUA présenteront des documents sur quatre facteurs d'une importance majeure pour le succès de la Décennie : a) la sensibilisation de l'opinion publique à la Décennie; b) l'élaboration et l'exécution de projets industriels moteurs; c) le perfectionnement de la main-d'œuvre et le renforcement de la capacité technologique; et d) la mobilisation et l'utilisation optimale des ressources financières nationales et extérieures pour le programme de la Décennie. Les trois secrétariats mettront également au point un système approprié de notification des mesures prises par toutes les organisations du système des Nations Unies pour appliquer le programme de la Décennie.

141. Les quatre réunions sous-régionales conjointes CEA/OUA/ONUDI sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie ont offert et offriront l'occasion de polariser l'attention sur le concept des industries motrices et sur l'élaboration de programmes de promotion industrielle intégrée. Deux des quatre réunions sous-régionales ont eu lieu en 1983 : l'une, consacrée à la sous-région de l'Afrique de l'Est et du Sud, s'est tenue en novembre à Addis-Abeba, et l'autre, axée sur la sous-région de

⁷¹On trouvera des détails sur d'autres activités relatives à l'Afrique aux chapitres III (Opérations industrielles), IV (Etudes industrielles), II (Sources de financement), ainsi que dans d'autres paragraphes du présent chapitre.

⁷²ID/B/300, chap. V, par. 175.

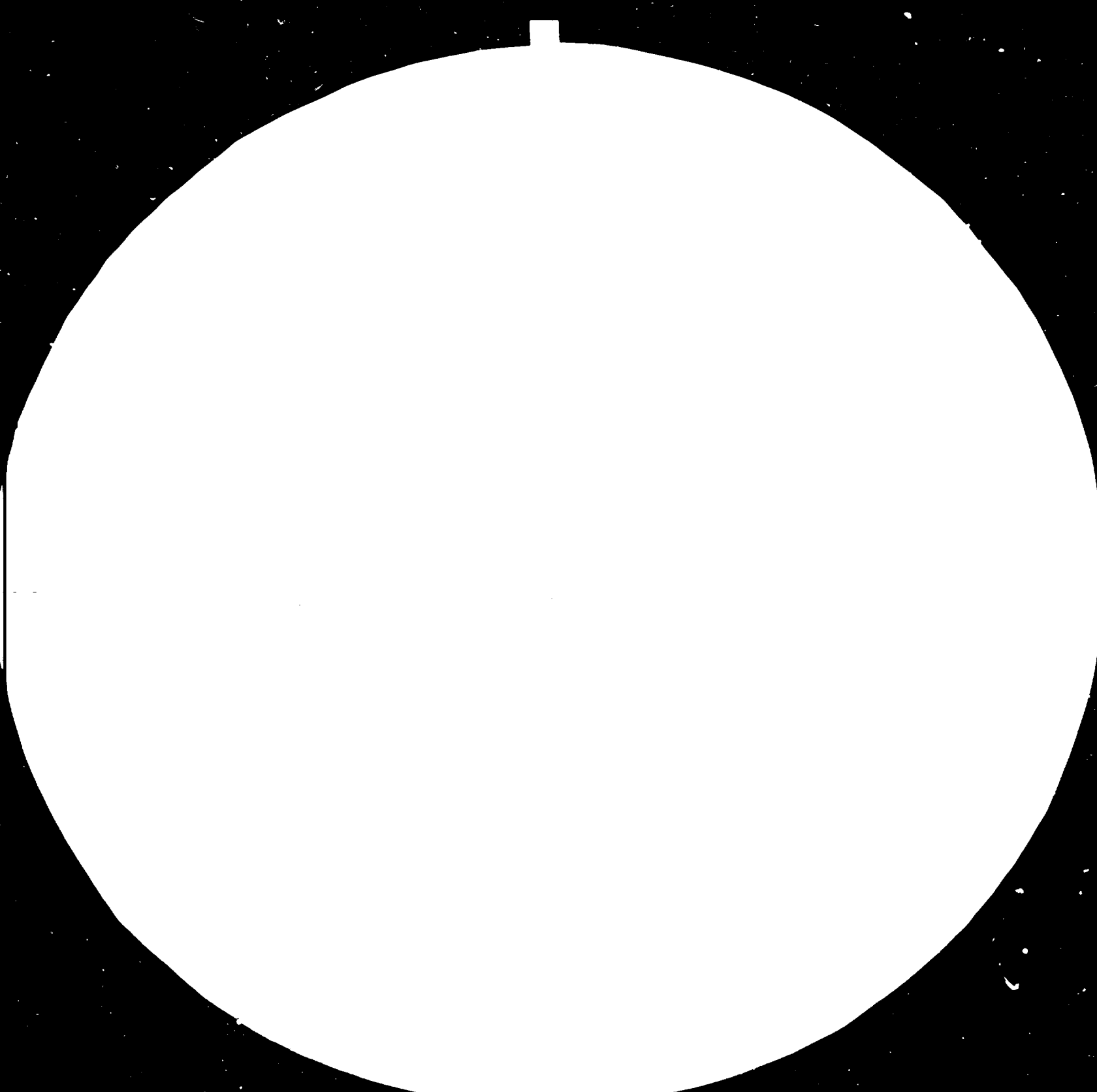
⁷³ID/287.



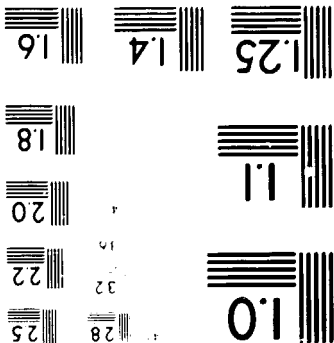
84.05.22

AD. 85.03

III I E E



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-1963-A
U.S. GOVERNMENT PRINTING OFFICE: 1963 O 358941



l'Afrique de l'Ouest, en décembre à Abidjan. Les deux autres réunions, l'une pour l'Afrique du Centre et l'autre pour l'Afrique du Nord, sont prévues pour le début de l'année 1984.

142. Aux réunions d'Addis-Abeba et d'Abidjan, les participants se sont mis d'accord sur les secteurs prioritaires dans lesquels on pouvait élaborer des projets industriels multinationaux, sur un programme initial de promotion industrielle intégrée comprenant et des projets stratégiques moteurs et des projets stratégiques d'appui, ainsi que sur une stratégie pour la mise en œuvre de ce programme. Les détails concernant les résultats de ces réunions — qui ont bénéficié du soutien tout particulier de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), de la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe (ZEP) et de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) ainsi que des pays hôtes, selon les besoins — figurent dans le troisième rapport intérimaire de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, qui doit être soumis au Conseil à sa dix-huitième session.

143. La coopération entre les régions d'Afrique et d'autres parties du monde a été le thème central du premier Symposium international Afrique/Amérique latine, organisé à Rio de Janeiro (Brésil) en août 1983, qui a adopté des recommandations en faveur du renforcement de la coopération dans les secteurs prioritaires entre les pays et les organisations de ces deux régions. Des organisations intergouvernementales, en particulier des instituts de financement aussi bien d'Amérique latine que d'Afrique, examinent à l'heure actuelle des mesures visant à la mise en œuvre de ces recommandations. Compte tenu de l'approche positive qui était celle du Symposium, on envisage actuellement de prendre des initiatives similaires auxquelles participeraient l'Afrique et les autres régions en développement.

144. La septième session du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, tenue à Kigali (Rwanda) en mars 1983, a approuvé les directives préconisant des actions prioritaires aux niveaux national et sous-régional pour la mise en œuvre du programme de la Décennie et a offert une occasion unique de vérifier dans quelle mesure les pays de la région avaient déjà incorporé les objectifs de la Décennie dans leurs propres programmes de développement. La septième session a également dégagé les politiques et stratégies ainsi que les procédures de financement convenant le mieux à la promotion du programme de la Décennie. Les décisions de cette session ont inspiré l'approche adoptée par les secrétariats de l'OUA, de la CEA et de l'ONUDI en faveur d'une coopération plus intense pendant toute l'année 1983.

145. La présentation effective des objectifs et des stratégies de la Décennie reste l'une des tâches principales à accomplir au sein comme en dehors du système des Nations Unies. Tout a été mis en œuvre pour sensibiliser l'opinion publique à la Décennie. On a organisé des séminaires internes, des séances régulières d'information des représentants résidents du PNUD, des conseillers industriels principaux hors siège et du personnel cadre chargé de l'administration des projets, et désigné avec soin les participants aux réunions d'importance majeure. En coopération avec la Section de l'information de l'ONUDI, des propositions spécifiques dont la diffusion par les médias aurait un impact certain ont été élaborées et la Réunion sous-régionale sur la coopération

industrielle dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest (voir par. 141 ci-dessus) a servi à lancer un programme spécial de télévision consacré à l'industrialisation de l'Afrique.

146. Etant donné l'intensification du programme de la Décennie et la nécessité de suivre de près la contribution de l'ONUDI à la Décennie, il s'est avéré indispensable de renforcer l'effectif du Groupe de coordination de la Décennie du développement industriel de l'Afrique; des mesures provisoires à cet effet ont été prises, en attendant l'adoption d'un arrangement plus durable. En même temps, un programme d'appui intégré a été élaboré par le Groupe de coordination, son financement devant être assuré par le FNUDI, afin d'aider les pays africains ainsi que les organisations régionales et sous-régionales à bien planifier et exécuter les programmes et projets du programme de la Décennie. Ces nouvelles initiatives, ainsi que la coopération de plus en plus efficace entre les trois secrétariats, dont le Comité conjoint sur l'exécution du Programme de la Décennie s'est réuni deux fois en 1983, ont donné un nouvel élan aux activités de la Décennie.

147. A sa trente-huitième session, dans la section II de sa résolution 38/192, l'Assemblée générale a réaffirmé la priorité des activités de la Décennie du développement industriel de l'Afrique et a décidé, pour aider les pays africains et les organisations intergouvernementales à mettre en œuvre le programme de la Décennie, d'augmenter de 1 million de dollars en 1984 les crédits alloués à l'ONUDI, en utilisant, autant que faire se peut, les économies générales réalisées sur le budget ordinaire des Nations Unies.

SYSTEME DE CONSULTATIONS

148. Le Système de consultations a bénéficié de deux décisions prises en 1983. Premièrement, le Conseil ayant décidé, aux termes de la conclusion 1983/4 qu'il a adoptée à sa dix-septième session, d'approuver un programme de consultations pour 1984-1985 et de prier le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, en 1986-1987, de consultations sur six secteurs et thèmes⁷⁴, le Service des négociations a été en mesure d'organiser et de planifier ses activités au cours de la période considérée ainsi que d'utiliser plus rationnellement ses ressources humaines et financières. Deuxièmement, la décision prise par le Directeur exécutif de réviser le mandat et la composition des équipes spéciales de l'ONUDI qui s'occupent de secteurs prioritaires de l'industrie⁷⁵ a déjà eu des effets positifs sur l'application des recommandations adoptées par des consultations. En outre, ces équipes spéciales contribuent au renforcement de la coordination, à l'établissement de liens plus étroits entre les consultations et d'autres programmes de l'ONUDI, tels que les programmes concernant les études industrielles et la coopération technique, et à l'élaboration progressive de la politique et de la stratégie de l'Organisation pour chacun des secteurs et des thèmes étudiés dans le cadre du Système de consultations.

149. En ce qui concerne l'influence des consultations sur la mise au point de programmes de coopération technique, on a continué de s'attacher notamment

⁷⁴A/38/16, par. 76.

⁷⁵ID/B/260, chap. III, par. 101.

à définir les domaines critiques pour lesquels le Service de l'élaboration et de l'évaluation des programmes et la Division des opérations industrielles pourraient élaborer des projets de coopération technique spécifiques. Dans la partie II de la présente section (par. 220 à 235), on trouvera quelques exemples de possibilités de coopération technique mises en évidence par les consultations et de projets exécutés dans ce domaine à la demande de différents pays.

150. Grâce au Système de consultations, l'ONUDI a noué des relations nouvelles avec toutes les parties ayant un lien avec le monde de l'industrie et est ainsi mieux à même de contribuer à l'amélioration du cadre actuel de la coopération internationale. Depuis sa mise en place, le Système de consultations a permis d'intéresser plus de 3 000 participants aux activités de l'ONUDI. Afin de préserver et d'élargir cette audience, les contacts systématiques avec toutes les parties intéressées par les activités du Système de consultations ont été intensifiés considérablement en 1983. D'une part, ceux qui participent aux consultations et aux réunions d'experts sont tenus informés des progrès accomplis dans l'application des recommandations adoptées et sont également invités à présenter leurs observations sur certaines des enquêtes et études effectuées. D'autre part, une série d'études importantes sur des questions précises examinées lors des consultations ont été réimprimées et sont distribuées à tous les participants de même qu'à d'autres parties qu'elles pourraient intéresser, par exemple des ministères, des institutions financières, des instituts de recherche, des universités et des associations professionnelles et commerciales.

151. L'ONUDI a constaté que les participants souhaitent surtout : a) avoir un aperçu général du secteur étudié, en particulier des tendances, de la structure de la production et des changements technologiques dans ce secteur; b) définir un cadre pour la coopération industrielle internationale; et c) adopter des recommandations qui tendent de toute évidence à favoriser la poursuite du dialogue engagé.

152. Le Service des négociations a contribué aux préparatifs faits par l'ONUDI en vue de la quatrième Conférence générale de l'Organisation, notamment en ce qui concerne le point 5 e de l'ordre du jour provisoire intitulé "Restructuration et redéploiement de l'industrie mondiale", en tirant parti des connaissances acquises grâce à l'étude de 16 secteurs et thèmes industriels lors de consultations aux niveaux sectoriel, régional et mondial. L'analyse des contraintes constatées dans le domaine de la coopération industrielle internationale, qui joue un rôle décisif dans la restructuration de l'industrie mondiale, a permis notamment de définir les facteurs déterminant l'évolution des structures mondiales de la production industrielle, ainsi que les moyens de faire en sorte que la coopération industrielle favorise davantage la réalisation des objectifs d'industrialisation des pays en développement.

153. En 1983, on a amélioré l'organisation des consultations grâce à l'adoption des mesures suivantes : le volume de la documentation a été réduit, notamment en ce qui concerne les documents thématiques; on a limité la portée des questions à examiner pour que les recommandations adoptées soient plus précises et plus significatives; le nombre des séances plénières tenues dans le cadre des consultations a été réduit au minimum de façon que les groupes de travail aient davantage de temps pour examiner les questions retenues.

154. Trois consultations sectorielles ont été organisées en 1983; il s'agit de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois, tenue à Helsinki (Finlande) du 19 au 23 septembre (voir par. 155 à 158 ci-après), de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, organisée à Vienne (Autriche) du 17 au 21 octobre (voir par. 190 à 194 ci-après), et de la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique, tenue à Budapest (Hongrie) du 21 au 25 novembre (voir par. 184 à 188 ci-après). En outre, les travaux préparatoires et les activités complémentaires se sont poursuivis dans tous les secteurs et pour tous les thèmes examinés dans le cadre du Système de consultations, conformément à ses principes, à ses objectifs et à ses caractéristiques.

I. Principales activités menées, par secteur et par thème

Agro-industries

Industrie du bois et des produits du bois

155. A sa dix-septième session, le Conseil a approuvé l'arrangement conclu entre l'ONUDI et la FAO en vue du patronage conjoint de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois. Celle-ci s'est tenue à Helsinki, en septembre 1983, sur l'invitation du Gouvernement finlandais et a rassemblé 170 participants représentant 54 pays et 18 organisations internationales.

156. Les préparatifs finals de la Consultation ont porté sur les deux grandes questions retenues par la Réunion préparatoire mondiale (Vienne, 24-26 janvier 1983), à savoir le développement de la transformation primaire et secondaire et les mesures de nature à promouvoir l'utilisation du bois et de ses produits⁷⁶. D'autres recherches ont été effectuées dans les domaines suivants: critères relatifs au développement des industries du bois dans les pays en développement; situation actuelle et développement futur de la transformation secondaire du bois dans les pays en développement; problèmes concernant la promotion des essences peu recherchées; et problèmes de transport rencontrés dans le cadre du commerce des bois tropicaux.

157. A propos de la transformation secondaire du bois, il convient de noter que la première Consultation a recommandé qu'une deuxième Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois soit consacrée plus spécialement à cette question.

158. Le rapport de la première Consultation⁷⁷, les conclusions et recommandations approuvées qui y figurent seront soumis à l'examen du Conseil lors de sa dix-huitième session pour qu'il prenne les décisions qui s'imposent et formule des avis quant à la suite à leur donner. Les recommandations de la Consultation seront mises en œuvre en collaboration étroite avec d'autres organisations internationales appropriées.

⁷⁶Pour le rapport de la Réunion préparatoire mondiale, voir le document ID/WG.387/10.

⁷⁷Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois, voir le document ID/306.

Industrie du cuir et des articles en cuir

159. Le Conseil, à sa dix-septième session, a décidé que la troisième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir serait organisée au cours de la période biennale 1984-1985. Cette Consultation se tiendra à Innsbruck (Autriche) du 16 au 20 avril 1984.

160. Divers progrès ont été enregistrés depuis 1977 à la suite des consultations consacrées à ce secteur. Les listes définitives des points à inclure dans les arrangements contractuels relatifs au tannage et à l'industrie de la chaussure, approuvées par le Groupe du cuir à ses cinquième et sixième sessions, ont été diffusées à toutes les parties intéressées et figureront dans la documentation d'information pour la troisième Consultation. Par ailleurs, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans la résolution 155 (VI) qu'elle a adoptée à sa sixième session, a prié la Commission des produits de base de prendre les mesures nécessaires pour mettre à la disposition des gouvernements des pays producteurs et consommateurs intéressés une tribune où serait examinée l'élaboration ou la mise au point de propositions de projets ou autres arrangements sur les cuirs et peaux dans le cadre du programme intégré pour les produits de base; le secrétariat de la CNUCED mène ces activités en contact étroit avec l'ONUDI.

161. En ce qui concerne la rationalisation de la production, des échanges et de la commercialisation dans l'industrie du cuir, on a relevé diverses difficultés⁷⁸. Après examen de cette question par le Groupe du cuir à sa sixième session⁷⁹, les activités ont été axées sur des points précis et concrets, à savoir : comment les pays en développement pourraient tirer pleinement parti de leurs capacités existantes de production, et comment la coopération internationale pourrait contribuer à la réalisation de cet objectif. A la suite des débats qui se sont déroulés lors d'une réunion officielle d'experts (Vienne, 6-8 septembre 1983), deux grandes questions ont été retenues pour examen à la troisième Consultation : a) relance du potentiel de l'industrie du cuir et des articles en cuir dans les pays en développement; b) coopération régionale entre ces pays dans la fabrication de produits chimiques pour le tannage et de pièces auxiliaires de la chaussure.

162. Les derniers travaux préparatoires pour la troisième Consultation comprennent des analyses portant sur les perspectives s'offrant à l'industrie du cuir et des articles en cuir et sur les obstacles à la relance du potentiel de cette industrie dans quelque 40 pays d'Afrique, 30 pays d'Asie et 15 pays d'Amérique latine. Le développement intégré de ce secteur et les problèmes connexes de financement ont également été examinés, et une étude spécifique concernant le Soudan a été faite en coopération avec la Division des opérations industrielles. On a, en outre, analysé les perspectives de la coopération régionale dans la fabrication de pièces auxiliaires de la chaussure (talons, semelles, lacets, accessoires métalliques, etc.).

163. L'approche retenue pour ces questions a été examinée lors d'une réunion des représentants des pays en développement (Vienne, 12 et 13 décembre 1983)

⁷⁸ID/B/300, chap. V, par. 19.

⁷⁹UNIDO/PC.58.



Laboratoire d'analyse et de contrôle de la qualité des produits alimentaires. Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)

avant de l'être par le Groupe du cuir à sa septième session (Vienne, 14-16 décembre 1983). Les participants à ces deux réunions ont approuvé les questions proposées à l'examen de la troisième Consultation.

Industrie alimentaire, et plus particulièrement huiles et graisses végétales

164. Le Conseil, à sa dix-septième session, a décidé que la deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire serait organisée au cours de la période biennale 1984-1985 et qu'il y serait plus particulièrement traité de l'industrie des huiles et graisses végétales.

165. La deuxième Consultation sur l'industrie alimentaire, et plus particulièrement sur l'industrie des huiles et graisses végétales, qu'il est prévu de tenir à Copenhague (Danemark) du 15 au 19 octobre 1984, prendra donc en considération les conclusions et recommandations des premières Consultations respectivement consacrées à ces deux secteurs en 1977 et 1981⁸⁰. Elle axera ses travaux sur une approche intégrée du développement de l'industrie alimentaire.

⁸⁰Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie des huiles et graisses végétales, voir ID/WG.260/9; pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie alimentaire, voir ID/278.

notamment quant aux activités de transformation en aval, pour lesquelles le secteur des huiles et graisses végétales sera pris comme exemple. La Consultation traitera également de l'élaboration des orientations générales recommandées pour la coopération internationale, ainsi que de la question de savoir comment de nouveaux partenaires — comme les petites et les moyennes entreprises et les coopératives de pays développés — peuvent contribuer à la mise en œuvre des stratégies nationales pour le développement intégré de l'industrie considérée. C'est sur ces deux points que l'ONUDI a axé ses activités. Elle a également prêté son concours pour l'organisation de la Conférence internationale sur la coopération touchant l'industrie alimentaire dans les pays en développement (Ottawa, 22-26 août 1983), dont les travaux ont montré que les coopératives canadiennes étaient disposées, avec l'appui de leur gouvernement, à collaborer avec les pays en développement.

166. Le développement intégré de l'industrie alimentaire a été examiné par un groupe d'experts (Alexandrie, 24-27 octobre 1983) à partir des résultats d'enquêtes portant sur les mesures nécessaires pour promouvoir le développement intégré de l'industrie des huiles et graisses végétales.

Industrie de la pêche

167. Le Conseil, à sa dix-septième session, a prié le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, pendant la période biennale 1986-1987, de consultations sur divers secteurs industriels, dont l'industrie de la pêche.

168. A la suite de la réunion du Groupe de travail technique mixte FAO/ONUDI sur l'industrie de la pêche (Rome, janvier 1983), les deux organisations ont coopéré en vue de la Conférence mondiale de la FAO sur la gestion et le développement de la pêche, prévue pour juin 1984, et d'une éventuelle première Consultation sur l'industrie de la pêche.

169. Eu égard aux activités menées par la FAO en vue de sa Conférence mondiale, les travaux de l'ONUDI préparatoires à la première Consultation sur l'industrie de la pêche ont été axés sur la technologie et le matériel utilisés pour la transformation industrielle du poisson. Deux études par pays ont été consacrées à la situation de l'industrie de la pêche, son rôle dans l'économie nationale et les obstacles à son développement. Les conclusions de ces études seront examinées par un groupe d'experts en 1984.

Industrie des matériaux de construction

170. Le Conseil, à sa dix-septième session, a décidé d'inscrire la première Consultation sur l'industrie des matériaux de construction au programme des consultations pour la période biennale 1984-1985.

171. Les informations et données d'expérience rassemblées par l'ONUDI grâce à ses programmes de coopération technique ont fourni une bonne base de départ pour des activités préparatoires. Il s'y est ajouté l'information communiquée par d'autres organismes des Nations Unies, et en particulier par

le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT). En outre, des études de cas touchant 11 pays en développement ont permis de mieux cerner les principaux problèmes que les pays du tiers monde doivent résoudre pour développer l'industrie considérée. Les questions à examiner par la première Consultation seront définies à partir de ces activités préliminaires et, sous réserve de l'avis formulé par une réunion globale préparatoire qui se tiendra en 1984, elles auront trait aux possibilités existant pour les pays en développement d'utiliser davantage les matériaux de construction locaux, d'améliorer la programmation de l'offre et de la demande à long terme de matériaux de construction, et de constituer le potentiel technologique national nécessaire.

Industries chimiques

Industrie des engrais

172. Le Conseil, à sa dix-septième session, a décidé que la quatrième Consultation sur l'industrie des engrais serait organisée au cours de la période biennale 1984-1985. Elle aura lieu à New Delhi (Inde) du 23 au 27 janvier 1984. Les activités préparatoires ont été terminées après examen quant au fond par le Bureau de la troisième Consultation, qui a conseillé l'ONUDI sur les activités consécutives.

173. En 1983, les travaux ont été axés sur les derniers préparatifs de la quatrième Consultation. En ce qui concerne les contrats types dont la deuxième Consultation avait recommandé l'élaboration⁸¹, la mise au point a été achevée pour deux d'entre eux — le contrat de construction en régie et le contrat clefs en main⁸² —, et les deuxièmes projets des deux autres — contrat semi-clefs en main et accord de licence et de louage de services d'ingénierie — ont été établis pour examen à la quatrième Consultation⁸³.

174. Conformément à la demande formulée par la troisième Consultation (1980)⁸⁴, l'ONUDI a poursuivi ses travaux concernant l'élaboration d'un programme de coopération entre pays en développement dans l'industrie des engrais, selon les directives du Bureau de la troisième Consultation. La première phase de ce programme, qui devrait être achevée en deux ans, porte sur la formation, l'échange de données d'expérience et l'identification des moyens techniques. Après avoir fait une enquête sur les besoins et moyens de formation dans l'industrie des engrais des pays en développement, l'ONUDI a engagé des consultations avec le Gouvernement indonésien en vue de l'organisation d'un premier stage de formation pour techniciens de l'entretien et de l'exploitation des usines d'engrais. Conformément aux recommandations de la première Réunion d'experts sur l'échange de données d'expérience dans la construction et l'exploitation des usines d'engrais dans les pays en développement, tenue à Vienne (Autriche) en décembre 1981⁸⁵, deux premières réunions régionales consacrées à cette question ont eu lieu en avril 1983, l'une à New

⁸¹Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie des engrais, voir ID/221.

⁸²UNIDO/PC.25/Rev.1 et Corr.1; UNIDO/PC.26/Rev.1 et Corr.1.

⁸³UNIDO/PC.73 et Corr.1; UNIDO/PC.74.

⁸⁴Pour le rapport de la troisième Consultation sur l'industrie des engrais, voir ID/260.

⁸⁵Pour le rapport de la Réunion d'experts, voir UNIDO/PC.30.

Delhi (Inde) pour l'Asie et le Moyen-Orient, et l'autre à Salvador-Bahia (Brésil) pour l'Amérique latine et les Caraïbes. En ce qui concerne l'identification des moyens techniques, on a effectué deux enquêtes et établi, à partir d'une étude portant sur 30 pays, un projet de répertoire du potentiel dont les pays en développement disposent actuellement dans le domaine de l'industrie des engrais. Ce répertoire, qui sera envoyé aux pays en développement afin de les aider à élargir leurs options de savoir-faire, devrait constituer un important instrument pour l'élaboration des programmes de coopération technique de l'ONUDI.

175. L'ONUDI a continué à étudier les moyens de diminuer le coût, actuellement élevé, des installations, et établi une étude sur la réduction du coût des usines d'engrais dans les pays en développement⁸⁶. En outre, l'incidence du coût élevé des installations sur le coût de la production a été analysée à la lumière de données d'expérience fournies par la Banque mondiale. Cette analyse avait trait aux investissements et aux coûts de production dans le domaine des engrais, aux effets qu'ont les dépenses d'investissement et le coût de l'énergie sur le coût de la production totale d'engrais, et à l'évolution de l'industrie des engrais au niveau international.

176. A la suite du Séminaire sur les mini-usines d'engrais tenu à Lahore (Pakistan) en 1982⁸⁷, l'ONUDI a entrepris d'établir un guide sur l'évaluation des mini-usines d'engrais pour appuyer les efforts déployés par les pays en développement afin de créer de petites usines modernes pour la production d'engrais. Ce guide contiendra des informations sur de petites installations modernes d'ammoniac, ainsi que la version révisée des études techniques de base d'une usine produisant 100 tonnes d'ammoniac par jour.

Industrie pétrochimique

177. Le Conseil, à sa dix-septième session, a décidé que la troisième Consultation sur l'industrie pétrochimique serait organisée au cours de la période biennale 1984-1985.

178. En juin 1981, la deuxième Consultation⁸⁸ a reconnu qu'il pourrait être possible de faire concorder la fermeture d'installations périmées et non rentables dans les pays développés et la mise en route d'usines nouvelles dans les pays en développement. Comme il avait été convenu à la Consultation, l'ONUDI a étudié les modalités et dispositions possibles d'arrangements à long terme intéressants pour toutes les parties; à cette fin, on a réuni des informations et des données d'expérience sur lesquelles s'appuierait la conclusion de tels arrangements de coopération. Les résultats obtenus ont été analysés et seront soumis à la troisième Consultation. On a également poursuivi les travaux visant à mettre à jour les estimations de l'offre et de la demande, à réviser les directives concernant les coentreprises et à élaborer des mécanismes de formation en rapport avec l'industrie pétrochimique.

⁸⁶UNIDO/IS.422 et Add.1.

⁸⁷Pour le rapport du Séminaire, voir UNIDO/PC.61.

⁸⁸Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie pétrochimique, voir ID/273.

179. En ce qui concerne la coopération entre pays en développement, le Séminaire sur la coopération entre pays en développement dans l'industrie pétrochimique, organisé conjointement par l'ONUDI, l'OPEP et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (Vienne, 7-9 mars 1983), a recommandé la constitution d'un groupe consultatif chargé d'aider les trois organisations à appliquer les recommandations du Séminaire, qui portent notamment sur l'élaboration de répertoires des moyens techniques et des produits pétrochimiques des pays en développement. Le Groupe consultatif, qui s'est réuni à Vienne en octobre 1983, a défini des orientations destinées à faciliter aux trois organisations la mise en œuvre des recommandations du Séminaire.

180. L'accord type pour l'octroi de licences dans l'industrie pétrochimique a été mis au point par un groupe d'experts composé de bailleurs et preneurs de licence des pays développés et des pays en développement, et diffusé à tous les pays membres.

Industrie pharmaceutique

181. La première Consultation sur l'industrie pharmaceutique (1980)⁸⁹ a examiné trois des principales difficultés auxquelles se heurtent les pays en développement : le manque d'empressement des détenteurs de technologie à mettre leur technologie à la disposition des pays en développement; le prix auquel les produits intermédiaires et les médicaments en vrac sont fournis à ces pays et les clauses restrictives qui figurent dans les arrangements contractuels conclus par les parties aux transferts de technologie. Les préparatifs de la deuxième Consultation sur cette industrie ont été axés sur le prix et la disponibilité des produits intermédiaires et des médicaments en vrac, les arrangements contractuels concernant la fabrication de médicaments et les questions relatives aux plantes médicinales et aux produits biologiques.

182. Réuni à Paris en octobre 1982, le Comité d'experts de l'ONUDI sur les produits pharmaceutiques a reconnu que la disponibilité et le prix des produits intermédiaires exerçaient une grande influence sur la fabrication de médicaments en vrac et de formes pharmaceutiques dans les pays en développement⁹⁰. Il a recommandé qu'une solution soit recherchée grâce au transfert des techniques nécessaires à la fabrication de produits intermédiaires et de médicaments en vrac dans les pays en développement. Toutefois, un questionnaire que le Comité avait établi pour rassembler à ce sujet des renseignements non confidentiels n'a eu qu'un écho très faible auprès de 130 grands fabricants pharmaceutiques des pays développés et des pays en développement. Pour trouver une solution de rechange, l'ONUDI a identifié quelques détenteurs de technologie issue de leur propre recherche, disposés à transférer des techniques pour la fabrication des produits intermédiaires entrant dans quelques-uns des 26 médicaments essentiels qui figurent sur la liste de l'ONUDI. En outre, comme suite à une requête formulée par la première Consultation, un

⁸⁹Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie pharmaceutique, voir le document ID/259.

⁹⁰Pour le rapport du Comité d'experts de l'ONUDI sur les produits pharmaceutiques, voir le document UNIDO/PC.59.

répertoire des fournisseurs des 26 médicaments essentiels en vrac, des produits intermédiaires nécessaires et de certaines matières premières a été publié⁹¹.

183. Pour ce qui est des arrangements contractuels, un groupe spécial d'experts, qui s'est réuni en décembre 1982⁹² et en avril 1983 sous l'égide de l'ONUDI, est parvenu à un accord sur les projets des trois documents suivants : "Questions qui pourraient être incluses dans les accords de transfert de technologie pour la fabrication des médicaments en vrac et des produits intermédiaires figurant sur la liste de l'ONUDI"⁹³, "Éléments pouvant faire partie des dispositions en vue du transfert de technologie pour la production de préparations pharmaceutiques"⁹⁴ et "Articles pouvant être inclus dans les arrangements contractuels pour la construction d'une usine destinée à la production de médicaments en vrac (ou intermédiaires) inclus dans la liste établie à titre d'exemple par l'ONUDI"⁹⁵. Ces documents ont été présentés pour examen à la deuxième Consultation.

184. Les derniers préparatifs de la deuxième Consultation ont également porté sur les plantes médicinales et leur importance pour l'économie et le bien-être social des pays en développement; on a constaté que ces pays pourraient compléter les médicaments de synthèse onéreux par des médicaments meilleur marché élaborés à partir de plantes pour assurer à la majorité de leur population des soins de santé à un coût raisonnable.

185. Pour ce qui est des produits biologiques, l'ONUDI s'est surtout intéressée à la façon dont les pays en développement pourraient se doter de l'infrastructure nécessaire pour la production de vaccins. La mise en place de cette infrastructure était considérée comme impérieuse, puisque les fabricants de vaccins, qui se trouvaient surtout dans les pays développés, risquaient de perdre tout intérêt pour la fabrication des vaccins nécessaires à la lutte contre les maladies infectieuses répandues dans les pays en développement. Un groupe consultatif, qui se réunira la première fois au début de 1984, a été créé pour guider le secrétariat dans ses travaux relatifs à la médecine préventive.

186. A la demande des pays en développement, un projet de rapport sur la création d'un centre international d'information, de formation et de développement de la technologie pharmaceutique pour les pays en développement a été présenté à la Réunion sur la coopération entre pays en développement dans l'industrie pharmaceutique (Tunis, 2-5 septembre 1983)⁹⁶.

187. La deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique, tenue à Budapest (Hongrie) du 21 au 25 novembre 1983, a réuni 216 participants venus de 66 pays et 18 observateurs de 12 organisations internationales.

188. Le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique⁹⁷, avec les conclusions et recommandations qui y figurent, sera soumis au Conseil,

⁹¹ID/WG.393/2.

⁹²ID/B/300, chap. V, par. 29.

⁹³ID/WG.393/1.

⁹⁴ID/WG.393/3.

⁹⁵ID/WG.393/4.

⁹⁶Pour le rapport de cette réunion, voir le document UNIDO/PC.76.

⁹⁷Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique, voir le document ID/311.

à sa dix-huitième session, pour approbation et avis quant aux suites à lui donner.

189. Le Conseil, à sa dix-septième session, a prié le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, au cours de la période biennale 1986-1987, d'une troisième consultation sur cette industrie.

Industries de base

Industrie des machines agricoles

190. Les derniers préparatifs de la deuxième Consultation ont comporté notamment l'exécution d'études et d'enquêtes fondées sur des entretiens avec des chefs d'entreprise de plusieurs pays d'Europe. En outre, la fabrication intégrée de machines agricoles et de biens d'équipement a fait l'objet d'une étude. On a aussi étudié les perspectives de l'industrie du machinisme agricole dans les années 80 pour dégager les éléments d'une coopération internationale accrue. Des enquêtes spéciales ont été réalisées pour déterminer la situation de cette industrie dans certains pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud.

191. Les travaux relatifs aux arrangements contractuels concernant l'industrie de la machine agricole ont été menés à bien, après avoir été examinés par un groupe d'experts réuni à Vienne en mars 1983. Un document intitulé "Eléments de contrats types pour l'importation, l'assemblage (montage) et la fabrication de matériels agricoles ainsi que pour la formation du personnel; contrat type pour la cession de droits de licence⁹⁸" a ainsi été présenté à la deuxième Consultation.

192. La deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, tenue à Vienne (Autriche) du 17 au 21 octobre 1983, a réuni 124 participants venus de 58 pays et 9 observateurs de 7 organisations internationales.

193. Le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles⁹⁹, avec les conclusions et recommandations approuvées qui y figurent, sera soumis au Conseil, à sa dix-huitième session, pour approbation et avis quant aux suites à lui donner.

194. Le Conseil, à sa dix-septième session, a prié le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, au cours de la période biennale 1986-1987, d'une troisième consultation sur l'industrie des machines agricoles.

Sidérurgie

195. Le dialogue que les consultations ont permis d'engager dans ce secteur a progressé depuis la tenue, en 1977, de la première Consultation¹⁰⁰, qui avait

⁹⁸ID/WG.400/2.

⁹⁹Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, voir le document ID/307.

¹⁰⁰Pour le rapport de la première Consultation sur l'industrie sidérurgique, voir le document ID/WG.243/6/Rev.1.

estimé que la part des pays en développement dans la production sidérurgique mondiale devrait s'élever à 30 % en l'an 2000. A la suite de la deuxième Consultation (1979)¹⁰¹, l'ONUDI a élaboré des scénarios pour 1990, selon lesquels la part des pays en développement dans la production mondiale pourrait être de 18 % du total en 1990. La troisième Consultation (1982)¹⁰² a adopté des recommandations sur des questions concrètes comme le financement et la formation pour l'industrie sidérurgique et les problèmes spéciaux auxquels se heurtent les pays en développement qui tentent de prendre pied dans ce secteur.

196. En 1983, le secrétariat a évalué les résultats de la troisième Consultation, commencé à donner suite à ses recommandations et passé en revue l'évolution récente de la sidérurgie à l'échelle mondiale, en insistant sur le rôle joué par les principaux agents des pays développés et des pays en développement et sur le développement possible de ces industries dans le contexte de la crise mondiale actuelle.

197. Les problèmes qui se posent aux pays désireux d'entreprendre la fabrication de fer et d'acier (pays "nouveaux venus") ont retenu une attention particulière; des documents mettant en évidence l'importance des mini-usines sidérurgiques et les possibilités de créer de telles installations ont été présentés à un colloque sur la sidérurgie (Stockholm, 26 mai-4 juin 1983) auquel 12 des 32 pays nouveaux venus ont participé à la demande de l'ONUDI. L'ONUDI réunit aussi actuellement une documentation qui servira à élaborer des principes directeurs pour la création de mini-usines sidérurgiques dans les pays en développement. Dégagée de l'expérience accumulée dans les pays développés et les pays en développement, cette documentation prend en considération les principaux facteurs économiques, technologiques et sociaux, de la multiplication des mini-usines dans le secteur sidérurgique mondial et constitue une base pour l'analyse des variantes technologiques existantes et la détermination des aspects technico-économiques de la construction de mini-usines sidérurgiques.

198. Pour ce qui est de la formation, les travaux ont été axés sur la mise au point de méthodes permettant de rattacher la formation au niveau technologique de l'industrie sidérurgique. Ces méthodes intéressent la définition des niveaux de complexité technologique, la détermination des besoins d'éducation et de formation correspondants aux niveaux du secteur et des établissements et l'organisation du processus de production. L'application de ces méthodes nécessite par ailleurs le recensement des moyens de formation qui permettraient de pourvoir aux besoins en personnel qualifié de l'industrie sidérurgique et faciliteraient la maîtrise de la technologie sidérurgique.

199. En outre, le financement de l'infrastructure nécessaire à l'industrie sidérurgique, considéré par opposition au financement des projets proprement dits, est étudié en liaison avec les activités relatives au financement industriel.

¹⁰¹Pour le rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie sidérurgique, voir le document ID/224.

¹⁰²Pour le rapport de la troisième Consultation sur l'industrie sidérurgique, voir le document ID/291.

200. Le Conseil, à sa dix-septième session, a prié le Directeur exécutif de commencer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, au cours de la période biennale 1986-1987, d'une quatrième consultation sur l'industrie sidérurgique.

Industrie des métaux non ferreux

201. Le Conseil, à sa dix-septième session, a prié le Directeur exécutif de commencer des travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle, au cours de la période biennale 1986-1987, d'une première consultation sur l'industrie des métaux non ferreux.

202. Les métaux non ferreux considérés sont les suivants : aluminium, cuivre, étain, nickel, zinc et plomb. Pour chacun de ces métaux, on a étudié les questions suivantes : utilisations principales; principaux agents et structure de l'industrie; degré de transformation industrielle dans les pays en développement; perspectives de développement.

203. On a analysé la situation actuelle des principaux produits non ferreux, leurs perspectives d'avenir et les principales questions qu'il faudra mettre en lumière pour préparer une première consultation sur cette industrie.

Industrie des biens d'équipement, eu égard tout spécialement aux techniques et équipements liés à l'énergie

204. A sa dix-septième session, le Conseil a décidé d'inscrire la deuxième Consultation sur l'industrie des biens d'équipement au programme des consultations pour la période biennale 1984-1985 et de l'axer sur les techniques et équipements liés à l'énergie.

205. La première Consultation (1981)¹⁰³ avait reconnu la nécessité de corriger un déséquilibre fondamental enregistré dans ce secteur entre pays développés et pays en développement et avait recommandé que l'ONUDI recoure à cet effet — outre les instruments classiques de programmation — à sa méthode de l'analyse de la complexité technologique¹⁰⁴ en vue d'aider les pays en développement à planifier le développement à long terme dudit secteur. A la suite des délibérations de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle (1982)¹⁰⁵, le champ d'application de cette méthode, mise à l'essai dans certains pays en développement, a été étendu à l'élaboration des profils de formation correspondant à chaque niveau de complexité technologique. L'ONUDI a également aidé la Colombie, le Mexique, le Pakistan, la Turquie et le Venezuela à planifier le développement à long terme de leurs industries de biens d'équipement.

¹⁰³Le rapport de la première Consultation sur l'industrie des biens d'équipement a été publié sous la cote ID/276.

¹⁰⁴Voir "First global study on the capital goods industry: strategies for development" (ID/WG.342/3).

¹⁰⁵Le rapport de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle a été publié sous la cote ID/294.

206. En application de la décision prise par le Conseil (voir par. 204 ci-dessus), l'ONUDI a mis en œuvre les recommandations de la première Consultation relatives aux techniques et équipements liés à l'industrie. Ainsi, l'ONUDI a entrepris des travaux sur la diffusion, aux pays en développement, de l'information sur les variantes technologiques, notamment dans le secteur des techniques et équipements liés à l'énergie. On a puisé abondamment dans l'information disponible à la CNUCED, au Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et dans d'autres organismes des Nations Unies.

207. A la suite de discussions menées avec un groupe d'experts qui s'est réuni à Vienne du 12 au 14 octobre 1983, il a été décidé qu'il serait préférable de limiter la problématique des techniques et équipements liés à l'énergie à l'industrie du matériel électrique.

208. L'ONUDI a entrepris une étude du secteur de l'équipement électrique et de ses liens avec d'autres industries des biens d'équipement. L'analyse des structures de ce secteur sera basée sur des études de pays choisis en fonction d'une classification des pays en développement en quatre groupes utilisant différents indicateurs macro-économiques. Le Groupe d'experts sur la production de matériel électrique, qui s'est réuni à Vienne du 19 au 21 décembre 1983, est convenu que ces études par pays, tout en comportant des informations générales et statistiques, porteraient sur les points suivants : description concrète des systèmes nationaux d'énergie électrique; construction nationale du matériel pour la production d'électricité; liens avec les autres industries des biens d'équipement dans chacun des pays concernés; et possibilités d'accroître la coopération entre pays en développement.

Problèmes communs à tous les secteurs industriels

209. En vue de favoriser une approche cohérente du processus de consultation, les activités visant les problèmes communs à tous les secteurs industriels — formation, financement, arrangements contractuels — sont étroitement coordonnées avec celles portant sur des secteurs particuliers. En 1983, c'était plus particulièrement le cas en ce qui concerne les biens d'équipement, la sidérurgie, les machines agricoles, l'industrie alimentaire, le cuir et les articles en cuir, et les industries pharmaceutiques.

Formation de la main-d'œuvre industrielle

210. A sa dix-septième session, le Conseil a prié le Directeur exécutif d'amorcer les travaux préparatoires en vue de la tenue éventuelle d'une deuxième consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle durant la période biennale 1986-1987.

211. La première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle (1982) avait recommandé, en particulier, la poursuite des travaux visant à relier les besoins en main-d'œuvre industrielle et en formation à différents niveaux de complexité technologique¹⁰⁶. On s'emploie à cet égard à mettre au point une

¹⁰⁶ *Ibid.*

méthode précise pour l'évaluation des besoins en formation de la sidérurgie (voir par. 198 ci-dessus) qui pourrait constituer un élément important du processus de programmation à long terme de l'enseignement et de la formation industriels susceptible d'avoir des applications dans divers secteurs. Des progrès ont également été accomplis en ce qui concerne l'établissement de listes des clauses à inclure dans les contrats pour la fourniture de formation industrielle, notamment en rapport avec la création de nouvelles unités de production.

212. La question du financement de la formation industrielle a été soulevée lors de nombreuses consultations sectorielles. En 1982, elle a fait l'objet de discussions approfondies et de recommandations à la troisième Consultation sur la sidérurgie (en septembre), à la première Consultation sur le financement industriel (en octobre), et à la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle (en novembre). La première de ces trois Consultations a recommandé que l'ONUDI procède à une évaluation des systèmes et des conditions de financement et de paiement en vigueur en ce qui concerne la formation et l'assistance technique fournies aux projets sidérurgiques lors de la construction et après l'entrée en service d'une installation. Elle a demandé à l'ONUDI de présenter un document sur la question des Etats membres et, par leur intermédiaire, à leurs organismes de crédit à l'exportation.

213. Dans ce contexte, l'ONUDI a examiné les politiques suivies par les organismes de crédit à l'exportation pour le financement de l'élément formation des projets industriels et a présenté les conclusions de cet examen¹⁰⁷ à la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle. Dans le prolongement de cette analyse, l'ONUDI élabore actuellement des études de cas sur les arrangements financiers, notamment les crédits mixtes, portant sur la formation industrielle et les services d'infrastructure liés directement aux projets industriels.

214. Si les problèmes liés au financement de l'élément formation des projets industriels ont été pris en considération lors de trois consultations, les moyens de surmonter ces problèmes n'ont fait l'objet que de recommandations de caractère général. L'engagement des gouvernements et des institutions financières revêt une importance décisive pour la solution de ces problèmes. La Réunion d'experts de haut niveau sur la mise en valeur des ressources humaines nécessaires au développement industriel, préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI (Yaoundé, 30 mai-3 juin 1983), a estimé que cette conférence "devrait examiner plus avant les questions relatives au financement de la formation, qui représente une partie essentielle du coût initial des projets"¹⁰⁸.

Financement industriel

215. A sa dix-septième session, le Conseil a pris note des conclusions et recommandations adoptées, notamment, par la première Consultation sur le financement industriel¹⁰⁹ et, sur cette base, le secrétariat a entrepris de donner

¹⁰⁷UNIDO/PC.54.

¹⁰⁸ID/WG.294/8, par. 81.1.

¹⁰⁹A/38/16, par. 76.

suite à ces recommandations¹¹⁰ en présentant, à titre expérimental, à l'échelon des consultations sectorielles, des questions telles que le financement de la relance de l'industrie du cuir et le financement de projets sidérurgiques. On s'efforce dans ces cas d'encourager la pratique consistant à recourir plus largement à l'emprunt pour financer les services connexes, les activités de préinvestissement ainsi que les réparations et l'entretien. En outre, des travaux ont été entrepris en vue de mieux coordonner les activités de formation et la création d'usines nouvelles en liant le financement de la formation des ouvriers et des cadres à celui du coût des installations et du matériel, et de fournir un appui financier à l'infrastructure industrielle dans les pays en développement.

216. L'ONUDI encourage également l'adoption de règles et règlements plus souples pour la fourniture de capitaux à risque, la facilitation des prêts aux petites et moyennes industries, et le développement des compétences en matière de conception des montages financiers mis au point pour obtenir des prêts. Dans ce contexte, le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, en coopération avec l'ONUDI, a convoqué un groupe d'experts sur les capitaux bancaires à risque (Paris, 7-9 novembre 1983), en vue d'examiner les modalités et conditions appliquées pour le financement des capitaux à risque et de l'élément prêts des montages financiers.

Aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle

217. La CNUCED et l'ONUDI n'ont pas cessé de s'intéresser à la question des aspects commerciaux et connexes des arrangements de collaboration industrielle depuis la première réunion d'un groupe spécial d'experts sur cette question en 1979¹¹¹. Ce sujet n'est toutefois pas considéré dans le cadre du Système de consultations. En 1982, le Conseil du commerce et du développement et le Conseil du développement industriel ont décidé que le Groupe spécial avait achevé ses travaux et que les secrétariats de l'ONUDI et de la CNUCED devaient poursuivre conjointement l'examen de la question; c'est ce qui a été fait en 1983.

218. Dans ses activités relatives aux arrangements de collaboration industrielle, l'ONUDI procédait du souci d'éviter des erreurs coûteuses, les dépassements de devis, les retards d'exécution et la médiocrité des résultats, relevés à l'occasion de diverses consultations sectorielles. Les travaux étaient axés sur les aspects juridiques et techniques des arrangements contractuels allant de listes de contrôle à des contrats types élaborés et négociés conjointement par des experts de pays développés et de pays en développement représentant des intérêts variés, notamment dans les secteurs des machines agricoles, des produits pharmaceutiques, des engrais, des produits pétrochimiques, ainsi que du cuir et des articles en cuir. L'utilité de ces travaux tient à ce qu'ils permettent de concevoir des "modules" pour l'élaboration d'arrangements de collaboration entre entreprises.

¹¹⁰Le rapport de la première Consultation sur le financement industriel a été publié sous la cote ID/293.

¹¹¹ID/B/215, par. 146.

219. A la demande des participants aux consultations sur l'industrie alimentaire, les machines agricoles, le bois et les produits du bois, l'ONUDI élabore actuellement diverses formules de coopération internationale qui permettraient aux petites et moyennes entreprises des pays développés et à leurs partenaires des pays en développement d'être mieux informés des conditions qui régissent leur coopération. Ces formules comporteront, par exemple, des dispositions concernant les coentreprises, la cogestion et le rapatriement des fonds, qui sont régies par des lois et réglementations nationales. Ainsi, les activités actuelles permettent aussi de mettre au point des modules pour l'élaboration d'arrangements intergouvernementaux ayant pour objet de régler des problèmes qui appellent une décision de la part des pouvoirs publics et ne sont plus du ressort des entreprises.

II. Possibilités de coopération technique qu'a fait apparaître le système de consultations

220. Les 21 consultations organisées depuis 1977 ont donné lieu à un nombre considérable d'enquêtes, d'études et d'échanges de vues avec des décideurs de pays développés et en développement. On a réussi de la sorte à cerner de graves problèmes auxquels doivent faire face les pays en développement et qui peuvent parfois être abordés dans le cadre des programmes de coopération technique de l'ONUDI. En fait, les Consultations ont souvent adopté des recommandations qui requièrent de toute évidence une coopération technique de la part de l'ONUDI. On trouvera dans les paragraphes ci-après quelques exemples de possibilités de coopération technique identifiées par l'entremise du Système de consultations et de projets de coopération technique exécutés par l'ONUDI.

Agro-industries

Industrie du bois et des produits du bois

221. *Formation.* Les préparatifs de la première Consultation ont convaincu le secrétariat de l'ONUDI de la nécessité d'organiser des stages de formation sur la gestion des entreprises publiques de l'industrie du bois. Un stage de ce genre a été organisé en collaboration avec le Gouvernement yougoslave, à Ljubljana, du 11 au 23 avril 1983. La première Consultation (1983) a recommandé à l'ONUDI de promouvoir, dans ses programmes de coopération technique, l'enseignement et la formation à tous les niveaux dans le domaine des techniques du bois et de l'utilisation du bois pour la construction. On procédera en outre à l'élaboration de manuels de formation pouvant être traduits dans des langues vernaculaires.

Industrie du cuir et des articles en cuir

222. *Matières premières.* La première et la deuxième Consultation qui ont eu lieu respectivement en 1977 et 1980 ont reconnu la nécessité d'améliorer les conditions de production, de récupération et de conservation des cuirs et peaux

bruts dans les pays en développement; la FAO et l'ONUDI se sont pour leur part efforcées d'intégrer l'amélioration des cuirs et peaux dans des projets de développement industriel entrepris dans ce secteur. C'est ainsi, par exemple, que des services d'amélioration des cuirs et peaux ont été incorporés dans un projet de développement industriel de grande envergure réalisé en Ethiopie et que des échanges de vues ont actuellement lieu au sujet d'un projet analogue à entreprendre au Soudan. Ces mesures, qui portent à la fois sur l'amélioration de l'approvisionnement en matières premières et le traitement industriel, ont pour objet de promouvoir une approche intégrée du développement industriel de ce secteur.

223. *Pays les moins avancés.* La première Consultation a prié l'ONUDI d'élaborer un programme spécial de coopération technique avec les pays les moins avancés; on a procédé à une enquête portant sur 12 de ces pays en vue de déterminer les obstacles qu'ils rencontrent et les possibilités dont ils disposent dans ce secteur, et un certain nombre de recommandations ont été formulées au sujet de stratégies de développement pour cette industrie¹¹². Ces recommandations ont facilité l'élaboration de projets adaptés aux possibilités et à la situation de ces pays.

224. *Effets sur l'environnement.* Conformément à une recommandation de la première Consultation, on s'efforce actuellement de définir des mesures propres à atténuer l'effet de l'industrie du cuir sur l'environnement et d'élaborer une série de normes et de solutions techniques rationnelles et rentables pour la régulation des effluents de cette industrie dans les pays en développement.

225. *Matériaux synthétiques de remplacement du cuir.* A sa cinquième session tenue en novembre 1981, le Groupe de l'industrie du cuir a prié le secrétariat de faire une étude sur les produits synthétiques susceptibles de remplacer le cuir. L'étude, qui porte sur les cuirs souples artificiels et leur incidence sur le commerce international du cuir et des articles en cuir, sera publiée en 1984. Elle permettra d'évaluer le parti à tirer de ces produits de remplacement pour les programmes de développement des industries de la chaussure, des articles de voyage et de la maroquinerie, et sera utilisée pour la réalisation de plusieurs projets de coopération technique de l'ONUDI.

226. *Projets de pays.* Les consultations sur ce secteur ont eu pour conséquence indirecte un certain nombre de projets par pays, dont la coopération de l'ONUDI avec le Gouvernement philippin en vue de la création d'un centre de conception et de réalisation d'articles en cuir. L'ONUDI a d'autre part fait fonction de catalyseur en stimulant la coopération bilatérale entre la Yougoslavie et la République-Unie de Tanzanie.

Industrie alimentaire et industrie des huiles et graisses végétales

227. Des enquêtes sur la situation de ces industries et sur la fabrication de matériel et de pièces de rechange ont été faites dans 19 pays en développement, en vue d'identifier et de réaliser des projets précis de coopération technique.

¹¹²UNIDO/IOD/242.

Industries chimiques

Industrie des engrais

228. En vue de la quatrième Consultation, des réunions régionales se sont tenues en avril 1983 en Asie et en Amérique latine pour permettre des échanges d'expérience en matière de construction et d'exploitation des usines d'engrais. A la suite de ces réunions, les demandes d'assistance technique suivantes sont parvenues à l'ONUDI :

a) *Angola*. Le Ministère de l'industrie a demandé une large assistance technique pour établir un plan directeur du développement de l'industrie des engrais en Angola. A l'heure actuelle, le pays ne produit pas d'engrais, bien qu'il possède d'importantes réserves de matières premières, en particulier pour produire des engrais azotés;

b) *Mozambique*. Pour le projet de production d'engrais de Pande, le Ministère de la houille et des hydrocarbures a demandé l'assistance immédiate de l'ONUDI afin d'évaluer le projet de construction d'une grande usine de sels ammoniacaux et d'urée susceptible d'approvisionner plusieurs pays voisins situés dans la sous-région de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). En ce qui concerne un projet de coentreprise entre le Mozambique et le Swaziland, les pouvoirs publics auraient en outre besoin d'une assistance en vue de construire deux petites fabriques de sels ammoniacaux.

229. Les besoins d'assistance technique suivants ont, de plus, été portés à la connaissance de l'ONUDI :

a) *Thaïlande*. La Société thaïlandaise des engrais, dont le principal actionnaire est la société nationale des pétroles PAT, a été chargée de mettre en œuvre le projet d'exploitation pétrochimique et de production d'engrais de la région côtière orientale. A ce titre, elle a besoin d'un grand apport d'assistance technique, notamment en matière de négociation de contrats, de formation de la main-d'œuvre industrielle et de financement;

b) *Nigéria*. La Société nigériane des engrais récemment créée a été chargée de mettre en œuvre un projet de production d'engrais à Ouno; elle a besoin d'assistance technique, surtout en ce qui concerne la négociation de contrats et la formation industrielle. Des représentants de la Sriwidjaja Fertilizer Company (PUSRI) (Indonésie) ont offert de donner au personnel nigérian la formation nécessaire;

c) *Pérou*. Pour remettre en marche ses usines d'engrais de Talara, gravement endommagées par des inondations, Petro Peru, la société nationale des hydrocarbures, a besoin d'une assistance technique dans les deux domaines suivants : réparation des installations et formation industrielle;

d) *Bolivie*. La société nationale des hydrocarbures Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos (YPFB) demande l'application d'un vaste projet de coopération technique couvrant le financement de son projet d'usine d'engrais à Palmasola, la formation de la main-d'œuvre industrielle, la négociation de contrats et le choix de techniques appropriées;

e) *Zimbabwe*. Etant donné ses grandes réserves de charbon, la Société des engrais du Zimbabwe souhaite établir de petites fabriques de sels

ammoniacaux fondées sur l'utilisation du charbon, telles que la fabrique qu'envisagent conjointement l'ONUDI et la Fertilizer Engineering Design Organization (FEDO) (Inde).

Industrie pétrochimique

230. *Brésil.* L'Etat de Bahia, en coordination avec le Gouvernement fédéral brésilien, a défini les domaines prioritaires où une assistance de l'ONUDI serait souhaitable. Au nombre de ceux-ci, on relève un complexe de chimie fine qui serait situé à proximité du complexe pétrochimique existant à Camacari, dans l'Etat de Bahia. Selon les prévisions, le nouveau complexe produirait une vingtaine de produits chimiques tels que produits pharmaceutiques, produits chimiques destinés à l'agriculture, teintures et solvants. L'assistance serait particulièrement utile pour actualiser les techniques et améliorer le rapport coût-efficacité.

Industries de base

Industrie des machines agricoles

231. Après que la première Consultation régionale sur les machines agricoles (1982) en Afrique a adopté une proposition relative à l'élaboration d'un plan d'action visant à développer l'industrie des machines agricoles et de l'équipement rural en Afrique, la République-Unie du Cameroun a demandé une assistance technique pour mettre au point un plan décennal de mécanisation agricole et rurale. Les propositions de projet, établies par une équipe commune ONUDI/FAO, ont été approuvées par le gouvernement et ont été soumises au PNUD.

232. De plus, la recommandation de la deuxième Consultation (1983) concernant l'application de la notion de production polyvalente à la fabrication de biens d'équipement destinés à l'agriculture définit clairement un domaine où l'ONUDI pourrait apporter une assistance technique, en participant, par exemple, à la construction d'usines pilotes.

Industrie sidérurgique

233. *Pays ayant commencé à produire du fer et de l'acier (pays nouveaux), notamment par le biais de petites aciéries.* Conformément aux recommandations pertinentes de la troisième Consultation (1982), la coopération technique de l'ONUDI pourrait être axée sur la préparation et l'évaluation des projets, en s'attachant à des questions telles qu'analyse de la demande, disponibilité de matières premières, infrastructure et liens avec d'autres secteurs industriels.

234. *Formation de la main-d'œuvre pour l'industrie sidérurgique.* La troisième Consultation (1982) a recommandé que l'ONUDI évalue les méthodes de formation existantes et élargisse ses activités de formation en usine.

Thèmes communs à l'ensemble des secteurs

Formation de la main-d'œuvre industrielle

235. La première Consultation (1982) a identifié plusieurs domaines spécifiques sur lesquels devraient particulièrement porter les programmes de coopération technique de l'ONUDI. En conséquence, des mesures ont été prises au Pakistan et au Népal pour déterminer les besoins de formation et disposer d'un service d'information concernant la fourniture et la demande de moyens de formation; par ailleurs, une équipe mobile pluridisciplinaire a déterminé les besoins de certains des pays les moins avancés (Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) en vue d'y améliorer la formation des cadres. De plus, des séminaires ont été organisés en Colombie, au Mexique, en Tunisie, en Yougoslavie et en URSS afin d'examiner les méthodologies de formation des formateurs. On notera en outre que plusieurs programmes de formation de groupe ont souligné l'importance des clauses relatives à la formation contenues dans les contrats de coopération commerciale en matière de création d'industries.

Chapitre VI

EXAMENS ET EVALUATIONS

1. En 1983, comme lors des années précédentes, le principal mécanisme d'examen de l'ensemble des activités de l'ONUDI a été constitué par les réunions d'évaluation et de programmation des hauts fonctionnaires qui ont lieu deux fois par an sous la présidence du Directeur exécutif. Au mois de mai, les participants ont passé en revue les objectifs d'approbation et d'exécution des projets de coopération technique pour 1983 en tenant compte de l'expérience acquise jusqu'alors; ils ont aussi examiné d'autres aspects du programme de travail de l'ONUDI pour 1983. Au mois de novembre, ils ont principalement étudié les effets négatifs que peuvent avoir sur les approbations de projets de l'ONUDI et sur leur exécution le déficit enregistré dans les contributions au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Des objectifs globaux ont été fixés pour 1984 sur la base de l'expérience acquise durant l'année 1983.

2. Au mois de décembre, le secrétariat a également examiné le taux d'exécution du budget-programme pour 1982-1983 et présenté au Secrétaire général un rapport d'exécution destiné à être incorporé au rapport qu'il doit lui-même présenter au Comité du programme et de la coordination (CPC) à sa vingt-quatrième session et à l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session.

3. Comme il est indiqué dans le *Rapport annuel du Directeur exécutif, 1982*¹, le contrôle des projets de coopération technique hors siège financés par le PNUD est constitué par les examens tripartites auxquels on procède périodiquement, de concert avec les représentants des gouvernements, des agents d'exécution et du PNUD; en outre, des évaluations sur le terrain sont également effectuées, tant au moment de l'achèvement des activités des projets qu'à des étapes décisives de l'exécution de projets de grande ampleur. Le PNUD a déployé des efforts concertés pour accroître l'utilité de ces examens et pour apprécier objectivement les résultats des projets et leur efficacité. Dans la plupart des examens et évaluations tripartites auxquels ont participé des fonctionnaires de l'ONUDI en 1983, on met l'accent sur la fourniture des apports, l'avancement des travaux, les résultats donnés par les projets et la réalisation des objectifs des projets, en faisant une plus large place aux facteurs extérieurs et à l'efficacité potentielle des projets. Une part de plus en plus importante des examens a donc été consacrée à modifier les plans de travail, à définir des mesures correctives appropriées et à confirmer ou redéfinir la conception des projets.

¹Voir ID/B/300, chap. VI, par. 7.

4. Outre ces examens, pour lesquels l'ONUDI était représentée soit par des conseillers industriels principaux hors siège, soit par des administrateurs adjoints, on a procédé à 63 examens tripartites et opérations d'évaluation hors siège auxquels ont participé des fonctionnaires du siège de l'ONUDI. En moyenne, la participation à chaque examen a nécessité 11 jours-homme, y compris le temps nécessaire à la préparation et au suivi des réunions.

5. Le système d'auto-évaluation interne des projets de coopération technique hors siège, qui est devenu opérationnel en mai 1982, s'est avéré utile pour les examens et évaluations dont il est question plus haut. Les rapports d'évaluation de projets et les observations qu'ils ont suscitées ont servi de source d'informations et d'instrument d'analyse aux participants des examens tripartites. En outre, à la suite d'une analyse de l'expérience acquise au cours de la première année de son fonctionnement, le système (qui a été vivement approuvé par les participants et les utilisateurs au niveau des pays) a été revu; on y apporté des améliorations suggérées par les utilisateurs, et — en particulier pour améliorer l'information en retour sur la mise en œuvre de l'évaluation des projets au niveau des pays — les rapports d'évaluation des projets identifient désormais les obstacles extérieurs qui en compromettent le succès et comprennent les recommandations faites par le siège quant aux questions et aux mesures spécifiques devant être examinées au cours de l'examen tripartite suivant. Afin de bien coordonner ces opérations avec le processus des examens tripartites, on prévoit désormais de procéder aux auto-évaluations deux mois avant l'examen.

6. Au cours de la première année (de mai 1982 à avril 1983) d'application du système d'auto-évaluation interne, des rapports d'évaluation de projets ont été établis sur le terrain pour 99 des 142 grands projets en cours et examinés au siège, tandis que 19 rapports d'évaluation définitifs étaient établis et analysés; on prévoit qu'au cours de la deuxième année de fonctionnement quelque 160 rapports d'exécution et 60 à 80 rapports définitifs seront établis et examinés. L'examen réalisé au siège comporte une vérification du contrôle de la qualité conçue de façon que le processus d'évaluation atteigne et conserve un haut niveau et soit crédible. Au cours de sa première année de fonctionnement, le système a eu pour principale retombée positive une amélioration de la conception des projets; les rapports d'évaluation ont permis de déceler les défauts de conception et des mesures ont été prises pour y remédier afin que le projet demeure bien adapté et de façon à accroître l'utilité de la gestion et du contrôle des projets.

7. Parallèlement à la mise en place du système d'auto-évaluation, la formation du personnel de l'ONUDI aux méthodes et à la pratique de la conception et de l'évaluation des projets a été intensifiée. Le programme de formation mis au point en 1982 a été affiné et trois stages de deux ou trois jours ont été organisés à titre expérimental en 1983 pour un petit nombre de fonctionnaires du siège concernés par les projets d'assistance technique et pour des groupes d'administrateurs adjoints; des dispositions ont été prises pour que de tels stages soient organisés régulièrement en 1984 à l'intention du personnel du siège et, au niveau des pays, à l'intention des fonctionnaires nationaux et du personnel hors siège du PNUD et de l'ONUDI, à l'occasion de missions de formation organisées spécialement ou, si les circonstances s'y prêtent, au cours de missions effectuées sur le terrain par les spécialistes de

l'évaluation. Des réunions d'information sur l'évaluation interne ont été organisées à l'intention de 20 conseillers techniques principaux affectés à de grands projets et d'une dizaine de conseillers industriels principaux hors siège à l'occasion de leur passage à Vienne. Des réunions analogues ont également été organisées pour des conseillers techniques principaux, des responsables nationaux de projets et des fonctionnaires nationaux à l'occasion d'une mission spéciale d'évaluation effectuée en Inde.

8. Au mois de février, l'évaluation commune PNUD/ONUDI/ONU des activités de coopération technique de l'ONUDI financées par le PNUD dans le secteur des articles manufacturés a été menée à son terme; le Secrétaire général a soumis au CPC, pour examen à sa trente-deuxième session, un résumé de l'étude d'évaluation accompagné des observations des secrétariats du PNUD et de l'ONUDI². Le rapport d'évaluation a aussi été examiné par le Conseil d'administration du PNUD à sa trentième session et par le Comité permanent du Conseil du développement industriel à sa vingtième session. Le CPC poursuivra l'examen de la question à sa vingt-quatrième session, compte tenu des résultats des discussions qui ont eu lieu récemment au sein du Conseil d'administration du PNUD et du Comité permanent³.

9. En plus de la part qu'il a prise aux activités d'évaluation du programme, le personnel du Groupe d'évaluation a participé à diverses évaluations de projets en 1983. L'ONUDI a continué de coopérer avec le PNUD à l'examen de la mise en œuvre de projets sélectionnés réalisés par le Bureau régional du PNUD pour l'Asie et le Pacifique. En 1983, cet examen a comporté le suivi attentif de projets qui intéressaient l'énergie, qui relevaient du préinvestissement ou qui comportaient un fort élément de matériel. Cet examen a été axé principalement sur la structure des projets en question et sur leur exécution. Parmi les projets retenus figuraient 12 projets exécutés par l'ONUDI, et les informations obtenues grâce au système d'auto-évaluation de l'ONUDI ont été très utiles pour l'opération.

10. Des spécialistes de l'évaluation de l'ONUDI ont également représenté l'Organisation lors d'une évaluation tripartite approfondie réalisée en collaboration avec le Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne en vue d'évaluer les résultats des deux premières phases d'un projet étalé sur plusieurs années, financé au moyen des chiffres indicatifs de planification et d'une participation aux coûts, et en vue de planifier soigneusement la troisième phase du développement institutionnel du Centre de recherche industriel libyen; des fonctionnaires de l'ONUDI ont participé à une opération analogue au Nigéria en décembre 1983. Des fonctionnaires du Groupe de l'évaluation ont aussi organisé et mené conjointement avec des membres du Service du programme de coopération en matière d'investissements une évaluation du premier projet inscrit au "Programme pour l'identification et la promotion de projets d'investissement industriel liés à un secteur industriel spécifique". Ce projet, qui porte sur l'industrie de l'électronique, intéresse quatre pays en développement (Chine, Philippines, Sénégal et Sri Lanka), le pays industrialisé hôte étant le Japon. L'évaluation, qui comportait la collecte et l'analyse de données fournies par les représentants des pays intéressés, des conseillers industriels principaux

²E/AC.51/1983/5 et Add.1.

³ID/B/309, par. 33 à 59.

hors siège et des industriels japonais, a montré que les résultats obtenus justifiaient l'extension du programme à d'autres secteurs et a proposé un certain nombre de mesures propres à en améliorer l'efficacité.

11. L'ONUDI a continué de participer au séminaire annuel des spécialistes de l'évaluation des institutions spécialisées organisé par le Corps commun d'inspection, et le PNUD lui a demandé de participer à un groupe de travail technique chargé d'examiner et de réviser les procédures d'évaluation du Programme et, par là même, de favoriser une harmonisation accrue des activités d'évaluation dans l'ensemble du système des Nations Unies. L'ONUDI accorde la priorité à ces activités interorganisations destinées à assurer la compatibilité de ses systèmes d'évaluation avec ceux du PNUD afin de ne pas avoir à élaborer, pour répondre aux multiples desiderata du PNUD, un nouveau système coûteux dont la mise au point nécessiterait beaucoup de temps.

Chapitre VII

COORDINATION, ACTIVITES HORS SIEGE ET DE LIAISON ET INFORMATION

COORDINATION DES PROGRAMMES INTERINSTITUTIONS

1. Un rapport complet sur les activités de coordination de l'ONUDI pendant la période de novembre 1982 à octobre 1983 a été présenté au Comité permanent, à sa vingtième session, dans le document ID/B/C.3/125. Les paragraphes suivants résument brièvement les activités décrites dans ledit document et rendent compte de l'évolution de la situation jusqu'à la fin de l'année 1983, à l'exception des activités menées de concert avec le PNUD et la Banque mondiale, qui sont exposées en détail dans une autre partie du présent rapport.

2. Pendant la période considérée, l'ONUDI a poursuivi ses efforts pour s'acquitter avec succès du rôle central qui lui a été assigné dans l'examen et la promotion de la coordination de toutes les activités du système des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. A cet égard, les programmes et activités de l'ONUDI visent à compléter, dans la mesure du possible, ceux d'autres organisations du système des Nations Unies chargées de secteurs différents tels que la santé, l'éducation, l'emploi, l'environnement, l'agriculture et le commerce.

3. La coordination entre les organes et organismes des Nations Unies est assurée à différents niveaux : au niveau de l'élaboration des politiques, par la participation aux sessions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires, y compris le Comité administratif de coordination (CAC) et les organes qui en dépendent, et par la présence aux réunions des organes directeurs des institutions spécialisées; au niveau des secrétariats, par les consultations régulières prévues dans les mémorandums d'accord conclus entre l'ONUDI et d'autres organismes des Nations Unies; et au niveau des pays, par les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et les représentants résidents du PNUD et, en particulier, par les conseillers industriels principaux hors siège. Les relations avec les autres secrétariats sont également assurées par les bureaux de liaison de l'ONUDI de New York et de Genève.

4. Les activités de coordination ont lieu le plus souvent dans le cadre des organes de coordination intersecrétariats. Les réunions de ces organes permettent une étude approfondie de toutes les activités, en cours ou prévues,

du siège et des services extérieurs, menées conjointement par l'ONUDI et les diverses organisations. Sept réunions intersecrétariats ont été organisées en 1983 :

Trente-deuxième session du Groupe de travail mixte OIT/ONUDI (Genève, avril);

Seizième session du Comité intersecrétariats de coopération UNESCO/ONUDI (Vienne, avril);

Dix-septième session du Comité intersecrétariats FAO/ONUDI (Rome, septembre);

Deuxième Réunion du Comité intersecrétariats de coordination OMS/ONUDI (Vienne, octobre);

Troisième Réunion intersecrétariats OMI/ONUDI (Londres, novembre);

Trente-troisième session du Groupe de travail mixte OIT/ONUDI (Vienne, novembre);

Neuvième Réunion de liaison CCI/ONUDI (Genève, décembre).

5. L'ONUDI a maintenu une étroite collaboration avec d'autres organes et organismes du système des Nations Unies dans le domaine des études et de la recherche orientées vers l'action. Le Projet commun ONUDI/CNUCED de modélisation a servi de base à la coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans des études mondiales et conceptuelles sur les liens entre l'agriculture et l'industrie, ainsi qu'avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans des études sur les liens entre l'emploi et l'industrie. Dans le domaine des études par région et par pays, l'ONUDI a assuré une étroite coordination des programmes des divisions mixtes de l'industrie avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO) et la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), auxquelles sont affectés du personnel hors siège, des conseillers régionaux et des experts associés. Quant aux études sectorielles, destinées essentiellement au Système de consultations, la FAO, l'OIT et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ont apporté, chacune dans leurs domaines de compétences respectifs, une contribution à l'étude intitulée "First world-wide study on the wood and wood-processing industry"¹. Dans le secteur des biens d'équipement, il a été convenu avec la CNUCED de se partager les études de cas par pays afin d'éviter le double emploi. Quant aux études sur l'environnement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont fait des observations sur le projet d'étude intitulé "Méthodes d'utilisation des eaux et de traitement des effluents dans la fabrication des 26 médicaments essentiels figurant dans la liste de l'ONUDI"²; de même, le Département de la coopération technique pour le développement (Siège des Nations Unies), la Banque mondiale et la Commission économique pour l'Europe (CEE) ont fourni des renseignements généraux pour aider l'ONUDI à élaborer une publication sur les pratiques industrielles en matière d'utilisation et de traitement des eaux.

¹UNIDO/IS.398.

²UNIDO/IS.387.

6. D'autres dispositions ont été prises pour assurer la participation active d'autres organismes des Nations Unies aux activités du Système de consultations; certains des groupes de travail énumérés ci-après ont été créés spécialement à cette fin :

Groupe de travail ONUDI/FAO/Banque mondiale sur les engrais;

Groupe de travail ONUDI/CNUCED/CCI sur l'industrie alimentaire;

Comité permanent interinstitutions ONUDI/FAO/OIT/CNUCED/CCI sur l'industrie des peaux, du cuir et des articles en cuir;

Groupe de travail ONUDI/OIT/UNESCO sur la formation de la main-d'œuvre industrielle;

Groupe de travail technique mixte FAO/ONUUDI sur les industries forestières et papetières;

Groupe de travail technique mixte FAO/ONUUDI sur les industries de conservation et de transformation des produits alimentaires et agricoles;

Groupe de travail technique mixte FAO/ONUUDI sur l'industrie de la pêche;

Groupe de travail technique mixte FAO/ONUUDI sur les machines et l'outillage agricoles.

7. Au cours de la période considérée, de nouvelles possibilités de coordination ont été créées dans des domaines comme la pétrochimie et le financement industriel. Dans d'autres secteurs, tel celui des engrais, on s'est efforcé d'innover davantage en matière de coopération en procédant à un échange de données d'expérience relatives à la production et en organisant des séminaires techniques sur la technologie et le savoir-faire, ainsi que des programmes de formation et des activités de caractère technique. Le fait que la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois (1983) se soit réunie sous les auspices de la FAO et de l'ONUUDI montre bien la volonté des deux organisations de mettre leurs compétences en commun pour le bien des pays en développement. La FAO a également apporté sa contribution au document de l'ONUUDI intitulé "L'industrie mondiale du machinisme agricole : perspectives de coopération internationale"³, présenté comme document de base à la deuxième Consultation sur l'industrie du machinisme agricole (1983). La FAO et l'ONUUDI ont continué de coordonner étroitement leurs travaux relatifs à l'industrie de la pêche, en particulier en ce qui concerne les préparatifs de deux grandes réunions internationales, à savoir la Conférence mondiale de la FAO sur la gestion et le développement de l'industrie de la pêche et la première Consultation de l'ONUUDI sur l'industrie de la pêche. Par ailleurs, on prépare actuellement la troisième Consultation sur les industries du cuir et des articles en cuir. A sa sixième session, dans sa résolution 155 (VI), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a demandé que ce secteur soit inclus dans le Programme intégré pour les produits de base, reconnaissant ainsi l'importance des industries du cuir et des articles en cuir.

8. Il a été tenu compte des travaux de la CNUCED et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) lors de l'élaboration, d'une part, des arrangements contractuels relatifs à la mise en place d'usines pour la

³ID/WG.400/3.

production de médicaments en vrac et des produits intermédiaires et, d'autre part, des accords de licence pour le transfert des techniques nécessaires au dosage et à la présentation des produits pharmaceutiques. A cet égard, on a suivi avec intérêt les travaux de l'OMS concernant la préparation de documents sur les plantes médicinales et les substances biologiques.

9. Conformément aux recommandations du Conseil du développement industriel, l'ONUDI a continué de collaborer avec la Division des articles manufacturés de la CNUCED pour l'étude des aspects commerciaux et des aspects connexes des accords de coopération industrielle.

10. A la suite de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle (1982), on a renforcé la coopération avec l'OIT (y compris le Centre international de perfectionnement professionnel et technique de Turin) et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); on s'est particulièrement intéressé à l'évaluation et à l'appariement de l'offre et de la demande en matière de formation industrielle dans les pays en développement, ainsi qu'aux accords de coopération pour l'acquisition de techniques industrielles par ces pays.

11. L'ONUDI a assuré la présidence de l'un des quatre groupes de travail de l'Equipe spéciale de la science et de la technique au service du développement du Comité administratif de coordination (CAC) et a continué d'accorder une haute priorité aux programmes et activités mis en œuvre dans ce domaine, en collaboration avec les autres organismes concernés des Nations Unies.

12. Dans le domaine de l'énergie, les activités de coordination ont porté essentiellement sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables. L'ONUDI a participé aux travaux du Comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, ainsi qu'à ceux du Groupe interinstitutions des sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Une coopération active a été entretenue dans le domaine de l'énergie avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO, dans le cadre de comités permanents mixtes qui servent à l'échange d'informations sur des plans et des programmes, et par des rencontres de travail concernant les questions énergétiques qui peuvent se prêter à une collaboration plus étroite.

13. Tandis que le secrétariat de l'ONUDI n'épargnait aucun effort pour développer la coopération interinstitutions rappelée ci-dessus, les activités communes sur le terrain souffraient de la récession économique mondiale et de l'insuffisance des fonds, en particulier de ceux du PNUD. Il a résulté de cette situation défavorable que les projets communs de coopération technique se sont chiffrés à 32 900 000 dollars en juillet 1983, contre 47 200 000 dollars en juillet 1982.

RELATIONS AVEC LES GOUVERNEMENTS ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

14. Dans le domaine des relations extérieures, l'Organisation maintient de façon continue des contacts avec les gouvernements des Etats membres, les missions permanentes et les organisations intergouvernementales, afin de

s'assurer leur soutien actif pour ses activités. Ces contacts permettent au secrétariat de l'ONUDI de conduire les relations extérieures de l'Organisation, de répondre aux initiatives analogues qui sont prises à l'extérieur et, dans les deux cas, d'en suivre l'évolution et l'aboutissement. En dehors des résultats concrets recherchés, ces contacts ont pour objet de promouvoir la coopération et la confiance entre le secrétariat, d'une part, et les gouvernements et les organisations intergouvernementales, d'autre part.

15. En 1983, le Directeur exécutif s'est rendu officiellement dans plusieurs pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe, et a reçu la visite au siège d'un certain nombre de responsables gouvernementaux de rang élevé, de directeurs exécutifs et d'autres hauts fonctionnaires d'organisations intergouvernementales. En mars 1983, le Directeur exécutif s'est adressé à la septième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, à New Delhi (Inde), et à la septième réunion du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique, à Kigali (Rwanda); en juin, il a participé à la reprise de la dix-neuvième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, à Addis-Abeba (Ethiopie). Le Directeur exécutif a également assisté aux premières sessions des réunions organisées conjointement avec des organisations intergouvernementales régionales, notamment avec la Ligue des Etats arabes et ses organisations affiliées, à Tunis (Tunisie), aux mois de juin et juillet, et avec l'Organisation de la Conférence islamique, à Genève, en juillet. En 1983, parmi d'autres réunions convoquées par des organisations intergouvernementales avec la participation des fonctionnaires de l'ONUDI, on peut citer la septième réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque islamique de développement, à Djeddah (Arabie saoudite), en mars; le dix-huitième Conseil des ministres et la neuvième Conférence au sommet des chefs d'Etat de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, à Niamey (Niger) en octobre; et la session annuelle de la Conférence des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la Conférence islamique, à Dacca (Bangladesh) en décembre. Le 12 septembre 1983, S. S. le pape Jean-Paul II s'est rendu au Centre international de Vienne où il s'est adressé aux membres du personnel, des ambassades et des missions permanentes.

16. Les programmes conjoints institués par l'ONUDI et plusieurs pays en vue de la coopération dans certaines branches de l'industrie ont continué à se développer. Les comités mixtes créés en vertu des accords de coopération passés avec les gouvernements tchécoslovaque, hongrois et roumain ont tenu leur réunion annuelle pour examiner les progrès accomplis et arrêter leurs programmes de travail respectifs. Le développement des activités, en particulier dans le cadre du Programme mixte ONUDI/Tchécoslovaquie, reflète la réaction positive des pays en développement aux services offerts par ces programmes. La mise en œuvre de l'accord cadre sur la coopération avec le Trade and Development Programme des Etats-Unis d'Amérique en 1982⁴ a bien commencé en 1983 avec l'approbation d'un projet de coopération technique pour la Zambie, dont le financement sera assuré par ce Programme.

17. Au cours de l'année considérée, le secrétariat a renouvelé ses efforts en vue d'élargir et de renforcer la coopération entre l'ONUDI et les organisations

⁴ID/B/300, chap. VII, par. 26.

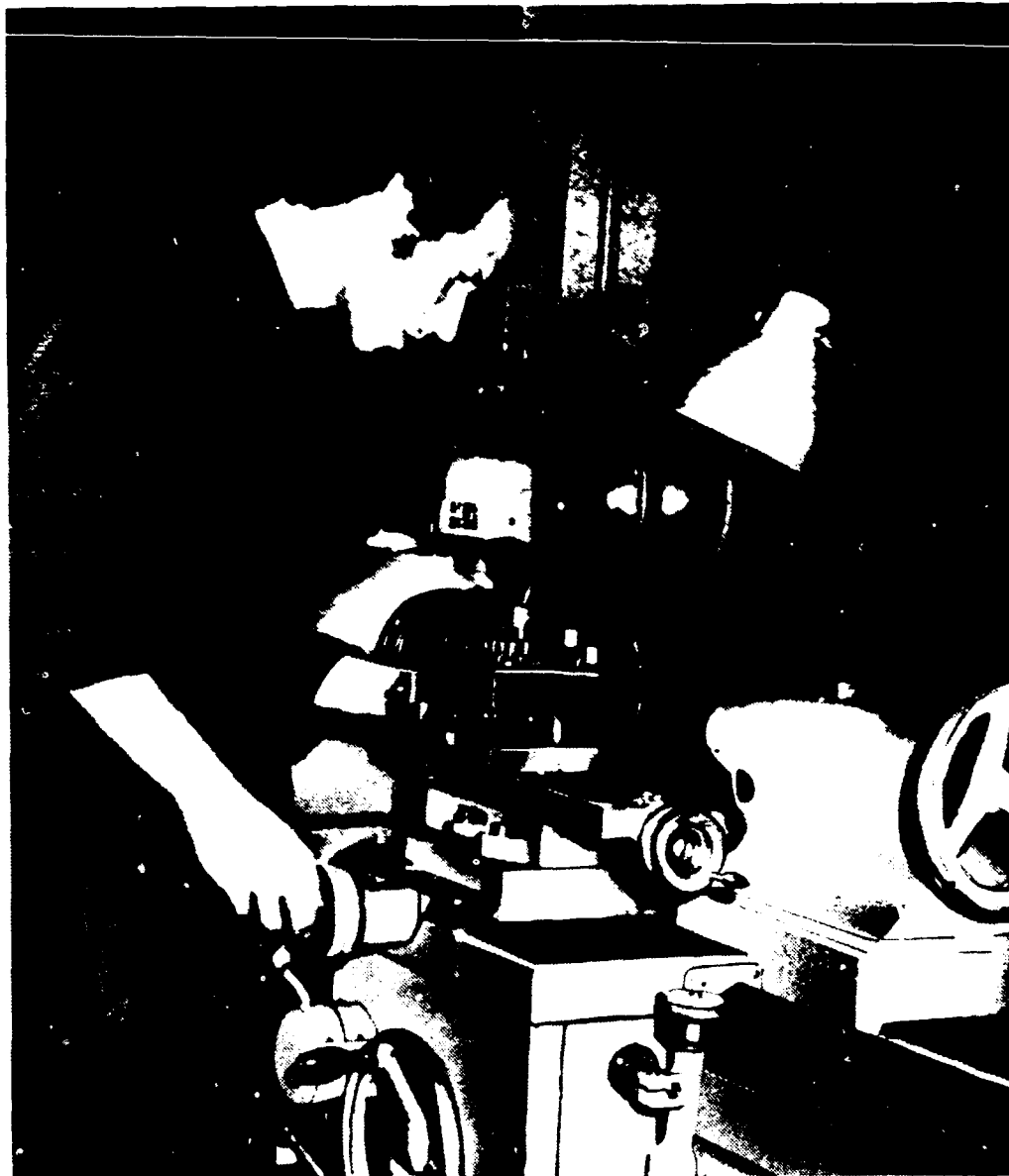
intergouvernementales actives dans le domaine du développement industriel. Il a maintenu une coopération étroite avec l'Organisation arabe de développement industriel (OADI) en ce qui concerne plus spécialement la participation de l'ONUDI aux préparatifs de la sixième Conférence du développement industriel des Etats arabes, organisée par l'OADI, qui doit se tenir en 1984 à Damas (République arabe syrienne). Le 26 janvier 1983, le Directeur exécutif de l'ONUDI et le Vice-Président de la Banque africaine de développement ont signé un accord de coopération aux termes duquel l'ONUDI doit aider la Banque à déterminer, établir et approuver les projets que celle-ci sera appelée à financer, et à les évaluer en cours d'exécution ou après achèvement. Il s'agissait du trente-quatrième accord de ce type entre l'ONUDI et des organisations intergouvernementales. Le secrétariat s'est particulièrement soucié de suivre l'application de tels accords et les activités de coopération qui en résultent — en particulier dans le cas des programmes conjoints de coopération technique. A l'ONUDI revient une part appréciable de la coopération, notamment dans le domaine de l'assistance technique, avec des organisations avec lesquelles aucun accord officiel n'a encore été conclu; c'est, ainsi, le cas de la Commission de l'Accord de Carthagène et de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

18. Le secrétariat a résolument poursuivi son effort pour promouvoir le rôle des comités nationaux, tel que l'avait envisagé le Colloque international sur le développement industriel de 1967. La deuxième session de consultations avec les comités nationaux⁵, organisée en mai 1983 pendant la dix-septième session du Conseil, a été l'occasion d'un échange d'idées et d'expériences et a permis d'énoncer les dispositions à prendre pour accroître l'efficacité de ces comités. Les représentants de cinq comités nationaux — Angola, Mongolie, Pakistan, Somalie et Thaïlande — ont participé à ces consultations, auxquelles ont également pris part pour la première fois les représentants des missions permanentes de la République populaire de Chine, de la République islamique d'Iran, du Luxembourg, de la Malaisie, du Rwanda et de la Suisse. Les participants ont apprécié l'exposé détaillé des programmes et activités de l'ONUDI qu'on leur a présenté. En 1983, un nombre croissant de pays ont acquis la conviction que les comités nationaux peuvent contribuer à accélérer l'industrialisation des pays en développement. De nouveaux comités ont été institués en Guinée, au Kenya, en Mauritanie et en Ouganda, ce qui porte leur nombre total à 63. Un bulletin d'information en cours de préparation donnera des renseignements sur les fonctions et activités assumées par les comités nationaux en vue de renforcer leur coopération entre eux et avec le secrétariat de l'ONUDI. Enfin, en collaboration avec le Groupe de coordination de la Décennie du développement industriel de l'Afrique, des efforts sont faits pour que les attributions des Comités nationaux de coordination pour la Décennie soient confiées aux comités nationaux africains existants, auxquels sera distribué un document établi à cet effet⁶.

19. En 1983, le secrétariat a de nouveau invité les gouvernements des pays qui participent aux activités de l'ONUDI à appuyer le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), afin que puisse être atteint

⁵Pour le rapport, voir ONUDI/CPE.7.

⁶UNIDO/CPE.9.20.



Travail sur un tour revolver à l'Institut spécialisé des industries mécaniques, Bagdad (Iraq)

l'objectif de 50 millions de dollars que l'Assemblée générale, dans sa résolution 32/166, a recommandé pour les contributions annuelles.

20. Au 31 décembre 1983, 136 Etats avaient signé l'Acte constitutif de l'ONUDI et 113 l'avaient ratifié, alors qu'en 1982 on ne comptait que 131 signatures et 87 ratifications. Une réunion officielle sur la transformation de l'Organisation en institution spécialisée s'est tenue à Vienne en mai 1983, conformément à l'article 25 de l'Acte constitutif et à la résolution 37/213 de l'Assemblée générale. Le rapport de la réunion officielle⁷ a été présenté à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session (voir également chap. I, par. 2 et 32).

⁷ UNIDO/CSA/1983/10.

COOPERATION AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES ET LES ORGANISMES COMMERCIAUX ET INDUSTRIELS

21. En 1983, la Section des organisations non gouvernementales a continué de renforcer son étroite coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les organismes et entreprises industrielles, vu leur importante contribution à tous les niveaux du développement industriel. De nouveaux domaines de collaboration ont été ouverts et un certain nombre de projets ont été entrepris en commun.

22. Pendant l'année considérée, on a entretenu les relations avec un grand nombre d'organismes extérieurs : groupements professionnels, associations de fabricants, chambres de commerce et d'industrie, entreprises industrielles, universités, instituts de recherche et de développement industriel, coopératives industrielles, organismes chargés de l'organisation de foires industrielles et fédérations internationales de syndicats.

23. La coopération avec l'Organisation internationale de normalisation (ISO), qui jouit du statut consultatif auprès de l'ONUDI, a encore été renforcée en 1983 et l'ONUDI a patronné la participation d'un certain nombre de représentants de pays en développement aux réunions de certains comités techniques de l'ISO. Dans le cadre de ses activités de promotion, l'ONUDI a poursuivi ses efforts visant à mettre en relation des organismes membres de l'ISO établis dans des pays développés avec des organismes analogues de pays en développement, en vue de la conclusion et de l'application d'accords de coopération.

24. Durant la Foire internationale de Zagreb en septembre 1983, la Confédération internationale de la mesure — autre ONG dotée du statut consultatif auprès de l'ONUDI — a organisé, en coopération avec l'ONUDI et plusieurs autres organisations internationales, un cycle de formation sur l'entretien et l'étalonnage des instruments dans l'industrie. L'ONUDI a financé la participation de cinq stagiaires originaires de Chine, de Chypre, d'Ethiopie, du Ghana et du Kenya à ce séminaire.

25. De nouvelles méthodes ont été élaborées en 1983 en vue de promouvoir la petite et la moyenne entreprise dans les pays en développement. Ces activités ont permis d'établir une étroite collaboration avec l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises qui s'est vu accorder le statut consultatif auprès de l'ONUDI en mai 1983. Un atelier sur la création, le développement et la promotion des petites entreprises conjointement organisé par l'ONUDI et cette Assemblée est prévu pour 1984. Seront invités à y participer les représentants de 15 pays en développement qui éprouvent des difficultés dans ce domaine. Afin d'aider les pays en développement dans le secteur de la petite industrie, l'ONUDI s'est aussi mise en rapport avec un certain nombre d'organismes nationaux non gouvernementaux, notamment l'Association japonaise des bureaux d'ingénieurs-conseils, qui s'est déclarée prête à examiner des demandes d'assistance technique et financière en faveur de petites entreprises de pays en développement.

26. Un atelier consacré à la promotion des entrepreneurs industriels féminins dans les pays en développement est actuellement organisé en collaboration avec l'Assemblée mondiale des petites et moyennes entreprises et le Conseil international des femmes (CIF) qui jouit également du statut consultatif auprès de l'ONUDI. Cet atelier, qui doit se réunir en Inde en avril 1984, vise à offrir aux femmes d'Afrique et d'Asie qui sont déjà entrepreneurs ou sont appelées à le devenir une occasion d'échanger des renseignements; il bénéficiera de l'active participation de femmes indiennes qui dirigent de grandes entreprises industrielles et dont la vaste expérience pourra profiter aux participants. On s'efforcera à cette occasion de déterminer les difficultés que rencontrent les femmes tant pour lancer une entreprise industrielle que pour en assurer l'exploitation journalière, et de trouver des palliatifs. Un plan d'action sera établi et présenté en vue d'une application ultérieure à divers organismes nationaux et internationaux qui s'intéressent à la promotion des petites industries et des industries rurales, en tenant tout particulièrement compte de l'intégration des femmes au développement industriel. Les conclusions de cet atelier devraient fournir des renseignements utiles à la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme, qui aura lieu en 1985.

27. Conçu pour faciliter l'accès aux compétences en matière de gestion et de commercialisation, aux techniques industrielles et aux sources de financement, le programme de coopération avec les entreprises industrielles d'Amérique latine, qui a été lancé en 1982⁹, a permis d'entreprendre plusieurs projets mixtes, notamment un séminaire sur le contrôle de la qualité dans l'industrie alimentaire à l'intention de responsables latino-américains de la production.

28. Une Conférence internationale sur la gestion de l'énergie dans l'industrie des pays en développement a été organisée conjointement par l'Association de l'industrie mécanique indienne et l'ONUDI dans le cadre de la cinquième Foire indienne de l'industrie mécanique, qui s'est tenue à New Delhi en janvier 1983. La Conférence a permis de réunir des experts, des industriels et des responsables de la gestion de l'énergie appartenant tant au secteur privé qu'au secteur public de 14 pays en développement et de plusieurs pays industrialisés. Les débats ont essentiellement porté sur l'état actuel de la technologie et des méthodes de production (conversion) de l'énergie et sur la manière d'en tirer le meilleur parti technique et commercial par la coopération. Au nombre des questions étudiées figuraient la gestion de l'énergie aux échelons macro-économique et micro-économique, la rationalisation de l'utilisation des sources d'énergie classiques, la conservation de l'énergie par la modernisation et le renouvellement des techniques, des matériels et des installations, enfin, le remplacement de l'énergie classique par des énergies nouvelles et renouvelables.

29. L'ONUDI a financé la participation de 10 représentants de pays africains au Colloque international sur les matériaux de construction pour habitations à bon marché, qui s'est réuni à Nairobi (Kenya) en novembre 1983. Ce Colloque est le premier d'une série de réunions régionales consacrées aux aspects techniques de la mise au point, du choix et de l'utilisation de matériaux de construction pour l'infrastructure et les habitations que doit organiser la Réunion internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les

⁹ID/B/300, chap. VII, par. 40.

matériaux de construction en collaboration avec le Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation et avec d'autres organisations internationales.

30. Afin d'aider à promouvoir et développer l'industrie du ciment en Afrique, l'ONUDI a participé à la première Réunion de l'Association des cimentiers d'Afrique (CIMAFRIQUE), qui s'est tenue au Niger en novembre 1983; l'ONUDI a aussi assumé une partie des frais de participation de 11 représentants originaires de pays parmi les moins avancés. L'ONUDI est consciente du rôle que CIMAFRIQUE pourrait jouer dans l'amélioration de l'utilisation et du rendement des capacités dont dispose l'industrie africaine des ciments et dans l'implantation de nouvelles usines afin de satisfaire aux besoins croissants des pays de la région.

31. Dans le cadre de la coopération avec les chambres de commerce et d'industrie régionales et nationales, on a procédé avec les représentants du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à un premier échange de vues sur la création d'une association des chambres de commerce et d'industrie d'Afrique orientale. La première réunion de l'association doit avoir lieu en 1984 à Maurice.

32. Tout au long de l'année considérée, l'ONUDI s'est encore adressée à des ONG et à des entreprises et institutions publiques et privées, afin d'apparier l'offre et la demande de ressources et d'établir une coopération, notamment en matière de passation de contrats internationaux de sous-traitance, de transferts de technologies, de recherche-développement (R-D), d'organisation de marchés, de gestion et de formation. On a continué à mettre au point un répertoire des possibilités et des ressources offertes en matière de coopération industrielle internationale visant à promouvoir et à renforcer la coopération entre organismes et entreprises de pays développés et de pays en développement⁹. Afin de faciliter l'établissement des contacts et la collecte des renseignements nécessaires à ce répertoire, on a adopté une nouvelle méthode consistant à rechercher, dans chaque pays en développement, une ONG nationale qui puisse centraliser l'information à l'échelon national sur les besoins des entreprises et organisations industrielles et sur les ressources dont elles manquent.

33. Un programme de coopération avec des entreprises industrielles suédoises a été lancé en 1983 et l'ONUDI a engagé des pourparlers au sujet de secteurs tels que la transformation du bois, l'industrie alimentaire, l'entretien des machines agricoles, l'énergie et l'organisation éventuelle, à l'intention des îles des Caraïbes, d'un atelier sur les installations de climatisation. Un consultant a été recruté pour déterminer quelles sont les organisations et entreprises suédoises que pourrait intéresser une collaboration avec des organismes analogues de pays en développement.

34. La coopération s'est poursuivie en 1983 avec les universités et les institutions de recherche-développement industrielles. Une proposition de projet concernant l'établissement de liens appropriés entre l'Université et l'industrie malaisiennes a été mise au point en coopération avec cinq universités

⁹ID/B/280, chap. VII, par. 18.

de Malaisie et la Scottish Business School¹⁰. Ce projet prévoit notamment la création de groupes de liaison industrielle dans chacune de ces universités. Un guide concernant la création, le financement et la gestion de ces groupes a été préparé en 1983 en vue de sa publication en 1984.

35. Le premier Symposium international Afrique/Amérique latine, organisé par le Centre des études afro-asiatiques de l'Université Candido Mendes, a été organisé à Rio de Janeiro (Brésil) en août 1983, sous le patronage du Gouvernement brésilien et en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'ONUDI. L'objet de ce Symposium était de faciliter l'échange de données d'expérience et de promouvoir la collaboration entre les gouvernements d'Afrique et d'Amérique latine et les organisations s'occupant de questions sociales et économiques. L'ONUDI, dans le cadre de ses programmes pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique et la coopération économique entre pays en développement (CEPD), a contribué à l'organisation de la partie du Symposium portant sur le développement industriel et la coopération. Dix-sept hauts fonctionnaires africains et cadres supérieurs d'organisations africaines, invités par l'ONUDI, ont participé au Symposium ainsi que des fonctionnaires et des cadres d'entreprises publiques ou privées et d'institutions industrielles brésiliennes. Un programme visant à promouvoir la coopération industrielle entre les gouvernements et les organisations d'Afrique et d'Amérique latine a été adopté et communiqué aux gouvernements d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi qu'aux organisations régionales.

36. Pendant l'année considérée, l'ONUDI a continué de collaborer avec des coopératives industrielles telles que l'Alliance coopérative internationale (ACI), le Comité mixte pour la promotion de l'assistance aux coopératives (COPAC), le Comité international des sociétés artisanales et des coopératives de production ouvrières et l'Union centrale polonaise des coopératives de production ouvrières, avec lesquels l'ONUDI entretient depuis longtemps des relations de travail. Pour donner suite à la Conférence de l'ONUDI sur le potentiel économique et social des coopératives industrielles des pays en développement, qui s'est tenue à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février 1982, l'ONUDI met au point avec le Gouvernement italien et le COPAC un programme commun visant à obtenir que les banques coopératives et les organismes d'assistance au développement d'Europe, du Japon et d'Amérique du Nord accordent des aides financières ou des prêts à faible taux d'intérêt pour certains projets de coopération proposés par des pays en développement. Préalablement à la Conférence mondiale sur les coopératives industrielles, tenue à Varsovie (Pologne) en octobre 1983, un séminaire d'une semaine a été organisé conjointement à Gdansk (Pologne) par l'ONUDI et l'Union centrale polonaise des coopératives de production ouvrières, en collaboration avec l'ACI et le Comité international des sociétés artisanales et des coopératives de production ouvrières. Ce séminaire, auquel ont participé 14 représentants venus surtout de pays africains en développement, a permis de procéder à un échange de vues et d'expérience et de jeter les bases de programmes et d'activités en commun. Un voyage d'étude, organisé à l'intention des participants à ce séminaire, leur a permis de visiter plusieurs coopératives industrielles de Pologne.

¹⁰ID/B/300, chap. VII, par. 42.

37. En coopération avec la Division des opérations industrielles, un programme spécial a été mis au point au sujet de la participation de l'ONUDI à certaines foires industrielles. A titre de première mesure concernant la mise en œuvre de ce programme, l'ONUDI a tenu en septembre 1983 son propre stand à la vingt-cinquième Foire internationale de l'industrie mécanique de Brno (Tchécoslovaquie), ce qui lui a donné l'occasion de faire connaître ses activités techniques et promotionnelles. Les résultats encourageants obtenus ont conduit à élaborer un programme plus détaillé offrant des possibilités de participer, dans les mêmes conditions, à d'autres foires industrielles. Les grandes lignes de ce programme ont été ensuite soumises, en octobre 1983, au cinquantième Congrès de l'Union des foires internationales, afin de familiariser les organisateurs de grandes foires industrielles avec les activités de l'ONUDI dans ce domaine.

38. Etant donné la contribution concrète et efficace de la sous-traitance industrielle à la coopération entre les entreprises industrielles des pays en développement et celles des pays développés, l'ONUDI a élaboré en 1983 un programme pour la promotion de la sous-traitance industrielle sur le plan international. Au titre de la première phase de ce programme, l'ONUDI a parrainé la participation de ressortissants de cinq pays en développement — Colombie, Egypte, Inde, Mexique et Turquie — au Marché international de la sous-traitance (MIDEST), qui s'est tenu à Paris (France) en octobre 1983. Cette participation collective qui s'est instaurée au sein du MIDEST sous les auspices de l'ONUDI a été l'occasion d'analyser de façon concrète la notion de sous-traitance et son utilité en tant que moyen d'encourager le transfert à l'échelle internationale de certaines activités manufacturières aux pays en développement. Sans quitter le domaine de la sous-traitance internationale, il convient de préciser que d'autres organisateurs de foires ont pris contact avec l'ONUDI pour déterminer si celle-ci accepterait de parrainer la participation de pays en développement à leurs foires.

39. La coopération avec des organisations syndicales internationales, telles que la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), la Confédération mondiale du travail et la Fédération syndicale mondiale, a essentiellement porté sur le Système de consultations ainsi que sur plusieurs études exécutées par l'ONUDI. Des dispositions étaient en cours en 1983 pour organiser, en coopération avec la CISL, un séminaire portant sur certains aspects de la restructuration de l'industrie mondiale.

40. Des dispositions ont été prises en 1983 pour permettre aux ONG de tenir une réunion préparatoire à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI et au cours de laquelle des représentants des milieux industriels, scientifiques, techniques, commerciaux et syndicaux pourraient examiner certaines des questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence et échanger leurs vues sur leur participation à la préparation et à l'organisation de cette Conférence. La réunion des ONG se tiendra à Vienne les 6 et 7 février 1984.

41. Des discussions préliminaires ont eu lieu entre l'ONUDI et l'AIEA quant à la possibilité de créer une instance internationale qui permettrait à l'industrie mécanique de promouvoir la coopération technique, économique et industrielle dans ce domaine. En conséquence, l'ONUDI a étudié la possibilité de mettre en place une confédération internationale de l'industrie mécanique, qui serait la

première dans son genre. Un projet d'aide-mémoire décrivant la confédération envisagée a été soumis pour examen et évaluation à plusieurs associations et fédérations nationales et régionales de l'industrie mécanique, à certains ministères de l'industrie, ainsi qu'aux bureaux extérieurs du PNUD et aux conseillers industriels hors siège. Un consultant a été engagé afin d'examiner avec les gouvernements et les associations nationales de l'industrie mécanique de certains pays d'Asie et du Moyen-Orient l'utilité et l'opportunité de créer la confédération envisagée. Au cas où ces études préliminaires seraient favorables à ce projet, l'ONUDI inviterait tous les intéressés à participer à une réunion spéciale pour examiner les suites à donner.

42. En coopération avec le Service des négociations et la Section des industries métallurgiques, la Section des organisations non gouvernementales a participé au Symposium sur la sidérurgie qui s'est tenu en Suède en mai 1983. Ce symposium, auquel ont assisté les représentants d'une vingtaine de pays en développement, a été l'occasion de fournir aux participants un aperçu général utile et concret de la technologie sidérurgique suédoise et des perspectives de coopération industrielle sur le plan international. Tous ont estimé que ce symposium avait donné des résultats extrêmement positifs et qu'il avait utilement complété la troisième Consultation sur la sidérurgie (1982).

43. Dans le cadre de ses efforts visant à assurer le transfert des connaissances techniques entre pays développés et pays en développement, l'ONUDI a diffusé à tous les pays en développement, par l'intermédiaire des bureaux du PNUD, des informations sur le Programme d'experts japonais à l'étranger (JESA), au titre duquel les entreprises industrielles des pays en développement bénéficient des services d'experts japonais. Les pays en développement se sont déclarés prêts à adhérer à ce programme et plusieurs demandes de participation ont été enregistrées.

44. A sa dix-septième session d'avril-mai 1983, le Conseil a accordé le statut consultatif à quatre ONG, portant ainsi à 74 le nombre des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ONUDI. Des mémorandums d'accord concernant la coopération avec l'ONUDI ont été signés au cours de l'année avec le Centre international pour le transfert de chaleur et de masse et l'Association des institutions africaines de financement du développement, et prévoient que des activités seront menées en commun en faveur des pays en développement. Un répertoire des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ONUDI a été préparé en 1983. Une page est consacrée à la structure et aux activités de chaque ONG; cette publication pourrait, entre autres, encourager l'établissement d'une coopération directe entre les ONG et les pays en développement.

PROGRAMMES DES CONSEILLERS HORS SIEGE ET DES ADMINISTRATEURS ADJOINTS

45. En 1983, trois organes directeurs — l'Assemblée générale, le Conseil du développement industriel et le Conseil d'administration du PNUD — ont consacré de longs débats au réseau des conseillers industriels principaux hors siège de l'ONUDI.

46. En avril/mai, le Conseil a, dans sa conclusion 1983/8¹¹, insisté à nouveau sur l'importance et l'efficacité du programme des conseillers industriels principaux hors siège et a fait des recommandations concernant particulièrement le financement du programme en vue de maintenir ou d'augmenter le nombre des postes existants en invitant le Conseil d'administration du PNUD, les Etats membres et l'Assemblée générale à fournir des ressources adéquates (pour des détails complémentaires, se reporter au paragraphe 15 du chapitre I).

47. En juin, le Conseil d'administration du PNUD a, dans sa décision 83/39¹², approuvé une allocation de 4,06 millions de dollars destinés à couvrir le coût net des services des conseillers au cours de l'exercice biennal 1984-1985, pris note de la conclusion 1983/8 du Conseil et décidé d'examiner la question de l'appui sectoriel à sa prochaine session en tenant compte du statut futur de l'ONUDI (pour des détails complémentaires, se reporter au paragraphe 19 du chapitre I).

48. En décembre, l'Assemblée générale a, dans la section I de sa résolution 38/192, décidé qu'il faudrait prévoir au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies des ressources suffisantes pour que l'ONUDI puisse maintenir en 1984, au niveau existant, les effectifs totaux du programme des conseillers industriels principaux hors siège, ces ressources venant s'ajouter à l'allocation totale prévue à cette fin au budget du PNUD ainsi qu'au financement volontaire acheminé par l'ONUDI. L'Assemblée a également fait appel à tous les Etats, en particulier aux pays développés, pour qu'ils versent des contributions volontaires au programme des conseillers industriels principaux hors siège en vue de maintenir ou d'accroître le nombre des postes et elle a invité le PNUD à financer le plus grand nombre possible de postes de conseillers industriels principaux hors siège au cours de l'exercice biennal 1984-1985 (pour des détails complémentaires, prière de se reporter au paragraphe 29 du chapitre I). En application des décisions contenues dans la résolution 38/192, l'Assemblée a décidé d'accorder à l'ONUDI pour 1984 des crédits additionnels d'un montant de 1 million de dollars imputés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, pour le programme des conseillers industriels principaux hors siège. Cette décision a été matérialisée dans la section A de la résolution 38/236 de l'Assemblée générale où figure le montant total des crédits ouverts pour l'ONUDI pour l'exercice biennal 1984-1985.

49. Ce crédit additionnel de 1 million de dollars permettra de financer 3 postes de conseillers au niveau D-1 et 6 postes au niveau P-5, ainsi que de couvrir le coût du fonctionnement des bureaux des conseillers et notamment les salaires de 18 employés locaux. L'Assemblée générale réexaminera la question du financement du programme des conseillers industriels principaux hors siège en 1985, à sa trente-neuvième session, en septembre/décembre 1984.

50. Le financement du programme des conseillers continuera donc à présenter un problème en 1984, en dépit des crédits additionnels ouverts au titre du budget ordinaire de 1984 et de l'allocation du PNUD pour l'exercice biennal 1984-1985. Compte tenu du total des ressources disponibles pour ce programme en 1984, l'ONUDI sera contrainte de diminuer le nombre des conseillers, qui

¹¹A/38/16, par. 113.

¹²E/1983/20, annexe.

passera de 38 en 1983 à 30 en 1984 : 19 postes seront financés par le PNUD, 2 par des contributions volontaires — au cas où aucune autre contribution ne serait reçue des pays donateurs — et 9 au titre du budget ordinaire. Le tableau ci-après montre la redistribution des postes de conseillers en 1984 par rapport à 1983, par région et source de financement.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES POSTES DE CONSEILLER
(Par région et source de financement)

Région	Source de financement							
	PNUD		Budget ordinaire		Contributions volontaires		Total	
	1983	1984	1983	1984	1983	1984	1983	1984
Afrique	8	6	6	4	1	1	15	11
Etats arabes	2	2	—	—	—	—	2	2
Asie/Pacifique	9	5	2	3	1	1	12	9
Amérique latine	6	5	2	2	—	—	8	7
Europe	1	1	—	—	—	—	1	1
Total 1983/1984	26	19	10	9	2	2	38	30
Différence 1983/1984		(7)		(1)		0		(8)

51. En 1983, les conseillers industriels hors siège ont continué à participer à la programmation et à la mise en œuvre des projets de coopération technique et à s'occuper de l'ensemble des programmes et services de l'ONUDI, notamment dans les domaines suivants : coordination avec les représentants résidents du PNUD et les gouvernements; Système de consultations; transfert de technologie; énergie; formation; promotion des investissements; évaluation et Décennie du développement industriel de l'Afrique. En 1983, les conseillers ont également représenté l'Organisation à 56 réunions, ce qui a permis à l'Organisation d'économiser près de 91 000 dollars en frais de voyages.

52. Une deuxième Réunion régionale des conseillers hors siège d'Afrique a eu lieu à Douala (République-Unie du Cameroun) en décembre 1983. Les travaux ont porté essentiellement sur les activités et les programmes de l'ONUDI dans le cadre de la Décennie du développement industriel de l'Afrique. En vue de renforcer et d'harmoniser les activités de l'Organisation en Afrique, des fonctionnaires du siège et les conseillers ont procédé à un échange de vues sur les questions suivantes : planification industrielle, développement rural, transfert de technologie, énergie pour l'Afrique, promotion des investissements, Système de consultations, intégration des femmes au développement industriel, formation, coopération économique entre pays en développement, système d'évaluation interne de l'ONUDI, préparatifs de la quatrième Conférence générale de l'ONUDI et notamment en ce qui concerne la contribution des conseillers hors siège. Au cours de cette réunion, la mise en œuvre des projets en Afrique et les possibilités de trouver des sources de financement autres que le PNUD ont été étudiées. Des recommandations ont été faites concernant l'amélioration et le renforcement des activités d'assistance technique de l'ONUDI en Afrique, ainsi que la participation accrue des gouvernements africains aux programmes spéciaux de l'Organisation. Des

suggestions ont également été faites touchant le renforcement des programmes de conseillers industriels principaux hors siège et d'administrateurs adjoints et l'amélioration du système de rapports.

53. Les graves restrictions budgétaires que connaissent la plupart des pays donateurs ont eu des répercussions négatives sur la croissance du programme d'administrateurs adjoints en 1983 : 24 administrateurs ont été recrutés contre 30 en 1982. Les efforts déployés par l'ONUDI pour maintenir ce programme à son niveau actuel ont cependant été couronnés de succès grâce aux contributions généreuses des gouvernements des pays suivants : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Danemark, Finlande, Japon, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse. Il convient de mentionner particulièrement ici le gouvernement des Pays-Bas qui a continué à financer des postes d'administrateurs adjoints provenant des pays en développement. Sur les 24 nouveaux administrateurs adjoints recrutés en 1983, un venait d'un pays en développement.

54. Les administrateurs adjoints ont continué à apporter un précieux concours aux conseillers industriels principaux hors siège et, dans un certain nombre de pays où il n'était pas possible de prévoir des conseillers hors siège par suite du nombre limité de postes, on a recouru à des administrateurs adjoints dûment formés et supervisés par les services du siège pour assurer la présence de l'ONUDI sur le terrain. L'appendice D montre que le nombre total d'administrateurs adjoints en poste était de 55 et indique la répartition du financement par pays donateurs. Deux stages ont été organisés en mars et novembre pour les 24 administrateurs nouvellement recrutés et une réunion d'évaluation à mi-parcours a eu lieu en mai 1983 à l'intention de 9 participants. En outre, deux consultations régionales d'administrateurs adjoints qui se sont tenues à Quito (Equateur) et à Tegucigalpa (Honduras) ont permis d'améliorer la coordination des activités régionales et de procéder à un utile échange de données d'expérience concernant le travail. Le nombre d'administrateurs adjoints qui se sont rendus au siège en 1983 pour des consultations ou des comptes rendus de missions s'est élevé à 30.

55. Le système de rapports des conseillers industriels principaux hors siège et des administrateurs adjoints s'est révélé être un instrument de travail essentiel pour l'ONUDI. Un échange d'informations efficace et bien utilisé entre le siège et le terrain a permis d'appréhender parfaitement les besoins d'assistance et, le cas échéant, la nécessité d'intervenir dans des pays déterminés tout en permettant au siège d'apporter le maximum d'appui pour l'exécution des éléments d'assistance technique. L'application des directives concernant l'établissement des rapports, établies en 1981¹³, a également permis d'assurer un flux constant d'informations complètes sur l'ensemble des opérations de coopération technique et sur des programmes spéciaux concernant notamment l'énergie, la technologie, l'intégration des femmes au développement, la promotion des investissements, la situation économique et sociale des pays en développement bénéficiaires, ainsi que sur les réunions, séminaires, journées d'étude et autres manifestations intéressant le travail de l'Organisation.

56. L'efficacité des activités menées sur le terrain par l'ONUDI a encore été renforcée par l'utilisation systématique des rapports trimestriels établis par les

¹³ID/B/300, chap. VII, par. 9.

conseillers hors siège et les administrateurs adjoints. Les objectifs et les modalités du système de rapports sont constamment revus et ont notamment été examinés de manière approfondie lors de la deuxième réunion régionale des conseillers hors siège. Les instructions concernant l'établissement des rapports par ces conseillers ainsi que par les administrateurs adjoints sont actuellement révisées pour correspondre aux besoins nouveaux de l'Organisation en matière d'information.

57. La Section d'étude des rapports sur les activités hors siège a intensifié ses contacts avec le PNUD en 1983 et a été chargée de préparer et de coordonner les visites rendues au Centre international de Vienne par un certain nombre de fonctionnaires de rang élevé et de représentants résidents du PNUD. L'ONUDI espère que les représentants du PNUD viendront plus nombreux à Vienne en 1984 pour renforcer la coordination entre les deux organisations.

58. Un bulletin interne contenant des informations générales sur les pays en développement et sur les bureaux du PNUD a été publié en 1983. En vue de présenter une proposition complète concernant le réseau de conseillers hors siège et d'administrateurs adjoints au moment de la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée, la section a commencé à étudier de manière approfondie la représentation hors siège des autres institutions spécialisées du système des Nations Unies.

59. La section continue à fournir aux conseillers hors siège et aux administrateurs adjoints un service d'informations sur les programmes prioritaires de l'ONUDI et des autres organisations. Son bureau de références fournit des informations générales essentielles sur les pays à l'ONUDI, aux représentants résidents du PNUD, aux conseillers hors siège et aux administrateurs adjoints.

INFORMATION

60. La Section de l'information de l'ONUDI jouant le triple rôle de service d'information de l'Organisation, de service d'information de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONU) et de Centre d'information de l'ONU pour l'Autriche et la République fédérale d'Allemagne, ses activités ont augmenté considérablement en 1983.

61. Pour l'ONUDI, elle a notamment mené les activités d'information suivantes : publication de communiqués de presse pour des réunions de l'Organisation tenues à Vienne; missions pour rendre compte de réunions de l'ONUDI tenues ailleurs; production de documents audiovisuels; conférences de presse et interviews; organisation de réunions d'information sur les travaux de l'ONUDI à l'intention de représentants des médias, de hauts fonctionnaires, de représentants de l'Organisation sur le terrain, etc.; gestion d'une bibliothèque de référence; établissement de reportages, d'articles et de brèves publications sur les activités de l'ONUDI; et diffusion d'informations par lettres et par télégrammes. Les activités relatives à la production et à la diffusion d'informations sur l'ONUDI, en particulier à leur communication aux médias implantés dans les pays en développement, ont été à la fois plus étendues et plus systématiques qu'en 1982.

62. L'importance croissante de Vienne en tant que troisième ville siège d'organismes des Nations Unies s'est traduite par un accroissement des besoins de l'ONU et des organes qui relèvent de l'Office dans le domaine de l'information. Le nombre et l'ampleur des manifestations spéciales organisées au Centre international de Vienne (CIV) se sont accrus, les médias ont porté davantage d'intérêt aux travaux des trois organes de contrôle des stupéfiants installés à Vienne et le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires a intensifié ses activités d'information liées à trois grandes manifestations prévues pour 1985. En 1983, le volume de l'information produite et diffusée en langue allemande a augmenté en même temps que la production de la Section de l'information de l'ONUDI et du Service d'information de l'ONU.

63. En 1983, la Section de l'information a établi et diffusé au total 116 communiqués de presse de l'ONUDI (251 pages) en anglais, 103 (232 pages) en français, 31 (69 pages) en espagnol et 47 (117 pages) en allemand, soit 297 communiqués (669 pages) en tout. Le nombre total de communiqués de presse du service d'information des Nations Unies a atteint 439 (1 143 pages).

64. Outre les communiqués de presse concernant des réunions de l'ONUDI, la Section de l'information a diffusé 16 reportages sur des réussites de l'ONUDI, dont 3 ont été reproduits dans l'édition commerciale du *Forum du développement*, qui a également publié une note bibliographique sur les ressources financières pour les projets industriels dans les pays en développement. Une notice de 85 pages sur l'ONUDI a été établie pour le *Yearbook of the United Nations* et l'on a remanié les sections consacrées à l'ONUDI dans le *United Nations Handbook* et la *World Encyclopaedia of the United Nations* ainsi que la brochure intitulée *ABC de l'ONUDI*. On a rédigé deux suppléments sur la quatrième Conférence générale de l'ONUDI pour le *Bulletin d'information de l'ONUDI*, un article sur l'industrialisation pour la *Chronique des Nations Unies*, une annonce sur l'ONUDI pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique et le compte rendu d'une réunion d'information sur la Décennie, ainsi qu'un article sur l'objectif de Lima intitulé "Third World Hopes for the Year 2000" pour le bulletin de la Bimillennium Foundation. Une brochure d'invitation à la Réunion régionale de promotion des investissements pour les pays d'Afrique australe, qui s'est tenue à Lusaka (Zambie), en octobre 1983, et une brochure avec photos destinée au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI) ont également été établies au cours de l'année. On a commencé à préparer, à l'intention de la presse, une pochette de documentation sur la quatrième Conférence générale de l'ONUDI.

65. En 1983, la presse internationale a, semble-t-il, rendu compte davantage des activités de l'ONUDI; ainsi, des articles en langue anglaise ont paru dans un certain nombre de publications techniques et générales dont *Newsweek* (sur les activités de promotion des investissements), *Science* et *Chemical Engineering* (sur les activités de l'Organisation relatives à la création d'un centre international pour le génie génétique et la biotechnologie) et *World Wood* (sur les travaux de l'ONUDI dans le secteur du bois et des produits du bois). Pour ce qui est des journaux locaux, on peut citer notamment les articles publiés par le quotidien autrichien *Die Presse* sur l'ensemble des activités de l'ONUDI et sur les préparatifs de la quatrième Conférence générale.



Montage d'un arbre à gradins au Rangoon Institute of Technology (RIT), Rangoon (Birmanie)

66. Parmi les publications établies en 1983 pour d'autres organes des Nations Unies installés à Vienne figurent une brochure réalisée pour le compte du Service de la promotion de la femme, qui dépend du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, et deux numéros du bulletin de la *Décennie des Nations Unies pour la femme* en anglais, en espagnol et en français. Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation en 1983 est un des documents qui ont été traduits en allemand pour être publiés et distribués lors de journées commémoratives des Nations Unies ou en d'autres occasions, et une nouvelle brochure a été établie en allemand, en anglais et en français pour la "journée portes ouvertes" qui a eu lieu au CIV le 26 octobre 1983.

67. Les principaux articles et commentaires parus dans la presse autrichienne et allemande concernant les Nations Unies considérées dans leur ensemble ou l'ONUDI ont été transmis au Siège de l'Organisation à New York, accompagnés de résumés en anglais. Les articles correspondants publiés dans la presse internationale de langue anglaise ont été diffusés à l'intérieur de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV), de l'ONUDI et d'autres services des Nations Unies installés au CIV.

68. En 1983, la Section a amélioré et développé les listes informatisées d'abonnés, et une plus grande proportion des communiqués de l'ONUDI a été distribuée par voie télégraphique. L'envoi de documents d'information à partir de listes informatisées est devenu pratique courante en 1983 et s'est généralisé.

69. La Section a répondu à quelque 8 000 demandes d'information concernant non seulement l'action de l'ONUDI, mais aussi la question de la Palestine, la lutte contre la discrimination raciale, l'*apartheid*, les organisations non gouvernementales, le désarmement, le maintien de la paix, les travaux de l'Assemblée générale, la décolonisation et l'environnement. Des éléments d'information ont été diffusés à l'occasion de manifestations telles que la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Journée internationale de la femme, la Journée mondiale de la santé, la Journée des Nations Unies, la Journée des droits de l'homme et la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. Le Service de références de la Section a de plus fourni des données d'information pour des conférences de presse, des interviews, des séminaires, des réunions d'information et des visites organisés par l'ONUDI et l'Organisation des Nations Unies à l'intention de représentants des médias et de chercheurs ainsi que la documentation nécessaire à l'établissement des publications de l'ONUDI. Quelque 1 500 demandes d'information ont été traitées en 1983; comme en 1982, un tiers concernait l'ONUDI et les deux autres tiers d'autres organisations du système des Nations Unies.

70. Les locaux du CIV mis à la disposition de représentants des médias ont été équipés au cours de l'année considérée et un certain nombre de journalistes travaillant pour des organes publiés dans des pays en développement ont commencé d'utiliser ces installations de manière régulière. Une étude a été effectuée en 1983 sur l'utilité de préparer une revue de presse à usage interne, et les négociations sur l'installation de bureaux d'agences de presse au CIV en échange d'abonnements aux services de ces agences se sont poursuivies. En 1983, 40 représentants des médias ont été accrédités, ce qui a porté le total des représentants actifs à 260 — soit près de 20 % de plus qu'en 1982.

71. La Section a assuré les services d'information pour certaines des grandes réunions de l'ONUDI et des Nations Unies tenues en 1983, y compris des sessions du Conseil du développement industriel et de son Comité permanent. Les communiqués de presse préparés à cette occasion comportaient un rappel des faits, un compte rendu des allocutions d'ouverture et des délibérations quotidiennes de l'organisme en cause, ainsi qu'un résumé général. En plus des 8 grandes réunions tenues au CIV par des organisations du système des Nations Unies, la Section a assuré le service de 25 autres réunions. Plus de 250 interviews avec des représentants de la presse ont été organisées à Vienne et ailleurs à l'occasion de réunions de l'ONUDI et des Nations Unies, et 20 conférences de presse ont eu lieu, dont 8 sur des sujets liés à l'ONUDI, 4 sur le développement social, une sur la lutte contre l'abus des stupéfiants, une sur la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etat, et une sur chacune des deux réunions qu'a tenues en mars et en novembre 1983 le Conseil interaction des anciens chefs de gouvernement.

72. Les fonctionnaires de la Section ont également assuré la diffusion de l'information pour d'autres réunions de l'ONUDI : la Réunion plénipotentiaire au niveau ministériel en vue de la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie à Madrid (Espagne), en septembre; la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois à Helsinki (Finlande), en septembre; la Réunion régionale sur la promotion des

investissements pour les pays d'Afrique australe à Lusaka (Zambie), en octobre; le Forum des investisseurs à Lima (Pérou), en novembre, ainsi que la deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique, tenue à Budapest (Hongrie), en novembre également. La Section était également présente lors de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, organisée à Vienne, en octobre. La Réunion sur la promotion des investissements de Lusaka a permis à un fonctionnaire de la Section de se rendre sur les sites de réalisation des projets de l'ONUDI en Egypte, au Kenya, en République-Unie de Tanzanie, au Soudan et en Zambie afin d'y rassembler pour diverses publications de l'ONUDI des informations et des photographies nouvelles concernant notamment des opérations industrielles menées avec succès par l'ONUDI ou destinées à des communiqués spéciaux.

73. Un fonctionnaire de la Section a assisté à la Réunion du Comité commun de l'information des Nations Unies qui s'est tenue à Paris (France), en septembre, et à laquelle l'ONUDI a présenté une communication sur la Décennie du développement industriel de l'Afrique; ce même fonctionnaire a suivi la Réunion sous-régionale d'experts sur la coopération industrielle intra-africaine, qui s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire), en décembre.

74. A l'occasion d'une mission en République fédérale d'Allemagne destinée à diffuser l'information sur une visite officielle du Secrétaire général, une liaison a été établie avec les médias locaux et avec les responsables de la revue de la presse quotidienne. La possibilité de renforcer les contacts en République fédérale d'Allemagne a également été examinée. D'autres missions ont permis de diffuser l'information concernant la Réunion régionale européenne sur l'Année internationale de la jeunesse, tenue à Costinesti (Roumanie), en septembre. Les activités du Service d'information des Nations Unies ont fait l'objet d'échanges de vues entre le Chef de la Section et le Département de l'information du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

75. En 1983, la Section a eu quelque 350 contacts avec des représentants de la radio et de la télévision. Plus de 80 interviews ont été réalisées pour la radio et la télévision par des fonctionnaires de l'ONUDI et des délégués assistant à des réunions de l'ONUDI, et les enregistrements ont été diffusés en allemand, en anglais, en arabe, en espagnol et en français. Par ailleurs, des hauts fonctionnaires des Nations Unies ont accordé une centaine d'interviews pour la radio et la télévision. En 1983, l'ONUDI a produit pour la radio un programme de 30 minutes en anglais et un autre en arabe, tandis qu'une vingtaine d'autres programmes d'une durée de 5 à 30 minutes étaient produits pour d'autres organisations du système des Nations Unies.

76. La visite de S. S. Jean-Paul II au CIV a été filmée et télévisée et un film a été réalisé sur une exposition d'armes nucléaires. Un film de 20 minutes a été consacré au CIV, en versions anglaise et allemande. Parmi les autres activités de la Section, il convient de citer : deux films de formation de 40 minutes (en anglais et en espagnol) sur le laboratoire de Seibersdorf de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), un film de 10 minutes sur les handicapés pour le CDSA, un film de 17 minutes sur la "journée portes ouvertes" et un film de formation de 45 minutes destiné au Service de la sécurité et de la sûreté de l'Organisation des Nations Unies; de plus, la Section a commencé la réalisation d'un film de formation pour la Section de

l'information industrielle de l'ONUDI, elle a tourné un film sur la visite du Secrétaire général à Vienne et un autre lors de l'ouverture du point de contrôle n° 1 d'accès au CIV.

77. En 1983, près de 3 000 photographies ont été distribuées à des centres d'information des Nations Unies, à des missions permanentes et aux médias internationaux. Cent vingt-cinq manifestations ont fait l'objet de reportages photographiques, dont une cinquantaine de présentations de lettres de créance. Toujours en 1983, 60 films prêtés à des organismes des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres organisations, ont été projetés devant environ 16 500 spectateurs.

78. A l'occasion de la "journée portes ouvertes" du CIV, organisée le 26 octobre, les visiteurs ont pu assister à des représentations, voir des expositions sur les activités des organismes des Nations Unies installés à Vienne, des films et des bandes vidéo, obtenir des informations générales sur le système des Nations Unies et visiter l'ensemble des locaux. L'exposition "Les armes nucléaires : une menace pour le monde entier", qui s'est tenue au CIV du 14 septembre au 8 octobre, a été l'occasion de communiqués de presse, de services télégraphiques et de contacts directs avec des représentants des médias. La Section s'est chargée de l'organisation et de l'enregistrement de la cérémonie d'ouverture.

79. En 1983, la Section a organisé plus de 40 séminaires d'information, représentant au total une cinquantaine de journées d'exposés, de débats, de stages et de projections de films à l'intention de plus de 1 200 participants venant des Etats membres, des établissements d'enseignement et d'organisations non gouvernementales. Plusieurs de ces programmes ont présenté des informations tant sur les divers organes des Nations Unies que sur l'ONUDI. En outre, des séances d'information ont été organisées pour quelque 130 groupes de visiteurs du CIV, représentant au total environ 4 500 personnes. Des fonctionnaires de l'information ont également donné un certain nombre de conférences en dehors du CIV en 1983, dans des écoles et des universités et lors de réunions d'organisations non gouvernementales; ils ont de plus participé au programme d'orientation de l'ONUDI destiné aux fonctionnaires nouvellement recrutés.

80. Le Service des visites guidées du CIV a accueilli 85 000 personnes en 1983, dont 16 000 lors de la "journée portes ouvertes" du 26 octobre 1983. Le nombre des visiteurs a régulièrement augmenté puisqu'il est passé de 35 000 en 1980 à 48 000 en 1981 et à 75 000 en 1982.

SERVICES DE LIAISON A NEW YORK

81. En 1983, le Bureau de liaison à New York est demeuré le lien entre le siège de l'ONUDI à Vienne et celui de l'Organisation des Nations Unies à New York. A la trente-huitième session de l'Assemblée générale, le Bureau a fourni un appui et des services portant notamment sur le point 78 c de l'ordre du jour relatif à l'industrialisation ainsi que sur d'autres questions présentant un intérêt pour l'ONUDI, qui avaient été assignées aux Deuxième et Cinquième Commissions.

82. Durant l'année considérée, le Bureau a également assisté, au nom de l'ONUDI, aux sessions de 1983 et à une réunion spéciale du Conseil d'administration du PNUD, à la Réunion de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, aux réunions spéciales du Groupe de travail interorganisations sur l'assistance au Liban, et à une série de réunions, organisées par le Secrétaire général, sur l'aide d'urgence à la Bolivie, à l'Equateur et au Pérou. Le Bureau a également contribué à organiser la participation de l'ONUDI aux missions envoyées par les Nations Unies dans ces pays. Par ailleurs, le Bureau a rendu compte de plus de 110 réunions intergouvernementales et interinstitutions qui se sont tenues à New York ou ailleurs, et notamment celles du Conseil économique et social; du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires; du Comité du programme et de la coordination; du Comité de la planification du développement; du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement; de la Commission des sociétés transnationales; du Groupe sur les dispositifs institutionnels pour la mise en valeur des ressources marines; du Groupe d'étude interdépartemental sur le suivi des décisions de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer et de divers comités techniques.

83. Le personnel du Bureau a pris part à des missions de coopération avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et le State Department des Etats-Unis, et a représenté l'ONUDI à la trente-huitième réunion annuelle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

84. En ce qui concerne le Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI), le Bureau a assuré le suivi de la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement pour 1983. Le Bureau a également représenté l'ONUDI à la Conférence d'annonces de contributions tenue à New York les 8 et 9 novembre 1983 et a diffusé des informations aux délégations à l'occasion des nombreux contacts pris à cet effet. Les délégations et missions permanentes ont été tenues au courant tout au long de l'année des programmes et activités de l'ONUDI. Le Bureau s'est aussi efforcé de déterminer les besoins des pays en matière d'industrialisation et de leur fournir aide et conseils au sujet des mesures concrètes à prendre par eux ou par l'ONUDI. Le Bureau de liaison a continué de fournir des informations sur les activités et programmes de l'ONUDI et a répondu à plus de 4 000 demandes relatives au développement industriel, émanant tant de l'Organisation elle-même que de l'extérieur. Les publications de l'ONUDI ont été envoyées, sur demande, à des bibliothèques, des organisations de recherche, des organismes gouvernementaux, des établissements universitaires ainsi qu'à des particuliers, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud. Il a également été répondu aux questions et aux demandes de documents provenant de différents services du siège de l'ONUDI.

85. Les contacts établis les années précédentes ont été maintenus avec le PNUD et le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement et le Bureau a continué à fournir une aide à l'antenne new-yorkaise de la société Carl Duisberg (Cologne, République fédérale d'Allemagne). En 1983, 10 diplômés de différents établissements (dont la Columbia University, la New York University, la Fordham University, Hunter College et l'Université de Paris) ont suivi des stages de formation sur

les activités de l'ONUDI, organisés par le Bureau de liaison. En mars 1983, une série de réunions de présentation sur le Modèle d'ordinateur pour l'analyse et la notification des études de faisabilité (COMFAR) a été programmée pour le personnel du PNUD, le Département de la coopération technique pour le développement et les principales sociétés d'ingénierie faisant partie des entreprises locales. Le Bureau a de nouveau aidé le Service de promotion des investissements de l'ONUDI (Amérique du Nord) à organiser une formation en cours d'emploi dans le domaine de la promotion des investissements à l'intention des représentants du Bangladesh, de la Colombie, d'Haïti, du Paraguay, du Portugal, de la République dominicaine et du Sénégal.

86. En ce qui concerne la signature et la ratification de l'Acte constitutif de l'ONUDI, une coopération étroite a été maintenue avec le Bureau des affaires juridiques au Siège de l'ONU et avec la Section de l'ONUDI chargée des relations avec les gouvernements et les organisations intergouvernementales. Le processus de ratification a nécessité plus de 250 prises de contacts avec les missions permanentes à New York. Le Bureau de liaison a joué un rôle actif dans l'organisation de la réunion de procédure sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée; cette réunion, qui a duré une journée, s'est tenue à New York en janvier 1983 et a contribué à jeter les bases de la réunion formelle sur le même thème qui a eu lieu à Vienne en mai 1983. Le Bureau a également participé en qualité d'observateur à des réunions du Groupe d'étude *ad hoc* des Nations Unies sur la transformation de l'ONUDI en institution spécialisée.

REPRESENTATION DE L'ONUDI A GENEVE

87. La représentation de l'ONUDI à Genève continue à jouer un rôle essentiel dans le mécanisme de coordination de l'Organisation car elle constitue un instrument efficace pour la participation aux conférences, les négociations entre les organisations, la collecte et la coordination des informations. Elle rend compte au siège de l'ONUDI des programmes, plans et activités des autres organismes ayant leur siège à Genève, qui s'occupent de questions liées à l'industrialisation, en particulier l'OIT, la CNUCED, l'OMS et l'OMPI. Le Bureau de Genève négocie avec ces organisations à l'occasion des réunions de leurs organes directeurs, et se tient à leur disposition pour discuter des problèmes ou des difficultés qu'elles peuvent rencontrer dans leur travail quotidien. Dès que le besoin d'un complément d'assistance spécialisée se fait sentir, le Bureau en informe le siège de l'ONUDI. De même, des membres du Bureau sont présents aux réunions du Conseil économique et social, du Conseil d'administration du PNUD, ainsi qu'aux réunions des autres programmes ordinaires et extraordinaires de l'Organisation des Nations Unies.

88. En 1983, le Bureau de Genève a participé à environ 50 réunions intergouvernementales ou interinstitutions tenues à Genève, ainsi qu'à un certain nombre de conférences et de réunions organisées dans d'autres endroits. Au cours de ces réunions — notamment celles des principales organisations intergouvernementales — le Bureau a donné des précisions sur les programmes de l'ONUDI ayant trait aux sujets en discussion.

89. Les discussions préliminaires sur d'éventuels projets et programmes sont également engagées au Bureau de Genève et poursuivies ultérieurement lors des visites à Vienne des membres du Bureau de l'ONUDI à Genève.

90. Une autre tâche importante incombe au Bureau de Genève, celle de tenir les 22 missions permanentes accréditées auprès de l'ONUDI ayant leur siège à Genève au courant des activités au siège de l'ONUDI. Ces missions, qui représentent surtout des pays en développement, ne peuvent souvent se permettre, pour des raisons économiques ou de personnel, d'assister à toutes les consultations et réunions — officielles et officieuses — qui ont lieu à Vienne. Elles comptent donc sur le Bureau de Genève pour obtenir des informations sur un grand nombre de sujets, y compris la nomenclature et la terminologie industrielles, et se procurer les documents publiés par l'ONUDI. D'autres documents de référence sont également fournis, sur demande, par la bibliothèque que le Bureau constitue progressivement.

91. Ainsi, outre la représentation aux conférences et la participation aux négociations, le Bureau de Genève assure un service de liaison dans les deux sens. Ses activités pourraient être considérablement renforcées si l'on augmentait son effectif qui est seulement de trois personnes à l'heure actuelle.

Chapitre VIII

ADMINISTRATION GENERALE

EFFECTIFS

1. Le Service du personnel de l'ONUDI est avant tout chargé du recrutement et de la gestion du personnel du secrétariat de l'ONUDI et de la plupart des effectifs employés par d'autres unités administratives de l'ONU installées au Centre international de Vienne (CIV)¹. Le Service du personnel gère également le personnel international et local recruté par l'ONUDI au titre de projets, ainsi que le personnel affecté à ceux des services communs du CIV dont l'ONUDI est responsable. Les effectifs totaux gérés au siège et sur le terrain étaient au 31 décembre 1983 de 2 330, contre 2 155 au 31 décembre 1982 (soit une augmentation de 8,12 %).

2. Durant la période examinée, on a continué de remanier par étapes les politiques et procédures en matière de personnel, conformément aux décisions de l'Assemblée générale et aux instructions du Secrétaire général. Comme il est indiqué ci-après, le Service du personnel participe aux activités de coordination administration-personnel à l'échelon du Secrétariat de l'ONU, ainsi qu'aux activités des organismes interinstitutions créés en vue d'examiner les questions du bien-être, de la gestion et de l'administration du personnel. Durant la période examinée, les réformes entreprises en matière de personnel ont notamment permis de clarifier certains aspects de la gestion du personnel : on a, par exemple, aboli les dossiers confidentiels et donné accès aux fonctionnaires à tous leurs dossiers. Des mesures ont été prises pour mettre en place un plan d'organisation intégrée des carrières, activité qui recevra à l'avenir la priorité. On a notamment à ce titre introduit en 1983 une méthode améliorée d'appréciation du comportement professionnel.

3. Comme durant les années précédentes, les consultations entre l'administration et le personnel et la mise en place et le fonctionnement des organismes consultatifs mixtes ont compté parmi les activités les plus importantes du Service du personnel. Les principaux organes mixtes sont le Comité consultatif mixte, la Commission des nominations et des promotions, l'Organe subsidiaire des nominations et des promotions et le Jury chargé d'examiner les plaintes

¹Office des Nations Unies à Vienne (ONUUV); Service de la sécurité et de la sûreté de l'ONU; Administration postale de l'Organisation des Nations Unies (APNU); Centre pour le développement social et les affaires humanitaires (CDSA); Service du droit commercial international; Division des stupéfiants; Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (FNULAD); Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS); Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants.

faisant état d'un traitement discriminatoire à l'ONUDI. Outre ces organes locaux, les questions liées aux relations personnel-administration ayant des incidences pour l'ensemble du Secrétariat sont maintenant examinées au sein du Comité de coordination entre l'administration et le personnel, auquel le Service du personnel participe activement. Ce dernier contribue également aux travaux des organismes interinstitutions constitués en tant qu'organes subsidiaires du Comité administratif de coordination, notamment le Comité consultatif pour les questions administratives qui présente une récapitulation des points de vue des organisations du système commun à la Commission de la fonction publique internationale (CFPI).

4. Pour ce qui est de la gestion et du contrôle des effectifs de l'ONUDI, le Service du personnel s'est efforcé d'assurer une utilisation optimale des ressources et de permettre l'exécution des programmes prioritaires, conformément aux directives énoncées par le Conseil du développement industriel. Il s'est en outre attaché à améliorer le déploiement des administrateurs et agents des services généraux, compte tenu des besoins réels des diverses unités administratives.

5. On trouvera au tableau 1 ci-après une ventilation — par catégorie et par sexe — des effectifs du secrétariat de l'ONUDI au 31 décembre 1983, ainsi que les chiffres correspondants pour 1981 et 1982.

TABLEAU 1. COMPOSITION DU SECRETARIAT DE L'ONUDI^a

Catégories	Au 31 décembre 1981		Au 31 décembre 1982		Au 31 décembre 1983	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
P-5 et au-dessus	129	2	134	3	139	3
P-1 à P-4	224	64	219	64	222	66
Agents des services mobiles	1	—	—	—	—	—
Agents des services généraux	168	601	181	613	191	627
Travailleurs manuels	105	7	121	5	124	5
Total partiel	627	674	655	685	676	701
TOTAL	1 301		1 340		1 377	

^aLes chiffres incluent les conseillers interrégionaux et les conseillers techniques spéciaux affectés au siège de l'ONUDI; ils ne comprennent ni le personnel recruté pour des périodes de courte durée, ni les conseillers industriels hors siège. Au 31 décembre 1983, il y avait 5 conseillers interrégionaux et 13 conseillers techniques spéciaux. Les chiffres incluent également les fonctionnaires dont les postes sont imputés sur les chapitres 28, 29 et 32 du budget et sur les fonds pour le personnel temporaire.

Recrutement

6. Au 31 décembre 1983, le nombre des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur autorisés par l'ONUDI était de 488, dont 370 imputés sur le budget ordinaire, 106 financés au titre des frais généraux, 2 financés par la Banque mondiale et 10 imputés sur les chapitres 28, 29 et 32

du budget (postes alloués à l'ONUDI pour la fourniture de services aux unités administratives de l'ONU installés au CIV et pour l'entretien de ce dernier). Ces effectifs comprennent 10 postes nouveaux financés par le budget ordinaire, approuvés en janvier 1983 pour le programme des conseillers industriels principaux hors siège. En outre, 5 postes de conseillers interrégionaux étaient financés par le programme ordinaire de coopération technique et 6 postes d'administrateurs étaient imputés sur les crédits pour le personnel temporaire recruté pour les conférences des Nations Unies; 1 poste d'administrateur était financé par le Département de l'information du Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. En 1983, tous les postes des services linguistiques de l'ONUDI affectés au Service des conférences ont fait l'objet d'un examen de la Section du classement des emplois du Siège de l'ONU; c'est ainsi que 6 postes d'administrateur ont été reclassés et 2 postes d'administrateur auxiliaire supprimés.

7. Au 31 décembre 1983, il y avait 53 postes vacants pour lesquels les formalités de recrutement étaient plus ou moins avancées (contre 69 en 1982). Pour 11 d'entre eux, des nominations ont été approuvées et 3 postes P-2 ont été réservés pour des candidats qui passeraient avec succès le concours pour la promotion d'agents des services généraux au grade d'administrateur; 9 postes relevant des services linguistiques étaient en voie d'être pourvus, en consultation avec le Siège de l'ONU à New York. En outre, 3 postes étaient réservés à des fonctionnaires détachés, 2 à la Commission économique pour l'Asie occidentale et 1 à la Commission économique pour l'Afrique; dans de tels cas, le recrutement est effectué en consultation avec les commissions économiques intéressées. Pour 6 des 10 postes nouveaux de conseiller industriel principal hors siège approuvés en 1983, des candidats avaient déjà été approuvés ou étaient déjà entrés en fonctions. Des candidats avaient été retenus pour les 4 postes restants, mais leur recrutement était en suspens, en attendant les résultats des débats quant à leur financement au sein de l'Assemblée générale à sa trente-huitième session.

8. Au 31 décembre 1983, le nombre de nominations dans les catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur était de 113 contre 114 l'année précédente. Les recrutements se répartissaient comme suit : 34 nominations nouvelles pour au moins un an (y compris un fonctionnaire transféré, 3 fonctionnaires détachés du Siège de l'ONU, 2 candidats ayant passé avec succès le concours pour la promotion d'agents des services généraux et 3 conseillers techniques spéciaux); 9 nominations pour des périodes de durée déterminée inférieures à un an, qui devraient être transformées en nominations pour une période de durée déterminée d'au moins un an; 9 nominations pour des périodes de durée déterminée transformées de manière similaire en nominations à titre régulier et 61 nominations pour une période de brève durée ou de durée déterminée qui ne devraient pas être transformées. Trois fonctionnaires étaient revenus à l'ONUDI, leur détachement ayant pris fin, et 13 postes étaient soumis aux organismes de nomination et de promotion ou avaient déjà été approuvés, auquel cas les intéressés devaient entrer en fonctions sous peu. En 1983, 59 administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur ont quitté l'Organisation, contre 63 en 1982.

9. Le Service du personnel a continué de s'efforcer d'améliorer la répartition géographique au sein du secrétariat. Sur les 33 fonctionnaires

auxquels ont été offertes des nominations pour des périodes de durée déterminée d'au moins un an à des postes soumis à la répartition géographique, 18 (54,5 %) provenaient de pays sous-représentés, 14 (42,4 %) de pays suffisamment représentés et 1 (3,4 %) d'un pays surreprésenté. Deux (6,1 %) de ces 33 fonctionnaires étaient de sexe féminin. Au 31 décembre, 60 Etats Membres n'étaient pas représentés au secrétariat de l'ONUDI — ils étaient soit surreprésentés, soit non représentés au Secrétariat de l'ONU. Il n'y a pas de répartition géographique propre à l'ONUDI, celle-ci faisant partie du Secrétariat de l'ONU. On notera qu'en 1983 14 Etats Membres n'étaient pas représentés dans l'ensemble du Secrétariat de l'ONU.

10. Durant la période examinée, on a recruté 107 agents des services généraux et travailleurs manuels pour des périodes de durée déterminée. Onze fonctionnaires de diverses unités administratives de l'ONU ont été transférés à l'ONUDI et 18 ont été réaffectés au sein de l'ONUDI. En 1982, le nombre total de nominations, transferts et réaffectations était de 160. Dans l'ensemble, 91 fonctionnaires de ces catégories ont quitté l'Organisation (contre 82 en 1982) et 5 fonctionnaires ont été transférés à d'autres unités de l'ONU.

11. Le Service du personnel de l'ONUDI a continué d'assurer le recrutement d'agents des services généraux, de travailleurs manuels et de consultants pour l'ONUV et les unités de l'ONU, et a recruté des administrateurs pour certaines d'entre elles.

12. Au 31 décembre 1983, 7 administrateurs (contre 5 en 1982) se sont vu offrir des engagements à titre régulier au sein d'unités de l'ONU. En outre, 7 nominations ont été définitivement arrêtées (contre 12 en 1982). Durant la même période, 9 fonctionnaires ont quitté ces unités. Dans les catégories des agents des services généraux et des travailleurs manuels, 22 fonctionnaires (contre 25 en 1982) ont été recrutés pour des périodes de durée déterminée, 5 ont été transférés de l'ONUDI et 9 ont été réaffectés d'un service à l'autre. Dix contrats à court terme pour des administrateurs et 58 contrats à court terme pour des agents des services généraux et des travailleurs manuels ont également été conclus pour le compte de l'ONUV.

13. Le Service du personnel a recruté du personnel temporaire de conférence non seulement pour l'ONUDI mais également pour les unités de l'ONU à Vienne, le Siège de l'ONU et d'autres organisations intergouvernementales. Ainsi, pour les réunions tenues par ces organismes, le Service du personnel a conclu 1 858 contrats, contre 2 024 en 1982. En outre, durant la même période, 418 contrats de courte durée ont été conclus pour la fourniture de services divers de secrétariat (contre 423 en 1982). On trouvera ci-après au tableau 2 une ventilation des contrats de courte durée conclus durant la période examinée.

14. Pour l'ONUDI, y compris le Programme de coopération Banque mondiale/ONUDI, 467 contrats ont été conclus avec des consultants et autres prestataires pour la fourniture de services spécialisés au secrétariat (contre 398 en 1982). En outre, 103 contrats ont été conclus pour le compte du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et de l'ONU (contre 59 en 1982). Au cours de la période considérée, 570 contrats au total (contre 457 en 1982) ont donc été conclus avec des consultants, toutes sources de financement confondues.



Travail sur machine-outil à la Fonderie centrale, Khartoum (Soudan)

TABLEAU 2. CONTRATS DE COURTE DUREE CONCLUS ENTRE LE 1^{er} JANVIER ET LE 31 DECEMBRE 1983

	<i>Personnel de conférence</i>			<i>Total</i>
	<i>Traducteurs/interprètes (administrateurs)</i>	<i>Agents des services généraux et travailleurs manuels</i>	<i>Autres catégories de personnel</i>	
ONUDI	} 906	} 893	350	} 2 217
Nations Unies	} 54	5	68	
Divers			—	59
TOTAL	960	898	418	2 276

15. A la fin de 1981, l'ONUDI a été habilitée à publier et à diffuser ses propres avis de vacance de postes d'administrateur. Une liste spéciale de distribution a été établie et est constamment mise à jour et élargie de manière à étoffer le fichier de candidats. En 1983, deux listes spéciales de distribution, l'une d'associations de femmes et l'autre d'organisations intergouvernementales, ont été établies. Afin de donner aux fonctionnaires de meilleures perspectives de carrière, la Section de recrutement du Secrétariat a distribué à tous les administrateurs de l'ONUDI et de l'ONU en poste au CIV des listes de vacance de postes bimensuelles présentant toutes les vacances de postes au Secrétariat de l'ONU. Elle a également distribué les bulletins bimensuels de vacance de postes de la CFPI indiquant tous les postes d'administrateur vacants à l'ONU et dans les institutions spécialisées.

Emploi des femmes

16. En 1983, le nombre de femmes occupant des postes d'administrateur est passé de 67 (soit 15,95 % du nombre total d'administrateurs) à 69 (16 %). Durant cette période, 14 femmes ont été recrutées et une a été promue à un poste d'administrateur; 13 ont démissionné. Deux seulement des nouvelles fonctionnaires ont été recrutées pour des périodes de durée déterminée de plus d'un an à des postes soumis à la répartition géographique, soit 8,33 % de ce type de nomination. A l'heure actuelle, 52 femmes occupent des postes soumis à la répartition géographique, soit 15,07 % du total des administrateurs. Les pourcentages correspondants étaient de 14,8 % en 1982 et de 10,6 % en 1978.

17. Le nombre des candidates à des postes d'administrateur (568) est passé de 14 à 16 % de toutes les candidatures (3 508). Cependant, sur les 188 candidates (33,09 %) provenant de pays en développement, la grande majorité était ressortissante de pays déjà soit surreprésentés, soit suffisamment représentés, et 8 seulement provenaient de pays en développement sous-représentés; aucune n'était d'un pays non représenté. Comme il est indiqué au paragraphe 15, la Section de recrutement du secrétariat s'efforce d'étoffer son fichier de candidates en élargissant sa liste de distribution des avis de vacance de postes d'administrateur, de manière à y inclure plus de 150 organisations de femmes de 96 pays. On compte que ces efforts permettront d'améliorer sensiblement la situation.

18. La proportion de femmes de la catégorie des administrateurs ayant bénéficié d'une promotion est demeurée relativement élevée durant l'année. Sur un total de 39 administrateurs promus, 8 (20,5 %) étaient des femmes. Sur les administrateurs promus à la classe P-4, 26,7 % étaient des femmes; en fait, 27,53 % des administratrices sont maintenant à cette classe, contre 42 % à la classe P-3 et 26 % à la classe P-1/P-2. Il y a quatre ans, les pourcentages correspondants étaient de 16, 34 et 48 %. Cependant, 3 administratrices seulement occupaient des postes supérieurs, soit 2,1 % du nombre total de fonctionnaires à ce niveau.

19. Durant la période examinée, des femmes ont continué de présider des organes mixtes importants, tels que l'Organe subsidiaire des nominations et des promotions et le Comité de recours contre les décisions de classement des postes des agents des services généraux et des travailleurs manuels nouvel-

lement créé. Une femme a fait partie du groupe des présidents de la Commission paritaire de recours. La proportion totale de femmes en poste dans les neuf organismes mixtes personnel/administration était de 20,3 %. Cependant, ces femmes représentaient 23 % de toutes les administratrices de l'Organisation, alors que le pourcentage correspondant des hommes participant aux activités de ces organes par rapport au nombre total d'administrateurs de sexe masculin n'était que de 17,4 %. En fait, 36,6 % des femmes de la catégorie des administrateurs ont participé aux activités de sept organismes consultatifs, administratifs et chargés des questions de personnel, alors que le pourcentage correspondant pour les hommes était de 31,2 %.

Gestion du personnel

20. L'administration du personnel fait partie intégrante des tâches de gestion du personnel et couvre les domaines suivants : application du Statut et du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies en matière de prestations financières et autres avantages auxquels a droit le personnel; situation contractuelle du personnel, à savoir renouvellement des nominations de durée déterminée ou leur transformation en nominations à titre permanent; conseils dispensés aux fonctionnaires sur l'organisation générale de leur carrière et interprétation de toutes les règles et procédures applicables au personnel du secrétariat et au personnel de coopération technique des projets hors siège de l'ONUDI.

21. Le Service du personnel de l'ONUDI a continué d'assurer toute l'administration du personnel et les services connexes pour toutes les unités de l'Organisation des Nations Unies établies au CIV. Les formalités administratives relatives à la nomination et à la promotion des administrateurs du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires et du Service du droit commercial international sont assurées par l'ONUDI, mais les décisions en la matière incombent aux départements dont relèvent ces unités ainsi qu'au Bureau des services du personnel du Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Au 31 décembre 1983, les effectifs des unités de l'Organisation des Nations Unies s'élevaient à 328 personnes. Deux postes d'administrateur et six postes d'agents des services généraux inscrits au chapitre 28M du budget ont été mis à la disposition du Service du personnel pour lui permettre d'assurer le surcroît de travail que représente l'administration du personnel de ces unités. On notera que le Service du personnel s'est acquitté d'un volume de travail accru avec les mêmes effectifs que l'année précédente. On s'est efforcé de rationaliser et de simplifier le travail administratif, notamment en utilisant du matériel informatique de traitement de textes.

22. Les dispositions relatives à la délégation de pouvoirs supplémentaires en matière de personnel au Directeur exécutif de l'ONUDI, dont on a fait état dans les précédents rapports, sont demeurées un élément important des préparatifs du secrétariat de l'ONUDI en prévision des plénières des responsabilités administratives que devra assumer l'Organisation lorsqu'elle accédera au statut d'institution spécialisée. Aucun nouveau pouvoir n'a été délégué à l'ONUDI mais, tout comme l'Office des Nations Unies à Genève, elle dispose au Comité des nominations et des promotions de New York d'un représentant suppléant chargé des recommandations pour la promotion de fonctionnaires aux classes P-5 et D-1.

23. Comme on l'a vu au paragraphe 1 ci-dessus, l'ONUDI administre les agents engagés au titre des projets hors siège de coopération technique de l'Organisation ou en qualité de conseillers au siège de l'ONUDI et dans les commissions régionales. Au 31 décembre 1983, 1 537 affectations d'experts avaient été effectuées (1 515 en 1982). Le nombre total d'experts recrutés était de 1 076 au 31 décembre 1983, contre 1 005 en décembre 1982. Le volume de travail du groupe chargé de l'administration des experts a encore augmenté en raison de la proportion élevée de contrats de moins d'un an par rapport à ceux d'une durée supérieure, d'où un taux élevé de renouvellement du personnel affecté aux projets. La tendance à l'accroissement des nominations à court terme, constatée ces trois dernières années, s'est confirmée. Nouvelle forme de recrutement d'experts, les accords de prêt remboursable conclus avec d'autres institutions prennent une place de plus en plus importante. Les experts ainsi recrutés représentaient 30 % du total des experts à la fin décembre 1983, d'où une diminution du nombre d'experts recrutés par le moyen traditionnel des nominations individuelles. Le personnel affecté aux projets a reçu l'appui de services administratifs et autres assurés par des agents recrutés localement, dont les effectifs ont été en moyenne de 173 personnes en 1983 (158 en 1982).

24. Quant aux rapports entre l'administration et le personnel, ils ont été marqués, cette année encore, par une compréhension totale des problèmes touchant le bien-être du personnel et par une communication effective entre le personnel et l'administration. Les contacts avec les experts en mission ont également donné satisfaction et l'on n'a ménagé aucun effort, dans les limites des compétences de l'Organisation, pour régler les problèmes de cette catégorie de personnel.

25. L'établissement des définitions d'emploi pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur a continué. Le Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York considérant le classement des emplois d'administrateurs comme une activité centralisée, il n'a pas été possible d'employer un spécialiste du classement des emplois à plein temps, mais un spécialiste a été détaché du Siège pendant trois semaines pour examiner les définitions d'emploi déjà présentées, et, à la fin de 1983, environ 50 % des définitions d'emploi pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur avaient été classées. Les définitions d'emploi restantes seront présentées au cours du premier trimestre de 1984. L'application du système de classement des emplois de secrétaires et du personnel de bureau de l'ONUDI a été achevée au cours du deuxième trimestre de 1983.

26. Le programme de formation s'est considérablement développé comme prévu puisque 20 cours différents ont été soit élaborés, soit révisés en 1983. En raison des ressources très limitées accordées par le Siège de l'Organisation des Nations Unies à la formation du personnel, la plupart de ces cours ont été dispensés par des fonctionnaires et non par des instructeurs venus de l'extérieur. La priorité a été accordée à des cours ayant un rapport direct avec l'activité professionnelle, tels que l'initiation à l'utilisation du matériel de traitement de textes et le perfectionnement des techniques de rédaction et d'expression orale.

27. On a poursuivi les négociations visant à élargir les accords conclus avec les hôpitaux en vue d'exempter les fonctionnaires du versement d'une caution

en cas d'hospitalisation. Une série d'initiatives ont été prises en vue d'obtenir une assistance auprès de diverses institutions, en tout premier lieu l'Ordre des médecins, en vue de réduire le coût des traitements médicaux à Vienne. Suite à une correspondance avec les autorités autrichiennes, les fonctionnaires des unités de l'Organisation des Nations Unies à Vienne et de l'UNRWA ont été admis à participer au régime autrichien de sécurité sociale. Des dispositions en vue d'une étude actuarielle pour un régime d'assurance maladie autonome ont été prises avec l'Organisation internationale du Travail. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) participera à cette étude en vue de l'institution d'un régime d'assurance maladie auquel participeraient tous les fonctionnaires des organisations internationales en poste à Vienne. Cette étude devrait être achevée dans le courant du premier semestre de 1984.

PERSONNEL AFFECTÉ AUX PROJETS

28. En 1983, la Section de recrutement des agents engagés au titre de projets (SRAP) a absorbé quelque 53,9 % des dépenses totales de coopération technique de l'ONUDI (48,2 % en 1982). Au cours de la période considérée, 1 076 experts ont été recrutés (1 005 en 1982) et 582 ont vu leur contrat prolongé (709 en 1982); le total des mois de travail s'est élevé à 7 375 (6 826 en 1982).

29. La durée moyenne des nouvelles nominations a de nouveau baissé, tombant à 2,68 mois par expert en 1983, bien que l'on ait recruté 71 experts de plus qu'en 1982. En 1983, les nominations étaient en moyenne inférieures de 3,76 mois aux nominations de 1972 (il n'a pas été tenu compte dans ces chiffres des 198 nominations de durée moyenne correspondant à un projet en Jamahiriya arabe libyenne, car elles ne sont pas représentatives de l'ensemble des projets de coopération technique — voir par. 36 ci-après). L'évolution à long terme vers une réduction de la durée des nominations d'experts est illustrée par les chiffres ci-après correspondant aux 12 dernières années :

1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
6,45	6,22	5,62	5,31	5,31	4,61	4,59	4,27	4,45	4,03	3,52	2,68

Comme on l'a vu dans les précédents rapports, cette tendance est essentiellement le résultat de restrictions budgétaires et du coût croissant des services d'experts.

30. En 1983, la SRAP a de nouveau eu des difficultés à recruter des experts des pays développés et en développement. Soucieuse de pallier les difficultés financières dues aux limitations des fonds du PNUD et d'autres sources de financement, l'ONUDI a recherché des moyens moins coûteux de s'assurer les compétences et le savoir-faire nécessaires aux projets de coopération technique. La SRAP a en outre participé à des consultations interinstitutions sur l'élaboration de normes et d'accords contractuels permettant le recrutement d'experts locaux en remplacement des experts internationaux.

31. Afin de leur faire parvenir en temps opportun toute l'information dont ont besoin les services nationaux de recrutement et les bureaux extérieurs du PNUD dans le domaine du recrutement, le bulletin mensuel : "Status of

recruitment of UNIDO field project posts" a été modifié pour tenir lieu de liste d'avis de vacance de postes. Chaque vacance de poste, jusqu'alors simplement indiquée par un intitulé, est désormais accompagnée d'une brève définition d'emploi.

32. Sur le plan administratif, on notera que le système informatisé de planification et de contrôle de la procédure de recrutement, introduit en 1980, a fait ses preuves et confère aux données et statistiques de la SRAP la précision et la fiabilité requises.

Origine des candidats

33. Le tableau 1 de l'appendice H indique le nombre d'experts recrutés dans les divers pays en 1983. On s'est de nouveau efforcé d'obtenir une répartition géographique plus équilibrée en ce qui concerne la sélection des experts et la participation de tous les pays au programme de coopération technique de l'ONUDI. Au tableau 2 du même appendice figure une liste cumulative de tous les experts, classés par pays, recrutés entre 1971 et 1983. La répartition des groupes de pays des experts recrutés en 1983 figure au tableau 3 ci-après.

TABLEAU 3. REPARTITION DES EXPERTS PAR GROUPE DE PAYS
(Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983)

	Nombre d'experts					Pourcentage
	Inscrits au fichier de l'ONUDI ^a	Pourcentage du fichier	Présentés aux gouvernements	Choisis par les gouvernements ^b	Engagés ^c	
Pays en développement ^d	5 001	37,00	353	290	242	22,30
Groupe B ^e	6 982	51,65	938	787	563	52,51
Groupe D ^f	1 532	11,34	240 ^g	322	270	15,19
TOTAL	13 515	100,00	1 531	1 399	1 075	100,00

^aA l'exclusion de 10 apatrides.

^bY compris les candidats des gouvernements.

^cA l'exclusion d'un apatride.

^dGroupes A et C plus l'Albanie, Chypre, la Grèce, Malte, le Portugal, la Roumanie et la Turquie.

^eA l'exclusion de Chypre, de la Grèce, de Malte, du Portugal et de la Turquie.

^fA l'exclusion de l'Albanie et de la Roumanie.

^gA l'exclusion de 82 experts recrutés nommément à la demande de gouvernements bénéficiaires.

Les femmes représentaient 28 % des 1 076 experts nouvellement recrutés; si l'on tient compte des renouvellements, 40 experts du sexe féminin au total ont travaillé pour l'ONUDI en 1983.

34. A la fin de 1983, on trouvait dans le fichier d'experts de l'ONUDI les noms de 13 515 candidats. Les 10 pays les plus représentés sur le fichier étaient l'Inde (1 484), le Royaume-Uni (1 329), les Etats-Unis d'Amérique (715), la France (676), la République fédérale d'Allemagne (534), l'Egypte (324), l'Italie (293), la Pologne (279), l'URSS (265) et la Hongrie (256).

35. Bien que certains pays industrialisés à économie de marché se situent en très bonne place quant au nombre de candidats possédant les qualifications requises inscrits au fichier d'experts de l'ONUDI, on a éprouvé des difficultés à recruter des experts venant de ces pays. Malgré le taux de chômage relativement élevé dans de nombreux pays développés, le nombre de candidats de ces pays susceptibles d'être affectés à des projets hors siège de l'ONUDI — particulièrement pour des missions de longue durée — n'a pas augmenté. Il se peut que de nombreux candidats éventuels possédant les qualifications voulues aient hésité à courir le risque de perdre un emploi stable dans leur pays ou de compromettre leur carrière ou leurs affaires dans une économie de marché extrêmement compétitive en optant pour une affectation temporaire ne présentant aucune garantie de durée. En outre, les salaires et les avantages offerts par l'Organisation des Nations Unies ne sont plus depuis longtemps suffisants pour compenser ces inconvénients.

36. Le grand projet concernant l'industrie du ciment en cours d'exécution en Jamahiriya arabe libyenne² continue d'employer bon nombre des nouveaux experts polonais recrutés pour une durée moyenne (198 en 1983, 37 en 1982). Ces recrutements ont été effectués dans le cadre d'un accord de prêt conclu avec "POLSERVICE".

37. Un effort concentré a été fait pour recruter davantage d'experts venant des pays en développement; cependant, on n'a noté aucun progrès sensible en 1983 vers une augmentation du nombre de ces experts affectés aux projets de coopération technique de l'ONUDI. Il est indispensable que les pays en développement coopèrent entre eux pour trouver des candidats potentiels par le biais des comités nationaux ou de tout autre organisme compétent, mais cette coopération peut être longue à porter ses fruits. Aussi l'ONUDI continue-t-elle de multiplier ses contacts non seulement avec les comités nationaux, mais aussi avec les services nationaux de recrutement et autres organismes, ainsi qu'avec les homologues nationaux, en vue de disposer d'un plus grand nombre de candidats de pays en développement possédant les qualifications requises.

SERVICE DES ACHATS ET DES MARCHES

38. Au sein de l'ONUDI, le Service des achats et des marchés (SAM) de la Division des opérations industrielles est chargé de la mise en oeuvre des éléments qui, dans les projets de coopération technique, nécessitent l'acquisition d'équipements, de matériel et de fournitures et l'obtention des services de sociétés et d'organismes d'ingénieurs-conseils.

39. En 1983, le SAM a continué à procurer à l'ONUDI le matériel et ses services nécessaires à des programmes de coopération technique et à pourvoir aux besoins correspondants de l'Office des Nations Unies à Vienne, de la Division des stupéfiants, du Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, de l'Organe international de contrôle des stupéfiants et du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants. L'acquisition, pour le compte du secrétariat de l'ONUDI, d'équipe-

²ID/B/300, chap. III, par. 26.

ments, de matériel, de fournitures et de services destinés en particulier aux services communs et à la gestion et à l'entretien des bâtiments du CIV, a été un autre volet important de ses attributions.

Services relatifs à l'assistance technique

40. Au cours de l'année considérée, le SAM, comme les services analogues du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York et des autres organismes des Nations Unies, a été invité par le PNUD à appliquer d'une manière plus rigoureuse les critères régissant l'engagement de dépenses relatives à l'acquisition de matériel et à la conclusion de contrats de services. Jointe à une réduction subite des nouvelles demandes de fourniture de matériel ou de services, cette mesure, qui visait à ramener le montant des engagements de dépenses à un niveau correspondant aux plafonds annuels fixés pour ces deux éléments de projet, a effectivement fait tomber la valeur totale des achats opérés par le SAM à 22,5 millions de dollars.

41. On trouvera au tableau 4 ci-dessous la valeur du matériel acheté et des contrats de services passés par le SAM au cours de la période quinquennale 1979-1983.

TABLEAU 4. VALEUR DU MATERIEL ACHETE ET DES CONTRATS DE SERVICES PASSES, 1979-1983

(En millions de dollars des Etats-Unis)

Elément	1979	1980	1981	1982	1983
Matériel	16,0	18,0	19,3	24,4	14,7
Contrats	10,8	9,3	15,8	9,2	7,8
TOTAL	26,8	27,3	35,1	33,6	22,5

Il convient de signaler que la différence que l'on relève entre 1983 et les années précédentes en ce qui concerne la valeur totale du matériel et des services acquis s'explique par l'application des critères dont il a été question plus haut : n'est pris en considération dans le montant indiqué que le coût du matériel et des services acquis pour lesquels des fonds ont été décaissés en 1983. Sur ce total de 22,5 millions de dollars, 14,7 millions de dollars correspondaient à des commandes de matériel et 7,8 millions de dollars étaient dépensés pour des contrats. En 1982, les chiffres correspondants avaient été de 33,6 millions de dollars, de 24,4 millions de dollars et de 9,2 millions de dollars, respectivement.

42. Alors qu'aucun grand contrat d'un montant égal ou supérieur à 1 million de dollars n'avait été conclu en 1982, trois marchés de services importants ont été passés en 1983 :

a) 1,6 million de dollars pour la modernisation des usines textiles au Viet Nam, financée par le PNUD;

b) 1,7 million de dollars pour une installation d'extraction d'huile de son de riz au Bangladesh (dont 1 450 000 dollars provenaient du Fonds



Laboratoire de contrôle de la qualité des cuirs, Nairobi (Kenya)

d'équipement des Nations Unies, l'ONUDI faisant fonction d'agent d'exécution);

c) 1,2 million de dollars pour la mise au point de caoutchouc naturel liquide, au titre d'un projet financé par une contribution spéciale au Fonds des Nations Unies pour le développement industriel.

Le montant total (22,5 millions de dollars) indiqué pour 1983 ne comprend cependant que les portions des marchés ci-dessus qui devaient donner lieu à des paiements en 1983.

43. A la différence des contrats de services, les activités relatives à l'acquisition de matériel ont connu une baisse très nette. La valeur moyenne des demandes de matériel et des commandes passées a sensiblement diminué, même si le nombre total des articles acquis n'a guère changé par rapport aux années précédentes.

44. Comme par le passé, c'est aux projets intéressant les secteurs agro-industriel, métallurgique, mécanique et chimique qu'a été consacrée la plus grande partie — environ 83 % du total — des achats de matériel et des contrats de services.

45. L'action engagée par le SAM pour recenser les possibilités de participation des pays en développement à la fourniture de matériel et de services destinés aux activités de coopération technique de l'ONUDI a été poursuivie avec une détermination encore plus grande afin d'accroître d'une manière générale cette participation.

46. On a continué à développer le fichier des fabricants et des fournisseurs de matériel et le programme d'ordinateur correspondant mis au point en 1982³. Par ailleurs, le fichier informatisé des contrats contient désormais quelque 3 000 sociétés d'ingénieurs-conseils de 85 pays. Les deux fichiers comprennent maintenant un nombre de sociétés des pays en développement plus élevé que jamais.

47. La participation des pays en développement a également été stimulée par l'organisation d'une série de missions chargées de familiariser les fabricants et les techniciens avec les pratiques du SAM. Celui-ci a notamment représenté l'ONUDI à une réunion du Groupe des 77, tenue à Rio de Janeiro du 5 au 9 décembre 1983, qui avait pour objet principal de déterminer les moyens "de diffuser, parmi les pays en développement, les renseignements pertinents concernant les projets de développement mis en application dans des pays en développement, afin de permettre à d'autres pays en développement de participer aux appels d'offres internationaux pour ces projets"⁴. La réunion a également étudié les mesures que les agents d'exécution pourraient prendre pour éliminer les handicaps qui désavantagent les fabricants de matériel et les organismes d'ingénieurs-conseils des pays en développement par rapport à leurs homologues des pays développés.

48. Bien que l'on n'ait ménagé aucun effort pour offrir aux fabricants et ingénieurs-conseils des pays en développement un maximum d'occasions de participer à des adjudications et de présenter des soumissions, les résultats obtenus continuent à être modestes.

49. En fait, en ce qui concerne l'élément contrat, sur les 111 nouveaux marchés passés en 1983, 32, d'un montant de 2,6 millions de dollars, ont été attribués à des organismes d'ingénieurs-conseils des pays en développement, contre 21 pour une valeur de 900 000 dollars en 1982. Le chiffre enregistré au cours de l'année considérée correspond à 33 % de la valeur de l'ensemble des nouveaux marchés passés.

50. En 1983, sur un total de 1 865 commandes, 144, d'une valeur totale de 1,4 million de dollars (9,5 % du total), ont été passées auprès de fabricants et fournisseurs de matériel des pays en développement, contre 104 commandes, d'un montant total de 1,3 million de dollars, en 1982.

51. En plus des travaux courants et des activités esquissées ci-dessus, l'achèvement de deux grands contrats concernant la construction clefs en main

³ID/B/300, chap. VIII, par. 41.

⁴Programme d'action de Caracas, par. 74 (A/36/333, annexe).

de deux installations pilotes a demandé beaucoup de temps et d'efforts. En 1983, les installations ci-après ont été soumises aux essais permettant de vérifier leur bon fonctionnement et sont devenues pleinement opérationnelles :

a) Fonderie pilote et de démonstration au Népal d'une capacité nominale de 600 tonnes qui doit s'élever, à l'issue d'une période appropriée de consolidation et de formation de personnel local, à un niveau de production de 1 000 tonnes de pièces moulées par an;

b) Installation pilote pour la récupération de méthane se dégageant du lac Kivu (Rwanda) où les essais ont montré que la production était supérieure de 26 % à la capacité prévue et que la qualité du gaz extrait dépassait de 10 % celle qui était stipulée dans le contrat.

52. Un autre fait marquant a été la réception et la mise en service d'une unité de production pharmaceutique à Conakry (Guinée), pour laquelle le SAM avait passé deux contrats concernant la construction des bâtiments et plusieurs commandes de matériel.

53. La valeur cumulée du matériel acheté ayant augmenté sans cesse au cours des dernières années, il faut accorder l'attention voulue à la tenue des stocks et à la comptabilité. La valeur du matériel en instance de transfert aux gouvernements s'est élevée jusqu'à près de 70 millions de dollars et les transferts de propriété ont atteint un niveau sans précédent.

54. Même si le taux d'inflation n'a pas fléchi dans la plupart des pays, il n'a eu aucun effet sensible sur le coût du matériel et des services. En fait, on peut dire que le coût des services et du matériel que l'ONUDI s'est procuré en 1983 est resté à peu près inchangé par rapport à 1982. En observant rigoureusement le principe des adjudications et appels d'offres internationaux organisés sur une base géographique aussi large que possible, le SAM a aussi contribué à la maîtrise des coûts.

Autres services

55. Bien que les activités susmentionnées intéressent le plus souvent la Division des opérations industrielles, le SAM a également fourni des services à la Division des études industrielles, à la Division de la coordination des politiques et à la Division des services de conférence, de l'information et des relations extérieures, et ce pour un montant de 200 000 dollars. Le SAM a aussi effectué des achats d'équipements, de matériel et de fournitures à concurrence de 4,4 millions de dollars, et conclu des contrats de services d'une valeur de 3,9 millions de dollars pour l'Office des Nations Unies à Vienne, la Division des stupéfiants, le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, l'Organe international de contrôle des stupéfiants, le Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants et la Division de l'administration de l'ONUDI, en liaison avec la gestion et l'entretien des bâtiments du CIV et le fonctionnement des services communs dont l'ONUDI a la charge.

SERVICES DE CONFERENCE

56. Le volume de travail à accomplir par le Service des conférences de l'ONUDI a continué à augmenter, particulièrement en ce qui concerne les réunions et conférences des Nations Unies qui se tiennent à Vienne. Le tableau 5 ci-après indique le volume des services de traduction et d'interprétation fournis par le Service des conférences en 1983, tant à l'ONUDI qu'à l'Organisation des Nations Unies.

TABLEAU 5. SERVICES DE TRADUCTION ET D'INTERPRETATION FOURNIS PAR LE SERVICE DES CONFERENCES EN 1982 ET 1983

(Nombre de pages traduites et de jours de travail d'interprète)

Organisation	1982	1983	Augmentation ou (diminution) (en pourcentage)
<i>A. Traduction (nombre de pages traduites)</i>			
ONUDI	31 610	35 060	11
Organisation des Nations Unies ^a	27 848	34 243	23
TOTAL	59 458	69 303	16,6
<i>B. Interprétation (journées de travail d'interprète)</i>			
ONUDI	1 976	2 079	5,21
Organisation des Nations Unies ^{a, b}	3 911	3 209	(17,95)
TOTAL	5 887	5 288	(10,17)

^aY compris les réunions et conférences tenues à Vienne par les unités des Nations Unies installées au CIV, par le Siège de l'Organisation des Nations Unies et par d'autres organes et organismes des Nations Unies.

^bY compris deux réunions de l'Organisation des Nations Unies tenues hors de Vienne.

57. La mise en place de systèmes de traitement de textes a permis d'augmenter sensiblement la productivité des centraux dactylographiques anglais, espagnol et français et de réduire en conséquence les heures supplémentaires.

58. En 1983, des services de conférence ont été assurés pour un total de 1 652 séances d'une demi-journée, avec ou sans interprétation. Ce total, dont on trouvera la ventilation au tableau 6 ci-après, comprend 123 séances de la Conférence des Nations Unies sur la succession d'Etats en matière de biens, archives et dettes d'Etat, qui s'est tenue à Vienne du 1er mars au 8 avril 1983 et à laquelle l'ONUDI a fourni la totalité des services de conférence nécessaires.

59. Par rapport à 1982, le volume de travail assuré en 1983 par le Groupe des impressions de la Section des publications a augmenté de 10 % pour ce qui est du total des pages manuscrites reçues et des pages publiées après impression, et de 40 % pour ce qui est des formulaires et autres travaux de photogravure. Fin 1983, a été apportée une innovation technique : une machine de traitement de textes a été reliée à une photocomposeuse par l'intermédiaire d'une interface, ce qui a permis d'accélérer l'impression des documents.

TABLEAU 6. CONFÉRENCES ET RÉUNIONS AVEC OU SANS INTERPRÉTATION, DONT LE SERVICE A ÉTÉ ASSURÉ PAR LE GROUPE DE LA PLANIFICATION ET DU SERVICE DES SÉANCES DE L'ONUDI

Nombre de réunions^a

Conférences/ réunions	ONUDI			Nations Unies ^b		
	Avec interprétation	Sans interprétation	Total	Avec interprétation	Sans interprétation	Total
Tenues à Vienne	175	251	426	352	271	623
Tenues ailleurs	143	440	583	20	—	20
TOTAL	318	691	1 009	372	271	643

^aDans le présent tableau, une réunion correspond à une séance d'une demi-journée (durée normale : 3 heures).

^bY compris les réunions des unités des Nations Unies installées au CIV et celles du Siège de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organes et organismes des Nations Unies.

60. Le volume de travail du Groupe des documents, qui est chargé de la distribution et de la reproduction des documents, a augmenté de 20 % en 1983, surtout en raison de l'accroissement du nombre de réunions et de conférences tenues à Vienne et ailleurs. Le Groupe des documents a également fourni les services voulus aux unités des Nations Unies installées au CIV.

SERVICES COMMUNS

61. Comme indiqué dans le *Rapport* de l'année dernière⁵, l'ONUDI a assuré, à partir du 1er janvier 1982, le fonctionnement et l'entretien des installations de chauffage, de climatisation et de ventilation du CIV, tout en se chargeant de certaines opérations d'entretien du central téléphonique qui auparavant relevaient, elles aussi, d'un entrepreneur extérieur.

62. La prise en charge de l'entretien et de l'exploitation des installations de chauffage, de climatisation et de ventilation, la réduction du prix contractuel de l'entretien du téléphone et le programme pour l'économie d'énergie ont contribué à une diminution des dépenses de fonctionnement et d'entretien en 1982-1983; ces dépenses ont été de 27,8 % inférieures à celles enregistrées pour la période 1980-1981, représentant une économie de 13,9 millions de schillings autrichiens pour l'exercice biennal 1982-1983.

63. Depuis l'ouverture du CIV en 1979, le coût de l'énergie électrique s'est accru de près de 50 %. Toutefois, en dépit de ce renchérissement et de l'augmentation importante du nombre de machines de bureau, d'équipements et d'appareils électriques, l'application du programme d'économie d'énergie pour l'ensemble du CIV a eu pour conséquence directe de réduire la consommation d'énergie. Au total, la consommation d'énergie électrique en 1983 a baissé d'environ 14 % par rapport à 1980 — la première année complète d'exploitation au CIV —, et de 8 % environ par rapport à 1982.

⁵ID/B/300, chap. VIII, par. 48 à 50.

64. En ce qui concerne les services de restauration, on a réussi, malgré l'inflation, l'augmentation des salaires et le renchérissement des matières premières, à remettre à plus tard le relèvement des prix prévu pour le deuxième trimestre de 1983. Le compte d'exploitation de ces services s'est soldé à la fin de l'année par un modeste excédent.

65. Le programme de cours de langues, service commun géré par l'ONUDI, dispense une formation dans les six langues officielles des Nations Unies, ainsi qu'en allemand, aux fonctionnaires de toutes les organisations installées au CIV et à leurs personnes à charge d'âge adulte. En septembre 1983, 999 personnes au total étaient inscrites au programme, 830 au programme ordinaire et 169 au programme autofinancé des personnes à charge. A la demande de l'AIEA, le Groupe des cours de langues organisait des cours en anglais, français et allemand pour le personnel du laboratoire de l'AIEA à Seibersdorf. Egalement à la demande de l'AIEA, un cours spécial d'allemand, axé sur la communication orale, était organisé à l'intention de stagiaires de pays en développement devant recevoir une formation en République fédérale d'Allemagne. Le coût de ces programmes spéciaux a été pris en charge par l'AIEA. Le Groupe des cours de langues a en outre continué à organiser les examens d'aptitudes linguistiques au sein des Nations Unies et à préparer les examens d'aptitude de langue allemande, selon une formule qui a été adoptée également par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé. En juillet 1983, 132 fonctionnaires au total s'étaient présentés à ces examens. Le taux de réussite des candidats du CIV aux deux examens d'aptitudes des Nations Unies organisés en décembre 1982 et juillet 1983 était nettement supérieur à la moyenne pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Ce succès est attribuable dans une large mesure au niveau élevé de l'instruction, à l'emploi de techniques d'enseignement perfectionnées et à la mise au point de nouveaux matériels pédagogiques. A la demande du Siège de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe a continué à organiser des concours pour le recrutement d'interprètes, de traducteurs, d'éditeurs et de correcteurs d'épreuves.

ANNEXE STATISTIQUE

La présente annexe donne une vue d'ensemble du coût des activités de l'ONUDI, tant au siège que sur le terrain. Les données concernant 1983 ont été tirées des résultats du second passage en machine des comptes pour cette année, qui ont été obtenus à la mi-janvier 1984. Elles ont été utilisées afin de respecter les délais fixés pour la rédaction du présent rapport. Comme les années précédentes, on établira, si nécessaire, peu avant la réunion du Conseil du développement industriel, une annexe statistique mise à jour, qui paraîtra sous forme d'additif au rapport.

LISTE DES TABLEAUX

	<i>Pages</i>
1. Dépenses, 1972 à 1984	256
2. Programmes de coopération technique : allocations de crédits pour les projets et dépenses d'exécution, 1972 à 1984	257
3A. Activités de coopération technique : projets approuvés en 1982 et 1983, par source de financement	260
3B. Activités de coopération technique : coût des projets au 31 décembre 1983, par source de financement	261
4. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 1982 et 1983, par source de financement et par élément de projet	262
5. Activités de coopération technique : dépenses consacrées aux projets de 1976 à 1984, par programme et élément de programme	263
6. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique en 1983, par source de financement et par élément de programme	264
7. Dépenses consacrées aux activités de coopération technique, par zone géographique, 1977 à 1984	266
8. Activités de coopération technique : dépenses consacrées aux projets en 1983	268
9. Dépenses imputées au budget ordinaire et aux fonds pour frais généraux, par élément de programme et par objet de dépense, 1983	269

TABLEAU 1. DEPENSES, 1972 A 1984
(En millions de dollars des Etats-Unis)

	<i>Dépenses effectives</i>				<i>Prévisions 1984</i>
	<i>1972-1976</i>	<i>1977-1981</i>	<i>1982</i>	<i>1983</i>	
Programmes de coopération technique	141,8	334,4	91,9	78,0	89,6
Programme ordinaire	8,7	15,2	3,1	4,0	3,4
PNUD/CIP et contrepartie en espèces	98,7	229,9	64,2	46,2	49,8
PNUD/SIS	14,3	17,2	3,1	3,0	2,4
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	3,1	5,3	0,9	1,0	1,0
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	—	3,4	3,1	2,7	4,0
Autres fonds d'affectation spéciale	6,2	17,9	5,3	6,5	10,8 ^a
FNUDI	10,8	41,9	11,6	13,1	17,3
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	—	3,6	0,6	1,5	0,9
Siège	100,5	202,4	45,4	50,3	45,7
Budget ordinaire	85,2	160,7	35,6	39,8	36,2
Frais généraux	15,3	41,7	9,8	10,5	9,5
Dépenses totales	242,3	536,8	137,3	128,3	135,3
Part des programmes de coopération technique dans les dépenses totales (en pourcentage)	58,5	62,3	66,9	60,8	66,2

^aChiffres indicatifs, étant donné que les contributions aux fonds d'affectation spéciale sont variables et ne peuvent donc être estimées de manière précise.

TABLEAU 2. PROGRAMMES DE COOPERATION TECHNIQUE : ALLOCATIONS DE CREDITS POUR LES PROJETS ET DEPENSES D'EXECUTION, 1972 A 1984

(En millions de dollars des Etats-Unis)

	Crédits alloués et dépenses effectives				Prévisions 1984
	1972-1976	1977-1981	1982	1983	
A. Ensemble des sources de financement					
1. Report des crédits non utilisés	37,4	72,8	137,2	154,5	165,6
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	177,2	398,8	109,2	89,1	99,5
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	214,6	471,6	246,4	243,6	265,1
4. Dépenses de l'année	141,8	334,4	91,9	78,0	89,6
5. Crédits non utilisés; à reporter	72,8	137,2	154,5	165,6	175,5
B. Programme ordinaire^a					
1. Report des crédits non utilisés	—	—	—	2,7	—
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	8,7	15,2	5,8	1,3	5,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	8,7	15,2	5,8	4,0	5,0
4. Dépenses de l'année	8,7	15,2	3,1	4,0	3,4
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	—	2,7	—	1,6
C. PNUD/CIP et contreparties en espèces					
1. Report des crédits non utilisés	29,7	59,8	105,8	118,2	115,5
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	128,8	275,9	76,6	43,5	58,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	158,5	335,7	182,4	161,7	173,5
4. Dépenses de l'année	98,7	229,9	64,2	46,2	49,8
5. Crédits non utilisés; à reporter	59,8	105,8	118,2	115,5	123,7

TABLEAU 2 (suite)

	<i>Crédits alloués et dépenses effectives</i>				<i>Prévisions 1984</i>
	<i>1972-1976</i>	<i>1977-1981</i>	<i>1982</i>	<i>1983</i>	
D. PNUD/SIS^b					
1. Report des crédits non utilisés	5,3	5,8	2,8	5,0	2,4
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	<u>14,8</u>	<u>14,2</u>	<u>5,3</u>	<u>0,4</u>	<u>3,0</u>
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	20,1	20,0	8,1	5,4	5,4
4. Dépenses de l'année	<u>14,3</u>	<u>17,2</u>	<u>3,1</u>	<u>3,0</u>	<u>2,4</u>
5. Crédits non utilisés; à reporter	5,8	2,8	5,0	2,4	3,0
E. PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales					
1. Report des crédits non utilisés	—	1,7	0,9	0,7	1,0
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	<u>4,8</u>	<u>4,5</u>	<u>0,7</u>	<u>1,3</u>	<u>1,0</u>
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	4,8	6,2	1,6	2,0	2,0
4. Dépenses de l'année	<u>3,1</u>	<u>5,3</u>	<u>0,9</u>	<u>1,0</u>	<u>1,0</u>
5. Crédits non utilisés; à reporter	1,7	0,9	0,7	1,0	1,0
F. Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD^c					
1. Report des crédits non utilisés	—	—	4,7	2,9	2,7
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	<u>—</u>	<u>8,1</u>	<u>1,3</u>	<u>2,5</u>	<u>2,5</u>
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	—	8,1	6,0	5,4	5,2
4. Dépenses de l'année	<u>—</u>	<u>3,4</u>	<u>3,1</u>	<u>2,7</u>	<u>4,0</u>
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	4,7	2,9	2,7	1,2

<i>G. Autres fonds d'affectation spéciale^d</i>					
1. Report des crédits non utilisés	0,4	1,3	5,7	5,4	21,9
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	7,1	22,3	5,0	23,0	15,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	7,5	23,6	10,7	28,4	36,9
4. Dépenses de l'année	6,2	17,9	5,3	6,5	10,8
5. Crédits non utilisés; à reporter	1,3	5,7	5,4	21,9	26,1
<i>H. FNUDI^e</i>					
1. Report des crédits non utilisés	2,0	4,2	14,6	17,1	19,4
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	13,0	52,3	14,1	15,4	14,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	15,0	56,5	28,7	32,5	33,4
4. Dépenses de l'année	10,8	41,9	11,6	13,1	17,3
5. Crédits non utilisés; à reporter	4,2	14,6	17,1	19,4	16,1
<i>I. Fonds autres que ceux de l'ONUDI^f</i>					
1. Report des crédits non utilisés	—	—	1,9	1,7	1,9
2. Montant net des crédits ouverts dans l'année	—	5,5	0,4	1,7	1,0
3. Montant total des crédits ouverts pour les projets en cours d'exécution	—	5,5	2,3	3,4	2,9
4. Dépenses de l'année	—	3,6	0,6	1,5	0,9
5. Crédits non utilisés; à reporter	—	1,9	1,7	1,9	2,0

^aNe comprend pas le coût des projets approuvés mais non exécutés au cours de l'année (avant 1978) ou de l'exercice biennal (depuis 1978).

^bComprend les fonds d'affectation spéciale pour les SIS avant 1973.

^cComprend le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne, le Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement, le fonds d'affectation spéciale du PNUD pour les projets financés par le Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme et le Fonds d'équipement des Nations Unies.

^dComprend les fonds d'affectation spéciale à des fins particulières financés par des tiers, les fonds d'affectation spéciale à des fins particulières financés par les pays bénéficiaires, les fonds d'affectation spéciale des SIS, les contributions de contrepartie en espèces payées à l'ONUDI par les gouvernements et le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

^eComprend le fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

^fComprend les projets exécutés par d'autres institutions, auxquels l'ONUDI est associée.

TABLEAU 3A. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : PROJETS APPROUVES EN 1982 ET 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

Source de financement	Nouveaux projets approuvés			Projets révisés			Montant net total des crédits approuvés pour les nouveaux projets et les projets révisés (milliers de dollars)
	Nombre de projets	Montant net des crédits approuvés (milliers de dollars)	Montant moyen des crédits approuvés (milliers de dollars)	Nombre de projets	Montant net des augmentations ou réductions des crédits (milliers de dollars)	Montant moyen des augmentations ou réductions des crédits (milliers de dollars)	
				1982			
Programme ordinaire	189	5 761	30	—	—	—	5 761
PNUD/CIP et contreparties en espèces	141	64 960	461	595	11 664	20	76 624
PNUD/SIS	149	5 282	35	94	10	—	5 292
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	3	602	201	18	78	4	630
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	6	1 198	200	8	111	14	1 309
Autres fonds d'affectation spéciale	32	6 128	192	102	(1 137)	(11)	4 991
FNUDI	184	14 579	79	292	(453)	(2)	14 126
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	13	743	57	18	(346)	(19)	397
TOTAL	717	99 253	138	1 127	9 927	9	109 180
				1983			
Programme ordinaire	78	2 219	28	138	(160)	(1)	2 059
PNUD/CIP et contreparties en espèces	119	38 872	285	618	9 629	16	43 501
PNUD/SIS	42	1 096	26	356	(675)	(2)	421
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	5	916	183	16	354	22	1 270
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	5	2 239	448	12	218	18	2 457
Autres fonds d'affectation spéciale	40	13 021	326	89	9 934	112	22 955
FNUDI	196	15 224	78	276	155	1	15 379
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	24	1 885	79	34	(157)	(5)	1 728
TOTAL	509	70 472	138	1 539	19 298	13	89 770

TABLEAU 3B. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : COUT DES PROJETS AU 31 DECEMBRE 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT

<i>Source de financement</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Coût total des projets (milliers de dollars)</i>	<i>Coût moyen des projets (milliers de dollars)</i>
Programme ordinaire	259	7 820 ^a	30
PNUD/CIP et contreparties en espèces	796	406 774	511
PNUD/SIS	398	13 714	34
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	24	6 327	264
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	18	10 233	568
Autres fonds d'affectation spéciale	137	43 970	321
FNUDI	576	57 529	100
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	65	6 911	106
	TOTAL^b	553 278	243

^aDes projets d'une valeur totale de 707 000 dollars, approuvés en 1982-1983 mais non exécutés durant l'exercice biennal, seront une nouvelle fois soumis à l'approbation en 1984-1985.

^bVentilation d'après la situation des projets :

	<i>Nombre de projets</i>	<i>Coût total des projets (milliers de dollars)</i>
Projets nouveaux ou en cours	1 283	414 520
Projets pour lesquels les travaux ont été achevés	251	32 134
Projets dont les comptes sont clos	739	106 624
	2 273	553 278

TABLEAU 4. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1982 ET 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR ELEMENT DE PROJET

Source de financement	Agents engagés au titre de projets		Sous-traitance	Bourses et formation	Matériel	Dépenses diverses	Total
	Nombre de mois de services d'experts	Milliers de dollars	Milliers de dollars	Milliers de dollars	Milliers de dollars	Milliers de dollars	Milliers de dollars
1982 — Dépenses effectives							
Programme ordinaire	214	1 403	123	1 396	29	147	3 098
PNUD/CIP et contreparties en espèces	4 177	29 965	6 603	5 584	20 747	1 361	64 260
PNUD/SIS	318	2 226	540	115	167	34	3 082
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	27	197	343	70	230	29	869
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	85	745	190	122	2 017	32	3 106
Autres fonds d'affectation spéciale	1 450	4 960	—	214	105	50	5 329
FNUDI ^a	475	4 242	1 570	4 404	1 053	292	11 561
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	80	575	(119)	69	44	5	574
TOTAL	6 826	44 313	9 250	11 974	24 392	1 950	91 879
1983 — Dépenses effectives							
Programme ordinaire	242	1 995	99	1 640	124	133	3 991
PNUD/CIP et contreparties en espèces	3 651	26 561	2 794	5 332	10 200	1 333	46 220
PNUD/SIS	318	1 952	655	98	227	70	3 002
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	57	403	455	60	35	30	983
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	84	625	637	295	1 111	27	2 695
Autres fonds d'affectation spéciale	2 409	5 730	274	92	380	46	6 522
FNUDI ^a	540	4 194	2 847	3 745	1 861	402	13 049
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	74	592	2	155	800	8	1 557
TOTAL	7 375	42 052	7 763	11 417	14 738	2 049	78 019

^aComprend le fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

TABLEAU 5. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : DEPENSES CONSACREES AUX PROJETS DE 1976 A 1984, PAR PROGRAMME ET ELEMENT DE PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme/élément de programme	Dépenses effectives				Prévisions 1984
	1976	1977-1981	1982	1983	
Bureau du Directeur exécutif	—	—	39	4	—
Division de la coordination des politiques	69	3 552	832	578	625
Division des opérations industrielles					
Formulation et direction du programme	378	2 917	724	1 150	450
Planification industrielle	3 887	21 343	4 438	4 389	4 750
Infrastructure institutionnelle	8 236	47 559	11 912	10 402	11 500
Création et gestion d'usines	1 966	15 384	3 728	3 213	3 750
Formation	4 484	29 290	6 715	6 060	6 900
Etudes de réalisation	1 558	14 282	4 812	4 516	5 200
Agro-industries	4 697	40 303	12 181	10 919	10 850
Industries métallurgiques	3 687	36 888	9 241	5 682	6 300
Industries mécaniques	5 031	43 229	13 963	9 544	13 100
Industries chimiques	4 625	67 297	18 909	17 115	19 500
Programme de coopération en matière d'investissements	329	6 081	2 517	2 774	3 960
Division des études industrielles	699	6 007	1 639	1 508	2 615
Division des services de conférence, de l'information et des relations extérieures	—	178	126	142	100
Non spécifié	279	180	103	23	—
TOTAL	39 977	334 490	91 879	78 019	89 600

TABLEAU 6. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE EN 1983, PAR SOURCE DE FINANCEMENT ET PAR ELEMENT DE PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<i>Programme/élément de programme</i>	<i>Programme ordinaire</i>	<i>PNUD/CIP et contreparties en espèces</i>	<i>PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales</i>	<i>PNUD/SIS</i>	<i>Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD</i>	<i>Autres fonds d'affectation spéciale</i>	<i>FNUDI</i>	<i>Fonds autres que ceux de l'ONUDI</i>	<i>Total</i>
Bureau du Directeur exécutif									
Techniques industrielles liées à l'énergie	—	—	—	—	—	—	4	—	4
Coordination des politiques									
Elaboration et évaluation des programmes	4	—	—	—	—	—	—	—	4
Négociations	57	—	—	—	—	72	109	—	238
Etudes des rapports sur les activités hors siège	—	—	—	—	—	32	48	—	80
Organisations non gouvernementales	1	—	—	—	—	—	66	—	67
Pays les moins avancés	40	—	—	—	—	—	—	—	40
Coopération économique entre pays en développement	41	2	4	—	—	—	102	—	149
Total partiel	143	2	4	—	—	104	325	—	578
Opérations industrielles									
Programme de coopération en matière d'investissements	68	228	159	—	—	269	1 996	54	2 774
Planification industrielle	10	3 652	—	187	—	296	142	102	4 389
Infrastructure institutionnelle	138	9 112	108	159	82	394	400	9	10 402
Création et gestion d'usines	121	2 744	32	223	—	20	73	—	3 213
Formation	1 846	1 277	—	3	—	6	2 928	—	6 060
Etudes de réalisation	112	3 556	—	154	73	358	210	53	4 516
Agro-industries	164	6 930	261	487	471	170	1 714	722	10 919
Industries métallurgiques	99	3 012	264	517	719	234	612	25	5 682
Industries mécaniques	173	7 233	75	327	507	219	967	43	9 544
Industries chimiques	239	7 771	80	892	781	4 207	2 639	506	17 115
Formulation et direction du programme	430	428	—	30	—	—	262	—	1 150
Total partiel	3 400	46 143	979	2 979	2 633	6 173	11 943	1 514	75 764

Etudes industrielles	
Etudes mondiales et conceptuelles	—
Etudes par région et par pays	—
Etudes sectorielles	—
Mise au point et transfert des techniques	23
Service de consultation technologique	—
Information industrielle	—
Services généraux d'information industrielle	—
Formulation et direction du programme	360
	<hr/>
Total partiel	383
Services de conférence, information et relations extérieures	30
Non spécifié	35
	<hr/>
TOTAL GENERAL	3 991

—	—	—	—	—	40	—	40
(13)	—	(2)	—	222	159	—	366
—	—	—	—	—	59	—	59
94	—	25	59	23	381	16	621
—	—	—	—	—	22	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	11	—	11
—	—	—	—	—	2	27	389
<u>81</u>	<u>—</u>	<u>23</u>	<u>59</u>	<u>245</u>	<u>674</u>	<u>43</u>	<u>1 508</u>
—	—	—	—	—	112	—	142
(6)	—	—	3	—	(9)	—	23
<u>46 220</u>	<u>983</u>	<u>3 002</u>	<u>2 695</u>	<u>6 522</u>	<u>13 049</u>	<u>1 557</u>	<u>78 019</u>

TABLEAU 7. DEPENSES CONSACREES AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE, PAR ZONE GEOGRAPHIQUE, 1977 A 1984
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Zone	Dépenses effectives		Zone	Dépenses effectives					Prévisions 1984
	1977	1978		1979	1980	1981	1982	1983	
Afrique			Afrique						
Projets par pays	11 432	15 128	Projets par pays ^a	21 015	24 106	32 756	29 137	25 683	26 300
Projets régionaux	783	1 040	Projets régionaux	1 372	1 469	1 589	1 828	1 773	2 000
Total partiel	12 215	16 168	Total partiel	22 387	25 575	34 345	30 965	27 456	28 300
Amériques			Amériques						
Projets par pays	4 764	5 890	Projets par pays	9 716	8 782	9 477	9 601	9 168	8 800
Projets régionaux	777	728	Projets régionaux	445	920	855	1 141	877	1 000
Total partiel	5 541	6 618	Total partiel	10 161	9 702	10 332	10 742	10 045	9 800
Etats arabes^b			Etats arabes^b						
			Projets par pays	9 453	9 315	11 355	10 726	11 274	12 000
			Projets régionaux	346	405	456	997	593	900
				9 799	9 720	11 811	11 723	11 867	12 900
			Projets par pays (Etats arabes d'Afrique) ^c	(6 038)	(5 602)	(6 803)	(6 581)	(7 030)	(6 000)
			Total partiel	3 761	4 118	5 008	5 142	4 837	6 900

Asie et Pacifique			Asie et Pacifique						
Projets par pays	13 555	17 554	Projets par pays	18 288	22 097	27 185	32 658	23 599	30 700
Projets régionaux	459	553	Projets régionaux	1 583	1 131	1 539	1 034	1 062	1 000
Total partiel	14 014	18 107	Total partiel	19 871	23 228	28 724	33 692	24 661	31 700
Europe et Asie occidentale			Europe						
Projets par pays	6 648	8 511	Projets par pays	6 761	5 804	3 487	3 241	2 513	3 250
Projets régionaux	325	15	Projets régionaux	22	16	46	410	248	500
Total partiel	6 973	8 526	Total partiel	6 783	5 820	3 533	3 651	2 761	3 750
Projets mondiaux et interrégionaux	5 143	5 748	Projets mondiaux et interrégionaux	7 551	7 837	6 701	7 687	8 259	9 150
TOTAL GENERAL	43 886	55 167	TOTAL GENERAL	70 514	76 280	88 643	91 879	78 019	89 600

^aComprend les Etats arabes d'Afrique.

^bAvant 1979, les Etats arabes figuraient soit dans la rubrique "Afrique" (Algérie, Djibouti, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Soudan et Tunisie) soit dans la rubrique "Europe et Asie occidentale" (Arabie saoudite, Bahrein, Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Yémen et Yémen démocratique).

^cMontants défalqués car figurant déjà dans la rubrique "Afrique".

TABLEAU 8. ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE : DEPENSES CONSACREES AUX PROJETS EN 1983
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique ^a	Amériques	Asie et Pacifique	Etats arabes ^b	Europe	Projets mondiaux et interrégionaux	Total
A. Par source de financement et par zone géographique							
Programme ordinaire	1 146	320	522	261 (125)	17	1 850	3 991
PNUD/CIP et contreparties en espèces	15 523	5 939	19 317	6 043 (2 834)	2 189	43	46 220
PNUD/SIS	1 094	997	522	89 (38)	338	—	3 002
PNUD/Ressources spéciales du Programme et fonds pour les mesures spéciales	696	99	184	— —	—	4	933
Fonds d'affectation spéciale gérés par le PNUD	1 168	673	854	274 (274)	—	—	2 695
Autres fonds d'affectation spéciale	4 464	462	425	4 574 (3 752)	60	289	6 522
FNUDI	3 186	1 046	2 051	626 (7)	103	6 044	13 049
Fonds autres que ceux de l'ONUDI	179	509	786	— —	54	29	1 557
TOTAL	27 456	10 045	24 661	11 867 (7 030)	2 761	8 259	78 019
B. Par élément de projet et par zone géographique							
Agents engagés au titre de projets	18 985	5 744	9 888	9 782 (5 758)	878	2 533	42 051
Sous-traitance	2 982	372	2 740	413 (195)	261	1 190	7 963
Bourses et formation	1 759	1 042	4 144	366 (185)	394	3 897	11 417
Matériel	2 905	2 600	7 438	1 145 (822)	1 129	343	14 738
Divers	825	287	451	161 (70)	99	296	2 049
TOTAL	27 456	10 045	24 661	11 867 (7 030)	2 761	8 259	78 019

^aComprend les montants afférents aux projets par pays dans les Etats arabes d'Afrique.

^bLes montants figurant entre parenthèses se rapportent aux projets par pays entrepris dans les Etats arabes d'Afrique seulement, et ont été déduits des montants indiqués dans la dernière colonne "Total", car ils apparaissent déjà à la rubrique "Afrique".

TABLEAU 9. DEPENSES IMPUTEES AU BUDGET ORDINAIRE ET AUX FONDS POUR FRAIS GENERAUX, PAR ELEMENT DE PROGRAMME ET PAR OBJET DE DEPENSE, 1983

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme/élément de programme	Dépenses de personnel	Consultants	Réunions d'experts	Autres dépenses	Total
Organes directeurs	1 265	210	258	—	1 733
Direction exécutive et administration ^a	1 477	70	54	196	1 797
Coordination des politiques					
Elaboration et évaluation des programmes	1 576	20	—	70	1 666
Coordination des programmes interorganisations	484	4	—	25	513
Négociations	1 438	249	234	151	2 072
Etudes des rapports sur les activités hors siège	668	—	—	329	997
Organisations non gouvernementales	369	19	—	3	391
Pays les moins avancés	549	—	—	19	568
Bureau de liaison à New York	329	—	—	90	419
Formulation et direction du programme	689	—	—	160	849
Coopération économique entre pays en développement	504	20	—	18	542
Total partiel	6 606	312	234	865	8 017
Opérations industrielles					
Programme de coopération en matière d'investissements	1 167	129	17	72	1 385
Planification industrielle	657	6	—	19	682
Infrastructure institutionnelle	1 114	—	—	16	1 130
Création et gestion d'usines	844	3	—	21	868
Formation	1 055	8	—	11	1 074
Etudes de réalisation	629	9	—	18	656
Agro-industries	981	57	1	42	1 081
Industries métallurgiques	623	14	37	10	684
Industries mécaniques	920	—	—	24	944
Industries chimiques	1 613	3	—	62	1 678
Recrutement des agents engagés au titre de projets ^b	1 509	—	—	7	1 516
Achats et marchés	1 129	—	—	15	1 144
Formulation et direction du programme	1 135	9	—	37	1 181
Total partiel	13 376	738	55	354	14 023
Etudes industrielles					
Etudes mondiales et conceptuelles	873	197	23	20	1 113
Etudes par région et par pays	1 226	156	52	32	1 466
Etudes sectorielles	1 099	380	28	48	1 555
Mise au point et transfert des techniques	769	257	20	10	1 056
Service de consultation technologique	208	29	—	1	238
Banque d'informations industrielles et technologiques (INTIB)	346	30	—	5	381
Information industrielle	495	—	—	58	553
Formulation et direction du programme	1 270	20	—	25	1 315
Total partiel	6 286	1 069	123	199	7 677
Services de conférence, information et relations extérieures					
Secrétariat du Conseil du développement industriel	280	—	—	—	280
Relations avec les gouvernements et organisations intergouvernementales	319	—	—	8	327
					269

TABLEAU 9 (suite)

<i>Programme/élément de programme</i>	<i>Dépenses de personnel</i>	<i>Consultants</i>	<i>Réunions d'experts</i>	<i>Autres dépenses</i>	<i>Total</i>
Services de conférence, information et relations extérieures (suite)					
Information	581	—	—	40	621
Formulation et direction du programme	241	—	—	33	274
Services de conférence	5 602	—	—	1 224	6 826
Total partiel	7 023	—	—	1 305	8 328
Services administratifs et services communs					
Service financier	2 340	—	—	39	2 379
Service du personnel	1 844	3	—	425	2 272
Services généraux	1 690	—	—	4	1 694
Traitement électronique des données	548	—	—	855	1 403
Direction du programme	435	26	—	498	959
Total partiel	6 857	29	—	1 821	8 707
TOTAL GENERAL	42 890	1 928	724	4 740	50 282

^aY compris la représentation de l'ONUDI à Genève.

^bY compris le Service de recrutement pour l'assistance technique à Genève et à New York.

Appendices

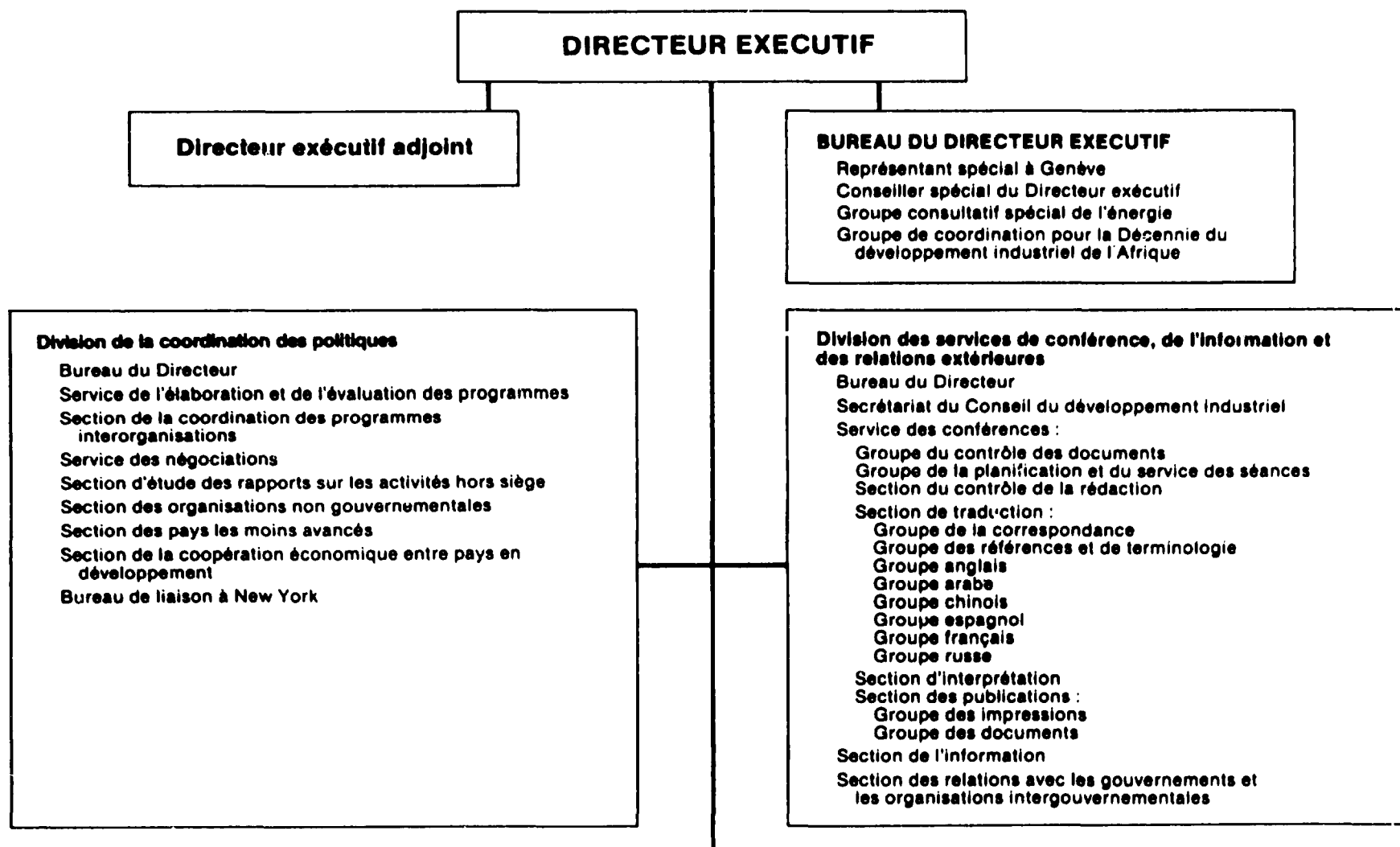
TABLE DES MATIERES

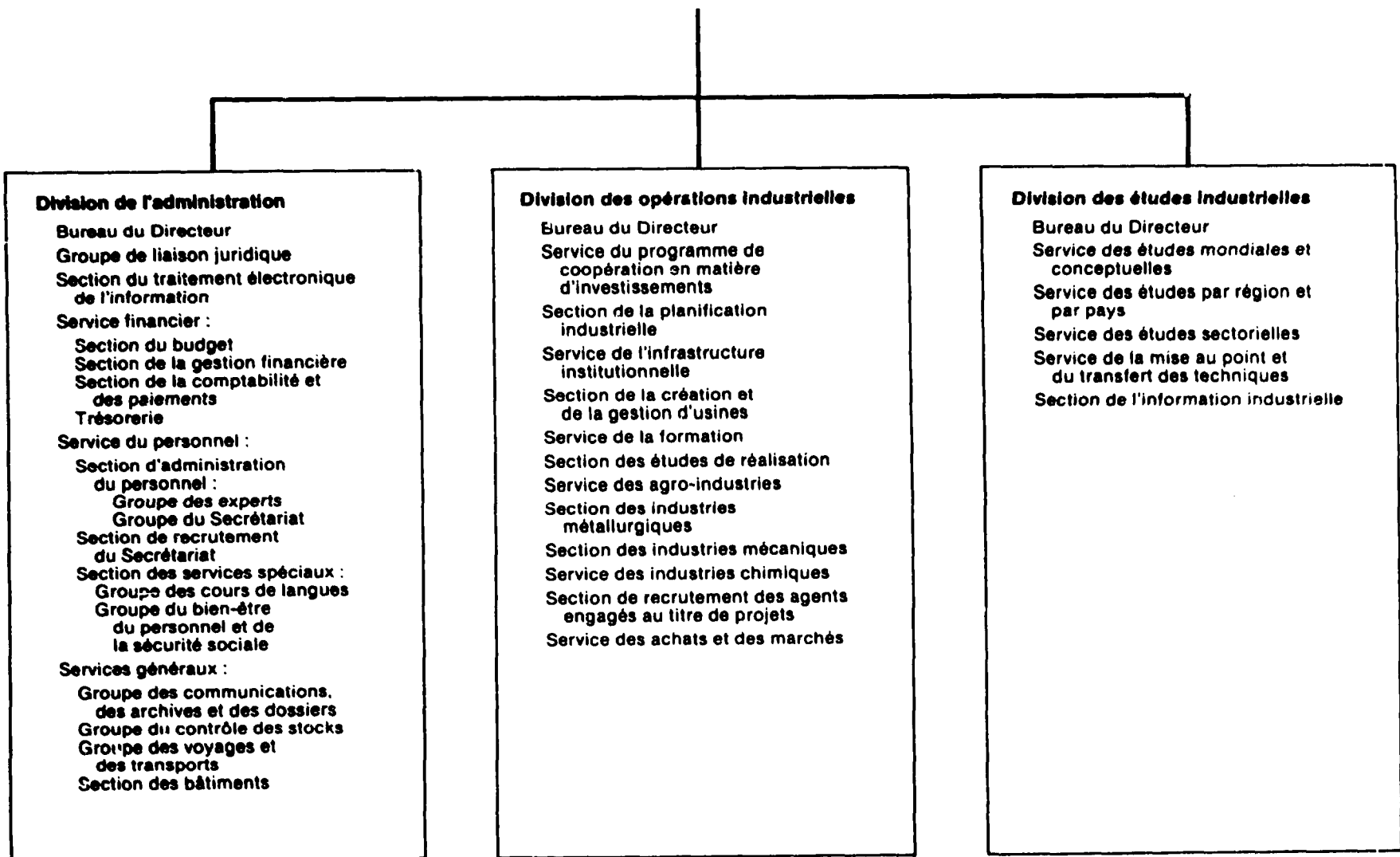
	<i>Pages</i>
A. Organigramme de l'ONUDI	272
B. Liste des études entreprises par la Division des études industrielles en 1983	274
C. Projets d'investissement industriel lancés par l'ONUDI en 1983	284
D. Répartition des postes de conseiller industriel principal hors siège et d'administrateur adjoint en 1983	286
E. Projets confiés à l'ONUDI au titre des programmes par pays	290
F. Programme ordinaire pour 1982 et 1983 : montant de l'assistance approuvé par le Conseil du développement industriel et montant de l'assistance fournie	292
G. Répartition du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur	293
H. Répartition géographique des experts	299
I. Principales publications de l'ONUDI : études, rapports et collections publiés en 1983 ..	301
J. Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI)	303
K. Assistance technique fournie par l'ONUDI aux pays en développement les moins avancés, du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 1983	310
L. Programmes de formation collective organisés et boursiers placés en 1983	316
M. Réunions d'experts, colloques, séminaires, journées d'étude, stages et autres réunions, à l'exception des stages de formation, qui ont eu lieu en 1983	322
N. Etudes en cours de rédaction ou achevées en 1983 (autres que celles établies par la Division des études industrielles)	329

APPENDICE A

Organigramme de l'ONUDI

(au 1^{er} décembre 1983)





APPENDICE B

Liste des études entreprises par la Division des études industrielles en 1983^a

Etudes mondiales et conceptuelles

Restructuration de l'industrie au niveau international : stratégies mondiales de coopération

Il s'agit d'élaborer diverses stratégies de coopération mondiale pour la restructuration de l'industrie au niveau international, en vue de donner aux pays en développement une part plus importante de la production industrielle : a) en établissant divers scénarios quantitatifs d'industrialisation; b) en élaborant des formes nouvelles de développement des institutions à l'intention des pays en développement; et c) en analysant le processus de restructuration au niveau mondial et régional.

Etudes achevées en 1983:

Regional integration among developing countries (UNIDO/IS.405) [Intégration régionale des pays en développement]

Industrial development strategies and policies for developing countries (UNIDO/IS.380) [Stratégies et politiques de développement industriel pour les pays en développement]

Restructuration internationale dans l'industrie automobile (sera publiée ultérieurement)

Restructuration de l'industrie au niveau international : les pays à économie planifiée d'Europe et les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

Restructuration internationale au niveau mondial : tendances, acteurs et perspectives (sera publiée ultérieurement)

Etudes en cours :

Le rôle potentiel des sociétés multinationales implantées dans les pays les moins avancés dans l'industrialisation du tiers monde

Les pays les moins avancés dans le processus international de restructuration industrielle

Zones industrielles d'exportation et industrialisation

L'industrialisation tributaire des devises étrangères

La crise de la dette extérieure dans les pays en développement — origine et solutions possibles

Modifications à long terme de la structure de la production industrielle dans les groupes de pays en développement et de pays industrialisés 1960-1980, et projections jusqu'en 1990

Incidences de la persistance de la récession économique mondiale sur l'industrialisation des pays en développement, avec quelques exemples de ces incidences sur des pays et des branches d'industrie particulières

Mécanismes de redéploiement industriel dans les pays en développement

Restructuration institutionnelle dans le système commercial international : analyse préliminaire

Coût en 1983 : 76 000 dollars

Etablissement d'un modèle mondial et développement d'une banque de données

Il s'agit ici d'appuyer les études sur les stratégies et politiques de développement industriel et sur la restructuration internationale de l'industrie, de faciliter l'analyse des incidences de l'objectif de Lima et ainsi d'aider les organismes nationaux et internationaux à élaborer des objectifs en vue d'une action commune.

^aLa présente liste est soumise au Conseil du développement industriel à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (document A/31/8/Add.7, par. 14).

Etudes achevées en 1983 :

World regional input-output tables (UNIDO/IS.371) [Tableaux d'entrée-sortie pour les diverses régions du monde]

Use of input-output models in the preparation of a price reform in China (UNIDO/IS.373) [Utilisation des modèles d'entrée-sortie pour la préparation d'une réforme des prix en Chine]

Second study on industrial carrying capacity (UNIDO/IS.374) [Deuxième étude sur la capacité porteuse de l'industrie]

The IDIOM user's handbook (UNIDO/IS.378) [Manuel pour l'utilisation d'IDIOM]

Tableaux d'entrée-sortie pour la Chine, 1975 (cet article paraîtra dans le numéro 10 de la revue *Industrie et développement*)

Tableaux d'entrée-sortie de la Banque de données de l'ONUDI (seront publiés ultérieurement en tant que publication des Nations Unies destinée à la vente)

Etudes en cours :

Recherche empirique sur certaines structures dynamiques du secteur manufacturier

Mise au point d'un scénario commercial pour la coopération Sud-Sud et l'industrialisation à long terme

Stratégies de développement et options de rechange à l'échelon international

Applications de l'ensemble du programme IDIOM aux pays en développement

Coût en 1983 : 44 000 dollars

Etudes conceptuelles et spéciales

Ces études spéciales concernent des questions prioritaires touchant l'industrialisation des pays en développement et sont établies pour répondre à des demandes émanant notamment du Comité administratif de coordination, du Comité de la planification du développement, du Conseil du développement industriel et d'autres organes analogues.

Etudes achevées en 1983 :

South-South and North-South co-operation on energy for the industrialization of the South (UNIDO/IS.369) [Coopération Sud-Sud et Nord-Sud en matière d'énergie en vue de l'industrialisation du Sud]

Etudes entreprises par l'ONUDI sur les aspects sociaux de l'industrialisation (ID/B/295/Add.1 et Corr.1)

Industrial development strategies and policies and socio-economic development in the developing countries (UNIDO/IS.380) [Stratégies et politiques de développement industriel et développement socio-économique des pays en développement]

Global socio-economic development in 1978 (UNIDO/IS.404) [Développement socio-économique dans le monde en 1978]

Biens d'équipement pour la mise en valeur de l'énergie (sera publiée ultérieurement)

Incidences régionales sur l'énergie de l'objectif de Lima (sera publiée ultérieurement)

Etudes en cours :

Problèmes de pénétration sur les marchés d'exportation pour les pays les moins avancés

Plan de complémentarité industrielle pour les pays de l'OPEP, les pays en développement dotés de secteurs manufacturiers évolués et les pays en développement les moins avancés

Exportations de produits primaires des pays en développement : problèmes actuels et politiques applicables

Mesures de la capacité industrielle et amélioration de l'utilisation de la capacité dans les pays en développement, notamment dans ceux d'Afrique

Interdépendance de l'industrialisation et du développement socio-économique

Changer l'ordre économique mondial : quelques orientations pour la recherche

Coût en 1983 : 28 500 dollars

Réalisation de l'objectif de Lima

Le but de ce projet est de suivre les progrès enregistrés en ce qui concerne la réalisation de l'objectif de Lima et d'autres objectifs de développement, et d'en rendre compte.

Etudes achevées en 1983 :

Examen des progrès enregistrés dans l'accélération de l'industrialisation des pays en développement (1981-1982) (ID/B/295/Add.2 et Corr.1 et 2)

Monitoring progress made in accelerating industrialization in the developing countries. Third survey, 1981-1982 (UNIDO/IS.370) [Examen des progrès enregistrés dans l'accélération de l'industrialisation dans les pays en développement. Troisième enquête, 1981-1982]

Rapport d'ensemble : rapport analytique sur l'accélération de l'industrialisation dans les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

La femme dans le développement de l'industrie textile et de l'industrie alimentaire (UNIDO/IS.391)

Etudes en cours :

Le rôle de la femme dans l'industrie

Développement industriel et coopération Sud-Sud

Coopération Sud-Sud dans les industries reposant sur l'exploitation des ressources minérales

Coût en 1983 : 42 000 dollars

Industrie et développement

Cette revue a pour objet de servir de lien entre les praticiens et les théoriciens s'occupant des aspects économiques et des aspects connexes de l'industrialisation. Elle met l'accent sur l'économie appliquée, notamment dans les domaines mis en relief dans les Déclarations et Plans d'action de Lima et de New Delhi.

Etudes achevées en 1983 :

Les numéros 7, 8 et 9 d'*Industrie et développement* ont été publiés

Les numéros 10, 11, 12, 13 d'*Industrie et développement* doivent être publiés en 1984

Coût en 1983 : cette activité n'a occasionné aucune dépense pour services de consultants

Etudes par régions et par pays

Etudes et analyses régionales et sous-régionales

L'objectif de cette activité de recherche est de suivre et d'analyser sur le plan régional et sous-régional les progrès enregistrés et les expériences acquises en ce qui concerne les programmes de coopération industrielle; d'orienter et d'appuyer les études et travaux de recherche menés par les divisions mixtes de l'industrie (ONUDI/Commissions régionales) et par d'autres organismes sous-régionaux et gouvernementaux; et, d'une manière générale, de soutenir les activités de coopération technique et autres de l'ONUDI en fournissant des informations et des analyses aux niveaux régional et sous-régional.

Etudes achevées en 1983 :

Industrial strategies and policies in developing South, Southeast and East Asia : a review (UNIDO/IS.412) [Stratégies et politiques industrielles des pays en développement de l'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est]

Regional industrial co-operation : experiences and perspectives of ASEAN and the Andean Pact (UNIDO/IS.401) [Coopération industrielle régionale : expériences et perspectives en ce qui concerne l'ANASE et le Pacte andin]

Survey of natural resources and semi-finished products in the Gulf region (Western Asia), in co-operation with the Gulf Co-operation Council^b (UNIDO/IS.423) [Etude des ressources naturelles et des produits semi-finis dans la région du Golfe (Asie occidentale), en coopération avec le Conseil de coopération du Golfe]

Mutations structurelles dans l'industrie du cuir et des articles en cuir en République fédérale d'Allemagne (sera publiée ultérieurement)

Mutations structurelles dans l'industrie du cuir et des articles en cuir en Suède (sera publiée ultérieurement)

Etudes en cours :

Perspectives industrielles à long terme de la région arabe^b

Etude sur les perspectives d'industrialisation des pays les moins avancés de la région arabe^b

Etude des stratégies et politiques industrielles en Afrique

Coût en 1983 : 9 000 dollars

Redéploiement industriel et aménagement de structure

L'objectif de ce projet est de suivre en permanence le processus de restructuration industrielle aux niveaux sectoriels et national, ainsi que l'évolution de la division internationale du travail et d'étudier les perspectives de redéploiement et les obstacles rencontrés dans ce domaine.

Etudes achevées en 1983 :

Wood processing industry in a "timber-deficit" country—Japan: structural changes, adjustment problems and policies (UNIDO/IS.403) [L'industrie du bois dans un pays déficitaire : le Japon : mutations structurelles politiques, problèmes et ajustement]

Etudes en cours :

Evolution de la situation internationale des Etats-Unis d'Amérique en ce qui concerne l'industrie manufacturière et la politique industrielle de ce pays : conséquences pour l'industrialisation de l'Amérique latine

Mutations structurelles dans l'industrie des pays européens membres du CMEA

Coût en 1983 : 23 000 dollars

Rôle du secteur public

Les études énumérées ci-après ont été publiées comme suite à des réunions d'experts consacrées antérieurement à cette question.

Etudes achevées en 1983 :

Evaluation of performance of industrial public enterprises; criteria and policies (UNIDO/IS.382) [Evaluation des résultats des entreprises industrielles publiques : critères et politiques]

The changing role of the public industrial sector in industrial development (UNIDO/IS.386) [Evolution du rôle du secteur public industriel dans le développement industriel]

The public sector and the industrialization of Venezuela (UNIDO/IS.381) [Le secteur public et l'industrialisation du Venezuela]

Coût en 1983 : 21 000 dollars

Enquêtes et études par pays

Les objectifs de cette activité de recherche sont les suivants :

a) Maintenir à l'étude le potentiel d'industrialisation et de croissance à long terme de différents pays en développement, afin de définir un cadre de référence pour la coopération et l'assistance de l'ONUDI en faveur de ces pays, compte tenu plus spécialement des pays en développement les moins avancés, sans littoral, insulaires ou les plus gravement touchés;

^bFinancement assuré au moyen de fonds extrabudgétaires.

b) Aider les pays en développement intéressés à résoudre des problèmes d'industrialisation importants en entreprenant l'étude de questions concrètes en coopération avec les organismes nationaux compétents;

c) Appuyer les activités de coopération technique et autres de l'ONUDI en fournissant des informations et analyses pertinentes au niveau national.

Etudes achevées en 1983 :

Fiches par pays : Afghanistan, Inde, République-Unie de Tanzanie

Etudes en cours :

Développement industriel et économique et perspectives dans ce domaine pour les pays suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Koweït, Mauritanie, Oman et Somalie^b

Etude du secteur industriel en Indonésie^b

Perspectives à long terme d'expansion et de restructuration du secteur manufacturier en Haïti^b

Potentiel de développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés : Népal

Fiches par pays : Argentine, Bangladesh, Costa Rica, Indonésie, Iran (République islamique d'), Kenya, Paraguay, Pérou, République-Unie du Cameroun, Soudan, Thaïlande et Uruguay

Coût en 1983 : 35 000 dollars

Etudes relatives à la Décennie du développement industriel de l'Afrique

Cette activité de recherche a pour objet de suivre et d'appuyer le programme d'action pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique.

Etudes achevées en 1983 :

Coopération industrielle par le biais de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). Etude préliminaire.

The potential for resource-based industrial development in the least developed countries : No. 5, Malawi (UNIDO/IS.389) [Potentiel de développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés : n° 5, Malawi]

The potential for resource-based industrial development in the least developed countries : No. 6, Somalia (UNIDO/IS.426) [Potentiel de développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés : n° 6, Somalie]

Etudes en cours :

Capacité d'absorption industrielle et financement de l'industrialisation dans les pays les moins avancés d'Afrique

Développement industriel à partir des ressources naturelles dans les pays les moins avancés : Gambie, Lesotho et Guinée-Bissau

Système de fixation des prix industriels et politique fiscale industrielle à Madagascar

Brève étude des stratégies et politiques industrielles dans les pays en développement d'Afrique

Structure industrielle et potentiel des ressources en Namibie^b

Coût en 1983 : 86 000 dollars

Etudes sectorielles

Ces études ont pour objet :

a) D'analyser les perspectives offertes à certains secteurs industriels dans les pays en développement au cours des 10 à 20 années à venir;

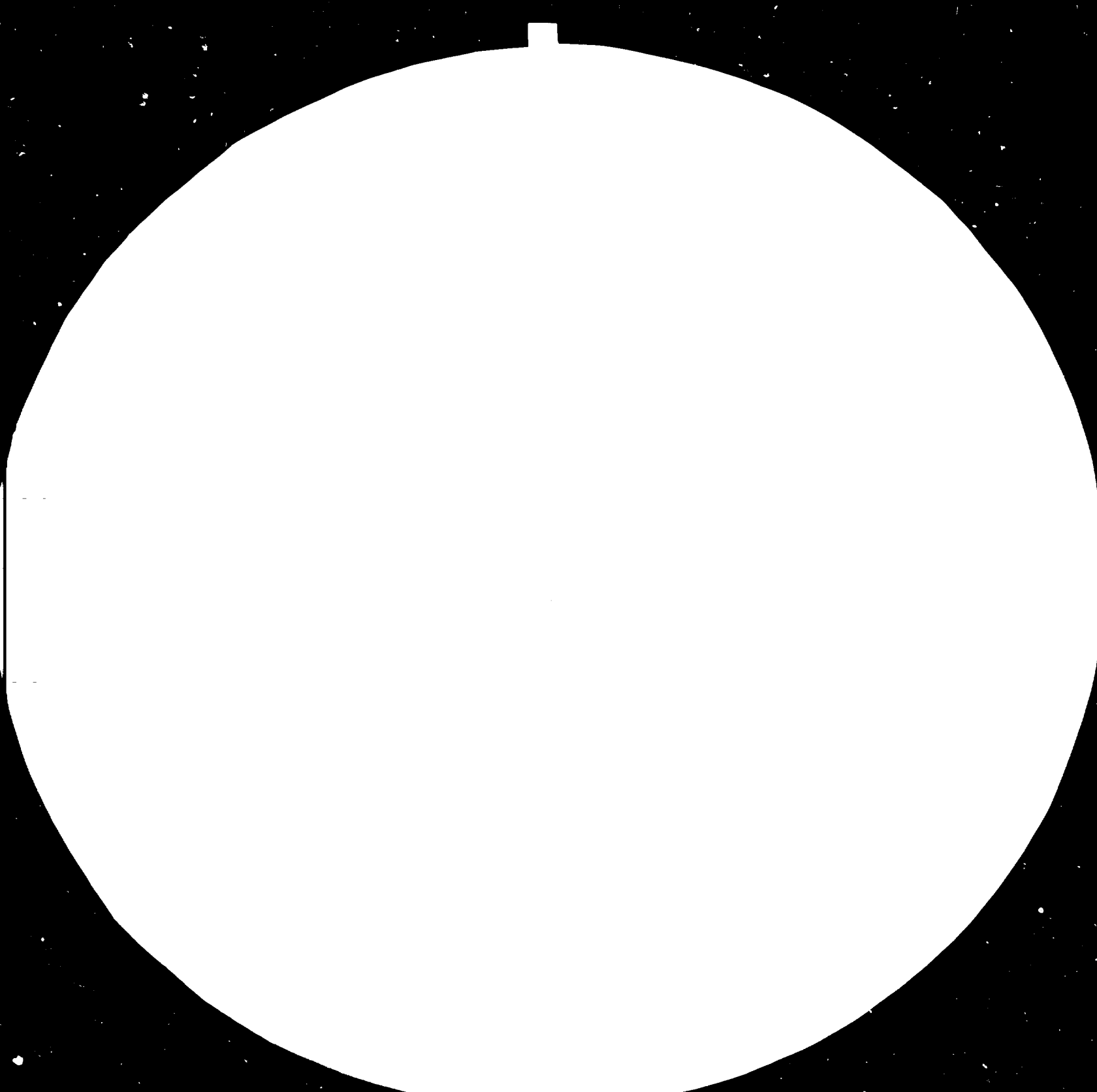


84.05.23

AD. 85.03

III I

5.5





3.6

4



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010A
ANSI Z39.18 TEST CHART #1-2

b) De contribuer à la restructuration de l'industrie mondiale grâce au redéploiement des capacités et à une accélération de l'industrialisation et de la croissance économique des pays en développement, notamment en déterminant les domaines prioritaires qui se prêteraient à une coopération industrielle internationale;

c) D'apporter une aide aux organisations internationales et régionales pour leurs activités relatives à l'industrie;

d) D'appuyer les activités de coopération technique de l'ONUDI.

Etudes achevées en 1983 :

Evaluation mondiale de l'industrie du cuir et des articles en cuir (sera publiée ultérieurement)

Perspectives en ce qui concerne la production de produits chimiques pour le tannage dans les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

First world-wide study of the wood and wood-processing industries (UNIDO/IS.398) [Première étude mondiale sur l'industrie du bois et des produits du bois]

Wood resources and their use as raw material (UNIDO/IS.399) [Ressources en bois et leur utilisation comme matières premières]

Tariff and non-tariff measures in the world trade of wood and wood-processing products (UNIDO/IS.396) [Mesures tarifaires et non tarifaires en vigueur dans le commerce mondial du bois et des produits du bois]

Environmental aspects of the wood and wood-processing industry (UNIDO/IS.394) [Aspects écologiques de l'industrie du bois et des produits du bois]

Potentials and requirements of increasing the degree of wood-processing in developing countries of Asia and the Pacific (UNIDO/IS.395) [Possibilités et conditions requises pour intensifier le degré de transformation du bois dans les pays en développement d'Asie et du Pacifique]

Health and safety problems in wood and wood-processing industries (UNIDO/IS.410) [Problèmes d'hygiène et de sécurité dans les industries du bois et des produits du bois]

The USSR forest and wood-working industries (UNIDO/IS.406) [L'industrie forestière et l'industrie du bois en URSS]

L'industrie du bois en tant que consommateur et fournisseur d'énergie (sera publiée ultérieurement)

Etude de la technologie et du progrès technologique dans l'industrie du bois et leurs conséquences pour les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

Prospects for production of vaccines and other immunizing agents in developing countries (UNIDO/IS.402) [Perspectives en ce qui concerne la production de vaccins et autres agents immunisants dans les pays en développement]

Capital cost control of fertilizer projects in developing countries (UNIDO/IS.422 et Add.1) [Contrôle des dépenses d'équipement dans les usines d'engrais des pays en développement]

Small-scale fertilizer projects in developing countries (UNIDO/IS.416 et Add.1) [Petites usines d'engrais dans les pays en développement]

Opportunities for co-operation among the developing countries for the establishment of the petrochemical industry (UNIDO/IS.376) [Possibilités de coopération entre pays en développement pour la création d'une industrie pétrochimique]

La demande mondiale de produits pétrochimiques et l'industrie pétrochimique arabe (sera publiée ultérieurement)

Etude d'une usine pétrochimique (sera publiée ultérieurement)

Etude technico-économique sur le développement de l'industrie des biens d'équipement dans le monde arabe :

- a) Capital goods in perspective—definition, importance and analysis of factors affecting demand, with special reference to Arab countries (UNIDO/IS.420) [L'avenir en ce qui concerne les biens d'équipement — définition, importance et analyse des facteurs affectant la demande, en ce qui concerne particulièrement les pays arabes]
- b) Arab trade in capital goods (UNIDO/IS.421) [Le commerce arabe des biens d'équipement]
- c) La demande arabe de biens d'équipement à court, moyen et long terme (sera publiée ultérieurement)

L'industrie des biens d'équipement en Amérique latine, situation actuelle et perspectives (sera publiée ultérieurement)

Techniques et équipement pour l'industrie alimentaire dans les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

L'entretien préventif dans les pays en développement (sera publiée ultérieurement)

Création d'une industrie des biens d'équipement :

- a) Perspectives en ce qui concerne la fabrication de biens d'équipement dans les pays en développement, création et expansion des installations d'entretien et de réparation
- b) L'énergie dans la création d'une industrie de biens d'équipement et ses conséquences pour une nouvelle coopération internationale (sera publiée ultérieurement)

Agricultural machinery and rural equipment in Africa (UNIDO/IS.377) [Le machinisme agricole et l'équipement rural en Afrique]

The development of African capacities for the design and manufacture of basic agricultural equipment (UNIDO/IS.279) [La création en Afrique de capacités pour la conception et la fabrication de l'outillage agricole de base]

A survey of the Latin American agricultural machinery industry (UNIDO/IS.407) [Etude de l'industrie de la machine agricole en Amérique latine]

The agricultural machinery industry. An appraisal of the current global situation, production and market outlook (UNIDO/IS.408 et Add.1) [L'industrie de la machine agricole. Evaluation de la situation mondiale actuelle, production et perspectives de commercialisation]

Energy and industrialization of developing countries : some overall and sectoral considerations (UNIDO/IS.393) [L'énergie et l'industrialisation des pays en développement : quelques considérations générales et sectorielles]

A review of technology and technological development in the wood and wood-processing industry and implications for developing countries (UNIDO/IS.413) [Etude de la technologie du progrès technologique dans l'industrie du bois et ses incidences pour les pays en développement]

Etudes en cours

Etude mondiale sur l'industrie des huiles et des graisses végétales

Le développement intégré de l'industrie des huiles et des graisses végétales

Etude mondiale sur l'industrie de transformation du poisson

Evaluation technico-économique des substances en vrac prioritaires et choix des médicaments essentiels à fabriquer localement

Etude mondiale sur l'industrie du bâtiment et des matériaux de construction

Formation de main-d'oeuvre pour l'industrie sidérurgique

La demande d'acier dans les pays en développement

Projection de la demande et de l'offre mondiales de biens d'équipement

Industrie des biens d'équipement dans la région de la CESAP: situation actuelle et perspectives

Biens d'équipement liés à l'énergie

Considérations énergétiques dans les industries du bâtiment et des matériaux de construction, des métaux non ferreux et de l'alimentation

Coût en 1983 : 395 000 dollars

Groupe de statistiques et des enquêtes

Statistiques industrielles

Cette activité a pour objet : a) d'élargir le champ et la précision des statistiques nécessaires pour la recherche industrielle; b) de faciliter le stockage et la fourniture de ces statistiques, grâce à la mise en place et à l'entretien d'une base de données informatisées et du logiciel correspondant; et c) de diffuser largement les indicateurs tirés de ces données, et qui ne sont pas disponibles ailleurs.

Etudes achevées en 1983 :

- Selected statistical indicators (ID/WG.393/1) [Quelques indicateurs statistiques]
- Aperçu de quelques tendances du développement industriel dans le monde : Implication touchant les politiques à concevoir pour l'avenir (ID/WG.391/8)
- Analyse statistique de la situation industrielle mondiale, 1982 (UNIDO/IS.368)
- An inventory of industrial statistics in the UNIDO data base (UNIDO/IS.385) [Relevé des statistiques industrielles contenues dans la base de données de l'ONUDI]
- Asian industry in figures : a statistical profile of key sectors in selected ESCAP countries (UNIDO/IS.390) [L'industrie asiatique en chiffres : profil statistique de secteurs clefs dans certains pays de la CESAP]
- World Non-electrical Machinery Industry. An Empirical Study of the Machine Tool Industry (ID/290) [L'industrie mondiale des machines non électriques : étude empirique de l'industrie de la machine-outil]

Etudes en cours et activités connexes :

- Etude statistique de la situation industrielle mondiale, 1983
- Manuel de statistiques industrielles, 1984
- Recueil des données internationales sur la consommation (importations et exportations) pour 95 produits industriels identifiés et plan concernant une publication à ce sujet
- Amélioration et développement des statistiques industrielles existantes, en ce qui concerne particulièrement leur comparabilité et leur cohérence à l'échelon international
- Entretien et améliorations de la base de données et du logiciel correspondant

Coût en 1983 : 31 000 dollars

Etude du développement industriel

Cette publication a pour objet de faire le point des problèmes posés et des progrès accomplis dans le domaine du développement industriel, d'analyser les politiques industrielles et les stratégies d'industrialisation, de suivre l'évolution des structures à la fois dans les pays développés et les pays en développement, et d'analyser l'importance de ces tendances pour l'orientation future du développement industriel.

Etudes achevées en 1983 :

L'industrie dans un monde en mutation. Numéro spécial de l'Etude du développement industriel, destiné à la quatrième Conférence générale de l'ONUDI (ID/CONF.5/2; ID/304)

Coût en 1983 : 14 000 dollars

Autres activités

Etudes concernant l'environnement

Ces études ont pour objet d'effectuer des recherches : a) sur la protection de l'environnement au cours du processus du développement industriel, b) sur les pratiques en matière d'utilisation et de traitement de l'eau dans l'industrie, et c) sur les plans mis au point pour faire face à des situations d'urgence d'origine industrielle.

Etudes achevées en 1983 :

- Pratiques en matière d'utilisation de l'eau et de traitement de l'eau dans l'industrie
- Pratiques en matière d'utilisation de l'eau et de traitement des effluents dans le cas de la fabrication des 26 médicaments prioritaires figurant sur la liste de référence de l'ONUDI (UNIDO/IS.388)^b
- Environmental aspects of the wood and wood-processing industry (UNIDO/IS.399) [Aspects écologiques de l'industrie du bois et de la transformation du bois]

Etudes en cours :

Mise au point et coordination de plans nationaux permettant de faire face à des situations d'urgence dans les régions d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale^b
Aspects écologiques de l'industrie des engrais

Coût en 1983 : 4 000 dollars

Mise au point et transfert de techniques

Etudes achevées en 1983 :

Guidelines for the establishment of industrial joint ventures in developing countries (UNIDO/IS.361) [Directives pour la création d'entreprises communes industrielles dans les pays en développement]

Ce document traite du choix des techniques et des projets; des démarches à entreprendre pour fonder une coentreprise; de la constitution d'une société, des négociations concernant la gestion et le contrôle; de la structure du capital, du transfert de savoir-faire, des services technologiques correspondants ainsi que des accords de coentreprise.

Prospects of technology transfert registry computerization (UNIDO/IS.400) [Perspectives en ce qui concerne l'informatisation des répertoires de transfert de techniques]

Etudie l'importance des activités déployées au niveau national, au Mexique, au Pérou, en Espagne et au Venezuela, pour informatiser les systèmes d'information des registres de transfert de techniques et la possibilité d'échanger ces renseignements sur bande magnétique grâce au Système d'échange de renseignements techniques (TIES)

Boosting the economic impact of industrial R + D; a contract-oriented development programme for the Thailand Institute of Scientific and Technological Research (TISTR) (UNIDO/IS.375) [Intensifier l'incidence économique de la recherche-développement industrielle; programme de développement orienté vers le concret pour l'Institut thaïlandais de recherches scientifiques et techniques]

Examine brièvement les objectifs et les politiques du programme de l'Institut, ses activités actuelles et ses espoirs, et esquisse un programme d'action modulaire pour réaliser les nouvelles options

Potential for the development of a protein-sweetener industry in Africa (UNIDO/IS.397) [Possibilités de création d'une industrie des édulcorants protéiques en Afrique]

Examine les plantes locales dont on peut extraire des édulcorants protéiques, traite des considérations de sécurité, et expose les méthodes de traitement (est accompagnée d'une bibliographie importante)

The impact of micro-electronics on biomedical applications in developing countries (UNIDO/IS.392) [Les conséquences de la micro-électronique sur les applications biomédicales dans les pays en développement]

Examine les progrès réalisés en matière de génie biomédical, étudie ses possibilités d'application dans les pays en développement et formule des programmes d'action possibles pour son application dans les pays en développement

Problems of software development in developing countries (UNIDO/IS.383) [Problèmes de mise au point de logiciels dans les pays en développement]

Traite du concept fondamental de logiciel, des tendances du marché logiciel, des droits de brevets et de copyright, des possibilités et des problèmes de mise au point de logiciel dans les pays en développement. Contient des observations et des conclusions extraites d'autres documents établis pour l'ONUDI sur la question plus générale de l'informatique.

Technology exports from developing countries : the case of Egypt (UNIDO/IS.362) [Exportations de technologie des pays en développement : le cas de l'Egypte]

Traite des exportations de technologie par l'Egypte, sous forme de savoir-faire, de brevets, de services de consultance et d'ingénierie, et de main-d'œuvre spécialisée ainsi que de leurs effets sur l'économie égyptienne. Comprend 23 études de cas.

Directory of industrial and technological research institutes : industrial conversion of biomass (UNIDO/IS.372) [Répertoire des instituts de recherche industrielle et technologique : conversion industrielle de la biomasse]

Small-scale manufacture of footwear. UNIDO/ILO Technical Memorandum No. 2 (UNIDO/IS.354) [Petite usine de chaussures]

La deuxième d'une série d'études établies dans le cadre d'activités conjointes ONUDI/OIT pour fournir des renseignements sur les technologies appropriées dans différents secteurs

Informatics for industrial development (UNIDO/IS.415) [L'informatique au service du développement industriel]

Etudes en cours :

L'application de la biotechnologie aux pays en développement : la lixiviation des minéraux, en particulier le projet sur le cuivre du Pacte andin

Etude des progrès technologiques et des tendances du marché en ce qui concerne la production et l'utilisation des techniques d'information

Etude de l'industrie des télécommunications au Brésil

Etude sur la conversion des matières cellulosiques en éthanol et en alcool

Etude sur l'utilisation et la production possibles de matériaux composites dans les pays en développement

Directives concernant la production de logiciel dans les pays en développement afin de parvenir à l'autosuffisance dans ce domaine

Rapport technique et économique sur les détecteurs dotés de microprocesseurs

Evaluation technique des tendances en matière de génie génétique et de biotechnologie au cours des deux dernières années et évolution possible

Profil industriel sur le conditionnement

Profil industriel sur une petite ou moyenne usine de traitement de fruits et légumes

Application de la biotechnologie dans l'industrie pharmaceutique, et perspectives ainsi offertes aux pays en développement

Exportation de techniques de pays en développement : le cas du Pakistan

Manuel sur la négociation des clauses de garanties dans les contrats de transfert de technologie

Rapport succinct sur les exportations de techniques de pays en développement : volume, portée, incidences et problèmes, d'après des études sur les pays suivants : Egypte, Portugal, Argentine, Pakistan et Yougoslavie

Manuel de formation sur les accords de licences

Etude des progrès réalisés et probables dans le domaine de la céramique, et possibilité de les adopter dans les pays en développement, notamment au Mexique

Coût en 1983 : 112 635 dollars

APPENDICE C

Projets d'investissement industriel lancés par l'ONUDI en 1983

<i>Pays bénéficiaire/ Titre abrégé du projet</i>	<i>Coût total du projet (en millions de dollars des Etats-Unis)</i>	<i>Pays bénéficiaire/ Titre abrégé du projet</i>	<i>Coût total du projet (en millions de dollars des Etats-Unis)</i>
<i>Algérie</i>		Fabrication d'accessoires pour filtres	0,70
Matériel de construction	20,00	Fabrication de tiges pour filtres	9,50
<i>Bangladesh</i>		Sel industriel	n.c.
Céramique	2,00	Jus de markisa	3,80
<i>Brésil</i>		Minicentrales hydroélectriques	n.c.
Huile de palme	30,00	Plantation et conserverie d'ananas	4,00
<i>Burundi</i>		Meubles en rotin	2,00
Brasserie	18,40	Construction et réparation de navires	40,00
<i>Chili</i>		Contraceptifs stéroïdes	2,00
Construction de panneaux en terre d'infusoires	n.c.	<i>Jordanie</i>	
<i>Chine</i>		Entrepôts frigorifiques	0,24
Magnétoscopes couleurs	5,00	Boulangerie industrielle	2,40
Technologie utilisée pour le coffrage (béton armé)	n.c.	<i>Kenya</i>	
Système informatique de commutation téléphonique numérique	63,00	Fabrication de serpentins antimoustiques	1,30
<i>Congo</i>		Tannerie	10,00
Construction de bungalows préfabriqués	8,50	<i>Malaisie</i>	
<i>Gabon</i>		Projet agricole	0,50
Huile de palme	n.c.	<i>Maroc</i>	
<i>Guinée</i>		Phosphates	0,40
Complexe industriel pour la production des boissons non alcoolisées Kindia	n.c.	<i>Népal</i>	
Conserverie Mamou	n.c.	Raffinerie de sucre	9,60
Fabrication de bougies	n.c.	<i>Nigéria</i>	
Produits pharmaceutiques	n.c.	Encres d'imprimerie et colorants	1,50
<i>Haiti</i>		<i>Pakistan</i>	
Matériel électronique	0,20	Montage de tracteurs	n.c.
Matériel électronique	0,10	<i>Philippines</i>	
Fabrication d'éléments de mécanique de précision	1,30	Cadres en plomb pour circuits intégrés	1,30
Modernisation et expansion d'une fonderie	0,17	<i>Portugal</i>	
Modernisation d'une fabrique de briques et de tuiles	0,11	Matériel et verres d'optique	1,20
Usine textile	42,00	Textiles	0,30
<i>Indonésie</i>		<i>République-Unie du Cameroun</i>	
Transformation des noix de cajou	n.c.	Complexe industriel pour la production de bière et de boissons non alcoolisées	10,00

<i>Pays bénéficiaire/ Titre abrégé du projet</i>	<i>Coût total du projet (en millions de dollars des Etats-Unis)</i>	<i>Pays bénéficiaire/ Titre abrégé du projet</i>	<i>Coût total du projet (en millions de dollars des Etats-Unis)</i>
<i>Sainte-Lucie</i>		Logiciel informatique	n.c.
Construction d'un village de vacances	7,40	Huile essentielle	0,30
Fabrication de bougies à usage domestique	0,09	Fabrication de gants en caoutchouc	0,50
Construction de logements	4,50	Fabrication de gants en cuir pour l'industrie	0,50
Traitement de la viande	0,20	Matières premières pour la préparation de béton	n.c.
<i>Sénégal</i>		Industrie du caoutchouc	0,50
Laboratoire de photographie couleurs	1,15	Garnitures	0,20
Usine pour la production d'électrodes	0,80	<i>Swaziland</i>	
Composants électroniques	0,50	Fabrication de bougies à usage domestique	0,19
Menuiserie métallique	0,70	<i>Togo</i>	
Production d'articles de voyage en cuir	1,00	Entrepôts frigorifiques	0,20
Boissons non alcoolisées	0,70	<i>Tunisie</i>	
Yoghourts et produits laitiers	0,60	Tannerie	1,20
<i>Somalie</i>		<i>Zimbabwe</i>	
Pompes	0,50	Produits laitiers	6,60
<i>Sri Lanka</i>		Accessoires pour câbles électriques	n.c.
Transformation des noix de cajou	2,00		

Note : n.c. = chiffres non connus.

APPENDICE D

Répartition des postes de conseiller industriel principal hors siège et d'administrateur adjoint en 1983

TABLEAU 1. PAYS DU RESSORT DES CONSEILLERS INDUSTRIELS PRINCIPAUX
HORS SIEGE ET DES ADMINISTRATEURS ADJOINTS

<i>Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège</i>	<i>Groupe de pays/ territoires du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège</i>	<i>Pays d'affectation des administrateurs adjoints</i>	<i>Administrateurs adjoints : pays donateurs</i>
<i>Afrique</i>			
Luanda (Angola)	Angola Sao Tomé-et-Principe ^a	Angola	Suède
Addis-Abeba (Ethiopie)	Ethiopie ^a		
Conakry (Guinée)	Cap-Vert ^a Guinée ^a	Guinée	Belgique/ Pays-Bas ^{b, c}
	Guinée-Bissau ^a		
Nairobi (Kenya)	Kenya Ouganda ^a	Kenya	Danemark
Antananarivo (Madagascar)	Comores ^a Madagascar Maurice	Madagascar	Pays-Bas ^{b, c}
Maputo (Mozambique)	Lesotho ^a Mozambique Swaziland	Lesotho Mozambique Swaziland	Danemark Suède Belgique
Lagos (Nigéria)	Nigéria	Nigéria	Pays-Bas
Dakar (Sénégal)	Gambie ^a Mali ^a Mauritanie Sénégal	Mali Mauritanie Sénégal	Belgique Belgique Belgique
Freetown (Sierra Leone)	Côte d'Ivoire Ghana Libéria Sierra Leone ^a	Côte d'Ivoire	Belgique
Mogadiscio (Somalie)	Somalie ^a	Sierra Leone	Danemark
Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie)	Malawi ^a République-Unie de Tanzanie Seychelles	République-Unie de Tanzanie	Norvège
Yaoundé (République- Unie du Cameroun)	Gabon Guinée équatoriale ^a République centrafricaine ^a République-Unie du Cameroun Tchad ^a	République-Unie du Cameroun Tchad	Pays-Bas Suisse
Lomé (Togo)	Bénin ^a Haute-Volta ^a	Haute-Volta	République fédérale d'Allemagne
	Niger ^a Togo ^a	Niger	Pays-Bas ^{b, c}

<i>Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège</i>	<i>Groupe de pays/ territoires du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège</i>	<i>Pays d'affectation des administrateurs adjoints</i>	<i>Administrateurs adjoints : pays donateurs</i>
Kinshasa (Zaire)	Burundi ^a Congo ^a Rwanda ^a	Rwanda	République fédérale d'Allemagne Pays-Bas
Lusaka (Zambie)	Zaire Botswana ^a Zambie Zimbabwe	Zaire Zambie Zimbabwe	Pays-Bas Danemark
<i>Amériques</i>			
Bridgetown (Barbade)	Antigua-et-Barbuda Antilles néerlandaises Barbade Dominique Grenade Guyana Iles Vierges britanniques Montserrat Saint-Christophe-et-Nièves Sainte-Lucie Saint-Vincent-et-Grenadines Suriname Trinité-et-Tobago	Guyana Trinité-et-Tobago	Belgique République fédérale d'Allemagne
La Paz (Bolivie)	Argentine Bolivie Paraguay	Bolivie	Italie
Brazilia (Brésil)	Brésil Uruguay	Brésil	République fédérale d'Allemagne/ Belgique
Bogota (Colombie)	Colombie Panama République dominicaine	Colombie Panama République dominicaine	Belgique Belgique République fédérale d'Allemagne Pays-Bas ^a
Tegucigalpa (Honduras)	Venezuela Belize Costa Rica El Salvador Guatemala	Venezuela Guatemala	République fédérale d'Allemagne/ Belgique
Kingston (Jamaïque)	Honduras	Honduras	République fédérale d'Allemagne Finlande
	Nicaragua Bahamas Bermudes Caïmanes Haïti Jamaïque Turques et Caïques	Nicaragua Jamaïque	Belgique

TABLEAU I (suite)

<i>Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège</i>	<i>Groupe de pays/ territoires du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège</i>	<i>Pays d'affectation des administrateurs adjoints</i>	<i>Administrateurs adjoints : pays donateurs</i>
<i>Amériques (suite)</i>			
Mexico (Mexique)	Cuba	Cuba	République fédérale d'Allemagne
	Mexique	Mexique	Pays-Bas
Lima (Pérou)	Chili Equateur Pérou	Pérou	Pays-Bas
<i>Asie et Pacifique</i>			
Dacca (Bangladesh)	Bangladesh ^a	Bangladesh	Pays-Bas/ Finlande ^b
Rangoon (Birmanie)	Birmanie		
Beijing (Chine)	Chine		
Suva (Fidji)	Fidji		
	Iles Cook		
	Iles Salomon		
	Kiribati		
	Nauru		
	Nioué		
	Papouasie-Nouvelle-Guinée		
	Samoa ^a		
	Tonga		
	Tuvalu		
	Vanuatu		
New Delhi (Inde)	Inde		
Djakarta (Indonésie)	Indonésie	Indonésie	Suisse
Katmandou (Népal)	Bhoutan ^a Népal		
Islamabad (Pakistan)	Pakistan	Pakistan	Pays-Bas
Manille (Philippines)	Philippines	Philippines	Pays-Bas ^c
Séoul (République de Corée)	République de Corée ^d		
Colombo (Sri Lanka)	Maldives ^a Sri Lanka	Sri Lanka	Suède
Bangkok (Thaïlande)	Brunéi Hongkong Malaisie Singapour Thaïlande	Malaisie Thaïlande	Pays-Bas Japon ^b
Hanoï (Viet Nam)	République démocratique populaire lao ^a Viet Nam		
<i>Etats arabes</i>			
Damas (République arabe syrienne)	Chypre Iraq Jordanie Liban République arabe syrienne		

<i>Lieu d'affectation des conseillers industriels principaux hors siège</i>	<i>Groupe de pays/ territoires du ressort de chaque conseiller industriel principal hors siège</i>	<i>Pays d'affectation des administrateurs adjoints</i>	<i>Administrateurs adjoints : pays donateurs</i>
Khartoum (Soudan)	Soudan ^a	Jamahiriya arabe libyenne Soudan Tunisie Yémen ^a	Pays-Bas République fédérale d'Allemagne Belgique République fédérale d'Allemagne
Europe			
Ankara (Turquie)	Turquie	Turquie	République fédérale d'Allemagne

Note: Les pays suivants n'étaient pas desservis par un conseiller industriel principal hors siège, mais directement par des fonctionnaires du siège : *Asie et Pacifique* : Afghanistan, Iran (République islamique d'), Mongolie, République populaire démocratique de Corée. *Etats arabes* : Algérie Arabie saoudite, Bahrein, Djibouti^a, Egypte, Emirats arabes unis, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Yémen démocratique.

^aPays appartenant à la catégorie des pays les moins avancés.

^bDeux administrateurs adjoints ont successivement occupé le poste en 1983.

^cAdministrateur adjoint originaire d'un pays en développement.

^dPoste occupé par intérim.

TABLEAU 2. ADMINISTRATEURS ADJOINTS : PAYS DONATEURS

<i>Pays</i>	<i>Nombre d'administrateurs adjoints</i>
Pays-Bas	15 ^a
République fédérale d'Allemagne	12 ^b
Belgique	12 ^c
Danemark	4
Suède	3
Finlande	2
Japon	2
Norvège	2 ^d
Suisse	2
Italie	1
Total	55

^aDont 5 administrateurs adjoints originaires de pays en développement.

^bUn administrateur adjoint affecté au siège de l'ONUDI.

^cUn administrateur adjoint muté d'un lieu d'affectation (Guinée) à un autre (Côte d'Ivoire) pendant la période considérée.

^dUn administrateur adjoint affecté au Service de promotion des investissements à New York.

APPENDICE E

Projets confiés à l'ONUDI au titre des programmes par pays

TABLEAU 1. PROJETS CONFIES A L'ONUDI AU TITRE DES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUD DE JUIN 1981 A JUIN 1983
(Par région géographique)

Région géographique	Nombre de pays pour lesquels des programmes ont été approuvés	Montant total de CIP (en millions de dollars des Etats-Unis)	Montant total programmé	Crédits alloués pour des projets de l'ONUDI	Part de l'ONUDI dans le montant programmé (en pourcentage)	Nombre de projets	
						En cours	Nouveaux
Afrique ^a	48	1 650,40	1 193,04	153,20	12,85	77	129
Amériques	36	339,59	313,49	48,67	15,53	24	62
Asie et Pacifique	30	1 425,29	1 066,57	195,98	18,38	48	116
Etats arabes ^a (Etats arabes d'Afrique ^b)	17	296,50	386,74	43,06	11,14	16	35
	(7)	(186,75)	(168,99)	(32,65)	(19,33)	(12)	(29)
Europe	12	80,75	72,81	17,83	24,49	15	32
TOTAL	136	3 605,78	2 863,66	426,09	14,88	168	345

^aY compris les Etats arabes d'Afrique.

^bLes chiffres correspondants ont été défalqués car ils figurent dans les rubriques "Afrique" et "Etats arabes".

TABLEAU 2. PROJETS CONFIES A L'ONUDI AU TITRE DES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PNUD DE JUIN 1981 A JUIN 1983
(Par service organique de l'ONUDI)

Service organique de l'ONUDI	Nombre de projets		Montants des apports du PNUD (en milliers de dollars)	Pourcentage du montant total	Répartition des projets selon leur importance		
	En cours	Nouveaux			Moins de 150 000 dollars	De 150 000 dollars à 1 million de dollars	Plus de 1 million de dollars
Programme de coopération en matière d'investissements	2	5	1 772	0,4	3	4	—
Planification industrielle	14	15	17 703	4,1	4	20	5
Infrastructure institutionnelle	28	54	62 906	14,8	16	50	16
Création et gestion d'usines	7	23	22 190	5,2	7	15	8
Formation	8	5	6 440	1,5	3	8	2
Etudes de réalisation	12	24	23 100	5,4	8	22	6
Agro-industries	24	40	40 882	9,6	14	39	11
Industries métallurgiques	16	30	39 969	9,4	10	27	9
Industries mécaniques	19	48	102 270	24,0	8	44	15
Industries chimiques	36	85	101 876	23,9	29	73	19
Formulation des programmes (Bureau du Directeur de la Division des opérations industrielles)	1	11	4 520	1,1	3	9	—
Mise au point et transfert de techniques	1	—	211	0,1	—	1	—
Non spécifiés	—	5	2 250	0,5	—	5	—
TOTAL	168	345	426 089	100,0	105	317	91

TABIEAU 3. COMPARAISON ENTRE LES PROGRAMMES PAR PAYS APPROUVES POUR LE TROISIEME CYCLE (JUIN 1981-JUIN 1983) ET LES PROGRAMMES DES MEMES PAYS POUR LE DEUXIEME CYCLE (1977-1981)^a

Région géographique (nombre de programmes par pays)	Deuxième cycle (1977-1981)				Troisième cycle (juin 1981-juin 1983)			
	CIP	Projets de l'ONUDI			CIP	Projets de l'ONUDI		
		Montant programmé	Montant total	Pourcentage du montant programmé		Montant programmé	Montant total	Pourcentage du montant programmé
(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	(en millions de dollars des Etats-Unis)	
Afrique (40) ^b	649,55	574,96	66,46	11,56	1 383,65	1 016,64	135,65	13,35
Amériques (35) ^c	275,55	267,62	38,26	14,30	337,94	312,17	48,67	15,60
Asie et Pacifique (24) ^d	566,80	627,03	84,44	13,47	1 393,75	1 045,79	191,44	18,31
Etats arabes (15) ^e	192,25	261,53	25,46	9,74	232,75	359,91	42,03	11,68
[Etats arabes d'Afrique (5)] ^{f, g}	(91,50)	(102,72)	(16,20)	(15,78)	(123,00)	(142,16)	(31,62)	(22,25)
Europe (9) ^h	66,50	65,72	16,12	24,53	62,00	53,64	15,83	29,51
TOTAL (118)	1 659,15	1 694,14	214,54	12,67	3 287,09	2 645,99	402,00	15,20

^aPour cette comparaison, il n'a pas été tenu compte des 18 pays suivants :

Afrique : Congo, Guinée équatoriale, Nigéria et Ouganda (pas de programme par pays dans le deuxième cycle), Angola et Zimbabwe (premier programme par pays dans le troisième cycle);

Amériques : Belize (pas de programme par pays dans le deuxième cycle);

Asie et Pacifique : îles Cook, Kiribati, République populaire démocratique de Corée, Tokélaou, Tuvalu et Vanuatu (premier programme par pays dans le deuxième cycle);

Etats arabes : Soudan (pas de programme par pays dans le deuxième cycle), Djibouti (premier programme par pays dans le troisième cycle);

Europe : Albanie et Chypre (pas de programme par pays dans le deuxième cycle), Hongrie (pas de programme officiel par pays dans le deuxième cycle).

^bLes 40 pays d'Afrique sont les suivants : Algérie, Botswana, Burundi, Cap-Vert, Comores, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Haute-Volta, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie.

^cLes 35 pays et territoires des Amériques sont les suivants : Antigua, Antilles néerlandaises, Argentine, Bahamas, Barbade, Bermudes, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Equateur, Grenade, Guyana, Haïti, Honduras, îles Caïmanes, îles Turques et Caïques, îles Vierges britanniques, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, pays et territoires couverts par le programme multi-insulaire des Caraïbes, Pérou, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

^dLes 24 pays d'Asie et du Pacifique sont les suivants : Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Fidji, Îles Salomon, Inde, Iran (République islamique d'), Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, Nioué, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, Samoa, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Tonga, Viet Nam.

^eLes 14 Etats arabes sont les suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Maroc, Oman, République arabe syrienne, Tunisie, Yémen et Yémen démocratique.

^fLes 5 Etats arabes africains sont les suivants : Algérie, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Maroc, Tunisie.

^gLes 5 Etats arabes africains et les montants correspondants ont été défalqués car ils figurent déjà dans les rubriques "Afrique" et "Etats arabes".

^hLes 9 pays d'Europe sont les suivants : Bulgarie, Grèce, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie et Yougoslavie.

APPENDICE F

Programme ordinaire pour 1982 et 1983 : montant de l'assistance approuvé par le Conseil du développement industriel et montant de l'assistance fournie

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

<i>Elément du programme</i>	<i>Montant approuvé par le Conseil</i>	<i>Assistance fournie</i>		
		<i>1982</i>	<i>1983</i>	<i>Total</i>
<i>Formation du personnel des pays en développement dans divers domaines de l'industrie</i>				
Bourses de perfectionnement	600	348	156	504
Stages de formation en groupe	900	597	1 214	1 811
Mise en place et renforcement de moyens de formation dans les pays en développement	700	151	493	644
<i>Activités spécialement destinées aux pays en développement les moins avancés</i>	2 200	971	1 117	2 088
<i>Services consultatifs régionaux</i>	800	363	360	723
<i>Services consultatifs de courte durée</i>	850	420	443	863
<i>Coopération entre pays en développement</i>	500	223	180	403
<i>Consultations avec les gouvernements</i>	145	48	28	76
TOTAL	6 695	3 121	3 991	7 112

Note. A la suite du rapport final sur l'exécution du budget-programme pour l'exercice biennal 1982-1983, le Directeur de la division du budget de l'ONU a porté les crédits ouverts pour l'exercice de 6 695 400 dollars à 7 104 000 dollars. Cette augmentation a consisté essentiellement en sommes versées en monnaies non convertibles et destinées à des programmes de formation.

APPENDICE G

Répartition du personnel de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur

TABLEAU 1. REPARTITION DU PERSONNEL DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DE L'ONUDI, Y COMPRIS LE PERSONNEL ENGAGE POUR MOINS D'UN AN, PAR NATIONALITE, AU 31 DECEMBRE 1983

<i>Région/pays</i>	<i>Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique</i>	<i>Nombre</i>	<i>Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique^a</i>	<i>Nombre</i>	<i>Total</i>
<i>Afrique</i>					
Algérie	1 SGA, 1 D-1	2	1 P-4	1	3
Angola	1 P-2	1	—	—	1
Burundi	1 P-4	1	—	—	1
Congo	1 D-2	1	—	—	1
Côte d'Ivoire	1 P-2	1	—	—	1
Egypte	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4	3	1 P-4, 2 L-5	3	6
Ethiopie	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2
Ghana	1 P-4	1	—	—	1
Guinée	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Haute-Volta	1 P-3, 1 P-2	2	—	—	2
Jamahiriya arabe libyenne	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Kenya	1 P-5	1	—	—	1
Lesotho	1 P-2	1	—	—	1
Madagascar	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Mali	1 P-5	1	—	—	1
Maroc	1 P-5, 1 P-3	2	—	—	2
Mauritanie	1 D-1	1	—	—	1
Niger	1 P-2	1	—	—	1
Nigéria	1 D-1	1	—	—	1
Ouganda	1 P-4	1	—	—	1
République-Unie du Cameroun	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Rwanda	1 P-3	1	—	—	1
Somalie	2 P-4	2	—	—	2
Soudan	1 D-1, 1 P-5	2	—	—	2
Togo	1 P-3	1	—	—	1
Tunisie	1 P-5	1	—	—	1
Zaire	1 P-4	1	—	—	1
Zambie	1 P-2	1	—	—	1
	TOTAL	42		4	46
<i>Amérique du Nord et Antilles</i>					
Barbade	1 P-3	1	—	—	1
Canada	3 P-5, 2 P-4, 6 P-3	11	—	—	11
Etats-Unis	3 D-1, 13 P-5, 11 P-4 ^c , 8 P-3, 4 P-2	39	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 2 L-6, 1 L-3	8	47
Grèr ade	1 P-4	1	—	—	1
Guyana	1 P-4	1	—	—	1
Jamaïque	1 P-5	1	—	—	1
Saint-Vincent-et- Grenadines	1 P-4	1	—	—	1
Trinité-et-Tobago	1 P-5	1	—	—	1
	TOTAL	56		8	64

TABLEAU 1 (suite)

Région/pays	Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique	Nombre	Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique ^a	Nombre	Total
<i>Amérique latine</i>					
Argentine	1 P-5, 2 P-3	3	1 P-2	1	4
Bolivie	1 P-5	1	1 P-5	1	2
Brésil	2 P-5	2	—	—	2
Chili	1 P-5	1	—	—	1
Colombie	1 P-4, 3 P-3	4	1 P-4	1	5
Costa Rica	2 P-3	2	—	—	2
Cuba	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
El Salvador	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Equateur	1 P-3	1	1 P-4	1	2
Guatemala	1 P-3	1	—	—	1
Haïti	1 D-1	1	—	—	1
Mexique	1 D-1	1	—	—	1
Panama	1 P-3	1	—	—	1
Pérou	2 P-4	2	1 L-7	1	3
Venezuela	2 P-5	2	—	—	2
	TOTAL	27		5	32
<i>Asie et Pacifique</i>					
Australie	2 P-5, 2 P-4	4	—	—	4
Bangladesh	1 P-4	1	1 D-1	1	2
Birmanie	2 P-4	2	—	—	2
Chine	1 D-1, 2 P-5, 1 P-3	4	1 P-5, 3 P-4 ^b , 3 P-3 ^b	7	11
Inde	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-2	4	1 L-7, 2 L-6, 3 L-5	6	10
Japon	1 D-1, 1 P-5, 5 P-4, 2 P-3, 5 P-2,	14	—	—	14
Malaisie	1 P-4	1	1 P-4	1	2
Népal	1 P-5	1	—	—	1
Nouvelle-Zélande	1 P-4, 1 P-2	2	—	—	2
Pakistan	—	—	1 L-6, 1 L-5	2	2
Philippines	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
Sri Lanka	—	—	1 L-7, 1 L-5	2	2
	TOTAL	35		19	54
<i>Europe occidentale</i>					
Allemagne, République fédérale d'	1 D-1, 7 P-5, 6 P-4, 5 P-3 ^d , 5 P-2	24	1 D-2	1	25
Autriche	1 D-1, 1 P-5, 8 P-4, 7 P-3, 5 P-2, 1 P-1	23	1 P-4, 1 P-3	2	25
Belgique	1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 1 P-2	6	1 P-5	1	7
Danemark	4 P-4	4	—	—	4
Espagne	1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	3	1 P-5, 1 P-4, 4 P-3	6	9
Finlande	2 P-5, 2 P-4, 1 P-3	5	—	—	5
France	1 SSG, 3 P-4, 5 P-3	9	5 P-4, 6 P-3 ^c , 1 L-6	12	21
Grèce	2 P-3, 1 P-2	3	—	—	3
Irlande	1 D-1, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2,	4	1 P-4, 1 P-3	2	6
Italie	1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 4 P-2,	11	—	—	11
Malte	1 P-4	1	—	—	1
Norvège	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2

Région/pays	Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique	Nombre	Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique ^a	Nombre	Total
Pays-Bas	2 P-4, 1 P-3, 3 P-2	6	—	—	6
Portugal	2 P-5, 1 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Royaume-Uni	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 1 P-2	10	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3	4	14
Suède	1 D-1, 3 P-5, 4 P-4, 1 P-2	9	—	—	9
	TOTAL	124		28	152
<i>Europe orientale</i>					
Bulgarie	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Hongrie	1 D-1, 3 P-5, 1 P-4, 1 P-3	6	—	—	6
Pologne	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3	4	1 L-6, 1 L-5	2	6
République démocratique allemande	2 P-5	2	—	—	2
RSS de Biélorussie	1 P-3	1	—	—	1
RSS d'Ukraine	1 P-4	1	—	—	1
Roumanie	1 P-5	1	—	—	1
Tchécoslovaquie	1 P-5	1	—	—	1
URSS	1 D-2, 1 D-1, 3 P-5, 10 P-4, 10 P-3	25	1 P-5, 1 P-4, 4 F-3	6	31
Yougoslavie	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2	6	—	—	6
	TOTAL	50		8	58
<i>Moyen-Orient</i>					
Afghanistan	1 P-4	1	—	—	1
Chypre	1 P-3	1	—	—	1
Iran (République islamique d')	2 P-5, 1 P-4, 1 P-2	4	—	—	4
Iraq	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Liban	2 P-5	2	—	—	2
République arabe syrienne	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
Turquie	1 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 1 P-2	6	—	—	6
Yémen	1 P-5	1	—	—	1
Yémen démocratique	1 P-4	1	—	—	1
	TOTAL	21		—	21
<i>Etats non membres</i>					
Suisse	1 P-5	1	1 P-4	1	2
Apatrides	—	—	1 P-3	1	1
	TOTAL	1		2	3
TOTAL GENERAL (97 nationalités)		356	(24 nationalités)	74	430

^aSe composent principalement de postes exigeant certaines aptitudes linguistiques, mais aussi de 13 postes de conseiller technique spécial et de 5 postes de conseiller interrégional.

^bDont 3 postes de P-4 et 2 postes de P-3 imputés sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

^cDont 1 poste de P-3 imputé sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

^dDont 1 poste de P-3 imputé au Département de l'information de l'ONU.

^eDont 1 fonctionnaire de rang P-4 prêté à l'Agence internationale de l'énergie atomique.

TABLEAU 2 REPARTITION DU PERSONNEL DE LA CATEGORIE DES ADMINISTRATEURS ET DES FONCTIONNAIRES DE RANG SUPERIEUR DE L'ONU, Y COMPRIS LE PERSONNEL ENGAGE POUR MOINS D'UN AN, SELON LES LISTES DES ETATS ELIGIBLES AU CONSEIL DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (AU 31 DECEMBRE 1983)

Région/pays	Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique	Nombre	Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique ^a	Nombre	Total
<i>Pays de la liste A</i>					
Afghanistan	1 P-4	1	—	—	1
Algérie	1 SGA, 1 D-1	2	1 P-4	1	3
Angola	1 P-2	1	—	—	1
Bangladesh	1 P-4	1	1 D-1	1	2
Birmanie	2 P-4	2	—	—	2
Burundi	1 P-4	1	—	—	1
Chine	1 D-1, 2 P-5, 1 P-3	4	1 P-5, 3 P-4, 3 P-3 ^b	7	11
Congo	1 D-2	1	—	—	1
Côte d'Ivoire	1 P-2	1	—	—	1
Egypte	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4	3	1 P-4, 2 L-5	3	6
Ethiopie	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2
Ghana	1 P-4	1	—	—	1
Guinée	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Haute-Volta	1 P-3, 1 P-2	2	—	—	2
Inde	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 1 P-2	4	1 L-7, 2 L-6, 3 L-5	6	10
Iran (République islamique d')	2 P-5, 1 P-4, 1 P-2	4	—	—	4
Iraq	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Jamahiriya arabe libyenne	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Kenya	1 P-5	1	—	—	1
Lesotho	1 P-2	1	—	—	1
Liban	2 P-5	2	—	—	2
Madagascar	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
Malaisie	1 P-4	1	1 P-4	1	2
Mali	1 P-5	1	—	—	1
Maroc	1 P-5, 1 P-3	2	—	—	2
Mauritanie	1 D-1	1	—	—	1
Népal	1 P-5	1	—	—	1
Niger	1 P-2	1	—	—	1
Nigéria	1 D-1	1	—	—	1
Ouganda	1 P-4	1	—	—	1
Pakistan	—	—	1 L-6, 1 L-5	2	2
Philippines	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
République arabe syrienne	1 P-5, 1 P-4	2	—	—	2
République-Unie du Cameroun	1 P-5, 1 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Rwanda	1 P-3	1	—	—	1
Somalie	2 P-4	2	—	—	2
Soudan	1 D-1, 1 P-5	2	—	—	2
Sri Lanka	—	—	1 L-7, 1 L-5	2	2
Togo	1 P-3	1	—	—	1
Tunisie	1 P-5	1	—	—	1
Yémen	1 P-5	1	—	—	1
Yémen démocratique	1 P-4	1	—	—	1
Yougoslavie	1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2	6	—	—	6
Zaire	1 P-4	1	—	—	1
Zambie	1 P-2	1	—	—	1
	TOTAL	77		23	100

Région/pays	Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique		Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique ^a		Total
		Nombre		Nombre	
<i>Pays de la liste B</i>					
Allemagne, République fédérale d'	1 D-1, 7 P-5, 6 P-4, 5 P-3 ^d , 5 P-2	24	1 D-2	1	25
Australie	2 P-5, 2 P-4	4	—	—	4
Autriche	1 D-1, 1 P-5, 8 P-4, 7 P-3, 5 P-2, 1 P-1	23	1 P-4, 1 P-3	2	25
Belgique	1 P-5, 3 P-4, 1 P-3, 1 P-2	6	1 P-5	1	7
Canada	3 P-5, 2 P-4, 6 P-3	11	—	—	11
Chypre	1 P-3	1	—	—	1
Danemark	4 P-4	4	—	—	4
Espagne	1 P-5, 1 P-3, 1 P-2	3	1 P-5, 1 P-4, 4 P-3	6	9
Etats-Unis	3 D-1, 13 P-5, 11 P-4 ^c , 8 P-3, 4 P-2	39	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3, 1 P-2, 2 L-6, 1 L-3	8	47
Finlande	2 P-5, 2 P-4, 1 P-3	5	—	—	5
France	1 SSG, 3 P-4, 5 P-3	9	5 P-4, 6 P-3 ^c , 1 L-6	12	21
Grèce	2 P-3, 1 P-2	3	—	—	3
Irlande	1 D-1, 1 P-4, 1 P-3, 1 P-2	4	1 P-4, 1 P-3	2	6
Italie	1 D-1, 3 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 4 P-2	11	—	—	11
Japon	1 D-1, 1 P-5, 5 P-4, 2 P-3, 5 P-2	14	—	—	14
Malte	1 P-4	1	—	—	1
Norvège	1 D-1, 1 P-4	2	—	—	2
Nouvelle-Zélande	1 P-4, 1 P-2	2	—	—	2
Pays-Bas	2 P-4, 1 P-3, 3 P-2	6	—	—	6
Portugal	2 P-5, 1 P-4, 1 P-3	4	—	—	4
Royaume-Uni	1 D-2, 1 D-1, 1 P-5, 4 P-4, 2 P-3, 1 P-2	10	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3	4	14
Suède	1 D-1, 3 P-5, 4 P-4, 1 P-2	9	—	—	9
Suisse	1 P-5	1	1 P-4	1	2
Turquie	1 P-5, 1 P-4, 3 P-3, 1 P-2	6	—	—	6
	TOTAL	202		37	239

Pays de la liste C

Argentine	1 P-5, 2 P-3	3	1 P-2	1	4
Barbade	1 P-3	1	—	—	1
Bolivie	1 P-5	1	1 P-5	1	2
Brésil	2 P-5	2	—	—	2
Chili	1 P-5	1	—	—	1
Colombie	1 P-4, 3 P-3	4	1 P-4	1	5
Costa Rica	2 P-3	2	—	—	2
Cuba	1 P-4, 1 P-3	2	—	—	2
El Salvador	2 P-5, 1 P-3	3	—	—	3
Equateur	1 P-3	1	1 P-4	1	2
Grenade	1 P-4	1	—	—	1
Guatemala	1 P-3	1	—	—	1
Guyana	1 P-4	1	—	—	1
Haiti	1 D-1	1	—	—	1
Jamaïque	1 P-5	1	—	—	1
Mexique	1 D-1	1	—	—	1
Panama	1 P-3	1	—	—	1
Pérou	2 P-4	2	1 L-7	1	3

TABLEAU 2 (suite)

Région/pays	Postes occupés soumis aux règles de la répartition géographique	Nombre	Postes occupés non soumis aux règles de la répartition géographique ^a	Nombre	Total
<i>Pays de la liste C (suite)</i>					
Saint-Vincent-et- Grenadines	1 P-4	1	—	—	1
Trinité-et-Tobago	1 P-5	1	—	—	1
Venezuela	2 P-5	2	—	—	2
	TOTAL	33		5	38
<i>Pays de la liste D</i>					
Bulgarie	2 P-4, 1 P-3	3	—	—	3
Hongrie	1 D-1, 3 P-5, 1 P-4, 1 P-3	6	—	—	6
Pologne	1 P-5, 1 P-4, 2 P-3	4	1 L-6, 1 L-5	2	6
République démocratique allemande	2 P-5	2	—	—	2
RSS de Biélorussie	1 P-3	1	—	—	1
RSS d'Ukraine	1 P-4	1	—	—	1
Roumanie	1 P-5	1	—	—	1
Tchécoslovaquie	1 P-5	1	—	—	1
URSS	1 D-2, 1 D-1, 3 P-5, 10 P-4, 10 P-3	25	1 P-5, 1 P-4, 4 P-3	6	31
	TOTAL	44		8	52
<i>Autres</i>					
Apatrides	—	—	1 P-3	1	1
TOTAL GENERAL	(97 nationalités)	356	(24 nationalités)	74	430

^aSe composent principalement de postes exigeant certaines aptitudes linguistiques, mais aussi de 13 postes de conseiller technique spécial et de 5 postes de conseiller interrégional.

^bDont 3 postes de P-4 et 2 postes de P-3 imputés sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

^cDont 1 poste de P-3 imputé sur les fonds alloués à l'ONUDI pour du personnel temporaire affecté à des tâches spéciales, en vue d'assurer le service des conférences des Nations Unies.

^dDont 1 poste de P-3 imputé au Département de l'information de l'ONU.

^eDont 1 fonctionnaire de rang P-4 prêté à l'Agence internationale de l'énergie atomique.

APPENDICE H

Répartition géographique des experts

(Par ordre décroissant)

TABLEAU 1. 1^{er} JANVIER-31 DECEMBRE 1983

<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>
Pologne	208	Pérou	7
Royaume-Uni	130	Finlande	6
France	73	Sri Lanka	6
Etats-Unis d'Amérique	73	Danemark	5
Inde	61	Algérie	4
République fédérale d'Allemagne	48	République de Corée	4
Autriche	35	Colombie	3
Suède	27	Iran (République islamique d')	3
Belgique	22	Nicaragua	3
Yougoslavie	21	Pakistan	3
Argentine	20	République démocratique allemande	3
Italie	19	Togo	3
Hongrie	18	Côte d'Ivoire	2
Pays-Bas	18	Mali	2
Brésil	16	République-Unie du Cameroun	2
Tchécoslovaquie	16	Turquie	2
Japon	16	Uruguay	2
Espagne	16	Venezuela	2
Australie	15	Apatrides	1
URSS	15	Bangladesh	1
Canada	14	Barbades	1
Egypte	14	Equateur	1
Roumanie	14	Ghana	1
Bulgarie	10	Guatemala	1
Norvège	10	Iraq	1
Philippines	10	Jamaïque	1
Suisse	10	Jordanie	1
Irlande	9	Liban	1
Israël	9	Malaisie	1
Mexique	9	Malte	1
Nouvelle-Zélande	8	République arabe syrienne	1
Portugal	8	Soudan	1
Chili	7	Tunisie	1
		TOTAL	1 076

TABLEAU 2. 1971-1983

<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>
Royaume-Uni	1 335	Belgique	322
Etats-Unis d'Amérique	867	Autriche	304
France	721	Italie	266
Inde	669	Egypte	264
Pologne	643	Yougoslavie	237
République fédérale d'Allemagne	563	Pays-Bas	219
Suède	330	Hongrie	203

TABLEAU 2 (suite)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Pays</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>
Argentine	197	Algérie	9
Danemark	187	Grèce	9
Espagne	168	Iran (République islamique d')	9
Canada	144	Soudan	9
URSS	144	Venezuela	9
Suisse	133	Haiti	8
Chili	117	Jamaïque	7
Finlande	116	Maurice	7
Roumanie	111	El Salvador	6
Norvège	104	Togo	6
Japon	103	Bangladesh	5
Israël	98	Liban	5
Tchécoslovaquie	98	Nicaragua	5
Australie	93	Ghana	4
Irlande	68	Malaisie	4
Brésil	64	Guatemala	3
Sri Lanka	63	Jordanie	3
Pakistan	61	Malte	3
Nouvelle-Zélande	52	République-Unie du Cameroun	3
Philippines	49	Zaire	3
Pérou	46	Barbade	2
Bulgarie	43	Bénin	2
Mexique	38	Birmanie	2
Portugal	26	Côte d'Ivoire	2
République arabe syrienne	24	Cuba	2
Turquie	22	Indonésie	2
Colombie	20	Niger	2
Mali	17	Paraguay	2
Uruguay	17	RSS de Biélorussie	2
Tunisie	15	Viet Nam	2
République de Corée	14	Costa Rica	1
République démocratique allemande	14	Ethiopie	1
Apatrides	13	Guyana	1
Bolivie	13	Madagascar	1
Iraq	12	Mauritanie	1
Sénégal	12	Népal	1
Chine	11	Thaïlande	1
Equateur	10	Zimbabwe	1
		TOTAL	9 625

APPENDICE I

Principales publications de l'ONUDI : études, rapports et collections publiés en 1983^a

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Langue</i>
ID/B/18/Rev.7	Règlement intérieur du Conseil du développement industriel	A* Ar* C* E* F* R*
ID/SER.H/4	Série "Formulation et évaluation des projets", n° 4. Évaluation pratique de projets industriels : application de l'analyse de coût-utilité du point de vue de la collectivité au Pakistan	E*
ID/SER.M/5	Industrie et développement, n° 5	E* F*
ID/SER.M/6	Industrie et développement, n° 6	E*
ID/SER.M/7	Industrie et développement, n° 7	A* E*
ID/SER.N/I	Small hydropower series No. 1. Mini-hydropower stations (a manual for decision makers)	A
ID/149	Guidelines for contracting for industrial projects in developing countries	R
ID/SER/Rev.1	L'automation à coût modéré dans l'industrie du meuble et de la menuiserie	A
ID/172/Rev.1	Thesaurus of industrial development terms	A/F*
ID/173/Rev.1	Thesaurus du langage du développement industriel	F/A*
ID/203	Série "Mise au point et transfert des techniques", n° 6. Les techniques audiovisuelles au service de l'industrie	C
ID/244	Manuel pour l'évaluation des projets industriels	E*
ID/253	Traitement des minerais dans les pays en développement	F*
ID/261	Transformation industrielle des ressources naturelles	C
ID/265	Manuel de conception et d'utilisation des gabarits dans l'industrie du meuble	E F
ID/269	L'industrie mondiale en 1980	C E* F*
ID/282	La protection de l'environnement dans le contexte des travaux de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	E F
ID/287	Un programme pour la Décennie du développement industriel de l'Afrique	F
ID/287/Rev.1	A programme for the Industrial Development Decade for Africa	A
ID/289	Development and transfer of technology series No. 17. Technology exports from developing countries (I): Argentina and Portugal	A
ID/293	Rapport de la première Consultation sur le financement industriel, Madrid (Espagne), 18-22 octobre 1982	Ar C E F R
ID/294	Rapport de la première Consultation sur la formation de la main-d'œuvre industrielle, Stuttgart (République fédérale d'Allemagne), 22-26 novembre 1982	A Ar C E F R
ID/295	Résumés d'études sur le développement industriel, n°s 11501-11700	A (introduction en E, F, R)*

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Langue</i>
ID/298	Value analysis in the furniture industry	A
ID/299	Manual on the production of rattan furniture	A E
ID/300	Production management for small- and medium-scale furniture manufacturing firms in developing countries	A
ID/301	Résumés d'études sur le développement industriel, n ^{os} 11701-12000	A (introduction en E, F, R)*
ID/303	Résumés d'études sur le développement industriel, n ^{os} 12001-12200	A (introduction en E, F, R)*
ID/305	Résumés d'études sur le développement industriel, n ^{os} 12201-12500	A (introduction en E, F, R)*
ID/306	Rapport de la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois, Helsinki (Finlande), 19-23 septembre 1983	A Ar C E F R
ID/307	Rapport de la deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles, Vienne (Autriche), 17-21 octobre 1983	A E F

*Les astérisques indiquent les langues dans lesquelles certaines publications sont mises en vente.

APPENDICE J

Fonds des Nations Unies pour le développement industriel (FNUDI)

TABLEAU 1. ETAT AU 31 DECEMBRE 1983 DES CONTRIBUTIONS ANNONCEES AU FNUDI POUR LA PERIODE 1978-1983
(En dollars des Etats-Unis)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées pour 1978-1981</i>	<i>Contributions annoncées pour 1982-1983</i>	<i>Ajustements de change 1982-1983</i>	<i>Contributions annoncées pour 1984</i>	<i>Montants reçus en 1978-1983</i>	<i>Montant total des contributions annoncées mais non versées</i>
<i>Contributions générales</i>						
Afghanistan	3 500	3 000	—	1 500	6 500	1 500
Algérie	281 000	128 000	—	40 000	409 000	40 000
Angola	40 000	20 000	—	—	60 000	—
Arabie saoudite	4 000 000	2 000 000	—	—	6 000 000	—
Argentine	187 000	59 100	—	—	246 100	—
Autriche	64 516	121 013	(10 753)	54 645	174 776	54 645
Bahrein	20 000	10 000	—	5 000	30 000	5 000
Bangladesh	10 079	8 000	(50)	2 200	16 029	4 200
Barbade	5 000	4 000	—	—	9 000	—
Bénin	21 429	4 000	—	—	21 429	4 000
Bhoutan	3 000	3 066	—	1 200	6 066	1 200
Birmanie	4 000	2 000	(14)	1 000	5 986	1 000
Bolivie	3 000	2 000	—	—	5 000	—
Botswana	9 514	3 526	—	4 587	13 040	4 587
Brésil	60 000	30 000	—	15 000	75 000	30 000
Bulgarie	193 224	205 399	(13 744)	101 523	384 879	101 523
Burundi	5 223	1 116	—	—	6 339	—
Cap-Vert	2 000	—	—	—	2 000	—
Chili	22 000	20 000	—	10 000	42 000	10 000
Chine	1 266 976	573 991	(21 639)	403 030	1 819 328	403 030
Chypre	4 423	2 561	(90)	—	5 968	926
Colombie	15 000	11 417	—	5 700	26 417	5 700
Congo	3 767	10 000	165	10 000	3 272	20 650

TABLEAU 1 (suite)

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées pour 1978-1981</i>	<i>Contributions annoncées pour 1982-1983</i>	<i>Ajustements de change 1982-1983</i>	<i>Contributions annoncées pour 1984</i>	<i>Montants reçus en 1978-1983</i>	<i>Montant total des contributions annoncées mais non versées</i>
<i>Contributions générales (suite)</i>						
Costa Rica	6 000	—	—	—	4 520	1 480
Côte d'Ivoire	20 011	18 219	—	—	38 230	—
Cuba	131 067	55 134	(1 333)	24 202	184 868	24 202
Djibouti	2 000	2 000	—	—	4 000	—
Dominique	500	1 000	—	1 852	500	2 852
Egypte	278 214	127 178	—	72 492	341 803	136 081
Emirats arabes unis	65 000	—	—	—	65 000	—
Equateur	6 004	7 000	—	5 000	13 004	5 000
Ethiopie	—	—	—	1 122	—	1 122
Fidji	4 400	2 200	—	1 050	6 600	1 050
Gabon	10 329	—	—	—	10 329	—
Ghana	66 904	7 272	—	—	74 176	—
Grèce	67 000	55 000	—	—	114 800	7 200
Guatemala	15 000	10 000	—	—	25 000	—
Guinée	6 627	1 518	—	—	8 145	—
Guinée-Bissau	395	—	(7)	—	388	—
Guyana	4 350	2 307	—	—	3 417	3 300
Haute-Volta	12 930	11 715	(662)	2 513	23 983	2 513
Honduras	—	1 000	—	—	—	1 000
Hongrie	285 642	130 357	—	68 074	415 999	68 074
Inde	4 012 595	2 000 000	—	1 000 000	6 012 595	1 000 000
Indonésie	140 000	100 000	—	50 000	240 000	50 000
Iran (République islamique d')	85 000	—	—	—	85 000	—
Iraq	750 000	338 983	(16 402)	—	750 000	322 581
Irlande	74 130	—	—	—	74 130	—
Jamahiriya arabe libyenne	305 000	—	—	—	305 000	—
Jamaïque	16 000	8 000	—	4 000	24 000	4 000
Japon	36 198	—	—	—	36 198	—
Jordanie	13 551	12 086	—	—	25 637	—
Kenya	21 415	23 505	(2 639)	17 037	32 281	27 037
Kuwait	200 000	150 000	—	75 000	350 000	75 000
Lesotho	6 000	4 000	—	2 000	10 000	2 000
Liban	—	2 000	—	2 000	—	4 000

Libéria	1 000	1 500
Luxembourg	34 268	13 651
Madagascar	30 177	—
Malaisie	40 000	40 000
Malawi	8 143	4 896
Mali	—	1 767
Malte	5 369	2 896
Maroc	49 505	17 646
Maurice	5 023	1 884
Mauritanie	1 906	—
Mexique	51 672	29 373
Mongolie	9 064	4 363
Mozambique	4 000	5 027
Népal	2 100	1 400
Nicaragua	1 000	—
Nigéria	125 000	—
Oman	34 000	24 000
Ouganda	447	2 000
Pakistan	161 616	138 449
Panama	6 586	2 000
Paraguay	24 000	—
Pérou	45 000	—
Philippines	90 000	45 000
Pologne	356 426	328 450
Portugal	35 353	30 000
Qatar	85 000	60 000
République arabe syrienne	100 895	5 372
République de Corée	90 000	60 000
République démocratique allemande	643 270	251 859
République démocratique populaire lao	4 500	3 000
République dominicaine	5 000	—
République-Unie de Tanzanie	7 881	4 515
République-Unie du Cameroun	7 804	7 255
Roumanie	125 000	36 364
Rwanda	6 400	5 600
Saint-Siège	1 000	—
Samoa	300	—
Sénégal	22 000	1 000
Seychelles	3 714	1 000
Sierra Leone	6 000	1 200
Singapour	4 000	—

—	—	2 500	—
(1 517)	5 446	46 402	5 446
(1 335)	—	28 842	—
—	—	60 000	20 000
77	2 344	13 116	2 344
(556)	—	—	1 211
(18)	—	8 247	—
(2 791)	6 417	57 943	12 834
11	836	6 918	836
—	—	1 906	—
—	—	81 045	—
(26)	2 169	13 401	2 169
(155)	—	8 872	—
—	—	3 500	—
—	—	1 000	—
—	—	125 000	—
—	—	58 000	—
(97)	—	320	2 030
(15 431)	75 019	284 635	75 019
—	1 000	8 586	1 000
—	—	6 000	18 000
—	20 000	45 000	20 000
—	13 500	126 785	21 715
—	157 895	684 876	157 895
(555)	15 000	64 788	15 000
—	—	145 000	—
—	—	106 267	—
—	30 000	150 000	30 000
6 981	123 077	902 110	123 077
—	1 500	6 000	3 000
—	—	5 000	—
(781)	1 644	11 616	1 644
(879)	—	14 180	—
—	—	161 364	—
—	4 000	12 000	4 000
—	—	1 000	—
—	—	300	—
—	4 000	—	27 000
—	—	4 714	—
—	—	7 200	—
—	—	4 000	—

<i>Pays/organisation</i>	<i>Contributions annoncées pour 1978-1981</i>
Somalie	2 408
Soudan	40 000
Sri Lanka	12 000
Suriname	2 000
Swaziland	4 278
Tchad	7 068
Tchécoslovaquie	161 114
Thaïlande	80 535
Togo	16 154
Trinité-et-Tobago	79 701
Tunisie	58 250
Turquie	385 000
Union des Républiques socialistes soviétiques	2 955 225
Uruguay	45 000
Venezuela	82 000
Viet Nam	2 000
Yémen	5 011
Yémen démocratique	6 145
Yougoslavie	759 625
Zaire	14 400
Zambie	35 389
Zimbabwe	—
Total des contributions générales	19 854 635
Allemagne, République fédérale d'	6 578 132
Argentine	32 000
Australie	—
Autriche	1 645 072
Belgique	2 237 777
Brésil	100 108
Chine	133 648

TABLEAU I (suite)

<i>Contributions annoncées pour 1982-1983</i>	<i>Ajustements de change 1982-1983</i>	<i>Contributions annoncées pour 1984</i>	<i>Montants reçus en 1978-1983</i>	<i>Montant total des contributions annoncées; mais non versées</i>
<i>Contributions générales (suite)</i>				
2 400	—	—	2 341	2 467
30 000	—	11 719	—	81 719
6 000	(118)	3 000	14 882	6 000
4 000	—	—	6 000	—
2 843	(276)	—	5 165	1 680
—	(2 225)	—	—	4 843
—	—	—	161 114	—
46 288	(60)	23 084	126 763	23 084
6 335	(1 779)	1 256	15 867	6 099
40 000	—	20 000	119 701	20 000
54 916	(4 482)	22 101	108 684	22 101
229 726	(56 005)	—	546 254	12 467
1 372 403	33 084	657 895	4 360 712	657 895
—	—	—	44 170	830
42 000	(37)	—	123 963	—
2 000	(139)	1 000	3 861	1 000
—	—	—	2 011	3 000
6 943	—	—	13 088	—
165 363	—	—	923 935	1 053
—	—	3 000	14 400	3 000
27 023	(2 917)	11 194	57 725	12 963
18 020	—	11 538	18 020	11 538
9 480 451	(119 204)	3 211 361	28 584 821	3 842 422
<i>Contributions spéciales</i>				
4 849 647	(69 344)	2 461 538	11 473 820	2 346 153
—	—	—	22 400	9 600
765 506	(68 651)	138 889	696 855	138 889
1 124 505	(39 350)	601 093	2 730 227	601 093
984 169	—	450 704	3 221 946	450 704
—	—	—	100 108	—
140 000	—	—	273 648	—

Côte d'Ivoire	—	224 090
Danemark	202 684	—
Finlande	813 844	333 969
France	1 011 624	1 825 481
Hongrie	259 576	—
Italie	4 133 261	4 087 610
Japon	1 862 350	830 347
Malte	15 920	—
Mexique	50 707	—
Norvège	77 110	—
Organisation arabe de développement industriel	—	29 892
Pays-Bas	24 792	—
Pologne	—	77 841
Portugal	5 624	—
Qatar	10 000	—
République démocratique allemande	16 387	406 956
Royaume-Uni	2 808 259	382 756
Suède	4 402 420	418 103
Suisse	2 283 078	741 805
Tchécoslovaquie	569 339	362 259
Turquie	—	258 304
Uruguay	4 432	—
Yougoslavie	66 000	118 882
Total des contributions spéciales	<u>29 344 144</u>	<u>17 962 122</u>
TOTAL FNUDI	49 198 779	27 442 573

^aY compris la contribution annoncée pour 1985 : 1 056 338 dollars.

(11 371)	152 490	120 709	244 500
—	—	202 684	—
(114 763)	—	684 096	348 954
(154 812)	1 069 182	2 682 293	1 069 182
—	—	259 576	—
(461 357)	2 515 723	7 759 514	2 515 723
—	135 992	2 813 368	15 321
—	—	15 920	—
—	—	50 707	—
—	—	73 110	4 000
—	—	29 892	—
—	—	24 792	—
—	—	77 841	—
—	—	5 624	—
—	—	10 000	—
(47)	384 615	423 296	384 615
(442 895)	—	1 570 771	1 177 349
(76 255)	—	4 744 268	—
—	2 112 676 ^a	3 024 883	2 112 676
220	155 763	904 559	183 022
(17 481)	204 082	240 823	204 082
—	—	4 432	—
(46 380)	161 435	78 502	221 435
<u>(1 502 486)</u>	<u>10 544 182</u>	<u>44 320 664</u>	<u>12 027 298</u>
(1 621 690)	13 755 543	72 905 485	15 869 720

TABLEAU 2. ETAT DES RESSOURCES DU FNUDI, AU 31 DECEMBRE 1983^a
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Contributions générales	Contributions spéciales	Total
<i>Contributions</i>			
Contributions	32 551	57 846	90 397
Autres recettes	4 782	(3 490)	1 292
RECETTES TOTALES	37 333	54 356	91 689
<i>Projets approuvés</i>			
Dépenses	27 847	32 974	60 821
Engagements	2 674	4 906	7 580
Crédits non encore dépensés/engagés	6 051	10 369	16 420
Reserve pour frais généraux	1 533	2 453	3 986
TOTAL POUR LES PROJETS APPROUVES	38 105	50 702	88 807
SOLDE DISPONIBLE POUR D'AUTRES PROJETS^b	(772)	3 654	2 882
<i>Situation de trésorerie</i>			
Total des contributions et autres recettes	37 333	54 356	91 689
Montants à recevoir	3 842	12 027	15 869
Montants reçus	33 491	42 329	75 820
Décaissements	27 847	32 974	60 821
Solde disponible	5 644	9 355	14 999
Engagements non réglés	2 674	4 906	7 580
Reserve pour frais généraux	1 533	2 453	3 986
SOLDE NON ENGAGE	1 437	1 996	3 433

^aLes chiffres représentent les recettes et les dépenses cumulatives du 1^{er} janvier 1978 au 31 décembre 1983, à l'exclusion de la réserve opérationnelle (655 000 dollars).

^bIl convient d'ajouter 3 764 000 dollars à la colonne "Contributions générales" et 566 000 dollars à la colonne "Contributions spéciales", soit un total de 4 330 000 dollars reporté de l'ancien Fonds général d'affectation spéciale de l'ONUDI.

TABLEAU 3. ETAT RECAPITULATIF, AU 31 DECEMBRE 1983, DES PROJETS APPROUVES EN VUE DE LEUR FINANCEMENT PAR LE FNUDI, CLASSES SUIVANT LES DOMAINES PRIORITAIRES FIXES POUR CE FONDS

Domaines prioritaires fixés pour le FNUDI	Nombre de projets	Monnaies convertibles (y compris frais généraux) (en dollars des Etats-Unis)	Monnaies non convertibles (équivalent en dollars des Etats-Unis)	Total (en dollars des Etats-Unis)	Allocations (en pourcentages)	
					Souhaitable ^a	Effectives
Mesures spéciales en faveur du dévelop- pement industriel des pays les moins avancés	62	6 151 995	2 002 095	8 154 090	10	9
Transfert et adapta- tion des techniques et mise au point de techniques approp- riées, information industrielle	137	14 186 440	640 511	14 826 951	10	17

TABLEAU 3 (suite)

Domaines prioritaires fixés pour le FNUDI	Nombre de projets	Monnaies convertibles (y compris frais généraux) (en dollars des Etats-Unis)	Monnaies non convertibles (équivalent en dollars des Etats-Unis)	Total (en dollars des Etats-Unis)	Allocations (en pourcentages)	
					Souhaitables ^a	Effectives
Coopération écono- mique et technique entre pays en développement	54	3 984 573	1 336 192	5 320 765	9	6
Formation en groupe et renforcement des institutions de formation indus- trielle dans les pays en développement	266	16 800 431	9 074 003	25 874 434	10	29
Infrastructure institu- tionnelle pour l'industrie	41	3 122 126	463 267	3 585 393	10	4
Industries de trans- formation des res- sources naturelles locales, y compris industries orientées vers l'exportation	65	8 400 945	477 559	8 878 504	12	10
Industries satisfaisant les besoins essentiels et assurant l'appui des industries rurales	47	5 364 132	167 743	5 531 875	8	6
Activités de promotion	109	14 681 587	524 053	15 205 640	8	17
Autres activités	21	1 308 182	104 902	1 413 084	5	2
TOTAL	802	74 000 411	14 790 325	88 790 736	82	100

^aLes ressources sont allouées comme suit (en pourcentage) :

Ressources disponibles pour financer les projets	82
Appui et administration du programme	13
Affectation aux réserves	5
	<u>100</u>

APPENDICE K

Assistance technique fournie par l'ONUDI aux pays en développement les moins avancés du 1^{er} janvier au 31 décembre 1983

TABLEAU 1. ASSISTANCE FOURNIE PAR PAYS ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT^a
(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	Programme ordinaire	PNUD/CIP	Services industriels spéciaux	PNUD/Mesures spéciales	FNUDI ^b	Autres sources	Total
<i>Afrique</i>							
Bénin	32 219	5 215	5 167	—	—	(127) ^c	42 474
Botswana	45 901	550	4 155	—	—	—	50 606
Burundi	36 856	256 879	94 423	—	—	45 193 ^d	433 351
Cap-Vert	1 125	23 002	34 750	—	—	—	58 877
Comores	32 786	—	—	—	1 900	2 667 ^c	37 353
Djibouti	—	—	—	—	—	—	—
Ethiopie	5 451	1 374 704	77 623	—	260 131	36 339 ^c	1 754 248
Gambie	—	7 949	54 373	—	294 140	—	356 462
Guinée	124 065	520 849	26 373	161 390	—	42 499 ^e	875 126
Guinée-Bissau	23 743	—	—	—	—	—	23 743
Guinée équatoriale	4 717	(3 420)	—	—	—	—	1 297
Haute-Volta	32 883	200 623	15 212	—	(4 888)	33 135 ^c	276 965
Lesotho	28 237	—	39 833	256	36 427	—	104 753
Malawi	28 568	107 207	62 565	32 284	—	—	230 724
Mali	3 594	490 406	—	—	124 166	{ 72 811 ^f 484 007 ^g }	1 174 984
Niger	30 691	554 703	—	—	—	—	585 394
Ouganda	63 909	123 364	7 229	—	—	—	194 572
République centrafricaine	32 715	18	(1 271)	—	—	—	31 462
République-Unie de Tanzanie	108 474	1 044 736	89 735	363 977	167 395	63 591 ^c	1 837 908
Rwanda	89 741	38 310	31 018	50 634	5 771	—	215 474
Sao-Tomé-et-Principe	623	—	76 682	—	—	—	77 305
Sierra-Leone	1 916	245 643	38 787	—	—	(1 718) ^c	284 628
Somalie	24 559	359 498	26 308	8 523	388 963	20 371 ^c	828 222
Soudan	127 566	279 791	15 879	—	3	273 997 ^d	697 236

Tchad	86 228	—	9 846	—	(8 500)	—	87 574
Togo	13 226	139 185	27 229	74 631	—	54 087 ^c	308 358
Total partiel	979 793	5 769 212	736 086	691 695	1 265 508	1 126 802	10 569 096
<i>Amériques</i>							
Haiti	181 171	45 338	—	—	4 000	47 657 ^c	278 166
<i>Asie et Pacifique</i>							
Afghanistan	—	80 562	140 020	—	—	—	220 582
Bangladesh	138	2 511 079	—	180 149	64 247	{ 489 696 ^f }	3 245 946
Bhoutan	26 121	152 169	—	—	—	637 ^c }	178 290
Maldives	—	—	(1 174)	—	—	—	(1 174)
Népal	22 791	927 984	21 006	4 024	15 003	35 366 ^c	1 026 174
République démocratique populaire lao	—	116 947	725	—	—	—	117 672
Samoa	2 370	—	—	—	—	—	2 370
Total partiel	51 420	3 788 741	160 577	184 173	79 250	525 699	4 789 850
<i>Etats arabes^h</i>							
Yémen	21 517	344 093	—	—	3 456	—	369 066
Yémen démocratique	81 758	344 135	17 105	—	370 754	—	813 752
Total partiel	103 275	688 228	17 105	—	374 210	—	1 182 818
<i>Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés</i>							
	229 470	312 714	—	—	43 533	—	585 717
TOTAL	1 545 129	10 604 233	913 768	875 868	1 766 501	1 700 158	17 405 657

Note: () = corrections concernant les années antérieures.

^aA l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même temps que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

^bA l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

^cFonds d'affectation spéciale.

^dSysteme de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

^eSomme à recevoir.

^fFonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne.

^gFonds d'équipement des Nations Unies.

^hPour Djibouti et le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

TABLEAU 2. PROJETS NOUVEAUX APPROUVES, PAR PAYS ET PAR SOURCE DE FINANCEMENT^a
(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	Programme ordinaire	PNUD/CIP	Services industriels spéciaux	PNUD/Mesures spéciales	FNUD ^b	Autres sources	Total
<i>Afrique</i>							
Bénin	—	—	—	—	—	—	—
Botswana	—	—	—	—	—	—	—
Burundi	80 114	—	—	—	—	—	80 114
Cap-Vert	1	54 940	—	—	—	—	54 941
Comores	1	—	—	—	—	—	1
Djibou.i	—	—	—	—	—	—	—
Ethiopie	1	2 072 100	—	—	—	—	2 072 101
Gambie	—	19 000	—	—	—	—	19 000
Guinée	30 000	—	80 150	—	—	53 097 ^c	163 247
Guinée-Bissau	—	—	—	—	18 960	—	18 960
Guinée équatoriale	4 717	—	—	—	—	—	4 717
Haute-Volta	22 036	734 700	6 000	—	335 497	—	1 098 233
Lesotho	1	—	—	—	15 200	—	15 201
Malawi	5 305	—	—	338 850	—	—	344 155
Mali	—	1 250 350	—	—	30 600	{ 79 600 ^d 518 400 ^e }	{ 1 878 950
Niger	4 137	1 644 680	—	—	—	13 100 ^f	1 661 917
Ouganda	1	75 000	8 392	—	—	—	83 393
République centrafricaine	2 643	—	—	—	—	—	2 643
République-Unie de Tanzanie	32 000	450 200	64 800	260 850	—	107 768 ^f	915 618
Rwanda	—	—	—	—	—	—	—
Sao Tomé-et-Principe	—	—	19 350	—	8 700	—	28 050
Sierra Leone	10 266	333 200	173 650	—	—	—	517 116
Somalie	15 601	—	83 000	—	17 000	47 447 ^f	163 048
Soudan	198 533	—	—	—	38 985	—	237 518
Tchad	1	—	—	—	—	—	1
Togo	13 101	—	—	116 300	—	—	129 401
Total partiel	418 459	6 634 170	435 342	716 000	464 942	819 412	9 488 325

<i>Amériques</i>							
Haiti	36 801	—	—	—	26 750	10 000 ^f	73 551
<i>Asie et Pacifique</i>							
Afghanistan	—	—	—	—	—	—	—
Bangladesh	—	14 500	—	—	—	1 382 857 ^e	1 397 357
Bhoutan	—	—	—	—	—	—	—
Maldives	—	—	27 700	—	—	—	27 700
Népal	1	—	19 800	—	—	—	19 801
République démocratique populaire lao	—	783 057	—	—	—	—	783 057
Samoa	—	—	—	—	—	—	—
Total partiel	1	797 557	47 500	—	—	1 382 857	2 227 915
<i>Etats arabes^g</i>							
Yémen	19 600	—	—	—	—	—	19 600
Yémen démocratique	22 591	—	76 400	—	46 275	—	145 266
Total partiel	42 191	—	76 400	—	46 275	—	164 866
<i>Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés</i>							
	264 612	12 750	—	—	210 838	—	488 200
TOTAL	762 064	7 444 477	559 242	716 000	748 805	2 212 269	12 442 857

^aA l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même temps que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

^bA l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

^cSommes à recevoir.

^dFonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne.

^eFonds d'équipement des Nations Unies.

^fFonds d'affectation spéciale.

^gPour Djibouti et le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

TABLEAU 3. TOTAL PROJETS A'PROUVES (PROJETS NOUVEAUX, PLUS ALLOCATIONS SUPPLEMENTAIRES POUR DES PROJETS EN COURS, MOINS PROJETS ANNULES)^a

(En dollars des Etats-Unis)

Région/pays	Programme ordinaire	PNUD/CIP	Services industriels spéciaux	PNUD/Mesures spéciales	FNUD ^b	Autres sources	Total
<i>Afrique</i>							
Bénin	17 836	55 732	(10 632)	—	—	(11 488) ^c	51 448
Botswana	(150)	(160 379)	(5 528)	—	—	—	(166 057)
Burundi	(20 045)	(1 088 186)	6 020	—	—	—	(1 102 211)
Cap-Vert	1	54 940	(453)	—	—	—	54 488
Comores	17 401	—	(12 343)	—	—	1 ^c	5 059
Djibouti	—	—	—	—	—	—	—
Ethiopie	3 581	1 764 617	(25 880)	—	—	17 411 ^c	1 759 729
Gambie	—	19 000	(1 125)	—	74 164	—	92 039
Guinée	25 315	135 802	75 181	(2)	—	53 097 ^d	289 393
Guinée-Bissau	2 178	33 000	(5 442)	—	18 960	—	48 696
Guinée équatoriale	4 717	2 023	—	—	—	—	6 740
Haute-Volta	22 036	729 532	1 922	—	335 497	46 659 ^c	1 135 646
Lesotho	11 681	—	(26 220)	—	29 450	—	14 911
Malawi	8 606	(51 174)	223	338 876	—	—	296 531
Mali	—	1 254 910	(6 309)	—	41 935	{ 79 600 ^e 518 400 ^f }	1 888 536
Niger	4 137	1 592 676	(9 907)	—	—	13 100 ^c	1 600 006
Ouganda	1	67 170	8 493	—	—	—	75 664
République centrafricaine	11 418	7 421	(5 356)	—	—	—	13 483
République-Unie de Tanzanie	46 855	749 994	55 799	262 925	75 193	122 054 ^c	1 312 820
Rwanda	33 664	283 542	10 707	15 001	—	—	342 914
Sao Tomé-et Príncipe	—	—	20 872	—	8 700	—	29 572
Sierra Leone	10 267	316 643	164 925	—	—	(1) ^c	491 834
Somalie	18 695	2 957	80 982	(36 250)	17 000	47 447 ^c	130 831
Soudan	197 623	5 462	(36 326)	—	37 853	—	204 612
Tchad	1	(457 600)	2 659	—	—	—	(454 940)
Togo	13 101	116 693	(14 087)	116 300	—	1 ^c	232 008
Total partiel	428 919	5 434 775	268 175	696 850	638 752	886 281	8 353 752

<i>Amériques</i>							
Haiti	46 701	25 428	(22 632)	—	26 750	28 668 ^c	104 915
<i>Asie et Pacifique</i>							
Afghanistan	—	(22 944)	(12 985)	—	—	—	(35 929)
Bangladesh	(7 290)	(280 998)	—	378 110	—	(34 000) ^g 1 382 857/ 880 ^c	1 439 559
Bhoutan	—	(697 635)	—	—	—	—	(697 635)
Maldives	—	—	27 700	—	—	—	27 700
Népal	(36 976)	207 258	16 146	1	1	19 642 ^c	206 072
République démocratique populaire lao	—	777 209	(2 431)	—	—	—	774 778
Samoa	684	—	—	—	—	—	684
Total partiel	(43 582)	(17 110)	28 430	378 111	1	1 369 379	1 715 229
<i>Etats arabes^h</i>							
Yémen	(58 706)	20 947	—	—	—	—	(37 759)
Yémen démocratique	26 170	458 066	62 262	—	46 275	—	592 773
Total partiel	(32 536)	479 013	62 262	—	46 275	—	555 014
<i>Projets régionaux, interrégionaux et mondiaux spécialement conçus pour les pays les moins avancés</i>							
	190 272	6 229	(2 763)	—	216 547	—	410 285
TOTAL	589 774	5 928 335	333 472	1 074 961	928 325	2 284 328	11 139 195

Note: () = corrections concernant les années antérieures.

^aA l'exclusion des projets régionaux, interrégionaux et mondiaux ainsi que des bourses de perfectionnement individuelles et des programmes de formation en groupe, dont les pays les moins avancés bénéficient en même temps que d'autres pays en développement, et qui sont généralement financés au moyen de fonds autres que ceux affectés spécialement aux pays les moins avancés.

^bA l'exclusion de l'allocation pour frais généraux (14 %).

^cFonds d'affectation spéciale.

^dSommes à recevoir.

^eFonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités dans la région soudano-sahélienne.

^fFonds d'équipement des Nations Unies.

^gFonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

^hPour Djibouti et le Soudan, voir la rubrique "Afrique".

APPENDICE L

Programmes de formation collective organisés et boursiers placés en 1983

TABLEAU 1. STAGES DE FORMATION COLLECTIVE EN ENTREPRISE ORGANISES
EN 1983

Secteur	Pays hôte	Nombre de participants		
		Ensemble des pays en développement	Pays les moins avancés	Femmes
Sidérurgie	Autriche	18	—	—
Technologie des matières plastiques	Autriche	27	6	3
Confection des moules	Autriche	5	—	—
Industrie textile	Belgique	10	5	—
Entretien du matériel ferroviaire	Belgique Côte d'Ivoire Haute-Volta	11	5	—
Entretien des bateaux	Belgique	17	5	—
Outillage pour le travail des métaux	Bulgarie	13	2	1
Moteurs diesel	Chine	14	10	—
Machines agricoles	Chine	14	9	—
Sidérurgie	Egypte	33 ^a	—	—
Industrie pharmaceutique	France	20	11	6
Conception de chaussures et d'articles en cuir	Italie	23	12	1
Techniques de fonderie	Pologne	9	5	—
Gestion de la fabrication de biens industriels	République-Unie du Cameroun	12	8	1
Moteurs diesel	Tchécoslovaquie	17	6	—
Systèmes informatisés de maintenance	Tchécoslovaquie	15	—	1
Economies d'énergie et gestion de l'énergie	Tchécoslovaquie	12	12	2
Industrie du ciment ^b	Turquie	29	13	1
Sidérurgie	Turquie	24	—	—
Exploitation de petites fonderies	Turquie	12	9	—
Industrie du sucre de betterave	Turquie	10	3	1
Industrie des métaux	URSS	15	4	1
Soudure électrique ^b	URSS	29	9	1
Industrie des engrais	URSS	14	1	—
Usinage du riz	URSS	15	1	2
Information industrielle	URSS	24	—	19
Travail et stockage des grains	URSS	15	4	3
Sidérurgie ^b	URSS	36	4	1
	TOTAL	493	144	44

^aDix des 33 participants ont suivi un stage en Egypte et en Turquie.

^bDeux stages ont eu lieu en 1983.

TABLEAU 2. AUTRES PROGRAMMES DE FORMATION COLLECTIVE ORGANISES
EN 1983

Secteur	Pays hôte	Nombre de participants		
		Ensemble des pays en développement	Pays les moins avancés	Femmes
Intégration de la femme dans le développement industriel	Angola	40	3	40
Elaboration, évaluation et financement des projets	Angola	23	—	5
	Arabie saoudite	16	—	—
Récupération de la chaleur résiduelle	Australie	17	1	—
Technologie du bois	Australie	18	2	1
Dessalement de l'eau	Australie	19	—	—
Entretien et inspection des installations industrielles	Autriche	22	4	—
Entretien des usines d'engrais	Autriche	11	3	—
Fibres synthétiques	Autriche	8	4	—
Pollution de l'air et de l'eau	Belgique	25	8	4
Normalisation de l'acier	Brésil	15	—	1
Coopératives industrielles	Bulgarie	15	5	—
Petites et moyennes entreprises	Canada	18	7	1
Entreprises industrielles du secteur public	Colombie	15	—	3
Elaboration, évaluation et financement des projets	Congo	29	—	5
Systèmes de maintenance	Egypte	19	7	1
Industrie du meuble et de la menuiserie	Finlande	29	6	1
Services d'information industrielle	France	10	5	2
Economies d'énergie dans l'industrie du ciment	France	15	3	1
Normalisation et contrôle de la qualité	France	16	5	3
Elaboration, évaluation et financement des projets	Guinée	27	27	8
Gestion des entreprises industrielles	Guinée-Bissau	20	20	1
Production d'alumine	Hongrie	16	—	1
Groupe mobile — journées d'étude sur le développement des projets	Mali	74	29	2
	Mauritanie			
	Niger			
	Sénégal			
Elaboration, évaluation et exécution des projets	Italie	18	—	3
Emballage et conditionnement	Italie	25	12	4
Planification industrielle	Japon	9	3	1
Amélioration de la qualité	Japon	15	—	3
Elaboration, évaluation et financement des projets	Mali	38	38	6
Elaboration, évaluation et financement des projets	Mozambique	22	—	6
Elaboration, évaluation et financement des projets	Nigéria	22	—	—
Elaboration et évaluation des projets	Philippines	12	11	2
Service consultatif pour la petite industrie	Philippines	14	14	3
Elaboration, évaluation et financement des projets	Pologne	25	12	2

TABLEAU 2 (suite)

Secteur	Pays hôte	Nombre de participants		
		Ensemble des pays en développement	Pays les moins avancés	Femmes
Formulation des pesticides	République démocratique allemande	19	9	3
Industrie de l'imprimerie	République démocratique allemande	19	8	1
Planification industrielle	République démocratique allemande	20	5	4
Développement de la petite industrie	République-Unie de Tanzanie	15	11	—
Plantes médicinales	Roumanie	12	5	2
Economies d'énergie dans la métallurgie	Royaume-Uni	19	2	1
Formation des formateurs dans les entreprises du secteur public	Tunisie	17	4	1
Formation en matière de systèmes de mesure	Yougoslavie	5	1	—
Industries mécaniques du bois	Yougoslavie	19	6	—
Elaboration, évaluation et financement des projets	Zaire	22	—	1
Perfectionnement des cadres industriels	Zambie	22	—	3
Gestion de l'énergie	Zambie	26	4	1
	TOTAL	932	283	127

TABLEAU 3. NOMBRE DE STAGES INDIVIDUELS ET DE VOYAGES D'ETUDE AYANT DEBUTE EN 1983, PAR NATIONALITE/ZONE D'ORIGINE, PAYS OU TERRITOIRE DES BOURSIERS

Nationalité/zone d'origine, pays ou territoire	Nombre de boursiers placés			Total
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	
Afghanistan	3	—	—	3
Angola	5	—	—	5
Argentine	23	1	—	24
Bangladesh	34	—	—	34
Bénin	1	—	—	1
Bhoutan	—	1	—	1
Birmanie	1	—	—	1
Botswana	—	1	—	1
Brésil	23	—	—	23
Bulgarie	137	2	—	139
Burundi	2	1	—	3
Cap-Vert	—	—	1	1
Chili	1	—	—	1
Chine	111	8	24	143
Comores	—	1	—	1
Congo	—	—	1	1
Costa Rica	—	—	3	3
Côte d'Ivoire	6	—	10	16
Cuba	4	—	—	4

Nationalité/zone d'origine, pays ou territoire	Nombre de boursiers placés			Total
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	
Egypte	40	—	—	40
El Salvador	5	—	—	5
Equateur	8	—	—	8
Ethiopie	24	—	4	28
Fidji	—	1	—	1
Gabon	1	1	—	2
Grèce	3	—	—	3
Guinée	6	—	—	6
Guyana	9	—	—	9
Haïti	—	3	—	3
Honduras	10	—	—	10
Hongkong	1	—	—	1
Hongrie	33	—	—	33
Inde	112	1	—	113
Indonésie	22	7	1	30
Iran (République islamique d')	5	—	—	5
Iraq	4	—	3	7
Jamaïque	2	—	—	2
Kenya	25	—	—	25
Libéria	2	—	—	2
Malaisie	1	—	1	2
Malawi	6	—	—	6
Mali	4	—	2	6
Maroc	2	—	—	2
Mauritanie	—	—	1	1
Mexique	2	—	4	6
Mozambique	3	—	—	3
Népal	7	—	—	7
Nicaragua	5	—	—	5
Niger	9	—	2	11
Nigéria	17	—	—	17
Ouganda	1	—	—	1
Pakistan	10	—	—	10
Panama	—	1	—	1
Paraguay	4	1	—	5
Pérou	2	1	—	3
Philippines	23	1	8	32
Pologne	24	—	—	24
Portugal	1	1	—	2
République arabe syrienne	—	1	4	5
République de Corée	9	—	—	9
République populaire démocratique de Corée	18	—	—	18
République-Unie de Tanzanie	14	—	—	14
République-Unie du Cameroun	1	2	2	5
Roumanie	15	—	7	22
Rwanda	1	1	—	2
Sainte-Lucie	—	1	—	1
Sénégal	3	—	1	4
Seychelles	—	—	1	1
Sierra Leone	1	—	—	1
Somalie	3	—	—	3
Soudan	9	28	—	37
Sri Lanka	21	—	3	24
Suriname	3	—	—	3
Tchécoslovaquie	42	—	—	42
Thaïlande	29	6	1	36
Turquie	12	2	—	14
Uruguay	2	—	—	2

TABLEAU 3 (suite)

Nationalité/zone d'origine, pays ou territoire	Nombre de boursiers placés			Total
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	
Venezuela	1	—	—	1
Viet Nam	55	—	—	55
Yémen	—	1	1	2
Yémen démocratique	2	3	—	5
Yougoslavie	19	—	—	19
Zaïre	4	—	—	4
Zambie	4	—	2	6
Zimbabwe	2	1	—	3
TOTAL	1 054	79	87	1 220

TABLEAU 4. STAGES INDIVIDUELS ET VOYAGES D'ETUDE AYANT DEBUTE EN 1983, PAR PAYS, ZONE GEOGRAPHIQUE OU TERRITOIRE D'ACCUEIL^a

Pays, zone géographique ou territoire d'accueil	Nombre de boursiers placés			Total
	PNUD	Programme ordinaire	Autres programmes	
Algérie	3	—	—	3
Allemagne, République fédérale d'	232	23	21	276
Argentine	9	1	—	10
Australie	6	—	—	6
Autriche	115	21	6	142
Belgique	18	3	5	26
Brésil	9	—	2	11
Bulgarie	3	—	—	3
Canada	17	—	3	20
Chine	3	—	—	3
Chypre	1	—	—	1
Colombie	1	—	—	1
Costa Rica	4	—	—	4
Côte d'Ivoire	2	—	—	2
Cuba	6	—	—	6
Danemark	11	1	—	12
Egypte	12	—	—	12
Equateur	1	—	—	1
Espagne	19	9	—	28
Etats-Unis d'Amérique	176	2	8	186
Finlande	15	—	—	15
France	89	4	15	108
Grèce	5	—	—	5
Haute-Volta	1	—	—	1
Honduras	—	1	—	1
Hongkong	3	4	—	7
Hongrie	30	1	5	36
Inde	80	29	3	112
Indonésie	5	1	—	6
Iraq	1	—	—	1
Irlande	23	2	—	25
Israël	6	—	—	6
Italie	77	4	11	92
Japon	85	—	16	101
Kenya	2	2	—	4
Koweït	1	—	—	1

<i>Pays, zone géographique ou territoire d'accueil</i>	<i>Nombre de boursiers placés</i>			<i>Total</i>
	<i>PNUD</i>	<i>Programme ordinaire</i>	<i>Autres programmes</i>	
Lesotho	1	—	—	1
Malaisie	12	—	—	12
Maurice	3	1	—	4
Mexique	16	1	—	17
Népal	1	—	—	1
Nouvelle-Zélande	2	—	—	2
Norvège	6	—	—	6
Pays-Bas	49	3	4	56
Pakistan	3	—	—	3
Panama	3	1	—	4
Paraguay	—	—	1	1
Pérou	3	—	—	3
Philippines	17	5	3	25
Pologne	19	—	1	20
Portugal	3	—	1	4
République de Corée	10	7	—	17
République démocratique allemande	11	—	—	11
République-Unie de Tanzanie	9	2	—	11
Roumanie	2	—	—	2
Royaume-Uni	178	2	19	199
Sénégal	8	2	5	15
Singapour	15	—	—	15
Sri Lanka	1	—	—	1
Suède	49	—	3	52
Suisse	52	1	—	53
Swaziland	1	—	—	1
Tchécoslovaquie	22	—	3	25
Thaïlande	58	—	—	58
Tunisie	2	—	—	2
Turquie	4	—	—	4
Union des Républiques socialistes soviétiques	19	—	—	19
Uruguay	—	—	1	1
Venezuela	6	—	—	6
Yugoslavie	21	3	—	24
TOTAL	1 677	136	136	1 949

^aLorsque le stage individuel ou le voyage d'étude suppose un séjour dans plusieurs pays, zones géographiques ou territoires, il est pris en compte pour chacun de ceux-ci. Par conséquent, les totaux de ce tableau ne coïncident pas avec ceux du tableau 3.

APPENDICE M

Réunions d'experts, colloques, séminaires, journées d'étude, stages et autres réunions, à l'exception des stages de formation, qui ont eu lieu en 1983

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
<i>Bureau du Directeur exécutif</i>		
16-19 mars	Septième session du Comité des progrès de l'industrialisation en Afrique ^a	Kigali (Rwanda)
25-29 avril	Comité permanent du Conseil du développement industriel — dix-neuvième session	Vienne (Autriche)
26 avril-13 mai	Conseil du développement industriel — dix-septième session	Vienne (Autriche)
1 ^{er} -5 août	Premier Symposium international Afrique/Amérique latine ^b	Rio de Janeiro (Brésil)
22-26 novembre	Réunion sous-régionale du Groupe d'experts sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie du développement industriel en Afrique ^c	Addis-Abeba (Ethiopie)
28 novembre-2 décembre	Comité permanent du Conseil du développement industriel — vingtième session	Vienne (Autriche)
12-16 décembre	Réunion sous-régionale du Groupe d'experts sur la promotion de la coopération industrielle intra-africaine dans le cadre de la Décennie du développement industriel en Afrique ^d	Abidjan (Côte d'Ivoire)
<i>Groupe spécial chargé de préparer la quatrième Conférence générale de l'ONUDI</i>		
12-16 avril	Forum international sur les innovations techniques et le développement (réunion d'experts de haut niveau) ^e	Tbilissi (Union des Républiques socialistes soviétiques)
18-22 avril	Stratégies et politiques de développement industriel pour les pays en développement (réunion d'experts de haut niveau) ^f	Lima (Pérou)
30 mai-3 juin	Mise en valeur accélérée des ressources humaines nécessaires au développement industriel (Groupe d'experts de haut niveau) ^g	Yaoundé (République-Unie du Cameroun)
18-22 juillet	Coopération industrielle entre pays en développement (réunion d'experts de haut niveau) ^h	Bangkok (Thaïlande)
<i>Bureau du Directeur exécutif</i>		
29 août-2 septembre	Energie et industrialisation (réunion d'experts de haut niveau) ^g	Oslo (Norvège)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
<i>Négociations</i>		
24-26 janvier	Réunion préparatoire mondiale à la première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Vienne (Autriche)
28 février 4 mars	Réunion d'experts sur les accords de licence dans l'industrie pétrochimique	Vienne (Autriche)
7-9 mars	Séminaire sur la coopération entre pays en développement dans le secteur de l'industrie pétrochimique ⁱ	Vienne (Autriche)
22-25 mars	Réunion sur les accords contractuels dans l'industrie des machines agricoles	Vienne (Autriche)
4-8 avril	Première réunion régionale pour l'Asie et le Moyen-Orient en vue de l'échange de données d'expérience sur la construction et l'exploitation d'usines d'engrais	New Delhi (Inde)
18-23 avril	Première réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes en vue de l'échange de données d'expérience sur la construction et l'exploitation d'usines d'engrais	Salvador (Brésil)
25-29 avril	Deuxième réunion du Groupe spécial d'experts sur les arrangements contractuels relatifs à l'industrie pharmaceutique	Vienne (Autriche)
3 mai	Réunion du Bureau de la troisième Consultation sur l'industrie des engrais	Vienne (Autriche)
22-26 août	Conférence internationale sur le potentiel de l'industrie alimentaire coopérative dans les pays en développement	Ottawa (Canada)
2-5 septembre	Réunion pour la promotion de la coopération technique entre pays en développement (produits pharmaceutiques)	Tunis (Tunisie)
6-9 septembre	Réunion informelle d'experts sur l'industrie du cuir et des articles en cuir	Vienne (Autriche)
19-23 septembre	Première Consultation sur l'industrie du bois et des produits du bois	Helsinki (Finlande)
3-4 octobre	Première Réunion du groupe consultatif sur l'industrie pétrochimique ⁱ	Vienne (Autriche)
10-12 octobre	Réunion d'un petit groupe d'experts sur l'équipement et les techniques liés à l'énergie	Vienne (Autriche)
17-21 octobre	Deuxième Consultation sur l'industrie des machines agricoles	Vienne (Autriche)
23-27 octobre	Réunion d'experts sur les mesures et les moyens propres à promouvoir le développement intégré de l'industrie des huiles et graisses végétales dans le cadre du développement des industries alimentaires	Alexandrie (Egypte)
7-9 novembre	Réunion d'experts sur les banques d'investissement dans les pays en développement ^j	Paris (France)
21-25 novembre	Deuxième Consultation sur l'industrie pharmaceutique	Budapest (Hongrie)
12-13 décembre	Réunion préparatoire à la troisième Consultation sur l'industrie du cuir et des articles en cuir	Vienne (Autriche)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
14-16 décembre	Septième session du groupe de l'industrie du cuir et des articles en cuir	Vienne (Autriche)
19-21 décembre	Réunion d'experts sur l'équipement et les techniques liés à l'énergie	Vienne (Autriche)
<i>Organisations non gouvernementales</i>		
24-28 janvier	Conférence internationale sur la gestion de l'énergie dans l'industrie des pays en développement ^k	New Delhi (Inde)
28 septembre-4 octobre	Séminaire sur la promotion des coopératives industrielles dans certains pays en développement ^l	Gdansk (Pologne)
<i>Etudes par région et par pays</i>		
22-25 octobre	Séminaire sur la restructuration industrielle en Thaïlande ^m	Pattaya et Bangkok (Thaïlande)
28-29 octobre	Séminaire sur les possibilités pour le Népal de s'industrialiser en utilisant ses ressources naturelles ⁿ	Katmandou (Népal)
<i>Etudes sectorielles</i>		
27 janvier	Journées d'étude mixtes ONUDI/IIAAS sur les problèmes et les perspectives des pays en développement dans le domaine de la foresterie et des industries de traitement du bois	Laxenburg (Autriche)
28 février-2 mars	Deuxième réunion sur la méthodologie des études sectorielles (bois)	Vienne (Autriche)
5-7 décembre	Réunion mixte d'experts ONUDI/CEPAL sur l'industrie latino-américaine des biens d'équipement	Santiago du Chili (Chili)
19-21 décembre	Réunion d'experts sur le matériel et les techniques liés à l'énergie ^o	Vienne (Autriche)
<i>Statistiques et enquêtes</i>		
10 janvier-4 février	Séminaire sur le recensement industriel mondial de 1983 ^p	Dakar (Sénégal)
<i>Programme de technologie</i>		
7-15 mars	Troisième séminaire sur les minicentrales hydroélectrique ^q	Kuala Lumpur (Malaisie)
11-15 avril	Réunion d'experts sur les clauses de garantie dans les accords de licence impliquant un transfert international de technologies, en particulier pour les entreprises publiques des pays en développement ^r	Ljubljana (Yougoslavie)
7-14 mai	Réunion du Comité restreint pour le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	Vienne (Autriche)
23 mai-24 juin	Premier séminaire sur les minicentrales hydroélectriques	Hangzhou (Chine)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
31 mai-4 juin	Journées d'étude sur les mesures d'ordre institutionnel et structurel prises par les pays en développement face aux progrès techniques	Dubrovnik (Yougoslavie)
6-8 juillet	Réunion restreinte de directeurs des services d'enregistrement des transferts de techniques	Vienne (Autriche)
30 août- 2 septembre	Colloque sur les contrats de construction d'oléoducs et de gazoducs ^a	Djakarta (Indonésie)
7-13 septembre	Réunion plénipotentiaire au niveau ministériel sur la création du Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie	Madrid (Espagne)
17-20 octobre	Huitième réunion des directeurs des services d'enregistrement des transferts de techniques	Caracas (Venezuela)
21-22 octobre	Réunion d'experts sur la mise au point de systèmes harmonisés d'information automatisée sur les services d'enregistrement	Caracas (Venezuela)
8-12 novembre	Séminaire/journées d'étude sur le transfert, la gestion et la mise au point de techniques et les répercussions des nouvelles techniques de points	Port-of-Spain (Trinité-et-Tobago)
21-23 novembre	Congrès technique [organisé dans le cadre de la troisième exposition internationale "La technologie au service de l'homme"]	Manille (Philippines)
1 ^{er} -2 et 5-7 décembre	Réunion d'experts de haut niveau de l'ANASE sur l'échange de données d'expérience concernant les économies d'énergie dans les petites et moyennes industries (y compris une réunion pour la vulgarisation des techniques d'évaluation des économies d'énergie dans certains secteurs industriels de la Malaisie)	Kuala Lumpur (Malaisie)
12-14 décembre	Journées d'étude nationales sur les politiques et la planification en matière de transferts de techniques	Kuala Lumpur (Malaisie)
19-21 décembre	Réunion d'experts sur les exportations de techniques de pays en développement	Vienne (Autriche)
<i>Programme de coopération en matière d'investissements</i>		
24-28 janvier	Réunion pour la promotion des investissements à Sri Lanka	Bruxelles (Belgique) et Amsterdam et La Haye (Pays-Bas)
22 mars	Réunion régionale — Rhône-Alpes	Lyon (France)
30-31 mars	Réunion régionale — Basse-Normandie	Caen (France)
12 avril	Réunion régionale — Pays de la Loire	Nantes (France)
12-28 avril	Réunion d'information sur le Kenya	Tokyo (Japon)
18 avril	Journée de promotion des investissements pour Sri Lanka, l'Égypte et le Sénégal	Bâle (Suisse)
20 avril	Réunion d'information sur le Paraguay	Zurich (Suisse)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
21 avril	Réunion régionale — Alsace	Mulhouse (France)
22 avril	Réunion régionale — Franche-Comté	Besançon (France)
23 avril	Réunion régionale — Bretagne	Rennes (France)
24-25 avril	Réunion régionale — Provence-Alpes et Côte d'Azur	Marseille (France)
4 mai	Foire technique des Flandres — Séminaire sur le transfert des techniques et les pays en développement	Gand (Belgique)
30-31 mai	Réunion régionale — Franche-Comté	Besançon (France)
31 mai	Réunion pour la promotion des investissements à Sri Lanka	Bruxelles (Belgique)
6 juin	Réunion régionale — Bourgogne	Dijon (France)
14 juin	Séminaire sur la promotion des investissements et l'industrie électronique	New York (Etats-Unis d'Amérique)
16 juin	Commerce et investissement dans les Etats arabes ¹	Hasselt (Belgique)
18-25 juin	Réunion d'information sur la Barbade	Tokyo et Osaka (Japon)
24 juin	Réunion régionale — Nord-Pas-de-Calais	Lille (France)
14 septembre	Réunion d'information sur les pays d'Afrique australe (République-Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe)	Tokyo (Japon)
28 septembre	Réunion régionale — Nord-Pas-de-Calais	Lille (France)
4-7 octobre	Semaine de promotion pour la Colombie	Bruxelles (Belgique) Utrecht (Pays-Bas)
5 octobre	Réunion d'information sur le Lesotho, Maurice et la Zambie	Cologne (République fédérale d'Allemagne)
14 octobre	Réunion d'information sur le Pérou	Tokyo (Japon)
26 octobre	Réunion d'information sur le Pérou	Cologne (République fédérale d'Allemagne)

Création et gestion d'usines

11-13 janvier	Réunion d'experts ONUDI/CESAP consacrée à un programme régional pour le développement des services consultatifs pour l'industrie	Kuala Lumpur (Malaisie)
---------------	--	----------------------------

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
<i>Formation</i>		
28 novembre- 2 décembre	Réunion sur un programme d'assistance à long terme aux institutions africaines de financement du développement	Vienne (Autriche)
5-19 décembre	Journées d'étude préparatoires à un programme de formation en groupe en matière de gestion de la mise en valeur des ressources humaines pour l'industrie	Moscou (Union des Républiques socialistes soviétiques)
<i>Agro-industries</i>		
3-7 octobre	Journées d'étude sur l'industrie du conditionnement, en particulier dans le secteur agro-industriel	La Havane (Cuba)
<i>Industries métallurgiques</i>		
29 mars-8 avril	Voyage et journées d'étude pour promouvoir la mise au point et le transfert des techniques dans le domaine de la fabrication du fer spongieux dans les pays en développement de la région de la CESAP	Cilegon Steel Plant (Indonésie) Hyderabad (Inde)
13-17 novembre	Réunion du Groupe d'experts des industries motrices consacrée à la fabrication de pièces coulées/forgées	Le Caire (Egypte)
<i>Industries mécaniques</i>		
28 novembre- 2 décembre	Réunion sur la promotion des techniques appropriées de conception assistée par ordinateur (CAO) et de fabrication assistée par ordinateur (FAO) dans les pays en développement	Cordoba (Argentine)
12-16 décembre	Journées d'étude/séminaire sur l'installation, le fonctionnement et l'entretien des pompes d'irrigation	Dakar (Sénégal)
<i>Industries chimiques</i>		
11-15 avril	Réunion sur l'assistance préparatoire à la définition des besoins et des objectifs en matière de coopération internationale pour le développement de l'industrie des pesticides en Amérique latine	Buenos Aires (Argentine)
24-27 mai	Réunion consultative sur l'utilisation industrielle des plantes médicinales et aromatiques (région africaine) ^u	Vienne (Autriche)
24-31 août	Colloque régional sur le développement de l'industrie pétrochimique	Bahía Blanca (Argentine)
24-29 octobre	Consultation régionale sur l'harmonisation des règlements concernant l'enregistrement des pesticides	Baguio City (Philippines)

<i>Date</i>		<i>Lieu</i>
7-14 novembre	Colloque sur les matériaux de construction pour les logements à bon marché (région africaine) ^f	Nairobi (Kenya)
5-9 décembre	Conférence internationale sur l'utilisation des fibres de carbone	Sao José dos Campos et Salvador (Brésil)

^aOrganisée conjointement avec l'OUA et la CEA.

^bOrganisé conjointement avec l'Université Candido Mendes.

^cOrganisée conjointement avec l'OUA et la CEA, en coopération avec la Section de la planification industrielle.

^dOrganisée conjointement avec l'OUA, la CEA et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire, en coopération avec la Section de la planification industrielle.

^eOrganisé en coopération avec le Programme de technologie de l'ONUDI.

^fOrganisé en coopération avec le Service des études mondiales et conceptuelles et le Service des études par région et par pays.

^gOrganisée en coopération avec le Bureau du Directeur exécutif.

^hOrganisée en coopération avec le Service des études par région et par pays.

ⁱOrganisé conjointement avec l'OPEP et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

^jOrganisée par l'OCDE, conjointement avec l'ONUDI.

^kOrganisée conjointement avec l'Association of Indian Engineering Industries.

^lOrganisé conjointement avec l'Union centrale polonaise de coopératives de production ouvrières, en coopération avec l'Alliance coopérative internationale et la Commission internationale des coopératives de travailleurs et des sociétés artisanales.

^mOrganisé conjointement avec l'Industrial Restructuring Committee (Thaïlande).

ⁿOrganisé conjointement avec l'Industrial Services Centre (Népal).

^oOrganisée conjointement avec le Service des négociations.

^pOrganisé conjointement avec le Bureau de statistique (Siège de l'Organisation des Nations Unies), la CEA et la société Carl Duisberg (Centre de recyclage de Munich) pour les statisticiens économistes des pays en développement.

^qOrganisé conjointement avec la CESAP/Centre régional de transfert de techniques, le Programme régional de développement de l'énergie et le Gouvernement malaisien.

^rOrganisée conjointement avec le Centre international des entreprises publiques dans les pays en développement.

^sOrganisée conjointement avec la Division CESAP/ONUDI de l'industrie, des établissements humains et de la technologie.

^tOrganisé conjointement avec la Fédération industrielle régionale du Limbourg.

^uOrganisée conjointement avec la Commission de l'OUA pour les sciences, la technique et la recherche.

^vOrganisé conjointement avec le Conseil international pour la recherche, l'étude et la documentation et l'Union internationale des laboratoires d'essais et de recherches sur les matériaux et les constructions.

APPENDICE N

Etudes en cours de rédaction ou achevées en 1983 (autres que celles établies par la Division des études industrielles)

DIVISION DES OPERATIONS INDUSTRIELLES

Service de la formation

- Application de l'information à la gestion de l'énergie et à l'étude des économies d'énergie dans l'industrie (achevée)
- Contrôle de l'utilisation de l'énergie et avantages potentiels de la gestion de l'énergie dans l'industrie (achevée)
- Utilisations énergétiques de la biomasse (achevée)
- Information en vue de la gestion et de l'économie de l'énergie dans l'industrie (version révisée, achevée)
- Système d'information permettant de déterminer les besoins et possibilités de formation dans les pays en développement (deuxième partie de l'étude sur les centres d'excellence) (achevée)
- Formation à la planification et à la gestion énergétique dans l'industrie (achevée)

Section des études de réalisation

- Dossier didactique destiné aux participants aux séminaires sur l'élaboration, l'évaluation et le financement des projets — module V (en cours)

Service des agro-industries

- L'industrie du meuble et de la menuiserie dans les pays en développement (version révisée, en cours)
- Les matériaux de substitution du cuir souple et leurs incidences sur le commerce international du cuir et des articles en cuir (en cours)
- Etude technico-économique des mesures propres à atténuer les effets néfastes de l'industrie du cuir sur l'environnement, en particulier dans les pays en développement (en cours)

Section des industries métallurgiques

- Production et utilisation de l'aluminium dans les pays en développement (achevée)
- Procédés de laboratoire utilisés dans la production d'alumine : notions théoriques et manuel de laboratoire (achevée)
- Etude de la conception d'une usine de filage et d'anodisation de l'aluminium (en cours)
- Etude technico-économique détaillée de l'implantation d'une usine de filage/anodisation de l'aluminium (en cours)
- Lancement de la production d'aluminium dans un pays en développement — étude axée en particulier sur les applications et les utilisations économiques de l'aluminium (en cours)
- Traitement thermique des pièces moulées et forgées (en cours)
- Manuel sur les recherches de laboratoire relatives à la production d'alumine : théorie et conseils pratiques (en cours)
- L'industrie de l'aluminium dans le monde arabe et le rôle joué par l'ONUDI dans son développement (achevée)

**Etude mondiale des économies d'énergie dans l'industrie de la bauxite/alumine : dossier didactique
(en cours)**

**Etude mondiale de l'industrie de la bauxite/alumine sous l'angle de ses aspects écologiques et de la
protection de l'environnement : dossier didactique (en cours)**

Service des industries chimiques

**Manuel sur les ciments contenant de la cendre de balle de riz : mise au point et applications de ces
ciments (en cours)**

Manuel sur la petite industrie de la brique (en cours)



13573-F
(2 of 2)

Distr. GENERALE

ID/B/320/Add.1
4 avril 1984

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Conseil du développement industriel

- Dix-huitième session
Vienne, 2-18 mai 1984
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR EXECUTIF 1983

Additif

Profils des activités de coopération technique de l'ONUDI

V.34-84616

Distr.: 25 April 1984

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction	3
AFRIQUE	5
AMERIQUES	57
ASIE ET PACIFIQUE	95
ETATS ARABES	129
EUROPE	149

ABREVIATIONS

PNUD/CIP	Programme des Nations Unies pour le développement/Chiffre indicatif de planification
PNUD/SIS/MS	Programme des Nations Unies pour le développement/Services industriels spéciaux/Mesures spéciales
SIS/FAS	Services industriels spéciaux/Fonds d'affectation spéciale
PO	Programme ordinaire d'assistance technique
FAS/FS	Fonds d'affectation spéciale (financés par le bénéficiaire)
FNUDI	Fonds des Nations Unies pour le développement industriel

Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Introduction

A sa septième session, le Comité permanent a demandé qu'il soit fourni au Conseil du développement industriel des renseignements, ventilés par pays, sur les activités d'assistance technique de l'ONUDI. Le présent document a pour objet de dégager les grandes lignes des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1983, pendant le deuxième cycle de programmation par pays du PNUD (1977-1981) et pendant les deux premières années du troisième cycle (1982-1986), ventilées par pays, territoires ou zones. Les notes explicatives ci-après visent à faciliter la compréhension des tableaux repris dans les profils.

Tableau A. Nouveaux projets approuvés

Le tableau A indique le nombre et le coût totaux des nouveaux projets approuvés pendant la période 1977-1982 et en 1982-1983, pour toutes les sources de financement.

Tableau B. Dépenses

Dépenses (toutes sources) : indique les dépenses encourues par l'ONUDI pour tous les projets pendant la période 1977-1981 et en 1982-1983, en milliers de dollars des Etats-Unis.

Total CIP/PNUD : indique le montant des dépenses correspondant à l'assistance fournie par toutes les organisations-agents d'exécution du PNUD sous forme de services d'experts, services sous-traités, matériel, formation, etc., pour des projets de coopération technique financés au titre des chiffres indicatifs de planification (CIP) établis par le PNUD pour les divers pays (1977-1981 et 1982 : dépenses effectives indiquées par le PNUD; 1983 : estimations du PNUD).

La rubrique "part de l'ONUDI" indique, en milliers de dollars des Etats-Unis et en pourcentage du total, les dépenses de l'Organisation en tant qu'agent d'exécution du PNUD et la place qui lui revient dans l'ensemble des activités financées au titre du CIP dans le pays, territoire ou zone considéré.

Tableau C. Ventilation des projets PNUD approuvés

Ce tableau indique de façon générale l'envergure des projets PNUD/ONUDI dans un pays, territoire ou zone donné.

Tableau D. Experts en poste

Ce tableau indique le nombre de postes d'experts - recrutés pour des missions de courte ou de longue durée - occupés dans un pays, territoire ou zone donné pendant la période 1977-1981 et en 1982-1983.

Tableau E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI au cours de la période 1977-1981 et en 1982

Les informations consignées dans ce tableau indiquent l'importance relative des diverses sources de financement des activités de l'ONUDI dans un pays, territoire ou zone donné au cours de la période 1977-1981 et en 1982-1983, l'importance relative des diverses catégories de dépenses et la répartition des dépenses entre les divers éléments de programme de l'ONUDI (essentiellement la Division des opérations industrielles).

Note : Le chiffre figurant entre parenthèses au-dessus du chiffre "PNUD/CIP" pour 1972-1976 et 1977-1981 correspond au CIP ajusté; pour la période 1982-1986, il s'agit du CIP ajusté à 55 %, retenu pour exemple; le pourcentage figurant au-dessous indique la part de l'ONUDI dans le CIP programmé.

AFRIQUE*

* Y compris les Etats arabes d'Afrique repris sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ALGERIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 1977-1981 : 21 080 1982-1986 : 20 300
 2,7 % 4,9 % 10,4 %

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	28	1 295
1982	1	17
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1,766	45	0,5			
Total PNUD/CIP	21 089	2 072	2 100			
Part de l'ONUDI	1 293	34	-			
(en pourcentage)	(6,1 %)	(1,6 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	29	2	1	-
1982	7	3	-	-
1983	6	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	40	31	9
1982	9	8	1
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	73,3	74,7	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	17,4	-	-	Planification industrielle	1,6	3,8	42,3
SIS/FAS	0,8	-	-	Infrastructure institutionnelle	8,1	-	-
PO	1,9	21,5	57,7	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	5,5	3,8	42,3	Formation	1,0	-	-
FNUDI	1,1	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	14,2	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	41,8	76,8	52,3	Industries mécaniques	39,0	74,7	-
Sous-traitance	50,0	10,0	-	Industries chimiques	33,3	-	-
Formation	6,3	7,1	-	Autres	2,8	21,5	57,7
Matériel	-	-	-				
Divers	1,9	6,1	47,7				

OBSERVATIONS: Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ANGOLA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 3 000

1977-1981 : 10 950

(13 945)

(12 %)

1982-1986 : 41 500

(21 630)

(18,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	22	2 434
1982	9	438
1983	5	576
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 574	1 301	1 369			
Total PNUD/CIP	13 945	4 187	4 870			
Part de l'ONUDI	1 413	963	1 242			
(en pourcentage)	(10,1 %)	(23,0 %)	(25,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	15	6	-	-
1982	14	9	-	-
1983	9	11	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	20	14	6
1982	15	11	4
1983	29	21	8
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	56,7	74,0	90,8	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	20,8	4,7	5,5	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,1	1,5	7,9	
PO	0,3	0,1	1,1	Création d'usines	1,9	0,4	4,5	
FAS/FS	-	-	-	Formation	3,3	-	-	
FNUDI	22,1	21,2	2,6	Etudes de faisabilité	-	-	0,8	
Autres	-	-	-	Agro-Industries	11,1	17,8	23,4	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	11,0	19,1	19,7	
Experts	15,9	28,4	42,7	Industries mécaniques	6,4	25,6	8,3	
Sous-traitance	60,0	55,4	42,6	Industries chimiques	54,0	35,6	35,4	
Formation	2,6	-	0,9	Autres	-	-	-	
Matériel	21,0	14,8	12,0					
Divers	0,5	1,4	1,8					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BERIN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500 (15 234)
 1977-1981 : 16 250 (18 206)
 1982-1986 : 33 500 N. D. a/

(9,5 %) (8,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	30	1 995
1982	3	66
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 766	146	42			
Total PNUD/CIP	16 016	3 531	3 100			
Part de l'ONUDI	1 343	94	5			
(en pourcentage)	(8,4 %)	(2,7 %)	(0,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	26	2	-	1
1982	5	1	-	1
1983	4	1	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	49	30	19
1982	2	2	-
1983	2	2	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	76,0	64,2	12,2	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	19,7	22,5	12,1	Planification industrielle	0,5	1,7	16,0		
SIS/FAS	0,6	3,7	-	Infrastructure institutionnelle	1,6	-	-		
PO	2,0	0,7	75,7	Création d'usines	81,1	89,3	71,8		
FAS/FS	1,7	8,9	-	Formation	0,2	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	2,5	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	1,9	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	77,2	35,5	83,7	Industries mécaniques	2,6	-	-		
Sous-traitance	3,3	57,9	2,8	Industries chimiques	9,6	9,0	12,2		
Formation	3,2	4,4	8,8	Autres	-	-	-		
Matériel	9,1	-	-						
Divers	7,2	2,2	4,7						

OBSERVATIONS : FNA

a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BOTSWANA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 800
(6 %)

(7 264)
1977-1981 : 8 500
(10,4 %)

(4 313)
1982-1986 : 8 500
(0,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	313
1982	4	83
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 044	96	23			
Total PNUD/CIP	7 654	651	984			
Part de l'ONUDI	702	46	0,5			
(en pourcentage)	(9,2 %)	(7,1 %)	(0,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	-	1	-
1982	3	-	-	1
1983	3	-	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	18	2	16
1982	5	4	1
1983	5	5	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	75,9	48,2	2,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	19,1	4,8	17,9	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	77,8	48,3	2,4
PO	5,0	47,0	79,7	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,2	14,2	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	14,6	-	-
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	73,4	85,1	98,9	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	20,8	-	-	Industries chimiques	5,4	37,5	97,6
Formation	2,2	14,2	-	Autres	-	-	-
Matériel	2,9	-	-				
Divers	0,7	0,7	1,1				

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BURUNDI

(16 765) (24 063)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1978 : 10 000 1977-1981 : 18 750 1982-1986 : 48 500

(1,3 %) (5,9 %) (10,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	33	1 978
1982	5	4 099
1983	3	51
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 002	347	431			
Total PNUD/CIP	19 623	6 206	5 230			
Part de l'ONUDI	1 249	294	257			
(en pourcentage)	(6,4 %)	(4,7 %)	(4,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	20	2	-	1
1982	4	-	-	2
1983	4	-	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	54	25	29
1982	10	7	3
1983	12	7	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	62,3	84,7	59,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	6,7	7,0	21,9	Planification industrielle	0,3	-	-		
SIS/FAS	0,5	-	-	Infrastructure institutionnelle	67,7	92,0	87,1		
PO	23,6	1,0	8,5	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	4,4	-	-	Formation	3,8	-	1,8		
FNUDI	2,5	-	-	Etudes de faisabilité	8,7	6,0	8,8		
Autres ^{a/}	-	7,3	10,0	Agro-industries	5,7	1,0	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,6	-	-		
Experts	83,9	94,1	92,8	Industries mécaniques	0,5	-	-		
Sous-traitance	6,7	-	-	Industries chimiques	12,7	-	1,4		
Formation	0,7	0,1	5,7	Autres	-	1,0	0,9		
Matériel	3,9	2,5	-						
Divers	4,8	3,3	1,5						

OBSERVATIONS : PMA

a) Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CAP-VERT

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1,500 1977-1981 : $\frac{3\ 900}{4\ 000}$ 1982-1986 : $\frac{6\ 215}{11\ 250}$
 (-) (-) (6,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	8	168
1982	1	53
1983	1	55
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	196	30	58			
Total PNUD/CIP	4 434	1 200	1 145			
Part de l'ONUDI	-	24	23			
(en pourcentage)	-	(2,0 %)	(2,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	-	-	-
1982	3	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	11	4
1982	2	1	1
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	-	-	39,3	Sous-secteur industriel	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	33,0	78,2	59,4	Coopération en matière d'investissements	54,6	-	39,3	
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	-	37,3	-	
PO	67,0	21,8	1,3	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	3,7	-	-	
FNUDI	-	-	-	Formation	1,0	40,9	-	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	30,1	-	-	
Catégorie de dépenses				Agro-industries	-	-	-	
Experts	91,8	84,4	87,1	Industries métallurgiques	-	-	-	
Sous-traitance	-	10,9	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Formation	7,0	-	-	Industries chimiques	10,6	21,8	60,7	
Matériel	0,2	-	11,5	Autres	-	-	-	
Divers	1,0	4,7	1,4					

OBSERVATIONS : FNA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COMORES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : -

(-)

1977-1981 : 7 200

(-)

1982-1986 : 12 000

(7 346)

(-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	461
1982	2	173
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	273	158	37			
Total PNUD/CIP	6 997	2 263	1 824			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	7	6	1
1982	8	8	-
1983	2	1	1
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	38,6	3,5	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	87,8		
PO	0,8	-	87,8	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	40,3	7,1	Formation	-	-	-		
FNUDI	60,6	56,2	5,1	Etudes de faisabilité	34,2	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	24,4	44,0	91,4	Industries mécaniques	60,7	56,2	5,1		
Sous-traitance	71,4	56,0	5,1	Industries chimiques	4,3	43,8	7,1		
Formation	2,2	-	3,3	Autres	0,8	-	-		
Matériel	0,3	-	-						
Divers	1,7	-	0,2						

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CONGO

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 7 500
(4,2 %)

(7 249)
1977-1981 : 7 500
(3,6 %)

(5 086)
1982-1986 : 11 000
(5,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	368
1982	2	57
1983	1	16
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	279	296	253			
Total PNUD/CIP	8 730	1 478	1 893			
Part de l'ONUDI	256	233	188			
(en pourcentage)	(2,9 %)	(15,8 %)	(9,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	1	-	-
1982	3	1	1	-
1983	4	-	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	23	18	5
1982	6	4	2
1983	5	3	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	92,0	79,0	74,6	Sous-secteur industriel	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	5,5	4,0	6,3	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
SIS/FAS	2,5	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
PO	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	6,3	
FAS/FS	-	17,0	19,1	Création d'usines	-	-	-	
FNUDI	-	-	-	Formation	-	-	-	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	73,1	94,7	93,6	
				Agro-industries	-	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	77,8	65,4	87,8	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	5,4	14,0	-	Industries chimiques	5,5	4,0	-	
Formation	4,3	0,9	0,1	Autres	21,4	1,3	0,1	
Matériel	5,5	11,8	6,8					
Divers	7,0	7,9	5,3					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COTE D'IVOIRE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000

(13 297)
1977-1981 : 15 000

(8 710)
1982-1986 : 16 500

(7,7 %)

(13,9 %)

(14,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	2 450
1982	1	150
1983	2	1 235
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 987	417	788			
Total PNUD/CIP	13 297	2 244	2 232			
Part de l'ONUDI	2 712	306	377			
(en pourcentage)	(20,4 %)	(13,6 %)	(16,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	2	1	2
1982	-	1	-	1
1983	1	-	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	75	19	56
1982	15	4	11
1983	7	1	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	90,8	73,3	47,9	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	1,4	-	0,5	Planification industrielle	89,4	100,0	61,2		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	6,4	-	0,5		
PO	0,2	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	7,5	26,7	13,3	Formation	0,8	-	38,3		
FNUDI	-	-	38,3	Etudes de faisabilité	2,4	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	0,1	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	92,5	92,3	52,6	Industries mécaniques	0,1	-	-		
Sous-traitance	-	-	25,5	Industries chimiques	0,8	-	-		
Formation	4,2	5,5	14,1	Autres	-	-	-		
Matériel	1,1	-	5,7						
Divers	2,2	2,2	2,1						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DJIBOUTI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 :

-
(-)

1977-1981 :

(2 777)
2 200
(-)

1982-1986 :

(4 550)
5 250
(2,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	120
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	34	51	-			
Total PNUD/CIP	1 284	941	990			
Part de l'ONUDI	-	51	-			
(en pourcentage)	-	(5,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	2	3
1982	3	3	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur Industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	100,0	-	-	Planification Industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	100,0	100,0	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	95,4	98,7	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	3,5	1,3	-						
Divers	1,1	-	-						

OBSERVATIONS: FMA ; Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EGYPTE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 27 500

(30 361)

(29 374)

1977-1981 : 31 500

1982-1986 : 56 000

(19,2 %)

(22,0 %)

(30,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	54	4 502
1982	9	2 568
1983	5	652
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 416	1 759	1 039			
Total PNUD/CIP	32 361	7 550	6 600			
Part de l'ONUDI	8 928	1 675	1 029			
(en pourcentage)	(27,6 %)	(22,2 %)	(15,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	35	7	7	6
1982	12	8	6	4
1983	12	12	5	4
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	152	105	47
1982	31	28	3
1983	21	18	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	95,3	93,2	99,0	Coopération en matière d'investissements	-	4,9	0,1	
PNUD/SIS/MS	2,0	6,8	1,0	Planification industrielle	1,4	-	-	
SIS/FAS	0,9	-	-	Infrastructure institutionnelle	3,8	-	-	
PO	0,5	-	-	Création d'usines	1,2	6,6	10,2	
FAS/FS	0,1	-	-	Formation	3,5	3,0	6,1	
FNUDI	1,2	-	-	Etudes de faisabilité	0,2	-	-	
Autres	..	-	-	Agro-Industries	17,6	12,0	8,5	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	34,0	36,7	20,9	
Experts	33,1	31,2	45,9	Industries mécaniques	19,8	4,1	8,2	
Sous-traitance	13,1	11,3	11,3	Industries chimiques	17,7	32,7	46,0	
Formation	8,3	12,9	7,8	Autres	0,8	-	-	
Matériel	43,7	42,8	26,2					
Divers	1,8	1,8	2,8					

OBSERVATIONS: Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ETHIOPIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{20\,000}{(10\%)}$

(40 742)
1977-1981 : $\frac{42\,000}{(20,9\%)}$

(62 377)
1982-1986 : $\frac{112\,000}{(26,8\%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81		
1982	23	6 457
1983	7	245
1984	3	2 107
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 453	2 132	1 752			
Total PNUD/CIP	40 754	13 329	9 149			
Part de l'ONUDI	5 272	2 017	1 365			
(en pourcentage)	(12,9 %)	(15,1 %)	(15,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	17	4	2	4
1982	6	1	1	5
1983	5	2	1	5
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	97	42	55
1982	33	18	15
1983	21	16	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	96,7	94,5	78,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	3,0	1,1	4,4	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	40,8	14,7	31,2
PO	0,3	0,2	0,2	Création d'usines	24,5	19,4	18,4
FAS/FS	-	0,9	2,1	Formation	0,1	-	-
FNUDI	-	3,3	14,8	Etudes de faisabilité	3,0	15,4	15,7
Autres	-	-	-	Agro-industries	23,4	43,6	18,1
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	0,9	-
Experts	54,0	62,4	61,3	Industries mécaniques	5,9	2,5	-
Sous-traitance	8,5	8,9	1,4	Industries chimiques	2,3	3,3	16,4
Formation	10,7	12,5	13,8	Autres	-	0,2	0,2
Matériel	25,6	14,8	22,7				
Divers	1,2	1,4	0,8				

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

GA BORN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{7\,500}{(5,8\%)} \quad 1977-1981 : \frac{(8\,309)}{7\,500} \quad 1982-1986 : \frac{(2\,784)}{6\,000} (4,6\%)$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	805
1982	1	7
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	574	101	0,3			
Total PNUD/CIP	8 626	251	415			
Part de l'ONU	574	94	-			
(en pourcentage)	(6,7 %)	(37,5 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	1	1	-
1982	-	-	1	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	10	1	9
1982	6	4	2
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	100,0	93,5	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	100,0	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	66,0	-	-		
PO	-	6,5	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	6,5	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	34,0	93,5	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	100,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	88,7	88,2	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	6,5	-	Autres	-	-	-		
Matériel	6,7	0,8	-						
Divers	4,6	4,5	100,0						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GAMBIE

(6 678)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500 1977-1981 : 7 000 1982-1986 : 14 250

(11,8 %) (0,3 %) (-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	264
1982	4	402
1983	1	19
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	337	17	356			
Total PNUD/CIP	7 757	1 528	1 450			
Part de l'ONUDI	15	-	8			
(en pourcentage)	(0,2 %)	-	(0,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	11	1	-	-
1982	3	-	-	-
1983	3	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	13	2
1982	1	1	-
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	5,0	-	2,2	Coopération en matière d'investissements	3,0	-	-		
PNUD/SIS/MS	52,1	-	15,3	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	9,4	-	-	Création d'usines	-	-	3,6		
FAS/FS	-	-	-	Formation	4,8	-	-		
FNUDI	33,4	100,0	82,5	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	9,7	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	7,7	-	-		
Experts	42,4	94,8	8,8	Industries mécaniques	31,8	-	-		
Sous-traitance	43,2	-	88,3	Industries chimiques	43,0	100,0	96,4		
Formation	4,6	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	8,9	4,9	1,2						
Divers	0,9	0,3	1,7						

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GHANA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(13,4 %)

(19 841)
1977-1981 : 19 000
(1,8 %)

(21 518)
1982-1986 : 40 000
(6,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	16	452
1982	2	52
1983	1	210
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	967	122	117			
Total PNUD/CIP	20 342	3 613	3 100			
Part de l'ONUDI	832	108	117			
(en pourcentage)	(4,1 %)	(3,0 %)	(3,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	17	2	1	1
1982	6	1	-	-
1983	5	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	16	10	6
1982	2	1	1
1983	2	1	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	85,7	88,3	100,0	Coopération en matière d'investissements	0,1	-	-		
PNUD/SIS/MS	9,8	11,7	-	Planification Industrielle	-	-	99,2		
SIS/FAS	0,8	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,4	-	-		
PO	1,4	-	-	Création d'usines	63,3	9,5	-		
FAS/FS	2,3	-	-	Formation	1,4	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	21,1	90,5	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	31,2	98,4	90,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	51,4	-	-	Industries chimiques	8,7	-	0,8		
Formation	10,9	-	-	Autres	4,0	-	-		
Matériel	5,1	-	8,5						
Divers	1,4	1,6	1,5						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUIDES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(6,9 %)

(29 300)
1977-1981 : 21 750
(23,7 %)

(23 932)
1982-1986 : 44 500
(15,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	21	4 381
1982	6	379
1983	4	348
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 210	792	521			
Total PNUD/CIP	29 897	5 754	4 315			
Part de l'ONUDI	4 749	664	273			
(en pourcentage)	(15,9 %)	(11,5 %)	(6,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	20	5	1	2
1982	3	3	1	2
1983	2	3	1	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	41	23	18
1982	10	6	4
1983	16	12	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	95,9	83,9	52,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	2,2	-	36,1	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,5	1,5	3,4		
PO	1,7	16,1	3,4	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,9	14,1	6,6		
FNUDI	0,2	-	-	Etudes de faisabilité	0,3	10,1	7,2		
Autres a/	-	-	8,1	Agro-industries	2,6	4,2	37,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,6	-	-		
Experts	26,6	53,5	84,6	Industries mécaniques	40,2	33,1	45,8		
Sous-traitance	11,6	40,8	-	Industries chimiques	52,8	37,0	-		
Formation	5,9	2,0	7,8	Autres	0,1	-	-		
Matériel	54,1	-	2,5						
Divers	1,8	3,7	5,1						

OBSERVATIONS: ^{FMA} a/ Activités menées contre-remboursement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUINEE-BISSAU

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500 1977-1981 : 6 120 1982-1986 : 21 750
 (-) (6 796) (10 963)
 (0,4 %) (0,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	74
1982	2	76
1983	2	21
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	71	39	68			
Total PNUD/CIP	8 644	2 305	2 457			
Part de l'ONUDI	-	26	22			
(en pourcentage)	-	(1,1 %)	(0,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devise:				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	-	-	-
1982	4	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	5	-
1982	3	3	-
1983	5	4	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	65,5	31,7	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	100,0	34,5	14,2	Planification industrielle	49,7	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	34,7	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	34,6		
FNUDI	-	-	19,4	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	50,0	6,6	20,5		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	92,0	52,9	100,0	Industries mécaniques	-	64,3	31,7		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	0,3	29,1	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	13,2		
Matériel	-	16,5	-						
Divers	8,0	30,6	-						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUINEE EQUATORIALE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500
(-)

1977-1981 : 4 407
4 258
(-)

1982-1986 : 7 925
12 750
(0,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	12
1982	-	-
1983	1	5
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	148	-	1			
Total PNUD/CIP	3 704	1 489	1 417			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devise:				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	3	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	3	2
1982	2	2	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	-	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	-
PNUD/SIS/MS	46,5	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	-
PO	-	-	100,0	-	Création d'usines	-	-	-	-
FAS/FS	53,5	-	-	-	Formation	-	-	100,0	-
FNUDI	-	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	Agro-industries	40,6	-	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques	-	-	-	-
Experts	31,3	-	-	-	Industries mécaniques	59,4	-	-	-
Sous-traitance	40,6	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-	-
Formation	-	-	91,0	-	Autres	-	-	-	-
Matériel	28,1	-	-	-					
Divers	-	-	9,0	-					

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HAUTE VOLTA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 700
(5,2 %)

(22 626)
1977-1981 : 23 750
(6,3 %)

(30 623)
1982-1986 : 55 000
(7,5 %)

Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	45	3 281
1982	5	355
1983	5	1 086
1984		
1985		
1986		

	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 322	720	275			
Total PNUD/CIP	22 935	6 145	5 020			
Part de l'ONUDI	1 652	348	196			
(en pourcentage)	(7,2 %)	(5,7 %)	(3,9 %)			

Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	32	2	-	1
1982	7	-	-	1
1983	8	-	1	1
1984				
1985				
1986				

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	75	30	37
1982	15	8	7
1983	8	2	6
1984			
1985			
1986			

Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	49,7	48,4	71,1	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	13,4	10,4	5,5	Planification industrielle	1,8	-	-
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	61,6	59,0	69,1
PO	8,5	1,6	11,4	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	21,1	7,5	12,0	Formation	2,6	0,3	-
FNUDI	7,2	32,1	-	Etudes de faisabilité	0,6	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	2,0	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	66,3	76,1	88,2	Industries mécaniques	0,3	3,6	16,4
Sous-traitance	6,7	12,0	5,5	Industries chimiques	29,8	35,7	16,1
Formation	7,0	0,1	-	Autres	1,3	1,4	3,4
Matériel	13,4	4,6	-				
Divers	6,6	7,2	6,3				

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JAMAHIRYA ARABE LYBIENNE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\ 000}{(14,4\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{(5\ 325)}{5\ 000}$ 1982-1986 : $\frac{(1\ 723)}{5\ 000}$ (37,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	12	2 556
1982	2	5 970
1983	4	10 050
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	7 962	3 857	4 705			
Total PNUD/CIP	5 188	3 562	4 000			
Part de l'ONUDI	3 127	1 352	941			
(en pourcentage)	(60,3 %)	(38,0 %)	(23,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	1	1
1982	1	-	-	2
1983	2	-	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	416	20	396
1982	125	2	123
1983	267	4	263
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	39,3	35,0	20,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	0,1	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	40,0	35,0	20,0		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	59,5	65,0	79,7	Formation	-	-	-		
FNUDI	1,2	-	0,2	Etudes de faisabilité	7,7	10,3	1,1		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	98,7	98,6	98,2	Industries mécaniques	0,5	-	0,2		
Sous-traitance	0,2	-	-	Industries chimiques	51,8	54,7	78,7		
Formation	0,1	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	0,3	0,5	1,5						
Divers	0,7	0,9	0,3						

OBSERVATIONS : Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KENYA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{15\ 000}{(8,4\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{25\ 507}{(29,0\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{31\ 175}{(15,6\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	32	6 254
1982	1	8
1983	2	436
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 239	1 353	874			
Total PNUD/CIP	25 003	7 028	5 430			
Part de l'ONUDI	4 549	1 204	805			
(en pourcentage)	(18,2 %)	(17,1 %)	(14,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	24	2	2	3
1982	4	2	1	3
1983	5	2	1	3
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	120	34	86
1982	27	14	13
1983	11	1	10
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	83,8	89,0	92,1	Coopération en matière d'investissements	0,8	1,3	-		
PNUD/SIS/MS	2,2	3,3	-	Planification industrielle	44,8	55,8	59,9		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	28,4	26,2	23,1		
PO	0,6	0,5	-	Création d'usines	0,6	-	-		
FAS/FS	7,3	0,7	0,1	Formation	0,5	0,5	-		
FNUDI	6,1	6,5	7,8	Etudes de faisabilité	1,0	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	13,1	8,5	7,8		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	77,6	79,0	76,9	Industries mécaniques	2,6	1,1	-		
Sous-traitance	2,3	0,7	0,5	Industries chimiques	6,8	6,6	9,2		
Formation	9,6	16,0	19,6	Autres	1,4	-	-		
Matériel	8,0	2,9	1,9						
Divers	2,5	1,4	1,1						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

LESOTHO

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{8\ 300}{(2,7\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{(11\ 237)}{13\ 250}$ 1982-1986 : $\frac{(12\ 050)}{22\ 250}$ (4,6 %) (5,5 %)

Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	664
1982	5	220
1983	1	17
1984		
1985		
1986		

	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	541	162	105			
Total PNUD/CIP	11 968	2 645	2 700			
Part de l'ONUDI	195	10	-			
(en pourcentage)	(1,6 %)	(0,4 %)	-			

Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	11	1	-	-
1982	6	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	20	12	8
1982	3	1	2
1983	5	4	1
1984			
1985			
1986			

Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	36,1	6,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	33,1	43,3	38,2	Planification industrielle	23,2	(6,0)	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	24,5	13,1	27,0	Création d'usines	15,0	-	-
FAS/FS	6,3	-	-	Formation	0,1	-	-
FNUDI	-	37,6	34,8	Etudes de faisabilité	7,3	-	-
Autres	-	-	-	Agro-Industries	8,0	47,5	27,2
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	7,8	38,0
Experts	70,7	75,0	97,0	Industries mécaniques	2,6	-	31,3
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	41,5	1,0	-
Formation	2,2	20,8	-	Autres	2,3	37,6	3,5
Matériel	24,8	1,0	0,1				
Divers	2,3	3,2	2,9				

OBSERVATIONS : FNA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

LIBERIA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : $\frac{10\ 000}{(8,5\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{10\ 000}{(3,1\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{(8\ 805)}{13\ 500}$ $\frac{(8\ 805)}{(8,9\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	11	1 114
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	882	122	168			
Total PNUD/CIP	7 324	1 882	2 022			
Part de l'ONUDI	606	122	168			
(en pourcentage)	(8,3 %)	(6,5 %)	(8,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	.000 >
1977-81	15	3	-	-
1982	2	2	-	-
1983	2	1	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	31	10	21
1982	1	-	1
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	68,7	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	11,6	-	-	Planification industrielle	21,9	1,6	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	28,2	98,4	100,0		
PO	0,3	-	-	Création d'usines	43,1	-	-		
FAS/FS	19,4	-	-	Formation	0,3	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	1,3	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	89,6	67,0	81,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	5,2	-	-		
Formation	2,7	17,2	9,1	Autres	-	-	-		
Matériel	3,3	12,3	3,2						
Divers	4,4	3,5	6,7						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

MADAGASCAR

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000 1977-1981 : 23 750 1982-1986 : 49 000
 (0,9 %) (3,7 %) (17,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	237
1982	4	125
1983	3	314
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	978	129	314			
Total PNUD/CIP	24 146	5 509	4 500			
Part de l'ONU	847	111	254			
(en pourcentage)	(3,5 %)	(2,0 %)	(5,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	14	2	1	..
1982	5	2	1	..
1983	4	3	1	..
1984				
1985				
1986				

D. Expert: en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	28	14	14
1982	8	7	1
1983	9	7	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	92,1	85,9	81,1	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	2,0	7,8	11,1	Planification industrielle	62,1	-	-		
SIS/FAS	0,4	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	18,0	36,3		
PO	2,9	-	-	Création d'usines	15,2	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,8	-	-		
FNUDI	2,6	6,3	7,8	Etudes de faisabilité	2,4	75,7	34,1		
Autres	-	-	-	Agro-industries	16,1	6,3	7,8		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	66,9	72,1	48,6	Industries mécaniques	-	-	14,3		
Sous-traitance	3,3	7,8	23,3	Industries chimiques	1,4	-	7,5		
Formation	16,8	-	0,3	Autres	-	-	-		
Matériel	8,4	15,8	17,0						
Divers	4,6	4,3	10,8						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

MAIAWI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500 (1,2 %) 1977-1981 : 18 944 (11,3 %) 1982-1986 : 30 702 (1,0 %)
 1977-1981 : 19 750 (11,3 %) 1982-1986 : 53 000 (1,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	23	1 228
1982	4	102
1983	2	344
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 446	385	221			
Total PNUD/CIP	18 170	6 499	6 400			
Part de l'ONU	845	297	107			
(en pourcentage)	(4,7 %)	(4,6 %)	(1,7 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	12	1	2	--
1982	4	3	1	--
1983	2	4	1	--
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	3 mois et plus
1977-81	33	15	18
1982	7	1	6
1983	4	1	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	58,5	77,2	48,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	37,0	15,9	42,9	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	6,5	20,7	25,5
PO	5,5	6,9	8,7	Création d'usines	32,7	15,9	14,6
FAS/FS	-	-	-	Formation	6,0	1,5	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	1,3	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	1,1	4,5	27,0
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	69,9	85,6	64,9	Industries mécaniques	-	0,9	3,5
Sous-traitance	-	3,1	27,9	Industries chimiques	51,4	56,5	29,4
Formation	12,6	4,4	4,8	Autres	1,0	-	-
Matériel	12,1	-	-				
Divers	5,4	6,9	2,4				

OBSERVATIONS : FKA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000

1977-1981 : 21 804

1982-1986 : 65 000

(0,3 %)

(5,8 %)

(5,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	23	934
1982	3	347
1983	4	1 231
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 616	547	1 171			
Total PNUD/CIP	22 987	7 249	8 100			
Part de l'ONUDI	927	398	490			
(en pourcentage)	(4,0 %)	(5,5 %)	(6,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	35	-	-	1
1982	3	1	-	1
1983	1	2	2	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	32	12	20
1982	5	2	3
1983	14	7	7
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	57,4	72,7	41,9	Coopération en matière d'investissements	0,6	-	-		
PNUD/SIS/MS	27,6	-	-	Planification industrielle	4,1	-	0,9		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,2	-	-		
PO	8,1	1,0	-	Création d'usines	0,7	-	-		
FAS/FS	1,8	-	-	Formation	0,4	-	-		
FNUDI	5,1	26,3	10,6	Etudes de faisabilité	62,2	51,6	27,6		
Autres ^{a/}	-	-	47,5	Agro-Industries	7,9	17,6	3,9		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,7	-	-		
Experts	65,3	43,4	36,6	Industries mécaniques	18,8	30,8	67,6		
Sous-traitance	7,1	1,8	6,1	Industries chimiques	4,3	-	-		
Formation	6,8	6,8	2,3	Autres	0,1	-	-		
Matériel	15,2	38,7	51,7						
Divers	5,0	9,3	3,3						

OBSERVATIONS : ^{a/} 41,3 % provenant du Fonds d'équipement des Nations Unies et 6,2 % provenant du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les activités en faveur de la zone Soudano-sahélienne

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MARCC

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 (14,3 %) 1977-1981 : 22 019 (17,6%) 1982-1986 : 27 000 (9,0%)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	20	1 131
1982	2	59
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 126	208	550			
Total PNUD/CIP	22 019	3 562	4 000			
Part de l'ONUDI	1 913	188	542			
(en pourcentage)	(8,7 %)	(5,3 %)	(13,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	32	3	-	2
1982	7	2	-	2
1983	6	2	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	67	44	23
1982	8	6	2
1983	4	2	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	89,4	90,3	98,5	Sous-secteur industriel					
PNUD/SIS/MS	8,7	9,7	1,5	Coopération en matière d'investissements	3,6	-	-		
SIS/FAS	0,4	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
PO	1,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,0	-	-		
FAS/FS	0,4	-	-	Création d'usines	1,0	9,7	-		
FNUDI	-	-	-	Formation	1,4	-	-		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
				Agro-industries	54,7	50,3	33,8		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	64,6		
Experts	57,3	92,7	35,2	Industries mécaniques	12,0	40,0	0,1		
Sous-traitance	4,9	-	-	Industries chimiques	22,2	-	1,5		
Formation	6,6	2,1	-	Autres	4,1	-	-		
Matériel	29,1	3,9	63,7						
Divers	2,1	1,3	1,1						

OBSERVATIONS : Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAURICE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (19,6 %) 1977-1981 : 5 250 (24,3 %) 1982-1986 : 7 000 (1,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	7	737
1982	3	94
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 010	151	84			
Total PNUD/CIP	5 074	694	800			
Part de l'ONUDI	976	145	39			
(en pourcentage)	(19,2 %)	(20,9 %)	(4,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	4	2	-
1982	2	3	-	-
1983	1	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	28	12	16
1982	4	-	4
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	96,6	95,8	46,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	3,3	-	53,6	Planification industrielle	-	-	53,6		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	66,2	46,6	6,4		
PO	0,1	4,2	-	Création d'usines	13,4	49,2	40,0		
FAS/FS	-	-	-	Formation	3,4	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	17,0	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	52,8	82,4	39,3	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	16,9	-	53,6	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	2,2	1,8	-	Autres	-	4,2	-		
Matériel	26,3	10,5	6,4						
Divers	1,8	5,3	0,7						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAURITANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (11,3%)
 1977-1981 : 9 750 (12,081%)
 1982-1986 : 24 500 (7,8%)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	16	1 570
1982	1	12
1983	1	32
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 146	299	41			
Total PNUD/CIP	9 599	2 382	2 800			
Part de l'ONUDI	668	149	11			
(en pourcentage)	(7,0%)	(6,3%)	(0,4%)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	11	2	-	-
1982	3	4	-	-
1983	3	4	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	17	9	8
1982	7	5	2
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	58,3	47,7	27,6	Coopération en matière d'investissements	1,5	-	-		
PNUD/SIS/MS	10,9	46,6	10,5	Planification industrielle	0,1	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	20,5	24,8	5,9		
PO	1,0	1,9	-	Création d'usines	3,8	-	-		
FAS/FS	27,3	-	-	Formation	-	3,9	-		
FNUDI	2,5	3,8	61,9	Etudes de faisabilité	22,0	20,4	15,8		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	7,4	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	29,0	46,0	52,5		
Experts	50,8	44,4	15,2	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	35,0	37,8	53,4	Industries chimiques	13,8	-	-		
Formation	1,3	6,1	-	Autres	1,9	4,9	25,8		
Matériel	10,2	4,3	-						
Divers	2,7	7,4	31,4						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

MOZAMBIQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 4 500 (21 745) 1977-1981 : 19 000 (40 643) 1982-1986 : 74 000 (-) (6,2 %) (13,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	12	1 608
1982	7	244
1983	4	1 349
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 088	584	776			
Total PNUD/CIP	20 877	9 341	7 663			
Part de l'ONU	700	537	386			
(en pourcentage)	(3,4 %)	(5,8 %)	(5,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	3	-	-
1982	10	2	-	-
1983	8	5	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	22	16	6
1982	20	17	3
1983	13	10	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	64,4	92,0	49,8	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	6,2	7,0	3,9	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,6	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	4,9		
PO	1,2	1,0	2,3	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	35,9	Formation	-	1,0	-		
FNUDI	27,6	-	5,5	Etudes de faisabilité	-	-	4,9		
Autres ^{a/}	-	-	2,6	Agro-industries	29,6	-	0,6		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	34,8	5,2	43,9		
Experts	27,9	76,7	44,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	57,4	6,8	44,8	Industries chimiques	33,2	39,8	45,7		
Formation	1,2	4,9	1,5	Autres	2,4	-	-		
Matériel	11,3	10,2	7,2						
Divers	2,2	1,4	2,5						

OBSERVATIONS: ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NANIBIE

(8 331) (7 900)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000 1977-1981 : 7 750 1982-1986 : 7 750

(-) N.D.^{a/}

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	95
1982	1	92
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	56	50	39			
Total PNUD/CIP	6 259	606	1 546			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	18	18	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	15,5	67,3	11,3	Formation	100,0	100,0	6,6
FNUDI	84,5	32,7	88,7	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	-	-	92,1	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-
Formation	100,0	100,0	6,6	Autres	-	-	93,4
Matériel	-	-	-				
Divers	-	-	1,3				

OBSERVATIONS : ^{a/} Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

WIGER

(19 455) (24 594)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{10\ 000}{(4,7\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{19\ 750}{(13,4\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{45\ 000}{(6,6\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	14	2 151
1982	3	346
1983	6	969
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 395	700	581			
Total PNUD/CIP	20 051	4 798	5 000			
Part de l'ONUDI	1 344	683	555			
(en pourcentage)	(6,7 %)	(14,2 %)	(11,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	2	1	1
1982	3	3	1	1
1983	3	2	2	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	35	13	22
1982	15	6	9
1983	11	4	7
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	96,3	97,5	95,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	2,4	-	-	Planification industrielle	4,6	-	4,6	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	54,8	72,5	66,8	
PO	1,3	2,5	4,5	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	1,8	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,6	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,4	-	8,7	
Experts	75,4	88,3	80,2	Industries mécaniques	37,7	25,0	13,5	
Sous-traitance	0,5	-	8,6	Industries chimiques	1,0	2,5	3,8	
Formation	2,4	3,0	4,5	Autres	0,9	-	0,8	
Matériel	19,4	6,3	3,3					
Divers	2,3	2,4	3,4					

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

NIGERIA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{30\ 000}{(-)}$ 1977-1981 : $\frac{(49\ 810)}{45\ 500}$ 1982-1986 : $\frac{(34\ 453)}{55\ 000}$
 (13,4 %) (13,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	27	7 435
1982	4	432
1983	1	15
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 480	1 523	1 107			
Total PNUD/CIP	46 738	9 535	7 444			
Part de l'ONU	4 868	1 009	593			
(en pourcentage)	(10,4 %)	(10,6 %)	(8,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	22	13	1	1
1982	7	7	1	2
1983	8	5	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	99	23	76
1982	21	5	16
1983	23	12	11
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	88,8	66,2	53,6	Sous-secteur industriel			
PNUD/SIS/MS	1,1	-	1,3	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	16,9	-	-
PO	0,7	-	5,0	Infrastructure institutionnelle	51,5	56,0	35,3
FAS/FS	0,3	-	-	Création d'usines	0,3	-	-
FNUDI	-	6,6	13,7	Formation	11,9	9,2	11,8
Autres ^{a/}	9,1	27,2	26,4	Etudes de faisabilité	-	-	3,5
				Agro-industries	3,9	6,6	13,7
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	11,5	27,2	26,6
Experts	75,7	74,5	68,4	Industries mécaniques	1,5	-	-
Sous-traitance	6,0	6,6	13,5	Industries chimiques	1,7	-	1,3
Formation	4,5	6,4	8,8	Autres	0,8	1,0	7,8
Matériel	12,0	10,1	7,2				
Divers	1,8	2,4	2,1				

OBSERVATIONS: ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

UGANDA PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000 (15,1 %)
 1977-1981 : 30 000 (28 355) (8,1 %)
 1982-1986 : 59 500 (38 610) (5,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	24	1 501
1982	3	129
1983	3	83
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 461	251	195			
Total PNUD/CIP	23 097	7 281	6 500			
Part de l'ONUDI	1 018	210	123			
(en pourcentage)	(4,4 %)	(2,9 %)	(1,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	14	9	1	-
1982	6	3	2	-
1983	9	2	2	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	25	9	16
1982	7	5	2
1983	10	8	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	70,6	83,9	63,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/S.S/MS	23,3	16,1	3,8	Planification industrielle	14,9	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	6,1	-	32,8	Création d'usines	28,7	5,2	46,4		
FAS/FS	-	-	-	Formation	1,2	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	13,3	0,2		
Autres	-	-	-	Agro-industries	22,6	34,1	24,1		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	2,8	0,1		
Experts	60,4	62,6	67,9	Industries mécaniques	20,5	-	19,8		
Sous-traitance	-	15,6	18,7	Industries chimiques	11,7	44,6	9,4		
Formation	10,6	5,1	2,5	Autres	-	-	-		
Matériel	27,3	14,8	1,2						
Divers	1,7	1,9	9,7						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

(10 592) (14 853)

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500 1977-1981 : 11 750 1982-1986 : 29 500

(4,9 %) (4,5 %) (-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	17	1 896
1982	1	23
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	997	99	22			
Total PNUD/CIP	11 996	2 825	3 069			
Part de l'ONUDI	520	45	-			
(en pourcentage)	(4,3 %)	(1,6 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	10	2	-	-
1982	4	1	-	-
1983	4	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	25	10	15
1982	8	7	1
1983	5	5	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	52,6	45,2	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	7,4	42,7	-	Planification industrielle	66,7	45,2	0,1
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	8,3	-	-
PO	28,1	12,1	100,0	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	11,7	-	-	Formation	1,8	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	3,6	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	13,5	29,1	98,1
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,6	0,2	-
Experts	82,4	83,5	68,6	Industries mécaniques	3,9	-	-
Sous-traitance	3,6	-	-	Industries chimiques	0,6	-	-
Formation	6,8	4,9	0,1	Autres	-	25,5	1,8
Matériel	4,2	7,1	-				
Divers	3,0	4,5	31,3				

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (14,5 %) 1977-1981 : 33 500 (20,4 %) 1982-1986 : 72 000 (23,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	68	6 829
1982	14	1 456
1983	6	884
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	6 291	3 469	1 820			
Total PNUD/CIP	33 314	9 056	8 480			
Part de l'ONUDI	4 384	2 676	1 045			
(en pourcentage)	(13,2 %)	(29,6 %)	(12,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	33	10	7	2
1982	14	5	5	3
1983	12	6	4	4
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	117	33	84
1982	60	33	27
1983	34	12	26
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	70,0	77,2	57,4	Sous-secteur industriel					
PNUD/SIS/MS	9,0	6,1	24,9	Coopération en matière d'investissements	1,7	-	-		
SIS/FAS	0,7	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
PO	4,3	1,4	5,0	Infrastructure institutionnelle	16,6	19,3	27,7		
FAS/FS	4,8	1,8	3,5	Création d'usines	0,1	-	-		
FNUDI	11,2	13,5	9,2	Formation	10,6	8,4	11,2		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	6,2	-	-		
				Agro-industries	20,7	33,3	34,3		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	4,6	6,7	19,9		
Experts	63,1	57,3	70,6	Industries mécaniques	1,4	-	2,9		
Sous-traitance	4,8	7,6	22,6	Industries chimiques	34,9	30,2	14,0		
Formation	13,4	12,7	4,7	Autres	3,2	2,1	-		
Matériel	16,8	20,7	-						
Divers	1,9	1,7	2,1						

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN

(17 307) (17 388)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 1977-1981 : 17 250 1982-1986 : 27 500

(1,8 %) (7,3 %) (17,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	16	1 058
1982	5	374
1983	1	3
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	941	356	339			
Total PNUD/CIP	15 218	3 912	3 900			
Part de l'ONUDI	647	268	317			
(en pourcentage)	(4,3 %)	(6,9 %)	(8,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	10	4	-	-
1982	8	4	1	-
1983	5	4	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	27	18	9
1982	12	10	2
1983	16	12	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	68,7	75,3	93,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	8,3	-	-	Planification industrielle	0,2	42,9	48,9	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	22,7	25,4	0,5	
PO	1,0	17,7	6,0	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	20,5	1,5	0,5	Formation	2,0	16,1	5,0	
FNUDI	1,5	5,5	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	2,0	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	32,8	80,4	70,7	Industries mécaniques	38,3	-	14,8	
Sous-traitance	4,9	8,7	-	Industries chimiques	28,6	15,6	29,8	
Formation	13,0	9,6	5,8	Autres	6,2	-	1,0	
Matériel	47,8	-	8,2					
Divers	1,5	1,3	15,3					

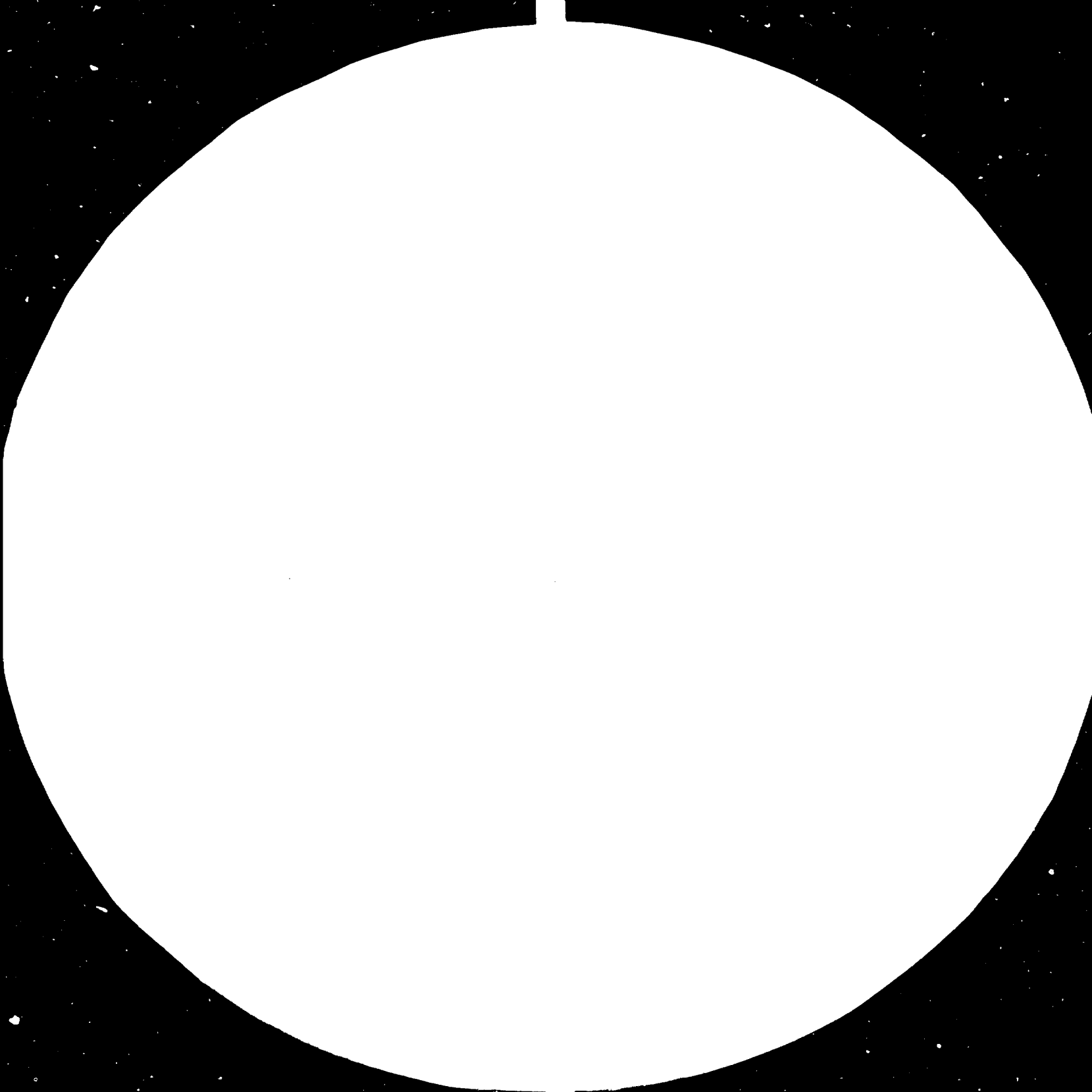
OBSERVATIONS :

84.05.

AD.

.23

25.03





3.6



4



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

NATIONAL BUREAU OF STANDARDS
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010A
ANALYTICAL TEST CHART NO. 2

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

RWANDA

(18 324) (21 830)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000 1977-1981 : 19 750 1982-1986 : 45 000

(16,2 %) (25,5 %) (6,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	28	4 004
1982	4	134
1983	3	10
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 844	1 152	203			
Total PNUD/CIP	21 316	4 873	5 050			
Part de l'ONUDI	3 335	899	38			
(en pourcentage)	(15,7 %)	(18,5 %)	(0,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	3	1	2
1982	3	3	1	2
1983	3	3	1	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	45	17	28
1982	13	3	10
1983	9	4	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	60,2	78,0	18,9	Sous-secteur industriel					
PNUD/SIS/MS	9,8	14,4	40,3	Coopération en matière d'investissements	-	-	1,8		
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	0,5	-	7,2		
PO	2,1	5,8	38,0	Infrastructure institutionnelle	8,1	37,5	71,3		
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FNUDI	-	-	2,8	Formation	-	-	-		
Autres ^{a/}	27,9	1,8	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
				Agro-Industries	0,2	-	18,1		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,7	-	-		
Experts	22,9	56,5	39,1	Industries mécaniques	0,3	-	-		
Sous-traitance	56,6	9,5	-	Industries chimiques	90,2	62,5	-		
Formation	0,3	0,6	7,5	Autres	-	-	1,6		
Matériel	18,6	29,1	34,1						
Divers	1,6	4,3	19,3						

OBSERVATIONS : FMA

^{a/} Fonds d'équipement des Nations Unies

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAO TOME ET PRINCIPES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 500

1977-1981 : 1 500

1982-1986 : 2 000

(-)

(-)

(-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	8	165
1982	3	97
1983	1	10
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	162	38	77			
Total PNUD/CIP	1 684	225	301			
Part de l'ONUDI	25	35	-			
(en pourcentage)	(1,5 %)	(15,6 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	16	11	5
1982	1	1	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	59,4	93,0	100,0	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	4,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,1	-	-		
PO	3,5	7,0	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	33,0	-	-	Formation	33,0	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agricoles	50,7	93,0	100,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	89,2	22,3	4,4	Industries mécaniques	12,7	-	-		
Sous-traitance	-	66,5	95,2	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	3,5	7,0	-		
Matériel	1,5	2,4	-						
Divers	9,3	8,8	0,4						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SENEGAL

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000

1977-1981 : 11 750

1982-1986 : 33 000

(10 622)

(17 319)

(10,8 %)

(16,1 %)

(9,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	29	1 617
1982	4	351
1983	2	49
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 274	681	400			
Total PNUD/CIP	12 038	3 984	3 980			
Part de l'ONUDI	1 789	621	374			
(en pourcentage)	(14,9 %)	(15,6 %)	(9,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	31	2	2	1
1982	15	2	1	-
1983	11	3	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	44	12	32
1982	11	7	4
1983	8	4	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	83,5	91,0	93,5	Coopération en matière d'investissements	1,0	20,7	7,7
PNUD/SIS/MS	14,8	4,4	6,3	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	44,9	50,0	70,0
PO	15,6	-	0,2	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	1,4	-	-
FNUDI	-	4,6	-	Etudes de faisabilité	2,0	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	7,8	7,3	4,9
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	26,4	-	-
Experts	76,5	56,2	62,9	Industries mécaniques	12,5	17,4	17,3
Sous-traitance	0,6	2,9	2,3	Industries chimiques	4,0	-	-
Formation	5,7	16,5	6,7	Autres	-	4,6	0,1
Matériel	12,6	13,8	19,5				
Divers	4,6	10,6	8,6				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SEYCHELLES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 600

1982-1986 : 1 600

(790)

(-)

(6,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	710
1982	3	66
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	121	62	270			
Total PNUD/CIP	1 692	217	144			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	-	-
1982	4	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 3 mois	6 mois et plus
1977-81	7	7	-
1982	3	3	-
1983	9	9	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	73,1	-	17,6	Planification industrielle	45,2	-	-		
SIS/FAS	5,6	-	-	Infrastructure institutionnelle	2,9	-	-		
PO	13,5	2,0	-	Création d'usines	1,8	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	7,8	98,0	82,4	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	3,0	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	62,1	18,3	21,3	Industries mécaniques	32,1	98,0	82,4		
Sous-traitance	18,2	-	1,9	Industries chimiques	0,5	-	17,6		
Formation	-	-	24,1	Autres	14,5	2,0	-		
Matériel	-	79,6	51,7						
Divers	19,7	2,1	1,0						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SIERRA LEONE

(12 926) (18 204)
 PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 7 500 1977-1981 : 13 250 1982-1986 : 34 900
 (2,7 %) (5,0 %) (11,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	1 083
1982	3	65
1983	4	486
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	697	336	282			
Total PNUD/CIP	14 734	4 388	3 420			
Part de l'ONUDI	494	237	243			
(en pourcentage)	(3,4 %)	(5,4 %)	(7,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	1	1	-
1982	7	1	1	-
1983	10	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	25	12	13
1982	7	4	3
1983	5	1	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	70,7	70,5	86,2	Sous-secteur industriel	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	15,3	8,5	13,8	Coopération en matière d'investissements	79,6	83,2	85,2	
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	1,6	-	-	
PO	1,5	6,8	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	7,2	
FAS/FS	11,5	14,2	-	Création d'usines	1,0	6,8	-	
FNUDI	1,0	-	-	Formation	-	-	-	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	4,6	5,8	5,6	
Catégorie de dépenses				Agro-industries	2,6	0,6	-	
Experts	90,8	80,4	87,4	Industries métallurgiques	4,3	-	-	
Sous-traitance	2,1	-	7,1	Industries mécaniques	4,7	3,6	-	
Formation	1,0	11,1	-	Industries chimiques	1,6	-	-	
Matériel	2,3	4,0	1,0	Autres				
Divers	3,8	4,5	4,5					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SOMALIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (17 156)
 1977-1981 : 18 250 (23 452)
 1982-1986 : 48 000 (9,8 %)
 (7,1 %) (9,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	30	772
1982	5	2 104
1983	6	165
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 208	494	828			
Total PNUD/CIP	19 856	4 994	4 821			
Part de l'ONUDI	1 496	408	359			
(en pourcentage)	(7,5 %)	(8,2 %)	(7,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	17	-	-	2
1982	3	-	-	3
1983	5	-	-	3
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	63	34	29
1982	8	2	6
1983	10	4	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)										
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel			1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		67,7	82,4	43,3	Coopération en matière d'investissements			1,0	-	-
PNUD/SIS/MS		16,8	7,1	4,2	Planification industrielle			19,3	-	-
SIS/FAS		2,8	-	-	Infrastructure institutionnelle			-	-	-
PO		5,8	9,1	3,0	Création d'usines			24,6	60,3	49,1
FAS/FS		2,3	-	2,5	Formation			1,1	-	-
FNUDI		4,6	1,4	47,0	Etudes de faisabilité			1,6	-	-
Autres		-	-	-	Agro-industries			7,1	2,2	3,4
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques			35,0	31,3	-
Experts		78,1	86,6	43,8	Industries mécaniques			3,6	-	47,1
Sous-traitance		10,8	-	47,2	Industries chimiques			6,1	6,2	0,5
Formation		4,5	2,7	3,1	Autres			0,6	-	-
Matériel		4,4	8,2	4,9						
Divers		2,2	2,5	1,0						

OBSERVATIONS : FMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU¹

SOUDAN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000
(4,5 %)

1977-1981 : 33 000
(4,4 %)

1982-1986 : 58 500
(4,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	46	2 222
1982	7	811
1983	8	218
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 480	681	694			
Total PNUD/CIP ^a	35 681	8 958	6 100			
Part de l'ONU ¹	1 715	305	280			
(en pourcentage)	(4,8 %)	(3,4 %)	(4,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	25	1	2	1
1982	10	1	1	1
1983	9	1	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	55	25	30
1982	15	8	7
1983	12	7	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU ¹ en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	68,2	44,9	40,3	Coopération en matière d'investissements	1,0	-	-	
PNUD/SIS/MS	12,2	14,7	2,3	Planification industrielle	2,2	0,3	2,1	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,2	-	-	
PO	11,6	1,4	17,9	Création d'usines	60,0	38,3	38,3	
FAS/FS	4,6	-	-	Formation	4,4	0,8	13,9	
FNUDI	3,4	4,7	-	Etudes de faisabilité	1,2	-	-	
Autres ^{a/}	-	34,3	39,5	Agro-industries	6,2	4,6	1,4	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	2,8	4,1	0,2	
Experts	66,6	61,2	62,7	Industries mécaniques	14,3	6,2	-	
Sous-traitance	6,5	7,2	-	Industries chimiques	0,4	44,2	41,5	
Formation	10,5	1,8	15,3	Autres	6,3	1,5	2,6	
Matériel	11,9	26,9	18,4					
Divers	4,5	2,9	3,6					

OBSERVATIONS : PMA; repris aussi sous la rubrique "Etats arabes"

a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SWAZILAND

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : 5 700
(12,5 %)

1977-1981 : 5 267
(11,2 %)

1982-1986 : 5 750
N.D. a/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	374
1982	1	17
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	372	27	-			
Total PNUD/CIP	5 267	775	730			
Part de l'ONUDI	61	-	-			
(en pourcentage)	(1,2 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	1	-	-
1982	4	-	-	-
1983	3	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	14	2	12
1982	1	1	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	16,5	-	-	Coopération en matière d'investissements	27,5	-	-	
PNUD/SIS/MS	35,2	42,3	-	Planification industrielle	5,0	-	-	
SIS/FAS	3,9	-	-	Infrastructure institutionnelle	7,5	-	-	
PO	-	57,7	-	Création d'usines	39,0	-	-	
FAS/FS	32,5	-	-	Formation	-	57,7	-	
FNUDI	11,9	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-Industries	8,4	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	42,3	-	
Experts	76,6	42,3	-	Industries mécaniques	9,6	-	-	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	18,2	57,7	-	Autres	3,0	-	-	
Matériel	-	-	-					
Divers	5,2	-	-					

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TCHAD

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500

1977-1981 : 19 000

1982-1986 : 52 000

(19 412)

(36 585)

(10,6 %)

(18,6 %)

(7,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	1 266
1982	2	124
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 050	18	88			
Total PNUD/CIP	12 111	2 807	4 000			
Part de l'ONUDI	1 003	9	-			
(en pourcentage)	(8,3 %)	(0,3 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	2	-	1
1982	2	1	1	-
1983	2	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	21	10	11
1982	1	1	-
1983	4	4	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	95,4	52,1	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	2,0	-	11,2	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	96,0	52,1	-		
PO	2,0	-	88,8	Création d'usines	0,6	-	-		
FAS/FS	0,6	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	47,9	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	2,1	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	53,8	50,1	79,7	Industries mécaniques	-	47,9	100,0		
Sous-traitance	35,2	-	-	Industries chimiques	1,3	-	-		
Formation	1,9	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	4,4	47,9	3,8						
Divers	4,7	2,0	16,5						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TOGO

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000
(14,5 %)

(11 391)
1977-1981 : 11 000
(9,8 %)

(12 614)
1982-1986 : 23 550
(13,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	18	1 422
1982	3	78
1983	4	147
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 575	261	308			
Total PNUD/CIP	12 418	2 592	1 900			
Part de l'ONUDI	1 191	180	139			
(en pourcentage)	(9,6 %)	(7,0 %)	(7,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	4	1	-
1982	4	1	1	-
1983	4	-	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	38	13	25
1982	7	3	4
1983	10	6	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	74,1	69,0	45,2	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	3,2	11,7	33,0	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	86,1	88,3	9,7		
PO	4,2	19,3	4,3	Création d'usines	-	7,2	2,1		
FAS/FS	14,8	-	17,5	Formation	0,6	-	-		
FNUDI	3,7	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,9	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	65,4	93,4	91,7	Industries mécaniques	-	-	86,9		
Sous-traitance	0,6	-	-	Industries chimiques	12,1	4,5	1,3		
Formation	4,7	-	2,8	Autres	-	-	-		
Matériel	26,6	3,6	5,5						
Divers	2,7	3,0	-						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TUNISIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : 15 000
(8,3 %)

1977-1981 : 15 498
(9,7 %)

1982-1986 : 15 000
(16,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	2	320
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 934	46	49			
Total PNUD/CIP	15 498	2 434	1 955			
Part de l'ONUDI	1 800	32	49			
(en pourcentage)	(11,6 %)	(1,3 %)	(2,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	1	4	2
1982	5	2	1	-
1983	5	2	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	47	29	18
1982	2	1	1
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	71,7	70,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	4,1	-	-	Planification industrielle	11,7	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	27,2	38,3	55,0		
PO	2,4	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	13,6	30,0	-	Formation	1,6	11,2	-		
FNUDI	8,2	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	56,8	50,5	45,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	48,6	48,1	55,6	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	32,6	-	34,6	Industries chimiques	0,5	-	-		
Formation	14,7	6,0	4,0	Autres	2,2	-	-		
Matériel	2,9	45,9	5,0						
Divers	1,2	-	0,8						

OBSERVATIONS : Repris aussi sous la rubrique "Etats arabes".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZAIRE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{20\ 000}{(11,4\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{36\ 000}{(10,8\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{(44\ 117)}{79\ 000}$ (15,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	29	7 849
1982	5	5 358
1983	1	58
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 091	1 441	1 504			
Total PNUD/CIP	37 298	9 180	6 300			
Part de l'ONUDI	3 871	1 432	1 498			
(en pourcentage)	(10,4 %)	(15,6 %)	(23,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	4	1	6
1982	7	4	-	7
1983	7	3	-	5
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	8 mois et plus
1977-81	87	32	55
1982	24	12	12
1983	20	8	12
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	95,1	99,3	99,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	2,9	0,7	0,4	Planification industrielle	0,6	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	54,9	34,8	33,7	
PO	2,0	-	-	Création d'usines	36,3	28,1	38,2	
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,0	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	1,5	17,2	13,0	
Autres	-	-	-	Agro-industries	1,2	19,2	14,4	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	79,5	72,4	79,4	Industries mécaniques	-	0,7	-	
Sous-traitance	2,3	-	-	Industries chimiques	1,5	-	0,6	
Formation	4,5	-	4,3	Autres	2,0	-	0,1	
Matériel	10,2	20,0	9,2					
Divers	3,5	4,2	7,1					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZAMBIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(10,6 %)

1977-1981 : 15 000
(13 887)
(16,1 %)

1982-1986 : 21 250
(10 804)
(20,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	37	3 611
1982	10	1 298
1983	3	525
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 656	951	504			
Total PNUD/CIP	15 042	3 458	2 705			
Part de l'ONUDI	2 153	850	423			
(en pourcentage)	(14,3 %)	(24,6 %)	(15,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	29	9	3	-
1982	17	9	1	-
1983	17	8	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	50	12	38
1982	12	2	10
1983	10	4	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	81,0	89,4	83,9	Sous-secteur Industriel				
PNUD/SIS/MS	9,2	6,2	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
SIS/FAS	0,2	-	-	Planification industrielle	11,4	-	-	
PO	0,1	1,9	4,6	Infrastructure institutionnelle	7,3	20,0	22,5	
FAS/FS	7,8	-	11,5	Création d'usines	18,2	38,3	51,0	
FNUDI	1,7	2,5	-	Formation	-	2,2	-	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	17,2	19,9	26,5	
Catégorie de dépenses				Agro-industries	7,3	6,0	-	
Experts	69,4	80,6	93,0	Industries métallurgiques	11,9	-	-	
Sous-traitance	14,6	-	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Formation	3,7	5,4	2,7	Industries chimiques	24,1	11,0	-	
Matériel	9,5	11,4	1,3	Autres	2,6	0,2	-	
Divers	2,8	2,6	3,0					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ZIMBABWE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 5 600

1982-1986 : 24 250
(16 509)
(7,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	3	221
1983	3	161
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1	44	235			
Total PNUD/CIP	2 684	3 197	2 178			
Part de l'ONUDI	-	25	100			
(en pourcentage)	-	(0,8 %)	(4,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	-
1982	1	1	-	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	2	1	1
1983	7	6	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	56,2	42,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	6,8	11,9	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	56,2	15,1		
PO	100,0	37,0	1,8	Création d'usines	-	-	5,2		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	36,0		
FNUDI	-	-	43,9	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	100,0	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	6,8	11,9		
Experts	-	61,3	52,7	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	24,2	1,5		
Formation	-	-	43,9	Autres	-	12,8	0,3		
Matériel	-	21,6	-						
Divers	100,0	17,1	3,4						

OBSERVATIONS :

AMERIQUES

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ANGUILLA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : - 1977-1981 : -

1982-1986 : -

(640)
800

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	-	-
1983	1	2
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	-	2			
Total PNUD/CIP	-	-	21			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	100,0	Planification Industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	-	-	100,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	100,0		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ANTIGUA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 765

(1 489)

1982-1986 : 1 765

(3,6 %)

(3,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	20
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	193	-	-			
Total PNUD/CIP	1 435	415	289			
Part de l'ONUDI	193	-	-			
(en pourcentage)	(13,5 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1010 >
1977-81	1	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	2	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	100,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	100,0	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	-	-	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	100,0	-	-	Autres	-	-	-	
Matériel	-	-	-					
Divers	-	-	-					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

ANTILLES NEERLANDAISES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 500

1982-1986 : 1 500

(11,2 %)

(1 268)

(9,1 %)

Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	311
1982	-	-
1983	2	86
1984		
1985		
1986		

	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	252	79	155			
Total PNUD/CIP	1 900	277	182			
Part de l'ONU	78	79	155			
(en pourcentage)	94,1 %	(28,5 %)	(85,2 %)			

Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	-	-
1982	-	1	-	-
1983	2	1	-	-
1984				
1985				
1986				

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	1	4
1982	1	-	1
1983	3	1	2
1984			
1985			
1986			

Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	39,8	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	60,2	-	-	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	100,0	100,0	57,8
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	100,0	100,0	99,0	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	42,2
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	-	-	0,1				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ARGENTINE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000
(15,3 %)

1977-1981 : 22 915
(20,7 %)

1982-1986 : 11 178
(23,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	17	3 337
1982	7	4 171
1983	2	747
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 324	1 268	1 177			
Total PNUD/CIP	22 915	2 697	2 400			
Part de l'ONUDI	4 111	1 202	1 160			
(en pourcentage)	(17,9 %)	(44,6 %)	(48,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	2	2	2
1982	8	2	2	4
1983	8	2	2	5
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	104	80	24
1982	11	10	1
1983	19	18	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	95,1	94,8	98,5	Sous-secteur industriel			
PNUD/SIS/MS	3,9	4,6	1,2	Coopération en matière d'investissements	3,4	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	8,4	-	-
PO	0,8	0,6	-	Infrastructure institutionnelle	36,4	35,9	18,4
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FNUDI	0,2	-	0,3	Formation	0,8	0,6	-
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
				Agro-industries	-	4,7	39,3
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	5,8	30,2	18,0
Experts	45,2	10,1	20,4	Industries mécaniques	2,8	-	-
Sous-traitance	1,2	9,9	1,3	Industries chimiques	42,4	28,6	24,3
Formation	13,0	8,0	12,3	Autres	-	-	-
Matériel	39,2	71,4	65,0				
Divers	1,4	0,6	1,0				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BARBADE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{2\,500}{(12,9\%)}$ 1977-1981 : $\frac{2\,533}{(14,6\%)}$ 1982-1986 : $\frac{2\,500}{-}$ (1 534)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	12	306
1982	-	-
1983	1	26
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	422	-	20			
Total PNUD/CIP	2 533	290	480			
Part de l'ONUDI	323	-	-			
(en pourcentage)	(12,8 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	2	-	-
1982	1	1	-	-
1983	2	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	9	2	7
1982	-	-	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	81,2	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	2,5	-	100,0	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	58,1	-	-
PO	0,6	-	-	Création d'usines	0,2	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	0,7	-	-
FNUDI	15,6	-	-	Etudes de faisabilité	2,6	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	15,6	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	61,0	-	97,9	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	15,6	-	-	Industries chimiques	22,8	-	100,0
Formation	1,6	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	20,8	-	-				
Divers	1,0	-	2,1				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BELIZE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000
(9,1 %)

(1 624)

1977-1981 : 1 650

(1 762)

1982-1986 : 1 650

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	58
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	204	-	-			
Total PNUD/CIP	1 074	525	376			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	7	4	3
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Sous-secteur industriel	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	97,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	18,2	-	-		
SIS/FAS	3,0	-	-	Planification industrielle	0,4	-	-		
PO	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Formation	-	-	-		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	25,2	-	-		
Catégorie de dépenses				Agro-industries	53,3	-	-		
Experts	71,3	-	-	Industries métallurgiques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Formation	8,0	-	-	Industries chimiques	2,9	-	-		
Matériel	18,6	-	-	Autres	-	-	-		
Divers	2,1	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BOLIVIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 15 000 (14 520) 1977-1981 : 15 500 (11 545)
 (7,1 %) - 1982-1986 : 19 500 N.D. a/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	14	402
1982	4	190
1983	5	102
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	574	47	263			
Total PNUD/CIP	14 213	2 005	2 156			
Part de l'ONUDI	3	44	3			
(en pourcentage)	(2,0 %)	(2,2 %)	(0,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	34	2	1	-
1982	8	-	-	-
1983	10	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	16	8	8
1982	3	3	-
1983	15	15	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		0,7	-	1,0	Coopération en matière d'investissements		-	-	-
PNUD/SIS/MS		52,4	94,2	71,0	Planification industrielle		-	5,1	13,2
SIS/FAS		-	-	-	Infrastructure institutionnelle		3,6	-	-
PO		3,8	-	8,3	Création d'usines		15,7	73,8	4,6
FAS/FS		-	-	-	Formation		3,8	-	-
FNUDI		33,9	-	-	Etudes de faisabilité		-	-	-
Autres b/		1,2	5,8	19,7	Agro-industries		12,6	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques		-	-	-
Experts		44,5	95,1	51,3	Industries mécaniques		47,1	-	-
Sous-traitance		19,1	-	27,0	Industries chimiques		17,2	21,1	12,9
Formation		5,8	2,6	-	Autres		-	-	9,3
Matériel		29,7	1,2	15,9					
Divers		0,9	1,1	5,8					

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

b/ Fonds bénévole pour la Décennie des Nations Unies pour la femme

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BRESIL

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : 30 000 (16,1 %) 1977-1981 : 30 000 (28 642) (16,054) (7,2 %) 1982-1986 : 30 000 (12,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	2 242
1982	9	1 840
1983	3	463
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 994	1 463	1 182			
Total PNUD/CIP	28 642	3 510	3 200			
Part de l'ONUDI	2 230	675	819			
(en pourcentage)	(7,8 %)	(19,2 %)	(25,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	41	1	2	1
1982	12	4	1	2
1983	13	4	2	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	81	43	38
1982	50	44	6
1983	40	37	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	81,4	46,1	69,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	4,8	5,3	3,3	Planification industrielle	0,3	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	24,1	0,1	11,1		
PO	0,1	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	0,8	-	-		
FNUDI	0,3	19,8	9,2	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres ^{a/}	13,4	28,8	18,1	Agro-industries	4,1	27,6	21,3		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	55,6	28,7	10,3		
Experts	66,6	39,6	40,9	Industries mécaniques	1,1	0,6	1,4		
Sous-traitance	9,6	16,3	12,2	Industries chimiques	14,0	41,3	33,1		
Formation	10,7	7,8	13,0	Autres	-	1,7	22,8		
Matériel	11,3	35,3	32,5						
Divers	1,8	1,0	1,4						

OBSERVATIONS : ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

CHILI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{20\ 000}{(15,5\ \%)}$

(21 280)
1977-1981 : $\frac{20\ 000}{(6,2\ \%)}$

(12 910)
1982-1986 : $\frac{20\ 000}{(26,3\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81		
1982	7	376
1983	2	110
1984	1	32
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources						
Total PNUD/CIP	1 001	241	66			
Part de l'ONU	19 169	3 208	2 266			
(en pourcentage)	945 (4,9 %)	199 (6,2 %)	44 (1,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81				
1982	7	4	2	1
1983	4	2	-	-
1984	3	2	-	-
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	17	8	9
1982	5	4	1
1983	2	1	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	94,4	82,4	66,7	Coopération en matière d'investissements	2,5	82,4	66,7	
PNUD/SIS/MS	5,4	17,6	33,3	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	31,4	10,0	12,1	
PO	0,2	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	0,2	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	16,2	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	46,5	5,4	21,2	
Experts	47,6	82,1	63,5	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	1,0	-	-	Industries chimiques	1,0	2,2	-	
Formation	10,8	3,8	21,4	Autres	2,2	-	-	
Matériel	38,4	3,2	1,3					
Divers	2,2	10,9	13,8					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

COLOMBIE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 (10,1 %) 1977-1981 : 20 000 (2,8 %) 1982-1986 : 22 000 (16,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	636
1982	3	155
1983	3	140
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	899	212	184			
Total PNUD/CIP	20 915	3 208	2 266			
Part de l'ONU	581	198	31			
(en pourcentage)	(2,8 %)	(6,2 %)	(1,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	25	4	1	-
1982	7	2	-	-
1983	6	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	36	21	15
1982	6	5	1
1983	7	5	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	64,6	93,3	16,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	27,8		
PNUD/SIS/MS	35,4	6,7	57,3	Planification industrielle	-	1,3	37,1		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructures institutionnelle	29,0	1,0	-		
PO	-	-	13,5	Création d'usines	0,1	-	-		
FAS/FS	-	-	12,6	Formation	0,2	36,9	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	14,0	21,3	16,9		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,9	-	17,2		
Experts	74,7	72,2	67,1	Industries mécaniques	40,1	39,5	1,0		
Sous-traitance	13,9	-	-	Industries chimiques	14,7	-	-		
Formation	6,8	19,0	21,9	Autres	-	-	-		
Matériel	3,7	5,5	5,7						
Divers	0,9	3,3	5,3						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

COSTA RICA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000
(6,4 %)

(4 013)
1977-1981 : 5 000
(24,0 %)

(2 761)
1982-1986 : 5 000
(1,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	13	704
1982	2	32
1983	2	336
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	817	95	202			
Total PNUD/CIP	4 013	450	779			
Part de l'ONUDI	568	17	-			
(en pourcentage)	(14,2 %)	(3,8 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	18	2	-	-
1982	6	1	-	-
1983	6	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	35	10	25
1982	4	3	1
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	69,6	18,0	-	Sous-secteur industriel	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	8,9	72,3	17,3	Coopération en matière d'investissements	75,0	1,1	-	
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	15,8	-	6,1	
PO	1,4	9,7	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
FAS/FS	20,1	-	80,7	Création d'usines	1,4	9,7	-	
FNUDI	-	-	2,0	Formation	4,1	15,1	0,2	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	3,2	-	91,7	
				Agro-industries	-	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	94,8	89,9	20,6	Industries mécaniques	-	24,4	2,0	
Sous-traitance	-	-	12,8	Industries chimiques	0,5	49,7	-	
Formation	1,9	9,7	5,9	Autres	-	-	-	
Matériel	1,2	-	60,6					
Divers	2,1	0,4	0,1					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

CUBA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{10\ 000}{(28,5\ \%)} \quad 1977-1981 : \frac{(13\ 315)}{(26,7\ \%)} \quad 1982-1986 : \frac{(11\ 781)}{(33,8\ \%)} \quad \frac{20\ 500}{(33,8\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	31	1 804
1982	11	2 985
1983	4	1 383
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 538	801	781			
Total PNUD/CIP	13 315	3 245	3 111			
Part de l'ONUDI	3 369	619	428			
(en pourcentage)	(25,3 %)	(19,1 %)	(13,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	37	3	3	-
1982	15	4	8	-
1983	16	5	7	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	49	36	13
1982	13	12	1
1983	12	10	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	75,2	77,3	54,7	Coopération en matière d'investissements	0,4	-	-	
PNUD/SIS/MS	3,1	6,9	14,8	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,8	-	-	
PO	1,7	0,9	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	0,3	-	-	Formation	1,9	-	-	
FNUDI	19,6	14,9	24,2	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres ^{a/}	-	-	6,3	Agro-industries	34,2	42,1	28,3	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	6,3	
Experts	12,9	18,7	19,4	Industries mécaniques	10,6	22,2	19,6	
Sous-traitance	30,6	12,0	-	Industries chimiques	51,1	35,7	45,8	
Formation	4,5	0,8	1,2	Autres	-	-	-	
Matériel	51,3	66,7	77,9					
Divers	0,7	1,8	1,5					

OBSERVATIONS: ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DOMINIQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 362
(0,5 %)

1982-1986 :

(1 276)

2 300

(6,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	33
1982	-	-
1983	3	120
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	46	58	36			
Total PNUD/CIP	1 362	469	356			
Part de l'ONUDI	35	58	-			
(en pourcentage)	(2,6 %)	(12,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	2	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)										
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel			1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		45,5	100,0	-	Coopération en matière d'investissements			-	100,0	100,0
PNUD/SIS/MS		-	-	-	Planification industrielle			-	-	-
SIS/FAS		-	-	-	Infrastructure institutionnelle			-	-	-
PO		55,5	-	-	Création d'usines			-	-	-
FAS/FS		-	-	-	Formation			54,5	-	-
FNUDI		-	-	100,0	Etudes de faisabilité			29,4	-	-
Autres		-	-	-	Agro-industries			16,1	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques			-	-	-
Experts		13,9	27,8	33,2	Industries mécaniques			-	-	-
Sous-traitance		-	-	-	Industries chimiques			-	-	-
Formation		84,5	48,0	36,9	Autres			-	-	-
Matériel		-	17,8	22,5						
Divers		1,6	6,4	7,4						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

EL SALVADOR

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\ 000}{(13,7\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{(8\ 074)}{(8,0\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{(9\ 315)}{N.B. a/}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	538
1982	-	-
1983	1	38
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	698	132	188			
Total PNUD/CIP	7 017	2 073	1 760			
Part de l'ONU	655	132	188			
(en pourcentage)	(9,3 %)	(6,4 %)	(10,7 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	3	1	-
1982	1	-	1	-
1983	1	1	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	22	16	6
1982	4	3	1
1983	5	3	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	93,8	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	6,1	-	-	Planification industrielle	21,6	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	0,1	-	-	Création d'usines	78,3	100,0	11,8		
FAS/FS	-	-	-	Formation	0,1	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	88,2		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	71,6	47,1	44,6	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	18,9	48,1	8,0	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	3,6	-	7,6	Autres	-	-	-		
Matériel	1,5	-	36,9						
Divers	4,4	4,8	2,9						

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

EQUATEUR

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(11,5 %)

(14 874)
1977-1981 : 15 000
(18,1 %)

(8 633)
1982-1986 : 15 000
(20,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	10	2 520
1982	4	153
1983	3	222
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 042	372	200			
Total PNUD/CIP	14 874	2 426	1 610			
Part de l'ONU	1 710	355	85			
(en pourcentage)	(11,5 %)	(14,5 %)	(5,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	-	-	?
1982	5	-	-	1
1983	5	-	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	64	31	33
1982	17	15	2
1983	10	9	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	84,4	95,4	42,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	10,0		
PNUD/SIS/MS	7,7	4,6	30,1	Planification industrielle	-	4,6	19,3		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	0,1	-	-	Création d'usines	5,8	-	-		
FAS/FS	6,6	-	9,9	Formation	0,4	-	-		
FNUDI	1,1	-	17,6	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	1,1	-	17,6		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	5,4		
Experts	71,0	78,1	74,3	Industries mécaniques	82,2	95,4	47,7		
Sous-traitance	2,1	-	-	Industries chimiques	10,4	-	-		
Formation	4,1	5,2	15,7	Autres	0,1	-	-		
Matériel	20,5	15,2	7,8						
Divers	2,3	1,5	2,2						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GRENADE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 880
(0,2 %)

1982-1986 : 2 100
(11,9 %)

(1 254)

(2 100)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	4
1982	1	6
1983	1	27
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	4	-			
Total PNUD/CIP	1 880	301	287			
Part de l'ONUDI	-	4	-			
(en pourcentage)	-	(1,3 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	2	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	-	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	100,0	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	-	100,0	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-	
Matériel	-	-	-					
Divers	-	-	-					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

GUATEMALA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 7 500
(8 %)

1977-1981 : 7 760
(8,3 %)

1982-1986 : 13 000
N.B. a/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	692
1982	2	308
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 194	139	67			
Total PNUD/CIP	7 760	1 482	1 405			
Part de l'ONU	1 105	128	67			
(en pourcentage)	(14,2 %)	(8,6 %)	(4,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	2	1	-
1982	2	3	-	-
1983	2	2	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	36	15	21
1982	5	4	1
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	93,1	92,2	99,9	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	4,2	2,6	0,1	Planification industrielle	96,8	38,3	6,0	
SIS/FAS	0,7	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,2	-	-	
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	2,0	5,2	-	Formation	-	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	0,5	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,3	53,0	93,9	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	95,3	85,9	82,4	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	0,4	-	-	Industries chimiques	-	3,5	0,1	
Formation	0,5	0,4	-	Autres	2,2	5,2	-	
Matériel	0,7	8,0	1,7					
Divers	3,1	5,7	15,9					

OBSERVATIONS: a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1985.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

GUYANA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000

1977-1981 : 5 090
(15,9 %)

1982-1986 : 8 500
(13,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	7	85€
1982	2	1 321
1983	2	71
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	320	378	208			
Total PNUD/CIP	5 340	1 214	682			
Part de l'ONUDI	238	334	163			
(en pourcentage)	(4,5 %)	(27,5 %)	(23,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	-	1	-
1982	1	-	1	1
1983	1	-	2	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	16	12	4
1982	9	7	2
1983	6	3	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	74,5	88,3	78,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	22,9	9,1	1,9	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	10,4	13,8	73,7		
PO	1,1	2,6	-	Création d'usines	76,0	83,6	19,7		
FAS/FS	1,5	-	11,5	Formation	1,1	2,6	-		
FNUDI	-	-	9,2	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	6,6		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,3	-	-		
Experts	86,9	65,4	78,5	Industries mécaniques	4,9	-	-		
Sous-traitance	7,1	6,4	2,5	Industries chimiques	6,3	-	-		
Formation	1,5	12,5	19,0	Autres	-	-	-		
Matériel	2,2	14,2	-						
Divers	2,3	1,5	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

HAITI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{6\ 000}{(1\ \%)} \quad 1977-1981 : \frac{16\ 770}{(4,9\ \%)} \quad 1982-1986 : \frac{17\ 013}{(4,6\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	29	1 427
1982	8	248
1983	5	77
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 752	247	254			
Total PNUD/CIP	20 520	4 535	3 780			
Part de l'ONU	828	140	45			
(en pourcentage)	(4,0 %)	(3,1 %)	(1,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	18	2	1	-
1982	5	2	1	-
1983	3	2	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	53	38	15
1982	8	6	2
1983	8	7	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	47,3	56,6	17,9	Sous-secteur industriel				
PNUD/SIS/MS	30,1	4,4	-	Coopération en matière d'investissements	9,8	18,7	16,3	
SIS/FAS	4,2	-	-	Planification industrielle	13,2	10,7	2,7	
PO	15,0	23,4	61,7	Infrastructure institutionnelle	2,1	-	-	
FAS/FS	0,1	15,6	18,8	Création d'usines	1,2	-	-	
FNUDI	3,3	-	1,6	Formation	1,9	6,9	0,8	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	11,6	
				Agro-industries	17,3	0,5	17,4	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	62,2	58,8	52,1	Industries mécaniques	0,8	-	7,8	
Sous-traitance	10,7	-	17,4	Industries chimiques	44,8	63,2	39,7	
Formation	7,0	19,1	12,2	Autres	8,9	-	3,7	
Matériel	14,8	7,7	9,4					
Divers	5,3	14,4	8,9					

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HONDURAS

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (8 614) 1977-1981 : 9 250 (8 304) 1982-1986 : 16 000 (11,4 %)
(6,9 %) (5,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	8	592
1982	5	1 076
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	640	384	726			
Total PNUD/CIP	8 814	1 654	1 850			
Part de l'ONUDI	586	361	726			
(en pourcentage)	(6,7 %)	(21,8 %)	(39,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	12	3	-	-
1982	4	4	1	1
1983	4	5	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	40	30	10
1982	9	6	3
1983	14	9	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	91,7	94,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	6,8	6,0	-	Planification industrielle	-	15,7	12,4	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	28,3	47,0	52,2	
PO	0,6	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	0,9	-	-	Formation	0,5	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	64,9	4,4	12,3	
Autres	-	-	-	Agro-industries	6,3	32,9	23,1	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	90,7	37,4	89,3	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	4,2	10,1	3,3	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	1,0	7,9	1,5	Autres	-	-	-	
Matériel	1,6	40,4	2,8					
Divers	2,5	4,2	3,1					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ILES VIERGES BRITANNIQUES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 300

(150)

1982-1986 : 300

(224)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	12	-	-			
Total PNUD/CIP	450	114	65			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	1	1	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	100,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	100,0	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	95,8	-	-	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	4,2	-	-				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

JAMAÏQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500 (14,1 %) 1977-1981 : 7 181 (20,3 %) 1982-1986 : 4 229 (13,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	8	2 319
1982	3	410
1983	3	37
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 233	753	621			
Total PNUD/CIP	7 181	1 173	965			
Part de l'ONU	755	338	330			
(en pourcentage)	(10,5 %)	(28,8 %)	(34,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	14	4	1	-
1982	4	3	1	-
1983	7	3	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	23	12	11
1982	14	10	4
1983	15	11	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	61,2	44,8	53,2	Sous-secteur industriel				
PNUD/SIS/MS	4,7	5,4	1,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
PO	-	0,8	-	Infrastructure institutionnelle	3,3	40,9	29,7	
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	1,1	-	-	
FNUDI	-	-	2,9	Formation	-	0,8	-	
Autres ^{a/}	34,1	49,0	42,4	Etudes de faisabilité	-	-	-	
				Agro-Industries	33,6	3,7	23,2	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	37,3	54,6	41,7	
Experts	42,5	46,5	54,6	Industries mécaniques	24,7	-	-	
Sous-traitance	4,8	10,9	5,2	Industries chimiques	-	-	5,4	
Formation	3,6	8,0	1,0	Autres	-	-	-	
Matériel	48,2	33,9	38,7					
Divers	0,9	0,7	0,5					

OBSERVATIONS : ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

^{b/} Activités exécutées contre remboursement : 0,7 %.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

MEXIQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 1977-1981 : 20 378 1982-1986 : 20 000
 (9,2 %) (20,9 %) (10 064) (20 000) (35,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	36	4 664
1982	12	5 450
1983	3	440
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 507	820	870			
Total PNUD/CIP	20 378	2 009	2 502			
Part de l'ONU	3 548	721	626			
(en pourcentage)	(17,4 %)	(35,9 %)	(25,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	27	4	1	3
1982	6	3	4	4
1983	5	5	5	3
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	196	130	66
1982	44	34	10
1983	54	45	9
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	85,3	87,9	72,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	4,2	-	6,3	Planification industrielle	46,7	23,7	13,8	
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	16,6	32,6	28,1	
PO	0,7	1,6	0,2	Création d'usines	1,7	-	6,3	
FAS/FS	4,9	4,8	4,9	Formation	0,3	0,9	-	
FNUDI	4,7	3,0	9,8	Etudes de faisabilité	0,8	-	-	
Autres ^{a/}	-	2,7	6,8	Agro-industries	20,6	23,1	22,5	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,6	-	6,8	
Experts	74,6	94,7	94,5	Industries mécaniques	4,0	1,2	1,1	
Sous-traitance	9,3	0,1	-	Industries chimiques	8,6	12,8	14,3	
Formation	2,8	1,3	1,9	Autres	0,1	5,7	7,1	
Matériel	10,9	-	0,1					
Divers	2,4	3,9	3,5					

OBSERVATIONS : ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MONTSERRAT

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : _____

1977-1981 : 400

1982-1986 : _____

(468)

700

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	8
1982	1	6
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	37	6	1			
Total PNUD/CIP	426	59	106			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	3	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	2	2	-
1982	-	-	-
1983	1	1	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	100,0	100,0	100,0	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	22,9	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	53,4	100,0	84,0	Industries mécaniques	77,1	-	-		
Sous-traitance	46,6	-	-	Industries chimiques	-	100,0	100,0		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	-	16,0						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

NICARAGUA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\ 000}{(2,8\ \%)}$

(4 866)
1977-1981 : $\frac{5\ 323}{(12,2\ \%)}$

(5 941)
1982-1986 : $\frac{9\ 500}{(17,7\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	14	926
1982	3	431
1983	1	380
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	902	181	328			
Total PNUD/CIP	7 153	1 967	1 017			
Part de l'ONU	583	150	223			
(en pourcentage)	(8,2 %)	(7,6 %)	(21,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	7	4	-	-
1982	6	3	-	-
1983	6	3	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	30	13	17
1982	12	9	3
1983	12	7	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	64,6	82,3	68,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	8,4	17,5	32,0	Planification industrielle	37,1	82,1	60,1	
SIS/FAS	0,7	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,9	-	-	
PO	12,5	-	-	Création d'usines	39,1	-	-	
FAS/FS	7,3	-	-	Formation	0,4	-	-	
FNUDI	6,5	0,2	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	8,9	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	0,3	0,3	
Experts	89,1	99,0	93,3	Industries mécaniques	6,5	10,8	11,7	
Sous-traitance	6,0	-	-	Industries chimiques	5,9	6,8	27,9	
Formation	0,8	-	3,2	Autres	0,2	-	-	
Matériel	2,2	0,1	2,1					
Divers	1,9	0,9	1,4					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PANAMA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500
(0,7 %)

1977-1981 : 6 128
(0,3 %)

1982-1986 : 4 103
(6,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	11	216
1982	4	113
1983	1	5
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	210	67	97			
Total PNUD/CIP	6 113	1 123	900			
Part de l'ONUDI	24	3	59			
(en pourcentage)	(0,4 %)	(0,3 %)	(6,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	15	1	-	-
1982	6	-	-	-
1983	5	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	11	4
1982	3	3	-
1983	2	1	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	11,7	4,2	60,6	Sous-secteur industriel					
PNUD/SIS/MS	67,8	95,8	34,7	Coopération en matière d'investissements	-	4,2	60,7		
SIS/FAS	1,8	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
PO	-	-	4,7	Infrastructure institutionnelle	40,4	95,8	31,5		
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	29,3	-	-		
FNUDI	18,7	-	-	Formation	-	-	7,8		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
				Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	79,0	99,9	90,5	Industries mécaniques	12,0	-	-		
Sous-traitance	5,3	-	-	Industries chimiques	18,3	-	-		
Formation	-	-	4,7	Autres	-	-	-		
Matériel	15,5	-	-						
Divers	0,2	0,1	4,8						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PARAGUAY

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500 (10,9 %) 1977-1981 : 7 500 (6 967) (10,2 %) 1982-1986 : 9 750 (5 374) (5,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	48
1982	6	531
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	95	183	148			
Total PNUD/CIP	6 967	1 057	1 080			
Part de l'ONUDI	37	138	118			
(en pourcentage)	(0,5 %)	(13,1 %)	(10,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	-	1	-
1982	3	1	-	-
1983	3	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	3	3	-
1982	3	3	-
1983	4	4	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	0,1	75,6	80,0	Coopération en matière d'investissements	-	10,4	35,6		
PNUD/SIS/MS	77,1	20,3	11,3	Planification industrielle	26,0	-	-		
SIS/FAS	2,3	-	-	Infrastructure institutionnelle	19,1	-	-		
PO	-	4,1	-	Création d'usines	20,5	-	-		
FAS/FS	20,5	-	-	Formation	-	4,1	-		
FNUDI	-	-	8,7	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	20,3	20,1		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,3	65,0	44,3		
Experts	61,0	34,4	50,2	Industries mécaniques	13,9	-	-		
Sous-traitance	35,6	-	-	Industries chimiques	20,2	-	-		
Formation	-	10,1	20,0	Autres	-	-	-		
Matériel	1,4	54,6	24,2						
Divers	2,0	0,9	5,6						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PEROU

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{15\ 000}{(13,8\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{15\ 000}{(9,2\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{25\ 000}{(20,9\ \%)}$

(14 768)

(13 424)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	26	2 631
1982	9	328
1983	3	82
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 503	324	223			
Total PNUD/CIP	15 368	3 382	2 962			
Part de l'ONUDI	1 713	117	64			
(en pourcentage)	(11,2 %)	(3,5 %)	(2,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	29	1	1	1
1982	11	1	1	1
1983	10	-	3	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	74	26	48
1982	22	20	2
1983	7	4	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	68,4	36,2	29,0	Coopération en matière d'investissements	-	5,2	15,8	
PNUD/SIS/MS	7,1	46,4	40,8	Planification industrielle	0,2	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	11,7	12,9	32,2	
PO	2,9	6,6	0,9	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	8,0	-	-	Formation	2,8	4,9	-	
FNUDI	13,6	10,8	29,3	Etudes de faisabilité	-	5,0	17,1	
Autres	-	-	-	Agro-Industries	0,4	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	29,9	42,8	14,0	
Experts	75,3	90,3	89,8	Industries mécaniques	47,8	5,6	8,3	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	7,1	21,8	11,7	
Formation	9,1	5,5	-	Autres	0,1	1,8	0,9	
Matériel	13,8	-	-					
Divers	1,8	4,2	10,2					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE DOMINICAINE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{7\,500}{(2\%)}$ 1977-1981 : $\frac{(7\,316)}{(9,5\%)}$ 1982-1986 : $\frac{(6\,269)}{(4,6\%)}$ 12.000

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	10	366
1982	4	120
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	719	157	60			
Total PNUD/CIP	7 316	1 458	1 539			
Part de l'ONUDI	651	49	-			
(en pourcentage)	(8,9 %)	(3,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	-	1	-
1982	11	-	1	-
1983	9	-	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	27	19	8
1982	8	6	2
1983	5	5	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	90,4	31,0	-	Coopération en matière d'investissements	3,4	-	-		
PNUD/SIS/MS	8,2	48,9	46,0	Planification industrielle	17,3	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	6,2	-		
PO	1,4	-	-	Création d'usines	0,4	-	-		
FAS/FS	-	20,1	54,0	Formation	1,4	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	8,5	8,1	23,4		
Autres	-	-	-	Agro-industries	63,3	45,4	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	84,4	78,0	94,7	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	10,1	-	Industries chimiques	3,0	40,3	76,6		
Formation	5,0	6,8	-	Autres	2,7	-	-		
Matériel	4,6	2,2	-						
Divers	6,0	2,9	5,3						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAINT CHRISTOPHE-ET-NIEVES PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : _____ 1977-1981 : $\frac{813}{700}$ (86,4 %) 1982-1986 : $\frac{1\ 340}{1\ 292}$ (13,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	67 100
1982	-	-
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	398	13	3			
Total PNUD/CIP	813	159	310			
Part de l'ONUDI	384	13	3			
(en pourcentage)	(47,2 %)	(8,2 %)	(1,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	1	-
1982	1	1	-	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	18	9	9
1982	-	-	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	96,2	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	3,6	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	100,0	100,0	100,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	53,8	100,0	100,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	13,4	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	31,3	-	-						
Divers	1,5	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

(1 238)

SAINTE-LUCIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 765
(-)

1982-1986 : 2 100
(21,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	1	1
1983	1	12
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	0,8	12			
Total PNUD/CIP	1 733	315	236			
Part de l'ONUDI	-	-	-			
(en pourcentage)						

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	100,0
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	-	100,0	100,0	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	100,0	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	-	-	-	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-
Formation	-	100,0	100,0	Autres	-	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	-	-	-				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SAINT-VINCENT

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : _____

1977-1981 : _____

1 810
1 420
(6,9 %)

1982-1986 : _____

(2 389)
3 250
(-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	35
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	87	-	-			
Total PNUD/CIP	1 454	548	600			
Part de l'ONUDI	78	-	-			
(en pourcentage)	(5,4 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	3	2
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	100,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	100,0	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	92,3	-	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	5,2	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	2,5	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SURINAME

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500

1977-1981 : 3 280
(-)

1982-1986 : 3 500
N.D.B/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	4	186
1982	2	48
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	102	21	6			
Total PNUD/CIP	3 280	289	255			
Part de l'ONUDI	-	12	6			
(en pourcentage)	-	(4,2 %)	(2,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	2	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	4	2	2
1982	3	3	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	58,2	97,3	Coopération en matière d'investissements	80,5	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	41,8	2,7	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	100,0	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	84,1	92,7	95,1	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	19,5	100,0	100,0		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	15,9	-	-						
Divers	-	7,3	4,9						

OBSERVATIONS a/ Le deuxième programme par pays a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1983. Le Gouvernement de Suriname a proposé que le même programme soit prorogé jusqu'au 31 décembre 1985.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU/DI

TRINITE-ET-TOBAGO

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : $\frac{5\ 000}{(27,8\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{5\ 196}{(29,2\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{2\ 600}{(9,9\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	2 213
1982	2	29
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 434	524	604			
Total PNUD/CIP	5 196	2 545 ^{a/}	2 239 ^{a/}			
Part de l'ONU/DI	2 334	524	590			
(en pourcentage)	(44,9 %)	(20,6 %)	(26,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	1	-	1
1982	3	-	-	2
1983	3	-	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	52	11	41
1982	7	2	5
1983	5	-	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU/DI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	96,0	100,0	97,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	18,4	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	3,4	-	-	Formation	-	1,5	-
FNUDI	0,4	-	2,4	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,8	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	72,1	86,6	60,0	Industries mécaniques	80,8	95,2	97,6
Sous-traitance	0,4	-	-	Industries chimiques	-	3,3	-
Formation	5,0	2,4	-	Autres	-	-	2,4
Matériel	21,2	10,3	39,8				
Divers	1,3	0,7	0,2				

OBSERVATIONS : a/ Comprend les contributions au titre du partage des dépenses étant donné le faible niveau des dépenses effectuées au titre des CIP en 1982 (445 000 dollars) et 1983 (620 000 dollars)

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

URUGUAY

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000
(14,3 %)

(9 328)
1977-1981 : 10 000
(21,3 %)

(5 224)
1982-1986 : 10 000
(15,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	26	1 523
1982	1	10
1983	1	28
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 637	422	133			
Total PNUD/CIP	9 328	1 265	900			
Part de l'ONUDI	2 176	320	133			
(en pourcentage)	(23,3 %)	(25,3 %)	(14,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	19	3	3	-
1982	7	1	2	1
1983	8	-	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	71	38	33
1982	14	11	3
1983	4	2	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	82,8	75,9	100,0	Coopération en matière d'investissements	0,5	-	2,9		
PNUD/SIS/MS	8,5	21,7	-	Planification industrielle	46,1	60,7	96,6		
SIS/FAS	0,6	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	4,1	-		
PO	0,1	2,4	-	Création d'usines	25,4	25,9	0,5		
FAS/FS	0,7	-	-	Formation	0,7	2,4	-		
FNUDI	7,3	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	19,5	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	4,3	-	-		
Experts	76,6	90,1	90,0	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	4,1	-	-	Industries chimiques	3,1	1,8	-		
Formation	3,1	5,3	7,5	Autres	0,4	5,1	-		
Matériel	14,6	4,1	-						
Divers	1,6	0,5	2,5						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VENEZUELA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000
(1,1 %)

(10 251)
1977-1981 : 10 000
(3,9 %)

(5 577)
1982-1986 : 10 000
(12,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	2 352
1982	2	48
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

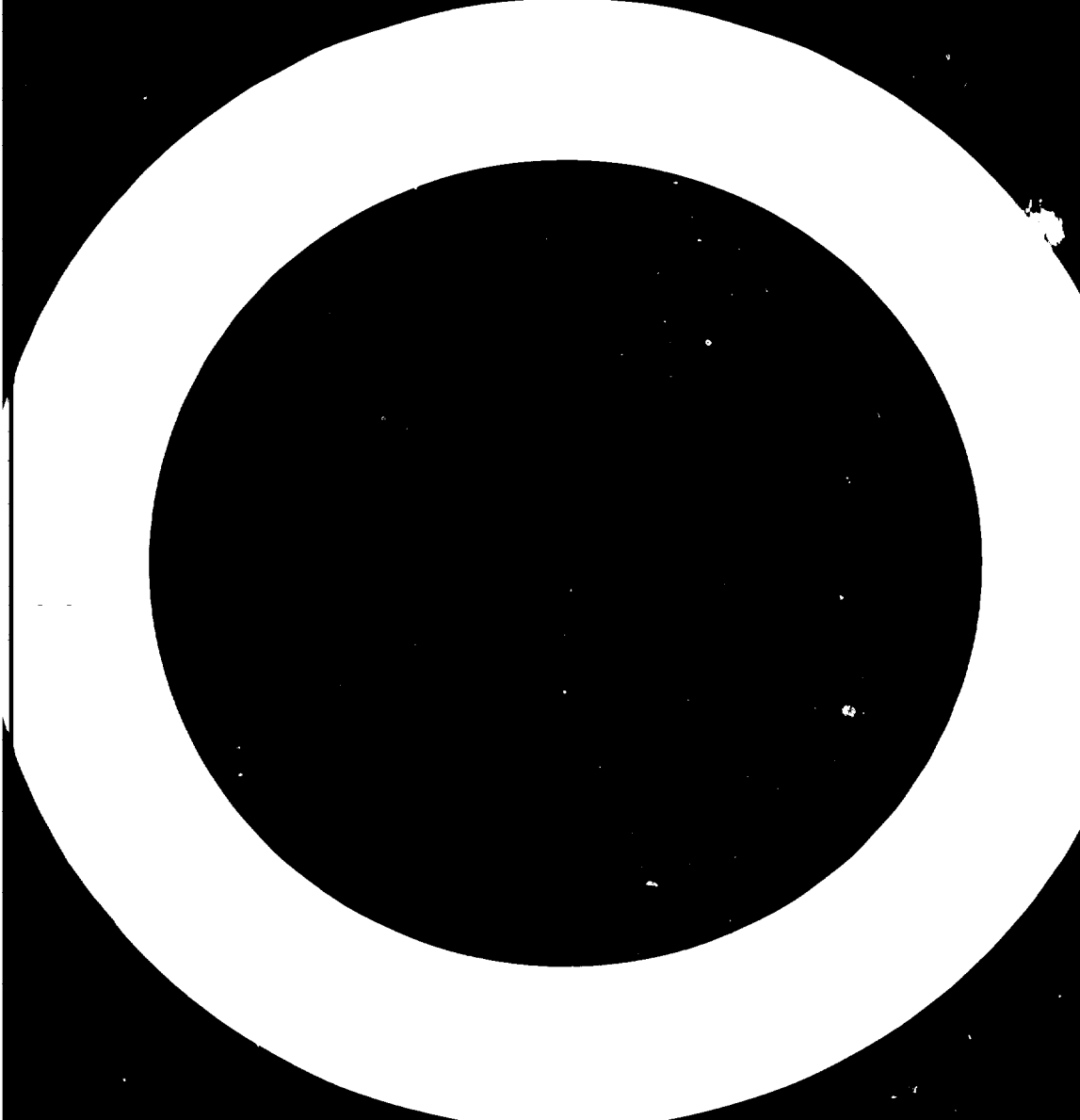
B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	139	169	354			
Total PNUD/CIP	10 251	1 618	904			
Part de l'ONUDI	97	154	329			
(en pourcentage)	(1,0 %)	(9,5 %)	(36,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	-	-	1
1982	3	-	-	1
1983	2	-	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en posts			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	3	2
1982	5	2	3
1983	7	4	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	63,1	91,4	93,0	Sous-secteur industriel	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	7,0	3,6	6,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	-	91,4	93,0		
PO	0,3	5,0	0,6	Infrastructure institutionnelle	58,2	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FNUDI	29,6	-	-	Formation	6,3	5,0	0,6		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
				Agro-industries	3,3	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	2,3	-	-		
Experts	93,0	91,1	98,4	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	6,3	5,0	1,3	Autres	29,9	3,6	6,4		
Matériel	-	-	-						
Divers	0,7	0,9	0,3						

OBSERVATIONS :



ASIE ET PACIFIQUE

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

AFGHANISTAN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000
(2,9 %)

1977-1981 : 38 000
(3,7 %)

1982-1986 : 71 500
N.D. a/

(34 519)

(46 201)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	26	1 496
1982	4	136
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	777	77	221			
Total PNUD/CIP	28 402	5 475	6 075			
Part de l'ONUDI	443	77	81			
(en pourcentage)	(1,6 %)	(1,4 %)	(1,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	29	-	1	-
1982	9	2	-	-
1983	9	1	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	42	18	24
1982	7	5	2
1983	6	3	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	56,7	-	36,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	25,8	100,0	63,5	Planification industrielle	14,3	-	31,8	
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	2,7	-	-	
PO	16,4	-	-	Création d'usines	1,9	-	16,4	
FAS/FS	-	-	-	Formation	5,5	-	-	
FNUDI	0,9	-	-	Etudes de faisabilité	42,3	-	4,7	
Autres	-	-	-	Agro-industries	2,3	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,8	65,8	33,1	
Experts	75,9	66,5	68,8	Industries mécaniques	-	12,2	-	
Sous-traitance	5,3	19,5	20,4	Industries chimiques	19,8	22,0	14,0	
Formation	10,4	12,7	9,2	Autres	10,4	-	-	
Matériel	3,6	1,3	-					
Divers	4,8	-	1,6					

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BANGLADESH PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{18\ 500}{(11,3\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{65\ 500}{(26,1\ \%)}$ (74 553) 1982-1986 : $\frac{201\ 000}{(4,7\ \%)}$ (117 736)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	48	12 183
1982	6	2 794
1983	1	1 383
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 923	3 206	3 246			
Total PNUD/CIP	68 540	19 182	23 000			
Part de l'ONUDI	8 586	3 012	2 511			
(en pourcentage)	(12,5 %)	(15,7 %)	(10,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	27	8	3	4
1982	6	6	3	6
1983	3	5	4	6
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	120	35	85
1982	34	9	25
1983	30	14	16
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	86,5	93,9	77,4	Sous-secteur industriel				
PNUD/SIS/MS	8,9	3,6	5,5	Coopération en matière d'investissements	2,5	2,3	4,9	
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	0,1	-	-	
PO	2,6	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
FAS/FS	-	0,4	-	Création d'usines	9,5	-	-	
FNUDI	2,0	2,1	2,0	Formation	1,9	-	-	
Autres ^{a/}	-	-	15,1	Etudes de faisabilité	2,2	2,0	1,6	
				Agro-industries	30,4	60,7	57,1	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,1	-	-	
Experts	41,4	51,7	50,8	Industries mécaniques	12,7	17,4	21,0	
Sous-traitance	25,5	4,9	18,3	Industries chimiques	39,0	17,6	15,4	
Formation	15,9	8,1	11,8	Autres	1,6	-	-	
Matériel	14,8	32,7	16,2					
Divers	2,4	2,6	2,9					

OBSERVATIONS : ^{a/} PMA
Fonds d'équipement des Nations Unies

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BHOUTAN PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500 (13,9 %) 1977-1981 : 12 369 (15,1 %) 1982-1986 : 36 500 (6,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	2 133
1982	4	273
1983	1	15
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 446	172	170			
Total PNUD/CIP	11 080	3 448	4 000			
Part de l'ONUDI	1 065	159	152			
(en pourcentage)	(9,6 %)	(4,6 %)	(3,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	2	1	1
1982	6	-	-	1
1983	5	3	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	6	9
1982	2	2	-
1983	2	1	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	73,7	92,7	89,7	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	15,8	-	-	Planification industrielle	0,2	-	-		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	2,5	5,3	10,3	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	5,3	-		
FNUDI	7,9	2,0	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	25,3	33,4	45,1	Industries mécaniques	40,6	21,3	76,7		
Sous-traitance	0,6	-	-	Industries chimiques	57,9	73,4	23,3		
Formation	5,2	7,0	0,1	Autres	1,3	-	-		
Matériel	8,1	58,4	53,7						
Divers	0,8	1,2	1,1						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BIRMANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (6,1 %) 1977-1981 : 40 269 (10,3 %) 1982-1986 : 60 538 (9,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	8	3 355
1982	-	-
1983	2	963
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 718	642	254			
Total PNUD/CIP	36 259	11 062	10 700			
Part de l'ONUDI	5 683	627	253			
(en pourcentage)	(15,7 %)	(5,7 %)	(2,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	2	-	3
1982	3	2	1	2
1983	4	1	1	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	23	4	19
1982	4	2	2
1983	3	2	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	99,4	97,7	99,7	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	0,5	2,3	0,3	Planification Industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure Institutionnelle	-	1,6	2,1		
PO	0,1	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	5,9	4,8	-		
FNUDi	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	1,1	3,9	2,3		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	14,2	15,0	26,6	Industries mécaniques	23,4	13,0	12,4		
Sous-traitance	44,9	32,8	35,7	Industries chimiques	69,5	76,7	83,2		
Formation	1,2	10,3	5,4	Autres	0,1	-	-		
Matériel	38,8	41,0	29,8						
Divers	0,9	0,9	2,5						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

CHINE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 15 000
(51,1 %)

1982-1986 : 142 000
(65 617)
(25 %) (1982-83)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	61	9 714
1982	17	4 459
1983	10	1 841
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 405	4 778	2 241			
Total PNUD/CIP	29 043	17 083	17 000			
Part de l'ONU	4 592	4 366	1 808			
(en pourcentage)	(15,8 %)	(25,6 %)	(10,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	21	14	7	-
1982	18	18	11	-
1983	21	18	13	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	61	60	1
1982	47	47	-
1983	35	35	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	85,0	91,4	80,6	Coopération en matière d'investissements	0,6	2,2	-		
PNUD/SIS/MS	4,7	2,2	3,5	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,8	2,4	1,3		
PO	2,5	0,9	3,0	Création d'usines	1,2	4,1	0,8		
FAS/FS	-	-	-	Formation	7,5	0,9	1,6		
FNUDI	7,8	5,5	12,9	Etudes de faisabilité	0,2	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	2,0	3,0	4,6		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	14,1	11,6	6,3		
Experts	11,6	9,4	12,1	Industries mécaniques	20,8	36,0	43,5		
Sous-traitance	13,2	2,9	7,4	Industries chimiques	49,3	39,2	41,8		
Formation	26,4	21,8	45,6	Autres	2,5	0,6	0,1		
Matériel	47,9	64,6	33,8						
Divers	0,9	1,3	1,1						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

FIDJI PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (27,4 %) 1977-1981 : 5 334 (32,0 %) 1982-1986 : 2 731 (17,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	17	775
1982	3	39
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 412	396	161			
Total PNUD/CIP	5 466	854	550			
Part de l'ONUDI	1 121	265	97			
(en pourcentage)	(18,4 %)	(31,0 %)	(17,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	10	3	1	-
1982	1	1	-	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	32	3	29
1982	9	2	7
1983	4	-	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	79,5	67,0	59,6	Coopération en matière d'investissements	1,5	-	-		
PNUD/SIS/MS	1,7	6,2	-	Planification industrielle	0,9	-	-		
SIS/FAS	0,4	-	-	Infrastructure institutionnelle	77,6	72,8	97,7		
PO	2,8	5,0	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	14,1	21,8	40,4	Formation	2,8	5,0	-		
FNUDI	1,5	-	-	Etudes de faisabilité	0,3	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	74,9	93,5	95,2	Industries mécaniques	7,9	6,2	-		
Sous-traitance	2,0	-	-	Industries chimiques	9,0	16,0	2,3		
Formation	3,2	5,0	-	Autres	-	-	-		
Matériel	18,1	-	2,9						
Divers	1,8	1,5	1,9						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

HONGKONG

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : 500
(35,1 %)

1977-1981 : 500
(77,4 %)

1982-1986 : 500
N.D. a/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	10	351
1982	2	9
1983	1	32
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	335	43	42			
Total PNUD/CIP	544	66	73			
Part de l'ONUDI	328	36	42			
(en pourcentage)	(60,3 %)	(54,6 %)	(57,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	-	-	-
1982	7	-	-	-
1983	7	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	10	10	-
1982	2	2	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	97,8	84,6	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	2,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
PO	-	15,4	-	Création d'usines	1,3	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	3,5	15,4	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,2	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	26,4	-	90,8	
Experts	35,2	31,5	-	Industries mécaniques	63,7	27,3	6,7	
Sous-traitance	1,4	-	-	Industries chimiques	4,9	57,3	2,5	
Formation	15,5	39,5	4,0	Autres	-	-	-	
Matériel	47,8	29,0	96,0					
Divers	0,1	-	-					

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ILES COOK

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 :

1977-1981 :

(1 880)

1 400

(0,5 %)

1982-1986 :

(1 299)

1 400

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	69
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	23	-	-			
Total PNUD/CIP	1 757	437	255			
Part de l'ONUDI	10	-	-			
(en pourcentage)	(0,6 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	2	2	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	36,3	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	63,7	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	36,3	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	20,5	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	22,3	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	82,7	-	-	Industries mécaniques	20,9	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	10,8	-	-						
Divers	6,5	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

(2 325)

ILES SALOMON

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000
(-)

1977-1981 : 3 145
(-)

1982-1986 : 4 000
(-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	-	-
1983	1	92
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources			71			
Total PNUD/CIP	-	609	530			
Part de l'ONU						
(en pourcentage)						

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	
1982	-	-	-	
1983	-	-	-	
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	100,0	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	-	-	80,7	Industries mécaniques	-	-	100,0		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	19,3						
Divers	-	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

INDE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 50 000 (23,4 %) 1977-1981 : 108 094 (36,3 %) 1982-1986 : 252 400 (10,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	77	24 353
1982	25	17 226
1983	12	5 156
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	37 413	10 354	5 508			
Total PNUD/CIP	108 358	29 469	24 000			
Part de l'ONUDI	36 815	10 267	5 093			
(en pourcentage)	(34,0 %)	(34,9 %)	(21,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	12	16	8	13
1982	15	16	14	21
1983	14	16	16	21
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	184	118	66
1982	40	36	4
1983	65	55	10
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	98,3	99,1	92,5	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	0,1	0,5	3,1	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,9	3,8	1,0		
PO	0,5	0,1	2,2	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	0,9	-	-	Formation	0,9	0,1	2,1		
FNUDi	0,1	0,3	2,2	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	10,5	17,1	11,3		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	54,9	7,0	13,9		
Experts	6,7	5,6	14,9	Industries mécaniques	15,7	49,0	31,1		
Sous-traitance	22,3	6,9	19,8	Industries chimiques	16,1	26,0	40,5		
Formation	5,5	4,9	15,7	Autres	-	-	0,1		
Matériel	64,9	82,1	48,5						
Divers	0,6	0,5	1,1						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

INECNESTE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{35\ 000}{(9,4\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{69\ 500}{(21,9\ \%)}$
(64 740)

1982-1986 : $\frac{106\ 000}{N.D. \ a/}$
(65 907)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	36	6 828
1982	4	2 853
1983	5	331
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	8 455	2 584	2 769			
Total PNUD/CIP	59 396	15 500	14 000			
Part de l'ONUDI	7 215	2 475	2 485			
(en pourcentage)	(12,2 %)	(16,0 %)	(17,7 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	53	3	3	6
1982	8	2	2	6
1983	5	-	2	5
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	212	75	137
1982	41	4	37
1983	47	5	42
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	85,3	95,7	89,7	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	4,0	-	-	Planification industrielle	2,6	21,8	23,2
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	18,7	20,0	27,6
PO	0,5	0,5	2,1	Création d'usines	1,0	-	-
FAS/FS	10,1	3,4	3,6	Formation	0,6	0,5	2,1
FNUDI	-	0,4	4,6	Etudes de faisabilité	7,5	38,1	36,1
Autres	-	-	-	Agro-Industries	31,5	5,8	2,1
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	0,9	-	-
Experts	74,2	80,8	86,5	Industries mécaniques	1,9	-	-
Sous-traitance	4,5	7,1	1,8	Industries chimiques	34,6	12,2	6,5
Formation	6,7	5,6	6,6	Autres	0,7	1,6	2,4
Matériel	12,7	5,0	3,2				
Divers	1,9	1,5	1,9				

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D') PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : $\frac{20\ 000}{(16,2\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{(22\ 560)}{20\ 000}$ 1982-1986 : $\frac{(27\ 058)}{20\ 000}$
 (16,2 %) (3,6 %) (18,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	432
1982	-	-
1983	2	102
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	993	-	12			
Total PNUD/CIP	6 503	198	4 000			
Part de l'ONUDI	906	-	4			
(en pourcentage)	(13,9 %)	-	(0,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	16	2	1	2
1982	-	-	-	-
1983	2	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	38	15	23
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	91,7	-	32,2	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	7,6	-	67,8	Planification industrielle	58,6	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	31,9	-	-	
PO	0,6	100,0	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	0,1	-	-	Formation	0,6	100,0	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	0,1	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	3,5	-	32,2	
Experts	86,1	-	0,6	Industries mécaniques	4,6	-	-	
Sous-traitance	1,0	-	-	Industries chimiques	0,1	-	67,8	
Formation	7,7	100,0	98,6	Autres	0,6	-	-	
Matériel	2,9	-	-					
Divers	2,3	-	0,8					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000 (29 171) 1977-1981 : 25 500 (17 212) 1982-1986 : N.D. a/ (7,6 %) (25 500) N.D. a/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	-	-	-	-	-	-
Total PNUD/CIP	26 596	471	3	-	-	-
Part de l'ONUDI	-	-	-	-	-	-
(en pourcentage)	-	-	-	-	-	-

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	2	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	-	-	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	-	-						

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays non encore prévu.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

(1 029)

(1 065)

KIRIBATI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 500

1977-1981 : 1 140

1982-1986 : 1 300

(4,3 %)

(2,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	58
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	36	43	35			
Total PNUD/CIP	1 029	178	160			
Par de l'ONUDI	30	43	35			
(en pourcentage)	(2,9 %)	(24,2 %)	(21,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devise:				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	3	-	-	-
1982	2	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	3	3	-
1982	4	4	-
1983	4	4	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	87,0	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	13,0	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	6,9	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	98,4	98,4	98,6	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	93,1	-	100,0
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	0,8	-	-				
Divers	0,8	1,6	1,4				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALAISIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(15,1 %)

(15 258)
1977-1981 : 15 000
(14,4 %)

(9 124)
1982-1986 : 15 000
(12,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	1 769
1982	2	36
1983	3	271
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	615	196	330			
Total PNUD/CIP	14 617	1 570	2 200			
Part de l'ONUDI	526	169	310			
(en pourcentage)	(3,6 %)	(10,8 %)	(14,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	4	-	1
1982	2	1	-	1
1983	3	2	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	16	10	6
1982	4	2	2
1983	5	-	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	85,6	86,1	93,9	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	4,9	12,1	2,2	Planification industrielle	4,4	34,1	55,5		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	9,8	4,8	41,5		
PO	2,0	-	-	Création d'usines	0,8	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	26,8	52,1	-		
FNUDI	7,5	1,8	3,9	Etudes de faisabilité	58,2	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	66,8	47,3	50,2	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	48,0	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	32,5	51,4	0,3	Autres	-	9,0	3,0		
Matériel	-	-	-						
Divers	0,7	1,3	1,5						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

MONGOLIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000
(28,5 %)

(9 675)
1977-1981 : 10 000
(30,2 %)

(6 752)
1982-1986 : 10 000
(57,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	27	823
1982	1	26
1983	2	318
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 939	135	101			
Total PNUD/CIP	8 773	1 453	1 400			
Part de l'ONU	3 049	75	-			
(en pourcentage)	(34,8 %)	(5,2 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	30	1	1	3
1982	10	-	-	-
1983	9	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	29	13	16
1982	3	2	1
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	75,9	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	12,4	55,9	0,1	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	0,7	-	-	Infrastructure institutionnelle	2,1	44,2	76,6	
PO	0,3	-	-	Création d'usines	2,2	-	-	
FAS/FS	6,1	-	-	Formation	0,3	-	-	
FNUDI	4,6	44,1	76,6	Etudes de faisabilité	-	29,5	-	
Autres ^{a/}	-	-	23,3	Agro-industries	79,4	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	15,6	63	55,1	Industries mécaniques	10,6	8,9	23,3	
Sous-traitance	70,4	29,1	-	Industries chimiques	5,2	17,4	0,1	
Formation	7,1	6,8	1,1	Autres	0,2	-	-	
Matériel	6,4	0,7	43,4					
Divers	0,5	-	0,4					

OBSERVATIONS: ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

NEPAL PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (29 965) 1977-1981 : 32 500 (49 726) 1982-1986 : 28 000 (9,0 %)

(6,7 %) (3,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	25	2 863
1982	7	1 689
1983	1	20
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 586	2 028	1 033			
Total PNUD/CIP	34 761	10 697	10 500			
Part de l'ONUDI	688	1 806	937			
(en pourcentage)	(2,0 %)	(16,9 %)	(8,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	19	3	1	-
1982	6	3	1	2
1983	6	3	1	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	35	19	16
1982	12	6	6
1983	13	6	7
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	44,7	89,1	90,7	Sous-secteur industriel				
PNUD/SIS/MS	40,4	5,6	2,4	Coopération en matière d'investissements	-	0,6	2,0	
SIS/FAS	0,9	-	-	Planification industrielle	1,0	-	-	
PO	7,2	0,8	2,0	Infrastructure institutionnelle	19,1	5,7	1,7	
FAS/FS	0,9	1,5	3,4	Création d'usines	-	-	-	
FNUDI	5,9	3,0	1,5	Formation	3,4	0,8	-	
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	11,1	0,5	2,0	
Catégorie de dépenses				Agro-industries	5,6	0,1	0,2	
Experts	40,4	13,3	45,3	Industries métallurgiques	41,3	54,9	7,3	
Sous-traitance	40,5	47,5	0,1	Industries mécaniques	8,1	0,1	1,4	
Formation	11,2	4,1	2,0	Industries chimiques	9,8	34,3	85,3	
Matériel	5,4	33,9	48,7	Autres	0,6	3,0	0,1	
Divers	2,5	1,2	3,9					

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

(52 145)

(68 627)

PAKISTAN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{20\ 000}{(11,0\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{52\ 500}{(10,5\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{118\ 000}{(9,7\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	30	4 714
1982	4	45
1983	9	4 123
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	5 128	1 887	1 288			
Total PNUD/CIP	48 395	12 343	12 500			
Part de l'ONUDI	4 599	647	1 158			
(en pourcentage)	(9,5 %)	(5,3 %)	(9,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	37	12	2	3
1982	10	10	1	1
1983	13	12	3	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	61	21	40
1982	18	11	7
1983	20	11	9
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	89,8	34,3	89,8	Coopération en matière d'investissements	1,0	-	-
PNUD/SIS/MS	4,2	4,5	2,1	Planification industrielle	3,6	7,3	15,3
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	10,4	3,2	9,0
PO	0,2	0,5	-	Création d'usines	3,4	0,7	0,5
FAS/FS	2,4	-	-	Formation	8,0	3,6	30,2
FNUDI	3,2	1,5	0,5	Etudes de faisabilité	4,9	2,3	-
Autres a/	-	59,2	7,6	Agro-Industries	27,9	11,3	10,4
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	34,1	60,6	16,0
Experts	35,6	25,3	41,4	Industries mécaniques	1,8	0,1	1,4
Sous-traitance	28,5	12,8	3,5	Industries chimiques	3,0	1,6	5,3
Formation	4,9	6,0	34,1	Autres	1,9	8,9	12,2
Matériel	27,4	53,5	18,5				
Divers	3,6	2,4	2,5				

OBSERVATIONS : a/ Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\ 000}{(4,1\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{8\ 979}{(9,1\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{(6\ 693)}{13\ 500}$ $(1,3\ \%)$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	20	431
1982	1	86
1983	2	61
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	818	137	87			
Total PNUD/CIP	9 650	1 523	1 607			
Part de l'ONUDI	678	137	87			
(en pourcentage)	(7,0 %)	(9,0 %)	(5,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	21	1	1	-
1982	7	1	1	-
1983	5	1	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	24	15	9
1982	3	2	1
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	82,9	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	13,8	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	1,3	-	-	Infrastructure institutionnelle	66,7	24,5	15,5		
PO	2,0	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,0	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	18,8	46,0	74,9		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	2,1	-	-		
Experts	89,4	97,5	93,6	Industries mécaniques	4,9	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	5,5	29,5	9,6		
Formation	4,6	0,3	-	Autres	-	-	-		
Matériel	4,5	0,4	3,3						
Divers	1,5	1,8	3,1						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

PHILIPPINES

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 (6,2 %) 1977-1981 : 30 241 (8,4 %) 1982-1986 : 46 000 (11,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	32	4 342
1982	6	1 687
1983	5	420
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 071	1 363	1 480			
Total PNUD/CIP	27 104	7 773	5 000			
Part de l'ONU	1 759	474	641			
(en pourcentage)	(6,5 %)	(6,1 %)	(12,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	24	5	1	1
1982	11	3	-	2
1983	14	3	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	44	26	18
1982	23	13	10
1983	21	10	11
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	57,3	34,8	43,3	Sous-secteur industriel				
PNUD/SIS/MS	7,1	5,9	1,1	Coopération en matière d'investissements	1,0	3,7	-	
SIS/FAS	0,3	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
PO	2,4	3,5	1,1	Infrastructure institutionnelle	13,1	8,7	0,1	
FAS/FS	0,5	-	-	Création d'usines	3,8	13,5	24,5	
FNUDI	22,4	29,8	38,1	Formation	3,8	3,5	1,1	
Autres ^{a/}	10,0	26,0	16,4	Etudes de faisabilité	0,5	0,5	-	
				Agro-industries	23,7	32,4	40,0	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,1	-	-	
Experts	30,6	53,9	48,4	Industries mécaniques	36,9	-	-	
Sous-traitance	3,5	4,4	3,8	Industries chimiques	13,3	37,6	34,3	
Formation	14,5	10,3	17,7	Autres	2,8	0,1	-	
Matériel	50,3	30,5	28,8					
Divers	1,1	0,9	1,3					

OBSERVATIONS: ^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE DE COREE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (16,5 %) 1977-1981 : 18 860 (24,7 %) 1982-1986 : 13 821 (34,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	19	3 279
1982	-	-
1983	5	1 346
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 389	667	707			
Total PNUD/CIP	15 778	1 791	2 100			
Part de l'ONUDI	3 182	667	707			
(en pourcentage)	(20,2 %)	(37,3 %)	(33,7 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises:				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	10	4	3	2
1982	1	3	3	1
1983	3	5	4	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	71	57	14
1982	13	13	-
1983	8	8	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	93,9	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	8,1	8,1	-		
PO	1,0	-	-	Création d'usines	8,1	-	-		
FAS/FS	1,4	-	-	Formation	10,0	-	-		
FNUDI	3,7	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres				Agro-Industries	19,9	8,4	1,4		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	14,3		
Experts	33,5	37,3	23,0	Industries mécaniques	49,2	83,5	83,4		
Sous-traitance	5,6	-	-	Industries chimiques	4,6	-	0,9		
Formation	8,8	31,9	24,8	Autres	0,1	-	-		
Matériel	50,2	27,3	49,0						
Divers	1,9	3,5	3,2						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
POPULAIRE DE COREE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : _____

1977-1981 : 8 850
(63,7 %)

1982-1986 : _____

(16 550)
24 750
(25,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	5 642
1982	1	57
1983	6	1 161
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 181	1 671	82			
Total PNUD/CIP	6 517	3 662	2 200			
Part de l'ONUDI	3 168	1 671	52			
(en pourcentage)	(48,6 %)	(45,6 %)	(2,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	-	-	-	1
1982	-	-	-	1
1983	5	-	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		99,6	100,0	63,4	Coopération en matière d'investissements		-	-	-
PNUD/SIS/MS		-	-	36,6	Planification industrielle		-	-	-
SIS/FAS		-	-	-	Infrastructure institutionnelle		-	-	-
PO		0,4	-	-	Création d'usines		-	-	-
FAS/FS		-	-	-	Formation		-	-	-
FNUDI		-	-	-	Etudes de faisabilité		-	-	-
Autres		-	-	-	Agro-industries		-	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques		-	-	-
Experts		0,4	0,6	12,4	Industries mécaniques		99,6	100,0	63,4
Sous-traitance		99,0	94,3	-	Industries chimiques		0,4	-	36,6
Formation		-	1,6	50,9	Autres		-	-	-
Matériel		-	3,4	36,4					
Divers		0,6	0,1	0,3					

OBSERVATIONS :

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
POPULAIRE LAO

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (7,5 %) 1977-1981 : 17 750 (17,411) 1982-1986 : 52 500 (26,999) (5,7 %) (4,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	32
1982	1	102
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 156	36	118			
Total PNUD/CIP	20 041	4 534	3 800			
Part de l'ONUDI	444	36	117			
(en pourcentage)	(2,2 %)	(0,8 %)	(3,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	15	2	-	1
1982	3	-	-	1
1983	2	-	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	18	6	12
1982	2	2	-
1983	2	2	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	86,4	100,0	99,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	8,9	-	0,6	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	1,5	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	3,1	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	70,1	19,6	71,5		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	18,9	-	-		
Experts	51,6	21,4	12,2	Industries mécaniques	8,8	-	-		
Sous-traitance	5,4	-	-	Industries chimiques	2,2	80,4	28,5		
Formation	1,7	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	36,9	77,7	87,2						
Divers	4,4	0,9	0,6						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SANOA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\,000}{(0,4\%)}$ 1977-1981 : $\frac{(5\,519)}{5\,250}$ (0,6%) 1982-1986 : $\frac{(2\,841)}{5\,250}$ (-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	18	610
1982	1	28
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	432	29	-			
Total PNUD/CIP	5 519	665	645			
Part de l'ONUDI	31	29	-			
(en pourcentage)	(0,6 %)	(4,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	12	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	20	11	9
1982	2	2	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	7,5	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	53,7	-	-	Planification industrielle	4,6	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	25,4	100,0	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	5,8	-	-		
FNUDI	13,4	-	-	Etudes de faisabilité	15,8	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	65,9	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	5,3	-	-		
Experts	70,8	100,0	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	12,6	-	-	Industries chimiques	2,6	-	-		
Formation	6,4	-	-	Autres	-	100,0	-		
Matériel	9,5	-	-						
Divers	0,7	-	-						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

SINGAPOUR

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 7 500 (2,4 %) 1977-1981 : 7 500 (0,5 %) 1982-1986 : 7 500 (-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	4	43
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	52	-	-			
Total PNUD/CIP	6 253	1 501	1 600			
Part de l'ONU	39	-	-			
(en pourcentage)	(0,6 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	4	4	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	76,6	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	14,8	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	8,6	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	23,4	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	76,6	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	76,5	-	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	23,4	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	0,1	-	-						

OBSERVATIONS : PNA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

SRI LANKA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000 (4,8 %) 1977-1981 : 31 500 (11,6 %) 1982-1986 : 76 000 (11,6 %)

(28 692)

(40 219)

31 500

76 000

(4,1 %)

(11,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	31	3 089
1982	7	1 024
1983	2	582
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 764	954	1 472			
Total PNUD/CIP	29 829	7 587	8 800			
Part de l'ONU	1 002	823	993			
(en pourcentage)	(3,4 %)	(10,9 %)	(11,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	54	8	-	-
1982	7	6	1	1
1983	6	7	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	30	19	11
1982	6	3	3
1983	18	12	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	36,3	86,2	67,4	Coopération en matière d'investissements	1,8	-	0,6	
PNUD/SIS/MS	6,1	-	-	Planification industrielle	-	0,6	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	6,2	8,9	
PO	6,5	0,9	-	Création d'usines	0,3	-	-	
FAS/FS	1,2	-	-	Formation	2,8	0,9	-	
FNUDI	49,9	12,9	32,6	Etudes de faisabilité	6,7	1,9	1,5	
Autres	-	-	-	Agro-industries	5,4	73,3	56,3	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	12,0	3,8	0,1	
Experts	22,7	20,0	34,2	Industries mécaniques	2,1	-	-	
Sous-traitance	58,2	7,6	-	Industries chimiques	60,7	7,6	32,6	
Formation	14,1	11,1	6,0	Autres	8,2	5,7	-	
Matériel	2,9	60,6	58,9					
Divers	2,1	0,7	0,9					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES

ILES DU PACIFIQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 1 000

(2,2 %)

1982-1986 : 1 000

(877)

N. D. ^{B/}

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	4	114
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	102	6	-			
Total PNUD/CIP	942	161	183			
Part de l'ONUDI	12	6	-			
(en pourcentage)	(1,3 %)	(3,7 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	7	7	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	11,5	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	88,5	-	-	Planification Industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	59,0	100,0	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	92,9	99,8	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	6,1	-	-	Industries chimiques	41,0	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	0,7	-	-						
Divers	0,3	0,2	-						

OBSERVATIONS : ^{a/} Programme par pays non encore prévu

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

THAÏLANDE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(23,7 %)

(27 918)
1977-1981 : 29 500
(8,4 %)

(24 783)
1982-1986 : 43 000
(14,3 %)

Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	18	491
1982	9	257
1983	7	998
1984		
1985		
1986		

	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 763	320	581			
Total PNUD/CIP	27 373	5 698	5 100			
Part de l'ONUDI	2 279	230	556			
(en pourcentage)	(8,3 %)	(4,0 %)	(10,9 %)			

Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	22	3	2	2
1982	6	1	3	1
1983	8	3	3	-
1984				
1985				
1986				

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	62	13	49
1982	17	14	3
1983	12	8	4
1984			
1985			
1986			

Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	82,5	71,8	95,7	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	0,4	20,0	0,1	Planification industrielle	-	2,7	19,3
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	56,6	25,0	36,4
PO	2,8	8,2	4,2	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	13,2	-	-	Formation	3,1	7,3	2,2
FNUDI	1,1	-	-	Etudes de faisabilité	0,1	-	23,3
Autres				Agro-industries	13,8	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	8,2	-	-
Experts	61,7	82,3	54,1	Industries mécaniques	18,1	45,2	6,1
Sous-traitance	14,9	2,7	7,0	Industries chimiques	-	5,7	12,4
Formation	16,1	13,4	23,1	Autres	0,1	14,1	0,3
Matériel	4,7	1,6	14,4				
Divers	2,6	-	1,4				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TONGA

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000
(5,4 %)

(2 309)
1977-1981 : 2 128
(20,1 %)

(1 520)
1982-1986 : 2 500
(8,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	413
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	20	35	37			
Total PNUD/CIP	2 185	576	344			
Part de l'ONUDI	9	35	37			
(en pourcentage)	(0,4 %)	(6,1 %)	(10,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	2	-	-
1982	1	1	-	-
1983	2	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	2	-	2
1982	2	-	2
1983	1	-	1
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	92,5	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	7,5	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	92,5	100,0	100,0
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	7,5	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	83,2	98,3	98,7	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	15,7	-	-				
Divers	1,1	1,7	1,3				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TUVALU

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : $\frac{1\ 140}{(0,3\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{1\ 140}{(-)}$ (1 027)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	4
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1	-	-			
Total PNUD/CIP	1 059	240	225			
Part de l'ONUDI	1	-	-			
(en pourcentage)	(0,1 %)	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	8 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	100,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	100,0	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	100	-	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VANUATU

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 2 000

(22,3 %)

1982-1986 : 2 000

(13,0 %)

(1 366)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	4	387
1982	-	-
1983	2	139
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	219	136	190			
Total PNUD/CIP	1 910	507	447			
Part de l'ONUDI	158	56	107			
(en pourcentage)	(8,3 %)	(11,1 %)	(23,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	1	1	-	-
1982	1	1	-	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	7	2	5
1982	4	1	3
1983			
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	78,8	41,0	56,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	67,0	100,0	100,0		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	21,2	59,0	43,6	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	95,2	98,2	95,8	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	33,0	-	-		
Formation	-	-	2,1	Autres	-	-	-		
Matériel	3,5	-	0,1						
Divers	1,3	1,8	2,0						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

VIET NAM

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{10\ 000}{(7,8\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{44\ 000}{(6,2\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{118\ 000}{(28,0\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	19	2 519
1982	4	1 232
1983	5	49
1984		
1985		
1986		

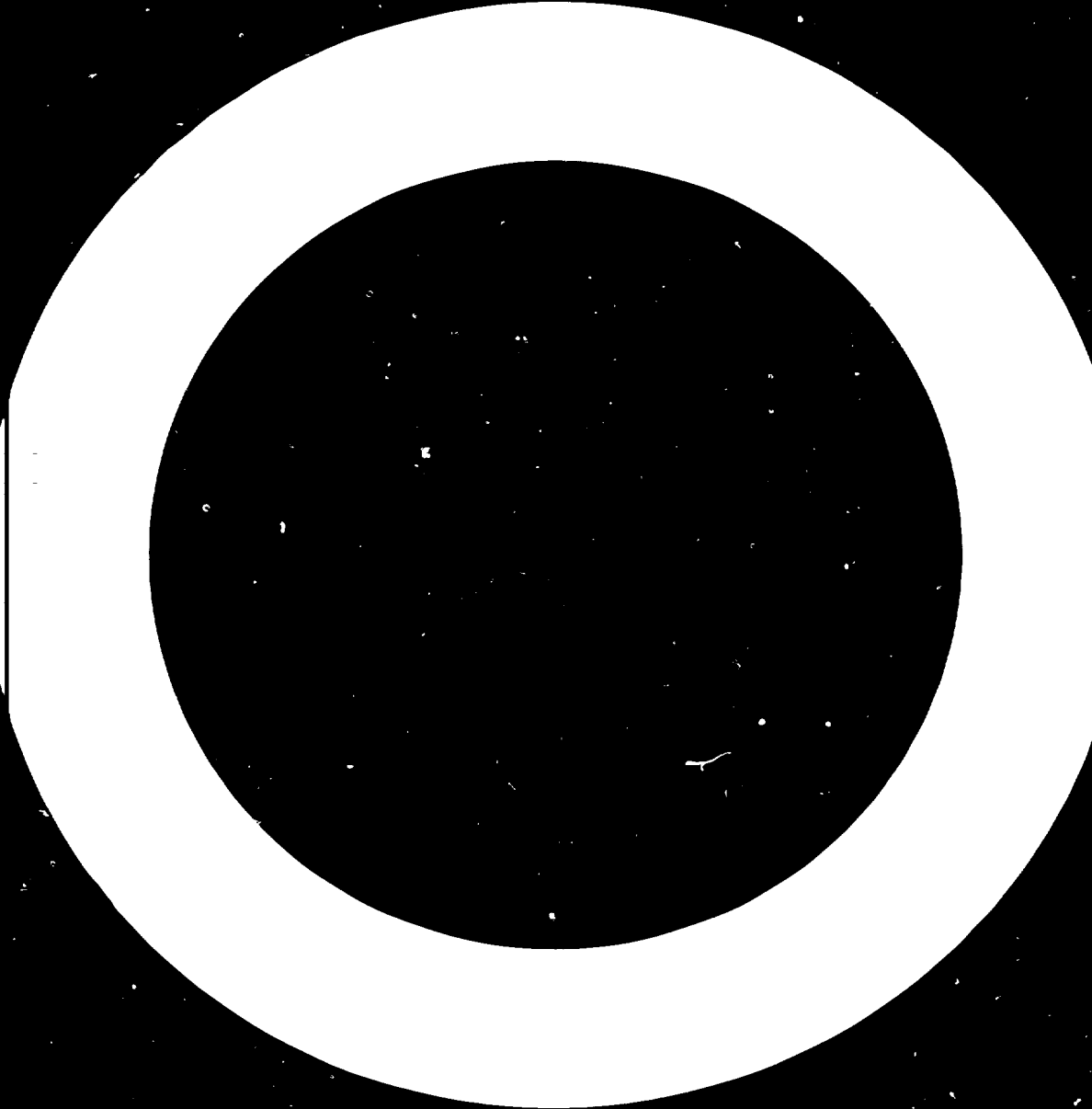
B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 532	471	1 795			
Total PNUD/CIP	38 921	6 007	13 000			
Part de l'ONUDI	2 423	471	1 795			
(en pourcentage)	(6,2 %)	(7,9 %)	(13,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	19	2	-	2
1982	8	-	1	5
1983	12	1	-	5
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	23	19	4
1982	7	5	2
1983	13	9	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur Industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	95,3	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	3,9	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	41,0	40,3	28,2		
PO	0,5	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	0,3	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	1,2	8,8	58,0		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	0,4		
Experts	12,7	33,0	15,8	Industries mécaniques	35,0	47,7	10,4		
Sous-traitance	20,5	14,9	47,3	Industries chimiques	22,2	3,2	3,0		
Formation	5,8	18,1	15,9	Autres	0,6	-	-		
Matériel	59,8	33,2	20,4						
Divers	1,2	0,8	0,6						

OBSERVATIONS :



ETATS ARABES

* Y compris les Etats arabes d'Afrique repris aussi dans la rubrique "Afrique"

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ALGERIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000
(2,7 %)

1977-1981 : 20 000
(4,9 %)

1982-1986 : 20 000
(10,4 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	28	1 295
1982	1	17
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 766	45	0,5			
Total PNUD/CIP	21 089	2 072	2 100			
Part de l'ONUDI	1 293	34	-			
(en pourcentage)	(6,1 %)	(1,6 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	29	2	1	-
1982	7	3	-	-
1983	6	2	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	40	31	9
1982	9	8	1
1983	1	-	1
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	73,3	74,7	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	17,4	-	-	Planification industrielle	1,6	3,8	42,3	
SIS/FAS	0,8	-	-	Infrastructure institutionnelle	8,1	-	-	
PO	1,9	21,5	57,7	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	5,5	3,8	42,3	Formation	1,0	-	-	
FNUDI	1,1	-	-	Études de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-Industries	14,2	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	41,8	76,8	52,3	Industries mécaniques	39,0	74,7	-	
Sous-traitance	50,0	10,0	-	Industries chimiques	33,3	-	-	
Formation	6,3	7,1	-	Autres	2,8	21,5	57,7	
Matériel	-	-	-					
Divers	1,9	6,1	47,7					

OBSERVATIONS: Repris aussi sous la rubrique "Afrique"

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

ARABIE SAOUDI'É

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : $\frac{10\ 000}{(14,9\ \%)}$

1977-1981 : $\frac{(11\ 399)}{(5,4\ \%)}$

1982-1986 : $\frac{(5\ 670)}{(3,4\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	664
1982	-	-
1983	1	857
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 079	330	352			
Total PNUD/CIP	11 399	1 943	920			
Part de l'ONU	1 676	260	350			
(en pourcentage)	(14,7 %)	(13,4 %)	(38,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	1	1	2
1982	-	2	1	-
1983	-	3	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	41	3	38
1982	8	4	4
1983	4	-	4
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	82,1	78,7	99,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	16,3	31,0		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	17,9	21,3	0,4	Formation	17,9	21,3	0,4		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	82,1	62,4	68,6		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	98,9	98,9	99,1	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	1,1	1,1	0,9						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BAIIF E IN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500
(1,2 %)

(2 623)
1977-1981 : 2 500
(9,9 %)

(1 414)
1982-1986 : 2 500
(1,6 %)

Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	7	214
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	321	-	-			
Total PNUD/CIP	2 623	448	220			
Part de l'ONUDI	300	-	-			
(en pourcentage)	(11,4 %)	-	-			

Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	7 mois et plus
1977-81	7	-	7
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	93,4	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	6,6	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	55,5	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	41,5	-	-
Experts	92,7	-	-	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-
Formation	6,7	-	-	Autres	-	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	0,6	-	-				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

DJIBOUTI

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 :

(-)

1977-1981 :

(2 771)

2 200

(-)

1982-1986 :

(4 550)

5.250

(2,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	2	120
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	34	51	-			
Total PNUD/CIP	1 284	941	990			
Part de l'ONUDI	-	51	-			
(en pourcentage)	-	(5,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	-	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	2	3
1982	3	3	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	-	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	100,0	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	100,0	100,0	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	95,4	98,7	-	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	3,5	1,3	-						
Divers	1,1	-	-						

OBSERVATIONS : PMA; repris aussi sous la rubrique "Afrique"

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EGYPTE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{27\,500}{(19,2\%)}$

(30 361)
1977-1981 : $\frac{31\,500}{(22,0\%)}$

(29 374)
1982-1986 : $\frac{56\,000}{(30,0\%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	54	4 502
1982	9	2 568
1983	5	652
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	9 416	1 759	1 039			
Total PNUD/CIP	32 361	7 550	6 600			
Part de l'ONUDI	8 928	1 675	1 029			
(en pourcentage)	(27,6 %)	(22,2 %)	(15,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	35	7	7	6
1982	12	8	6	4
1983	12	12	5	4
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	152	105	47
1982	31	28	3
1983	21	18	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		95,3	93,2	99,0	Coopération en matière d'investissements		-	4,9	0,1
PNUD/SIS/MS		2,0	6,8	1,0	Planification industrielle		1,4	-	-
SIS/F/S		0,9	-	-	Infrastructure institutionnelle		3,8	-	-
PO		0,5	-	-	Création d'usines		1,2	6,6	10,2
FAS/FS		0,1	-	-	Formation		3,5	3,0	6,1
FNUDI		1,2	-	-	Etudes de faisabilité		0,2	-	-
Autres		-	-	-	Agro-industries		17,6	12,0	8,5
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques		34,0	36,7	30,9
Experts		33,1	31,2	45,9	Industries mécaniques		19,8	4,1	8,2
Sous-traitance		13,1	11,3	17,3	Industries chimiques		47,7	32,7	46,0
Formation		8,3	12,9	7,8	Autres		0,8	-	-
Matériel		43,7	42,8	26,2					
Divers		1,8	1,8	2,8					

OBSERVATIONS : Repris aussi sous la rubrique "Afrique"

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

EMIRATS ARABES UNIS PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000 (9,4 %) 1977-1981 : 1 398 (11,4 %) 1982-1986 : 440 (2,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	3	76
1982	1	685
1983	2	124
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	253	128	24			
Total PNUD/CIP	1 508	2 242 ^{a/}	1 806 ^{a/}			
Part de l'ONUDI	137	128	208			
(en pourcentage)	(9,1 %)	(5,7 %)	(11,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	-	-	-
1982	-	1	1	-
1983	1	-	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 3 mois	6 mois et plus
1977-81	9	3	6
1982	3	-	3
1983	5	2	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	57,2	100,0	84,2	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	4,6	-	-	Planification industrielle	38,2	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	57,2	-	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	4,6	-	-		
FAS/FS	38,2	-	15,8	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	100,0	95,3		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	97,0	99,1	98,8	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	4,7		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	3,0	0,9	1,2						

OBSERVATIONS: ^{a/} Comprend une contribution au titre du partage des dépenses étant donné le faible montant des dépenses effectuées au titre du CIP en 1982 (19 000 dollars) et 1983 (122 000 dollars).

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

Iraq

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{15\ 000}{(1,0\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{15\ 469}{(27,5\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{(10\ 235)}{(15,5\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	25	5 653
1982	2	70
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	4 085	1 399	1 251			
Total PNUD/CIP	13 496	2 200	2 142			
Part de l'ONU	1 851	657	988			
(en pourcentage)	(13,7 %)	(29,9 %)	(46,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	30	1	-	1
1982	2	1	-	1
1983	2	1	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	111	38	73
1982	31	11	20
1983	19	4	15
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	45,3	47,0	79,0	Sous-secteur industriel			
PNUD/SIS/MS	3,0	-	0,9	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	1,7	-	-
PO	0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	31,9	37,9	3,1
FAS/FS	51,6	49,8	20,1	Création d'usines	3,7	3,1	0,9
FNUDI	-	3,2	-	Formation	0,2	-	-
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
				Agro-industries	0,6	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	14,5	8,9	17,0
Experts	80,0	82,8	86,4	Industries mécaniques	41,9	42,5	68,4
Sous-traitance	7,3	3,6	8,4	Industries chimiques	4,5	4,3	10,6
Formation	5,4	12,1	3,9	Autres	1,0	3,3	-
Matériel	2,6	0,1	-				
Divers	4,7	1,4	1,3				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

JAMAHIRYA ARABE LYBIENNE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 (14,4 %) 1977-1981 : 5 000 (65,6 %) 1982-1986 : 5 000 (1 723) (37,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	12	2 556
1982	2	5 970
1983	4	10 050
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	7 962	3 857	4 705			
Total PNUD/CIP	5 188	3 562	4 000			
Part de l'ONUDI	3 127	1 352	941			
(en pourcentage)	(60,3 %)	(38,0 %)	(23,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	-	1	1
1982	1	-	-	2
1983	2	-	-	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	416	20	396
1982	125	2	123
1983	267	4	2 623
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	39,3	35,0	20,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	0,1	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	40,0	35,0	20,0		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	59,5	65,0	79,7	Formation	-	-	-		
FNUDI	1,2	-	0,2	Etudes de faisabilité	7,7	10,3	1,1		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	98,7	98,6	98,2	Industries mécaniques	0,5	-	0,2		
Sous-traitance	0,2	-	-	Industries chimiques	51,8	54,7	78,7		
Formation	0,1	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	0,3	0,5	1,5						
Divers	0,7	0,9	0,3						

OBSERVATIONS: Repris aussi sous la rubrique "Afrique".

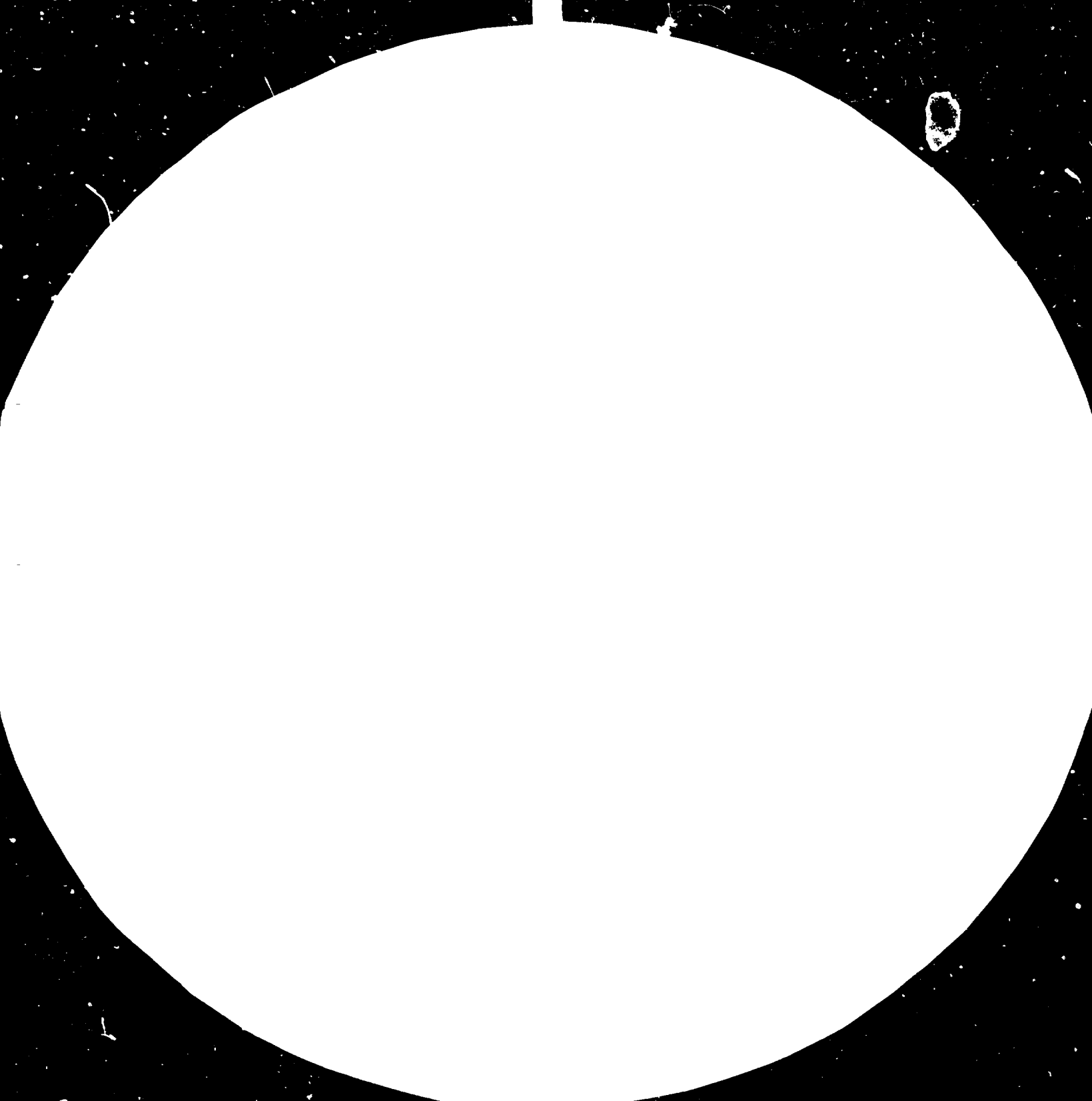
84.05.

AD.



23

25 03





3.6



4



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART
NATIONAL BUREAU OF STANDARDS-
STANDARD REFERENCE MATERIAL 1010a
ANSI AND ISO TEST CHART No. 2

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU DI

JORDANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{15\ 000}{(11,7\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{15\ 575}{(15\ 000)}$ 1982-1986 : $\frac{8\ 556}{15\ 000}$ (-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	17	366
1982	-	-
1983	1	265
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	597	78	164			
Total PNUD/CIP	14 291	2 654	2 413			
Part de l'ONU Di	310	3	-			
(en pourcentage)	(2,2 %)	(0,1 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	26	1	-	-
1982	4	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	33	26	7
1982	6	5	1
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU DI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	49,6	3,3	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	33,1	29,4	1,3	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	3,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	41,0	-	-
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	14,1	67,3	98,7	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	2,5	20,8	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	81,9	99,0	5,5	Industries mécaniques	0,8	-	100,00
Sous-traitance	1,1	-	-	Industries chimiques	50,8	79,2	-
Formation	3,4	-	-	Autres	4,9	-	-
Matériel	12,6	-	94,4				
Divers	1,0	1,0	0,1				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

KOWEIT

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 1 000
(34,5 %)

1977-1981 : 7 605 ^{a/}
(19,2 %)

1982-1986 : 7 926 ^{a/}
(12,5 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	7	1 001
1982	2	59
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 686	444	304			
Total PNUD/CIP	^{a/} -	-	-			
Part de l'ONUDI	882	429	295			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	1	-	-
1982	3	-	2	-
1983	2	-	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	44	19	25
1982	9	-	9
1983	7	4	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP ^{a/}	52,4	96,4	97,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	0,3	-	-	Planification industrielle	5,8	-	-
SIS/FAS	1,6	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,8	-	8,1
PO	8,7	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	37,0	3,6	3,0	Formation	2,0	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	10,9	49,5	84,5
Autres	-	-	-	Agro-Industries	-	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,8	3,6	3,0
Experts	90,9	99,0	99,2	Industries mécaniques	0,2	-	-
Sous-traitance	3,5	-	-	Industries chimiques	78,3	46,9	0,4
Formation	0,5	-	-	Autres	0,2	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	5,1	1,0	0,8				

OBSERVATIONS ^{a/} A renoncé à son CIP pour la période de planification; programme financé intégralement par une contribution de 100 % versée par les Gouvernements à l'ONUDI au titre du partage des dépenses.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

LIBAN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000 (2,5 %) 1977-1981 : 10 000 (12 092) (1,1 %) 1982-1986 : 10 000 (11 024) (N.D. a/)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	92
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	48	50	-			
Total PNUD/CIP	7 518	3 026	1 498			
Part de l'ONUDI	41	50	-			
(en pourcentage)	(0,6 %)	(1,7 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	8	-	-	-
1982	1	-	-	-
1983	1	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	1	1	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	85,4	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	6,5	-	-	Infrastructure institutionnelle	91,9	100,0	-	
PO	8,1	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	5,8	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	6,5	-	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	83,5	100,0	-	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	7,7	-	-	Autres	2,3	-	-	
Matériel	-	-	-					
Divers	2,3	-	-					

OBSERVATIONS : a/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MAROC

(22 019) (16 000)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : $\frac{20\ 000}{(14,3\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{20\ 000}{(17,6\ \%)}$ 1982-1986 : $\frac{21\ 000}{(9,0\ \%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	20	1 131
1982	2	59
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 126	208	550			
Total PNUD/CIP	22 019	3 562	4 000			
Part de l'ONUDI	1 913	188	542			
(en pourcentage)	(8,7 %)	(5,3 %)	(13,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	32	3	-	2
1982	7	2	-	2
1983	6	2	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	67	49	23
1982	8	6	2
1983	4	2	2
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	89,4	90,3	98,5	Coopération en matière d'investissements	3,6	-	-		
PNUD/SIS/MS	8,7	9,7	1,5	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,4	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,0	-	-		
PO	1,1	-	-	Création d'usines	1,0	9,7	-		
FAS/FS	0,4	-	-	Formation	1,4	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	54,7	50,3	33,8		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	64,6		
Experts	57,3	92,7	35,2	Industries mécaniques	12,0	40,0	0,1		
Sous-traitance	4,9	-	-	Industries chimiques	22,2	-	1,5		
Formation	6,6	2,1	-	Autres	4,1	-	-		
Matériel	29,1	3,9	63,7						
Divers	2,1	1,3	1,1						

OBSERVATIONS : Repris aussi sous la rubrique "Afrique"

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

OMAN

(1 992)

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 4 000 1977-1981 : 5 269
 (0,8 %) (8,8 %) 1982-1986 : 4 000 (13,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	445
1982	-	-
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	571	130	387			
Total PNUD/CIP	5 390	602	1 690 ^{a/}			
Part de l'ONUDI	521	130	387			
(en pourcentage)	(9,9 %)	(21,6 %)	(22,9 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	2	-	
1982	2	-	1	
1983	2	-	1	
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	6	9
1982	3	1	2
1983	8	2	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	92,8	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	7,2	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	16,2		
PO	-	-	-	Création d'usines	3,3	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	92,8	100,0	83,8		
Autres	-	-	-	Agro-industries	3,9	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	100,0	99,2	99,1	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	-	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	0,8	0,9						

OBSERVATIONS : a/ Comprend le partage des dépenses à hauteur de 346 000 dollars des dépenses au titre du CIP en 1983

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

QATAR

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.U.) 1972-1976 : 1 500
(8,1 %)

1977-1981 : -

a/ 1982-1986 : N.D. b/

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	4	276
1982	-	-
1983	2	112
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	695	165	240			
Total PNUD/CIP	a/ -	-	-			
Part de l'ONUDI	156	84	89			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	2	-	-	-
1982	-	1	-	-
1983	2	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	17	3	14
1982	6	4	2
1983	3	-	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP a/	28,4	51,0	37,1	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	73,5	49,0	62,9
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	7,0	-	-
PO	3,6	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	74,0	49,0	62,9	Formation	-	-	-
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-
Catégories de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	96,3	99,6	99,7	Industries mécaniques	-	-	-
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	15,9	51,0	37,1
Formation	-	-	-	Autres	3,6	-	-
Matériel	-	-	-				
Divers	3,7	0,4	0,3				

OBSERVATIONS : a/ A renoncé à son CIP pour la période de planification; programme financé intégralement par une contribution de 100 % versée par le Gouvernement à l'ONUDI au titre du partage des dépenses.

b/ Programme par pays devant être approuvé en juin 1984.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE — PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{15\,000}{(10,2\%)} \quad 1977-1981 : \frac{(19\,346)}{15\,000} \quad 1982-1986 : \frac{(9\,769)}{15\,000}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	30	2 636
1982	6	186
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 530	300	61			
Total PNUD/CIP	17 973	2 390	1 882			
Part de l'ONUDI	2 208	148	2			
(en pourcentage)	(12,3 %)	(6,2 %)	(0,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en révisés				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	28	4	1	1
1982	6	2	-	1
1983	6	2	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	83	58	25
1982	18	10	8
1983	5	5	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	87,3	49,3	3,4	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	5,6	18,3	33,4	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	63,9	35,2	-
PO	3,8	1,4	-	Création d'usines	2,6	31,0	62,2
FAS/FS	0,5	-	-	Formation	2,4	1,4	-
FNUDI	2,6	31,0	63,2	Etudes de faisabilité	1,2	-	-
Autres	-	-	-	Agro-Industries	5,4	4,6	22,1
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	5,0	16,0	6,3
Experts	71,6	64,6	34,3	Industries mécaniques	0,7	2,7	-
Sous-traitance	8,6	6,7	60,3	Industries chimiques	17,5	9,1	9,4
Formation	5,9	27,5	4,7	Autres	1,3	-	-
Matériel	11,8	-	-				
Divers	2,1	1,2	0,7				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

SOUDAN PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 (4,5 %) 1977-1981 : 33 000 (29 657) (4,4 %) 1982-1986 : 58 500 (25 283) (4,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	46	2 222
1982	7	811
1983	8	218
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 480	681	694			
Total PNUD/CIP	35 681	8 958	6 100			
Part de l'ONUDI	1 715	305	280			
(en pourcentage)	(4,8 %)	(3,4 %)	(4,6 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	25	1	2	1
1982	10	1	1	1
1983	9	1	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	55	25	30
1982	15	8	7
1983	12	7	5
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	68,2	44,9	40,3	Coopération en matière d'investissements	1,0	-	-		
PNUD/SIS/MS	12,2	14,7	2,3	Planification industrielle	2,2	0,3	2,1		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	1,2	-	-		
PO	11,6	1,4	17,9	Création d'usines	60,0	38,3	38,3		
FAS/FS	4,6	-	-	Formation	4,4	0,8	13,9		
FNUDI	3,4	4,7	-	Etudes de faisabilité	1,2	-	-		
Autres ^{a/}	-	34,3	39,5	Agro-industries	6,2	4,6	1,4		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	2,8	4,1	0,2		
Experts	66,6	61,2	62,7	Industries mécaniques	14,3	6,2	-		
Sous-traitance	6,5	7,2	-	Industries chimiques	0,4	44,2	41,5		
Formation	10,5	1,8	15,3	Autres	6,3	1,5	2,6		
Matériel	11,9	26,9	18,4						
Divers	4,5	2,9	3,6						

OBSERVATIONS : FMA; repris aussi sous la rubrique "Afrique"

^{a/} Système de financement des Nations Unies pour la science et la technique au service du développement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

TUNISIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(8,3 %)

(15 498)
1977-1981 : 15 000
(9,7 %)

(8 351)
1982-1986 : 15 000
(16,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	2	320
1983	-	-
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 934	46	49			
Total PNUD/CIP	15 498	2 434	1 955			
Part de l'ONU	1 800	32	49			
(en pourcentage)	(11,6 %)	(1,3 %)	(2,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	1	4	2
1982	5	2	1	-
1983	5	2	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	47	29	18
1982	2	1	1
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	71,7	70,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	4,1	-	-	Planification industrielle	11,7	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	27,2	38,3	55,0	
PO	2,4	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	13,6	30,0	-	Formation	1,6	11,2	-	
FNUDI	8,2	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres				Agro-industries	56,8	50,5	45,0	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-	
Experts	48,6	48,1	55,6	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	32,6	-	34,6	Industries chimiques	0,5	-	-	
Formation	14,7	6,0	4,0	Autres	2,2	-	-	
Matériel	2,9	45,9	5,0					
Divers	1,2	-	0,8					

OBSERVATIONS: Repris aussi sous la rubrique "Afrique".

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YEMEN

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 15 000
(1,7 %)

(20 161)
1977-1981 : 23 750
(9,8 %)

(14 952)
1982-1986 : 30 000
(1,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	20	732
1982	1	104
1983	2	20
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 496	358	367			
Total PNUD/CIP	21 661	4 494	3 443			
Part de l'ONUDI	1 053	327	344			
(en pourcentage)	(4,9 %)	(7,3 %)	(10,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	21	-	1	1
1982	-	-	-	1
1983	-	-	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	41	21	20
1982	8	4	4
1983	4	1	3
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983		1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	69,2	91,4	93,9	Sous-secteur industriel	6,4	-	-		
PNUD/SIS/MS	12,2	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
PO	13,9	7,7	5,2	Infrastructure institutionnelle	75,2	91,4	93,2		
FAS/FS	2,8	-	-	Création d'usines	2,2	-	-		
FNUDI	1,9	0,9	0,9	Formation	-	-	2,6		
Autres	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
				Agro-industries	3,2	0,9	0,9		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	3,4	-	-		
Experts	88,6	95,0	92,4	Industries mécaniques	3,8	-	-		
Sous-traitance	4,2	-	-	Industries chimiques	5,2	-	3,3		
Formation	0,4	1,6	3,5	Autres	0,6	7,7	-		
Matériel	3,5	1,1	0,1						
Divers	3,3	2,3	4,0						

OBSERVATIONS : PMA

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YEMEN DEMOCRATIQUE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 10 000
(4,2 %)

1977-1981 : 13 182
(9,5 %)

1982-1986 : 22 250
(12,9 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	42	2 661
1982	8	300
1983	5	151
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 445	566	769			
Total PNUD/CIP	13 182	3 734	3 310			
Part de l'ONUDI	939	308	344			
(en pourcentage)	(7,1 %)	(8,3 %)	(10,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	30	4	-	1
1982	4	2	-	1
1983	6	-	1	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	55	22	33
1982	10	4	6
1983	8	1	7
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	38,9	54,4	44,9	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	25,8	11,5	2,2	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	1,1	-	-	Infrastructure institutionnelle	5,4	-	-	
PO	15,1	12,6	4,8	Création d'usines	0,2	53,9	44,7	
FAS/FS	-	-	-	Formation	11,5	2,8	14,1	
FNUDI	19,1	21,5	48,1	Etudes de faisabilité	41,7	0,5	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	22,2	12,1	4,8	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	8,6	25,0	36,2	
Experts	61,5	62,3	69,4	Industries mécaniques	3,1	5,7	0,1	
Sous-traitance	9,1	-	13,4	Industries chimiques	7,3	-	2,1	
Formation	7,4	3,8	3,9	Autres	-	-	-	
Matériel	21,2	32,2	12,6					
Divers	0,8	1,7	0,7					

OBSERVATIONS : PMA

EUROPE

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

ALBANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.C.) 1972-1976 : 1 000 (2,3 %) 1977-1981 : 4 250 (17,8 %) 1982-1986 : 10 250 (5,6 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	89
1982	-	-
1983	1	1
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	91	11	-			
Total PNUD/CIP	421	454	1 144			
Part de l'ONU	21	11	-			
(en pourcentage)	(5,0 %)	(2,4 %)	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	5	-	-	-
1982	3	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	-	-	-
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	23,2	100,0	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,9	-	-		
PO	76,8	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	97,2	100,0	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-		
Experts	3,4	-	-	Industries mécaniques	1,9	-	-		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	96,6	100,0	-	Autres	-	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	-	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

BULGARIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{7\,500}{(19,4\%)}$

(7 529)
1977-1981 : $\frac{7\,500}{(25,3\%)}$

(3 750)
1982-1986 : $\frac{6\,000}{(19,6\%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	13	2 205
1982	9	1 075
1983	1	250
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 929	297	366			
Total PNUD/CIP	7 277	1 127	960			
Part de l'ONUDI	1 839	216	310			
(en pourcentage)	(25,3 %)	(19,2 %)	(32,3 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	26	3	1	1
1982	5	5	-	1
1983	5	6	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	19	19	-
1982	2	2	-
1983	3	3	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	95,3	72,7	84,8	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	2,9	18,0	15,1	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	0,3	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	0,8	9,3	0,1	Création d'usines	0,2	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	3,3	14,6	0,4
FNUDI	0,7	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-Industries	0,7	-	-
Catégorie de dépenses	7,0	5,0	7,4	Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	-	-	1,4	Industries mécaniques	94,7	77,5	84,8
Sous-traitance	14,4	55,8	24,4	Industries chimiques	1,1	7,9	14,8
Formation	77,5	33,8	62,4	Autres	-	-	-
Matériel	1,1	5,4	4,4				
Divers							

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

CHYPRE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{5\,000}{(16,9\%)}$

1977-1981 : $\frac{5\,000}{(36,6\%)}$

(5 223)

1982-1986 : $\frac{5\,000}{(11,5\%)}$

(3 300)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	2 350
1982	-	-
1983	1	25
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 856	95	10			
Total PNUD/CIP	4 748	1 014	560			
Part de l'ONU	1 581	81	3			
(en pourcentage)	(33,3 %)	(8,0 %)	(0,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	31	-	1	1
1982	7	-	-	1
1983	7	1	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	48	22	26
1982	-	-	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel		1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		85,2	85,6	29,6	Coopération en matière d'investissements		-	-	-
PNUD/SIS/MS		13,8	14,4	70,4	Planification industrielle		78,6	85,6	29,6
SIS/FAS		0,1	-	-	Infrastructure institutionnelle		1,3	-	-
PO		0,9	-	-	Création d'usines		3,3	-	-
FAS/FS		-	-	-	Formation		0,8	-	-
FNUDI		-	-	-	Etudes de faisabilité		-	-	70,4
Autres		-	-	-	Agro-industries		4,1	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques		-	-	-
Experts		76,7	70,7	98,0	Industries mécaniques		2,6	14,4	-
Sous-traitance		-	-	-	Industries chimiques		9,3	-	-
Formation		2,0	9,2	-	Autres		-	-	-
Matériel		20,2	17,6	-					
Divers		1,1	0,5	2,0					

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

GRECE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{7\,500}{(12,9\%)} \quad 1977-1981 : \frac{(8\,342)}{7\,500} \quad 1982-1986 : \frac{(4\,276)}{6\,000} (9\%)$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	6	328
1982	-	-
1983	1	22
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	615	16	24			
Total PNUD/CIP	7 544	613	500			
Part de l'ONU	612	16	12			
(en pourcentage)	(8,1 %)	(2,6 %)	(2,4 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	6	1	1	-
1982	3	1	1	-
1983	1	1	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	19	16	3
1982	5	5	-
1983	6	6	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	99,3	100,0	50,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	100,0	100,0	50,0		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	0,7	-	50,0	Formation	-	-	-		
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	-	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	50,0		
Experts	55,2	-	96,8	Industries mécaniques	-	-	-		
Sous-traitance	4,3	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	3,4	-	-	Autres	-	-	-		
Matériel	36,3	100,0	3,2						
Divers	0,8	-	-						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

HONGRIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 :

7 500
(3,5 %)

1977-1981 :

(3 980)
3 500
(14,9 %)

1982-1986 :

(2 302)
3 500
(28,8 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	15	861
1982	6	935
1983	1	64
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	1 213	319	374			
Total PNUD/CIP	3 761	462	626			
Part de l'ONU	577	298	266			
(en pourcentage)	(15,3 %)	(64,5 %)	(42,5 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	32	2	-	-
1982	8	5	-	-
1983	6	5	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	33	23	10
1982	2	2	-
1983	8	7	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	47,5	93,3	71,2	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	25,0	5,2	28,8	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	11,9	0,1	-		
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	15,5	1,5	-	Formation	31,4	4,3	-		
FNUDI	12,0	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	34,6	1,4	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	4,3	63,4	34,0		
Experts	39,3	2,5	17,5	Industries mécaniques	14,8	25,5	43,0		
Sous-traitance	8,1	1,4	23,9	Industries chimiques	3,0	5,3	23,0		
Formation	35,2	19,6	11,7	Autres	-	-	-		
Matériel	16,5	75,2	45,3						
Divers	0,9	1,3	1,6						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ISLANDE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{1\ 000}{(20,6\ \%)}$ 1977-1981 : $\frac{-\ a/}{-}$ 1982-1986 : $\frac{-\ a/}{-}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	1	4
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	79	-	-			
Total PNUD/CIP	-	-	-			
Part de l'ONUDI	17 ^{b/}	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	9	1	-	-
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	5	2	3
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	20,9	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	79,1	-	-	Formation	-	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	1,0	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-industries	4,3	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	14,4	-	-	
Experts	79,6	-	-	Industries mécaniques	80,3	-	-	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-	
Formation	2,8	-	-	Autres	-	-	-	
Matériel	5,9	-	-					
Divers	11,7	-	-					

OBSERVATIONS : a/ A renoncé à son CIP pour la période de planification

b/ Projet en cours ayant débuté pendant le premier cycle.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ISRAEL

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 5 000 1977-1981 : - ^{a/} 1982-1986 : - ^{a/}
(19,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	-	-
1982	-	-
1983	-	-
1984	-	-
1985	-	-
1986	-	-

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	44	-	-			
Total PNUD/CIP	-	-	-			
Part de l'ONUDI	44 ^{b/}	-	-			
(en pourcentage)	-	-	-			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	13	-	-	1
1982	-	-	-	-
1983	-	-	-	-
1984	-	-	-	-
1985	-	-	-	-
1986	-	-	-	-

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	4	3	1
1982	-	-	-
1983	-	-	-
1984	-	-	-
1985	-	-	-
1986	-	-	-

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	100,0	-	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	-	
PNUD/SIS/MS	-	-	-	Planification industrielle	-	-	-	
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-	
PO	-	-	-	Création d'usines	-	-	-	
FAS/FS	-	-	-	Formation	1,6	-	-	
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-	
Autres	-	-	-	Agro-Industries	8,1	-	-	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	1,8	-	-	
Experts	87,6	-	-	Industries mécaniques	-	-	-	
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	88,5	-	-	
Formation	11,3	-	-	Autres	-	-	-	
Matériel	-	-	-					
Divers	1,1	-	-					

OBSERVATIONS : ^{a/} A renoncé à son CIP pour la période de planification.

^{b/} Projet en cours ayant débuté pendant le premier cycle

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

MALTE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{2\,500}{(16,9\%)} \quad 1977-1981 : \frac{2\,500}{(7,7\%)} \quad 1982-1986 : \frac{2\,500}{(2,3\%)}$

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	9	304
1982	2	27
1983	2	194
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	306	122	53			
Total PNUD/CIP	2 132	375	305			
Part de l'ONUDI	76	71	0,4			
(en pourcentage)	(3,6 %)	(18,9 %)	(0,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	14	1	-	-
1982	2	-	-	-
1983	4	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	15	8	7
1982	2	-	2
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	47,5	58,4	0,8	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	40,5	-	-	Planification industrielle	0,7	-	-		
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	0,3	-	-		
PO	0,2	-	-	Création d'usines	31,2	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	0,4	-	-		
FNUDI	11,6	41,6	99,2	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-Industries	3,1	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	12,1	41,6	99,2		
Experts	95,5	98,2	99,3	Industries mécaniques	46,5	58,4	0,8		
Sous-traitance	-	-	-	Industries chimiques	-	-	-		
Formation	4,1	1,0	-	Autres	5,7	-	-		
Matériel	-	-	-						
Divers	0,4	0,8	0,7						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONU

POLOGNE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : $\frac{7\,500}{(6,6\%)}$ 1977-1981 : $\frac{(7\,648)}{7\,500}$ 1982-1986 : $\frac{(3\,923)}{6\,000}$
 (27,5 %) (27,1 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	7	1 606
1982	-	-
1983	3	720
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 324	91	150			
Total PNUD/CIP	7 344	741	1 000			
Part de l'ONU	1 920	91	150			
(en pourcentage)	(26,1 %)	(12,3 %)	(15,0 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	22	3	-	1
1982	3	2	-	1
1983	3	4	-	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 8 mois	8 mois et plus
1977-81	27	27	-
1982	8	8	-
1983	1	-	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONU en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)							
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983
PNUD/CIP	82,9	100,0	100,0	Coopération en matière d'investissements	-	-	-
PNUD/SIS/MS	16,1	-	-	Planification industrielle	-	-	-
SIS/FAS	-	-	-	Infrastructure institutionnelle	-	-	-
PO	1,0	-	-	Création d'usines	-	-	-
FAS/FS	-	-	-	Formation	8,8	9,1	20,1
FNUDI	-	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-
Autres	-	-	-	Agro-industries	18,0	-	-
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	-	-	-
Experts	6,5	34,0	0,1	Industries mécaniques	9,4	-	35,6
Sous-traitance	5,1	-	5,3	Industries chimiques	63,4	90,9	44,3
Formation	28,6	56,9	35,4	Autres	0,4	-	-
Matériel	59,0	5,9	57,7				
Divers	0,8	3,2	1,5				

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

PORTUGAL

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : -

1977-1981 : 4 000

1982-1986 : 4 000

(? 261)

(5,0 %)

(-)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	26	854
1982	3	183
1983	1	8
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	682	79	75			
Total PNUD/CIP	4 105	583	575			
Part de l'ONUDI	210	2	-			
(en pourcentage)	(5,1 %)	(0,3 %)				

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	10	-	-	-
1982	8	-	-	-
1983	7	-	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	44	42	2
1982	3	3	-
1983	1	1	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	12,9	3,1	-	Coopération en matière d'investissements	-	-	71,9		
PNUD/SIS/MS	45,8	12,6	3,4	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,4	-	-	Infrastructure institutionnelle	12,0	22,1	8,0		
PO	21,5	4,3	9,8	Création d'usines	-	-	-		
FAS/FS	-	60,9	6,9	Formation	20,8	4,3	9,8		
FNUDI	19,4	19,1	8,0	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres ^{a/}	-	-	71,9	Agro-industries	4,5	12,7	3,4		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	19,4	-	-		
Experts	35,1	78,0	35,5	Industries mécaniques	39,3	-	-		
Sous-traitance	19,2	-	-	Industries chimiques	-	60,9	6,9		
Formation	42,8	18,2	42,3	Autres	4,0	-	-		
Matériel	1,4	-	15,3						
Divers	1,5	3,8	6,9						

OBSERVATIONS: a/ Activités exécutées contre remboursement.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

ROUMANIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 7 500
(9,5 %)

(7 974)
1977-1981 : 7 500
(21,4 %)

(4 468)
1982-1986 : 7 500
(47,0 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	26	1 669
1982	3	142
1983	1	52
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 551	85	133			
Total PNUD/CIP	7 624	501	1 200			
Part de l'ONUDI	1 598	34	10			
(en pourcentage)	(21,0 %)	(6,8 %)	(0,8 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	54	6	-	-
1982	11	6	-	-
1983	10	6	-	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	36	34	2
1982	4	4	-
1983	5	5	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	64,8	40,6	7,6	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	29,7	59,4	64,6	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	-	-	-	infrastructure institutionnelle	-	-	-		
PO	0,7	-	0,5	Création d'usines	4,2	-	-		
FAS/FS	-	-	-	Formation	2,5	10,2	1,3		
FNUDI	4,8	-	27,3	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	17,7	1,7	8,8		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	10,3	13,1	8,0		
Experts	13,4	11,8	36,7	Industries mécaniques	37,5	51,9	8,9		
Sous-traitance	-	8,9	9,2	Industries chimiques	27,4	23,1	72,0		
Formation	9,7	51,4	13,2	Autres	0,4	-	0,4		
Matériel	76,3	27,0	39,3						
Divers	0,6	0,9	1,6						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TCHÉCOSLOVAQUIE PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 2 500 (3 141) (1 584)
 1977-1981 : 2 500 (5,5 %) (75,0 %) 1982-1986 : 2 500 (64,3 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	5	1 898
1982	2	87
1983	1	688
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	2 125	204	143			
Total PNUD/CIP	3 031	336	320			
Part de l'ONUDI	2 065	204	140			
(en pourcentage)	(68,1 %)	(60,7 %)	(43,7 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	4	1	1	1
1982	3	1	1	1
1983	2	2	2	1
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	6	6	-
1982	1	1	-
1983	-	-	-
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)										
Source des fonds		1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel			1977-81	1982	1983
PNUD/CIP		99,9	100,0	98,2	Coopération en matière d'investissements			-	-	-
PNUD/SIS/MS		-	-	1,8	Planification industrielle			-	-	-
SIS/FAS		-	-	-	Infrastructure institutionnelle			-	-	-
PO		0,1	-	-	Création d'usines			-	-	-
FAS/FS		-	-	-	Formation			16,5	31,5	14,3
FNUDI		-	-	-	Etudes de faisabilité			-	-	-
Autres		-	-	-	Agro-industries			-	-	-
Catégorie de dépenses					Industries métallurgiques			50,1	22,6	67,2
Experts		0,9	2,8	6,6	Industries mécaniques			33,3	45,9	16,7
Sous-traitance		8,3	7,6	39,5	Industries chimiques			-	-	1,8
Formation		19,6	43,2	33,3	Autres			0,1	-	-
Matériel		70,6	45,4	17,3						
Divers		0,6	1,0	3,3						

OBSERVATIONS :

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

TURQUIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1976 : 20 000 (18 %) 1977-1981 : 20 000 (53,3 %) 1982-1986 : 20 000 (35,2 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	77	9 499
1982	6	186
1983	6	1 386
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	8 570	1 777	719			
Total PNUD/CIP	19 268	3 432	2 100			
Part de l'ONUDI	7 966	1 746	696			
(en pourcentage)	(41,3 %)	(50,9 %)	(33,1 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	58	16	5	1
1982	19	8	9	2
1983	13	6	11	2
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	242	185	57
1982	46	40	6
1983	20	14	6
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)								
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983	
PNUD/CIP	92,8	98,3	96,9	Coopération en matière d'investissements	0,3	-	-	
PNUD/SIS/MS	1,6	1,2	0,8	Planification industrielle	3,2	11,5	13,1	
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	10,4	5,1	10,9	
PO	1,8	0,2	1,2	Création d'usines	5,2	-	-	
FAS/FS	0,8	-	-	Formation	29,9	47,8	49,6	
FNUDI	2,5	0,3	1,1	Etudes de faisabilité	1,4	4,4	1,0	
Autres ^{a/}	0,3	-	-	Agro-industries	7,6	2,1	12,8	
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	21,7	19,2	1,0	
Experts	41,7	50,2	57,3	Industries mécaniques	3,2	0,9	4,0	
Sous-traitance	16,1	20,4	11,0	Industries chimiques	15,6	9,0	7,4	
Formation	11,8	12,0	6,2	Autres	1,5	-	0,2	
Matériel	28,6	16,4	24,4					
Divers	1,8	1,0	1,1					

OBSERVATIONS : ^{a/} Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

PROFIL DES ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE DE L'ONUDI

YUGOSLAVIE

PNUD/CIP (en milliers de dollars E.-U.) 1972-1978 : 7 500

1977-1981 : 7 500

1982-1986 : 7 500

(37,1 %)

(26,3 %)

(32,7 %)

A. Nouveaux projets approuvés		
Année	Nombre	Montant (en milliers de dollars)
1977-81	35	2 531
1982	4	256
1983	3	401
1984		
1985		
1986		

B. Dépenses (en milliers de dollars)						
	1977-81	1982	1983	1984	1985	1986
Toutes sources	3 398	149	469			
Total PNUD/CIP	8 128	502	1 043			
Part de l'ONUDI	2 456	82	398			
(en pourcentage)	(30,2 %)	(16,3 %)	(38,2 %)			

C. Ventilation des projets PNUD approuvés d'après le total des apports en devises				
Année	Nombre de projets/Montant (en milliers de dollars)			
	< 150	150-500	500-1000	1000 >
1977-81	51	5	3	-
1982	17	3	2	-
1983	14	4	1	-
1984				
1985				
1986				

D. Experts en poste			
Année	Nombre	Jusqu'à 6 mois	6 mois et plus
1977-81	87	74	13
1982	5	3	2
1983	5	4	1
1984			
1985			
1986			

E. Répartition des activités d'assistance technique de l'ONUDI en 1977-1983 (en pourcentage du total des dépenses)									
Source des fonds	1977-81	1982	1983	Sous-secteur industriel	1977-81	1982	1983		
PNUD/CIP	74,6	48,6	84,8	Coopération en matière d'investissements	-	-	-		
PNUD/SIS/MS	16,7	28,4	15,2	Planification industrielle	-	-	-		
SIS/FAS	0,2	-	-	Infrastructure institutionnelle	3,1	-	-		
PO	1,6	21,1	-	Création d'usines	20,5	3,3	-		
FAS/FS	4,8	1,9	-	Formation	0,2	-	-		
FNUDI	2,1	-	-	Etudes de faisabilité	-	-	-		
Autres	-	-	-	Agro-industries	13,2	-	-		
Catégorie de dépenses				Industries métallurgiques	5,7	0,9	39,5		
Experts	39,8	60,5	12,2	Industries mécaniques	11,8	38,8	12,8		
Sous-traitance	19,0	-	2,6	Industries chimiques	45,3	57,0	47,7		
Formation	9,4	22,6	3,9	Autres	0,2	-	-		
Matériel	29,3	11,7	80,8						
Divers	2,5	5,2	0,5						

OBSERVATIONS :

